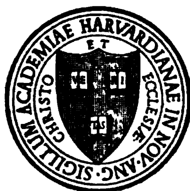

CHRISTO
ET
ECCLESIAE
SIGILLUM ACADEMIAE HARVARDIANAE IN NOV·ANG·
VE RI TAS

HISTOIRE

CONTEMPORAINE

DE L'ESPAGNE

PAR

M. GUSTAVE HUBBARD

Deuxième Série

RÉGENCES DE CHRISTINE ET D'ESPARTERO

1833-1843

TOME PREMIER

PARIS

G. CHARPENTIER, LIBRAIRE-ÉDITEUR

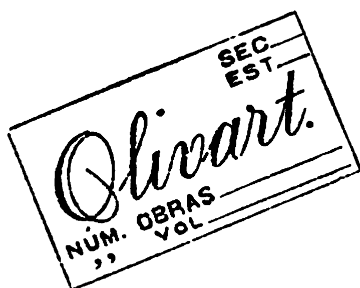
13, RUE DE GRENELLE-SAINT-GERMAIN, 13

1878

HISTOIRE

CONTEMPORAINE

DE L'ESPAGNE



DU MÊME AUTEUR.

De l'organisation des sociétés de prévoyance et des bases scientifiques sur lesquelles elles doivent être établies. 1 vol. in-8°, 1852. Guillaumin et Cᵉ. 7 fr 50

Saint-Simon, sa vie et ses travaux, suivi de fragments des plus célèbres écrits de Saint-Simon. 1857. 1 vol. grand in-18. Guillaumin et Cᵉ. 3 fr.

Histoire de la littérature contemporaine en Espagne. Charpentier et Cᵉ, 1876. 3 fr. 50

De la création d'une caisse d'Etat pour recevoir les épargnes des classes laborieuses, août 1875. Conférence faite au cercle de l'Union, à Passy. Brochure, Ernest Leroux, 28, rue Bonaparte. 0 fr. 20

Le budget des trois monarchies et le budget de la république, brochure éditée par la Société d'instruction républicaine, 1873. 0 fr. 20

Le budget républicain, brochure éditée par la Société d'instruction républicaine, 1876. 0 fr. 20

Plan d'une revue qui serait l'organe d'une nouvelle école d'économie politique, prospectus in-4° édité par l'auteur, imprimé par Hennuyer, 1872. 0 fr. 50

Lettres d'un volontaire, publiées entre le siége de Paris et l'insurrection de la Commune, édité par l'auteur, 1871. Brochure in-8°. 1 fr.

L'*Histoire contemporaine de l'Espagne* se divise en trois séries, de deux volumes chacune.

La première série, comprenant le règne de Ferdinand VII (1814-1833), a paru en 1869; le deuxième volume de la deuxième série, qui comprend les régences de Christine et d'Espartero (1833-1843), est sous presse. Reste à publier la troisième série : règne d'Isabelle II (1843-1868)

Paris. — Typographie A. Hennuyer, rue d'Arcet, 7.

HISTOIRE

CONTEMPORAINE

DE L'ESPAGNE

PAR

M. GUSTAVE HUBBARD

Deuxième Série

RÉGENCES DE CHRISTINE ET D'ESPARTERO

1833-1843

TOME PREMIER

PARIS

CHARPENTIER ET Ce, LIBRAIRES-EDITEURS

13, RUE DE GRENELLE-SAINT-GERMAIN, 13

1878

PRÉFACE DE LA DEUXIÈME SÉRIE

Je dois quelques explications à toutes les personnes qui se sont intéressées à la publication de cette *Histoire contemporaine.*

Les deux premiers volumes, qui comprennent le règne de Ferdinand VII, datent de 1869, et ce n'est qu'en 1878 que je suis en mesure de donner cette seconde série de deux volumes, qui comprend les régences de Christine et d'Espartero.

Quelle est la cause de ce retard? Il ne serait pas juste de l'attribuer à la moindre négligence de ma part, à un défaut d'activité, à un oubli de l'engagement que j'ai contracté envers moi-même et envers mon pays le jour où je me suis tracé le plan de ce long travail.

Il ne faut l'imputer qu'aux terribles événements des années 1870 et 1871, et à la grande lutte politique qui les a suivis.

M'était-il permis de m'enfouir dans le silence du cabinet, et de rester spectateur impassible de la crise par laquelle passait ma patrie?

Je ne l'ai pas cru; exilé volontaire pendant toute la période de l'empire, de retour en France au moment où chancelait déjà l'édifice instable fondé par le crime de Décembre, j'aurais manqué, me semble-t-il, à tous mes devoirs si je n'avais donné la coopération la plus énergique au renversement de l'empire, à la défense de Paris, à la création en France d'une république sage et durable, solidement assise sur les bases d'une large démocratie.

Aussi, dès la déclaration de guerre à la Prusse, ai-je consacré une grande partie de mon temps à la chose publique.

Ce n'est pas le lieu de raconter ici, ni la part que j'ai prise aux travaux de la commission d'armement du IXe arrondissement de Paris pendant les deux premiers mois du siége de notre capitale par les Prussiens, ni les services que je cherchai à rendre comme simple volontaire dans le 116e régiment de marche depuis la triste journée du 31 octobre jusqu'au lendemain de Buzenval, ni ma collaboration assidue au journal *la Nation souveraine* pendant l'insurrection de la Commune, alors qu'il fallait protéger l'existence de la République et contre une réaction monarchique déchaînée, et contre une partie de la population parisienne, littéralement égarée par la misère et le désespoir. Ce n'est pas le lieu non plus de dire comment, appelé dès la fondation du journal *la République française* à collaborer, sous la direction politique de M. Gambetta, avec MM. Challemel-Lacour, Spuller, Ranc, Allain-Targé et tant d'autres, j'ai joint pendant toute la durée de l'Assemblée nationale mes efforts à ceux de ces courageux champions de la liberté et de la justice, pour doter la France d'une constitution républicaine.

Après les élections du 20 février 1876, j'ai été appelé par les commissions du budget des diverses Chambres des députés pour remplir auprès d'elles les fonctions de secrétaire-adjoint, et mes instants sont encore actuellement consacrés à l'exercice de ces fonctions.

Ce concours de circonstances, cette préoccupation de la chose publique ne suffisent-ils pas à expliquer pourquoi cette seconde série ne paraît que si tard après la première?

Il m'est facile, d'ailleurs, de démontrer que, pendant

toute cette période, je n'ai cessé un seul instant d'avancer dans la tâche que je m'étais imposée.

Dans la livraison du mois d'octobre 1871 de la *Philosophie positive*, je publiais la même introduction qui paraît aujourd'hui à la tête de ce volume, et qui comprend l'histoire des lettres, des sciences et des arts pendant le règne de Ferdinand VII.

Plus tard, en février 1874, apparaissait dans la même Revue tout le travail qui occupera la fin du deuxième volume de cette série, et qui est relatif au mouvement des lettres, des arts et des sciences pendant les régences de Christine et d'Espartero.

Enfin, en 1876, je résumais toute l'histoire de la littérature contemporaine en Espagne dans un volume qui fait partie de l'intéressante collection de l'éditeur Charpentier, intitulée : *Histoire de la Littérature contemporaine dans les différents Etats de l'Europe.*

Ces divers travaux, loin de m'éloigner de mon but, m'en rapprochaient insensiblement. Les deux premiers forment, en effet, partie intégrante de la série actuelle. Quant au troisième, c'était déjà un jalon posé pour la dernière série.

Après cette justification et ces explications, il me reste à remercier la presse des encouragements de tout genre qu'elle a bien voulu m'accorder lors de la publication de mes premiers volumes. Malgré la volonté la plus énergique, on a besoin de témoignages de sympathie pour mener à terme une entreprise de ce genre. Je ne me confiais qu'en moi-même quand je l'ai commencée. Maintenant, depuis l'accueil que les critiques du journalisme ont fait aux deux premiers volumes, depuis les éloges si bienveillants qu'ils ont mérités de MM. Michelet (1) et Alfred Maury, depuis la décision prise par

(1) Voici la copie d'une lettre adressée par M. Michelet à mon

M. Bardoux, ministre de l'instruction publique, de mettre mon ouvrage à la disposition des colléges et des bibliothèques publiques, décision dont je lui reste d'autant plus reconnaissant qu'elle a été prise avec plus de spontanéité, il ne m'est plus permis de m'arrêter.

Je ne puis me dissimuler que des personnes du plus haut mérite, de la plus parfaite compétence, désirent avec un vif intérêt l'achèvement de mon œuvre.

C'est un fait dont je me sens trop honoré pour ne pas vouloir y répondre par une continuité d'efforts soutenus.

Il faudra un concours de tristes événements, de ceux qu'il n'est permis à personne de prévoir, pour que je tarde à publier la troisième série autant de temps que j'en ai mis après la première à publier la seconde.

beau-frère, M. Bertillon, qui avait bien voulu se charger de lui faire parvenir mes deux premiers volumes :

« Cher monsieur, si je savais l'adresse de M. Hubbard, je le remercierais de ce beau livre. Je n'ai jamais rien lu de si *instructif*, de si *ignoré*, de si *intéressant*. Veuillez lui transmettre mes remerciments, je vous prie »

HISTOIRE
CONTEMPORAINE
DE L'ESPAGNE

INTRODUCTION

LETTRES, SCIENCES ET ARTS EN ESPAGNE

DEPUIS L'AVÉNEMENT DE FERDINAND VII JUSQU'A SA MORT

1808-1833

CHAPITRE I.

Influence du catholicisme sur le développement de la société espagnole. — Le règne de Ferdinand VII se divise, au point de vue du mouvement intellectuel, en cinq périodes bien distinctes.

Entraîné par le récit des événements, nous n'avons pu jusqu'à présent arrêter notre attention sur le mouvement intellectuel de la société espagnole pendant les vingt-cinq années écoulées de 1808 à 1833; il entre pourtant dans le plan de notre œuvre de le retracer fidèlement.

Aussi, avant de raconter l'affreuse guerre civile qui, dès la mort de Ferdinand VII, doit pendant sept longues années

ensanglanter la Péninsule, nous proposons-nous de jeter un coup d'œil sur l'état de la littérature, des sciences et des arts pendant toute la période que nous avons parcourue dans nos deux premiers volumes.

La manière toute spéciale dont le catholicisme a toujours été compris en Espagne, a eu depuis des siècles le déplorable résultat d'y comprimer l'essor de la pensée. Parmi les pays civilisés, il n'en est aucun qui, dans ces derniers temps, ait apporté un moindre contingent de découvertes scientifiques et de productions vraiment philosophiques; ses grands artistes, ses grands écrivains doivent toujours leur juste renommée bien plus à l'inspiration qu'à un long et difficile travail de l'esprit. Les penseurs espagnols, s'adressant à un public rempli de préjugés ridicules, étaient encore obligés, au commencement du dix-neuvième siècle, d'éviter dans leurs écrits toute allusion aux grands problèmes que résout à sa manière la révélation chrétienne. Les écrits de Voltaire et de Jean-Jacques, les travaux de nos encyclopédistes avaient bien fait quelques prosélytes; mais les hautes classes seules avaient participé à ce mouvement. Quelques nobles, quelques diplomates, à qui leur richesse permettait de voyager à l'étranger, en étaient venus à abandonner leurs antiques préventions; comme le prince de la Paix, ils aimaient à se considérer eux-mêmes comme dégagés de préoccupations (*despreocupados*). Ce n'était qu'un très-petit nombre, et encore la crainte de l'Inquisition les empêchait-elle de modifier en rien leur genre de vie et leurs habitudes de famille; ils raisonnaient en encyclopédistes; ils communiaient et se confessaient en catholiques sincères. Nul d'entre eux n'aurait osé ouvertement attaquer quelqu'une de ces monstrueuses idolâtries qui se pratiquent encore aujourd'hui. A peine dans les pièces de Moratin, dans les écrits de Jovellanos, osait-on

dessiner parfois le caractère d'un citoyen simple et vertueux qu'une sage philosophie sait maintenir dans les bornes d'une pure morale et de la plus sévère justice. Quant à la grande masse du pays, elle subissait, sans se plaindre, le joug d'ignorance sous lequel une puissante organisation cléricale la tenait asservie.

Après le mouvement du 2 mai 1808, presque simultané avec l'avénement de Ferdinand VII, un courant nouveau put enfin se produire au dehors et se répandre dans toute la Péninsule. Dès cette époque, il semble qu'une nouvelle vie doit animer la nation; les cerveaux commencent à penser; les cœurs se laissent envahir par des sentiments nouveaux. Si les nécessités de l'existence quotidienne, si les soins d'une lutte acharnée n'eussent alors exclusivement occupé toutes les intelligences, de belles œuvres littéraires, scientifiques et artistiques auraient marqué cette époque; mais ne fallait-il pas que tous les hommes jeunes et ardents consacrassent avant tout leurs efforts à sauver l'indépendance de leur pays? Au grand malheur des générations futures, la poésie ne put que lancer quelques accents sublimes; prise pour ainsi dire à l'improviste, la nation n'eut pas le temps de faire sortir de son sein quelqu'une de ces œuvres vigoureuses qui caractérisent une époque.

Aussi, à peine les événements de 1814 ramènent-ils Ferdinand VII dans sa capitale, qu'une nuit plus obscure encore que celle qui régnait sous l'administration de Godoy étend ses ténèbres au-dessus de la Péninsule. Avec l'Inquisition, avec le régime clérical, reparaissent les livres de piété, les vies de saints et de saintes; une censure impitoyable pèse sur l'art dramatique, arrête la publication de tous les journaux, décourage les artistes, met la science en suspicion. Tous les défenseurs du progrès intellectuel, condamnés à l'exil et à la prison, n'ont ni ressources ni moyens

pour agir sur l'opinion publique; pendant six ans, il semble que l'étincelle de 1808 n'a jeté qu'une lueur passagère dont les traces vont se dissiper rapidement.

Mais voici tout à coup la révolution de 1820 qui brise avec énergie tous les liens qui enchaînaient la nation. L'essor est rendu à la pensée; chacun peut se mettre à l'œuvre. Les théâtres se rouvrent, la presse jette en circulation de nombreux journaux; des livres apparaissent, des colléges sont fondés en dehors de l'influence ecclésiastique. Tout fait présumer que la civilisation et la philosophie sont décidément victorieuses, qu'elles ont pris en Espagne leurs lettres de naturalisation; à voir seulement les efforts tentés de tous côtés pour regagner le temps perdu, on peut croire un instant que la liberté a poussé des racines assez profondes pour n'être plus ébranlée par aucune tempête.

Vain espoir : il suffit, en 1823, de l'intervention du duc d'Angoulême et de l'armée française pour arrêter un essor encore prématuré. La masse du peuple n'avait pas absorbé les enseignements qui deux fois déjà avaient pu circuler dans son sein; elle accorde de nouveau sa confiance à ceux qui prêchent le retour pur et simple à l'ancien régime; elle sanctionne par son apathie les efforts de Ferdinand et du clergé pour s'opposer à la propagation des idées modernes. Cependant la situation n'est déjà plus, dans la deuxième réaction absolutiste, dans celle qui suit 1823, ce qu'elle avait été dans la première restauration de 1814 à 1820 : quelques germes féconds ont enfin fructifié; des écrivains libéraux se sont formés; il n'a plus été possible de les proscrire tous; et, si pendant plusieurs années, jusqu'en 1830, Calomarde est assez puissant pour leur fermer la bouche, ils préparent en silence leurs œuvres pour le jour déjà proche où ils entrevoient le triomphe définitif. Le découragement extrême qui régnait après 1814, est remplacé par une certaine dose

d'espérance ; le vaincu ne se résigne plus, il attend son heure. Quant au vainqueur, il tend lui-même à se modifier, il commence à douter de son omnipotence ; il sent la nécessité de pactiser avec la presse, il veut lui-même faire usage des armes que ses adversaires ont maniées à leur profit.

La révolution de 1830, la naissance de l'infante Isabelle modifient de nouveau l'état de l'opinion publique. Avec le retour des proscrits, les idées modernes font une nouvelle apparition, la pensée ne se laisse plus comprimer, elle éclate partout. Les exilés s'empressent de raconter à leurs compatriotes tout ce qu'ils ont vu au dehors pendant leur longue absence ; l'œuvre de 1808 et de 1820 est reprise par-dessous main, malgré les obstacles que suscitent encore les ministres dominants, toujours acharnés à rétablir l'ancien régime, quoique déjà forcés de se mettre en garde contre les dispositions du clergé en faveur de don Carlos. Lorsque Ferdinand VII vient à mourir, tout annonce que la nation n'est plus en état de supporter le régime d'ignorance sous lequel on l'a laissée croupir ; suivant l'expression du roi lui-même, le vin a déjà fermenté et le bouchon va sauter ; et, en effet, l'année même de sa mort, 1833, ouvre une nouvelle époque qui fait d'abord concevoir les plus brillantes espérances ; une interminable guerre civile ne lui permettra de produire que quelques fruits très-rares.

En somme, le règne de Ferdinand VII, ainsi partagé en ces cinq périodes, n'a pu, dans ces conditions, être fécond en productions intellectuelles. Faut-il cependant passer tout à fait sous silence le travail qui s'est opéré dans les esprits pendant le quart de siècle qu'il a duré ? Faut-il, sous le prétexte que le paysage est sombre et obscur, éviter de le peindre, et ne pas même esquisser les ombres dont il est couvert ? Ce serait, à notre sens, mal comprendre le devoir de l'historien ; tout en regrettant profondément l'ignorance

et la misère au milieu desquelles se débat la civilisation espagnole, il doit néanmoins retracer avec soin la série des efforts qu'elle a tentés pour sortir de son impuissance ; il doit déterminer le degré précis de son *retardement* dans les diverses branches où s'exerce l'activité humaine.

Lorsque nous aurons mesuré la profondeur du gouffre où s'est débattue l'intelligence pendant tout le règne de Ferdinand VII, nous pourrons mieux juger les faits de l'ère plus libérale qui, dès 1833, s'est ouverte pour l'Espagne. C'est pourquoi nous allons étudier séparément chacune des cinq périodes que nous avons signalées.

CHAPITRE II.

Première période : 1808-1814. — Les efforts du prince de la Paix pour le progrès des lettres, des sciences et des arts n'ont pas été infructueux. — Tendances des littérateurs et des artistes vers les sujets mythologiques et les règles de la tragédie française. — Pastorales de Melendez. — Comédies de Moratin. — Réaction contre ces tendances après le mouvement du 2 mai. — Courant des idées démocratiques et philosophiques du dix-huitième siècle. — Rôle des poëtes lyriques Gallego, Quintana. — Silence des écrivains des anciennes écoles de Séville et de Salamanque. — Apparition d'une nouvelle génération, Martinez de la Rosa, Galiano. — Difficultés que rencontrent les savants pour continuer les travaux entrepris. — Cabanilles, Antillon. — L'observatoire de Madrid. — Les établissements industriels créés par le prince de la Paix périclitent au milieu des agitations politiques. — Les nombreux artistes existant en 1808 ont à traverser une époque de misère et de découragement. — Rôle spécial de Francisco de Goya; ses peintures, ses eaux-fortes. — *Les Caprices, les Désastres de la guerre.*

En cherchant à nous rendre compte de l'état de la société espagnole avant 1808, nous avons déjà démontré que le système du prince de la Paix, s'il avait été hostile aux idées politiques de la Révolution française, ne l'avait pas été au développement intellectuel du pays[1].

Nous avons insisté sur l'impulsion donnée à l'enseignement primaire, sur la création de l'Institut de Gijon, du corps des ponts et chaussées, sur les récompenses accordées à Melendez et à Moratin; nous aurions pu également apporter comme preuve la création de l'observatoire de San Fernando en 1797, le projet d'en construire un autre à Madrid même, l'envoi de plusieurs expéditions scientifiques; enfin, la fondation, dans presque toutes les capitales de province

[1] T. I, p. 13 à 18.

d'académies, intitulées *Sociétés économiques*, dont l'objet principal était de grouper vers un même but d'amélioration générale l'activité de tous les hommes éclairés. Lorsque Jovellanos eut terminé son rapport sur la loi agraire, que l'on peut considérer comme le premier programme de la révolution sociale réclamée par l'Espagne, il l'envoya à la Société économique instituée à Madrid; et c'est cette dernière qui, en l'insérant dans ses mémoires, et en l'adressant par un vote unanime au conseil de Castille, consacra le succès de cette importante publication.

Malheureusement, les mauvaises tendances qui régnaient parmi les écrivains et les artistes, étaient un contre-poids fâcheux aux bonnes dispositions du gouvernement.

En même temps que Philippe V, était entrée en Espagne l'étiquette cérémonieuse de la cour de Versailles; de nouvelles conventions, bientôt transformées en règles absolues, s'étaient imposées au monde littéraire.

Le peuple espagnol, habitué aux drames de Calderon et de Lope de Vega, dont la facture shakspearienne convient si bien à son tempérament, avait vu tout à coup son théâtre envahi par les traductions des tragédies françaises, dont la marche compassée le laissait froid et glacé; il n'y avait plus de lien entre le public et les auteurs. Ceux-ci n'écrivaient plus que pour quelques individus de haut parage; et, dominés par le prestige des mœurs de Versailles, ils cherchaient à plaire, en s'inspirant de sujets mythologiques, en écrivant de longues périodes, en composant des vers qui se rapprochaient de nos alexandrins. Le public voulait, au contraire, l'ancien rhythme de son Romancero, des sujets tirés de ses aspirations actuelles ou de ses anciennes gloires.

Quelle impression pouvaient produire les pastorales de Melendez sur une population écrasée tout entière par l'in-

digence? C'était un chant mélodieux, susceptible de charmer les oreilles, mais ne pénétrant point jusqu'au cœur.

Les fables d'Iriarte et de Samaniego avaient aussi été accueillies avec empressement; tout en appréciant l'esprit de ces deux fabulistes, on avait pourtant à leur reprocher à juste titre d'avoir plutôt traduit à l'espagnole des idées étrangères, que d'avoir récolté leur moisson sur le territoire national.

Plus accessibles à la masse que les écrits de Jovellanos et les poésies de Melendez, les comédies de Leandro Moratin avaient acquis à leur auteur une célébrité justement méritée; leurs nuances fines et délicates les rendaient cependant encore plus propres à être bien goûtées par les compatriotes de Molière que par le peuple habitué aux proverbes de Cervantes et aux saillies de Quevedo.

Un autre auteur dramatique dont les œuvres se représentent encore aujourd'hui de temps en temps sur la scène espagnole, don Ramon de la Cruz, aurait pu, avec ses *saynètes,* exercer une grande influence sur les esprits; mais, dénué de tout idéal, ce *chiffonnier littéraire*, comme il s'appelait lui-même, ne tendait pas assez à relever les personnages qu'il choisissait comme types; il se complaît trop à remuer la boue impure dans laquelle ils s'agitent, et le rire qu'il excite n'a trop souvent d'autre cause que l'obscénité et l'ignominie des mœurs qu'il retrace. En tous cas, c'est dans ses pièces et dans les tableaux de Goya que l'on retrouve le mieux les mœurs et les coutumes du peuple espagnol à la fin du dix-huitième siècle et au commencement du dix-neuvième.

Un écrivain très-érudit et très-soigné dans son style, vraiment sceptique dans toute sa manière de voir, mais voulant à tout prix paraître attaché aux vieilles traditions de l'Espagne catholique, don Leopoldo de Cueto, a publié

récemment un travail complet sur la poésie lyrique en Espagne pendant le siècle dernier. Le recueil qu'il a composé permet bien d'apprécier ce qu'était devenue la muse de Lope et de Calderon. Tout le mouvement se résume dans les travaux de deux écoles, établies, l'une à Salamanque, l'autre à Séville. Dans la première, créée vers le milieu du dix-huitième siècle, sous l'influence du poëte Cadalso, figurent Melendez, frère Diego Gonzalez, Huerta, auteur d'une tragédie restée célèbre sous le titre de la *Raquel*, le satirique José Iglesias, et le polémiste Former, espèce d'avocat hargneux dont la vie tout entière s'est passée à aboyer contre les tendances de son siècle, qu'il se refusait à comprendre. Tous ces auteurs consacraient leur temps à composer des pastorales ; ils avaient chacun adopté un nom de berger, et se renvoyaient l'un à l'autre avec affectation les idylles qu'ils avaient composées et que les dames de la cour roucoulaient avec ivresse. L'école de Séville, établie seulement à la fin du siècle, plus sévère sur les règles conventionnelles de l'*Art poétique* de Boileau, dégagée déjà de bien des superstitions, était destinée à être le berceau de la littérature dite des *afrancesados ;* elle est représentée par trois prêtres : Blanco, Reinoso et Lista, connus à la fois comme poëtes et comme critiques[1].

Il aurait fallu, chez tous ces écrivains, quelque chose des mâles aspirations de Rousseau, un énergique appel au travail et à toutes les lois morales, pour rendre l'Espagnol capable de s'élever au niveau des civilisations étrangères ; il ne lui était offert que de belles églogues, de fines études critiques, ou des ébauches grossières. Ce n'était pas là ce qui convenait à ses véritables besoins.

[1] Voir le *Bosquejo critico de la poesia en el siglo* XVIII[e], par don Leopoldo Augusto de Cueto. Biblioteca de Autores españoles de Rivadeneyra, t. LXI.

C'est par le fondement qu'il fallait commencer l'édifice; on ne s'occupait que de donner satisfaction au goût raffiné de la classe aristocratique, ou de glorifier ceux qui vivaient dans la débauche avec les toreros et les manolas : il fallait instruire et amuser le véritable peuple, celui qui travaille et produit.

Lorsque le mouvement du 2 mai fit tressaillir dans toute la Péninsule la fibre nationale, il amena naturellement comme conséquence immédiate une réaction violente contre toutes les importations françaises. De même que la constitution de Bayonne et les réformes de Joseph étaient violemment repoussées, sans même être jugées dignes d'examen et d'attention, de même les œuvres de Melendez et de Moratin, accusées de se ressentir de l'imitation de nos grands auteurs classiques, furent, pour un moment, abandonnées et dépréciées. Les amis de Ferdinand VII, intéressés à exploiter ce courant d'opinion, se prirent tout à coup d'une forte passion pour l'ancienne littérature espagnole, en haine de Godoy, qu'ils s'acharnaient à présenter comme un criminel importateur des coutumes françaises.

Si le courant des idées démocratiques n'était venu tout à coup faire diversion, l'Espagne littéraire se serait, pour ainsi dire, volontairement suicidée dans un élan de patriotisme.

Mais, tandis qu'elle croyait se dégager des liens de notre civilisation en secouant le joug suranné de nos abbés petits-maîtres et de nos dissolus de Versailles, elle recevait en même temps une impulsion nouvelle bien autrement féconde que celle à laquelle elle échappait si heureusement. Les idées que nos grands penseurs du dix-huitième siècle avaient propagées, faisaient pénétrer insensiblement dans les esprits les mieux trempés tout un monde de principes nouveaux, à la lueur desquels l'Espagne doit un jour se ré-

générer. Grâce à la secousse produite dans tout le pays par l'invasion de Napoléon, ces esprits purent s'emparer du sceptre de l'opinion, la parole leur fut donnée.

Leur tâche était bien difficile : ils avaient à créer toute une école nouvelle; ils avaient à fondre avec les idées philosophiques du dix-huitième siècle toutes les aspirations nationales, toutes les anciennes gloires de la patrie, son profond amour de l'indépendance, ses habitudes chevaleresques, ses besoins de croyance, son enthousiasme irréfléchi. Tant qu'il ne s'agit que d'exciter à la lutte les descendants de Pélage contre l'ennemi commun, les poëtes espagnols trouvèrent des accents sublimes pour les rallier autour d'eux. L'ode au 2 mai de Nicasio Gallego restera comme un monument éternel de l'indignation que peut exciter chez un peuple libre une violente tentative d'envahissement, accomplie avec toutes les circonstances les plus aggravantes de perfidie et de trahison (voir note A).

Mais, ce moment passé, cette fibre remuée, quand il s'agit d'accorder avec les anciennes traditions nationales les nouvelles idées démocratiques et sociales, les écrivains se trouvèrent au-dessous de leur tâche; ils ne surent pas rompre avec un passé dont la défense les maintenait en dehors de la civilisation européenne. Le besoin d'exalter la grandeur de leur race, la crainte de froisser des superstitions fortement enracinées, la peur de voir s'effondrer par la perte des Amériques toute leur opulence, les conduisent à transiger avec une foule de préjugés. A force de vanter la grandeur passée de l'Espagne sous le joug du catholicisme, ils poussent le peuple à confondre dans une même idée sa foi dans cette religion et son esprit de nationalité.

Quand on examine les écrits et les discours de tous les hommes qui exercent une influence sur l'opinion publique en Espagne de 1808 à 1814, on est frappé de la fausse

situation dans laquelle ils se sont trouvés placés et se sont placés eux-mêmes. Partout on voit apparaître la contradiction que nous avons signalée dans la constitution de 1812 entre ses instincts démocratiques et son intolérance religieuse. Il fallait trouver une issue pour sortir de cette contradiction difficile, qui, aujourd'hui même, pèse sur le pays. La plupart de ces hommes n'avaient pas encore visité les nations étrangères, ni ne s'étaient pénétrés des coups portés à la théologie par le progrès des sciences; ils sont tous remplis d'un ardent patriotisme et aspirent tous à une nouvelle ère de liberté et de progrès; mais, lorsque le triomphe de la raison exige d'eux le sacrifice de leur foi antique, l'abandon de leurs rêves de domination universelle, la négation de l'esprit de conquête, le règne du travail, ils restent sans force, sans haleine, se refusent à conclure définitivement, et laissent flotter l'esprit de leurs concitoyens au gré des passions diverses dont ils sont animés.

Parmi les écrivains qui exercèrent à cette époque la plus grande influence, aucun ne s'est approché plus près du but, et par suite n'a acquis une plus brillante auréole que Quintana ; c'est lui dont le cœur bat le plus à l'unisson de celui de tous ses compatriotes; il arme leurs bras contre l'oppresseur commun, il triomphe de leurs succès, il souffre de leurs revers; mais lui aussi veut conserver tout d'abord l'ancien prestige sous lequel la poésie lui a fait apparaître le beau type du chevalier espagnol, de l'hidalgo fidèle à son Dieu et à son roi. Il voudrait encore concilier ces grandeurs qui lui sont chères, avec les idées de paix, de justice et de fraternité dont il entrevoit le règne dans l'avenir. Il consent bien, dans son ode à Balmis sur la propagation de la vaccine, à avouer tous les torts des anciens conquérants envers les Américains ; mais il ne conclut ni à l'indépendance du nouveau continent, ni à l'abolition de l'esclavage. « De leur

atroce avarice, de leur cruauté, de leur oubli de toute clémence l'Espagne n'est pas coupable : le siècle entier, voilà le vrai criminel[1]. »

Ce n'est que plus tard, après les déceptions dont les révolutionnaires furent victimes, qu'il rompra définitivement avec la papauté, « ce monstre immonde et laid dont a avorté le dieu du mal, et qui du haut du Capitole dévore impunément le monde[2]. »

A force de se vanter à elle-même sa grandeur à l'époque des rois catholiques, de Charles-Quint et de Philippe II, l'Espagne s'est trouvée incapable de se proposer un autre idéal de gouvernement que celui qui lui avait donné cette prospérité illusoire. Quintana, plus au courant des faits historiques, aurait dû, dans ce brillant tableau, faire ressortir la misère réelle du peuple, son ignorance, les dangereuses habitudes qui devaient résulter de richesses mal acquises; il a préféré exploiter l'enthousiasme qu'excitait dans le peuple le souvenir du passé, pour obtenir de lui un grand effort contre Napoléon. De là ce dithyrambe sublime en l'honneur de l'ancienne Espagne, qui n'était vraiment qu'un cri de guerre et un appel aux armes : « Vous souvenez-vous de cette nation qui, un jour reine du monde, en proclama les destinées, et qui étendait à la fois sur toutes les zones son sceptre d'or et son blason divin ? La voyez-vous volant à l'Occident et semant sur tout l'océan Atlantique sa gloire et sa fortune? Où est-elle, l'Espagne? La voilà sur le sein de l'Amérique, dans les plaines de l'Asie, sur les confins de l'Afrique. Appelez en vain pour en mesurer la grandeur toutes les ressources de la fantaisie la plus hardie ; la terre lui abandonne ses minerais les plus précieux ; l'Océan lui

[1] Su atroz codicia, su inclemente saña
Crimen fueron del tiempo, y no de España. (Voir note B.)

[2] Ode à l'imprimerie.

cède ses perles et son corail, étonné, partout où s'agitent ses flots, de voir leur furie toujours vaincue par des côtes espagnoles. Voyez-la maintenant ! la honte pèse sur son front ; elle est abandonnée à l'insolence étrangère ; c'est une esclave au marché qu'attendent un joug pesant et une ignoble chaîne[1] ! »

Ce ne fut point par des applaudissements, mais par des actes que le peuple répondit aux accents de Gallego et de Cienfuegos[2]; il n'était pas possible de mieux interpréter la pensée de ses poëtes lyriques.

Aussi n'est-ce point à Madrid, n'est-ce point dans les villes soumises à l'occupation française qu'il faut étudier la vie littéraire de la nation espagnole pendant la guerre de l'indépendance.

Là où résidaient des hommes studieux, sincèrement dévoués à l'étude des lettres, comme à Séville, à Grenade, à Valence, ils n'osaient communiquer à leurs concitoyens le fruit de leurs travaux ; beaucoup, ne se sentant pas animés des mêmes passions que leurs compatriotes, attendaient patiemment le jour où il leur serait donné de reprendre la parole. L'Académie Sévillane, qui comptait alors dans son sein plusieurs hommes de talent, avait interrompu le cours de ses réunions, peu auparavant si brillantes et si animées. L'ancien centre de Salamanque avait été dispersé par la mort et l'absence de ses principaux membres, et n'existait déjà plus.

[1] Ode à l'Espagne après la révolution de Mai.

[2] Cienfuegos, dont le talent s'était déjà manifesté dans des compositions dramatiques, était certainement appelé à jouer un grand rôle dans le mouvement littéraire de l'Espagne. La mort l'atteignit en 1809, à l'âge de quarante-cinq ans, à Orthez, où il venait d'être interné par les autorités françaises. Murat s'était effrayé de l'influence extrême que pouvait exercer le poëte à Madrid, grâce à l'ardeur de son tempérament, aux élans de son enthousiasme et à l'énergie de son caractère.

C'est au milieu des camps, c'est à Cadix que s'agitait la nouvelle génération. Tous les jeunes gens avaient abandonné le foyer paternel : les uns s'étaient enrôlés dans les armées nationales, et, en les animant de leur enthousiasme patriotique, modifiaient complétement leurs anciennes allures. Citons parmi eux le jeune Angel Saavedra, appelé, sous le nom de duc de Rivas, à une si grande renommée ; dès le lendemain du 2 mai, il était accouru se ranger sous les ordres de Castaños et avait pris sa part des combats de Tudela, d'Uclès et d'Ocaña. Les autres, se sentant déjà capables d'une certaine initiative politique, étaient venus à Cadix offrir leur concours d'abord à la Junte, puis aux Cortès. Parmi eux, Toreno et Arguëlles faisaient résonner les premiers échos de la tribune espagnole, et, familiarisant la race castillane avec l'éloquence parlementaire, lui apprenaient à concevoir une autre grandeur que celle des conquérants et des dévastateurs. La belle langue espagnole, plus propre peut-être que toute autre à remuer les sentiments des masses, quand elle est maniée par de puissants artistes, se prêtait si bien aux élans passionnés de ces nouveaux tribuns, qu'on venait écouter leurs discours comme s'il se fût agi du plus beau concert. Le charme d'un certain rhythme musical, l'ampleur des périodes, la satisfaction causée par un plaisir nouveau trompaient le peuple sur le mérite de ses chefs, et il qualifiait de *divin* un orateur confus et verbeux, dont les discours sont de la compréhension la plus difficile.

Cadix n'avait pas seulement l'honneur de posséder la tribune nationale, la presse se formait aussi dans ses murs au dur apprentissage des questions politiques. Galiano, à peine âgé de plus de vingt ans, faisait redouter à tous les membres de la Junte et aux divers régents les traits de sa plume incisive et acérée. Bartolomé Gallardo, par les brû-

lantes satires de son *Dictionnaire critiquo-burlesque*, attirait contre lui la violente haine des serviles.

Tandis que l'armée française investissait la belle cité gaditane, la tasse d'argent, comme disent les Andalous, la population assiégée affectait de se livrer avec ardeur aux délassements et aux récréations de l'esprit; les théâtres étaient suivis avec soin, et plus d'une fois des représentations y furent interrompues par l'arrivée inopportune d'un boulet ennemi. Martinez de la Rosa faisait applaudir sa première comédie, intitulée : *Ce que peut un emploi*, et contribuait pour sa part à la réaction contre le goût français; il évoquait alors, comme Quintana, les souvenirs de Pélage et de Padilla.

Enfin Capmany retouchait les morceaux les plus remarquables de son beau livre *De la philosophie de l'éloquence*, dans lequel il rappelait à une sage mesure et à un style précis et correct les orateurs de la chaire, qui s'étaient trop facilement abandonnés, dans les époques précédentes, à la boursouflure et à l'obscurité des images. Il achevait ainsi la réforme déjà si heureusement commencée par le père Isla, lorsqu'il fit la peinture de son *fray Gerundio*, type pris sur nature avec une rare perspicacité, et qu'on retrouve encore aujourd'hui parmi les prédicateurs sacrés de l'Espagne (voir note C).

L'apparition de nouveaux talents pouvait donc, au point de vue littéraire, consoler ce malheureux pays des désastres qui l'accablaient; dans le domaine des sciences, tout était, au contraire, obscurité et retour à l'ignorance. L'absence de ressources chez les savants, l'impossibilité pour le gouvernement de distraire en leur faveur le moindre subside des fonds de l'État, avaient arrêté le beau mouvement dont le prince de la Paix avait pris l'initiative pour propager dans la Péninsule les connaissances scientifiques. Le

jour viendra où la nation espagnole rendra pleine justice à celui qui, voulant la faire entrer rapidement dans le giron des nations les plus civilisées, consacrait annuellement d'énormes sommes à la traduction et à l'impression des œuvres des meilleurs spécialistes étrangers. Trop pauvre pour se consacrer par elle-même à l'étude des phénomènes et à la recherche des lois de la nature, l'Espagne n'avait rien de mieux à faire, à la fin du dix-huitième siècle et au commencement du dix-neuvième, que de s'assimiler par de bonnes traductions tous les beaux travaux qui s'exécutaient au dehors. Le meilleur moyen de la faire avancer était de traduire et de populariser, comme l'entreprit l'abbé Melon, sous le patronage direct de Godoy, les œuvres des savants les plus distingués de France, d'Angleterre et d'Allemagne. Buffon, Lacépède, Daubenton, Adam Smith, Hume avaient été vulgarisés avec soin, et avaient ouvert de nouveaux horizons à l'esprit national jusque-là resserré dans les bornes d'un naturalisme étroit et d'une fiscalité prohibitive.

Les botanistes espagnols avaient voulu eux-mêmes étudier leur flore, et, sous la direction de Cabanilles, avaient commencé la description des plantes natives de l'Espagne.

De grandes missions scientifiques avaient été organisées à l'effet d'ouvrir à la science moderne tous les trésors jusque-là inconnus que pouvaient lui offrir les trois règnes de la nature dans les vastes territoires des colonies.

Antillon s'était adonné avec succès à la propagation de la géographie. Les géomètres Chaix et Rodriguez avaient coopéré à la mesure de l'arc du méridien, commencée par Mechain et Delambre, poursuivie par Biot et Arago ; des astronomes avaient commencé à San Fernando toute une série d'observations qui devaient permettre un jour à l'Espagne de rendre de véritables services à l'astronomie, à la navigation et à la météorologie.

Dans les facultés de médecine, la création des études de clinique obligeait les jeunes médecins à abandonner les vieilles théories erronées et à diriger leur attention vers les travaux anatomiques et les études physiologiques, qui avaient pris à l'étranger un si bel essor. Enfin Betancourt, dans son Ecole des ponts et chaussées, avait préparé avec soin des élèves destinés un jour à faciliter le puissant mouvement que le dix-neuvième siècle allait communiquer aux travaux publics.

La révolution de 1808 et la guerre arrêtèrent l'impulsion scientifique que nous venons de signaler ; mais de tels germes ne demeurent jamais stériles, et les individus transmettent à leur postérité, même à leur insu, les féconds enseignements qu'ils ont une fois reçus.

Quelque chose resta aussi des efforts qui avaient été tentés à la même époque pour l'acclimatation des arts industriels ; on sait le goût de Charles IV pour l'ébénisterie, l'horlogerie, la serrurerie. S'appuyant sur cette passion du monarque, Godoy put consacrer les ressources du trésor à fonder certains établissements, qui, sans avoir de portée sérieuse, à cause du peu de consommation que la nation espagnole pouvait leur offrir, eurent cependant l'heureux résultat de vulgariser des genres de travaux jusque-là inconnus. Des fabriques de machines, des ateliers de meubles, d'horlogerie, de papiers peints, d'ornements en marbre, une orfévrerie furent installés avec l'argent du budget ; et, quelle que soit la répugnance des libres échangistes pour toutes ces créations ordonnées artificiellement par l'Etat, nous croyons pourtant à leur utilité ; on peut toutes les défendre, même la protection exagérée qui fut alors donnée à la gravure sur pierres fines. Il eût été bien préférable, sans doute, de voir populariser en Espagne, au lieu de la fabrication d'objets de luxe, des industries capables de satisfaire à une consom-

mation générale, et ayant surtout pour objet d'améliorer les produits de l'industrie agricole ; mais le seul fait de lancer vers le travail industriel une population qui n'en avait pas même la première notion, était si important, qu'il est équitable de pardonner au ministre le mauvais choix des établissements auxquels une protection fut accordée, en faveur du but qu'il poursuivit avec acharnement.

Il nous reste à parler des beaux-arts. Pendant la première moitié du dix-huitième siècle, sous les règnes de Philippe V et de Ferdinand VI, ils avaient été assez négligés. Charles III, ne trouvant de son temps aucun peintre capable de rendre un certain éclat à l'école espagnole, avait appelé auprès de lui l'Allemand Mengs, dont il voulait faire l'inspirateur d'une nouvelle phalange d'artistes. Trop vanté de son temps, Mengs, qui a pourtant laissé quelques œuvres importantes, n'exerça point d'influence sérieuse sur ses contemporains; quoiqu'il ait résidé à Madrid pendant douze ans dans la plus haute position sociale, il n'a par sa manière modifié en rien les habitudes et le goût des peintres espagnols.

Sous Charles IV, Maella, Bayeu, Francisco de Goya, Vicente Lopez et d'autres rendirent à la peinture un peu de cet éclat qui l'avait élevée, en d'autres temps, à un si haut degré de splendeur. Nous reviendrons sur la personnalité de Goya, qui apparaît au milieu de ces peintres avec un relief tout spécial; privés de son génie et de son originalité, les autres se distinguent par une exécution facile qui fit un instant rechercher leurs œuvres avec empressement.

Plus encore que la peinture, l'art des graveurs atteignit à cette époque un degré de perfection qui n'a pas encore été dépassé. On est étonné de voir la quantité de productions artistiques que le burin mit alors en circulation, et rarement en aucun pays on a vu un groupe de gra-

veurs aussi distingués que ceux qui florissaient alors à Madrid. C'est l'époque des Montaner, des Enguidanos, des Selma, des Carmona; le goût du public dut être puissamment éclairé par la grande quantité de gravures de toute espèce qui furent publiées, et qui furent mises en vente à bas prix, les dépenses premières étant faites par l'État.

Dans ce pays de lumière, où la couleur donne à tous les objets de la nature un relief si notable, la peinture est appelée à avoir toujours un prestige plus grand que ses deux autres sœurs, la sculpture et l'architecture. Ces deux arts néanmoins ne furent pas complétement délaissés, et le sculpteur Adam, l'architecte Villanueva, le disciple de l'éminent Ventura Rodriguez, à qui revient l'honneur d'être le véritable chef de l'école qui abandonna le genre churrigu-resque, ont laissé des noms qui brillent encore aujourd'hui d'un certain éclat.

La musique, sans encore permettre de prévoir tous les progrès qu'elle allait réaliser dans le dix-neuvième siècle, fut également protégée; les organistes des diverses cathédrales étaient choisis avec soin parmi les artistes les plus distingués, et le public commençait à réclamer dans les théâtres une instrumentation plus soignée et des exécutants plus capables.

A parcourir la longue liste d'artistes de tout genre qu'entretenait la munificence de Charles IV, l'historien peut aisément calculer le dénûment profond dans lequel ils durent tomber immédiatement après la révolution de 1808, et la misère qui pendant toute la période de la guerre dut peser sur ces familles, presque toutes établies à Madrid. Qui pouvait s'occuper en Espagne, durant toute la période de 1808 à 1814, à peindre des tableaux, à construire des maisons, à modeler des statues, à composer des opéras?

L'imagination des vrais artistes devait alors exclusive-

ment les lancer vers l'interprétation de la passion guerrière dont toute la nation était animée ; c'eût été l'occasion réelle pour l'Espagne de composer sa Marseillaise ; il ne se trouva personne pour imaginer un chant musical digne de la magnifique ode de Gallego.

Un homme seul, sur lequel nous devons nous arrêter, qui pendant longtemps est resté inconnu au reste de l'Europe, et qui dans ces dernières années seulement, grâce aux études de MM. Matheron, Iriarte et Lefort, commence à être bien apprécié, mérite d'attirer l'attention de l'historien et du penseur, et doit fixer les regards ; c'est Francisco de Goya, dont nous avons cité le nom à propos des peintres qui se sont distingués pendant le règne de Charles IV.

On ne saurait jamais trop insister sur l'étonnante personnalité de Goya, qui, mieux que tout autre, représente la transition violente par laquelle l'Espagne a dû passer pour transformer ses mœurs et ses usages. Goya est un Aragonais pur sang, fils d'honnêtes laboureurs du village de Fuendetodos à quelques lieues de Saragosse ; une vocation irrésistible le pousse dès ses plus jeunes années vers le dessin et la peinture, et à ses premiers pas il trouve dans l'Église une main amie qui lui facilite les commencements, toujours si difficiles. C'est une nature ardente, passionnée, courageuse, obstinée même, sans quoi il n'eût pas été Aragonais ; il a une grande habileté de main, il est adroit à tous les exercices de corps, c'est un bretteur consommé ; en travaillant avec assiduité dans l'atelier d'un bon professeur de Saragosse, il devient rapidement un peintre distingué. Des aventures scandaleuses l'exposent aux poursuites de l'Inquisition dans la capitale de l'Aragon ; de bonne heure il trouve en face de lui ce pouvoir formidable, qui l'oblige bientôt à abandonner le pays.

Il arrive à Madrid en 1765 à l'âge de dix neuf ans; et son mérite, des connaissances déjà acquises lui rendent l'entrée facile dans l'atelier du peintre de la cour, François Bayeu; en peu de temps il se fait une grande réputation dans cette cité, alors comme aujourd'hui disposée à brûler l'encens sur les autels de la jeunesse. Madrid sait bientôt qu'il possède un peintre d'un grand talent, d'un caractère indomptable, obstiné dans ses désirs, se plaisant au scandale et au bruit, et ne reculant jamais devant un coup d'épée. Goya, à la tête des élèves de Bayeu, se livrait avec ardeur à tous ces plaisirs bruyants qui caractérisent les pays méridionaux; la guitare à la main, il allait avec eux en troupe et déguisé solliciter sous le balcon des bourgeois un secours toujours accordé et payé soit avec de gais propos, soit avec une joyeuse chanson ; dans les férias, il savait poursuivre au milieu des hardies *manolas* et des *majos* aux propos hasardés la femme du monde ennuyée qu'une secrète inquiétude poussait à demander à l'amour des distractions que lui refusait une dévotion stupide imposée par les mœurs et propre seulement à développer l'hypocrisie ; d'autres fois, au printemps, à l'automne, il se mêlait avec ardeur à ces *romérias* champêtres, où le méridional amoureux du soleil sait au milieu des rires et des danses oublier toutes les misères de la pauvreté.

Plus intelligent que ses camarades, auxquels suffisaient le bruit et le mouvement, Goya cherche déjà dans le monde ceux autour desquels il aimera à se rallier; il s'unit aux amis du comte d'Aranda et déclare déjà avec eux la guerre aux jésuites ; mais il n'était pas encore reconnu maître et ses scandales l'exposaient trop pour qu'il pût afficher hautement ses idées. Une nouvelle altercation avec la police le force à s'éloigner de la capitale, et, privé de ressources, le voilà obligé de parcourir l'Andalousie, et peut-être de ga-

gner sa vie en figurant comme comparse dans les courses de taureaux que l'on célébrait alors avec tant d'ardeur dans les contrées que baigne le Guadalquivir.

Cependant Goya ne pouvait oublier la vocation artistique qu'il sentait en lui ; chassé de Madrid, c'est sur Rome qu'il se dirige, car c'est là qu'il pourra se perfectionner, grandir et atteindre le dernier échelon de son art. Sa réputation l'y avait précédé ; parmi les pensionnaires du gouvernement espagnol, plusieurs étaient élèves de Bayeu, entre autres Ribera et Velasquez, jeunes artistes, portant déjà des noms bien célèbres, et appelés à acquérir eux-mêmes un rang assez élevé, l'un en peinture et l'autre en architecture. Ces deux compatriotes ont bientôt raconté à la société romaine les prouesses de leur ami dans la capitale de l'Espagne ; on les écoute avec confiance. Goya, encore jeune, déjà entouré d'une auréole brillante, trouve bientôt à Rome les ressources nécessaires pour acquérir une position indépendante, ainsi que la réputation et le crédit qui pouvaient lui en assurer la conservation.

A trente ans, il retourne à Madrid, non point encore riche et puissant, mais déjà indépendant et célèbre ; il peut travailler à sa guise ; on admet qu'il en sait assez pour n'avoir à subir la loi de personne. Devenu gendre du peintre de la cour François Bayeu, il se refuse à écouter les conseils de son beau-père ; il se sent lui-même ; il ne cherche pas à créer une école, mais il ne veut s'inféoder à aucun des professeurs acceptés. Je n'ai que trois maîtres, disait-il ; la nature, Velasquez et Rembrandt.

C'est à cette époque que commence la grande carrière artistique de Goya ; de là datent la plupart de ses plus belles œuvres, sa collection de cartons pour la manufacture de tapis de Santa Barbara, la décoration de l'église de San Francisco, celle d'une des voûtes de Notre-Dame del Pilar

de Saragosse, les portraits de Charles III, du général Ricardo, de Mazarredo. Le soin avec lequel toutes ces œuvres sont achevées, la persévérance du peintre, sa fécondité mettent le sceau à sa gloire. L'Espagne tout entière jouit du bonheur d'ajouter un nouveau diamant à sa belle couronne de peintres; des honneurs consacrent cette gloire. Goya est nommé membre de l'Académie de San Fernando, peintre de la cour.

Il ne nous appartient pas de juger Goya comme peintre, et d'apprécier à sa juste valeur artistique son genre de mérite. Pour les admirateurs exclusifs de la beauté grecque et de Raphael, ce ne sera jamais qu'un ébaucheur de second ordre, un artiste entraîné par la fougue de son tempérament, un coloriste uniforme qui, vers la fin de sa vie, tourne au noir et au monochrome; mais, pour ceux qui apprécient dans l'art la représentation exacte et vraie des effets de la nature, ce que l'on peut appeler la réalité philosophique des hommes et des choses, pour ceux qu'enthousiasment Shakspeare, Calderon, Rembrandt et Velasquez, Goya, digne précurseur de notre école romantique française, ennemi de toute convention, cherchant dans ses œuvres à produire une impression forte et vraie, sachant dans toutes les scènes qu'il représentait découvrir aussitôt le côté pittoresque, restera toujours, au moins pour le tempérament, un artiste de premier ordre. Il est séparé par un abîme de cette multitude officielle, acharnée à remplacer les grands et beaux effets par un faux mérite de convention que la médiocrité atteint si facilement. Plus désireux de produire que d'achever, il ne saurait être aimé de ceux qui voient surtout dans l'art la perfection des détails; mais ce n'est pas impuissance : si l'on trouve de lui d'innombrables ébauches dessinées à la hâte dans tout le cours de sa longue carrière, on a aussi des tableaux exécutés et achevés avec le

plus grand soin. Et n'est ce donc rien pour un peintre que de posséder à la fois beaucoup d'invention, une main sûre, une connaissance parfaite des effets de lumière et de clair-obscur, une hardiesse extraordinaire dans le dessin, la puissance enfin d'impressionner et d'émouvoir ?

En 1788, Charles IV monte sur le trône, et bientôt les tressaillements de la révolution française vont agiter toute la Péninsule espagnole. Que fait Goya en cette circonstance? Nouveau parvenu dans cette cour de Madrid qui parle si vivement à son imagination, bien accueilli par le favori Godoy dont la bonne mine et la courtoisie le séduisent, ami sincère du roi Charles IV dont il aime la probité et connaît les bonnes intentions, Goya est fasciné : il se laisse aller à l'épicuréisme galant, aux mœurs élégantes et dissipées qui se substituent tout à coup avec Marie-Louise aux habitudes austères et monotones de Charles III. Une affection sérieuse pour la belle duchesse d'Albe aux yeux vifs et à la chevelure noire le retient captif dans des chaînes d'or et de soie ; le peintre cède aux caprices de la mode, il adopte pendant des années un style vaporeux et maniéré ; il se complaît aux douces pastorales que chantait alors l'harmonieux Melendez. On peut le juger dans la décoration de l'église de San Antonio de la Florida à Madrid, et dans les belles œuvres qui ornent l'Alameda du duc d'Ossuna, œuvres qui datent de cette époque.

Un triste accident, dont la conséquence est une surdité prématurée, vient tout à coup rappeler le grand homme à des devoirs plus sérieux ; il entrevoit déjà à la cour les dangereuses intrigues qui se trament autour du prince des Asturies ; et son esprit vif, son ardent désir de civilisation le placent du côté de Godoy et de Charles IV ; il aime à railler Escoiquiz dont il a pénétré les intentions mieux que personne ; il sait que jamais le drapeau de la patrie ne

pourra flotter avec dignité, s'il est remis à de telles mains, car il a reconnu les vrais ennemis du progrès.

Ce qu'il faut faire, ce dont il faut pénétrer la nation, c'est que le véritable obstacle à son développement est le jésuitisme, l'inquisition, l'intolérance catholique. Alors l'artiste, entrant décidément dans sa voie, et mettant à profit un talent qu'il avait déjà révélé dans la gravure à l'eau-forte des portraits équestres de Velasquez, commence les œuvres qui pour toujours doivent immortaliser son nom et font de lui une figure à part dans le mouvement de l'Espagne.

Pendant huit ans, de 1800 à 1808, il fit circuler à Madrid des copies de planches qu'il gravait silencieusement et qu'il faisait tirer d'une manière clandestine dans une mansarde de la rue San Bernardino. L'Académie de San Fernando possède ces planches et en répand des copies, de sorte qu'il est facile aujourd'hui de s'en procurer ; ce ne sont pas des caricatures à la mode du *Charivari* ou du *Punch*, ce sont des satires sanglantes, du Juvénal en dessin. Le peintre dans chacune d'elles donne une leçon, un avis, un enseignement à ses compatriotes, et cela d'une manière détournée, allégorique. Il faut que l'avis soit assez clair pour être compris, et la leçon assez forte pour être profitable. C'est le roi qui boit, tandis que la maison brûle ; ce sont des femmes qui plument les débauchés ; c'est l'Espagne courbée sous un poids qui dépasse ses forces ; c'est le sommeil de la raison enfantant des monstres.

Nous n'avons pas assez de mémoires sur cette époque pour bien caractériser l'effet que dut produire sur la génération d'alors l'apparition successive des quatre-vingts planches qui constituent l'œuvre dite *des Caprices ;* mais, s'il faut le calculer par l'impression qu'elles nous causent aujourd'hui, on doit les considérer comme une de ces créa-

tions de l'esprit humain qui agissent efficacement sur les destinées d'un peuple. *Les Caprices*, c'est l'avant-coureur de 1808, de 1820 et de 1836.

Goya, antipathique au parti de Ferdinand VII, dont il devinait les tendances rétrogrades, crut un instant au succès de la dynastie napoléonienne; en 1808 il se soumit à Joseph, et comme peintre de la cour il exécuta son portrait. Mais le révolutionnaire antijésuitique était en même temps un patriote exalté; son tempérament ardent était surexcité par les terribles événements dont la Péninsule était alors le théâtre : la même fibre qui mettait la plume à la main de Quintana et de Gallego tressaillit chez lui; à l'âge avancé où il était déjà arrivé, elle se traduit par une œuvre aussi originale, aussi puissante que celle des *Caprices*, connue sous le nom de *Désastres de la Guerre*. C'est une série de planches gravées à l'eau-forte, composées toutes avec une rapidité effrayante et sous l'empire d'un sentiment profond ; elles ont pour but d'agir sur le peuple espagnol et de le remuer dans un sens patriotique et libéral au milieu du drame dans lequel il est engagé. Comme Quintana, Goya pousse le peuple à la lutte; les soldats reviennent du combat, blessés, mutilés, amputés. Qu'importe? leur dit-il, les invalides peuvent encore servir. Point de trêve, point de répit ; il soutient l'espérance jusqu'au moment où l'aigle impérial déplumé, sans queue ni ailes, est réduit à fuir aux huées de la foule qui l'accable d'invectives; au moment de l'achever, ce n'est pas un soldat qui lui donne le coup de grâce, c'est un paysan qui lève sur lui sa fourche.

Les *Désastres de la Guerre* n'ont pas seulement une grande portée politique, c'est aussi un chef-d'œuvre philosophique. Jamais artiste n'a présenté sous des couleurs plus sombres l'odieux d'une invasion, la cruauté de la guerre,

les instincts ignobles qu'elle met en jeu en les couvrant sous la fausse apparence de la gloire. Goya n'est pas, comme Vernet, un peintre de boutons de guêtre ; son *Soldat français*, envahisseur de l'Espagne, peut aussi bien représenter pour nous un Prussien de 1792 ; ce n'est plus un homme, c'est une affreuse machine à tuer et à fusiller. Les sociétés des amis de la paix, en France, en Angleterre et en Allemagne, devraient faire de cette admirable collection une édition populaire et la faire circuler de tous côtés; rien n'est plus susceptible de développer dans les âmes le goût de la civilisation et l'amour de la paix que le spectacle des scènes horribles de la guerre, ainsi vues et représentées par un artiste de premier ordre. Si cette œuvre de génie décèle une exubérance de haine contre nous, la faute n'en est pas au peintre, mais à nous-mêmes et à l'énormité de l'attentat commis alors par celui qui dirigeait nos destinées.

Lorsque Ferdinand revint en 1814, il lui était difficile de proscrire sans prétexte un homme comme Goya, qui ne s'était point mêlé directement aux affaires politiques et s'était contenté d'influer sur les événements comme artiste et comme philosophe; puis il y avait disette de grands hommes, et la retraite d'un semblable personnage eût été pour le trône du nouveau roi une diminution de prestige et d'éclat. Malgré la haine secrète qu'il lui portait, Ferdinand ne songea point à ressusciter les rancunes violentes que certaines planches des *Désastres* et des *Caprices* avaient laissées dans son cœur et dans celui de plusieurs de ses partisans. D'ailleurs la généreuse conduite de Charles IV, lorsque, pour sauver Goya, il avait déclaré à l'inquisition que les *Caprices* avaient été composés sur une commande royale, et ordonné que les planches fussent achetées et payées à la famille de leur auteur pour devenir propriété de l'État, empêchait qu'on ne pût revenir sur ce sujet et qu'on

n'eût à redouter de nouveaux tirages. Il fut décidé que Goya serait maintenu dans son titre de peintre de la cour et appelé à faire le portrait du monarque.

« Tu as mérité en notre absence, lui dit Ferdinand, l'exil et plus que l'exil, la corde; mais tu es un grand artiste et nous oublions tout. »

On voit qu'il s'en fallut de bien peu pour qu'à l'âge de soixante-huit ans, Goya ne se vît obligé d'aller demander l'hospitalité à une terre étrangère.

CHAPITRE III.

Seconde période : 1814-1820. — Réaction cléricale. — La haine de Ferdinand contre le progrès des lumières se manifeste dès les premiers jours de sa rentrée ; il n'applique même pas le plan général d'instruction publique dressé en 1807 par Caballero. — Destitution de douze professeurs de l'université de Salamanque. — Le désir de s'instruire est détruit dans la jeunesse. — Efforts inutiles de quelques individualités pour réagir contre cette tendance. — Cours de José Rodriguez dans le cabinet d'histoire naturelle de Madrid.

Envoi de pensionnaires des beaux-arts à Rome. — Juan Rivera, José Madrazo, José Aparicio. — Goya réduit à faire des tableaux religieux : il se retire dans sa quinta du Manzanarès.

Point d'œuvres dramatiques de quelque importance. — La tragédie est admirablement interprétée par l'acteur Isidoro Maiquez. — Succès obtenus par don Angel Saavedra à Séville et à Madrid.

Le mouvement encyclopédique du dix-huitième siècle avait été transmis aux universités espagnoles. Celle de Salamanque entre autres, qui pendant longtemps avait paru exclusivement vouée aux préjugés traditionnels, avait senti le besoin de se retremper à de nouvelles sources philosophiques. Lorsque le ministre Caballero dressa le plan général d'études de 1807, ce furent les professeurs de Salamanque qui, par des réclamations énergiques, obtinrent quelques concessions favorables au progrès des lumières.

La Constitution de 1812 avait établi en principe qu'une forte organisation serait donnée aux anciennes universités ; mais les philosophes de Cadix n'eurent ni le temps ni les moyens de réaliser cette importante réforme ; ils ne purent même appliquer le plan général de 1807 et durent abandonner les anciens établissements universitaires à la vie individuelle et isolée qu'ils avaient toujours menée.

Ferdinand profita avidement en 1814 de cet état de choses qui assurait la perpétuité de l'ignorance ; il se garda bien de faire pratiquer le concours établi dans le plan de 1807 pour le choix des professeurs. Pendant les six années qui suivirent le retour de Valencey, aucune tentative ne fut faite pour restaurer l'enseignement ; aucune ressource nouvelle ne fut accordée aux universités qui avaient grandement souffert des désastres de la guerre et de la misère générale. Il y a plus, une opposition systématique éloigna des chaires toutes les personnes capables. L'université de Salamanque, ayant eu l'audace de faire des représentations en faveur du régime constitutionnel, paya cette démarche de la destitution de douze de ses meilleurs professeurs ; ils furent remplacés par des partisans dévoués du clergé et de la cour de Rome ; et ainsi, dès l'origine de cette période, la jeunesse se trouva frustrée de tout enseignement quelque peu élevé, dans le plus célèbre et le plus important des centres d'instruction de la Péninsule.

Quel résultat pouvait-on attendre de maîtres auxquels on imposait pour premier devoir de se montrer hostiles au triomphe de la raison et de subordonner toutes leurs aspirations aux exigences d'une foi sévère et d'une superstition minutieuse ?

Les grades conférés n'étaient regardés généralement que comme une formalité nécessaire pour obtenir certains emplois ; il s'agissait bien moins de savoir que d'assister régulièrement aux cours, et encore l'assiduité n'était pas absolument nécessaire, car elle se prouvait par le témoignage des élèves, et l'on peut croire qu'il n'était pas très-difficile à chacun d'eux de trouver entre ses amis et camarades le nombre de témoins fixé par le règlement. Lorsqu'on voyait arriver aux plus hauts postes de la magistrature, de l'administration et du clergé des hommes dont l'ignorance était

notoire et dont le seul mérite était d'affecter un zèle excessif pour les tendances du souverain, le désir de s'instruire devait être nul, l'émulation impossible.

C'est en dehors des universités qu'il faut chercher les vrais amis des lettres, des arts et des sciences, si l'on veut en trouver dans cette triste période. Ainsi nous voyons en 1817 la Chambre de commerce de Bilbao mettre au concours une chaire de mathématiques, et ce poste est occupé pendant trois années consécutives par l'abbé Lista, ancien membre de l'Académie Sévillane, exilé comme afrancesado, déjà connu par ses poésies, et appelé comme critique et comme professeur à jouer un rôle important dans la régénération de son pays.

A Madrid, quelques jeunes gens et parmi eux Gil y Zarate, le futur réformateur des universités espagnoles, cherchent à s'unir en sociétés pour se communiquer leurs travaux littéraires et scientifiques; ils en sont empêchés par une police ombrageuse, pour laquelle une simple expérience de physique prenait tout de suite les proportions d'une tentative de complot.

Martinez de la Rosa au préside du Peñon; Arguëlles, prisonnier à Ceuta d'abord, puis au château de l'Alcudia, dans l'île de Mayorque; Quintana, sur la terre étrangère, se consolent par l'étude des rigueurs de la captivité et de l'exil; mais ils sont privés de toute communication avec leurs compatriotes et ne peuvent défendre l'œuvre tentée par les Cortès de 1810 à 1814. Galiano, laissé en liberté, emploie dans des conspirations l'activité de son esprit, tandis que le poëte Melendez exhale, en 1817, son dernier soupir sur la terre étrangère.

Parmi les désastres causés par la guerre, un des plus sensibles avait été l'interruption des travaux entrepris pour l'érection d'un observatoire à Madrid; à peine l'idée en

avait-elle été conçue qu'on s'était empressé de construire un édifice provisoire; puis le gouvernement avait commandé à l'architecte Villanueva les plans définitifs qui servirent plus tard à la construction de celui qui a été élevé dans le jardin du Retiro; en attendant, des instruments nombreux avaient été réunis, un personnel avait été dressé pour en bien apprendre le maniement, et il ne restait plus beaucoup à faire pour que la capitale de l'Espagne possédât un établissement scientifique d'une certaine importance, lorsque les événements de 1808 vinrent détruire ce germe de progrès. Maîtresses du bâtiment qui devait être converti en observatoire, les troupes françaises destinées à l'occupation de Madrid y avaient dressé leurs batteries. Les instruments avaient été dispersés; un beau télescope d'Herschell, de 25 pieds de longueur et de 2 pieds de diamètre, avait été détruit; c'est à peine si le directeur Jimenez Coronado, qui, avec un autre savant espagnol, établi en Angleterre, don José Mendoza y Rios, avait travaillé assidûment à cette œuvre, put sauver quelques appareils. A son retour, Ferdinand ne daigna point reprendre les projets de Coronado, complétés désormais par les plans de Villanueva; la fondation d'églises et de cirques pour les courses de taureaux lui paraissait bien plus intéressante que la construction d'un observatoire.

Sous le ministère de Garay, un petit effort fut cependant tenté en faveur de la science. Don José Rodriguez, l'ancien collaborateur de Chaix, de Biot et d'Arago, fut autorisé à reprendre son enseignement devant la jeunesse studieuse de Madrid; pendant deux ans, il put faire un cours de hautes mathématiques dans une chaire du cabinet d'histoire naturelle.

Quoique ayant eu beaucoup à souffrir pendant le siége de Cadix, l'observatoire de San Fernando eut le bonheur de

résister à toutes les convulsions de la guerre : un certain nombre de personnes y profitaient de toutes les observations qui s'y trouvent recueillies. C'est ainsi qu'un ancien officier supérieur de la marine espagnole, Ferrer, composa, vers 1816, un mémoire très-intéressant qui ne fut publié qu'en 1833 ; il y discutait toutes les observations du passage de Vénus du 3 juin 1769, faites sur les différents points de la terre, et examinait les causes des écarts auxquels divers savants étaient arrivés dans leurs déterminations.

Sous l'influence des événements, l'ancienne Académie des beaux-arts avait dû se dissoudre pendant la guerre de l'indépendance ; aussitôt après 1814 il fut question de la reconstituer, et Ferdinand, qui ne croyait pas dangereux pour les jeunes artistes le séjour de la cité pontificale, autorisa comme sous les régimes antérieurs l'envoi annuel de pensionnaires à Rome. C'était le moins qu'il croyait pouvoir faire, et encore s'y fût-il refusé, s'il avait pu calculer que les jeunes gens qu'il envoyait ainsi en Italie contribueraient plus tard à propager, avec la manière de David, un ensemble d'idées républicaines qu'emporte toujours avec lui le souvenir des Grecs et des Romains. Il faut se féliciter que, dans son ignorance, il n'ait pas prévu ce danger ; l'Espagne y gagna le perfectionnement de quelques peintres distingués, Juan Rivera, José Madrazo, José Aparicio, qui devaient répandre dans leur patrie l'habitude d'un dessin correct, et prévenir les écarts qu'aurait pu produire une maladroite imitation du genre de Goya.

Quant à ce dernier, forcé de s'abstenir de toute propagande philosophique, il employait son talent à des tableaux religieux ; c'est à cette époque qu'il faut rapporter la *Sainte Justine* et la *Sainte Ruffine* de Séville, ainsi que le *Saint Joseph* de l'église San Antonio Abad de Madrid. Retiré dans sa quinta du Manzanarès, Goya laisse à peine percer sa mi-

santhropie dans les fresques dont il décorait sa demeure; un effrayant *Saturne dévorant son enfant* avec l'avidité la plus brutale y rappelle involontairement nos tristes révolutions, dont les plus sincères défenseurs sont d'habitude les premières victimes.

Avec la peinture, c'est toujours l'art dramatique qu'il faut examiner en Espagne avec le plus d'attention, si l'on veut se faire une idée exacte des dispositions d'esprit qui animaient la société.

Or, rien de plus pitoyable que la scène espagnole pendant les six années dont nous nous occupons; sans le talent d'un grand acteur, Isidoro Maïquez, qui, élevant la tragédie à une hauteur qu'elle n'avait jamais atteinte en Espagne, apprit au public à comprendre des beautés que jusqu'alors il n'avait qu'imparfaitement saisies, les théâtres eussent été complétement abandonnés. Soit crainte de la censure, soit difficulté à se décider entre notre école classique et le genre de l'ancien théâtre espagnol, les auteurs n'osaient rien imaginer d'eux-mêmes. Tantôt ils se contentaient d'imiter et de traduire nos mauvaises tragédies du commencement de ce siècle, tantôt ils s'occupaient exclusivement de refondre les pièces d'Alarcon, de Moreto et de Rojas. Un seul auteur allait conquérant quelque célébrité, bien que ses œuvres ne se distinguassent point encore par un véritable cachet d'originalité; c'était le jeune Saavedra, dont la première pièce, *Ataulfo*, avait été interdite par la censure; deux autres tragédies, *Alliatar* et *Lanuza*, avaient successivement rendu son nom populaire à Séville, puis à Madrid.

Pour achever de caractériser cette époque, il nous suffira de rappeler les quelques monuments qui la signalent; le théâtre de Vittoria, la maison du Labrador à Aranjuez, et le palais de Vista Hermosa sur le Prado de Madrid. Ce sont là les seules constructions dont puissent vraiment se féliciter

les architectes ; quant à l'ornement des palais, à la décoration des jardins, pour apprécier le degré de dépravation où le goût était descendu dans ces différents arts, qu'on visite les jardins réservés du Buen Retiro. Ferdinand VII aimait à s'y promener du vivant de la reine Isabelle de Bragance, et il eut la prétention de faire un lieu de délices de la partie spéciale de ce parc qu'il réservait pour lui. Tout ce qu'on sut inventer, ce fut de lui improviser quelques cabanes rustiques à côté de temples chinois, des montagnes et des rivières en miniature, de mesquins caravansérails et des cascades microscopiques. Rien ne saurait mieux peindre l'impuissance et la sottise de ce monarque dénué de toute imagination ; il n'a abouti qu'à faire construire côte à côte des chinoiseries peu intéressantes qui ne répondent dans leur ensemble à aucun plan préconçu.

C'est là tout ce qui mérite d'être signalé, tant la torpeur était profonde, lorsque vint à éclater la révolution de 1820.

CHAPITRE IV.

Troisième période : 1820-1823. — Le réveil du pays en 1820 se manifeste surtout dans les journaux et dans les clubs. — _Miscellanea. El Imparcial. El Censor._ — Les sociétés patriotiques.
Fondation du collége de San Mateo. — Ardente jeunesse qui vient se grouper autour de Lista.
Les théâtres ; compagnies d'acteurs. — Le drame et la tragédie sont abandonnés pour l'opéra.

Dès que le roi, après les scènes des 8 et 9 mars 1820, se fut décidé à jurer la Constitution de 1812, la nation espagnole se crut un moment arrivée d'un seul coup à la tranquille jouissance d'une liberté régulière et d'institutions constitutionnelles ; nous nous sommes plu à signaler ces courts instants de joie et d'allégresse pendant lesquels elle crut arrivé le moment de sa régénération décisive[1].

La presse devait être la première à profiter du nouvel essor donné à la pensée. C'est elle, en effet, qui était appelée tout d'abord à marquer le ton que l'opinion publique devait prendre en cette époque difficile, et son influence devait être d'autant plus grande que le silence des six années précédentes avait été plus complet.

Elle eut, dès l'origine, parfaite conscience de son rôle, et les premiers jours virent éclore un nombre considérable de publications. Entre elles se distinguait en première ligne la *Miscellanea* de Xavier de Burgos, esprit pratique, doué de goûts très-littéraires et désireux d'introduire dans son pays tous les rouages de l'administration française, auxquels il

[1] Voir le chapitre Ier du tome II.

attribuait une valeur exagérée. Le succès de ce recueil détermina Burgos à le transformer en un grand journal, *El Imparcial*, dans lequel, avec la collaboration d'hommes distingués, comme Sebastian de Miñano, il entreprit l'éducation de ses compatriotes si arriérés sous tous les rapports qui constituent la grandeur des peuples modernes.

D'autres hommes, non moins distingués, marchèrent sur ses traces, et c'est avec un certain respect que nous avons parcouru une collection de dix-sept volumes, publiée à cette époque sous le titre d'*El Censor*, par Lista, Hermosilla, Miñano, Gallego, etc. Nous y avons reconnu, il est vrai, une quantité considérable de morceaux traduits de ceux de nos auteurs qui défendaient le mieux à cette époque en France les idées libérales, MM. Comte, Dunoyer, Say, et même le promoteur du socialisme, Henri Saint-Simon; mais, pour n'être pas originale, cette œuvre n'en était pas moins un grand bienfait. Combien n'était-il pas utile de vulgariser alors de l'autre côté des Pyrénées le fécond enseignement qui pouvait ressortir des leçons de ces divers écrivains! Quel succès s'ils avaient pu être compris du peuple espagnol! Malheureusement, il ne pouvait y avoir de disciples pour un enseignement particulièrement adressé aux hommes qui vivent de la vie industrielle, dans une population exclusivement composée, comme celle de Madrid, de courtisans, d'employés, de militaires et de domestiques.

Le nombre des lecteurs était insuffisant pour faire vivre toutes les feuilles publiques qui furent créées après 1820; la plupart des publications qui avaient vu le jour le lendemain de la révolution durent disparaître, et le journalisme ne tarda pas à devenir tout simplement une arène pour la lutte des passions politiques.

Dans les quelques mois antérieurs à l'entrée du duc d'An-

goulême en Espagne, la presse n'a déjà plus que ce caractère d'instrument de combat; les journaux les plus influents ne s'occupent plus de raisonner et d'éclairer, ils agitent, ils excitent. La *Tercerola*, *el Zurriago* ne songent qu'à échauffer les esprits et à irriter les passions. Il fallait bien au reste que le parti libéral employât cette arme avec une certaine énergie, car les apostoliques, qui d'abord avaient affecté de ne considérer les journaux que comme des feuilles d'avis et d'annonces, avaient commencé à comprendre l'usage qu'on en pouvait faire pour agir sur les masses. Ils y mettaient autre chose que les degrés de température, les fêtes du calendrier, les numéros gagnants de la loterie, les détails sur les confréries, l'annonce des ventes et adjudications; ils avaient déjà leurs organes spéciaux, rédigés, il est vrai, presque toujours sans talent, mais avec une connaissance approfondie de toutes les préventions et de tous les préjugés sur lesquels il fallait s'appuyer pour reculer le triomphe de la raison et maintenir le règne de la superstition.

La même transformation s'était opérée dans le sein des sociétés patriotiques. D'abord fréquentées par des hommes de mérite, des orateurs de vraie distinction, comme Alcala Galiano, elles avaient été peu à peu dominées par des talents secondaires, obéissant à des vues étroites et mesquines, à des intérêts sordides; aussi, après avoir contribué à répandre dans le peuple de précieux enseignements, à donner le goût de l'éloquence et du beau langage, elles étaient devenues peu à peu des succursales des halles et marchés publics; les applaudissements les plus vifs y étaient décernés à l'injure la plus grossière, à la phrase la plus violente.

La mode des banquets, qui s'était répandue après la grande fête patriotique célébrée au Prado le lendemain de la journée du 7 juillet, fut plus favorable aux lettres que

celle des clubs ; à la suite de ces repas, il n'était pas rare de voir apparaître d'habiles improvisateurs qui, par des vers brillants, gracieux, bien appropriés à la circonstance, excitaient les applaudissements des convives.

On avait parfaitement senti en Espagne, durant cette période, la nécessité d'une réforme universitaire, et dès 1821 une nouvelle loi sur l'instruction publique avait été votée par les Cortès. Si elle eût pu être immédiatement appliquée, de grands résultats n'auraient pas tardé à se manifester; mais les ressources manquaient, et le beau plan resta fixé sur le papier, rien de plus.

Ce qu'on ne put réaliser pour la masse, quelques intelligences distinguées le mirent à exécution pour les classes les plus élevées de la société; elles organisèrent, sous le nom de *San Mateo*, un collége dont l'enseignement promettait avant tout d'être libéral, et dirigé dans le sens du progrès des idées modernes. Lista, directeur de ce collége, et professeur de trois facultés distinctes, eut le bonheur de réunir autour de lui une foule de jeunes gens, qui tous manifestaient le plus ardent désir d'allumer le flambeau de la civilisation espagnole; cet honnête homme, à la fois poëte, critique et savant, plein de sagesse et de modération, malheureusement trop enclin au doctrinarisme que Royer-Collard mettait à la mode en France, ennemi de la passion, ferme dans ses convictions, plus tard beaucoup trop hostile aux tendances du romantisme, aura toujours sa place dans l'histoire de son pays. C'est auprès de lui que se formèrent la plupart des écrivains qui vont honorer la littérature espagnole : Espronceda, Patricio de Escosura, Ventura de la Vega, Roca de Togores, pour ne citer que les plus illustres, et omission faite de généraux, de diplomates et d'hommes d'État qui formeront plus tard l'arrière-ban du parlementarisme.

Le succès du collége de San Mateo fut complet ; mais il excitait trop le mécontentement des apostoliques pour résister à la chute du système constitutionnel : il fut fermé le jour même où le duc d'Angoulême entra dans Madrid à la tête de ses troupes.

De son côté, l'art dramatique contribua fort peu au progrès général de la société ; il ne se trouva aucun acteur pour prendre la place de Maiquez, et la tragédie perdit ainsi le plus grand de ses attraits. La foule, éloignée depuis longtemps des théâtres par l'insuffisance des pièces qu'autorisait la censure, ne put y être rappelée, et les compagnies d'acteurs qui exploitaient les principales scènes se laissèrent aller au plus sombre découragement. Elles avaient offert en vain quelques pièces de circonstance, quelques drames prohibés ; ces essais n'avaient point satisfait le public, et la mode s'était déclarée avec fureur pour les opéras de Rossini, dont tous les journaux étrangers répétaient alors les louanges avec l'accent du plus vif enthousiasme.

Il fallait, pour satisfaire cette nouvelle exigence du public, des compagnies plus riches, des scènes tout autrement disposées que celles qui existaient alors à Madrid ; sous l'empire de cette nécessité, toutes les anciennes compagnies d'acteurs furent forcées de se liquider, et les auteurs qui auraient pu se vouer à la composition des pièces dramatiques cherchèrent dans la presse ou à la tribune les triomphes que le théâtre leur refusait.

CHAPITRE V.

Quatrième période : 1823-1830. — Découragement causé tout d'abord par la réaction de 1823. — Les écrivains se relèvent ensuite et luttent contre le système dominant.

Lettres. — Malgré l'absence de compagnies, le goût du théâtre se maintient dans le public. — Comédies de maison. — La censure. — Le Père Carrillo.— Traduction des tragédies françaises. — Breton de los Herreros et Gil y Zarate. — La Torre et la Concepcion Rodriguez. — Fureur philharmonique. — Académie d'*El Mirto.* — Triste situation du journalisme. — La représentation de Xavier de Burgos. — *El Europeo,* revue philosophique publiée à Barcelone par Aribau et Lopez Soler.

Beaux-arts. — Influence de l'école de David. — Madrazo nommé peintre de chambre de Ferdinand VII. — Lopez conserve les traditions de Bayeu.— Mort de Goya.— L'architecture et la sculpture produisent peu d'œuvres recommandables.

Sciences. — Aucune protection n'est accordée aux sciences. — L'observatoire de Madrid n'est pas continué. — Mort de Rodriguez. — La botanique est la seule science qui fournisse quelques travaux sérieux. — Abandon où on laisse les dessins et manuscrits provenant des expéditions scientifiques du dix-huitième siècle. — Dette contractée par l'Espagne à l'égard de Mutis et de Mocino. — Le botaniste Mariano Lagasca.

Conduite du gouvernement à l'égard des universités. — Plan de 1824, ses tendances. — Les recteurs nommés par le roi. — Les universités perdent leur indépendance sans que l'Etat leur accorde un appui réel; leur décadence.

Le débarquement du roi à Puerto Santa Maria, lorsque Cadix se fut rendu au duc d'Angoulême, le 1er octobre 1823, fut le signal d'un nouveau revirement dans les tendances du pays. A cette date fatale, tous les hommes instruits et distingués qui avaient mis la main à la révolution de 1820, furent réduits à se cacher ou à émigrer; des bandes d'assassins parcoururent les villes en faisant la chasse aux *nègres*, c'est-à-dire aux amis du progrès. Le clergé reprit

Le succès du collége de San Mateo fut complet ; mais il excitait trop le mécontentement des apostoliques pour résister à la chute du système constitutionnel : il fut fermé le jour même où le duc d'Angoulême entra dans Madrid à la tête de ses troupes.

De son côté, l'art dramatique contribua fort peu au progrès général de la société ; il ne se trouva aucun acteur pour prendre la place de Maiquez, et la tragédie perdit ainsi le plus grand de ses attraits. La foule, éloignée depuis longtemps des théâtres par l'insuffisance des pièces qu'autorisait la censure, ne put y être rappelée, et les compagnies d'acteurs qui exploitaient les principales scènes se laissèrent aller au plus sombre découragement. Elles avaient offert en vain quelques pièces de circonstance, quelques drames prohibés ; ces essais n'avaient point satisfait le public, et la mode s'était déclarée avec fureur pour les opéras de Rossini, dont tous les journaux étrangers répétaient alors les louanges avec l'accent du plus vif enthousiasme.

Il fallait, pour satisfaire cette nouvelle exigence du public, des compagnies plus riches, des scènes tout autrement disposées que celles qui existaient alors à Madrid ; sous l'empire de cette nécessité, toutes les anciennes compagnies d'acteurs furent forcées de se liquider, et les auteurs qui auraient pu se vouer à la composition des pièces dramatiques cherchèrent dans la presse ou à la tribune les triomphes que le théâtre leur refusait.

CHAPITRE V.

Quatrième période : 1823-1830. — Découragement causé tout d'abord par la réaction de 1823. — Les écrivains se relèvent ensuite et luttent contre le système dominant.

Lettres. — Malgré l'absence de compagnies, le goût du théâtre se maintient dans le public. — Comédies de maison. — La censure. — Le Père Carrillo.— Traduction des tragédies françaises. — Breton de los Herreros et Gil y Zarate. — La Torre et la Concepcion Rodriguez. — Fureur philharmonique. — Académie d'*El Mirto.* — Triste situation du journalisme. — La représentation de Xavier de Burgos. — *El Europeo,* revue philosophique publiée à Barcelone par Aribau et Lopez Soler.

Beaux-arts. — Influence de l'école de David. — Madrazo nommé peintre de chambre de Ferdinand VII. — Lopez conserve les traditions de Bayeu. — Mort de Goya. — L'architecture et la sculpture produisent peu d'œuvres recommandables.

Sciences. — Aucune protection n'est accordée aux sciences. — L'observatoire de Madrid n'est pas continué. — Mort de Rodriguez. — La botanique est la seule science qui fournisse quelques travaux sérieux. — Abandon où on laisse les dessins et manuscrits provenant des expéditions scientifiques du dix-huitième siècle. — Dette contractée par l'Espagne à l'égard de Mutis et de Mocino. — Le botaniste Mariano Lagasca.

Conduite du gouvernement à l'égard des universités. — Plan de 1824, ses tendances. — Les recteurs nommés par le roi. — Les universités perdent leur indépendance sans que l'Etat leur accorde un appui réel; leur décadence.

Le débarquement du roi à Puerto Santa Maria, lorsque Cadix se fut rendu au duc d'Angoulême, le 1er octobre 1823, fut le signal d'un nouveau revirement dans les tendances du pays. A cette date fatale, tous les hommes instruits et distingués qui avaient mis la main à la révolution de 1820, furent réduits à se cacher ou à émigrer; des bandes d'assassins parcoururent les villes en faisant la chasse aux *nègres*, c'est-à-dire aux amis du progrès. Le clergé reprit

partout son attitude insolente et dominatrice; il ne fut plus permis à un seul écrivain de défendre la cause de la liberté; le silence de la mort, les ténèbres de l'ignorance planèrent à nouveau sur la malheureuse Péninsule.

Au premier abord on a peine à comprendre comment une nation entière pouvait ainsi passer en un instant par des alternatives aussi fortes; mais, si l'on songe au peu de productions vraiment sérieuses que nous ont offertes les années 1820 à 1823, on comprend que, malgré la différence de système politique dans le gouvernement, un très-petit espace sépare la vie intellectuelle du régime constitutionnel, et le sommeil forcé des années subséquentes.

La vraie lutte aurait dû s'engager sur le terrain religieux; mais les libéraux, par une faiblesse désespérante, avaient prétendu toujours concilier leur opposition au clergé et leur foi catholique. Engagée dans cette impasse dont elle ne pouvait sortir, la nation tantôt se laissait aller à un vigoureux effort contre les prêtres, tantôt, au contraire, écoutait leurs leçons avec recueillement et s'inclinait devant leurs discours. N'étaient-ils pas, après tout, les défenseurs de la vraie religion, de celle qu'on tenait toujours associée à la grandeur de la patrie? Ainsi, au lieu de s'élever dans une atmosphère pure et bienfaisante, la raison se maintenait volontairement dans une région malsaine; le développement du pays, au lieu de se faire par un progrès normal et régulier, ne consistait qu'en une série de secousses plus ou moins violentes, suivant le degré de passion qui animait les divers personnages.

Dans les premiers moments qui suivirent le rétablissement de l'autorité absolue, l'émigration des hommes les plus distingués, tels que Toreno, Isturiz, Galiano, Saavedra, Martinez de la Rosa, jeta d'abord dans les esprits un découragement profond. Ces émigrés étaient, pour le

moment, les plus éminents représentants de la civilisation nationale; c'étaient eux qui communiquaient le mouvement, qui donnaient l'élan. Que penserait-on en leur absence? Quelle direction allaient prendre les lettres et les arts? On revint peu à peu sur cette première impression; il fallut s'habituer au régime nouveau que les baïonnettes françaises avaient institué; et, tandis que ces exilés se pénétraient, sur la terre étrangère, de tous les besoins des civilisations modernes, qu'ils étudiaient d'autres usages, d'autres mœurs, d'autres littératures, on cherchait à l'intérieur à suppléer à leur absence.

Au milieu de ses plus grandes préoccupations, il faut au peuple de Madrid des fêtes et des spectacles; privée de compagnies dramatiques, la bourgeoisie madrilène organisa dans son sein des troupes d'acteurs, faciles à tourner en ridicule à cause de leur inexpérience, mais néanmoins utiles pour maintenir le goût et les habitudes du public dans une époque de laisser-aller et d'abandon.

Un écrivain spécialement dédié à la peinture des mœurs madrilènes[1], Mesonero Romanos a retracé dans un de ses ouvrages, avec un soin minutieux, une de ces *comédies de maison*, comme on les appelait (comedia casera); il a esquissé toutes les difficultés qu'entraînait avec elle une représentation de ce genre; la confusion, le tumulte, l'inexpérience dont elles donnaient le spectacle, contribuèrent beaucoup à rehausser l'art du comédien, en en faisant ressortir l'utilité sociale. Pour organiser une comédie de maison, il fallait d'abord grouper toute une société de jeunes gens amis et enthousiastes; une fois réunis, leur premier soin devait être le choix du président, car la représentation devait être mise sous le patronage d'une personne impor-

[1] *Escenas matritenses*, par El Curioso Parlante.

tante; puis il fallait réunir à la fois les acteurs, les contribuables et les spectateurs. On se divisait ensuite en commissions pour le local, les décorations, les lumières, pour la copie des rôles, les costumes; il incombait naturellement au président d'obtenir le permis du gouvernement. Venait ensuite le choix de la pièce, puis les répétitions, et enfin le grand jour de la représentation, se terminant parfois par des applaudissements enthousiastes, parfois aussi par le désarroi général de la troupe, reconnue incapable d'arriver au but qu'elle s'était proposé.

Quelle qu'en fût l'imperfection, ces comédies, néanmoins, étaient assez goûtées d'une importante partie du public, de celle qui voyait avec peine l'opéra italien se substituer sur la scène même du théâtre del Principe, au répertoire de Lope de Vega, de Calderon et de Moratin. Leur succès détermina donc de nouvelles compagnies à se former, et bientôt les théâtres de la Cruz et del Principe, sans abandonner les opéras, qui, par leur nouveauté, excitaient alors un véritable enthousiasme, se décidèrent à ouvrir leurs portes aux auteurs dramatiques et à leur demander de nouvelles compositions.

Il fallait de l'audace pour entrer dans la carrière, car il y avait à lutter contre deux censures : l'une ecclésiastique, l'autre politique; toutes deux chagrines, inintelligentes, disposées à voir des allusions dans toute expression quelque peu hardie et piquante. Le succès était donc bien difficile; et, à supposer que l'auteur réussît, il lui fallait se contenter du murmure approbateur que les applaudissements répandaient autour de son nom, car il n'y avait à espérer aucun profit matériel à une époque où la plus belle pièce ne donnait pas à son auteur plus de 2000 réaux, et où la propriété littéraire n'était pas respectée.

Il faut nous arrêter un instant sur le type du censeur

dramatique chargé du soin de reviser toutes les pièces, sans l'avis duquel aucune représentation ne pouvait avoir lieu. Ce portrait nous donnera une idée exacte des misères auxquelles était alors condamné l'art dramatique. Le père Carrillo était un moine du couvent de la Victoire, d'un embonpoint excessif, aussi lourd dans sa démarche que dans son entendement, toujours sale, les habits tout couverts de tabac à priser, inspirant enfin à première vue le dégoût et la répugnance. Il cumulait, avec l'inspection des théâtres, le soin d'assister les criminels condamnés à mort et de les exhorter jusqu'au lieu du supplice. Déjà, dans son couvent, il s'était rendu célèbre par la violence avec laquelle il s'adressait aux malheureux pénitents qui venaient s'incliner devant lui au tribunal de la confession. L'un d'eux lui paraissait-il trop coupable pour l'absolution : « Allons ! s'écriait-il avec des gestes furieux et un ton menaçant, c'en est assez : une voiture et en enfer ! »

Pour les malheureux qu'il conduisait à la potence, son intervention devait être plus pénible encore que celle du bourreau ; car il s'inquiétait peu des conditions spéciales dans lesquelles se trouvait sa victime; il s'agitait violemment devant elle, qu'elle voulût ou non se recueillir en elle-même. Ce qu'il lui fallait, c'était un pénitent bien préparé, bien contrit, bien effrayé des supplices qui l'attendaient, s'il ne se décidait pas à faire acte de contrition ; le père Carrillo soignait son œuvre avec amour, et triomphait en raison même des angoisses et des faiblesses du malheureux qui lui était abandonné. Un jour qu'il accompagnait ainsi un de ces condamnés, on vit tout à coup, un peu avant le moment fatal, apparaître sur le lieu du supplice un garde du corps qui agitait un mouchoir blanc pour annoncer à l'avance le pardon, et qui s'efforçait d'arriver à temps avant que le bourreau eût exercé son fatal office. Le père Carrillo

ne put s'empêcher de froncer le sourcil : « Quel malheur! disait-il ensuite ; mon homme était si bien préparé pour la mort! »

Ajoutez à ces traits une ignorance désespérante, une gourmandise tournant plus à la voracité qu'à la recherche, une certaine affectation à passer pour homme de goûts littéraires; voilà le personnage devant lequel devaient s'incliner les directeurs de théâtre. Ceux-ci, heureusement, eurent bientôt rencontré les moyens de se le concilier ; ils étudièrent ses vices et ses instincts; de copieux dîners offerts avec empressement rendirent au moine le séjour du théâtre plus attrayant; il voulait apparaître comme engoué de Tirso de Molina. Une foule de pièces de l'ancien répertoire furent attribuées à cet auteur, et c'était avec joie qu'il en autorisait alors la représentation, quel qu'en fût le sujet.

Pour tout le reste, on jugera de sa manière d'agir par quelques-unes des excentricités suivantes : le mot de *pauvre* ne devait pas être prononcé, car il pouvait impliquer un blâme à la richesse. Ces expressions : *Mon ange, je t'adore*, si fréquemment prononcées en Espagne dans l'intérieur de la famille, ne devaient être employées que pour la Divinité. Il fallait bien se garder de dire : *J'abhorre la victoire ;* le public aurait pu faire allusion au couvent dont le moine faisait partie. Si Oreste tuait sa mère dans une tragédie de *Clytemnestre*, ce dénoûment devait être immédiatement modifié : un parricide ne devait pas paraître sur la scène[1].

Malgré toutes ces extravagances, un écrivain dont l'Espagne peut encore aujourd'hui saluer les productions nouvelles, et qui a beaucoup d'analogie avec notre spirituel Scribe, parvint à se faire jour. Breton de los Herreros, tout jeune encore, car il est né dans la première année de ce

[1] *Galeria de la litteratura española*, par A. Ferrer del Rio.

siècle, faisait alors représenter ses premières comédies ; il inaugurait ainsi un charmant répertoire, plein de saillies, de finesse, de grâce, à travers lequel on peut suivre, pour ainsi dire pas à pas, le développement des mœurs espagnoles dans ce siècle où elles passent par une si brusque transition.

Moins heureux, Gil y Zarate ne pouvait obtenir la représentation de deux tragédies originales : *Blanche de Bourbon* et *Don Rodrigo ;* il trouvait une opposition chez le moine, qui ne voulait pas qu'on traînât sur la scène, suivant son expression, des monarques trop dissolus (*tan aficionados á las muchachas*).

Très-hostile à toutes les nouveautés, le père Carrillo se montrait un peu moins sévère pour les traductions des tragédies françaises ; ce fut un bonheur, car l'apparition de deux acteurs de talent, Latorre et la Concepcion Rodriguez, qui, marchant sur les traces de Maiquez, donnèrent à la tragédie un nouvel éclat, faisait vivement désirer au public la représentation de plusieurs œuvres de notre répertoire dramatique. Breton et Zarate durent consacrer leur talent à de simples traductions ; ils s'y résignèrent gaiement, et, pendant toute cette période, le public espagnol assistait avec empressement à l'audition d'*Andromaque*, d'*Iphigénie*, de *Mithridate*, de *Marie Stuart*, des *Enfants d'Edouard ;* ces pièces étaient traduites par des écrivains de talent et représentées par des comédiens de grand mérite. Les spectateurs étaient sevrés de Corneille et de Voltaire, mais on leur laissait Racine et Casimir Delavigne ; ce n'était pas une mauvaise nourriture pour le cœur et pour l'esprit ; et, alors que le romantisme s'annonçait déjà en France, il était heureux que la société espagnole pût se bien pénétrer des beautés de notre théâtre classique ; il devait lui être ainsi plus facile de suivre le débat qui allait s'engager entre les deux écoles,

classique et romantique, et de choisir sa ligne définitive en pleine connaissance de cause.

La dernière année de cette période, 1830, il fallut cependant que l'art dramatique s'avouât de nouveau vaincu par les charmes du nouvel opéra italien. Une chanteuse célèbre, la Tossi, étant venue à Madrid, excita un tel enthousiasme philharmonique que Thalie fut complétement dédaignée. La population ne voulait entendre parler que du phénix et des chefs-d'œuvre de Rossini. Le principal impresario, Grimaldi, qui avait épousé la Concepcion Rodriguez, cette actrice, Latorre, et un autre acteur distingué, Caprara, essayèrent en vain de résister à cette vogue furieuse; ils furent réduits à aller attendre à Séville des temps meilleurs. Breton de los Herreros les y suivit après avoir écrit contre la population madrilène une violente satire, où il lui reprochait amèrement de sacrifier le théâtre national à la musique italienne; il eût été plus sage de comprendre que l'engouement ne pouvait être que momentané, en raison même de son excès, et que le plaisir que cause la magnificence des opéras modernes est une conquête de notre civilisation qui a bien aussi son éclat et sa grandeur.

La poésie lyrique n'avait pas des adeptes moins fervents que la dramatique. Tandis que Quintana, au fond de l'Estramadure, composait avec amour ce beau recueil de poésies choisies qui est aujourd'hui en Espagne dans toutes les bibliothèques, de nouveaux poëtes se réunissaient autour de l'ancien directeur du collége de San Mateo. Lista, forcé par les circonstances de fermer en 1823 l'établissement qu'il avait fondé, avait ouvert sa maison à quelques-uns de ses élèves dont il avait apprécié le génie naturel, et qui lui paraissaient doués d'une vraie inspiration poétique; il aimait à les encourager de ses conseils et de ses avis. José de Espronceda, Ventura de la Vega, Patricio de Escosura,

encore à l'âge d'étudier, avaient organisé entre eux, dès 1824, une académie de belles-lettres, désignée sous le nom d'*El Mirto*, dans laquelle ils ne se contentaient pas de traiter les plus graves questions de critique littéraire, mais où ils se communiquaient encore leurs premières créations.

Il serait sorti sans doute quelque belle conception de l'échauffement réciproque de ces cœurs enthousiastes, si peu à peu, sous l'influence des événements et sous la pression des circonstances, l'académie d'El Mirto n'avait été, par une police trop perspicace, transformée en une société politique, la Numantine, dont nous avons indiqué la courte existence et la rapide dissolution[1]. Obligés de se séparer, les jeunes poëtes que nous venons de citer suivirent chacun une voie différente. Vega, plus porté par ses goûts à rechercher les applaudissements de la haute société et à se complaire dans les raffinements d'une versification soignée, s'appliqua à devenir un poëte élégant et aimable; il y réussit rapidement, et, devenu capable, à force d'art, de poétiser Ferdinand VII lui-même, il avait glorifié, en 1828, dans une épître remarquable, la rapide pacification de la Catalogne après la guerre des Agraviados. Patricio de la Escosura, moins préoccupé de la gloire littéraire que désireux de jouer un rôle brillant dans sa patrie, ne put comme Vega se recommander d'un protecteur puissant lors de la dissolution de la Numantine; il dut s'exiler et aller un instant grossir à Paris le nombre des réfugiés espagnols; mais il était trop jeune encore pour attirer l'attention du pouvoir. Il lui fut permis, peu de temps après, de revenir en Espagne, et, admis dans le corps spécial de l'artillerie, il abandonna les muses pour étudier l'art militaire. Le dernier enfin de nos trois poëtes, celui des trois à qui seul ce nom

[1] Voir t. II, p. 297.

convienne réellement, don José de Espronceda, fut forcé par la persécution de se cacher d'abord dans un couvent; il y resta quelque temps malade, et, quand ses forces furent réparées, il s'enfuit à l'étranger. Les tracasseries de la police, l'exiguïté de sa fortune particulière l'obligèrent de mener à Lisbonne, à Londres, à Paris une vie errante de privations et de souffrances qui contrastait avec la beauté de sa figure, l'élégance de ses manières et l'éclat de son génie. Espronceda, comme Byron, comme Alfred de Musset, est le représentant de cette génération que nous avons vue réunir à le fois le scepticisme religieux le plus complet et les idées chevaleresques les plus élevées. Byron se dévoue à l'indépendance de la Grèce; Espronceda combat à Paris sur les barricades de 1830, s'offre comme volontaire pour courir au secours de la Pologne, et expose ses jours contre la Sainte-Alliance. A cette époque, Espronceda n'était encore connu que d'un très-petit nombre d'amateurs; mais les éloges que Lista avait accordés à ses premières productions répandaient déjà autour de son nom une auréole brillante.

Rien n'est contagieux comme le talent littéraire; cette même société de jeunes écrivains, qui n'avait encore donné que des espérances, se flattait déjà de posséder un nouveau satirique, un second Quevedo; en réalité elle le préparait pour l'avenir. Ventura de la Vega avait entrevu dans quelques productions de José Mariano de Larra, à peine âgé de vingt ans, des qualités de premier ordre, et, avec cette chaleur que possèdent seuls la jeunesse et le talent, on lui créait une renommée, avant même qu'il s'en fût montré digne. Heureuse jeunesse que celle de 1830! En Espagne comme en France elle avait l'amour de la poésie et le culte du talent! N'existerait-il plus aujourd'hui que le goût des plaisirs matériels ou l'unique passion de la richesse?

Espronceda et Larra, les deux hommes en qui se résume

le mieux à nos yeux l'effort de l'Espagne moderne pour sortir de ses langes et de son impuissance, n'appartiennent pas à la période de 1830 ; ils sont en germe, mais ils n'ont pas d'action sur la société. Ils vont éclore, et nous ne les citons que parce qu'il nous paraît utile de signaler les circonstances au milieu desquelles ils doivent faire leur apparition.

Par la censure qui pesait sur les théâtres, il est facile de calculer celle dont le journalisme était l'objet : la presse se trouvait exclusivement à la dévotion des sacristies, et il n'était permis à aucun écrivain de publier dans le pays des écrits politiques sans l'autorisation expresse du pouvoir. L'économie politique, le droit administratif étaient englobés dans l'animadversion des autorités pour tout ce qui constituait le progrès moderne, et on en aurait fait à la cour bon marché, si les besoins mêmes de la répression n'avaient imposé à Ferdinand l'obligation de soigner ses finances et d'étudier les ressources du crédit public. Grâce à cette nécessité, le ministre Ballesteros put appeler autour de lui des hommes spéciaux comme Canga-Arguëlles et Xavier de Burgos ; et ce dernier dut à la faveur dont il jouissait, aux services qu'il avait rendus à Paris en favorisant la réalisation de l'emprunt Guebhard, l'autorisation de faire circuler une représentation au roi. Cet écrit, publié en 1826, eut un retentissement considérable. Si l'on pénètre au fond des choses, le mémoire de Burgos n'était pourtant pas un programme bien extraordinaire ; il se limitait à demander une amnistie, le nivellement du budget, un emprunt de 300 millions avec hypothèque des biens ecclésiastiques, la création d'un ministère de progrès (fomento), et l'établissement dans les provinces de délégués du pouvoir civil, indépendants de l'autorité militaire et de la magistrature ; mais, à cette époque, toutes ces réformes étaient si nécessaires, si indis-

pensables, le mémoire d'ailleurs était écrit avec tant de netteté, de précision et d'élégance, que le pays tout entier l'accueillit avec empressement, et que, malgré l'atonie et l'abattement des esprits, il se répandit à des milliers d'exemplaires.

Madrid n'est pas une cité à études profondes, à tendances philosophiques ; on n'y aime guère les productions de longue haleine, les efforts vigoureux de la réflexion et de la raison. Aussi, tandis que nous voyons se former dans son sein, sous les efforts de Lista, une nouvelle école littéraire, nous y chercherions en vain des penseurs et des philosophes ; on dirait vraiment que la pensée n'est pas à son aise sur les rives du Mançanarès, et que le climat sec, variable, accablant, de la capitale de l'Espagne est contraire au fonctionnement régulier de la machine cérébrale.

Si nous voulons rencontrer quelques hommes sincèrement dévoués aux larges méditations de la pensée, c'est à Barcelone que nous les trouverons. Il y eut dans cette cité, avant les tristes événements qui signalèrent la domination du comte d'Espagne, et sous l'influence de quelques réfugiés français et italiens, un effort qui, s'il avait été énergiquement suivi, aurait conduit à la création d'une école catalane de quelque distinction. Sous le titre d'*El Europeo*, la publication d'une revue philosophique fut tentée en 1824, à Barcelone, par Aribau, Lopez Soler et autres ; mais les événements vinrent dissoudre le petit groupe avant qu'il eût pris racine, et Lopez Soler, qui s'était particulièrement distingué par ses tentatives pour propager en Espagne l'esthétique allemande, dut s'arrêter dans son enseignement.

Laissons à un Catalan, M. Leopoldo Feu, le soin de qualifier à sa manière les tendances des rédacteurs d'*El Europeo* : « Aribau, dit-il, et surtout Lopez Soler se distinguent avant tout par une physionomie spiritualiste ; leur

connaissance des bonnes théories esthétiques, particulièrement de celles de Schiller, leur affection pour le moyen âge et les usages de la chevalerie, l'importance qu'ils accordent à l'éducation de l'homme, leur enthousiasme pour l'art musical et l'opéra italien, leur aspiration au romantisme dans le bon sens du mot, leur respect profond pour les coutumes nationales en tant qu'entièrement liées avec la religion, le climat, les lois et les autres éléments sociaux, tout cela indique une renaissance prochaine et salutaire, très-notable dans une société gênée depuis si longtemps comme la nôtre par des préoccupations religieuses et politiques. »

Comparés aux lettres pendant cette période, les arts ne nous offrent pas dans l'origine un abattement aussi complet ; mais on sent moins aussi l'espoir d'un prochain essor. Le grand artiste, à la puissante figure, qui domine toute l'école au commencement de ce siècle, Francisco de Goya, disparaît de la scène ; il est remplacé par des hommes à manières académiques, dénués de toute inspiration, moins épris du beau qu'adorateurs de certaines formes conventionnelles. Nul ne cherche à saisir les imaginations par une grande création ; l'unique éloge qu'on puisse donner aux écoles est de conserver avec soin les procédés et les règles de l'art.

L'influence extrême exercée par David sur les jeunes peintres qui avaient été envoyés comme pensionnaires à Rome était devenue prépondérante à Madrid même, aussitôt après leur rentrée dans cette capitale. Le triomphe définitif de ce genre fut assuré par la nomination de José de Madrazo comme peintre de chambre de Ferdinand VII et professeur à l'Académie. C'est l'époque des grands tableaux de l'histoire grecque et romaine. Madrazo exécute la *Mort de Viriathe*, celle *de Lucrèce*, le *Combat des Grecs et des Troyens sur le corps de Patrocle*. José de Aparicio, encore

plus hardi, veut transporter les poses théâtrales et roides des gladiateurs antiques dans les scènes modernes, comme dans son tableau de la *Faim* de 1811, à Madrid ; et le succès est tel que c'est lui qui est chargé par Ferdinand VII de léguer à la postérité, sur une grande toile, le souvenir du débarquement au Puerto Santa Maria.

Parmi les héritiers de Bayeu et de Maella, quelques-uns résistèrent énergiquement à l'exagération du genre de David ; citons parmi eux Vicente Lopez, déjà peintre de chambre sous Charles IV, et qui conserva cette position sous Ferdinand. C'est à lui que nous devons un admirable portrait de Goya, qui nous donne une parfaite idée de cette puissante nature. Lopez, peintre finisseur, voulait encore retoucher le portrait pour en perfectionner les détails ; mais Goya, satisfait du résultat obtenu, le lui enleva brusquement ; il craignait de voir disparaître l'énergie et l'ensemble de sa physionomie sous une retouche trop fine et trop savante.

Lopez, comme Madrazo, comme Jean-Antoine Rivera, l'auteur du *Cincinnatus* et du *Vamba*, est devenu le chef d'une famille d'artistes distingués. Ces noms de Lopez, de Rivera, de Madrazo se retrouvent désormais à chaque page dans l'histoire de l'art espagnol contemporain : la célébrité des pères a rejailli sur les fils, et ceux-ci, à leur tour, défendent avec ardeur la mémoire de leurs ascendants.

C'est une excellente garantie pour la conservation des bons procédés que l'existence de ces familles où de père en fils un même art est cultivé avec enthousiasme ; mais quelquefois elle forme une barrière trop compacte à l'élévation des jeunes talents. Ce domaine de l'art doit être accessible à tous ; il ne faut jamais consentir à ce qu'il devienne l'apanage exclusif de quelques privilégiés.

Le genre de Goya ne se prête guère à la formation d'une

école ; nous comprenons notre Delacroix s'inspirant des œuvres du peintre espagnol, et s'habituant, en les reproduisant, à se faire une main rapide et un coup d'œil profond, pour ébaucher en un instant l'esquisse d'une scène ou d'un paysage ; mais, en dehors de la recherche de l'impression et de l'effet, ériger en règle l'imperfection volontaire d'un grand peintre qui terminait à l'occasion, ce serait vouloir faire du désordre la condition normale de l'art. Goya reste donc seul au milieu du mouvement artistique ; la tournure de son esprit, son originalité, sa manière font de lui un peintre à part, dont l'œuvre tout entier sera toujours admiré ; mais il ne joue pas le rôle de chef d'école. Son éclatant succès est la meilleure preuve que les romantiques puissent invoquer contre les classiques ; ce serait pourtant ne pas comprendre le romantisme que de vouloir l'enfermer dans le style irrégulier, haché, incomplet à beaucoup d'égards, qui caractérise le génie du peintre aragonais.

Il n'était ni sage ni prudent pour Goya de vivre à la cour de Ferdinand VII à l'époque des proscriptions qui suivirent la réaction de 1823 ; obligé de séjourner dans la capitale en qualité de peintre de la cour, il demanda l'autorisation de faire un voyage à l'étranger, et elle lui fut accordée. Transporté, en France, dans un milieu plus conforme à l'allure de son esprit, Goya ne voulut bientôt plus abandonner notre patrie ; il y resta cinq ans, et s'établit à Bordeaux, où il retrouva l'auteur du *Si de las Niñas*. l'élégant et gracieux Moratin. Ces deux vieillards se plaisaient à poursuivre ensemble de longs entretiens, où la conduite qu'avait tenue l'Espagne en 1808 et 1812 était appréciée sous toutes ses faces. En 1827, Goya dut retourner à Madrid pour solliciter un congé définitif ; et, l'ayant obtenu, il se hâta de revenir à Bordeaux, où la mort l'atteignit l'année suivante, au milieu de sa famille, à l'âge de quatre-vingt-deux ans et quinze

jours. Moratin mourut aussi à Paris cette même année 1828. Le poëte comique et le peintre emportèrent avec eux les regrets de plusieurs générations qui déjà avaient pu jouir de leurs œuvres,

Le ton un peu glacial que nous avons dû signaler dans les travaux des peintres de 1823 à 1830, apparaît aussi dans ceux des architectes : leur style est timide, maniéré, exclusif; c'est du gréco-romain soumis à des prescriptions inflexibles. Aucun artiste n'arrive à la hauteur de Ventura Rodriguez, tous se contentent de suivre l'impulsion donnée par ce maître. Parmi ceux qui méritent d'être cités, l'un, Perez, est l'auteur du théâtre Vittoria ; on lui doit la reconstruction de San Sebastian et d'importants édifices dans les provinces basques ; un autre, Velasquez, dégage la place d'Orient à Madrid et améliore les résidences royales d'Aranjuez et de la Granja ; un troisième, Aguado, élève la maison de Vista Hermosa, dresse les plans du théâtre Royal, et construit enfin cette affreuse porte de Tolède, qui fait à Madrid un contraste si choquant avec le beau monument bâti sous Charles III, qui domine toute la rue d'Alcala.

Nous avons peu de chose à dire de la sculpture : don José Alvarez, qui avait étudié en Italie avec Canova les magnifiques œuvres de l'antiquité; Sola, l'auteur des statues de Cervantes et de Daoiz et Velarde ; Ginez, quelques élèves d'Adam, tels sont, dans cette période, les seuls représentants de cet art difficile auquel les Espagnols ne rendent pas assez hommage.

C'est toujours quand on arrive à l'étude du mouvement scientifique que se manifeste de la manière la plus triste le degré d'infériorité de la nation espagnole relativement aux autres sociétés européennes; nous avons peine à trouver la figure d'un vrai savant ayant contribué réellement au pro-

grès de l'esprit humain. Point de ces belles vies consacrées tout entières au culte de la science, et venant se résumer dans une de ces grandes découvertes qui honorent notre époque et lui donnent un caractère spécial en dehors de toutes les générations qui nous ont précédés.

Les causes de cette infériorité sont faciles à énumérer pour qui a longtemps vécu en Espagne. Notons d'abord et avant tout l'absence complète de capitaux dans ce pays. Abstraction faite de quelques familles placées par leur richesse tout à fait en dehors de la société, et qui, par malheur, ne savent pas faire usage de leur fortune en faveur du développement des sciences, fort peu de propriétaires et de capitalistes jouissent d'une aisance suffisante pour consacrer leurs efforts au progrès d'une science déterminée. Ceux qui se décident à tenter cette œuvre difficile ne sont pas encouragés par la considération publique, cette noble récompense que peuvent toujours offrir les sociétés civilisées ; puis les luttes infécondes d'une politique toute personnelle attirent les plus nobles intelligences et les portent à user toute leur vie en efforts stériles. Peut-être enfin le climat, en beaucoup de lieux, s'oppose-t-il à un travail long et soutenu de la pensée ; mais c'est là un point de vue que nous soumettons aux physiologistes, sans nous juger aptes à le résoudre par nous-mêmes. En dehors de ces causes, qui prennent leur racine dans l'état économique et moral de la société espagnole, ainsi que dans le milieu où elle vit, l'intolérance religieuse et la haine des lumières qui ont caractérisé le règne de Ferdinand VII, furent des obstacles transitoires qui, pendant cette période, empêchèrent tout progrès scientifique.

Loin d'accorder la moindre protection aux sciences, les divers ministres qui dirigèrent la marche des affaires s'occupèrent surtout à leur opposer des barrières ; se vouer à

l'étude était le moyen le plus sûr de se condamner à la misère, et d'exciter la haine, soit d'une police ombrageuse, soit d'une populace fanatisée.

Aucun centre n'existait auquel les savants pussent adresser leurs travaux, et Ferdinand ne songea point à combler cette lacune. Il y avait bien une Académie espagnole, créée dans le but de fixer l'élégance et la pureté de la langue castillane, avec cette devise : *Limpia, fija y da esplendor ;* il y avait bien une Académie d'histoire pour éclairer l'histoire d'Espagne dans toutes ses parties; il y avait encore une Académie dite de *San Fernando* pour les beaux-arts. Il n'y avait pas d'Académie des sciences.

Les plans de l'Observatoire de Madrid avaient été achevés par Villanueva ; il eût suffi de quelques subsides pour doter la capitale de l'Espagne d'un établissement aussi utile. On avait en même temps sous la main un homme capable de diriger les travaux astronomiques ; on laissa mourir le géomètre Rodriguez sans utiliser ses connaissances, et nul ne songea à réaliser les projets de Coronado, qu'avait si fortement encouragés le prince de la Paix.

A l'observatoire de San Fernando, il s'était rencontré un directeur intelligent, don José Sanchez Cerquero, qui aurait élevé cet établissement à la hauteur des nécessités de la science moderne ; tout ce que put faire cet astronome distingué, ce fut de se mettre au courant de tous les progrès accomplis dans les observatoires de Greenwich, de Paris et de Bruxelles, et de recueillir des notes pour réaliser de véritables améliorations, le jour où le gouvernement parviendrait à en comprendre l'utilité.

Dans les dernières années du siècle précédent, un beau travail avait été commencé par les professeurs du Jardin botanique de Madrid, l'étude de la flore d'Espagne. Cette œuvre avait été poursuivie avec ardeur par Cavanilles,

pendant les trois années où la direction du Jardin lui fut confiée, de 1801 à 1804. Si une mort prématurée n'était venue enlever cet homme distingué à ses amis et aux jeunes élèves qu'il animait de son ardeur scientifique, non-seulement, dès les premières années de ce siècle, l'Espagne eût possédé un vaste recueil de toutes les plantes de son territoire, mais encore la science moderne lui aurait dû la connaissance complète de toute la flore de l'Amérique centrale et méridionale et de plusieurs provinces asiatiques.

En effet, les divers gouvernements espagnols, excités par les réclamations des savants de toute l'Europe, avaient compris qu'il ne leur était point permis de priver la civilisation moderne de toutes les ressources qu'on pouvait tirer de la magnifique végétation des colonies. Pour se faire pardonner l'extrême sévérité avec laquelle ils interdisaient aux étrangers l'entrée de certains territoires, ils organisèrent plus d'une fois de vastes expéditions scientifiques, dont la mission était de recueillir avec soin des spécimens de tous les produits des trois règnes : animal, minéral et végétal[1].

Disons à la louange des gouvernements que ces expéditions furent réellement exécutées, qu'elles furent suivies avec régularité et persévérance pendant des années ; mais, par une fatalité sans exemple peut-être dans aucune autre nation, tout le zèle disparaissait au moment de livrer à la publicité le fruit des travaux des expéditionnaires[2]. L'Espagne aurait cru se nuire à elle-même en faisant jouir le monde entier du résultat de ses efforts; comme un avare

[1] Voir dans Colmeiro, *la Botanica y los Botanicos*, des détails intéressants sur toutes ces expéditions.

[2] «Destin fatal qui semble accompagner toutes nos expéditions scientifiques. Les expéditionnaires ne négligent aucun effort, n'épargnent aucune fatigue pour atteindre le but; ils reviennent dans leur patrie chargés de dépouilles opimes, et quand il n'y a plus qu'à publier leurs travaux pour se couvrir eux-mêmes de gloire, pour augmenter celle de

qui garde ses trésors, elle a enfoui dans le Jardin botanique de Madrid des herbiers et des dessins dont les savants ont été privés, et dont elle ne se sert pas elle-même, faute d'avoir daigné achever par un dernier sacrifice l'œuvre qu'elle avait entreprise (voir note D).

L'activité, l'énergie, la persévérance de Cavanilles permirent de tirer profit de quelques-uns des travaux exécutés par les botanistes espagnols tant dans l'ancien que dans le nouveau continent. C'est à lui qu'on doit la publication des dessins de plantes et d'animaux recueillis par la commission qui accompagna, en 1789, le navigateur Malespina dans son voyage autour du monde. L'élan qu'il avait communiqué s'arrêta à sa mort, en 1804; bientôt les troubles intérieurs, la guerre de l'indépendance interrompirent d'une manière fatale l'essor donné aux sciences naturelles.

A la rentrée de Ferdinand, en 1814, elles reçurent pourtant une nouvelle impulsion d'un autre botaniste éminent, Mariano Lagasca, qui fut appelé à la direction du Jardin botanique. Comme Cavanilles, Lagasca occupe un rang à part parmi les savants espagnols; pendant vingt-cinq ans, il fut de l'autre côté des Pyrénées le représentant le plus élevé de la science; il était en relation avec les hommes les plus distingués de France, d'Angleterre, d'Allemagne et d'Italie. Quoique l'absence de ressources et la guerre civile aient souvent arrêté ses bonnes intentions, et l'aient spécialement empêché de publier les travaux de Mutis et de Mocino, il n'en a pas moins rendu des services éminents qui le placent à un haut rang parmi les naturalistes. L'Es-

leur patrie, tous leurs efforts viennent se briser contre les circonstances malheureuses au milieu desquelles se débat le pays et contre des causes tout à fait étrangères à la science. » (Extrait du discours de réception de M. Laureano Perez Arcas à l'Académie royale des sciences exactes, physiques et naturelles, 1868.)

pagne lui doit la propagation de la classification des plantes en familles naturelles, la continuation des belles études déjà commencées sur la flore espagnole, un vaste travail sur les céréales péninsulaires, sur les lichens et les cryptogames, sur les plantes à soude, sur les herbages et les prairies.

Lorsque les Cortès abandonnèrent Madrid en 1823, et que, réfugiées d'abord à Séville, elles furent forcées par le duc d'Angoulême d'aller chercher un abri derrière les remparts de Cadix, Lagasca, qui en faisait partie et votait avec les exaltés, eut le chagrin, au milieu du désordre qui suivit l'abandon de Séville par les troupes constitutionnelles, de voir piller par le peuple de Séville une belle collection qu'il traînait avec lui; il perdit alors des manuscrits précieux, et ne put jamais se consoler de cette perte douloureuse. Après la capitulation de Cadix, il accompagna en exil l'élite de la population que le fanatisme chassait de ses foyers; après un long séjour à Londres et à Jersey, ce ne fut qu'en 1831 qu'on lui rendit la direction du Jardin botanique de Madrid, poste où il aurait pu rendre tant de services à son pays.

De toutes les sciences, la botanique est celle qui, depuis le commencement de ce siècle, a été cultivée en Espagne avec le plus de succès et de soin ; les autres sciences naturelles, la physique, la chimie, la biologie ne comptent aucun savant qui se soit élevé à la hauteur de Cavanilles et de Lagasca.

Pour comble d'infortune, l'état de l'instruction publique était tel qu'il ne se prêtait point au développement scientifique des nouvelles générations.

Depuis le plan général de 1807, la plupart des hommes d'Etat espagnols songeaient à détruire l'ancienne indépendance des universités. Nous avons déjà signalé la première

épuration dont avait été victime en 1814 l'université de Salamanque; après 1823, elle resta fermée durant une année entière, et, quand les portes en furent rouvertes, il se fit un travail d'élimination si sévère tant parmi les professeurs que parmi les élèves, que cet antique établissement fut bientôt tout à fait déchu de sa splendeur passée; de sept mille qu'il avait atteint à d'autres époques, le nombre des étudiants se trouva réduit à sept cents.

L'université destinée aux jeunes Catalans fut maintenue avec soin à Cervera, malgré les désirs de Barcelone, qui aurait voulu la posséder et qui offrait aux élèves de bien autres ressources que la ville de Cervera, éloignée de toute communication.

Pendant le régime constitutionnel, il avait été question de transférer à Madrid l'ancienne université d'Alcala. On se garda bien d'accomplir cette réforme, qui aurait doté la capitale du personnel ardent et révolutionnaire qui lui manquait.

Les dispositions du gouvernement de Ferdinand VII à l'égard de l'enseignement public nous sont retracées dans le plan général de 1824, qui vint remplacer le grand projet des Cortès de 1820. Ce plan avait été improvisé dans l'espace d'un mois par le père Martinez de la Miséricorde, un des plus fougueux instruments de la réaction ; il est en arrière même du plan de Caballero de 1807 pour tout ce qui touche aux matières de l'enseignement. Quant à l'organisation intérieure des universités, il déclare abolis les anciens statuts, et détermine un état de choses qui ne pouvait produire que le marasme et l'ignorance. En effet, en détruisant par la base toutes les anciennes prérogatives des universités, il ne remplace pas les forces résultant de l'énergie individuelle des corporations et des commissions locales par un appui sérieux de l'Etat.

Les neuf universités qui subsistaient encore avec quelque éclat, celles de Salamanque, Cervera, Alcala, Santiago, Séville, Oviedo, Grenade, Valence et Saragosse, restent abandonnées à elles-mêmes et doivent faire face à toutes leurs dépenses. Seulement, leur administration, qui autrefois était tout entière entre leurs mains, passe dans celles du roi; c'est le pouvoir royal qui se charge désormais de nommer lui-même le recteur, devenu, par la suppression de la charge de chancelier, le seul chef de l'établissement. L'unique privilége qui leur est conservé est de présenter une liste de trois candidats qu'elles doivent choisir parmi les chanoines ou dignitaires des cathédrales, pourvus du grade de docteurs. Les étudiants devaient jurer de ne pas reconnaître le dogme de la souveraineté populaire, et de s'abstenir de faire partie de toute société secrète[1].

Le plan de 1824, si fatal à l'enseignement public, devait avoir force de loi jusqu'à la réforme définitive de 1845 due aux efforts intelligents d'un ministre éclairé, don José Pidal, et d'un homme de grand talent, Antonio Gil y Zarate, auxquels revient l'honneur d'avoir mis en pratique le plan conçu par les législateurs de 1820.

Si l'on songe à la misère dans laquelle devaient languir les universités dénuées de toutes ressources, à l'absence de tout cabinet de physique, de laboratoires et de collections, au mépris que les autorités elles-mêmes témoignaient pour les savants, au peu d'importance que l'on accordait aux examens, aux grades et aux concours, au dégoût avec lequel devaient travailler des étudiants qui savaient à l'avance l'inutilité de tout effort, au découragement que devait

[1] Voir *l'Espagne scientifique*, par Ed. Mailly, Bruxelles, 1868, et *De la instruccion publica en España*, par don Antonio Gil y Zarate, 3 vol. in-8°. Madrid, 1855.

causer l'idée qu'il fallait compter exclusivement sur la faveur pour réussir dans sa carrière, la décadence de l'Espagne n'est vraiment pas difficile à expliquer, et peut-être doit-on plutôt s'étonner de ce que les générations actuelles ne soient pas encore descendues plus bas dans l'échelle de la civilisation.

CHAPITRE VI.

Cinquième période : 1830-1838. — Influence de l'école romantique sur le progrès des lettres. — Résistance que les classiques cherchent à lui opposer. — De la poésie lyrique. — Chants en faveur de la reine Christine à propos de l'amnistie. — Couronne funéraire de la duchesse de Frias. — Publication des poésies de Breton de los Herreros. — Ventura de la Vega. — Mouvement produit au théâtre par le succès des pièces de Victor Hugo et d'Alexandre Dumas sur les scènes parisiennes. — La critique dans les journaux *El Correo Mercantil, La Abeja.* — Juan Mariano de Larra.

Les effets du romantisme se font peu sentir dans les arts. — Regrets qu'à côté de la nouvelle pléiade de littérateurs il ne se soit pas formé à l'étranger une autre phalange d'artistes, de savants et d'industriels. — Lagasca est le seul représentant de la science dans l'émigration espagnole.

La révolution de juillet 1830, due à un puissant mouvement des esprits en France, a eu pour conséquence immédiate deux grands faits qui constituent, avec le développement extraordinaire de l'industrie, l'originalité du dix-neuvième siècle; ces deux faits sont l'invasion du romantisme en littérature et la pénétration de la politique par les questions sociales.

Si jamais il fut vrai d'appeler Paris le *cerveau du monde*, ce fut certainement dans les premières années qui suivirent l'avénement de Louis-Philippe qu'il mérita le mieux cette belle qualification.

On peut dire que, depuis quarante ans, nous n'avons fait les uns et les autres que perfectionner et améliorer les idées, plans et réformes qui furent alors jetés à pleines mains, en désordre et sans mesure, il est vrai, mais avec une profusion pleine de promesses, par les philosophes, les poëtes et les écrivains de cette époque.

L'importance chaque jour croissante que prennent en France les questions économiques et sociales suffit à démontrer le coup d'œil profond dont firent preuve après 1830 les promoteurs du socialisme. Tandis que les doctrinaires s'enfermaient dans le système de Montesquieu, ils devinaient, eux, au contraire, tous les problèmes que suscite notre organisation moderne. Aussi, malgré les erreurs, les chimères qui se joignent aux théories des diverses écoles socialistes, elles laissent dans l'histoire un sillon profond; nos générations actuelles obéissent aujourd'hui à l'impulsion que ces doctrines ont communiquée à la philosophie, à l'économie politique, à l'industrie, à la littérature.

Trop arriérée au point de vue industriel, disposant encore de nombreux territoires qui offrent du travail à une population clair-semée, n'ayant point de classes en état d'antagonisme réel, ayant d'ailleurs avant tout à effectuer son évolution politique, l'Espagne devait rester indifférente aux premières tentatives du socialisme en France : elle ne pouvait rien comprendre aux aspirations de nos classes ouvrières ; mais, autant de ce côté elle se maintint en dehors de notre mouvement, autant dès l'origine elle se montra favorable à la transformation que l'école romantique venait introduire en littérature.

C'est avec une profonde satisfaction qu'après 1830 le peuple espagnol vit se manifester la réaction contre l'école classique. Jamais les règles de la tragédie, malgré le talent d'artistes éminents, n'avaient été par lui vraiment acceptées; on les subissait : voilà tout. D'ailleurs, dans ce pays où la forme emporte toujours le fond, les mauvais classiques n'avaient pas tardé à abonder; ils s'étaient rendus vraiment insupportables en implantant un genre de compositions qui excluait trop systématiquement la passion, là où elle doit être l'accompagnement obligé de toute œuvre

littéraire. Loin d'accepter toutes les formes, toutes celles qui conviennent séparément à chaque pays, à chaque religion, à chaque climat, ils prêchaient une seule forme toujours semblable, toujours identique, applicable à toutes les sociétés, quelles que fussent leurs circonstances spéciales.

Lorsque l'on vit à Madrid que ces mêmes Français, coupables importateurs de la tragédie classique, en arrivaient à repousser ce genre vieilli et accueillaient avec ivresse un genre de compositions qui laissait place à tous les élans de l'enthousiasme, à toutes les ardeurs de la passion, ce fut un applaudissement presque unanime.

Non pas que comprenant bien dès l'origine la portée de cette révolution littéraire, on se bornât alors comme aujourd'hui à voir en elle l'expression de cette loi naturelle que, notre société étant tout autre que celle de l'antiquité, tout autre aussi doit être notre littérature. Le mouvement ne fut pas dès l'abord compris ainsi : beaucoup n'y virent qu'un retour aux antiques romances, aux drames des seizième et dix-septième siècles. Au lieu d'admirer les odes, idylles, églogues, faites dans le goût des anciens auteurs grecs, ou les tragédies exécutées suivant les règles d'Aristote, d'Horace et de Boileau, c'est Calderon, c'est Lope de Vega qui devenaient seuls dignes de l'enthousiasme et du respect universels.

Les discussions que souleva l'apparition de l'école romantique immédiatement après 1830, déterminèrent dans l'esprit des écrivains l'adoption de méthodes nouvelles, d'efforts distincts de ceux qu'ils avaient tentés jusque-là. Victor Hugo, lord Byron, Lamartine, Walter Scott sont lus partout; ils sont analysés, étudiés. Les compositions diverses s'imprègnent d'un nouveau parfum : elles sont souvent religieuses, au fond antimatérialistes et en même

temps patriotiques. Dans le détail, plus de réalisme que d'idéal; la mythologie est l'ennemi principal : tous les traits sont dirigés contre elle. Le style est généralement affecté; on recherche la périphrase au détriment de la clarté et de la précision ; un maladroit besoin d'imitation pousse les écrivains à une certaine mélancolie tout à fait en désaccord avec l'éclatant soleil et les belles nuits du Midi.

Tel est le caractère du romantisme en Espagne ; nous avons dû le signaler, car il se retrouve désormais chez tous les écrivains vraiment dignes de ce nom.

Ce n'est pas qu'une résistance sérieuse ne lui soit opposée par tous ceux qui, imbus des règles d'Aristote et de Boileau, n'admettent rien en dehors de ce qu'ils avaient eux-mêmes appris et pratiqué. Parmi les meilleurs esprits que comptait alors l'Espagne, beaucoup ne voulurent voir dans la nouvelle révolution qu'un faux appétit de licence et d'émancipation. Lista, Hermosilla, Martinez de la Rosa, opposèrent une digue au courant qui se déclarait contre eux ; devenus maîtres des positions académiques, ils prétendront même arrêter dans son développement le triomphe du romantisme ; mais leur impuissance est démontrée par ce seul fait que toute leur action se borne désormais à de nombreux articles de discussion pure, tandis que leurs adversaires, produisant de nouvelles œuvres, les distancent de tout l'espace qui sépare le vrai créateur du simple critique.

C'est dans la poésie lyrique que commencèrent à apparaître, après 1830, les premiers symptômes d'une vitalité nouvelle chez les écrivains espagnols. Sous la vive impression produite par les tendances moins absolutistes des dernières années de Ferdinand, à l'ombre des espérances que faisait naître l'alliance déjà pressentie de Christine et du parti constitutionnel, dans l'auréole d'enthousiasme qui

entourait le berceau de la jeune princesse Isabelle, tous les poëtes sentaient, l'un après l'autre, déborder leur cœur plein d'allégresse et de joie.

Ventura de la Vega, Gallego, Breton de los Herreros dirigent le chœur de ces ardents enthousiastes auxquels s'associe Quintana lui-même; leurs vers, avidement recherchés par une population ivre d'espérance, étaient lus et répétés dans tous les salons et tous les cafés; on s'arrachait les journaux et les recueils qui les contenaient. Chaque incident donnait lieu à de nouvelles créations poétiques. La proclamation de l'amnistie, la naissance d'Isabelle, la mort de la duchesse de Frias, dont l'époux s'était fait le Mécène de cette brillante cohorte, devenaient le prétexte de véritables joutes littéraires.

Le théâtre résistait davantage à l'innovation; cependant on avait connaissance des pièces de Victor Hugo et d'Alexandre Dumas, représentées alors avec tant de succès à Paris. De jeunes auteurs venaient chaque jour importuner les acteurs les plus réputés pour les engager à abandonner de vieilles tragédies dont le public ne voulait plus. Acteurs et compagnies défendaient avec acharnement leur répertoire; mais les poëtes dramatiques se montraient généralement favorables à la nouvelle mode de France. Ceux qui, comme Gil y Zarate avec sa pièce de *Blanche de Bourbon*, voulurent à ce moment rester fidèles à l'école classique, s'exposèrent aux sifflets des habitués du Café del Principe; au lieu de traductions de tragédies françaises, les spectateurs demandaient des arrangements des vieux drames de Calderon et de Moreto; avant de créer un nouveau genre, il semble qu'on voulait se retremper dans les souvenirs de l'âge d'or de la littérature espagnole.

Enfin, stimulé par le succès que venait d'obtenir un poëte de Cadix, avec une nouvelle pièce intitulée *Coquetterie et*

Présomption, Breton de los Herreros se décida à abandonner le genre de versification légué par Moratin; il fit représenter, en 1831, la *Marcela*, et la faveur extraordinaire dont cette comédie fut l'objet, rompit les dernières barrières qui s'opposaient encore à l'invasion du romantisme sur la scène.

D'aussi grandes modifications dans la manière de juger les œuvres littéraires, n'avaient pu s'obtenir sans de longues discussions critiques; il s'était créé, en effet, pour étudier les questions littéraires, de nombreux journaux qui, rédigés par tout ce que la république des lettres comptait de plus remarquable, donnaient une grande valeur à tous les articles de critique et de goût. C'est l'époque du *Correo Mercantil*, de la *Abeja*, de *el Artista*, recueils dont il est très-difficile aujourd'hui de se procurer des exemplaires.

La censure existait toujours, quoique moins sévère et plus disposée à laisser flotter les rênes au gré des coursiers qu'elle refrénait auparavant avec tant de violence. Elle permettait à Mesonero Romanos de publier, sous le pseudonyme de El Curioso Parlante, et sous le titre de *Escenas Matritenses*, un tableau vif et piquant des mœurs de Madrid, écrit dans un style clair et élégant qui rappelle la touche d'Addison et de Jouy. Un autre écrivain, don Serafin Calderon, cultivait le même genre avec moins de succès, mais avec une égale érudition, et s'attachait à peindre et à représenter au naturel des scènes de la vie andalouse. Mais le plus distingué de tous les auteurs de l'époque, celui que la nature avait doué du génie le plus original, et qui était capable d'exercer le plus d'influence sur ses compatriotes, ne put trouver grâce devant elle; c'était don José Mariano de Larra, âgé de vingt et un ans en 1830 et déjà célèbre dans le monde littéraire. Il commença vers 1832 à publier,

sous le titre de *Lettres du pauvre Parleur* [1], une série de satires en prose, si vives, si animées, si puissantes par le style et par l'idée, que la clémence des gouvernants se sentit défaillir en présence d'attaques aussi rudes. Ce n'était pas que la mesure manquât à l'écrivain, ni qu'il lui arrivât jamais, par des propos trop virulents ou des critiques trop amères, de dépasser le ton d'une polémique raisonnable; mais il frappait si juste, il attaquait si directement les abus, les misères, les sottises de la société espagnole, il savait si bien capter tous les suffrages, si bien flageller par le ridicule, tous ceux qui masquaient leur ambition sous des dehors trompeurs, que le gouvernement se crut perdu s'il ne lui imposait silence. A force de mettre des entraves dans sa publication, on le força à la suspendre, et le public madrilène se vit privé de l'enseignement le plus fécond et le plus sérieux qu'il eût encore possédé depuis l'inimitable Quevedo.

Le succès des beaux romans de Walter Scott décidait, en outre, quelques écrivains à consacrer leurs efforts à la nouvelle historique. Escosura publiait le premier son *Comte de Candespina*, tandis que Larra préparait en silence l'intéressante et trop courte notice intitulée : *Le Page de don Enrique et Doliente*, d'où il devait tirer son célèbre drame *Macias*. Malheureusement, ce genre qui, vu le côté pittoresque des mœurs espagnoles, serait susceptible de fournir de si beaux arguments, ne pouvait donner de fruits sérieux à cause du peu de profondeur avec lequel les siècles antérieurs ont été jusqu'à présent fouillés et analysés par les historiens et les chroniqueurs espagnols.

Nous chercherions en vain dans les beaux-arts le même courant que nous venons de signaler dans la littérature;

[1] *Cartas del pobrecito Hablador*, por el bachiller don Juan Perez de Munguia.

aucun artiste ne se sent l'énergie suffisante pour réagir victorieusement contre les disciples de l'école de David. La très-courte période que nous étudions est principalement occupée en peinture par les œuvres de José Aparicio et de Tejeo, jeune artiste envoyé comme pensionnaire à Rome et sur lequel depuis son retour on fondait de grandes espérances.

Autant l'émigration espagnole devait profiter utilement de son séjour à l'étranger au point de vue de toutes les idées philosophiques et littéraires, autant elle semble s'être montrée indifférente en tout ce qui concerne la science et l'industrie. Quel savant, quel industriel pourrions-nous mettre en parallèle avec les Galiano, les Saavedra, les Toreno et les Martinez de la Rosa, qui allaient revenir dans leur patrie avec une récolte abondante de nouvelles connaissances? Quant à l'ancien directeur du Jardin botanique, Mariano Lagasca, qui représentait le mieux à Londres la science espagnole, l'âge et le découragement produits par la perte de ses manuscrits, l'empêchèrent d'utiliser autant qu'il aurait pu le faire son séjour dans la grande capitale britannique.

L'époque de la science et de l'industrie n'était pas encore arrivée, en 1833, pour la civilisation espagnole ; le seul côté par lequel elle promettait de briller bientôt était celui de la littérature.

RÉGENCES

DE CHRISTINE ET D'ESPARTERO

LIVRE I.

REGENCE DE CHRISTINE.

PREMIÈRE ÉPOQUE.

LE STATUT ROYAL.

Septembre 1833. — Août 1836.

CHAPITRE I.

RÉFORMES ADMINISTRATIVES.

29 septembre 1833. — 15 janvier 1834.

Conservation du ministère Zea Bermudez. — Manifeste du 4 octobre. — Le conseil de régence. — L'amnistie est étendue à tous les proscrits. — Désarmement des volontaires. — Mouvement dans les provinces en faveur de don Carlos. — Décret de ce prince à Santarem. — Sa proclamation de Castello Branco. — Xavier de Burgos, ministre du fomento. — Ses diverses réformes. — Manifestes des généraux Quesada et Llauder. — La régente se décide à donner satisfaction au parti libéral. — Elle retire à Zea Bermudez la direction des affaires. — Rôle joué par cet homme d'Etat; son caractère.

Marie Christine, née à Naples le 27 avril 1806, était âgée de vingt-sept ans et cinq mois, au moment où, par la mort de Ferdinand VII, elle se trouva appelée à prendre en main les rênes de la monarchie espagnole : belle, intelligente, ayant du goût pour l'étude, devenue en un instant dispen-

satrice suprême de toutes les faveurs dans un pays où les hautes positions dépendaient exclusivement de la volonté royale, instruite déjà par l'expérience pendant les quatre années d'épreuves qu'elle venait de passer à Madrid, au milieu d'une cour corrompue et divisée, elle s'éveillait d'un jour à l'autre maîtresse exclusive de sa propre destinée et, en même temps, responsable de l'avenir d'un grand pays.

Depuis les événements de la Granja, elle préparait en silence les moyens d'assurer la transmission de la couronne sur la tête de sa fille ; un grand d'Espagne, le marquis de Miraflorès, qui avait montré un dévouement spécial à sa personne dans les moments les plus critiques de la lutte avec don Carlos, lui avait même préparé à l'avance un plan complet de la conduite qu'elle aurait à tenir au moment de la mort de Ferdinand VII [1]. Aussi ne se trouva-t-elle pas prise au dépourvu, et dès que les médecins eurent déclaré que le roi avait rendu le dernier soupir, elle manifesta au premier ministre sa volonté de le maintenir avec tous ses collègues à la tête des affaires.

Zea Bermudez, sans perdre un moment, réunit alors autour de lui les principaux fonctionnaires de la capitale ; il leur demanda de s'unir franchement et loyalement à lui pour assurer la succession à la jeune princesse Isabelle ; il reçut leur assurance formelle de coopérer efficacement à assurer l'autorité de la régente, et leur fit même signer une manifestation écrite de leurs sentiments ; puis, une fois maître de ce document, il transmit aux provinces la grande nouvelle que tous savaient devoir être le signal de la guerre civile.

Grâce à ces résolutions prises avec une sage détermina-

[1] Voir l'ouvrage du marquis de Miraflorès, intitulé *Memorias para escribir la historia contemporanea de los siete primeros años del reinado de Isabel II*, t. I, documento n° 5.

tion, il n'y eut, dès l'origine, aucun arrêt dans la marche générale de l'administration et de la justice ; la constitution du nouveau gouvernement et la mort de Ferdinand furent partout simultanément connues. On put accomplir, sans désordre, toutes les cérémonies officielles dont l'étiquette castillane entourait les funérailles d'un monarque.

Nous avons déjà esquissé à la fin de notre précédent volume le système général de politique de Zea Bermudez ; il n'y avait pas à attendre de lui la moindre modification aux idées qu'on lui connaissait ; travailleur infatigable, esprit dogmatique et inflexible, il ne pouvait que persévérer dans le plan de *despotisme éclairé* qu'il avait mis en pratique depuis un an ; son maintien au pouvoir devait donc avoir pour résultat de rallier autour de Christine tous les conservateurs monarchiques, qu'un intérêt spécial n'avait pas encore entraînés vers don Carlos ; mais, en revanche, il pouvait éloigner d'elle tous les libéraux, qui considéraient la mort de Ferdinand VII comme l'aurore certaine d'une nouvelle ère de liberté et de progrès.

Zea Bermudez ne crut pas devoir laisser longtemps la nation en suspens sur la manière dont il comprenait la mission qu'il avait à remplir dans ces difficiles circonstances ; dès le 4 octobre 1833, c'est-à-dire le jour même où les cendres de Ferdinand étaient conduites au Panthéon de l'Escurial, il publiait dans la *Gazette officielle* un manifeste solennel dans lequel la reine gouvernante (reina gobernadora) dévoilait au peuple espagnol ses principes de gouvernement.

Voici quels étaient les principaux passages de ce document :

« La religion et la monarchie, premiers éléments de vie pour l'Espagne, seront respectées, protégées, maintenues par moi dans toute leur force et toute leur pureté... »

« La religion immaculée que nous professons, sa doctrine, ses temples, ses ministres, tels seront les premiers soins de mon gouvernement ; ceux qu'il se plaira toujours à avoir en vue... »

« Je maintiendrai religieusement la forme et les lois fondamentales de la monarchie, sans admettre des innovations périlleuses, dont l'application se présente à l'origine sous des couleurs flatteuses, mais dont l'expérience n'a que trop démontré le danger. La meilleure forme de gouvernement pour un pays, c'est celle dont il a l'habitude... »

« Je remettrai le sceptre des Espagnes aux mains de la reine, intact et sans diminuer en rien son prestige, tel que la loi le lui a donné. »

« Mais cela ne m'obligera pas à laisser sans culture cette possession précieuse qui doit lui revenir. Je connais tous les maux qu'a causés au peuple la série non interrompue de nos calamités et tous nos efforts auront pour but de les soulager. Les réformes administratives, les seules qui produiront immédiatement la prospérité et le bonheur, les seules qui assureront au peuple un bien-être vraiment positif, tel sera l'objet constant de mes préoccupations. »

Ce langage était de nature à mécontenter à la fois et les absolutistes et les libéraux ; aux premiers on annonçait des réformes dont ils ne voulaient pas entendre parler ; on déclarait ne rien vouloir accorder aux seconds de ce qu'ils réclamaient avec le plus d'insistance. En prétendant placer la royauté au-dessus de tous les partis, Zea Beamudez s'isolait complétement et s'exposait à ne rencontrer aucun appui le jour où il aurait à solliciter le concours de la nation.

Si encore le ministre dirigeant, avant de lancer ce malheureux manifeste, se fût assuré des dispositions de tous les membres du conseil de régence nommé par le testament de Ferdinand VII, il eût pu, avec raison, réclamer d'eux une

coopération efficace au programme qu'il y avait développé; bien au contraire, il voulut, par une extrême précipitation, déterminer dès l'origine les tendances du nouveau gouvernement; la publication du manifeste la veille même du jour où le conseil de régence devait se réunir pour la première fois ne servit qu'à semer des germes de mécontentement entre les personnages qui en faisaient partie et les ministres confirmés par la régente.

Des huit membres choisis par Ferdinand pour composer le conseil de régence, cinq pouvaient entrer immédiatement en fonctions, c'étaient le duc de Medina Cœli, le marquis de Santa Cruz, Castaños, le marquis de las Amarillas et don José Maria Puig; le cardinal Marco, depuis de longues années, résidait à Rome, et comme le suppléant appelé à le remplacer en cas de décès était mort lui-même peu auparavant, la régente désigna pour le remplacer don Pedro Font, ancien archevêque de Mexico. A la place de Francisco Xavier Caro, trop malade pour assister à des délibérations quotidiennes, on appela le suppléant désigné par le monarque, don Nicolas Garelly; et pour ne pas réunir sur une même tête les fonctions de secrétaire du conseil et de ministre, il fut décidé que le comte O'falia abandonnerait son portefeuille du fomento. Ainsi composé, le conseil se trouva réunir une majorité dont les idées étaient tout à fait contraires à celles du président du conseil; Garelly et le marquis de las Amarillas, qui avaient joué un rôle important pendant la période de 1820-1823, étaient favorables à une prochaine réunion des Cortès, et ils entraînaient dans leur opinion Puig, Castaños et l'archevêque de Mexico. La mésintelligence apparut immédiatement, et Zea Bermudez, déjà gêné dans ses tendances trop absolutistes par l'opposition que lui faisaient au palais l'infante Charlotte, le marquis de Miraflorès et le général Quesada, se vit encore

contrarié dans le sein même du conseil par un parti puissant à la tête duquel se plaça le marquis de las Amarillas.

Pour remplacer dignement le comte O'falia au fomento, la régente choisit don Xavier de Burgos, ce publiciste à l'instigation duquel était déjà due l'heureuse création de ce ministère même. L'opinion publique, bien disposée en faveur de ce personnage, attendait beaucoup de lui ; c'est lui qui devait accomplir, disait-on, toutes les réformes annoncées dans le manifeste du 4 octobre. Sa nomination, coïncidant avec l'époque fixée pour la proclamation de la reine Isabelle (21-24 octobre), fut en effet signalée par l'apparition dans la *Gazette* de plusieurs décrets importants.

L'un d'eux étendait aux députés qui avaient voté la déchéance du roi à Séville l'amnistie accordée par le décret du 15 octobre 1832[1], et rouvrait les portes de la patrie à l'ancien constituant de Cadix Argüelles, au poète Angel Saavedra, au botaniste Lagasca, à Gil de la Cuadra, Cayetano Valdes, Alava, et une foule d'autres hommes éminents qui rentraient en possession de leurs titres, honneurs et dignités, Un second décret annulait la décision souveraine du 4 mars 1824, qui avait déclaré nuls et sans valeur les contrats passés durant la période constitutionnelle de 1820 à 1823 entre les propriétaires des majorats et ceux qui avaient acheté leurs biens. Un troisième supprimait les énormes contributions imposées au pays pour le soutien des volontaires royalistes. Six autres enfin apportaient dans l'administration publique certaines modifications tout à fait conformes à l'esprit des temps modernes.

Ces premières tentatives de réforme furent accueillies avec enthousiasme, mais loin de satisfaire l'opinion elles ne servirent qu'à l'exalter. Un grand mouvement commen-

[1] Voir ce décret dans le tome II de notre *Histoire contemporaine*, note G, p. 429.

çait à se manifester de tous côtés; dans la capitale, dans les principales villes de province, chaque jour voyait éclore de nouvelles feuilles publiques; tous les maux qui désolaient la nation étaient mis en évidence; on demandait au gouvernement une action immédiate et énergique. Les amnistiés, au retour d'une longue émigration, faisaient cruellement ressortir la distance qui séparait leur pays natal des nations qu'ils venaient de visiter; ils réorganisaient les anciennes loges maçonniques, cherchaient à se grouper en faisceaux à Barcelone et à Madrid, et insistaient enfin énergiquement auprès du gouvernement pour obtenir des mesures décisives.

Du moment où l'on supprimait les contributions spéciales, à l'aide desquelles on entretenait les volontaires royalistes, il était évident que l'intention du gouvernement était d'arriver à supprimer définitivement ce redoutable corps, sur lequel il ne pouvait pas compter; aussi le lendemain de la proclamation d'Isabelle (25 octobre), des instructions secrètes touchant le désarmement immédiat des volontaires furent-elles adressées à tous les capitaines généraux, et cet ordre fut exécuté partout où la tranquillité régnait encore. A Madrid ils essayèrent une résistance armée; le 27 octobre, instruits de la détermination prise à leur égard, ils s'enfermèrent dans leur caserne, située au centre même de la ville, dans le local où est aujourd'hui la Bourse, place de la Leña, se déclarèrent en rébellion, et proclamèrent Carlos V; mais la décision du reste de la troupe, l'attitude de la population madrilène qui se déclara ouvertement contre eux, eurent bientôt vidé la question. Après quelques décharges de part et d'autre, les défenseurs de la caserne furent obligés de se rendre, et les armes des vaincus passèrent aux mains d'autres partisans, dévoués cette fois au triomphe des idées libérales. Le lendemain de cette échauffourée (28 octobre),

la suppression du corps des volontaires était officiellement annoncée.

La seule crainte de voir ces bataillons former le noyau d'une armée factieuse, avait empêché jusqu'ici le gouvernement d'exécuter plus tôt cette mesure. Mais tandis que l'on hésitait à procéder contre eux, tous les éléments hostiles à la régente et favorables au prince don Carlos s'étaient empressés d'agir et avaient pris partout les armes sans même attendre l'impulsion de leur chef. Si l'on compare, en effet, les dates des proclamations émanées de la cour de don Carlos à Abrantès, à Santarem et à Castello Branco, avec celles des diverses insurrections qui, dès la mort de Ferdinand, éclatèrent dans les diverses provinces d'Espagne, on voit que ces révoltes étaient plutôt spontanées qu'inspirées par un mot d'ordre du monarque qu'elles acclamaient [1].

D'un autre côté, don Carlos avait cru aussi de bonne politique de pousser la confiance dans son droit jusqu'à supposer que Zea Bermudez, dépositaire du pouvoir, le lui remettrait volontairement ; sa première proclamation, datée d'Abrantès (1er octobre), respire la paix et l'union : il ne doute pas que le pays entier ne le reconnaisse ; quiconque ne lui jure pas serment de fidélité est désormais un traître, et il considère l'Espagne comme le pays de la loyauté par excellence. Il a confiance dans les mêmes hommes qui ont

[1] A la nouvelle de la mort de son frère, un des premiers actes de don Carlos avait été d'écrire au général Saarsfield, commandant en chef des troupes cantonnées en Estramadure, pour lui demander de le reconnaître. Saarsfield, qui avait dès le premier moment envoyé à Zea Bermudez l'assurance formelle qu'on pouvait compter sur son concours et celui de son armée en faveur de la succession directe, répondit franchement qu'il avait déjà juré fidélité à la reine Isabelle. Si l'on songe que le corps de Saarsfield représentait l'unique force armée en état d'agir immédiatement en ces différentes circonstances, on peut calculer avec quelle impatience les amis de l'héritière avaient dû attendre sa décision, et la confiance qu'elle leur donna quand ils la connurent.

été choisis par Ferdinand pour diriger les affaires, et des décrets signés de sa propre main, à Santarem, confirment dans leurs portefeuilles respectifs Zea Bermudez et ses collègues. Mais quand les résolutions se succèdent contre lui à Madrid, quand il voit tous ses biens confisqués, la reine Isabelle solennellement proclamée, le corps des volontaires dissous, il commence à comprendre que le pays n'a pas dans son droit cette foi aveugle qu'il est parvenu, à force de fanatisme, à s'imposer à lui-même, et il sent que la guerre seule peut lui permettre d'atteindre son but. C'est alors seulement (4 novembre) que, dans sa proclamation à Castello Branco, il fait un appel énergique aux passions violentes et aux intérêts malsains; c'est alors qu'il ordonnera à tous ses partisans, soit de le rejoindre à la frontière, soit d'aller grossir les bandes qui mettaient déjà à feu et à sang la plupart des provinces espagnoles, c'est alors enfin qu'il promettra des grades, pensions et honneurs à tous ceux qui se détacheront de l'armée pour venir se ranger sous ses drapeaux.

Quelle est au contraire la conduite de ses soldats? Comme nous le verrons au chapitre spécial que nous consacrerons à l'insurrection, ils commencent la lutte dès le premier moment, et ne s'en fient qu'au sort des armes pour le triomphe définitif.

Dès le 2 octobre, Gonzalès se soulève à Talavera, tandis que le brigadier Zavala se prononce à Bilbao, Verastegui à Vittoria, et Santos Ladron en Navarre. Guipuzcoa, la Vieille-Castille et le Maestrazgo ne se font pas attendre; la Catalogne même, quoique puissamment dominée par le capitaine général Llauder, qui avait eu le temps de prendre toutes ses précautions, s'organise et voit des bandes sur son propre territoire. Dès les premiers instants, la lutte s'annonce sanglante, acharnée, implacable, et ce n'était certes

pas le moment pour la reine Christine d'employer une politique de juste milieu et de contemplation entre les divers partis; quand les apostoliques se déclaraient tous en faveur de don Carlos, elle n'avait qu'une ressource, se confier aux libéraux.

L'entrée au ministère de Xavier de Burgos, comme nous l'avons vu déjà, avait donné quelques espérances à tous les amis du progrès. Par suite de l'ascendant qu'exercent toujours les hommes de talent sur ceux qui les entourent, ce ministre avait conquis en très-peu de temps une influence prédominante dans les conseils du gouvernement; il éclipsait déjà le président du conseil, à qui revenait l'honneur d'avoir deviné sa haute capacité. Dans le conseil de Régence, au sein du palais, ses avis étaient accueillis avec un égal empressement; mais Burgos ne voulait accorder aucune importance aux réformes politiques; il croyait ou feignait de croire qu'en laissant de côté les droits du peuple, tous ses maux pouvaient se guérir à l'aide d'une nouvelle législation mieux appropriée à ses besoins; très au courant de tous les détails de l'administration française, qu'il avait étudiée avec soin pendant son long séjour à Paris, il croyait faire assez pour son pays, au milieu de cet orage, en introduisant sur le sol espagnol les règlements de la France. Il dépensa ainsi pendant tout le mois de novembre une activité étonnante pour donner force de loi à une foule de dispositions nouvelles dont l'utilité, sans doute, était incontestable, mais qu'il aurait fallu établir avec plus de maturité.

L'Espagne lui doit sa division actuelle en quarante-neuf provinces, et l'organisation de ses gouvernements civils, qui correspondent à nos préfectures; avant lui l'administration se trouvait exclusivement placée entre les mains de magistrats qui confondaient d'une manière fâcheuse les intérêts particuliers et sociaux; malgré la difficulté des temps, il eut

le courage de préparer et fit accepter par la reine l'idée de mettre à la tête de chaque province un *subdelegado de fomento*, qui plus tard devait être appelé gouverneur civil, à la responsabilité duquel devaient être soumis tous les détails de l'administration. La *Gazette officielle* publia, le 30 novembre, une instruction détaillée à tous ces nouveaux fonctionnaires, dans laquelle il passait successivement en revue tous les points qui devaient attirer leur attention; ce remarquable travail, que consulteront toujours avec fruit les hommes d'État espagnols, est un véritable chef-d'œuvre, et il leur suffirait d'en appliquer les prescriptions pour lancer le pays dans la véritable voie qui doit le rendre à la prospérité. Cette instruction, en effet, touche à tous les éléments de la production nationale; au point de vue de l'agriculture, elle étudie les principales questions que soulèvent la liberté du commerce des grains, les dépôts publics de céréales (positos), les voyages des troupeaux (ganaderia), les irrigations, les desséchements, l'appropriation des terrains incultes, l'exploitation des biens communaux, le reboisement, la culture de la soie, du lin et du chanvre; au point de vue de l'industrie, elle tend à une protection éclairée, sans réglementation absurde, elle encourage l'introduction des nouvelles machines, l'emploi des moteurs naturels, l'instruction professionnelle; au point de vue du commerce, elle pousse à une amélioration immédiate de toutes les voies de communication, à l'uniformité des poids et mesures, à la création des tribunaux de commerce. Elle traite, en outre, de tout ce qui touche à l'emploi des fonds des municipalités, à la police générale, à l'instruction publique, aux sociétés économiques, aux établissements de bienfaisance, aux prisons, aux confréries religieuses, aux bibliothèques, aux théâtres; s'il avait été donné à Burgos d'appliquer tout ce qu'il concevait si bien, et s'il avait été aidé par le développement

général du pays, l'Espagne eut trouvé en lui ce qui lui a toujours manqué jusqu'à ce jour, son véritable Colbert.

Mais les temps n'étaient point venus du progrès des intérêts matériels; bien loin de là, c'était une période de lutte qui s'ouvrait, et de lutte acharnée entre les anciennes idées et les aspirations nouvelles. En présence d'un parti qui aspirait au rétablissement, à main armée, de l'inquisition, qui soulevait partout les populations et mettait les armes aux mains de paysans fanatiques pour la défense des préjugés catholiques, la question capitale, c'était de vaincre ce parti; toute autre considération devait disparaître devant cette nécessité suprême. Voilà ce que Burgos ne voulait pas comprendre; sans être hostile au gouvernement constitutionnel, il était de ceux qui ne jugeaient pas le pays assez avancé pour pouvoir le pratiquer, et sans être aussi hostile que Zea Bermudez à l'introduction de ce régime, il affectait de n'en pas comprendre le besoin immédiat.

Cependant, peu à peu, grâce à l'action du marquis de las Amarillas et de Garelly, aux demandes réitérées du marquis de Miraflorès, l'esprit de la régente se pénétrait de la convenance qu'il y avait à pactiser avec les idées modernes, et à faire un appel sincère aux libéraux. En confiant l'intérim du ministère des finances, devenu vacant, au même Burgos, qui rendait de si grands services au fomento, en remplaçant le ministre de la guerre, José de la Cruz, par le maréchal de camp Antonio Zarco del Valle (décembre 1833), qui jouissait d'une grande popularité, Christine donna des gages de ses bonnes dispositions. On comprit que l'inflexible Zea Bermudez était l'unique obstacle à un changement de régime, et de toutes parts alors on commença contre ce dernier rempart de l'absolutisme une violente croisade.

Tant qu'elle luttait seulement contre les instances de sa sœur et des courtisans qui l'entouraient, Christine, par re-

connaissance de la conduite du président du conseil au moment si critique de la mort de Ferdinand VII, résistait à toutes les obsessions ; elle commença seulement à fléchir quand elle vit deux capitaines généraux, ceux de la Vieille-Castille et de la Catalogne, se hasarder à publier des manifestes dans lesquels ils déclaraient que si le nouveau règne n'était pas l'inauguration d'un régime libéral, et si les Cortès n'étaient pas prochainement convoquées, la lutte contre don Carlos devenait impossible à soutenir, et que la princesse Isabelle serait obligée de céder le trône à son oncle. Émanant d'hommes aussi importants que les généraux Quesada et Llauder, tous deux anciens serviteurs de Ferdinand VII, et jusqu'à ce jour plutôt adversaires qu'amis du parti libéral, ces manifestes, qui annoncent d'ailleurs de la part de l'armée la prétention de continuer à jouer un rôle actif dans la politique intérieure, furent livrés à la circulation contre la volonté du premier ministre, tirés à un nombre considérable d'exemplaires et répandus partout avec une extrême profusion. Ils avaient été rédigés avec le plus grand soin ; celui de Quesada était l'œuvre d'un jeune avocat dont la réputation commençait à grandir, don Salustiano de Olozaga[1] ; il regardait la convocation d'une vraie représentation nationale comme l'unique moyen de consolider des droits qui allaient être disputés ; il montrait les dangers résultant de la révolte de plus de trois cents bataillons, il exposait que les seuls vrais défenseurs de la succession directe étaient trompés, tandis que les honneurs étaient livrés aux amis de don Carlos ; celui de Llauder, plus grave, plus mesuré, allait aussi plus directement au but ; il faisait ressortir toute la gravité des circonstances, l'impossibilité, avec des troupes insuffisantes et un trésor épuisé, de faire face à une rébel-

[1] Voir Olozaga, *Estudio biografico y politico*, por Angel Fernandez de los Rios, p. 218.

lion aussi importante que celle du parti carliste, la nécessité de recourir aux Cortès comme on l'avait fait en 1813, et comme Ferdinand avait promis de le faire en 1814 ; enfin il accusait directement Zea Bermudez de conduire la nation à l'abîme et de précipiter la ruine du nouveau gouvernement. En somme, ces deux manifestes n'étaient pas encore un programme véritablement révolutionnaire ; mais c'était déjà une mise en demeure solennelle à la régente de rompre avec le président de son conseil.

Quoique les ministres se fussent refusés à recevoir communication officielle des deux manifestes, quoiqu'ils eussent répondu à la demande de Llauder en envoyant immédiatement quatre subdélégués dans les quatre provinces formant le territoire de la Catalogne, bientôt la régente eut connaissance du discrédit dans lequel était tombé Zea Bermudez ; elle apprit aussi que les populations libérales de la Catalogne félicitaient hautement le capitaine général de son initiative et se montraient disposées à un soulèvement prochain si satisfaction ne leur était donnée. Elle craignit de perdre la popularité dont elle jouissait ; elle se décida enfin, d'accord avec le conseil de régence, à remettre l'autorité en de nouvelles mains. A sa première indication, plusieurs noms d'hommes d'État marquants lui furent communiqués par les personnes qui composaient son entourage ordinaire ; elle appela auprès d'elle Burgos et Zarco del Valle, ministre du fomento et de la guerre, et remettant entre leurs mains les listes qui lui avaient été données, elle les chargea de choisir eux-mêmes ceux qu'ils voudraient s'adjoindre comme collègues.

Quand il apprit cette résolution de la régente, Zea Bermudez ne put s'empêcher de montrer son dépit et son irritation ; sérieux dans tous ses actes, ferme dans ses principes, plein de conviction dans la bonté de ses idées politiques, il

vivait au milieu des affaires sans se douter le moins du monde du mécontentement qui était allé grossissant d'abord contre son système, puis contre sa personne. Au moment de quitter la régente, il ne sut que l'effrayer sur les conséquences dangereuses que pouvait produire l'application des idées libérales, comme si ces craintes mêmes devaient empêcher la régente de s'appuyer sur la seule force capable de la soutenir. C'est que l'ambition et l'orgueil obscurcissaient alors sa raison; vaincu par les circonstances, il se faisait l'illusion de se croire le seul homme capable de soutenir la monarchie, et il en considérait la ruine comme inévitable le jour où il ne serait plus là pour la défendre. Nous avons de ces hommes dans notre histoire, et Zea Bermudez, en décembre 1833, tel que nous le dépeint Xavier de Burgos, nous rappelle involontairement M. Guizot à la veille de 1848. Zea, nous dit son ancien collègue dans le premier volume de ses *Annales* du règne d'Isabelle II, était acharné au travail au point de passer dans son cabinet quatorze à quinze heures par jour ; il était désintéressé au point d'être déjà sorti deux fois du ministère sans un seul cordon ; il vivait tellement en dehors du monde qu'on ne le voyait jamais ni à la promenade, ni au théâtre, ni à aucune réunion, et que dans sa propre maison il ne recevait que ses parents les plus intimes ; très-frugal dans ses repas, négligé dans son costume, Zea n'avait, en apparence, aucune de ces passions qui poussent les autres hommes à désirer le pouvoir. Du reste, doué d'une grande sagacité, plein de bonne foi, voulant le bien avec ardeur, il avait des qualités sérieuses que pouvaient difficilement apprécier ceux qui ne le traitaient pas intimement. Parfois il était abstrait et chimérique dans ses conceptions, incohérent et prolixe dans ses discours ; suivant les circonstances, il se montrait tour à tour franc et réservé, confiant et soupçonneux, obstiné et docile, exalté

et froid, incertain dans ses affections ou plein de douceur sous une apparence sévère ; inégal comme tous les hommes obstinés dans leurs idées, il paraissait incapable de voir ou de calculer à l'avance tel ou tel événement qui pouvait l'obliger à les modifier [1].

Tel apparaissait aux yeux de son collègue Zea Bermudez, dont la passion dominante, si nous comprenons bien ce caractère, devait être le besoin de dominer ses semblables et de leur imposer sa volonté et sa manière systématique de voir, en dépit même des nécessités les plus évidentes pour tout homme de bon sens.

[1] Xavier de Burgos, *Annales del reinado de Isabel II*, t. I, p. 162 et 163.

CHAPITRE II.

OCTROI DU STATUT ROYAL.

15 janvier-24 juillet 1834.

Composition du ministère Martinez de la Rosa. — Attente générale pendant trois mois. — Publication du statut royal. — Analyse de cette œuvre insuffisante qui n'a aucun des caractères d'une constitution. — Désenchantement. — Attitude des divers partis. — Agitation des esprits. — Grande tristesse produite à Madrid par la nouvelle des désastres survenus dans les provinces, par l'entrée de don Carlos en Navarre et par le mauvais état des finances. — Irritation contre les moines. — Le choléra. — Scènes des 17 et 18 juillet 1834 à Madrid. — Ouverture de la première session des Cortès.

Sur la plupart des listes remises par la régente à Burgos et à Zarco del Valle, figurait en première ligne le nom de Martinez de la Rosa, cet homme d'Etat que nous avons déjà vu député aux Cortès de 1813, condamné aux galères pendant toute la période de 1814 à 1820, ministre constitutionnel, en 1822, obligé, à la suite des tristes journées du mois de juillet 1822, de résigner le pouvoir en laissant face à face Ferdinand VII et les exaltés. Après 1823, il avait dû abandonner l'Espagne, et à Paris, où il avait longtemps résidé, il s'était occupé avec plus d'assiduité de participer au mouvement littéraire de l'époque, que de préparer par une active coopération le succès des entreprises tentées contre le monarque espagnol; aussi le gouvernement de Ferdinand VII, bien instruit de la conduite de chacun des émigrés, l'avait-il considéré comme formant catégorie à part, et tandis que le séjour de la patrie était rigoureusement interdit aux autres, il lui avait été permis de venir résider

à Grenade, dans sa ville natale. Ecrivain élégant et gracieux, poëte sans élan, Martinez n'avait jamais été qu'un politique faible, dénué de caractère et d'énergie, et incapable de dominer une situation forte; mais ses manières aimables, la facilité avec laquelle il exprimait sa pensée, un certain entraînement qui l'avait poussé, dans sa première jeunesse, à embrasser avec ardeur la cause de l'indépendance et de la révolution, la constance avec laquelle il avait supporté sa captivité au Peñon de la Gomera, l'avaient d'abord rendu populaire; plus tard, son attitude en 1822, son affectation à ne fréquenter que les maisons aristocratiques, ses relations connues avec les doctrinaires français les plus distingués, avaient attiré sur lui l'attention du parti conservateur. En un moment où les hommes les plus intelligents de ce parti se voyaient forcés de pactiser avec le système constitutionnel et de faire quelques concessions aux idées modernes, sans vouloir pour cela abandonner leurs postes défensifs, ils virent leur suppléant nécessaire dans Martinez de la Rosa, qui, après avoir donné dans sa jeunesse des gages aux libéraux, se montrait déjà repentant de son premier enthousiasme; suppléant d'ailleurs assez instruit et assez orateur pour lutter contre des députés nouveaux et inexpérimentés, sans être assez énergique pour conquérir par lui-même un grand ascendant.

Force fut donc à Xavier de Burgos, doué cependant d'une plus grande initiative et mieux au courant des besoins du pays, de désigner, au choix de la régente, ce personnage comme l'auxiliaire le plus indispensable de la nouvelle combinaison. Christine s'empressa de l'accepter, et cette décision une fois prise, il devint aisé de compléter le cabinet. Garelly, ancien collègue de Martinez en 1822, fut appelé au ministère de grâce et justice; Figueroa, à celui de la marine; Zarco restait à la guerre; les finances furent con-

fiées, au grand déplaisir de Burgos et par la volonté expresse de la régente, à un personnage incapable qu'il fallut bientôt remplacer. La première difficulté s'éleva au sujet de la présidence du Conseil. Devait-elle être considérée comme une annexe indispensable du portefeuille d'Etat (affaires étrangères), ou ne convenait-il pas plutôt de la joindre au ministère du fomento, en raison de l'importance extrême qu'il venait de prendre depuis les dernières réformes? Sous cette question de principes se cachait déjà la lutte sourde de rivalité entre Martinez de la Rosa, ministre d'Etat, et Burgos, ministre du fomento. Pour calmer les deux susceptibilités, il fut convenu que la présidence serait détachée du ministère d'Etat, et qu'elle serait naturellement dévolue au personnage qui, dans toutes les circonstances, serait le plus capable de donner à l'action gouvernementale l'impulsion nécessaire; chacun des deux ministres s'en rapportait à l'avenir pour asseoir sa suprématie sur des bases incontestables, l'un confiant dans ses connaissances administratives, son activité au travail, et la bonté des réformes qu'il projetait; l'autre, appuyé sur sa popularité, son expérience, son savoir-faire, et surtout ses très-nombreuses relations dans le sein de la société espagnole et parmi les hommes politiques alors dominant en France.

L'opinion publique accueillit avec une extrême faveur la nomination de Martinez de la Rosa; il devait avoir grandi pendant sa longue émigration, et il rapportait sans doute du dehors de nouvelles institutions susceptibles d'être utilement appliquées en Espagne. Aussi, quand on vit, dès les premiers jours, apparaître dans la gazette officielle une série d'articles très-bien écrits, dans lesquels Lista défendait avec talent les droits de la reine Isabelle; quand on sut que Martinez s'occupait avec la plus grande assiduité de la ré-

daction d'un nouveau pacte constitutionnel ; que, contrairement au manifeste du 14 octobre 1833, il considérait comme très-urgent l'octroi par la couronne de certaines libertés politiques, l'espérance entra dans tous les cœurs, on crut à une révolution sans secousse et sans effusion de sang. Le nouveau ministère fut acclamé par tous : les anciens exaltés eux-mêmes, avouant l'imperfection de la constitution de 1812, joignirent leurs voix à celles des modérés pour encourager le nouveau ministre dans son entreprise. On oublia en un jour tous les efforts de Burgos, et le ministre d'Etat, bien qu'on lui eût refusé, à l'origine, la présidence du Conseil, se trouva président de fait peu après son installation.

L'enfantement dura trois mois entiers (15 janvier-15 avril 1834), et pendant tout ce temps il n'y eut aucune défaillance dans l'opinion. La guerre civile exerçait pourtant ses ravages dans la plupart des provinces, particulièrement celles du Nord, où elle avait pris tout à fait racine ; presque partout elle arrêtait le travail et entravait le commerce. Il fallait demander de nouvelles ressources en hommes et en argent à un pays qui n'avait pu encore se relever, sous une administration tyrannique, du délabrement causé par les huit années de la guerre de l'indépendance et les désordres de 1823. Don Carlos, établi en Portugal, se mêlait avec ardeur aux dissensions de don Miguel et de don Pedro ; et dans le cas où les miguelistes viendraient à triompher on pouvait s'attendre à voir le prétendant marcher sur Madrid à la tête d'une armée portugaise, autour de laquelle seraient venus se ranger ses nombreux partisans de l'intérieur. Au dehors, enfin, si le gouvernement d'Isabelle trouvait certaine faveur auprès des cabinets de Paris et de Londres, il rencontrait une opposition systématique dans les cours de Vienne, de Berlin et de Saint-

Pétersbourg, tandis que celles de Naples et de Turin prêtaient à don Carlos un concours secret.

C'était en réalité une situation des plus déplorables, et cependant, à Madrid comme à Barcelone et dans les principales villes, loin de se laisser aller au découragement et à la tristesse, la population s'abandonnait plutôt à l'espérance; comme aux premiers jours de 1820, il semblait que l'évocation seule de la liberté allait répandre sur la Péninsule des pluies bienfaisantes et décupler les récoltes.

Enfin, le 10 juillet 1834, on vit apparaître dans la *Gazette* l'œuvre si impatiemment attendue; elle avait été baptisée du nom de *Statut royal;* elle était présentée comme un octroi de la souveraineté royale, concédé dans le but de rétablir dans toute leur force et vigueur les lois fondamentales de la monarchie, et surtout de déterminer les mesures à prendre quand la couronne vient à tomber entre les mains d'un mineur.

Le Statut se divisait en cinquante articles.

La régente, visant une loi de l'ancienne *Partida*, et deux autres lois de la *Nueva Recopilacion*, convoquait par le premier article les Cortès générales du royaume, et fixait dans le second leur composition de la manière suivante:

Les Cortès générales se composeront de deux Etats (Estamentos) : celui des pairs et celui des députés (procérès et procuradorès).

Un titre tout entier, le second, était consacré à l'organisation de l'Etat des procérès, qui se composait de deux éléments distincts : l'un, dans lequel la pairie était héréditaire, il se formait de tous les grands d'Espagne, âgés de vingt-cinq ans, jouissant d'une rente de 200 000 réaux; l'autre élément, dont le nombre était illimité, ne possédait qu'à titre viager cette dignité ; tous ceux qui le constituaient tenaient leur nomination directe de la couronne; celle-ci pouvait

les choisir entre les archevêques, évêques, titrés de Castille, ministres, conseillers d'Etat, ambassadeurs ou ministres plénipotentiaires, officiers généraux de terre et de mer, magistrats des tribunaux suprêmes, ainsi qu'entre les propriétaires, fabricants ou négociants ayant fait partie de l'Etat des procuradorès et jouissant d'une rente de 60 000 réaux, ou entre les personnages, jouissant de la même rente, qui auraient acquis une grande célébrité dans les lettres, les sciences et les arts.

Les titres troisième et quatrième du Statut royal étaient consacrés à l'Etat des procuradorès; laissant à une loi d'élections le soin de déterminer le mode spécial au moyen duquel on devait procéder à leur nomination, on se contentait de déterminer les conditions requises pour être député; il fallait être Espagnol, âgé de trente ans, posséder une rente de 12 000 réaux, et justifier dans la province où on était élu soit d'une résidence de deux ans, soit de la propriété d'un domaine rapportant au moins 6000 réaux. Les députés n'avaient d'autres pouvoirs que ceux qui leur étaient remis au moment de leur nomination, et dont la limite était fixée par le décret même de convocation; ils pouvaient être réélus, mais le terme de leur mandat ne pouvait dépasser trois ans. Ils devaient se réunir au lieu fixé par la couronne; un règlement spécial devait déterminer leur mode de délibération; les président et vice-présidents devaient être choisis par le roi sur une liste de cinq membres présentés par l'Etat tout entier.

Dans le cinquième et dernier titre étaient réunies toutes les dispositions générales relatives aux deux Etats. Il y était dit que la couronne avait seule le droit de convoquer, suspendre et dissoudre les Cortès, que celles-ci devaient toujours être réunies à la mort du roi pour que le successeur ou ses gardiens, s'il était mineur, fussent appelés à jurer une fidèle

observation des lois, et qu'elles eussent à recevoir le serment d'observance; qu'en toute circonstance grave, le roi pouvait les convoquer; qu'elles ne pouvaient délibérer que sur les points soumis à leur examen; que pour la formation des lois l'approbation des deux Etats et la sanction royale étaient nécessaires; qu'aucun impôt ne pouvait être perçu s'il n'avait été voté par les Cortès sur la proposition du roi; que les contributions ne pouvaient être votées à l'avance pour plus de deux ans; qu'un budget annuel devait être présenté et voté; que les Etats devaient cesser de se réunir aussitôt après tout décret de suspension ou de dissolution, et que toute dissolution devait être suivie d'une nouvelle convocation dans le délai d'un an; qu'aucun Etat ne pouvait être convoqué isolément; que les séances devaient être publiques; enfin, que les procérès et les procuradorès seraient inviolables pour les opinions et votes émis par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

Pour ce qui concernait les bases du droit de suffrage, c'est dans le préambule que les ministres avaient donné leur pensée.

Dans chaque arrondissement devait se former, pour nommer deux électeurs, une junte composée des municipalités, y compris les syndics et les députés, et d'un nombre égal de principaux contribuables. Tous les électeurs ainsi envoyés par les arrondissements, réunis dans la capitale de chaque province, choisiraient les procuradorès dans des conditions fixées à l'avance par le pouvoir central.

Il résulte de cette courte analyse que Martinez de la Rosa avait évité tout ce qui pouvait fortifier le principe de la souveraineté nationale, sous ce prétexte que les droits politiques ne sont pour les citoyens que des moyens pratiques de s'assurer la possession tranquille des droits civils; admettre la participation au gouvernement du pays comme insépa-

rable de la qualité de citoyen et par là inaliénable, il s'en serait bien gardé; semblable principe lui eût semblé ne pouvoir conduire qu'à l'anarchie.

A la négation du droit de vote que la constitution de Cadix revendiquait pour tous les Espagnols, qu'on ajoute la participation considérable que Martinez prétendait rendre, dans la direction des affaires, aux derniers représentants de l'aristocratie, sa tendance à accorder de véritables priviléges aux possesseurs de rentes, et à concentrer toute l'influence dans chaque localité entre les mains de quelques électeurs, et l'on comprendra facilement la déplorable impression que dut produire sur la population la promulgation du Statut royal.

La désillusion fut d'autant plus grande que les espérances avaient été plus vives; ce n'était pas une constitution, ni même une charte; c'était un amas confus de formes nouvelles et de réminiscences historiques, un pastiche, enfin, sans vigueur et sans originalité. Et son auteur, dont on se préparait à célébrer le génie, qu'on se disposait à traîner en triomphe au Capitole, devenait à peine digne de la roche Tarpéienne; ce n'était, suivant l'expression espagnole, qu'un véritable *pastelero* (pâtissier).

Quelle distance entre la constitution de Cadix et cette combinaison avortée, qui ne tenait aucun compte du véritable état social de l'Espagne, qui accordait une importance exagérée à une aristocratie impuissante, qui remettait tout le pouvoir aux mains de quelques intrigants, qui donnait au gouvernement le moyen d'acheter tous les personnages nécessaires et en nombre illimité, de manière qu'on pût, quand on le voudrait, réduire à rien ce fantôme de représentation nationale!

Malgré tout cependant, et à cause même de ces défauts, le parti conservateur entreprit de faire illusion à l'Espagne

sur le mérite du Statut royal; les grands, visiblement flattés de la participation qui leur était donnée au mouvement des affaires, les riches propriétaires, les capitalistes, les hauts fonctionnaires, le célébrèrent sur tous les tons; ils vantèrent l'importante concession faite par la couronne aux exigences du parti libéral, et leurs journaux traitèrent violemment d'anarchique quiconque osait ne point se montrer satisfait. Le parti exalté n'était pas encore réorganisé; il ne put donc prendre une attitude franche en face du nouveau pacte social qui lui était offert; les hommes principaux qui le composaient se contentèrent seulement de faire ressortir l'insignifiance des concessions octroyées, et de démontrer la grande différence qui les séparait de la constitution de 1812.

Parmi les écrivains capables d'une juste appréciation sur la nouvelle constitution, l'impression dominante fut celle du ridicule. Larra, dans un de ses pamphlets, la caractérisait ainsi: « Nous sommes régis par un gouvernement qui ne prend que des quasi-mesures; nous avons une espérance quasi certaine d'être quasi libres quelque jour. Par malheur, nos hommes d'Etat sont quasi ineptes; ils assistent à une lutte quasi éternelle entre deux principes, les peuples et les rois; et pour y mettre fin, ils résolvent les questions par un juste milieu qui crée des quasi-rois et des quasi-peuples, des représentations quasi nationales, et des despotes quasi populaires[1]. »

Xavier de Burgos avait assisté à toutes les séances où, dans le sein du conseil des ministres, le statut avait été discuté; plus disposé à l'action qu'à la résistance, il n'en avait pas moins fortement contribué à défendre les prérogatives royales contre tout empiétement; sa signature se trouve au bas du décret qui ordonnait la promulgation du statut;

[1] Voir le pamphlet de Figaro intitulé *Cuasi, pesadilla politica.*

mais il faut croire que le résultat obtenu ne lui causait que peu de satisfaction, car, le 17 août, il donnait sa démission, et laissait à Martinez de la Rosa le soin de défendre à lui seul leur œuvre commune. Cette retraite ne pouvait qu'être agréable au ministre d'Etat, qui devenait sans opposition président du conseil; il put alors composer le cabinet tout entier à son choix, et confia le portefeuille du fomento, dont il changea le nom en celui d'*intérieur*, à un autre de ses collègues de 1822, Moscoso, sur le talent duquel il savait pouvoir se fier pour la difficile tâche de diriger les élections et de trouver tous les membres qui devaient constituer l'Etat des procérès. Son attention se porta ensuite sur la personne à qui devaient être confiées les finances; c'était un choix difficile, car il fallait que le nouveau titulaire inspirât à la fois confiance à la régente, à l'opinion publique, aux traitants indigènes et aux capitalistes étrangers dont le concours était absolument nécessaire. Des difficultés venaient de surgir sur la place de Paris entre les membres de la commission des finances espagnoles et les banquiers français, qui demandaient, avant de verser de nouveaux fonds, la reconnaissance formelle des emprunts de 1820, 1821 et 1822. Il fallait un financier capable de discerner ce qu'il y avait de juste et de fondé dans leurs réclamations, de rétablir le crédit et de développer toutes les ressources de la nation; mais cet homme d'Etat existait heureusement et avait déjà en maintes circonstances donné des preuves de son talent et de sa haute capacité; c'était le comte de Toreno. Martinez de la Rosa l'appela donc auprès de lui, et le 18 juin la *Gazette officielle* contenait la nomination du nouveau ministre des finances.

Avec ce puissant auxiliaire le cabinet se trouvait en état de se présenter devant les Cortès, qui avaient été convoquées pour le 24 juillet (décret du 25 mai).

La masse du peuple, n'étant pas appelée à la vie politique,

ne pouvait se passionner pour les élections ; ce n'était pas elle qui avait à choisir les procuradorès. Leur nomination était exclusivement réservée à la classe moyenne, à qui on avait également remis des armes, suivant l'esprit du décret qui avait présidé à l'organisation de la milice urbaine. Martinez de la Rosa, d'accord avec le système doctrinaire français, voulait bien admettre à participer aux affaires l'élément le plus riche de la bourgeoisie ; mais une frayeur instinctive le tenait en garde contre la petite bourgeoisie et le peuple, qui partageaient plus volontiers les opinions du parti exalté et qui pourtant étaient l'unique force que le ministère pouvait opposer aux nombreux partisans de l'absolutisme.

Or, on pouvait constater, dans les grandes villes d'Espagne, une grande modification dans les dispositions du peuple, qui, presque partout, surtout à Madrid et à Séville, n'avait été jusqu'alors qu'un instrument entre les mains du clergé. On l'avait bien vu en 1808, en 1814, en 1823, où, tandis que la petite bourgeoisie suivait les doctrines du parti exalté, ceux qui occupaient le dernier degré de l'échelle sociale, ceux que leur indigence mettait plus particulièrement à la discrétion des prêtres dispensateurs de la charité publique, avaient obéi avec empressement à tous les appels du fanatisme et avaient couru sus aux libéraux avec beaucoup plus de zèle qu'ils n'avaient acclamé Riego. Maintenant, au contraire, si, dans les campagnes de Navarre, des provinces basques, d'Aragon, de Catalogne et de Valence, le moine, armé du mousquet et du crucifix, pouvait encore soulever les populations, il se serait exposé à une mort certaine à jouer le même rôle dans les centres industriels et les villes. Une violente haine commençait à fermenter dans tous les cœurs populaires contre les criminels auteurs de la ruine du pays, contre les hommes qui, après avoir absorbé toutes les richesses nationales,

s'opposaient avec une persévérance si acharnée à l'émancipation des esprits : les progrès de l'instruction, quoique lents, permettaient d'apprécier la fausseté de leurs prédications : on était indigné de voir ces ministres d'une religion qui prêche la charité, transformer les couvents en arsenaux, les églises en foyers d'insurrection, les citoyens en rebelles, les frères en ennemis.

La nation entière ne pouvait douter que tous ses maux ne fussent causés par une ténébreuse entente du clergé catholique régulier et séculier; c'était lui qui, avec ses richesses, subventionnait la cause de don Carlos. Malgré son désir de respecter les communautés religieuses, le ministère avait dû prendre contre elles toutes sortes de précautions. Un décret avait ordonné la suppression de tous les monastères où auraient été trouvés des dépôts d'armes, dont la dixième partie des religieux aurait passé aux rebelles et où se seraient tenues des réunions secrètes. Les biens de ces monastères devaient être vendus publiquement, et le produit en être employé soit en pensions aux veuves et orphelins des combattants morts pour la défense du trône et de la patrie, soit à l'extinction de la dette publique. Or, loin d'arrêter les mauvaises dispositions du clergé régulier, ce décret n'avait servi qu'à exciter davantage sa haine et sa colère ; à Salamanque, à Orduña les moines s'étaient mis ouvertement en insurrection, et il avait fallu prononcer la suppression des couvents de ces deux villes ; partout ailleurs, ils conspiraient secrètement, et se faisaient le centre de toutes les intrigues contre la liberté et la régence de Christine.

On sait que, de tout temps, le clergé catholique a cherché à faire tourner les grandes calamités publiques au profit de son intérêt personnel et de sa domination exclusive ; c'est ainsi que, d'après lui, les maux produits par la guerre de l'Indépendance avaient pour unique origine la volonté

du ciel de punir les auteurs de la constitution de Cadix, ennemis de l'inquisition ; en Amérique, le tremblement de terre de Caracas avait été suscité par la Providence pour châtier les tentatives d'indépendance des Venezolains. La fièvre jaune qui avait désolé Barcelone en 1822 était une juste punition de l'enthousiasme avec lequel l'insurrection de 1820 avait été accueillie par cette grande cité. Aussi, le choléra, le terrible choléra étant venu, sur ces entrefaites, au mois de juillet 1834, exercer ses ravages à Madrid, il ne manqua point de prêtres pour répéter dans la chaire et au confessionnal qu'un tel fléau n'était que le juste châtiment infligé par le ciel aux ennemis de Dieu, de la sainte religion, de l'inquisition et de don Carlos.

Que les masses eussent accordé confiance à ces interprétations et la cause du prétendant pouvait à l'avance être considérée comme gagnée, car l'esprit public, à Madrid, se trouvait dans un état extrême de surexcitation. Le désenchantement causé par la publication du Statut royal, les nouvelles apprenant coup sur coup, soit l'apparition sans cesse renouvelée de bandes factieuses dans le Maestrazgo ou la Catalogne, soit un désastre des troupes libérales et un succès de Zumalacarreguy, soit enfin l'arrivée tout à fait imprévue de don Carlos sur le théâtre même de la guerre, en Navarre, alors qu'on le croyait retenu à Londres par les autorités anglaises, le spectacle désolant d'une épidémie cruelle en face de laquelle toutes les ressources étaient insuffisantes, coïncidant avec une chaleur étouffante et une atmosphère embrasée, toutes ces causes avaient répandu dans Madrid un abattement et une consternation extrêmes. Aucun avis officiel ne prévenait la population de l'intensité de l'épidémie, et dans l'ignorance du nombre réel des victimes chacun s'en exagérait l'importance.

Tout à coup, le 16 juillet 1834, le bruit se répand que

les fontaines sont empoisonnées; déjà semblable rumeur avait ému Paris en 1832, lors de cette fameuse invasion du choléra à laquelle succomba, entre tant d'autres, Casimir Périer. Quel pouvait être l'auteur de ce crime abominable? Le bas peuple de Madrid, dans l'état d'exaltation où il était, n'hésita pas un instant dans ses soupçons: ces moines fanatiques qui depuis des siècles nourrissaient son esprit de mensonges, de chimères et de superstitions, étaient les seuls coupables; n'était-ce pas eux qui voulaient que la Providence châtiât les ennemis de don Carlos! Empoisonner les fontaines, cela devait être pour eux exécuter la volonté de ce Dieu qu'ils avaient l'habitude de faire parler à leur guise.

C'est toujours dans les quartiers les plus populeux que naissent ces sinistres rumeurs, présages des plus tristes désordres. A Madrid, elles avaient cours surtout dans les environs de la place de la Cebada (les Halles de la capitale) et de la rue de Tolède. Elles y faisaient l'objet de toutes les conversations des groupes populaires, dont l'attitude morne et sombre trahissait plus de dispositions à affronter une mort immédiate qu'à subir avec calme le fléau qui menaçait toutes les têtes.

Dès le 15 et le 16 juillet, on avait pu observer que ces groupes prenaient des allures de plus en plus menaçantes, et l'autorité, dans l'attente d'un péril prochain, s'était décidée à prendre quelques dispositions militaires. Le 17, au matin, comme une charrette, toute chargée de cadavres, sortait de la paroisse Saint-Millian et débouchait sur la place de la Cebada, un long cri d'effroi et d'indignation s'éleva de tous côtés; aucune clameur politique ne se mêlait à cette simple et spontanée expression d'horreur, lorsque tout à coup, dans la rue de Tolède, au coin de la place, un ex-sergent de volontaires royalistes profite de cette disposition des esprits pour dire à haute voix que la nouvelle

milice urbaine était la seule cause de tout le mal et qu'il fallait en finir avec elle. Loin de trouver de l'écho, ses paroles ne font qu'irriter la colère de la foule ; on se précipite sur lui, il fuit ; des miliciens urbains et la foule entière derrière eux le poursuivent ; serré de près, il se réfugie au collége de San Isidro, près l'église de ce nom, et demande asile aux R. P. Jésuites ; leurs portes s'ouvrent au fugitif et se refermant sur lui arrêtent à propos ses persécuteurs.

Mais la foule, déjouée, animée par la poursuite et sûre de sa force, s'irrite d'un tel obstacle ; elle réclame d'abord impérieusement sa victime, et puis, ne pouvant l'obtenir, elle se détermine à l'arracher par la force. Déjà les portes sont brisées, le couvent envahi, et la fureur populaire, s'exaltant par la résistance qu'on lui oppose, attaque les moines eux-mêmes, qu'elle considère déjà comme les vrais coupables.

La nouvelle de cette première violence vole bientôt de bouche en bouche dans tous les quartiers et l'on voit accourir en un instant tous ceux pour qui le désordre est une heureuse occasion de rapine et de brigandage, ce rebut de toutes les classes, qui, aux aguets de la ruine sociale, est toujours prêt à tuer et à brûler, pourvu qu'il puisse piller. C'en est fait ; les Jésuites de San Isidro, qui ne savent pas se dérober par une fuite rapide ou se tapir dans quelque cachette, sont immolés au ressentiment de la multitude.

Le capitaine général, prévenu à la hâte, accourt enfin à la tête d'un escadron ; il parvient à recueillir, dans une chapelle de l'église San Isidro, plusieurs religieux réfugiés, pleins d'épouvante, au pied des autels ; il occupe ensuite le couvent et réussit à disperser la foule sur ce point.

Mais l'exaspération populaire ne devait pas se borner là ; l'idée de piller tous les couvents de Madrid s'était emparée d'une partie de la population, et ce n'était pas seulement à San Isidro que les moines étaient égorgés, mais aussi à

Saint-Thomas, à la Merced et à San Francisco. Et cela, sans aucun plan préconçu, sans aucune tactique; aussi ne pouvait-il y en avoir dans la répression. En vain le capitaine général courait-il d'un point à un autre; il ne pouvait suivre ni prévoir les mouvements inconscients d'une multitude en fureur. Tandis qu'il rétablissait l'ordre à San Isidro, les moines de la Merced tombaient sous les coups de la même vengeance populaire.

Au couvent de San Francisco, les religieux essayèrent de résister et quelques-uns firent feu du haut de la tour de l'église; mais cela ne servit qu'à exaspérer encore la foule; implacable dans sa haine et dans sa fureur, elle poursuivit les malheureux de cellules en cellules, et en égorgea dix-sept, tandis que soixante-treize autres ne durent leur salut qu'à l'arrivée d'une compagnie de miliciens.

Satisfaits de leurs exploits dans ces trois couvents, enivrés par le sang et la boisson, les manolas et les chulos, qui formaient l'élément le plus énergique de cette populace, songèrent à attaquer les couvents de San Gil, de los Basileos, del Carmen et de San Cayetano; mais l'autorité était enfin partout en mesure; la troupe, secondée par la milice urbaine, qui s'était empressée d'apporter sa coopération, les contraignit de tous côtés à se replier.

Dans la nuit du 17 au 18, il y eut une nouvelle tentative contre le couvent d'Atocha; là encore les attaques furent aisément réprimées, de même que les démonstrations hostiles tentées dans la journée du 18 contre les couvents de Santa Barbara, du Rosario et de Jésus, ainsi que contre le séminaire des nobles également tenu par les Jésuites: le torrent de la fureur populaire, d'ailleurs, était de lui-même rentré dans son lit.

On a cherché bien souvent à représenter cette triste journée du 17 juillet 1834 comme une sédition disposée à

l'avance, soit par le gouvernement lui-même, soit par les chefs du parti exalté; rien n'est plus faux. Triste produit des calomnies propagées, de part et d'autre, dans l'intérêt des haines politiques, de la terreur causée par le choléra et du débordement des esprits encore superstitieux qui, secouant le joug d'une foi fanatique, prenaient en haine leurs anciens conseillers, ces déplorables violences ne peuvent être directement imputées ni au gouvernement ni aux manœuvres des partis.

Malgré les efforts tentés pour rétablir le calme, une grande partie de la population, après le 18 juillet 1834, voulut à tout prix quitter la capitale; tous les moyens de transport, toutes les voitures furent mis en réquisition par l'impatience et la peur. Beaucoup partirent sans savoir où ils iraient ; la plupart d'entre eux furent victimes de leur terreur; ils fuyaient la maladie et le pillage, mais ils emportaient en eux le germe du mal, et le choléra les atteignait dans les villages voisins, où ils succombaient sans le moindre secours, privés d'une assistance généreuse qui ne leur aurait pas manqué dans la capitale.

On accusa naturellement le gouvernement de n'avoir pas déployé une prévision et une énergie suffisantes dans ces malheureuses circonstances; et ceux-là mêmes qui avaient montré la plus grande faiblesse furent, comme toujours, ceux qui manifestèrent contre lui le plus d'acharnement. En réalité, il n'avait pu rien empêcher; pour donner satisfaction aux exigences de l'opinion, il accepta la démission du capitaine général, il fit mettre en prison, juger et fusiller, après condamnation, certains individus reconnus coupables d'avoir coopéré à ces horribles scènes; mais, fille de la haine excitée chaque jour par leur fanatisme, la vengeance du peuple espagnol contre les moines devait se traduire encore par de nouveaux épisodes plus dramatiques.

Le 17 juillet 1834 n'était que l'indice d'un nouvel esprit; l'antique prestige du moine sur la plèbe espagnole était détruit. Le moine n'était plus respecté, il était haï.

L'ouverture des Cortès devait avoir lieu le 24 juillet; on sut gré à la régente de ne pas se laisser dominer par le souvenir des tristes événements qui venaient de s'accomplir, et d'inaugurer les sessions en grande cérémonie, comme si la ville se fût trouvée dans un état normal. Cet acte de courage civil influa puissamment sur toutes les imaginations trop surexcitées, et rendit à la froide raison un ascendant qu'elle avait un instant si malheureusement perdu.

CHAPITRE III.

LA QUADRUPLE ALLIANCE.

22 avril-18 août 1834.

Attitude prise par le gouvernement français à la mort de Ferdinand VII. — Instructions adressées à M. de Rayneval. — M. Mignet est envoyé à Madrid. — La France et l'Angleterre reconnaissent la reine Isabelle. — En Portugal don Miguel continue à agir d'accord avec don Carlos. — L'ambassadeur espagnol quitte Lisbonne. — Succès de don Pedro. — Ambassade du marquis de Miraflorès à Londres. — Ses négociations avec lord Palmerston et le prince de Talleyrand. — Signature du traité de la quadruple alliance. — Campagne du général Rodil en Portugal. — Don Miguel et don Carlos sont forcés de quitter la Péninsule. — Don Carlos à Portsmouth et à Londres. — Il abandonne tout à coup l'Angleterre et se transporte au milieu des troupes de Zumalacarreguy. — Cet événement décide les quatre cours alliées à resserrer leur alliance. — Articles additionnels signés le 18 août 1834.

A la mort de Ferdinand VII, il y avait déjà près d'un an que les affaires, en France, étaient dirigées par le cabinet du 11 octobre 1832, lequel, sous la présidence du maréchal Soult, comptait dans son sein, comme ministres principaux, MM. Guizot, Thiers et de Broglie. Ces hommes d'Etat, bien informés par leur ambassadeur à Madrid, M. de Rayneval, de la situation en Espagne, ne pouvaient être surpris par un événement que tout le monde prévoyait depuis longtemps; ils avaient été dans l'origine prévenus en faveur de la loi salique et contre la succession féminine par les préjugés dynastiques du roi Louis-Philippe, qui avait toujours attaché une grande importance aux droits éventuels qu'en qualité de Bourbon il pouvait faire valoir à la couronne

d'Espagne ; mais, peu à peu, comprenant mieux les dangers qui pouvaient résulter pour la branche d'Orléans de l'alliance intime qui tendait à s'établir entre les légitimistes français et les apostoliques espagnols, ils s'étaient décidés à prendre parti pour Christine et Isabelle. M. de Rayneval avait reçu l'ordre, le lendemain du décès de Ferdinand, de se considérer dans la position d'un agent dont le caractère officiel est comme suspendu jusqu'à ce qu'il ait reçu de son gouvernement de nouvelles lettres de créance ; mais il n'en devait pas moins offrir immédiatement à la reine tout l'appui qu'elle pouvait désirer de la part de la France, et se concerter avec l'ambassadeur anglais, M. Villiers, qu'on supposait avoir reçu de Londres des instructions analogues, pour qu'ils parussent agir collectivement et que l'identité parfaite de leur attitude frappât tous les esprits.

Aussitôt qu'il eut appris la mort de Ferdinand, M. de Broglie, ministre des affaires étrangères, voulut que M. Mignet se rendît à Madrid et commentât de vive voix ces instructions soit auprès de M. de Rayneval, soit auprès du gouvernement espagnol. M. Mignet remplit avec une grande célérité la mission spéciale qui lui était confiée, et le jour même de son arrivée (10 octobre) M. de Rayneval annonça officiellement à la régente et à Zea Bermudez que la France reconnaissait la jeune reine et lui offrait son appui.

Cette reconnaissance fut accueillie à Madrid avec la plus grande satisfaction : on s'empressa de la publier dans la *Gazette*, et quant à l'assistance offerte, loin de la repousser, on se montra très-disposé à y avoir recours si les circonstances l'exigeaient.

L'Angleterre fit attendre un peu plus longtemps sa décision, ce ne fut que le 4 novembre que son ambassadeur fit la reconnaissance officielle; et avec une rare prévoyance qui prouvait le mérite de ses hommes d'État, les ministres

anglais, avaient eu soin, dans le formulaire des lettres de créance, d'accréditer leur ambassadeur près de la jeune reine, et non, comme le cabinet français, près de la régente.

Les Etats-Unis, la Suède et le Danemark imitèrent l'exemple qui leur était donné par les deux grandes puissances de l'Europe occidentale. Mais les trois cours de Berlin, de Vienne et de Saint-Pétersbourg s'abstinrent de reconnaître la succession féminine; c'était beaucoup de leur part de ne pas se déclarer ouvertement pour don Carlos, d'autant plus que, si elles s'y étaient décidées, leur conduite eût été à l'instant suivie par la Sardaigne et par Naples, qui favorisaient la cause du prétendant; ces deux gouvernements hésitèrent cependant, en se trouvant tout seuls, à le reconnaître officiellement et se bornèrent à protester contre la variation que subissait en Espagne la loi de succession.

Une fois assuré de l'appui des deux grandes puissances constitutionnelles, le gouvernement de la reine Christine n'eut plus qu'une préoccupation, celle de les entraîner à une intervention active, pour l'aider à vaincre le mouvement carliste. Pendant le ministère de Zea Bermudez, son frère, M. de Colombi, qui exerçait à Paris les fonctions de chargé d'affaires, avait déjà obtenu qu'on lui facilitât les moyens de contracter un emprunt, qu'on livrât 6000 fusils à Llauder, et qu'on approvisionnât de vivres Saint-Sébastien, bloqué par les carlistes.

Mais ces premiers secours étaient loin de paraître suffisants; on voulait obtenir bien plus de la France et de l'Angleterre, sans, du reste, songer à rien leur donner en échange. Aussi, dès les premiers jours de février 1834, Martinez de la Rosa se décida-t-il à envoyer à Paris et à Londres deux hommes d'Etat, avec la mission spéciale de peser autant que possible sur les deux cabinets de manière à ob-

tenir d'eux le concours le plus actif possible en faveur des deux reines, Maria et Isabelle.

Depuis la mort de Ferdinand VII, les relations diplomatiques de l'Espagne et du Portugal s'étaient sensiblement modifiées; si, du vivant de ce monarque, Zea Bermudez avait cru devoir soutenir avec énergie les intérêts de don Miguel à cause de son opposition à la charte de don Pedro, ses sympathies s'étaient affaiblies peu à peu, à mesure que ce prince contractait une alliance plus étroite avec don Carlos. L'ambassadeur espagnol à Lisbonne, don Luis Fernandez de Cordoba, dont nous avons expliqué déjà le rôle difficile, chargé d'abord d'amener don Miguel à pratiquer un système plus modéré, avait dû insensiblement prendre une attitude menaçante. S'il avait été autorisé à déterminer lui-même la ligne politique à suivre, dès le lendemain de la mort de Ferdinand il se serait déclaré adversaire de don Miguel et aurait fait marcher contre lui le corps d'observation qui, aux ordres du général Saarsfield, protégeait la frontière. Mais il n'était que l'exécuteur des ordres de Zea Bermudez, et ce ministre, dans sa politique à l'égard de don Miguel, manifesta jusqu'à la fin pour sa cause une préférence malheureuse, qui aujourd'hui encore pèse sur sa mémoire d'un poids accablant. Ni l'entrée de don Pedro à Lisbonne, ni les succès de Charles Napier et de Villaflor ne réussirent à lui ouvrir les yeux ; il ne sut pas reconnaître la jeune reine, doña Maria, au moment critique où la moindre intervention de sa part aurait réduit à néant toutes les espérances des deux princes coalisés ; c'est à Cordoba, et à Cordoba seul, que l'on doit être redevable des habiles manœuvres qui permirent de déjouer tous les plans de don Carlos pour pénétrer sur le territoire espagnol et qui empêchèrent la réunion aux troupes absolutistes du maréchal Bourmont et des autres officiers français soudoyés par les légitimistes de

France ; bien plus, lorsque les autorités portugaises reconnurent don Carlos, c'est sans l'intervention de son gouvernement qu'il se décida à demander ses passe-ports et à abandonner le Portugal.

Le général Saarsfield avait été chargé d'abord de surveiller tous les pas et démarches du prétendant, alors qu'il essayait d'organiser à Castello-Branco un noyau de volontaires ; mais ce militaire ayant été appelé par le gouvernement à pacifier les provinces basques et la Castille, où les carlistes paraissaient avoir groupé leurs principales forces, la tâche d'observer la frontière du Portugal fut dévolue au capitaine général d'Estramadure, Rodil, l'ancien défenseur du Callao. Cet officier fut autorisé à pénétrer sur le territoire portugais, à s'emparer de la personne de l'infant, et à le ramener prisonnier pour l'enfermer soit à Badajoz, soit en tout autre point qui lui paraîtrait plus sûr (24 octobre). Mais, en lui communiquant cet ordre, le ministère, dont toutes les forces étaient employées à la répression des bandes carlistes, ne mettait à sa disposition aucune troupe. Rodil refusa donc pour le moment de s'aventurer dans une expédition hasardeuse et insista auprès du gouvernement pour qu'un corps de 6000 hommes lui fût envoyé, si l'on voulait qu'il exécutât l'importante mission qui lui était confiée ; en attendant, d'accord avec Morillo, capitaine général de la Galice, il se borna à intercepter toutes les correspondances que don Carlos cherchait à établir avec les partisans qu'il comptait dans cette province et en Estramadure.

Tant que Zea Bermudez fut à la tête des affaires, on négligea de donner satisfaction au juste désir manifesté par Rodil ; mais, dès que Burgos et Martinez prirent la direction des affaires, ils songèrent de suite à former le corps destiné à opérer en Portugal : les ressources n'étaient pas grandes; aussi ce ne fut qu'au mois d'avril 1834 que Rodil se trouva

réellement en état d'ouvrir la campagne. Avant de l'entreprendre il était nécessaire de savoir comment elle serait accueillie par les gouvernements anglais et français ; et tel est le véritable motif de la mission donnée par Martinez à ses deux ambassadeurs de Paris et de Londres, le duc de Frias et le marquis de Miraflorès. Les relations entre le gouvernement de Louis-Philippe et celui de la reine Christine étaient telles qu'il n'y avait aucun doute à avoir sur les dispositions du cabinet français ; c'était surtout l'opinion de lord Palmerston, chef du Foreign Office, et jaloux défenseur de l'influence anglaise en Portugal, que l'on redoutait.

Le marquis de Miraflorès, parti de Madrid le 21 février, était arrivé à Paris dans les premiers jours de mars ; il y resta près d'un mois, occupé ostensiblement à traiter des questions financières avec le baron Rothschild, et, selon toute probabilité, se mettant d'accord avec les ministres sur la ligne politique qui devait être suivie avec les cabinets anglais et portugais. Enfin il partit pour Londres, et le 9 avril il avait déjà sa première conférence avec lors Palmerston. Celui-ci se montra d'abord très-froid et très-réservé ; puis tout à coup, trois jours après, il se déclara favorable à l'intervention et disposé à signer un traité dont les bases seraient aussitôt discutées. Dans l'esprit de lord Palmerston, ce traité devait simplement être offert à l'adhésion de la France ; mais notre ambassadeur à Londres, M. de Talleyrand, voulut y entrer comme partie contractante, et le ministre anglais y consentit, quoique à regret. Le chargé d'affaires du Portugal, au nom de la jeune reine doña Maria, fut également appelé à coopérer aux négociations, et s'empressa de donner son consentement aux bases convenues entre lord Palmerston et le marquis de Miraflorès.

Ainsi se trouva, en quelques jours, arrêtée et conclue la

convention du 22 avril 1834, connue sous le nom de *traité de la quadruple alliance*, et appelée, sous ce titre, à une si grande célébrité dans la politique européenne.

En lui-même, le traité était exclusivement consacré aux affaires de la Péninsule (voir note B), et stipulait, en effet : l'obligation pour don Pedro de chasser du territoire portugais l'infant don Carlos ; l'engagement de la part de la régente Christine de faire entrer en Portugal un corps de troupes qui devait coopérer à l'expulsion définitive des deux infants, don Carlos et don Miguel, et de le retirer une fois le résultat obtenu ; la promesse du gouvernement anglais de faciliter les opérations par l'envoi d'une flotte auxiliaire ; l'obligation pour le gouvernement français de faire tout ce qui serait déterminé d'un commun accord entre lui et ses alliés au cas où sa coopération serait jugée nécessaire. En outre de ces stipulations, il y était dit qu'une amnistie générale serait accordée en Portugal aussitôt les infants expulsés, et que tous deux auraient droit de la part de leurs monarques respectifs à une rente, proportionnée à leur rang et à leur convenance. Malgré l'objet tout particulier de ce traité, l'opinion publique s'acharna à y voir un projet d'union des puissances de l'Europe occidentale et constitutionnelle contre les tendances absolutistes des trois cours de Berlin, de Vienne et de Saint-Pétersbourg, et c'est sous cet aspect qu'il devint, à peine signé, l'objet de toutes les conversations politiques de l'Europe entière.

Au point de vue spécial de l'Espagne, c'était un véritable triomphe pour elle, après l'expédition de 1823, que d'engager la signature de la France et de l'Angleterre pour l'éloignement définitif du trône de celui qui voulait maintenir chez elle le règne de la superstition et de l'ignorance. Aussi le service rendu à cette époque à son pays par le marquis de Miraflorès est-il de ceux qu'une nation ne doit jamais ou-

blier; service inspiré par le patriotisme le plus sincère et qui eût dû avoir de bien plus féconds résultats pratiques, mais qui a eu néanmoins l'immense avantage de rapprocher l'Espagne des puissances libérales, en l'éloignant des monarchies absolues.

Nous aurons si souvent à revenir sur les difficultés que devait susciter l'application de ce célèbre traité, sur les rivalités auxquelles il donna lieu entre les deux grandes puissances coopératives, ainsi que sur le mécontentement qu'il excita dans les cours du Nord, qu'il nous paraît inutile de nous y arrêter ici; il nous suffira de dire qu'il excita le plus vif enthousiasme à Madrid et dans toute l'Espagne, et contribua ainsi beaucoup à calmer le désenchantement général produit à cette même époque par la promulgation du Statut royal.

Déjà même avant que le public en eût officiellement connaissance, le ministère avait jugé à propos d'en commencer l'exécution; il lui tardait d'expulser du Portugal l'infant don Carlos, qui affectait de se tenir à l'extrême frontière. Rodil, resté si longtemps l'arme au bras, reçut donc l'ordre d'entrer en campagne dès que les plénipotentiaires furent convenus des bases du traité, et avant même qu'ils eussent reçu leurs pleins pouvoirs. Son quartier général était depuis longtemps établi à Ciudad-Rodrigo, ville située à quelques lieues de la frontière et voisine de la forteresse portugaise d'Alméida, laquelle tenait encore pour don Miguel. Il fallait décider la garnison de cette citadelle à changer son drapeau, car Alméida était un point d'appui de la plus grande importance pour les deux prétendants. Dès qu'il eut connaissance des premières démarches de Rodil, soit qu'il crût par sa présence pouvoir entraîner l'armée espagnole, soit qu'il songeât à tenter une résistance désespérée, don Carlos s'enferma dans la place avec la faible es-

corte de 500 à 600 hommes qui l'accompagnait. Il parut, un instant, que la question allait se décider sous les murs d'Alméida, car si Rodil, par un mouvement rapide, parvenait à bloquer hermétiquement cette place, la captivité du prince allait dépendre exclusivement des opérations du siége; mais pouvait-on attendre des preuves d'héroïsme des courtisans qui entouraient le fanatique prétendant, et qui étaient partagés déjà en deux factions ennemies, dont l'une suivait les avis de doña Francisca, et l'autre se rangeait autour de l'évêque de Léon, Abarca, nommé premier ministre? Il n'y avait parmi eux aucun militaire, aucun diplomate vraiment capable de diriger, en homme d'Etat, la difficile entreprise de don Carlos; un seul homme, un Français, M. Huguet de Saint-Sylvain, plus connu sous le nom de baron de los Valles, appréciait les événements avec sagacité; mais il était attaché directement à la personne du prince, il n'avait point voix dans les affaires intérieures de l'Espagne; c'était à l'évêque de Léon qu'incombait la conduite de tous les graves intérêts de la cause carliste, et ce prélat fanatique et astucieux était aussi incapable de concevoir un plan que de le suivre avec décision. Avec de tels auxiliaires, don Carlos lui-même, au dire d'un témoin oculaire, ne savait rien faire de ce qu'il eût dû entreprendre dans les circonstances où il se trouvait; il n'avait point de représentant auprès des cours étrangères qui auraient pu l'aider, il ne savait point se mettre en relation avec tous les partisans qu'il comptait dans la Péninsule; il ne savait se procurer aucune ressource financière, à tel point que le petit nombre de soldats qui s'étaient rangés sous ses ordres en étaient réduits à piller pour subsister, et par cette triste nécessité excitaient contre lui la haine des Portugais. Dans une telle extrémité, don Carlos ne se sentit pas l'audace nécessaire soit pour rester dans Alméida, soit pour pénétrer à

ses risques et périls sur le territoire espagnol, et pour rejoindre sous un déguisement ses vaillants défenseurs des provinces basques et de la Navarre ; dès qu'il eut acquis la conviction que les troupes envoyées contre lui n'étaient nullement disposées à l'acclamer, il aima mieux se résigner à la fuite. Profitant avidement d'un instant de répit qu'accordait à ses soldats le brigadier chargé de l'investissement d'Alméida, il abandonna tout à coup cette place pour se réfugier dans l'intérieur du Portugal.

La campagne de Rodil, après cette fuite, ne fut plus qu'une promenade triomphale; il décida les défenseurs d'Alméida à reconnaître doña Maria ; il poursuivit don Carlos, qui se retira d'abord à la Guarda, puis à Santarem ; il se mit en communication avec les chefs portugais qui combattaient pour don Pedro et la jeune reine, et, d'accord avec eux, il s'occupa de faire mettre bas les armes à toutes les bandes miguelistes qui infestaient le nord du Portugal. Cette opération, puissamment aidée par la conclusion du traité de la quadruple alliance, dura tout un mois ; enfin, vers le 15 mai, le moment vint de porter les coups décisifs ; un mouvement combiné fut convenu entre les troupes de don Pedro et celles de Rodil ; les premières devaient descendre vers la capitale, en passant par Thomar, tandis que les secondes occuperaient Santarem, que protégeait une petite division carliste aux ordres du général Gonzalez Moreno, devenu tristement célèbre depuis l'exécution du malheureux Torrijos. Aucune résistance sérieuse ne fut opposée ni par les miguelistes, ni par les carlistes ; le duc de Terceira, général de don Pedro, put occuper Thomar, tandis que Rodil entrait facilement à Santarem.

Don Carlos et don Miguel, réduits à abandonner tous les pays situés au nord du Tage, se concentrèrent avec les débris de leurs troupes à Evora, seule place qui leur restât

encore ; mais bientôt abandonnés, sans hommes ni ressources, ils ne songèrent plus qu'à traiter personnellement pour obtenir les conditions les plus avantageuses ; ils s'adressèrent donc à l'ambassade anglaise de Lisbonne, et, grâce au concours bienveillant des diplomates britanniques, échappèrent l'un et l'autre aux conséquences rigoureuses de leur défaite.

Don Miguel traita le premier et, peu soucieux de compromettre ses intérêts pour ceux de son oncle et allié, il se préoccupa exclusivement, dans les négociations qui précédèrent la convention d'Evora, d'assurer, par une soumission complète, à ses partisans les bienfaits de l'amnistie générale promise par le traité du 22 avril, et à lui-même une pension de 400 000 francs et la libre disposition de toutes ses propriétés particulières (26 mai 1834).

Ainsi réduit à ses seules ressources, don Carlos, craignant de tomber entre les mains de Rodil, se décida à accepter les propositions qui lui avaient été faites à diverses reprises par l'amiral anglais Parker, et à évacuer le Portugal. L'amiral donna ordre à un de ses officiers, le colonel Wysse, d'accompagner le prince jusqu'au lieu choisi pour l'embarquement, Aldea-Gallega, l'accueillit sur un de ses navires, le *Donegal*, frégate de soixante-quatre canons, qui devait le conduire à Portsmouth, en Angleterre, et consentit même à l'embarquement de sa famille et de soixante personnes qui furent considérées comme faisant partie de son cortége (27 mai). Ce départ trop précipité, et que don Carlos aurait dû retarder jusqu'au moment où il aurait assuré la vie de toutes les personnes compromises dans sa cause, laissa sans aucun moyen de défense contre une population justement irritée un grand nombre d'officiers accourus à Aldea-Gallega pour s'embarquer avec leur chef.

Aussi voudrions-nous n'avoir pas à signaler les désordres

dont le petit port d'Aldea-Gallega fut le théâtre; les actions que les Portugais y commirent sous le coup de la colère qu'ils avaient amassée pendant les dévastations de cette campagne, nous paraissent aussi blâmables que la lâcheté de ceux qui avaient abandonné leurs compagnons au sort le plus lamentable, sans les garantir par aucune capitulation.

Seuls, 270 carlistes purent s'évader pour l'Angleterre et éviter d'être dirigés sur les dépôts intérieurs, où Rodil réunissait ses prisonniers; ils ne durent leur salut qu'au dévouement de la princesse de Beira, qui mit ses diamants en gage pour fréter deux navires de commerce.

On comprendra sans peine quel fut le chagrin du général espagnol, à qui ses instructions prescrivaient de s'emparer à tout prix du prétendant, lorsqu'il se vit prévenu par les Anglais; il exhala ses plaintes dans quelques notes acerbes dirigées aux autorités portugaises, qui n'étaient point responsables, tout étant l'œuvre de la diplomatie britannique, plus coupable en cela d'humanité que d'intention politique.

Tout ce que put faire le cabinet de Madrid, de son côté, fut d'écrire à Londres au marquis de Miraflorès pour l'autoriser à faire des offres à don Carlos, par l'intermédiaire du sous-secrétaire d'État du Foreign Office. Dès son arrivée à Portsmouth, on proposa donc au prétendant de s'engager à ne pas pénétrer dans la Péninsule, moyennant quoi une pension de 30 000 livres sterling lui serait assurée.

Don Carlos s'était trop avancé; il avait trop confiance dans son prétendu droit, dans l'influence du parti apostolique et dans les succès qu'obtenait alors Zumalacarreguy, pour écouter de semblables propositions. Son échec en Portugal ne l'avait nullement découragé; il s'imaginait toujours qu'il lui suffisait de se montrer à son peuple pour être immédiatement acclamé. Aussi, soutenu par cette espérance, songea-t-il, aussitôt après son débarquement, à se procurer les moyens

de passer en Espagne sans être inquiété par les polices anglaise et française, et son principal agent, M. de Saint-Sylvain, se mit à l'œuvre immédiatement

Tout fut en effet bientôt disposé ; grâce à la liberté dont il jouissait sur le territoire anglais, et malgré la surveillance dont il était l'objet de la part de l'ambassadeur espagnol, il put, dès le 1er juillet, abandonner sa résidence de Glocester-Lodge et passer sur le continent. Débarqué à Dieppe, il traversa toute la France en passant par Paris, Tours, Bordeaux et Bayonne, reçut l'hospitalité de plusieurs personnes influentes du parti légitimiste français, et pénétra enfin le 7 juillet sur le territoire espagnol. Nul n'était prévenu de son arrivée, pas même Zumalacarreguy, qui cependant l'avait invité plusieurs fois par les lettres les plus pressantes à venir animer de sa présence les nombreux soldats qui s'étaient dévoués à sa cause[1].

L'impression produite à Madrid, à Paris et à Londres par les deux nouvelles du départ de don Carlos d'Angleterre et de son arrivée en Navarre, nouvelles qui furent presque simultanément connues, fut d'abord très-grande. On se souvenait encore des rentrées triomphales de Ferdinand dans sa capitale en 1814 et en 1823, et les torys anglais, les légitimistes de France, aidés par les apostoliques espagnols, firent croire pendant quelques jours, à force de le répéter, qu'il suffirait à don Carlos de se présenter en personne pour être salué roi. Mais l'illusion fut de courte durée ; on s'aperçut

[1] On raconte que, dans la traversée de Paris, la chaise de poste où se trouvaient don Carlos et M. de Saint-Sylvain se croisa avec une voiture qui conduisait à Neuilly Louis-Philippe et quelques membres de sa famille. Don Carlos s'empressa de les saluer, sans pourtant être reconnu ; puis, se tournant vers son compagnon de route : « Mon cousin d'Orléans, lui dit-il, est bien loin de se douter qu'en ce moment je traverse ses Etats sans son autorisation, pour aller briser avec la pointe de mon épée son traité de la quadruple alliance. » Phrase de héros dans la bouche d'un pygmée !

bientôt que, grâce à l'incapacité notoire de ce prétendant aussi ambitieux qu'obstiné, il n'y avait réellement en Navarre qu'un factieux de plus (un faccioso mas), et les mêmes diplomates qui avaient déjà signé le traité de la quadruple alliance, un instant ébranlés par cet incident, ne songèrent bientôt qu'à modifier leur convention primitive en tenant compte de la nouvelle situation.

Le traité de la quadruple alliance avait eu pour motif primitif l'exclusion de don Miguel et de don Carlos du territoire portugais ; on décida par des articles additionnels : 1° que le gouvernement français empêcherait que par la frontière des Pyrénées aucun secours en hommes ni en argent ne pût parvenir aux carlistes qualifiés de rebelles ; 2° que l'Angleterre fournirait les secours d'armes et de munitions jugés nécessaires, en outre de la flotte déjà promise, et finalement, que le Portugal aiderait la régente par tous les moyens en son pouvoir. Ces articles élargissaient le but de l'alliance, puisqu'il ne s'agissait plus seulement de chasser les infants du Portugal, mais encore d'assurer la paix dans la Péninsule ; ils furent signés le 18 août 1834, et spécifièrent d'une manière définitive le genre de concours que devaient donner à l'Espagne pendant tout le cours de sa guerre civile ses trois alliés occidentaux, la France, l'Angleterre et le Portugal (voir note C).

CHAPITRE IV.

LES CORTÈS DE 1834.

24 juillet 1834-7 juin 1835.

Composition des deux Chambres formées suivant les prescriptions du Statut royal. — Esprit qui les anime. — Principaux orateurs et hommes d'Etat qu'elles contiennent. — Projet de loi sur la dette étrangère présenté par Toreno. — Emprunt des 400 millions. — Budget de 1835. — Llauder nommé ministre de la guerre. — Evénements du 18 janvier 1835 à Madrid. — Mort du général Canterac. — Llauder est obligé de se retirer. — Son portefeuille est confié à Geronimo Valdès. — Mécontentement causé dans le pays par les revers de l'armée du Nord — Agitation des provinces. — Séance du 11 mai. — Tous les ministres donnent leur démission, à l'exception de Toreno, nommé président du conseil et chargé de former un nouveau cabinet.

Martinez de la Rosa, dès le lendemain de l'ouverture des Cortès, put comprendre combien il serait rapidement puni de l'injuste défiance qu'il avait manifestée au principe de la souveraineté populaire ; il avait cherché, dans son malheureux Statut, à reconstruire un nouveau pouvoir avec les vieux débris de l'ancienne noblesse, et, suivant l'exemple des doctrinaires français, il n'avait appelé à partager le pouvoir avec elle que l'état-major de la bourgeoisie. Or, il arriva que dans les classes mêmes sur lesquelles il s'appuyait se trouvèrent des défenseurs zélés de la souveraineté nationale, seule base positive du droit public moderne.

Dans la Chambre des pairs (procérès), à côté des grands personnages de l'ancienne aristocratie espagnole, à côté des ducs de Medina Cœli, d'Albe, d'Ossuna et de Frias, figurait Angel Saavedra, devenu duc de Rivas, un des députés les plus ardents de 1822, qui, par la fougue de son caractère et la célé-

brité qu'il avait déjà acquise, pouvait devenir le chef d'une puissante opposition, si à ses facultés de poëte et d'orateur il joignait celles d'un homme d'Etat. Il y avait aussi à craindre la turbulence du vieux comte de Montijo, et celle de José Palafox, récemment nommé duc de Saragosse pour sa belle défense de 1808 ; ce dernier venait d'être compromis dans un complot mal tramé par un agitateur peu consciencieux, et sous le prétexte d'hostilité nationale à tous les *afrancesados*, il laissait pressentir une disposition à se ranger parmi les ennemis du ministère. Pour donner satisfaction à l'opinion publique, il avait fallu donner le titre de *procer* à des hommes importants dont le nom était déjà inscrit dans les annales de l'histoire : à Garcia Herreros, à Alvarez Guerra, à Gil de la Cuadra, à Quintana, à Cayetano Valdès, à Gaspar de Vigodet, et ces hommes n'étaient pas de ceux que pouvaient satisfaire les maigres conditions du Statut. Il est vrai que, contre ces éléments indépendants ou hostiles, Martinez pouvait compter sur le concours du général Alava, du marquis de las Amarillas, de Xavier de Burgos, du duc de Baylen, du comte de Carthagène, d'Ofalia et du marquis de Miraflorès, associés à sa politique, qui, avec leur influence, entraînaient dans leur orbite les membres les plus importants de l'aristocratie ; mais il devait aussi redouter l'attitude de Llauder et de Quesada, les deux militaires qui avaient provoqué par leurs manifestes la chute de Zea Bermudez, aujourd'hui violemment hostiles l'un à l'autre, mais exerçant alors tous deux sur l'armée une influence personnelle importante.

On voit, par cette rapide énumération, que la composition de la classe la plus élevée de la société espagnole n'avait pas permis au ministère de constituer une Chambre haute à sa dévotion absolue, bien que le Statut lui en eût livré la nomination. Néanmoins il s'y était assuré une majorité do-

cile, tandis qu'il était loin d'en être ainsi dans le second Estamento. Le corps électoral, tout restreint qu'il était, avait choisi pour *procuradorès* un nombre considérable d'anciens défenseurs de la constitution de 1812, et on devait s'attendre de leur part aux plus grands efforts pour reprendre en 1834 la situation qu'ils avaient perdue en 1823 par le seul fait de l'intervention de Louis XVIII.

Parmi ces libéraux figuraient en première ligne deux personnages auquels les électeurs d'Oviedo et de Cadix avaient dû eux-mêmes constituer, par une donation patriotique, la rente de 12 000 réaux que la loi électorale exigeait des *procuradorès ;* et certes, quand on pense qu'il s'agissait des deux orateurs les plus distingués de la tribune espagnole, d'Arguëlles et de Galiano, on est révolté contre ces règlements qui prétendaient faire de la richesse une condition *sine quâ non* de la vie politique.

Après eux, on remarquait Isturitz, Florez Estrada, déjà célèbres par leur attitude dans les deux époques parlementaires qui avaient précédé, puis un noyau de jeunes tribuns, qui étaient appelés à jouer le plus grand rôle, comme représentant spécialement les idées de la nouvelle génération ; entre autres, un avocat du barreau d'Alicante Joaquim Maria Lopez, Fermin Caballero, le comte de las Navas, Trueba et Antonio Gonzalez.

Pour résister à cette phalange qui s'apprêtait à soulever contre lui les débats les plus passionnés, le cabinet comptait d'abord sur ses principaux membres, qui avaient été élus dans divers districts. Martinez, Toreno, Moscoso groupaient autour d'eux une fraction nombreuse et non dépourvue de talent ; mais la grande masse des députés, composée de personnes incertaines et irrésolues, laissait pressentir que chaque incident, chaque débat donnerait lieu à un partage différent des voix, suivant l'impression

produite par les orateurs et suivant la marche des circonstances.

L'expression d'*exaltados*, sous laquelle on avait désigné, en 1822, les adversaires de Martinez et de Toreno, qualifiés eux-mêmes de *moderados* (modérés), fut remplacée, à l'ouverture des Cortès, par celle de *progressistes*. C'est désormais le nom que vont prendre tous ceux qui se proposent de renverser le Statut royal.

Les débats s'engagèrent de suite à propos de la réponse qui devait être adressée, dans les deux Chambres, au discours de la couronne. Les pairs (procérès) s'empressèrent d'approuver une manifestation louangeuse félicitant la régente pour l'octroi du Statut royal, et refusèrent de s'associer au duc de Rivas, qui réclamait à la fois une déclaration des droits, une loi qui assurât la liberté individuelle, une autre loi sur la liberté de la presse, une troisième sur l'organisation de la milice urbaine, enfin l'application immédiate d'un régime encore plus constitutionnel.

Tout ce programme, au contraire, fut chaudement accueilli par la Chambre des procuradorès, et si, après une longue discussion, la majorité consentit à ne pas en conseiller aux ministres l'exécution stricte, elle tint énergiquement à affirmer que tous les maux de la patrie provenaient d'une administration arbitraire et d'une réaction obstinée contre les principes reconnus inséparables de toute bonne organisation sociale. C'était faire comprendre d'une manière assez précise que, pour sa part, la Chambre des procuradorès obéissait à des convictions toutes différentes de celles qui avaient inspiré la nouvelle charte octroyée ; elle acceptait le Statut comme fondement (cimiento) d'un nouvel édifice, mais sous la condition expresse que la liberté de la presse, l'organisation de la milice urbaine, l'établissement du jury indépendant du pouvoir judiciaire et la responsabilité mi-

nistérielle viendraient garantir les droits des citoyens. Un homme d'une éloquence passionnée, don Joaquin Maria Lopez, rapporteur du projet d'adresse, avait su dominer tout ce débat ; et, sorti vainqueur d'un tournoi où Martinez et Toreno étaient ses adversaires, il avait conquis du premier coup l'estime de ses collègues et la sympathie de la nation.

Aux termes des articles 31 et 32 du statut, les procuradorès ne pouvaient délibérer valablement sur une question qui n'aurait pas été expressément soumise à leur examen en vertu d'un décret royal ; seulement ils conservaient le droit d'adresser des pétitions au roi, suivant le mode et dans la forme fixés par le règlement.

Sous le bénéfice de ces dispositions, le ministère, bien que certain d'avoir en face de lui une majorité opposante, ne crut pas devoir se retirer des affaires, tant il est vrai qu'il n'avait pas eu l'intention d'organiser réellement un parlement et une monarchie constitutionels, mais bien de garder le pouvoir à la régence en faisant seulement quelques concessions de forme.

Il laissa, ce qui est toujours facile dans une Chambre espagnole, le temps de la session se consumer en de vaines luttes oratoires où brillaient les talents des Arguëlles, des Galiano et des Lopez, et s'attacha à empêcher les Chambres de sortir des bornes étroites qui limitaient leur action. Les procuradorès réclamaient-ils l'abolition définitive du vote de Santiago, déjà supprimé par les Cortès de 1812 et de 1820, il s'empressait de présenter lui-même un projet de loi, évitant par là qu'une pression de l'opinion ne l'obligeât à leur reconnaître un droit d'initiative. S'agissait-il de l'une quelconque des grandes réformes consignées dans l'adresse en réponse au discours de la couronne, il ne consentait à ce qu'ils s'en occupassent qu'autant que leur résolution serait

présentée à la régente sous forme de pétition. C'est ainsi que, l'idée leur étant venue de formuler tous les droits que la nation espagnole eût désiré voir écrits dans son Statut, une longue discussion de principes, qui occupa un grand nombre de séances, n'aboutit qu'à une vaine déclaration, sans être suivie d'aucune sanction de la part de l'autre Chambre ou de la couronne.

Il est facile de comprendre à quel point une semblable impuissance était humiliante pour des hommes qui avaient encore présente à l'esprit l'autorité souveraine des assemblées de 1812 et de 1822 ; aussi ne perdaient-ils aucune occasion de faire sentir au ministère leurs sentiments. Consultés sur l'exclusion de don Carlos et de sa famille à tous droits éventuels à la succession du trône, ils s'empressèrent d'accueillir affirmativement une disposition qui leur convenait, mais en même temps profitèrent de l'occasion pour relever le principe de la souveraineté nationale. Le gouvernement, n'ayant qu'un nombre de soldats insuffisant pour réprimer les soulèvements, avait été obligé de présenter un projet d'organisation de la milice urbaine ; les progressistes, au lieu d'accepter le projet ministériel, s'occupèrent à reconstituer sur les bases les plus démocratiques cet ancien instrument de leur supériorité, qui avait alors le double avantage de les protéger contre toute tendance usurpatrice du pouvoir, et d'assurer la répression des désordres du parti carliste.

Une pétition énergique leur assura encore d'autres alliés, à savoir : tout le personnel des anciens fonctionnaires de 1820 à 1823, revenus de l'émigration et impatients de retrouver leurs anciennes positions. La Chambre des procuradorès demanda leur réintégration sous cette considération que le temps était venu de réagir contre la triste période qui avait suivi l'expédition du duc d'Angoulême.

En matière de finances, le Statut avait bien été obligé de reconnaître la sanction de la Chambre des procuradorès ; il disposait que le budget des recettes et dépenses leur serait annuellement soumis, et qu'aucune contribution ne pourrait être imposée sans leur approbation. Cette seule clause eût suffi à l'opposition pour prendre l'avantage, si elle se fût composée d'hommes capables de bien comprendre les besoins du pays, et de faire face à toutes les difficultés contre lesquelles on avait à lutter. Par malheur, elle n'avait alors dans son sein aucun financier en état de tenir tête au comte de Toreno ; celui-ci, dès son entrée au ministère, s'était montré désireux d'attacher son nom à une grande mesure, et il avait conçu le projet de rétablir sur les places étrangères le crédit de l'Espagne par une grande opération de règlement de la dette publique.

C'était là un vaste et noble projet, une heureuse inspiration, et il eût été du devoir des progressistes, bien loin de gêner cette opération, de la faciliter de tout leur pouvoir. Ils n'en jugèrent pas ainsi et, entraînés par la passion, au lieu de voir l'immense avantage qu'il y avait pour l'avenir des finances espagnoles à relever le crédit de l'Espagne, ils crurent bien faire en empêchant, autant qu'ils le pouvaient, la reconnaissance de l'emprunt Guebhard.

Sans doute, les Cortès pouvaient, à juste titre, voir avec douleur l'inscription sur le grand-livre des titres émis par la régence d'Urgel pour soudoyer les bandes apostoliques, criminels auxiliaires des armées du duc d'Angoulême ; mais elles auraient dû comprendre que cet emprunt, reconnu par décret royal, avait été divisé de telle sorte que les titres de la régence ne se distinguaient plus de ceux qui avaient servi au payement des dépenses de l'Etat, et qu'en frappant les porteurs actuels, on pouvait être injuste envers des détenteurs de bonne foi. Leur passion devait donc se taire

devant la nécessité et devant le sentiment de la justice. Répéter la faute que Ferdinand VII avait commise en 1823, c'était apparaître aux yeux de l'étranger aussi coupable que lui. Qui traiterait désormais avec l'Espagne, si chacun des deux partis qui la divisaient répudiait à son tour les obligations contractées par l'autre?

Quand on relit de nos jours les discussions sur le projet de Toreno, on reste effrayé de la légèreté avec laquelle il fut examiné ; ce ne sont que disputes personnelles ; la part qui revient à chacun dans les emprunts des Cortès et de la régence d'Urgel est la seule préoccupation de tous les orateurs. De la portée de l'opération, des ressources réelles de l'Espagne, de sa force productive, de la proportion entre son capital et la charge qu'elle allait s'imposer, il n'en est que peu ou point question. C'était pourtant là le point essentiel, et c'est par là que Toreno se montre véritablement grand au milieu des individualités qui glapissaient contre lui pour des vétilles, sans voir que l'avenir du pays était réellement en jeu.

En analysant le plan de Garay [1] et les réformes de Ballesteros [2], nous avons déjà eu l'occasion de jeter un coup d'œil sur les finances espagnoles ; ni l'un ni l'autre de ces deux ministres, malgré leurs louables efforts, n'avait osé tenter une liquidation sérieuse des dettes nationales ; et les pilotes eux-mêmes n'osant jeter la sonde, il était généralement admis qu'il y avait là des gouffres dont nul ne pouvait apprécier la profondeur. Déjà, sous Garay, on évaluait à 12 milliards de réaux environ le capital de la dette publique ; depuis 1817, cette somme n'avait fait que s'accroître, bien qu'il y eût eu quelques valeurs amorties et quelques charges viagères éteintes. Nous avons vu les Cortès de 1820 obli-

[1] Voir t. I, p. 329 à 337.
[2] Voir t. II, p. 335 à 342.

gées de souscrire des emprunts pour combler les déficits : le gouvernement de Ferdinand VII avait suivi la même voie, et, pour sa part, il avait ajouté un peu plus de 2 milliards pendant sa dernière période ; ajoutez qu'on n'avait point payé les intérêts des emprunts-Cortès depuis 1823, et que, par suite, le capital représenté par l'accumulation de ces intérêts s'ajouterait forcément un jour au total de la dette.

Le comte de Toreno savait bien que les banquiers principaux de Paris et de Londres avaient résolu de fermer ces deux marchés au gouvernement espagnol, s'il n'était fait droit aux justes réclamations des souscripteurs aux emprunts-Cortès ; il savait aussi que, malgré la prospérité apparente des années 1828 et 1829, le budget n'avait jamais cessé de se solder en déficit ; que les dépenses annuelles, surtout avec la guerre civile, dépassaient 900 millions, tandis que les recettes atteignaient à peine 700 millions. Il pensait bien qu'avec une meilleure assiette des impôts, les revenus se développeraient beaucoup ; mais il ne se dissimulait pas aussi que la paix intérieure, condition essentielle de ce développement, était difficile à réaliser. Déterminé par ces circonstances, il négocia avec les banquiers de Paris et de Londres les bases d'une conversion définitive des anciens titres, et suffisamment éclairé sur leurs prétentions, il proposa aux deux Chambres un projet de loi ayant pour objet le règlement de la dette étrangère et l'autorisation d'emprunter 400 millions effectifs.

Aussi bien chez les procérès que chez les procuradorès, ce projet devint le prétexte des discussions les plus vives, des récriminations les plus amères ; à la fin, cependant, il fut voté sans modifications sérieuses et, revêtu de la sanction royale, il était promulgué le 16 novembre 1834 dans la *Gazette officielle* (voir note D).

Par le premier article, le plus important et le plus dis-

puté, l'Espagne reconnaissait tous les emprunts contractés par elle à l'étranger antérieurement et postérieurement à 1823 ; il était dit ensuite que l'on procéderait immédiatement à l'examen et à la liquidation de toutes les créances.

Toute la dette étrangère devait être partagée en dette active et en dette passive, et la conversion des anciens titres en nouveaux devait se faire sur la base de deux tiers de dette active et un tiers de dette passive.

Les intérêts en retard des anciens emprunts seraient remboursés en valeurs de la dette passive ; cette dernière était sans intérêt, mais amortissable par des dispositions ultérieures, et la partie ainsi donnée en échange des coupons d'emprunts non payés et des billets primés devait, en douze ans, à partir du 1er janvier 1832, se transformer en dette active, sans préjudice des autres moyens qui pourraient être employés pour le remboursement.

On établissait un fonds d'amortissement d'un demi pour 100 par an sur la totalité du nouveau fonds emprunté, qui devait rapporter un intérêt de 5 pour 100 ; et il était stipulé qu'après avoir amorti une certaine quantité de dette active, on appellerait par la voie du sort une quantité égale de passive à jouir de l'avantage de l'intérêt et de l'amortissement ; seulement on ne fixait pas à l'avance quelle serait cette quantité.

Enfin le ministre des finances était autorisé à contracter un emprunt suffisant pour qu'il pût réaliser 400 millions effectifs.

Toreno était en mesure d'exécuter la conversion que les Cortès avaient décidée ; il s'était, en effet, réservé d'écouter jusqu'au 20 novembre les propositions qui lui seraient faites pour la mener à bon terme, et à l'expiration de ce délai des offres lui avaient été remises. Il n'avait que l'embarras du choix, et se décida pour le banquier qui avait présenté les

conditions les plus avantageuses. C'était le même personnage qui avait émis les emprunts-Cortès et qui avait avancé, par l'entremise de Mendizabal, les sommes nécessaires aux premiers armements de don Pedro. M. Ardoin avait, en effet, le plus grand intérêt à ce que les fonds émis par lui reprissent les cours qu'ils n'auraient jamais dû perdre; il prit l'emprunt de 400 millions au taux de 60 pour 100, et le 6 décembre 1834 signa avec le ministre l'obligation, non-seulement de lui fournir le total de l'emprunt à des dates fixes et stipulées à l'avance, mais encore d'opérer lui-même la conversion à l'étranger de toutes les anciennes dettes.

Ainsi se trouva résolue par l'activité et l'énergie d'un homme d'Etat intelligent la plus grande difficulté du moment, en présence des déficits constants de chaque budget annuel et des fortes dépenses exigées par les circonstances. 400 millions de réaux effectifs n'étaient, certes, pas une somme très-considérable, et les procuradorès, qui s'effrayaient de la quotité de l'emprunt et cherchaient à le réduire, ne se doutaient guère des embarras qui pesaient sur le trésor public toujours à sec et toujours assailli; à voir le peu d'effet que causa l'entrée de ce capital dans les caisses de l'Etat, on est porté, au contraire, à se demander comment, sans lui, on aurait pu faire face à la situation. De plus, il faut observer qu'un retard de quelques mois aurait rendu l'opération impossible par suite de la baisse des fonds, et la dépréciation aurait exclusivement pesé sur le gouvernement espagnol, tandis qu'après l'émission elle retomba en partie sur le banquier et sur les capitalistes.

Les Cortès furent ensuite appelées à discuter le budget de 1835; Toreno en évaluait les recettes à 766 millions, les dépenses, y compris le service des intérêts de la dette, à 937, et il comptait sur un déficit de 170 millions. Dans l'in-

tention de frapper les esprits par l'espoir d'un nivellement prochain, le ministre estimait que des augmentations de produits faciles à obtenir pourraient très-probablement diminuer de plus des deux tiers cette différence trop considérable ; mais, à côté de ce calcul par trop hypothétique et présenté sans doute pour faciliter l'émission des 400 millions, il se voyait obligé de faire pressentir que, si la guerre civile continuait, loin de compter sur une diminution du déficit, il fallait plutôt prévoir la nécessité prochaine de recourir soit à un nouvel emprunt, soit à tout autre moyen extraordinaire (note E).

La discussion des recettes et des dépenses offrait un trop vaste champ d'attaques à l'opposition, pour qu'elle le négligeât dans l'état d'irritation où elle se trouvait ; en outre, ayant remarqué une mésintelligence naissante entre les divers membres du cabinet, elle prit à tâche d'accroître ces germes de discorde.

Au mois de novembre, le ministre de la guerre, Zarco del Valle, fatigué de la lourde tâche qui pesait sur lui, avait donné sa démission, et la régente avait insisté pour qu'il fût remplacé par le capitaine général de la Catalogne, don Manuel Llauder.

Le crédit de ce personnage auprès de Christine, l'activité militaire qu'il avait déployée, firent craindre à ses collègues qu'il ne prît un ascendant prédominant et suscitèrent contre lui toutes leurs jalousies, toutes leurs attaques. Tandis qu'ils intriguaient sourdement et qu'ils publiaient dans les journaux des articles violents contre ses tendances absolutistes, ils encourageaient publiquement son rival, le général Quesada, mécontent de s'être vu enlever un poste honorifique qu'il occupait au palais. Une autre scission se produisait ; il y avait désaccord entre les tendances de Toreno et celles du ministre de l'intérieur, Moscoso.

Celui-ci ne voulait pas abandonner le recouvrement des revenus provenant de son département; il s'opposait à la suppression des gouverneurs civils, réclamée par le ministre des finances au profit de ses intendants, et ces tiraillements, indices de rivalités ambitieuses, étaient apparus au grand jour dans le rapport de présentation du budget.

Le président du conseil n'avait pas une énergie suffisante pour étouffer dans leur origine ces germes dangereux qui pouvaient amener la dissolution de son cabinet; l'autorité de Toreno devenait, d'ailleurs, prépondérante dans le conseil depuis la conclusion de l'emprunt ; le ministère allait donc s'affaiblissant de jour en jour, lorsque l'esprit public fut tout à coup agité par un soulèvement militaire qui éclata à Madrid.

Le 18 janvier 1835, à cinq heures du matin, une forte patrouille du 2e régiment d'infanterie légère d'Aragon, commandée par un simple sous-lieutenant, s'était présentée au poste central de Madrid, donnant sur la Puerta del Sol, et, pourvue du mot de passe, avait pu s'y introduire ; d'autres patrouilles du même régiment, conduites cette fois par le lieutenant Cayetano Cardero, l'avaient bientôt suivie, s'étaient emparées des armes de tous les militaires de service, et dès avant six heures, tout le grand hôtel des Postes (aujourd'hui ministère de l'intérieur) était occupé par 758 hommes révoltés, qui se déclaraient en état d'insurrection ouverte.

Cardero n'avait avec lui d'autre officier que le sous-lieutenant Rueda; il avait agi de concert avec les principaux chefs du parti exalté, dont il attendait un concours énergique ; il croyait n'avoir à donner qu'un signal, et s'imaginait que l'exemple donné par lui serait immédiatement suivi par la milice et le peuple de Madrid. Il savait qu'une partie des modérés, ceux-ci en haine de Llauder, ceux-là

parce qu'ils se groupaient autour de Quesada, ne verraient pas d'un mauvais œil un mouvement dont ils espéreraient profiter ; dans les sociétés avec lesquelles il était en rapport direct, il avait su que deux anciens chefs de l'époque constitutionnelle de 1820 à 1823, Quiroga et Palarea, préparaient une insurrection dans les provinces. Confiant dans toutes ces circonstances, Cardero avait osé prendre sur lui de soulever son régiment ; et soit par connivence, soit par négligence, il avait pu, dans la nuit du 17 au 18, éloigner de la caserne tous les officiers qui pouvaient lui faire ombrage ; il avait entraîné avec lui le porte-drapeau et tous les sergents ; quant aux soldats, ils s'étaient laissé conduire, ils avaient suivi leur bannière, et une fois engagés dans le mouvement, comprenant l'impossibilité de rétrograder, ils mirent leur honneur à y persévérer, quelles que dussent être les conséquences de leur conduite.

L'émotion fut grande dans la capitale, lorsqu'à son réveil elle apprit qu'un régiment insurgé était maître d'un poste de première importance et appelait aux armes tous les ennemis du ministère. Un effort de la part du peuple, et le gouvernement se trouvait renversé ; mais cet effort ne fut pas fait. L'audace de Cardero effraya, sans doute, les chefs du parti progressiste ; ils n'osèrent pas se mettre en mouvement et abandonnèrent l'initiateur à tous les périls d'une situation qu'ils avaient tant contribué à créer.

Cardero attendait, de moment en moment, à l'hôtel des Postes, l'exécution du plan qui avait été convenu ; les avis qu'il recevait ne lui apportaient que des déceptions. Un groupe de conjurés devait se rendre chez le capitaine général et le faire prisonnier ; cette partie du programme ne fut pas remplie, et, rapidement prévenu par ses aides de camp de l'acte de rébellion, le général Canterac, cet ancien chef de l'armée du Pérou, qui avait rendu tant de services

à son pays adoptif dans le nouveau continent, s'était empressé d'accourir auprès des soldats soulevés. Il arrive, armé de son bâton de commandement, et, toujours énergique en face du danger, quoique dominé alors par une colère qui l'aveuglait, il n'épargne ni menaces ni supplications pour ramener les rebelles au sentiment de leur devoir. A ses cris, Cardero se présente et veut lui expliquer le but général du soulèvement ; le général ne lui répond qu'en le repoussant du poing et en le frappant de son bâton. Il agit de même envers un lieutenant-colonel de la milice urbaine, qui, revêtu de son uniforme, était venu se joindre à la troupe insurgée. Celui-ci et Cardero, plus calmes que le général, savent se contenir ; forts de l'ascendant qu'ils exerçaient sur les soldats, ils ne répondent point par la violence à l'injure qui leur est faite, et se contentent d'annoncer au général qu'il doit se considérer désormais comme privé de sa liberté.

Canterac ne fait point cas de cet avis, et ordonne au soldat qui l'accompagnait de courir à sa caserne pour donner l'ordre que tout le régiment dont il fait partie vienne châtier les révoltés. Le soldat est arrêté au passage et ne peut exécuter sa mission. Canterac sent redoubler sa colère, il oublie l'étrange situation dans laquelle il se trouve, et court au-devant des soldats pour les haranguer de nouveau; il les apostrophe, les excite à tuer les deux officiers qui les ont conduits à l'hôtel des Postes, et plus il voit sa fureur inutile, plus il s'exalte. Il en arrive à se précipiter lui-même sur Cardero et à lui arracher son sabre. Cardero répond avec sangfroid : « Général, cette action n'est pas digne de vous. » Les soldats restaient immobiles ; mais, à voir leur attitude, il était facile de juger qu'une semblable scène ne pouvait durer plus longtemps sans dégénérer en comédie ou en drame.

Le dénoûment devait être tragique. Tant que Canterac parcourut les rangs des soldats au cri de : *Vive le Statut royal!* les soldats se contentèrent de lui répondre par ces mots : *Vive la liberté!* Mais il oublia dans ce moment suprême la mort de Ferdinand VII et, dominé par ses anciens souvenirs, poussa un cri de : *Vive le roi!* Ce mot malheureux, à une époque où il était le mot d'ordre des carlistes, produit le plus déplorable effet. Les soldats chargent leurs armes; des bourgeois, qui avaient pénétré dans l'intérieur de l'hôtel, les excitent contre leur vieux général. Un tumulte s'ensuit, des coups de feu retentissent, et Canterac tombe, frappé mortellement, victime de son zèle pour la discipline.

Ce fut un moment de stupeur pour les spectateurs de ce lugubre événement; il y eut comme un pressentiment que cette circonstance décidait l'insuccès de la révolte : tous les bourgeois qui se trouvaient dans l'hôtel l'abandonnèrent de suite; Cardero et ses hommes restèrent seuls en face du cadavre et de leur effrayante responsabilité.

Dans ce redoutable moment le courage ne les abandonna point; quoique pénétrés à chaque instant de la certitude de leur isolement, ils ne songèrent point à se rendre, et pensèrent d'abord, par une résistance énergique, soit à donner au peuple le temps de se soulever, soit à obtenir au moins, pour eux-mêmes, de bonnes conditions.

Leur position était forte; on ne pouvait faire jouer l'artillerie contre eux à cause de la direction oblique des rues qui avoisinaient l'hôtel; le poste, bien fermé, pouvait être facilement défendu; chaque soldat avait trente cartouches, et, avant que le blocus fût établi, on pouvait se procurer quelques vivres.

Avant de commencer les hostilités, le gouverneur de la place vint faire une nouvelle sommation à Cardero; celui-

ci en profita pour expliquer son rôle politique; il était prêt à jurer fidélité à la régente et à la reine, mais il demandait expressément la suppression du Statut royal et la chute du ministère.

Le gouverneur se hâta d'aller rendre compte de sa mission au conseil des ministres. Parmi eux, le plus intéressé de tous à voir l'issue du drame, Llauder, voulait aller se mettre lui-même à la tête de la garnison, qu'il avait déjà réunie, et enlever de force l'hôtel des Postes; on s'opposa à ce qu'il prît la direction des troupes; il fut forcé par ses collègues de rester avec eux au sein du conseil, et dut laisser au gouverneur de la place toute la direction du siége.

En peu de temps, cinq colonnes provenant des différentes casernes de Madrid débouchèrent par des rues afférentes sur la Puerta del Sol. La lutte s'engage, on entend la fusillade, et la population effarée se retire dans ses foyers, abandonnant aux combattants le théâtre de ses travaux journaliers.

La milice avait été convoquée, mais chez elle la compassion dominait; elle était évidemment sympathique au drapeau que les rebelles avaient arboré. Aussi la fusillade, de son côté, n'était guère vive, et Cardero, s'en étant aperçu, permit à deux de ses sergents d'entrer en relations avec des officiers chargés de garder les abords de l'hôtel du côté de la rue de Carretas. Instruit de cette circonstance, le général Sola vint bientôt lui-même, au nom du gouverneur, proposer une capitulation à Cardero; on tarda beaucoup à s'entendre; le lieutenant abandonné comptait toujours apprendre la nouvelle d'un mouvement; il savait que les Cortès devaient se réunir, et engager le débat au sujet d'une pétition qui leur avait été adressée; aussi voulait-il gagner du temps. De son côté, inquiet des dispositions de la milice et

de celles des procuradorès, le ministère avait hâte d'en finir.

Après de longs pourparlers, Cardero proposa la capitulation suivante :

1° Un voile serait jeté sur tous les événements qui s'étaient accomplis en ce jour ;

2° Chaque militaire conserverait son emploi respectif, sans qu'aucune mention fût faite sur sa feuille de service de la part qu'il y avait prise ;

3° La garnison sortirait de l'hôtel, tambour en tête et la baïonnette au bout du fusil, jusqu'en dehors de Madrid ;

4° De Madrid elle serait dirigée sur l'armée du Nord, pour se battre au milieu d'elle contre les ennemis de la patrie et donner à l'Espagne de nouveaux jours de gloire.

Après quelques hésitations, ces bases furent adoptées ; les ministres, la régente donnèrent leur approbation, et la population tout entière assista le même jour au défilé vers les barrières de la ville de cette troupe énergique qui, durant une journée entière, avait fait face à toute une armée. Le détachement alla s'incorporer dans l'armée du Nord. Quant à Cardero, il resta jusqu'à Burgos à la tête de ses soldats ; là, il en fut séparé et on l'envoya aux Baléares.

C'était vraiment pour les révoltés se tirer avec bonheur du mauvais pas où ils s'étaient engagés. Quelle que fût l'impopularité du Statut, il n'appartenait réellement pas à un lieutenant d'infanterie légère de prendre l'initiative d'une insurrection ; il risquait d'ailleurs de compromettre l'avenir même du parti qu'il comptait servir. Le mouvement de Riégo ne fut tant acclamé que parce qu'il était absolument nécessaire, et que la patrie foulée aux pieds réclamait un vengeur. Quant à celui du 18 janvier, il ne pouvait servir que des influences de coterie ; aussi l'énergie de Cardero ne doit-elle pas faire oublier qu'il avait manqué à tous les devoirs

de la discipline militaire, discipline qui doit être d'autant plus inflexible que les lois sont plus libérales et les mœurs plus démocratiques.

Quant au cabinet de Martinez de la Rosa, une fois cette capitulation conclue, il se trouva vraiment condamné à mort ; sa chute, celle même du Statut royal, ne pouvaient plus se faire attendre longtemps. L'un et l'autre devaient descendre peu à peu les derniers degrés de l'impopularité. Jusqu'au jour prochain où sera votée une nouvelle constitution, l'Espagne n'offre plus qu'une série ininterrompue de vaines agitations, compliquées de tous les malheurs d'une guerre civile implacable.

Il serait difficile de rendre l'impression que fit sur les provinces la nouvelle de ces événements ; elles ne purent concevoir la faiblesse dont le gouvernement venait de donner une preuve si flagrante ; ne tenant aucun compte des considérations d'humanité qui avaient dû diriger les ministres, de la difficulté naturelle que présentait le siége d'un poste inaccessible à l'artillerie et défendu par sept cent cinquante soldats bien commandés, elles ne virent que de la faiblesse et de l'irrésolution dans la capitulation qu'il avait consentie, et de tous côtés les ambitions personnelles s'agitèrent et songèrent à se partager les dépouilles d'une administration dont la ruine paraissait imminente.

En vain songea-t-on à offrir pour victime expiatoire aux mânes du général Canterac le ministre de la guerre. C'était à la fois une injustice et une faute. Llauder n'eut pas de peine à démontrer que le mouvement avait été spécialement dirigé contre lui, qu'il avait déployé beaucoup d'activité et d'énergie pour réunir en quelques instants toute la garnison. Son plaidoyer devant les Chambres fut inutile ; il était condamné à l'avance par cela seul que son ascendant était le plus redouté. Sa chute satisfaisait un

trop grand nombre d'ambitions pour qu'on écoutât ses justifications. Il fut donc sacrifié, et tout ce que put faire la régente pour un homme à qui elle avait songé plus d'une fois pour diriger les affaires, ce fut de le renommer capitaine général de cette même Catalogne où il avait rendu de si grands services après le trop fameux comte d'Espagne. C'était là tout un triomphe pour le général Quesada, qui, délivré d'un rival redouté, devenait l'homme d'épée indispensable du palais (24 janvier).

La retraite de Llauder entraîna peu après celle de deux autres ministres, Moscoso et Garelly, remplacés par deux personnages d'une importance secondaire. Quant au portefeuille de la guerre, après maintes hésitations, il fut donné à l'ancien compagnon d'armes du malheureux Canterac, à don Geronimo Valdès, dont le mérite et la bravoure avaient été trop souvent mis à l'épreuve pour ne pas inspirer confiance à tous les partis (17 février).

Valdès n'était pas homme à se mêler aux intrigues sans nombre dont Madrid était alors le théâtre ; exclusivement dévoué à la cause nationale, il se consacra à la guerre et se fit accorder 150 millions par les Cortès pour y faire face ; il envoya de nouvelles forces en Navarre, créa de nouveaux bataillons, et insista vivement pour l'établissement de corps francs et pour l'organisation d'une milice sérieuse ; son activité, soutenue par les ressources financières qu'avait fournies l'emprunt réalisé par Toreno, ranima un instant les espérances des modérés.

Ce ne fut qu'une éclaircie de courte durée : le mouvement du 18 février devait retentir à la fois et dans le pays et dans les Cortès.

Trois émeutes successives éclatèrent, à Malaga, à Saragosse et à Murcie (5 mars au 6 avril).

A Malaga, le commandant militaire, s'étant opposé à une

sérénade que les habitants voulaient donner au gouverneur civil, avait été désobéi, et forcé, devant l'exaspération populaire, de résigner le commandement; la municipalité victorieuse s'était emparée de toute l'autorité et l'exerçait tranquillement avec l'appui de la milice.

A Saragosse, malgré tous les efforts du capitaine général, huit religieux avaient péri victimes de la fureur populaire, et l'archevêque, accusé d'être en correspondance avec don Carlos, avait dû se réfugier à Barcelone.

A Murcie, l'évêque et l'intendant, terrifiés par un léger désordre qui avait fait trois victimes, s'étaient enfuis, croyant leurs jours en danger.

Renouvelées sur des points si différents, ces agitations avaient immédiatement leur contre-coup à Madrid et dans l'enceinte de la Chambre basse. Mécontents de leur impuissance, les procuradorès s'étaient d'abord consacrés à obtenir du gouvernement la sanction et la promulgation de leur loi sur la milice urbaine. Mis en demeure par une pétition formelle, le ministère y avait enfin consenti, mais en exigeant de son côté le droit de la mobiliser et de la placer sous les ordres de l'autorité militaire; ce qui lui livrait la direction exclusive de cette réserve, forte de 233000 hommes, dont 96000 déjà armés et 137000 pouvant l'être.

Ce résultat acquis (fin mars), la remuante activité des procuradorès progressistes prit une nouvelle direction; en présence de l'inquiétude nationale croissant avec les succès des carlistes, ils accusèrent le gouvernement de mollesse dans les hostilités et d'un secret désir d'employer l'intervention étrangère, non-seulement contre don Carlos, mais aussi contre eux-mêmes.

Des négociations, dont nous aurons à parler plus bas, avaient été entamées à Paris et à Londres pour l'exécution du traité de la quadruple alliance; d'autres conférences

avaient été ouvertes entre le ministre de la guerre et Zumalacarreguy pour régler sous les auspices de lord Elliot les conditions d'échange de prisonniers et tous les incidents de la guerre ; forts de ces deux circonstances, ils s'efforçaient de rendre suspectes les intentions de Martinez ; et l'impatience générale de connaître le secret des notes diplomatiques et la crédulité publique rendaient plausibles leurs hypothèses même les plus invraisemblables.

En vain Martinez, dans la séance du 21 avril, avait-il affirmé qu'il ne jugeait pas même le moment venu de réclamer de la France et de l'Angleterre les secours garantis par le traité de la quadruple alliance ; on répondait que les cabinets de Londres et de Paris étaient à la même époque consultés sur le concours qu'ils consentiraient à donner à l'Espagne, et que si leur décision se faisait attendre, cela venait plutôt de leurs dispositions que de la prétendue réserve du cabinet espagnol. Ses affirmations n'avaient pas inspiré confiance, et le ministère, interpellé à nouveau dans la séance du 4 mai, avait répondu par une échappatoire encore plus évasive.

Sur ces entrefaites on apprend à Madrid l'arrivée du général Cordoba, qui, au nom du ministre de la guerre, de tous les généraux et colonels de l'armée du Nord, venait insister pour que la coopération de la France et de l'Angleterre fût définitivement réclamée. On prétend aussi qu'un traité a été signé le 24 avril avec les carlistes sur l'initiative de lord Elliot. L'impatience et la curiosité populaires atteignent les dernières limites. Les bruits les plus contradictoires circulent ; pour beaucoup de gens Martinez est un traître qui vend la patrie à don Carlos et aux étrangers ; les bas quartiers de la capitale s'agitent, et le 10 mai au soir une réunion a lieu chez un des principaux orateurs de la Chambre, don Fermin Caballero. Soixante procuradorès

assistent à cette séance préparatoire où on décide pour le lendemain la proposition d'un vote de censure à l'effet d'améliorer la situation politique compromise par le traité du 24 avril.

La résolution de ces députés eut un double résultat; elle augmenta l'exaltation des esprits, et inspira au gouvernement les plus vives inquiétudes. Les ministres crurent nécessaire de prendre pour le lendemain de grandes précautions militaires; des forces imposantes furent réunies sur la promenade du Prado et l'ordre de disperser tous les groupes qui pourraient se former aux abords du Congrès fut donné au capitaine général.

Dès l'ouverture, une animation, un mouvement inusités, soit aux abords du palais, soit dans le salon des députés, soit aux tribunes publiques, annonçaient que cette séance du 11 mai serait des plus orageuses.

Après la lecture du procès-verbal, Caballero présente sa proposition. Elle était contraire au règlement; le président refuse de la mettre en discussion, puis, sur les instances de Galiano, demande à la Chambre si, vu la gravité des circonstances, elle croit nécessaire d'enfreindre son règlement. La négative est votée, c'est un succès pour le ministère.

Ainsi déçus dans leur première tentative, les amis de Caballero ne se découragent pas. Le grand orateur Lopez, qui pendant sa trop courte carrière devait toujours rester avec lui en parfaite communauté d'idées, essaye habilement de reprendre l'avantage en insinuant que les démonstrations militaires avaient été faites dans le seul but d'exercer une pression sur la Chambre. Ses accents passionnés trouvent un écho dans les tribunes publiques. Il y est applaudi avec une telle énergie, que le président les fait évacuer; mais au même instant Martinez donnait l'ordre aux troupes qui entouraient le Congrès de s'éloigner. L'é-

loquence de Lopez, la concession du ministre, avaient déjà modifié les dispositions ; les progressistes semblaient l'emporter.

C'est au tour d'Arguëlles de prendre la parole, et il en profite pour donner une nouvelle direction au débat. Il ne s'agit plus de vote de censure, de formule d'incident ; il réclame du cabinet des explications précises sur le traité Elliot. Martinez répond qu'il n'a obéi en le signant qu'à des considérations d'humanité, qu'il ne juge pas utile d'en faire connaître le contenu, que d'ailleurs il est responsable et que la responsabilité doit lui être demandée dans les formes légales. Caballero revient à la charge, et la Chambre décide qu'elle peut légalement réclamer du gouvernement le contrat passé entre Zumalacarreguy et le général Valdès, et approuvé par lord Elliot. Sur ce vote obtenu à quatre voix de majorité, la séance est levée, et les progressistes s'empressent d'annoncer au dehors leur victoire finale.

La nouvelle s'en répand aussitôt dans les masses agitées qui attendaient impatiemment l'issue de la séance ; elles y voient la condamnation de Martinez, la justification des bruits qui avaient couru sur sa trahison, et comme le président du conseil sort de la Chambre pour monter dans sa voiture, des hommes armés de poignards l'entourent aux cris de : *Mort au traître!* Nous avons plus d'une fois insisté sur le peu d'énergie morale de Martinez, sur son irrésolution, sur sa tendance dans toutes les situations difficiles à écarter les obstacles plutôt qu'à les vaincre ; mais, à côté de ces défauts, il était doué d'un véritable courage civil. Fort de sa conscience, il ne se laisse pas intimider par ces cris menaçants, et par sa fière attitude, il impose à la foule. Mais à peine est-il parti, que les agitateurs se repentent de leur faiblesse ; ils veulent rejoindre leur victime et la poursuivent avec acharnement, espérant l'atteindre à la porte de

son domicile. Heureusement le capitaine général avait été prévenu ; il s'empresse d'accourir avec une escorte et arrive à temps pour prévenir un attentat criminel.

Tous les détails de cette séance, les événements qui l'avaient suivie, furent le lendemain amplifiés par la presse, défigurés par la rumeur publique. Les procérès, les procuradorès demandèrent la punition des coupables; mais le gouvernement n'osait pas sévir, tant il voyait d'exaltation dans les esprits.

Lorsque le souvenir en fut affaibli, les chefs progressistes renouvelèrent leur attaque contre le ministère ; le 27 mai, ils mirent solennellement en discussion les moyens à employer pour le mettre en accusation. Caballero, Arguëlles, Galiano se voyaient déjà triomphants, lorsque Martinez, leur succédant à la tribune, tire enfin de son portefeuille le fameux traité Elliot, et en en lisant toutes les stipulations, détruit d'un seul coup tout l'échafaudage de calomnies si injustement amassées contre lui. Que n'avait-il fait plus tôt cette révélation ?

Dès qu'elle connut les clauses du traité, la majorité du Congrès se déclara satisfaite et refusa de donner suite à la mise en accusation qu'elle avait prise en considération.

Toutefois il était évident que ministres et Chambre ne pouvaient plus rester en présence ; le budget était voté et, bien qu'ils eussent à discuter l'important projet de règlement de la dette publique intérieure, l'administration pouvait régulièrement fonctionner sans le concours des procuradorès. Le cabinet se décida à clore la première session, et le 29 mai la régente elle-même se présenta devant les Cortès pour leur annoncer cette décision.

Neuf jours après, sous le prétexte qu'il ne voulait pas consentir à appeler l'intervention étrangère, alors même que ses collègues et les principaux chefs de l'armée la jugeaient

indispensable, Martinez de la Rosa, cédant en vérité à la difficulté des circonstances et à l'extrême fatigue de la lutte parlementaire qu'il avait eu à soutenir, donna sa démission ; son exemple fut suivi par tous ses collègues, à l'exception du comte de Toreno, qui recueillait la présidence du conseil et restait chargé du soin de reconstituer un nouveau cabinet.

CHAPITRE V.

ZUMALACARREGUY.

Octobre 1833-juin 1835.

Premiers soulèvements des carlistes à Talavera, Bilbao, Vittoria et Logroño. — Santos Ladron, en Navarre, est pris et fusillé. — Les débris de sa colonne passent sous les ordres de deux chefs qui bientôt après se soumettent à la direction suprême de Tomas Zumalacarreguy. — Le curé Merino dans la Vieille Castille, le baron d'Hervès dans le Maestrazgo. — Llauder parvient à maintenir la Catalogne. — Etonnante rapidité avec laquelle Zumalacarreguy organise une véritable armée et crée toute une administration. — Combats livrés par lui aux christinos. — Le premier général en chef choisi par le gouvernement de Madrid, Saarsfield, ne sait pas arrêter l'insurrection dans son germe. — Après lui Geronimo Valdès ne peut que la resserrer dans les parties montagneuses de la Navarre et de la Biscaye. — Quesada, venant ensuite, entame d'abord des négociations, puis recommence la lutte avec acharnement. — Triste caractère de férocité que prend la guerre civile. — Quesada et Rodil, son successeur, éprouvent de nombreux échecs ; l'arrivée de don Carlos vient donner à l'insurrection un nouvel élan. — Espoz y Mina est nommé général en chef. — Deuxième commandement de Geronimo Valdès. — Traité d'Elliot. — Grands succès de Zumalacarreguy ; les troupes de Christine repassent l'Ebre. — Les carlistes entreprennent le siége de Bilbao ; cette place est vigoureusement défendue. — Zumalacarreguy est blessé ; il meurt.

Nos lecteurs doivent se rappeler que, grâce aux dispositions prises par Christine dans la dernière année du règne de Ferdinand VII, après les scènes de la Granja que nous avons racontées, toutes les grandes positions militaires et administratives qu'occupaient, avant 1832, les chefs du parti apostolique leur avaient été enlevées pour être remises aux mains de partisans de la succession directe ; s'il en eût été autrement, les ressources de plusieurs provinces

auraient été mises immédiatement au service de don Carlos; mais, grâce aux mesures prises, le parti apostolique, que désormais nous n'appellerons plus que carliste, se vit réduit à susciter partout des insurrections partielles, et à compter sur le dévouement individuel de chacun de ses membres. Sa force était telle que, même dans ces conditions, son premier élan à la mort de Ferdinand faillit être irrésistible.

Le premier cri de rébellion fut jeté à Talavera, le 1er octobre 1833, par un administrateur des postes, Gonzalez, homme d'énergie et de caractère, commandant les volontaires royalistes, et affilié, par l'entremise de son père, membre de l'ancien conseil des finances, à toutes les intrigues qui se tramaient dans la capitale. Son appel aux armes fut peu entendu dans la ville; il fut forcé, avec tous ceux qui étaient venus se ranger autour de lui, de s'enfuir dans les campagnes de l'Estramadure; puis, acculé et poursuivi par les troupes qu'aidaient les paysans eux-mêmes, il fut fait prisonnier et exécuté avec ses fils, jeunes gens de seize et dix-huit ans, auxquels il avait mis lui-même les armes à la main.

Cette première excitation n'avait pas trouvé d'échos; la seconde, qui se fit entendre dans le sein de la députation provinciale de Bilbao, avait une tout autre gravité. Deux partis existaient depuis longtemps dans le sein de cette corporation puissante, véritable gouvernante de toute la province de Biscaye : les uns inclinaient vers la régente; les autres, dirigés par le député Zabala, patronnaient ouvertement la cause du prétendant. A peine eut-on connaissance, le 2 octobre, de la mort de Ferdinand, que les deux bataillons de volontaires royalistes qui occupaient la ville prirent les armes, vinrent se mettre à la disposition de Zabala, obligèrent les députés provinciaux qui leur étaient

hostiles à prendre la fuite, et proclamèrent Charles V.

Bilbao, capitale de la Biscaye, une des trois provinces basques, est une ville très-importante; au point de vue de l'activité commerciale, de l'esprit d'entreprise, et surtout de la richesse en capitaux mobiliers, elle occupe un des premiers rangs parmi les grandes cités de l'Espagne; située à quelque distance des bords de la mer, elle jouit de tous les avantages des ports de mer, grâce au Nervion, qui la baigne, et qui, à partir de Portugalete jusque sur ses quais, est accessible aux navires qui n'ont pas un trop grand tonnage. Aussi réunissait-elle les meilleures conditions pour devenir le centre d'une insurrection formidable; en peu de jours, la députation provinciale réunit 3 millions de réaux, et, faisant un appel aux volontaires, parvint à grouper autour d'elle tous les mécontents de la province et tous les adhérents de don Carlos. Puissamment aidée par les pères franciscains et les capucins, qui transformèrent leurs couvents en arsenaux, elle propagea l'incendie qu'elle avait allumé dans toutes les cités dépendant de son ressort, et envoya ses émissaires à Vittoria et à Saint-Sébastien pour l'étendre aux deux autres provinces basques, l'Alava et le Guipuzcoa.

Dans la capitale de l'Alava, à Vittoria, l'insurrection ne devait pas compter sur le concours de la députation provinciale; celle-ci, en effet, composée de citoyens vraiment patriotes, ne voulait pas lancer le pays dans la guerre civile; elle entendait se consacrer exclusivement au maintien de l'ordre et à la bonne gestion des affaires, tant que les fueros ne seraient point violés; elle n'osait pas afficher des idées libérales dans un pays fanatisé et tout dévoué à la cause carliste, mais elle était décidée à appuyer en tant qu'il dépendrait d'elle l'action énergique du pouvoir central. Dans le premier moment, néanmoins, elle dut céder à l'orage; un homme du pays, qui jouissait d'une grande influence parmi

ses concitoyens, Verastegui, s'étant mis en rapport avec les envoyés de Bilbao, attira une grande masse de paysans aux portes de la ville, obligea les troupes christines à se replier, et proclama ouvertement Charles V. La députation, ne pouvant résister, le laissa faire, lui permit d'organiser une junte supérieure de gouvernement, mais sut se conduire, en même temps, avec assez de dextérité pour conserver l'administration des intérêts provinciaux.

Saint-Sébastien, capitale du Guipuzcoa, est une place forte ; il n'était pas aussi facile de s'en emparer par surprise ; d'ailleurs la municipalité était libérale. Loin de s'associer aux mouvements de la Biscaye et de l'Alava, elle protesta solennellement contre les actes des rebelles, et offrit au gouvernement tout son concours pour les soumettre. Le reste de la province approuvait, au contraire, l'insurrection de Bilbao et de Vittoria, et, se mettant en état d'hostilité ouverte, empêchait les troupes de la régente d'opérer dans tout le pays autrement que par masses. Ainsi le mouvement de Bilbao s'était de suite propagé dans les trois provinces basques, et avait pris racine au milieu d'une population énergique, habituée à une vie indépendante, condamnée, sur son territoire montagneux, à un travail excessif, s'isolant volontiers de tous ses voisins, et connue pour son caractère obstiné, qui lui défendait de revenir rapidement sur toute résolution prise.

Il était probable que leur exemple serait suivi par la Navarre, comme elles pays de fueros, comme elles fanatisé par les prêtres, habité aussi par une race énergique qui savait s'administrer et résistait depuis longtemps avec ténacité aux tributs que le gouvernement central lui réclamait. On s'attendait là à un soulèvement d'autant plus grand, qu'un corps de cinq cents hommes, réunis à Logroño par un chef royaliste très-connu, Santos Ladron, s'était dirigé

sur cette province et allait offrir un point de ralliement à tous les mécontents. Heureusement, il y avait dans la place forte de Pampelune, capitale de la province, des troupes disponibles; elles furent mises, par le capitaine général, aux ordres d'un chef actif, et avant que Santos Ladron eût pu réunir un nombre respectable d'insurgés, il était battu à los Arcos, fait prisonnier et fusillé comme traître à sa patrie. Le malheureux laissait une veuve, qui épousa plus tard un autre des généraux de don Carlos, un de ceux que Maroto devait faire fusiller à Estella, avant de signer la convention de Vergara; ainsi, une fatalité cruelle condamnait cette infortunée à porter successivement le deuil d'un des premiers promoteurs et celui d'un des derniers soutiens de cette longue guerre civile.

Malgré ce résultat, l'initiative de Santos Ladron ne fut pourtant pas inutile à la cause carliste; sans se laisser décourager par cet échec, les paysans de la Navarre commencèrent à se grouper autour de différents chefs. Un colonel de l'armée, don Francisco Eraso, chef du cordon sanitaire de la frontière, était venu se joindre à eux avec quelques soldats; il se trouva bientôt en état de tenir la campagne dans les environs de Roncevaux. Plus bas, dans le voisinage de Sanguësa et d'Olite, un vétéran de la guerre de l'indépendance, Iturralde, commanda bientôt un corps de neuf cents hommes, et se préoccupa de suite de combiner ses mouvements avec d'autres bandes qui occupaient le Bastan et les environs d'Huerte-Araquil. Le mois d'octobre n'était pas terminé, que la Navarre tout entière était déjà en pleine insurrection, à l'exception de sa capitale, Pampelune, et qu'on pouvait considérer une grande partie de ses ressources en hommes et en argent comme acquises au parti de don Carlos. L'action des carlistes, toutefois, ne pouvait être dangereuse tant qu'ils n'auraient pas senti la nécessité de se sou-

mettre à une direction unique, et tant qu'ils n'auraient pas, pour les guider, un chef d'initiative et d'organisation, capable de grouper autour de lui toutes les volontés et de les faire converger vers un plan préconçu. Par bonheur pour eux, ce chef vint tout à coup à se manifester. Un lieutenant-colonel de l'armée espagnole, natif d'Ormaiztegui, éloigné du service pour avoir manifesté, d'une manière trop ouverte, ses opinions absolutistes, alors interné à Pampelune, au premier bruit du soulèvement des Navarrais, s'était échappé de sa résidence et était venu offrir son concours; ses allures martiales, son rapide coup d'œil, le don du commandement qu'il possédait au plus haut degré, ses connaissances spéciales dans l'art de la guerre, plus que tout, l'énergie de son caractère et la portée de ses conseils, avaient immédiatement fixé sur lui tous les regards. Zumalacarreguy avait indiqué de suite la nécessité de se mettre en communication avec les députations de Biscaye et d'Alava, et lui-même s'était rendu à Vittoria pour y chercher des hommes et surtout de l'argent. A son retour, une junte de tous les chefs carlistes de Navarre avait été convoquée à Estella; elle se réunit et, d'un accord unanime, le commandement unique lui fut dévolu par l'acclamation spontanée de tous les assistants.

Iturralde essaya de s'opposer à cette décision; ses propres officiers l'abandonnèrent et proclamèrent, au nom de Charles V, comme commandant général, par intérim, de Navarre, don Tomas Zumalacarreguy. Celui-ci se vit à peine investi de l'autorité, que dans des allocutions fermes et ardentes il fit connaître, à tous ceux qui étaient réunis sous ses ordres, son intention d'établir à la fois la discipline la plus sévère et la régularité administrative la plus inflexible; il ne leur promit ni richesses ni plaisirs, réduisit leur paye de deux réaux à un seul, leur annonça qu'ils devaient s'at-

tendre à supporter toutes les fatigues de la guerre, mais en revanche il leur promit une préoccupation constante de leurs intérêts, un effort assidu pour que le faible gain qui leur était offert leur fût exactement payé, et la promesse de ne rien négliger pour assurer leur subsistance, leur habillement, tous ces avantages matériels qu'une bonne administration peut seule procurer au soldat en campagne. Son énergie, son ascendant imposèrent à tous. Iturralde lui-même consentit à devenir son second, et jusqu'au colonel Eraso, dont le grade était supérieur au sien, brigua l'honneur de combattre sous ses ordres. Une fois son autorité militaire bien établie, le nouveau chef s'occupa du soin de concentrer toutes les ressources matérielles de la province, en chargeant de régler les contributions une junte spéciale qu'il composa des hommes les plus influents et les plus dévoués à la cause carliste.

Pendant que les provinces basques et la Navarre préludaient, par ces premiers essais, à l'installation d'une longue guerre civile, un mouvement qui paraissait au premier abord plus général, mais qui, en réalité, n'avait aucune consistance, éclatait dans la Nouvelle-Castille sous les auspices du curé Merino, chef dont la physionomie toute spéciale mérite d'être tracée. On se souvient de ces audacieux partisans qui, pendant la guerre de l'indépendance, firent échec à nos troupes ; établis dans les montagnes, ils massacraient tous ceux de nos soldats qui se hasardaient à voyager isolément ; s'ils pouvaient grouper quelques hommes autour d'eux, ils attaquaient tous les corps inférieurs en nombre qu'ils pouvaient rencontrer. Toujours en mouvement, accueillis partout comme des défenseurs bien-aimés de la bonne cause, mêlant un vrai courage au fanatisme religieux le plus aveugle, sans souci du lendemain, sans goût pour le travail, aussi capables de commettre un crime pour acquérir des

richesses et satisfaire une passion que de faire, avec gaieté de cœur, le sacrifice de leur vie pour la cause qu'ils avaient adoptée, ces hommes avaient été les ennemis les plus redoutables de notre domination pendant la période de 1808 à 1814. Au retour de Ferdinand, tous ceux qui ne partageaient pas les idées libérales avaient été particulièrement choyés par le roi; quelles que fussent leur origine, leur manière de vivre, ils avaient été reçus à la cour; des sinécures leurs avaient été octroyées. Le curé Merino, ignorant et brave, patriote et fanatique, le guerillero le plus célèbre de la Castille, son pays natal, avait particulièrement tous les titres à la faveur du monarque; ses exploits guerriers, souvent susceptibles d'être confondus avec le vol et l'assassinat, furent récompensés, après 1814, par une place au chapitre de la cathédrale de Valence. Merino, pendant la guerre, s'était tout à fait déshabitué des règles de la vie sacerdotale; à Valence, il ne s'occupa qu'à manger ses revenus et à faire grasse chère avec de bons compagnons et des femmes de mauvaise vie, sans se soucier du scandale que de telles mœurs pouvaient causer; il fallut le dispenser de la résidence en lui continuant sa rente. Après 1820, Merino crut que son devoir lui ordonnait de payer au monarque absolutiste les faveurs que celui-ci lui avait prodiguées; il se mit donc de nouveau à la tête d'une guerilla et excita tous les paysans de la Castille contre les défenseurs du principe constitutionnel; mais le triomphe du duc d'Angoulême l'obligea à mettre bas les armes. Il resta de nouveau condamné pour dix ans à une vie de solitude et au seul exercice de la chasse; aussi en était-il fatigué, lorsqu'en 1833 il crut voir se dessiner devant lui l'aurore d'une nouvelle existence. Quoique âgé de soixante-quatre ans, il s'imagine qu'il est de son devoir de faire proclamer don Carlos dans toute la Castille, et entreprend de la révolutionner à lui seul. Son

nom exerce, en effet, une influence magique sur toutes les imaginations castillanes. A peine la nouvelle de son soulèvement est-elle répandue qu'une foule nombreuse vient se ranger sous ses ordres. A Sépulvéda, où il est installé, il réunit jusqu'à quatorze bataillons de volontaires royalistes; une junte carliste établie à Burgos lui confie tous les hommes qu'elle a soudoyés. Don Ignacio Cuevillas, commandant de toutes les bandes qui opèrent dans la Rioja, sur les bords de l'Ebre, se soumet à sa direction. En peu de temps, avec une extrême rapidité, Merino compte jusqu'à dix mille hommes sous ses drapeaux.

C'était trop, beaucoup trop, et pour son talent et pour ses ressources; d'une part, il était incapable de faire manœuvrer cette masse; d'autre part, il ne s'appuyait sur aucun centre en état de lui fournir les provisions et munitions qu'elle pouvait nécessiter. Aussi le voit-on hésiter, douter de lui-même, entraîner ses hordes, mal enrégimentées, d'abord dans la direction de Burgos, puis dans celle de Madrid; le gouvernement ne lui oppose aucune résistance ouverte, ne daigne même pas le poursuivre, et l'inertie de ses adversaires lui fait plus de mal qu'une déroute. Il ne peut nourrir tous ces soldats qui se sont attachés à son sort, et voit bientôt la désertion commencer dans ses rangs. Il ne peut bientôt plus songer à attaquer ni Burgos ni Madrid, et il est obligé de se replier sur Logroño afin de se mettre en rapport avec Cuevillas, le commandant des carlistes de la Rioja, avec Verastegui, le chef d'Alava, et avec Zumalacarreguy (mi-novembre 1833).

Sur le littoral de la Méditerranée, toutes les villes avaient acclamé la régente Christine et se montraient bien disposées en faveur d'Isabelle. Dans les campagnes, au contraire, clergé et paysans manifestaient leurs sympathies pour don Carlos. Aussi, dès le mois d'octobre 1833, vit-on des bandes

se former en Catalogne, dans le bas Aragon et dans les deux provinces de Valence et de Murcie.

La Catalogne, à elle seule, avait assez d'éléments pour engager une lutte sérieuse ; il lui manquait seulement un chef unique. Le clergé s'offrait bien à grouper autour de lui tous les mécontents et à les organiser ; les chefs de bandes recevaient son argent, mais n'écoutaient pas ses instructions ; chacun d'eux, ne voulant coopérer qu'aux expéditions pouvant rapporter gloire et profit, se souciait peu d'un dévouement exclusif à la cause commune. D'un autre côté, les christinos, bien dirigés par Llauder, les maintenaient dans un isolement respectif qui les empêchait de réaliser aucun projet sérieux.

Le bas Aragon, moins surveillé que la Catalogne, offrait aux carlistes un terrain plus facile pour un soulèvement ; là, il y avait plutôt disette qu'abondance de chefs ; presque tous les villages situés sur la rive droite de l'Ebre étaient gagnés d'avance à la cause de don Carlos ; au lieu de s'organiser en un corps spécial, ils distribuèrent leurs recrues entre les provinces voisines, et les envoyèrent de préférence se ranger sous les ordres, soit de Zumalacarreguy, soit du commandant de la Rioja, soit des chefs qui opéraient dans le nord de la province de Valence.

Une défection malheureuse avait, dans cette dernière province, mis dès l'origine entre les mains des factieux une place forte importante, Morella, capitale d'un district très-montagneux, dont la population fanatique était toute à la merci de l'évêque de Tortose, un des plus fervents partisans de don Carlos. Il s'y était installé, sous la présidence du baron d'Hervès, une junte insurrectionnelle qui s'était occupée à lever des contributions et à organiser la révolte ; des hommes ardents s'apprêtèrent là à une résistance obstinée et se partagèrent le soin de soulever toute la province.

Parmi eux figuraient déjà Carnicer, Quilez et un jeune soldat que l'avenir réservait à jouer un grand rôle dans toute cette guerre, celui qui, après Zumalacarreguy, mérite le mieux de la représenter devant l'histoiro, don Ramon Cabrera.

Dans le sud de la province de Valence, dans celle de Murcie, dans la Manche, on ne trouvait plus aucun de ces grands centres d'insurrection ; il n'y avait par-ci, par-là que des partisans isolés, plutôt dignes du nom de brigands que de celui de rebelles, pillant les caisses publiques, arrêtant, pour les rançonner, les hommes riches et influents de chaque localité, et travaillant à s'enrichir au milieu de la détresse publique. En beaucoup d'endroits, comme dans toute l'Andalousie et l'Estramadure, les milices des villes et des villages leur couraient sus, et contribuaient activement à rétablir l'ordre.

L'ouest et le sud de la Péninsule se montraient bien moins agités que le levant : l'Andalousie s'était déclarée avec empressement pour la succession directe ; à peine quelques bandes étaient-elles signalées dans les montagnes de la Galice et des Asturies ; de leur côté, les villes de la côte cantabrique montraient les meilleures dispositions pour la cause de la régente. Santoña, Laredo, Castro Urdiales s'offraient à toute espèce de sacrifices pour le rétablissement de l'ordre. Santander, la rivale de Bilbao, déjà effrayée de certaines dispositions que manifestait contre elle la junte de Biscaye, se disposait à résister par elle-même à toute tentative qui serait faite contre elle par les carlistes, et, n'attendant même pas de secours du gouvernement central, songeait à vaincre par elle-même avec le seul concours de la milice urbaine.

Quelles avaient été les mesures prises par le gouvernement pour contrarier un mouvement déjà si général, qui

menaçait de s'étendre sur toute la Péninsule? Il avait à sa disposition, sur les frontières du Portugal, un corps d'observation sous les ordres du général Saarsfield ; ce corps, dans l'esprit de Ferdinand VII, avait d'abord été destiné à rétablir don Miguel sur son trône ; les menaces de l'Angleterre l'avaient seules empêché de pénétrer sur le territoire portugais. Depuis que les dispositions du cabinet à l'égard de don Miguel s'étaient modifiées, depuis que l'ouverture de la succession du monarque espagnol liait désormais les intérêts du gouvernement de Madrid au succès de don Pedro, il n'y avait plus un grand intérêt à maintenir ces troupes à la frontière du Portugal. Il était possible de laisser aux capitaines généraux de Galice et d'Estramadure le soin de surveiller tous les mouvements de don Carlos, et l'on pouvait diriger contre les rebelles le corps du général Saarsfield. Quelle que fût la simplicité de ce plan, le cabinet de Madrid tarda longtemps à l'adopter ; surpris du nombre des mouvements qui lui étaient journellement annoncés, il ne distinguait pas ceux qui n'avaient aucune importance de ceux dont la répression devait être difficile ; on eût dit qu'il voulait voir les rébellions s'établir avant de s'occuper sérieusement de les vaincre.

Dès les premiers jours d'octobre, Saarsfield aurait dû se mettre en mouvement pour reprendre les deux villes de Bilbao et de Vittoria ; ce n'est pourtant qu'à la fin du mois qu'il transporte son quartier général à Salamanca et commence à se diriger vers les rives de l'Ebre. Sa lenteur est telle dans toutes ces circonstances, que les libéraux en viennent à douter de ses dispositions ; on le croit secrètement attaché à la cause de don Carlos. En réalité, il ne songeait point à trahir le parti de la régente ; mais, habitué à une stratégie savante, il appartenait à cette école de militaires pour lesquels l'activité et la promptitude n'ont aucune importance,

et qui, esclaves d'une routine aveugle, craindraient de faire un pas en avant s'ils n'ont acquis d'avance la certitude la plus absolue de pouvoir le faire en toute sécurité. Dans le cas présent, où il ne s'agissait pas de combattre une armée en campagne, mais d'arrêter dans son germe une insurrection que chaque jour de répit rendait plus formidable, cette lenteur était la plus grande faute que pût commettre un général intelligent. N'oublions cependant pas que Merino avait réuni un très-grand nombre de volontaires dans la Castille, qu'il se trouvait hors d'état de les entretenir et de les guider, qu'on pouvait compter sur le temps seul pour amener la dispersion de ses bandes et qu'il y avait certains avantages à éviter avec elles un choc qui pouvait être sanglant, alors que l'inertie seule devait en amener la déroute. Rien n'indique que Saarsfield eût prévu ce résultat; en tout cas il devait compter sur le mérite de ses troupes pour balayer facilement tout ce qui tenterait de s'opposer à son passage. Et, en effet, il suffit d'un simple effort de son avant-garde pour renverser le premier obstacle qu'on voulut lui opposer à Villafranca de Montès de Oca; Merino, battu, après avoir perdu huit morts, neuf prisonniers et une cinquantaine de soldats qui se rallièrent à un *indulto* (promesse de pardon) offert par le gouvernement, fut obligé d'implorer le secours des carlistes d'Alava et de la Rioja. Ceux-ci s'empressèrent d'accourir, et parurent vouloir un instant arrêter Saarsfield à Haro; mais, voyant se dissoudre comme par enchantement tout le corps de troupe qu'ils venaient appuyer, ils ne tardèrent pas à regagner les lieux d'où ils étaient venus. Merino, resté à la tête de deux cents hommes, n'était plus un ennemi suffisant pour tout un corps d'armée; sa poursuite fut abandonnée aux soins du capitaine général de la Vieille-Castille; il vit sa tête mise à prix, et, traité comme un bandit vulgaire, dut s'estimer heureux de pou-

voir, après diverses aventures, s'interner en Portugal, où il alla se présenter à la cour de son roi.

Débarrassé de cet ennemi, Saarsfield prit d'abord quelques précautions pour faire surveiller toutes les rives de l'Ebre, depuis Miranda jusqu'à Logroño ; il attira ensuite à lui les forces du général Lorenzo, sorti de Pampelune pour chasser les bandes d'Eraso et d'Iturralde, et le 19 novembre se décida enfin à marcher sur Vittoria. Il y entra le 21, après quelques escarmouches insignifiantes; la députation provinciale s'empressa de lui ouvrir les portes, et de manifester, ce qui était vrai, que la violence seule avait pu l'obliger à se détacher de l'autorité de la régente. Quatre jours après, le 25 novembre, Saarsfield, sans avoir rencontré de difficulté sérieuse, entrait également dans Bilbao, forçait à la fuite tous les amis de Zabala, qui avaient organisé avec lui la junte de Biscaye, et enlevait aux carlistes ce centre important qu'ils auraient dû à tout prix essayer de conserver.

Du fond des montagnes de Navarre, où il avait cru un instant que viendraient d'abord le chercher les troupes de Saarsfield, Zumalacarreguy comprit bien que la conservation de Bilbao devait être le but principal de tous les efforts du parti carliste; bien qu'il eût promis à ses soldats de les mener dans les riches plaines de la Rioja, il voulut faire une démonstration pour essayer d'attirer sur lui l'effort des troupes christines. Il arriva trop tard; les juntes de Guipuzcoa et de Biscaye n'avaient pas su mettre le temps à profit : elles avaient éparpillé leurs efforts en vaines expéditions sur Santander, Santoña et Saint-Sébastien, et Bilbao n'avait pas été mis en état de défense. Elles ne se sentirent assez fortes ni pour arrêter Saarsfield dans sa marche victorieuse, ni pour se maintenir derrière les murailles d'une ville assiégée. Tout ce que put faire l'habile chef navarrais, ce fut d'offrir un asile dans ses montagnes à tous ceux qui

s'étaient compromis, de les engager à s'unir à lui et de se faire donner par les juntes de Biscaye et de Guipuzcoa, chassées de leurs foyers, le titre de commandant en chef, ce qui étendait son action jusque sur les provinces basques, qui jusque-là avaient agi en dehors de son influence (7 décembre 1833).

Sous l'impression des rumeurs qu'avait causées dans l'opinion la lenteur des premières opérations du général Saarsfield, le ministère s'était décidé à charger de la conduite de la guerre un général plus entreprenant et plus hardi ; son choix s'était porté sur un des plus vaillants capitaines de l'ancienne armée du Pérou, sur Geronimo Valdès, que nous avons eu si souvent occasion de citer en racontant les événements qui se terminèrent par la capitulation d'Ayacucho.

Depuis 1820, la seule guerre vraiment importante à laquelle eût coopéré l'armée espagnole était celle du Pérou ; au moment où on avait besoin d'officiers expérimentés, il fallait donc avoir recours à ces hommes si injustement négligés par Ferdinand VII depuis 1826, malgré les services qu'ils avaient rendus. Quand le canon tonne, les généraux d'antichambre ne servent plus à rien, il faut de vrais soldats : Valdès, Mina, Espartero.

C'est à Bilbao même (26 novembre) que Valdès prit le commandement des mains du général Saarsfield, promu à la vice-royauté de Navarre. Il ne vint pas, dès l'origine, à la pensée du gouvernement l'idée qu'il fallait centraliser toute la conduite de la guerre entre les mains d'un seul chef, si l'on voulait aboutir à un résultat sérieux. Même en plaçant Valdès à la tête de l'armée, on limitait d'abord son action au rétablissement de l'autorité centrale dans les provinces basques. Le vice-roi de la Navarre était seul chargé de poursuivre l'ennemi sur son territoire, de même que les

capitaines généraux d'Aragon, de la Nouvelle et de la Vieille-Castille avaient seuls autorité sur les troupes cantonnées dans leurs provinces.

Aussi la situation du nouveau général en chef n'avait-elle rien d'enviable ; il n'avait que des ressources insuffisantes ; ses points principaux garnis, il disposait d'une force de 9 000 hommes, dont 300 cavaliers seulement, pour tenir en échec trois provinces essentiellement montagneuses, occupées par une population de plus de 400 000 âmes, presque entièrement hostile ; il avait la responsabilité de la guerre, et n'avait ni le droit de compter sur les troupes opérant dans les provinces voisines, ni l'espérance de recevoir de son gouvernement les renforts qu'il lui demanderait. Zea Bermudez n'aurait jamais pu mieux placer sa confiance. Valdès était capable de tout, non-seulement de l'héroïsme qui consiste dans le sacrifice de la vie, mais encore de cette abnégation plus rare qui pousse un homme à tenter une entreprise dont la mauvaise issue peut le déshonorer, avec des ressources qu'il sait à l'avance tout à fait insuffisantes. En apprenant la rentrée de ses troupes dans Vittoria et dans Bilbao, le ministère s'était empressé de croire que les provinces basques étaient pacifiées, et dans son ardent désir de n'exiger du pays aucun effort nouveau, il pensait, avec les faibles moyens dont il disposait, pouvoir apaiser tous les mouvements.

Valdès, s'il eut jamais cette idée, ne la partagea point longtemps. Il se dévoua avec ardeur à la poursuite de toutes les bandes qui désolaient les provinces, mais tous ses efforts étaient vains ; à son approche, les carlistes se dispersaient, retournaient à leurs chaumières, y changeaient de chemise, suivant leur expression consacrée, puis, sur un avis de leurs chefs, reparaissaient en armes à un point qui leur était désigné d'avance. Ils devenaient chaque jour plus

entreprenants à mesure qu'ils s'habituaient aux opérations militaires, et attaquaient déjà les soldats de l'armée régulière même à nombre égal. Un des lieutenants de Valdès, le baron del Solar, éprouva dans les environs de Guernica un revers qui eut pour fâcheux résultat de donner certaine confiance aux carlistes; Valdès jugea nécessaire de leur opposer des officiers très-expérimentés, et choisit finalement pour le poste jugé alors le plus périlleux le maréchal de camp Espartero, dont le mérite avait déjà été apprécié dans la campagne du Pérou. Espartero, nommé commandant militaire de Biscaye, consacra tous ses soins à fortifier Bilbao, dans la juste prévision que cette ville serait l'objet de tentatives fréquentes de la part de l'ennemi; il y organisa l'élément libéral, qui était nombreux et plein d'ardeur; il créa une milice urbaine dont il soigna avec le plus grand soin la composition, et se hâta de l'armer de manière que la ville elle-même pût offrir une résistance aux campagnards exclusivement dévoués à la cause carliste. Ces mesures étaient excellentes, et eurent dans la suite une influence considérable sur les événements; mais, en attendant, les factions carlistes se réorganisaient en dehors de la ville sous le commandement d'un vaillant officier, Simon Latorre, qui exerçait beaucoup d'ascendant sur tous ses compatriotes; c'était lui qui avait vaincu le baron del Solar à Guernica, lieu révéré des Basques et considéré par eux comme le cœur même de leur patrie. Ancien officier de la garde royale, Latorre avait su attirer plusieurs individus de cette troupe d'élite au poste qu'il défendait, et avait contribué plus que personne, dans les premiers mois de 1834, à établir la supériorité des carlistes dans la plus grande partie du territoire de la Biscaye; quoiqu'ils eussent été vaillamment disputés par Espartero, Bermeo, Guernica et plusieurs autres points stratégiques étaient entre les mains des partisans de don Carlos.

Un peu plus heureux dans la province de Guipuzcoa, Valdès était parvenu à rejeter sur la Navarre presque toutes les bandes qui désolaient cette province ; il avait même, dans les environs d'Azpeitia, dispersé un rassemblement nombreux ; mais il n'attribuait aucune importance à ce succès, car il savait bien que ces mêmes factieux, aujourd'hui dispersés, allaient immédiatement se rejoindre sur un autre point. Faire marcher ses soldats pendant l'hiver dans ces pays montagneux, c'était les fatiguer sans profit, tandis que leurs adversaires reposaient tranquillement à leurs foyers.

Pas plus qu'en Guipuzcoa, il n'y eut, pendant les mois de janvier et février 1834, d'engagement sérieux dans la province d'Alava. De ce côté les factieux, pour éviter les attaques de Valdès, se hâtaient de traverser l'Ebre, et dès lors devenaient pour lui insaisissables, car le capitaine général de Burgos, Quesada, ne mettait aucune bonne volonté à concerter ses mouvements avec les siens. Très-influent en cour, il aspirait à être chargé du commandement en chef, et prétendait qu'il lui serait facile d'entrer en négociations avec les carlistes et de rétablir ainsi la paix et la concorde. Valdès n'était nullement opposé à ce moyen ; il avait manifesté au gouvernement la nécessité de promettre aux Basques la garantie de leurs fueros ; il avait adouci, autant qu'il dépendait de lui, les rigueurs de la guerre, en donnant de nouvelles preuves de la clémence qu'il avait déjà employée au Pérou dans un cas presque identique, en présence de la révolte d'Olañeta ; mais néanmoins il jugeait avec raison qu'il fallait faire marcher de front les tentatives de négociation et les opérations militaires, et se plaignait vivement dans ses lettres des obstacles qu'il rencontrait chez Quesada.

Le cabinet de Martinez de la Rosa, qui, depuis le 15 janvier 1834, avait remplacé celui de Zea Bermudez, avait dû en grande partie son avénement à un manifeste lancé par

Quesada ; il se regardait donc comme débiteur envers ce général pour le service qui lui avait été rendu ; aussi, sans tenir compte du mérite de Geronimo Valdès, de son talent, du prestige qu'il exerçait sur les troupes, il préféra donner raison à son rival, et, pour mettre un terme à la mésintelligence qui venait d'éclater, confia à Quesada le commandement de l'armée du Nord. Valdès, arrêté dès le 21 février au milieu de ses opérations, résigna noblement l'autorité aux mains de son rival; il mit le plus grand soin à l'instruire de tous les plans qu'il avait projetés, puis il se hâta de retourner à Burgos, pour y exercer les fonctions de capitaine général de la Nouvelle-Castille (fin février).

Le commandement de Quesada n'était pas réduit aux provinces basques, comme l'avait été dans l'origine celui de Valdès ; depuis que Zumalacarreguy avait été nommé, par les juntes de Guipuzcoa et de Biscaye, commandant des troupes carlistes, il avait concentré en lui la direction de tous leurs mouvements, et bien que la Biscaye eût continué, comme nous l'avons vu, à posséder de nombreuses factions agissant isolément, c'était en réalité en Navarre que résidait le noyau des bandes qui envahissaient incessamment le Guipuzcoa et l'Alava. Aussi après une campagne tentée directement par Saarsfield contre Zumalacarreguy, campagne inutile, exclusivement composée de marches et de contre-marches, qui ne servit qu'à développer chez les carlistes l'esprit de discipline et l'habitude des fatigues de la guerre, le ministre de la guerre à Madrid se décida-t-il à charger un corps d'armée spécial du soin de poursuivre Zumalacarreguy.

Cette mission avait été enlevée au vice-roi de Navarre et confiée au général Lorenzo, qui fut placé sous les ordres de Valdès. De plus, en même temps qu'on lui assurait par ce moyen un concours effectif des troupes opérant dans les

provinces basques, Lorenzo avait été renforcé par l'arrivée d'un nouveau corps détaché de la capitainerie générale d'Aragon et commandé par un vieux loup de mer (el lobo cano), Marcelino Oraa, très-aimé des soldats et très-expérimenté dans le genre de guerre qu'il fallait poursuivre (28 décembre). Par ce moyen les christinos avaient retrouvé sous Valdès la même force que les carlistes avaient obtenue en se rangeant sous le commandement unique de Zumalacarreguy; aussi, pendant les deux mois de janvier et de février, la lutte n'avait pas cessé dans les montagnes de Navarre. Les carlistes s'étaient installés dans les villages de la Amezcoa, petit vallon ayant 13 kilomètres de long sur 3 de large, protégé de trois côtés par des *sierras* presque inaccessibles, et situé à six heures de Vittoria et à trois d'Estella. Placés là près du faîte du plateau de séparation, d'où les eaux descendent d'un côté au golfe de Gascogne, de l'autre au bassin de l'Ebre, ils pouvaient à leur guise soit pénétrer dans la plaine au milieu de laquelle s'élève Vittoria, soit, en suivant des plateaux très-élevés, aller couper dans le Guipuzcoa les communications entre Vittoria et Saint-Sébastien; s'ils étaient pressés avec trop d'acharnement, ils pouvaient aussi échapper en se dispersant jusque dans la grande chaîne pyrénéique, dont se détachent de nombreux contre-forts entre lesquels coulent, à travers la Navarre, trois rivières importantes, l'Ega, l'Arga et l'Aragon, tous trois affluents de l'Ebre.

Lorenzo et Oraa, instruits par deux rencontres, dont ils n'étaient sortis victorieux qu'au prix des plus grands efforts, ne pouvaient attaquer Zumalacarreguy dans cette forteresse que la nature a rendue presque inexpugnable; ils imaginèrent de le resserrer peu à peu dans l'enceinte qu'il avait choisie, de manière à le forcer à capituler faute de ressources. A cet effet ils fortifièrent, sur les indications de Valdès, les

places de Puente-la-Reina, d'Estella y de los Arcos, destinées à protéger la vallée de l'Arga, celle de l'Ega et la principauté de Viana, et à devenir la base de leurs opérations futures; et ils allaient continuer leur système de circonvallation, lorsqu'ils apprirent tout à coup que leurs adversaires s'étaient éloignés de leur camp et se dirigeaient sur Lumbier, point important situé sur l'Aragon, auquel aboutissent les trois vallées de l'Ayezcoa, de Salazar et de Roncal, qui constituent toute la partie orientale de la Navarre pyrénéenne. Ces districts paraissaient assez bien disposés pour la cause libérale; ils n'étaient cependant pas en état de résister par eux-mêmes aux forces de Zumalacarreguy, et furent obligés de satisfaire à toutes les exigences du chef carliste, qui s'empara de la manufacture d'armes d'Orbaicéta; il y trouva un canon, deux cents fusils et cinquante mille cartouches et arma dans ces parages un nombre assez considérable de recrues. Valdès, prévenu par Lorenzo et Oraa de cette diversion des ennemis, était accouru aussitôt; il s'était mis à la poursuite des carlistes, les avait atteints à Huesca, les avait forcés de rentrer dans leurs anciens cantonnements, et avait donné l'ordre d'assurer la libre circulation de Vittoria à Pampelune par la vallée d'Araquil, en fortifiant les points intermédiaires d'Echarri-Aranaz et d'Irurzun (16 février).

Tel était donc l'état des affaires en Navarre quand Quesada prit le commandement en chef. Zumalacarreguy n'était plus un simple chef de bandes, il était déjà général d'une troupe de plus de 8 000 hommes, était reconnu comme le véritable chef de tout le mouvement carliste dans les trois provinces basques et dans toute la Navarre et faisait fonctionner, sur tout le territoire sur lequel il pouvait agir, les juntes nommées par lui, comme les seuls et uniques centres auxquels devaient aboutir les ressources provinciales.

C'était, on le voit, une guerre civile déjà complétement organisée, et qui serait dès ce moment devenue bien plus terrible encore, si le gouvernement de la régente n'avait été assez fort pour comprimer les soulèvements de la Catalogne et du Maestrazgo.

Les points les plus exposés de la Catalogne étaient les montagnes de Montserrat, le diocèse d'Urgel et les environs de Tarragone. De nombreuses bandes y étaient apparues; mais, grâce à l'inquiète vigilance de Llauder, elles n'avaient pu tenter aucune entreprise sérieuse.

La même surveillance avait empêché le débarquement, sur les côtes, d'une goëlette toscane, chargée de douze canons, douze barils de poudre, de grenades, de balles et de fusils, et la capture de ce navire avait porté le découragement chez les chefs carlistes.

Dans le Maestrazgo, les christinos avaient recouvré presque sans coup férir la place de Morella; les bandes du baron d'Hervès avaient été dispersées à Calanda ; leur chef avait même été fusillé à Teruel. Cependant le pays n'était pas tranquille ; une grande partie de la population, agitée par les prêtres, qui recevaient le mot d'ordre du clergé de Tortose, soutenait de ses ressources un grand nombre de factieux. De ces derniers, quelques-uns, pressentant déjà une carrière pleine d'aventures, travaillaient à grouper des partisans autour d'eux dans l'idée d'arriver à jouer un rôle brillant dans l'histoire de leur pays. Parmi eux se distinguait déjà Cabrera, d'étudiant transformé en simple soldat sous les murs de Morella, puis lieutenant d'une petite bande de neuf hommes, puis bientôt après à la tête de cent trente-cinq soldats, campés avec lui dans les environs de Valliborna, auxquels il distribuait 4 réaux (1 fr. 05) par jour, et s'instruisant avec soin de toutes les règles de la tactique militaire. Le gouvernement central, absorbé par d'autres pré-

occupations, n'avait pas les yeux fixés sur ce centre d'insurrection ; il s'en rapportait à ses capitaines généraux d'Aragon, de Catalogne et de Valence, du soin de rétablir la tranquillité sur leurs territoires ; mais les insurgés du Maestrazgo savaient mettre à profit leur situation spéciale ; placés aux confins de ces trois capitaineries, quand ils étaient poussés par les troupes d'un de ces trois ressorts, ils passaient à l'instant sur le territoire voisin, et au prix de cette tactique évitaient presque toujours des poursuites auxquelles ils auraient succombé si elles avaient été poursuivies avec plus d'opiniâtreté.

On attendait beaucoup à Madrid de Quesada, le nouveau commandant en chef ; il se jugeait si sûr de lui-même, et se vantait avec tant d'arrogance de pouvoir mettre fin à la lutte, dont il niait la difficulté ; son aplomb et sa fierté, joints, il est vrai, à une bravoure incontestable, exaltaient davantage les imaginations que l'héroïsme froid et les vertus solides de son prédécesseur. D'ailleurs, pendant la période de 1821 à 1823, lorsque la Navarre et les provinces avaient été sillonnées par les bandes royalistes soudoyées par Ferdinand, Quesada avait eu des relations très-suivies avec Zumalacarreguy ; il semblait que les deux chefs ne pouvaient avoir oublié leurs rapports antérieurs et que, mus tous deux par un sentiment de patriotisme, ils trouveraient un prétexte pour nouer des négociations qui aboutiraient à une pacification générale. Aucune de ces espérances ne se réalisa. Quesada, doué d'une nature trop ardente et trop fougueuse pour exercer le commandement en chef, ne sut d'une part entreprendre aucune opération décisive pendant les cinq mois qu'il resta à la tête de l'armée du Nord (février à juillet 1834), et d'autre part toutes ses tentatives de négociations échouèrent misérablement devant l'enthousiasme des carlistes et la volonté de Zumalacarreguy. Ce-

lui-ci voyait grandir à chaque instant le nombre de ses partisans, exerçait sur eux un ascendant de plus en plus irrésistible, organisait chaque jour son armée sur une base plus large[1]; il se sentait protégé de tous côtés, à gauche par les bandes de la Biscaye et de la Castille, à droite par celles du bas Aragon, de la Catalogne et du Maestrazgo. Le temps semblait donc travailler pour lui, tandis que dans l'intérieur du pays la lutte des idées libérales et des idées conservatrices était pour ses adversaires un germe de discorde promettant de graves complications. Quel avantage pouvait-il attendre d'une négociation entamée en de semblables circonstances? Dès qu'il reçut les ouvertures de Quesada, il n'y vit qu'un moyen d'obtenir une suspension d'hostilités qui lui permît de faire reposer ses troupes fatiguées par les marches nombreuses que leur avaient imposées les poursuites de Valdès; puis, quand il jugea ses soldats suffisamment remis, il réunit ses principaux officiers et affecta de s'en rapporter à leurs avis. Ainsi, en repoussant les ouvertures qui lui étaient faites, il parut se résigner exclusivement à la manifestation de leurs propres désirs, quoiqu'il eût eu soin de faire échauffer à l'avance leur ardeur belliqueuse par celui d'entre tous ses lieutenants qui possédait le mieux sa confiance, Zariategui. Au bout de quelque temps, Quesada dut reconnaître qu'il n'avait rien à attendre de la voie pacifique, et il se décida à reprendre énergiquement les opérations militaires; mais, entraîné par la fougue de son tempérament, il considéra

[1] Cette armée se composait, en mars 1834, de 5 bataillons d'infanterie de 800 hommes, soit 4000 hommes, et d'un bataillon choisi où se recrutaient les officiers. Chaque bataillon avait 8 compagnies, dont 2 d'élite, grenadiers et chasseurs. La cavalerie se bornait à 300 chevaux. Très-bon armement, beaucoup de munitions, peu d'argent. En outre de cette force régulière, Zumalacarreguy disposait d'un très-grand nombre de bandes irrégulières qui se pourvoyaient elles-mêmes et infestaient tout le pays.

comme une insulte personnelle le refus de Zumalacarreguy d'écouter ses propositions, lui voua une haine mortelle, et se mit à le poursuivre avec une ardeur et une fureur qui contribuèrent beaucoup à donner à cette guerre le plus odieux caractère de férocité.

Ce serait une tâche des plus insipides d'entrer dans le détail des marches et contre-marches entreprises par les troupes christines et carlistes à travers les montagnes de la Navarre. Tous les généraux, maréchaux de camp, colonels mis à la tête d'une colonne, avaient à cœur de voir publier avec éloge leur nom dans la *Gazette de Madrid*, et comme nous l'avons vu si souvent de notre temps à propos des guerres d'Afrique, les pages du *Journal officiel* se remplissaient de bulletins sonores où une foule de grades avaient été mérités pour un engagement qui en somme n'avait produit aucun effet utile. Aussi nous nous garderons bien d'entraîner nos lecteurs dans ce dédale inextricable; qu'il nous suffise de leur dire que Quesada ne put jamais atteindre ses ennemis avec des forces suffisantes pour leur faire éprouver une véritable déroute, qu'il essuya lui-même des revers sérieux, comme à Muro et à Alsasua, qu'il eut la douleur de voir Zumalacarreguy traverser l'Ebre sans encombre et s'avancer jusqu'à Calahorra, que Vittoria assiégée par les carlistes ne dut son salut qu'à la résistance de sa propre milice; enfin que, pendant tout le courant du mois de juin 1834, tandis que ses lieutenants plus heureux remportaient quelques avantages insignifiants à Dallo et à Galina, lui-même se voyait forcé de changer d'attitude et, au lieu de jouer le rôle d'assaillant, grâce au talent stratégique déployé par son adversaire, était plutôt réduit à se tenir sur la défensive.

Malgré les exagérations du *Journal officiel*, l'opinion publique à Madrid était trop éclairée pour ne pas démêler

la vérité au milieu des bulletins pompeux à l'aide desquels on cherchait à la dissimuler; il était évident que Zumalacarreguy, au commencement de juillet 1834, avait déjà conquis une situation prépondérante en Navarre, et cela était d'autant plus grave que les bandes de la Biscaye allaient aussi conquérant le même ascendant. Espartero, le commandant militaire de cette province, était impuissant à résister aux factions qui, grossissant sans cesse, attaquaient les points les plus importants du territoire, ceux qu'il tenait le plus à cœur de conserver, Portugalete, Orduña; il se voyait même menacé dans Bilbao; ses soldats, obligés aux marches les plus rudes, dans un pays où tout leur était hostile, même les femmes et les enfants, étaient harassés de fatigue; à chaque instant il fallait livrer combat pour passer d'un point à un autre, et dans ces luttes journalières les carlistes même vaincus triomphaient encore, car la déroute n'était pour eux qu'une occasion de retourner à leurs foyers, tandis que pour le vainqueur la victoire n'était qu'une cause de fatigues et de privations nouvelles.

Soldats et officiers commençaient à se décourager, les désertions étaient fréquentes. Quesada, qui avait osé prétendre que Valdès avait des ressources plus que suffisantes pour mener la guerre à bonne fin, était arrivé, lui aussi, à demander des renforts au gouvernement; et celui-ci tardait à lui en envoyer, car il avait à faire face aux autres factions de la Castille, de la Catalogne et du Maestrazgo, et ne pouvait entièrement dégarnir certaines provinces comme la Manche, l'Estramadure et la Galice, où le brigandage tendait à s'organiser. Il avait ordonné dès le mois de mars une levée de 25 000 hommes et avait procédé partout à l'armement de la milice urbaine pour remplacer le corps des volontaires royalistes. Quelque importantes que fussent ces ressources, elles étaient encore insuffisantes, car les miliciens, aptes à

la défense de leurs foyers, ne pouvaient être mobilisés pour la poursuite des bandes de factieux.

L'utilité de la milice s'était déjà fait sentir surtout dans le bas Aragon ; là une faction puissante, commandée par Carnicer, et dont faisait partie Cabrera avec sa bande, était parvenue à jeter la terreur dans tout le pays de la rive droite de l'Ebre, depuis Saragosse jusqu'à la mer.

Les villes de Daroca et de Calatayud avaient été mises à contribution ; un officier supérieur de l'armée christine, le comte de Mirasol, avait été battu, et, enhardis par ces premiers succès, les carlistes étaient venus mettre le siége devant Batea. La milice de cette ville, abandonnée par le gouvernement, entreprit de leur résister ; et, aidée par ses voisins de Gandesa, quoiqu'elle eût à supporter des pertes cruelles, elle fut assez heureuse pour se préserver de leurs atteintes. Carnicer et Cabrera disposaient pourtant déjà d'une force de près de 2 000 hommes. Au bruit de leurs succès, désireux de partager le butin avec eux, les autres chefs, qui avaient jusqu'alors opéré isolément dans le Maestrazgo et le royaume de Valence, Quilez, Miralles, vinrent se joindre à eux, et tous ainsi formèrent un noyau assez compacte pour mériter le nom d'armée. Instruits de cette concentration, les carlistes de Catalogne invitèrent leurs compagnons du Maestrazgo à venir tenter la fortune sur leur territoire; Carnicer et Cabrera se laissèrent séduire par les offres qui leur furent faites ; ils se décidèrent à passer sur la rive gauche de l'Ebre. Mais là ils se trouvèrent en face de deux lieutenants du capitaine général de Catalogne, qui leur barrèrent le chemin dans les environs de Mayals et leur firent éprouver une défaite complète (10 avril). Cabrera eut beau déployer dans cette circonstance toute son énergie et son intelligence; son courage, digne d'une meilleure cause, ne put empêcher le triomphe des troupes chris-

tines; son parti perdit plus de 300 hommes morts et 700 prisonniers, ce qui dans cette guerre impliquait déjà un engagement très-sérieux. Il fallut, après cette déroute, que les chefs de bande se distribuassent une autre fois dans le pays par pelotons de cinq et dix hommes, jusqu'à ce qu'ils retrouvassent une nouvelle occasion de se concentrer.

La défaite de Mayals répandit pendant plusieurs semaines une salutaire terreur chez tous les carlistes du Levant; les Catalans particulièrement n'osèrent pas sortir de leur isolement; ils étaient répartis en bandes nombreuses, mais faibles, qui ne pouvaient s'aventurer en dehors des montagnes les plus inaccessibles. Néanmoins, ils inquiétaient et fatiguaient les troupes de Llauder, et empêchaient qu'aucune partie de ses forces ne pût être distraite et envoyée en Navarre.

Il fallut aussi, dès les mois de mai et de juin, après les preuves d'audace données par Carnicer et Cabrera, destiner un corps de troupes à la poursuite de ces deux redoutables factieux, un instant découragés après Mayals, mais bientôt remis de leur échec.

On apprenait chaque jour à Madrid, dans le commencement de juillet 1834, la nouvelle qu'une bande avait traversé tel ou tel village de la Catalogne et du Maestrazgo, et comme ces bruits arrivaient toujours accompagnés des plus tristes détails de rapine, de vol et de meurtres, l'opinion publique en était tristement affectée; c'est à l'impression qu'ils produisirent sur la masse de la population madrilène que l'on doit surtout attribuer les tristes événements dont la capitale de l'Espagne fut le théâtre en juillet 1834.

Lequel des deux partis, carliste ou christino, faut-il considérer comme spécialement coupable des atrocités commises dans le cours de cette guerre? Si nous aspirions à dramatiser notre récit, nous pourrions raconter une foule d'événe-

ments tous plus sanglants les uns que les autres, conséquence naturelle d'une lutte furibonde où les passions étaient poussées jusqu'à leurs dernières limites. Dès l'origine, le gouvernement central s'était réservé le droit de fusiller tous ceux qui étaient pris les armes à la main, et ce droit, non-seulement il en avait usé avec les chefs, Gonzalez, Santos Ladron, le baron d'Hervès, etc., etc., mais encore avec leurs soldats, pour la plupart déserteurs de l'armée. Ainsi menacés, traqués dans leurs montagnes comme des bêtes fauves, les carlistes voulurent renvoyer à leurs ennemis la terreur qu'on cherchait à leur inspirer à eux-mêmes; ils promirent de ne faire aucun quartier et tinrent parole. Ce n'était donc des deux côtés que meurtres et fusillades; on ne faisait presque pas de prisonniers. D'ailleurs il était souvent difficile de les nourrir; les belligérants étaient si mal approvisionnés, qu'ils avaient à peine de quoi s'alimenter eux-mêmes. Ils craignaient aussi de s'embarrasser de captifs qui les auraient gênés dans leurs déplacements continuels. Dominé par les élans de son noble cœur, Valdès tenta, durant son commandement, de remédier à un semblable état de choses, qui déshonorait l'Espagne aux yeux du monde entier; il entrait plutôt dans son caractère de se servir de la clémence comme moyen de persuasion. Mais il ne fut pas aidé alors par Zumalacarreguy : ses promesses d'indulto furent présentées aux carlistes comme de simples manœuvres tentées pour les soumettre; les rigueurs continuèrent bientôt de part et d'autre. Elles prirent, lorsque Quesada, après avoir inutilement tenté la voie des négociations, recommença les opérations militaires, un caractère de férocité vraiment inouï et à jamais déplorable.

Le général en chef christino ayant fait fusiller un alcade et deux volontaires dont le seul crime était d'appartenir au parti carliste, Zumalacarreguy se crut en droit d'ordonner

l'exécution de quatre officiers et de quatorze soldats faits prisonniers dans l'affaire d'Alsasua. Ce meurtre, exécuté par calcul, était d'autant plus horrible que les victimes inspiraient un vif intérêt ; parmi elles se trouvait un membre de la famille O'Donnell, qui avait des parents dans les files carlistes, et un malheureux criblé de blessures, incapable de se traîner lui-même au lieu de l'exécution. On leur faisait grâce de la vie s'ils consentaient à abjurer leur drapeau, et ces braves gens préférèrent mourir en se serrant les mains dans une dernière étreinte, aux cris de : Vive la liberté !

Peu après Zumalacarreguy, voulant sans doute diminuer l'impression produite, osa écrire à Quesada pour lui offrir un échange de prisonniers, et demander la vie d'un de ses capitaines, nommé Bayena. Celui-ci avait déjà été fusillé ; l'échange n'était plus possible. Pour sauver ceux de ses officiers qu'il ne pouvait plus échanger, Quesada, emporté par la passion, n'entrevoit alors qu'un moyen : il écrit à son adversaire en le traitant de chef de brigands et de bandits, et lui annonce officiellement qu'il a fait prendre comme otages quatre parents d'officiers carlistes, parmi eux une femme, et que ces otages seront immédiatement sacrifiés si la vie de ses officiers n'est pas respectée.

Avec de semblables conditions, il n'y avait pas d'entente possible : les deux chefs furent inflexibles; on fusilla de côté et d'autre par voie de représailles et, la haine provoquant la haine, les femmes et les enfants cessèrent d'être respectés. Cette nation espagnole, où l'amour de la famille est si profondément enraciné dans tous les cœurs, semblait prendre à tâche d'oublier ses plus nobles sentiments, pour s'abandonner à la passion de la haine et de la vengeance.

Ce n'était pas seulement en Navarre et dans les provinces basques que se commettaient ces atrocités ; les chefs de

bande de Catalogne, de Castille et du Maestrazgo procédaient comme Zumalacarreguy, et avec d'autant plus de violence que souvent la rapine était l'unique motif qui les animait. Ils s'emparaient des alcades, et, pour les forcer à imposer des contributions à leurs villages, ils leur faisaient subir de véritables supplices : avant de fusiller l'alcade de Burgo de Osma, on lui creva les yeux et on lui arracha les ongles. Cabrera, dans le Maestrazgo, inspirait la terreur la plus profonde; pour arriver à ses fins aucun crime ne lui coûtait. N'avait-il pas l'Eglise avec lui pour l'absoudre de tout péché ? Il défendait ce qu'il appelait la sainte religion; or, qu'est-ce que la vie d'un hérétique, homme, femme ou enfant, pour les défenseurs de la foi ?

Pour être juste, disons cependant qu'il y avait parmi les carlistes des hommes de cœur que toutes ces horreurs désespéraient; citons parmi eux Villareal, un des meilleurs officiers de ce parti, à qui l'ordre est donné par Zumalacarreguy de faire fusiller d'un seul coup cent vingt prisonniers : il ne peut se résoudre à un semblable forfait ; il court auprès de son chef, le conjure de revenir sur une décision aussi sanguinaire, le trouve inflexible, s'éloigne pour ne point participer au meurtre de ces malheureux, et parvient même à sauver la vie à deux d'entre eux.

L'expérience avait prouvé que Quesada n'était pas de taille à lutter contre son adversaire ; ce général avait d'ailleurs perdu tout son prestige dans l'armée, il était lui-même découragé. On songea à le remplacer, et, comme l'expédition de Portugal venait précisément de se terminer, on resolut de lui donner pour successeur le chef qui venait de la diriger avec succès, le célèbre défenseur du Callao, Rodil. Il fut décidé que toutes les troupes qui avaient contribué à cette expédition seraient concentrées à Madrid, et de là dirigées sur le nord pour entrer immédiatement en campagne ;

c'était un renfort considérable qu'on envoyait ainsi en Navarre, et l'opinion publique était en droit d'attendre que le nouveau général obtiendrait de meilleurs résultats que son prédécesseur. Le 21 juin 1834, toutes ces troupes (environ 15 000 hommes), bien vêtues, bien équipées, fières de la triomphante promenade qu'elles venaient d'accomplir en Portugal, étaient passées en revue dans les environs de Madrid, et le 9 juillet se joignaient à leurs compagnons d'armes, sur le théâtre même de la guerre, où Rodil prenait le commandement des mains de Quesada.

Il y eut, à la nouvelle de l'arrivée de ce renfort, une certaine émotion dans les rangs des carlistes ; ils hésitèrent un instant à accepter l'indulto qui leur était offert dans la proclamation du nouveau général, puis, enhardis par ce qu'ils avaient déjà fait, ils reprirent bientôt courage, et, animés par Zumalacarreguy, qui, loin de défaillir, leur promettait de nouveaux succès, ils ne pensèrent plus qu'à continuer la lutte avec une nouvelle ardeur. C'est à ce moment même de doute et d'hésitation (11 juillet), qu'ils apprirent tout à coup la présence de don Carlos à la frontière de France ; ils surent que ce prince, trompant la vigilance des polices française et anglaise, s'était décidé à venir partager leurs souffrances. Oubliant alors, dans leur enthousiasme frénétique, les dangers auxquels ils étaient exposés, ils se préparèrent à de nouveaux sacrifices, et dédaignèrent à la fois les offres et les menaces de Rodil. Certaine illusion dont ils ne pouvaient se préserver leur laissait supposer que le prétendant apportait avec lui tout l'or de l'Angleterre et toutes les armées de la Sainte-Alliance, tandis qu'en réalité toute sa force résidait dans leur courage et dans leur énergie.

Zumalacarreguy, dans toutes ses communications à ses compatriotes, avait toujours affecté d'agir comme représentant fidèle de celui qu'il reconnaissait comme le seul roi

légitime d'Espagne ; de son côté, don Carlos, pour le récompenser des services qu'il rendait journellement à sa cause, dès le 18 mars 1834 lui avait adressé de Portugal une lettre officielle, par laquelle il lui déléguait une partie de son autorité souveraine pour tout ce qui concernait le commandement militaire et l'administration économique des trois provinces basques et du royaume de Navarre. Dans cette lettre, qui fut répandue à profusion sur tous les points où dominait l'élément carliste, l'engagement solennel avait été pris par don Carlos de respecter les fueros de ces provinces le jour où il monterait sur le trône. Zumalacarreguy avait été promu au grade de maréchal de camp ; tous les grades et emplois qu'il avait déjà donnés ou qu'il donnerait à l'avenir avaient été solennellement reconnus. Par ce moyen, l'avenir et la carrière d'une foule d'individus se trouvaient désormais attachés au succès de la cause carliste.

Aucun sujet de discorde n'existait entre le soldat et le monarque ; les succès de l'un et la confiance de l'autre avaient créé un lien indissoluble. La première entrevue qui se célébra entre eux ne pouvait donc être que cordiale ; elle eut lieu le 12 juillet à Elizondo, et se termina au gré des deux parties. Don Carlos, pour cette fois, dans la situation critique où il se trouvait, n'ayant autour de lui aucun de ces prêtres fanatiques et de ces courtisans ineptes qui l'enfermaient dans un cercle étroit de cérémonies religieuses et d'étiquette surannée, se montra actif, courageux, entreprenant ; il était disposé à agir ; il fut généreux envers Zumalacarreguy ; il ne lui refusa rien de ce qui pouvait accroître son autorité et son ascendant vis-à-vis de ses émules ; il le nomma lieutenant général, et, sous le titre de chef de son état-major, le chargea de la direction suprême des opérations militaires.

Aussi la grande impression produite par la nouvelle de sa présence ne se dissipa-t-elle point immédiatement ; la vue du prince pour lequel elles combattaient suffit quelque temps à toutes ces populations simples et naïves. D'ailleurs, on n'avait pas le temps de manifester sa joie par des fêtes et des cérémonies ; il fallait avant tout combattre et résister aux troupes toutes fraîches que Rodil venait d'amener de Portugal.

Dès son arrivée, le nouveau général christino avait procédé à une nouvelle répartition de ses forces, de manière à fondre en une seule armée les soldats déjà habitués au genre de guerre spécial qui se pratiquait dans les montagnes, et ceux qu'il ramenait avec lui de Portugal. Il forma cinq divisions, sur lesquelles trois devaient manœuvrer en Navarre ; la quatrième, dans les provinces d'Alava et de Guipuzcoa ; la cinquième, sous les ordres d'Espartero, en Biscaye. Voulant, avec elles toutes, faire une démonstration puissante, et croyant qu'en opérant par masses on pouvait arriver à un résultat décisif, Rodil, avant de les séparer, voulut avec elles envahir le vallon de las Amezcoas, quartier général des carlistes, et occuper d'un seul coup, s'il était possible, tout le pâté de montagnes d'où ils s'élançaient à volonté sur les territoires de Guipuzcoa et d'Alava, et sur les vallées de la haute Navarre. Zumalacarreguy ne pouvait résister à cette invasion, et ne le tenta point ; mais il donna l'ordre aux siens de tenir l'ennemi en haleine, de le menacer sur ses flancs, en tête, en queue, et de l'obliger ainsi aux plus grandes précautions : tout détachement isolé était perdu ; il fallait que chaque division opérât toujours d'accord avec les autres, sinon celle qui était abandonnée risquait d'être immédiatement décimée. Après trois semaines d'opérations, Rodil était déjà convaincu qu'il ne pouvait rien contre son adversaire obstiné. Se sou-

venant alors de la persécution qu'il avait dirigée contre don Carlos en Portugal, il se résolut à consacrer tous ses efforts à s'emparer de lui ; il ordonna à ses généraux divisionnaires de conserver tous les points qu'ils occupaient, de fortifier Alsasua, Irurzun et Echarri-Aranaz, dans la vallée d'Araquil, puis il se mit lui-même à la tête d'une colonne destinée à faire la chasse à don Carlos.

Ce fut alors pendant deux mois toute une série de marches et de contre-marches ; le prétendant était incessamment obligé de passer d'un point à un autre : aujourd'hui en Navarre, le lendemain en Guipuzcoa, puis en Biscaye ; jamais un moment de tranquillité ni pour le fugitif ni pour le persécuteur. Tantôt Zumalacarreguy protégeait don Carlos à la tête de tous ses bataillons ; tantôt il le confiait au zèle de l'un de ses lieutenants ; tantôt il le tenait caché dans une retraite sûre. Plus d'une fois, pour échapper au milieu des montagnes à une poursuite trop vive, il fallut que don Carlos, sur le dos d'un guide[1], se résignât à descendre les précipices les plus dangereux, ou à gravir les montagnes les plus abruptes ; jamais il ne fut trahi[1]. L'espionnage ne s'exerçait dans tout le pays qu'au profit des carlistes ; même à prix d'or, les christinos n'obtenaient que de faux renseignements. Rodil dut se persuader que tous ses efforts seraient vains ; trois défaites, essuyées par ses lieutenants, vinrent lui faire comprendre qu'il aurait bien mieux fait de s'attacher à remplir les devoirs d'un général en chef que de faire l'office d'un simple colonel de gendarmerie. L'une de ces défaites n'était pas grave en elle-même, elle se bornait à la perte d'un convoi que se laissa enlever par Zumalacarreguy le général Figueras, incapable de lutter

[1] On donna plus tard à ce guide un nom spécial ; il s'appelait brutalement « l'Ane du Roi » (*el Burro del Rey*).

contre un adversaire aussi sérieux. La seconde l'était beaucoup plus : 150 cavaliers et 750 fantassins furent surpris dans une gorge étroite, à las Peñas de san Fausto, et, sur ce nombre, 250 avaient été massacrés, et cinq cents à peine avaient pu s'échapper; les autres avaient été faits prisonniers; parmi ces derniers, on comptait un grand d'Espagne, le jeune comte de Via Manuel, qui servait comme volontaire dans les troupes christines; il ne put trouver grâce devant la sévérité inflexible, mais égale pour tous, de Zumalacarreguy; on le fusilla avec tous ceux de ses compagnons qui refusèrent de s'engager dans les files carlistes. Le troisième revers était encore plus triste pour les christinos : le baron de Carondelet, général de cavalerie, à la tête d'une colonne de 600 fantassins et 300 chevaux, avait été battu entre Viana et Logroño, lorsqu'il pouvait également s'appuyer sur les deux villes situées à une très-petite distance, et dans la mêlée le régiment de Castille avait perdu son drapeau (4 septembre).

Il n'y avait, en somme, rien d'extraordinaire dans ces trois surprises, et lorsque 25 000 hommes s'agitaient dans un si petit espace, en face d'un ennemi déjà organisé, soutenu par le pays tout entier, de tels événements pouvaient se renouveler sans influer en rien sur l'issue de la guerre; dans la circonstance actuelle, elles vinrent donner tout l'avantage moral aux carlistes. Les officiers du parti christino, au lieu de s'appuyer réciproquement pour obtenir un bon résultat, voulaient presque tous travailler isolément afin de se préparer par des bulletins pompeux des droits à un avancement rapide; ils étaient divisés en coteries, se mettaient déjà en relation, depuis l'ouverture des Cortès, avec les politiques de Madrid, et ne voyaient trop souvent dans l'insuccès d'un des leurs que l'échec d'un rival, et non

le malheur de la patrie. Au contraire les carlistes, bien commandés, excités par la présence de don Carlos, croyaient déjà en un triomphe prochain et luttaient avec une excessive confiance.

Pour frapper le pays dans ses intérêts les plus chers, Rodil ordonna la destruction de certains monastères, l'incendie de moulins à farines établis dans un district trop hostile ; il interdit la circulation des grains et boissons à travers tout le territoire, ces deux articles constituant l'objet principal de toutes les transactions ; il fortifia Elizondo et d'autres points importants situés sur la frontière de manière à empêcher tout commerce avec la France. Ces mesures, destinées à intimider les paysans, n'avaient fait que les exaspérer ; ils se battaient avec une nouvelle ardeur, croyant que désormais l'existence de leur famille était attachée au triomphe de la cause de don Carlos.

L'enthousiasme devint tel dans les bandes carlistes, que bientôt non-seulement en Navarre, mais dans les provinces basques, ce furent elles qui attaquèrent les christinos ; ceux-ci restèrent sur la défensive. Les bandes de Guipuzcoa firent une tentative pour s'emparer de Vergara, point important situé sur la route de France, entre Vittoria et Irun, et ne furent repoussées qu'au prix des plus grands efforts. En Biscaye, Espartero se vit réduit à fortifier certains points, comme Lequeitio, Plencia, Bermeo qu'il avait repris ; il cessa de poursuivre les bandes sur d'autres parties du territoire, impuissant à les atteindre en raison de leur nombre et de la rapidité de leurs mouvements. Celles-ci passèrent alors les limites de la province et, s'étendant jusqu'aux rives de l'Ebre, attaquèrent le village de Villarcayo, où elles incendièrent plus de trente maisons (18 septembre).

Sous le coup de toutes ces nouvelles, le cabinet de Madrid perdit confiance en Rodil ; par décret du 22 septembre il

modifia encore une fois le commandement de l'armée du Nord, la divisa en deux grands corps, l'un destiné aux provinces basques et l'autre à la Navarre. Il choisit pour le corps des provinces le général Osma, et se décida à opposer à Zumalacarreguy l'ancien guerillero de la guerre de l'Indépendance, le dernier défenseur de la cause libérale en 1823, le vieil Espoz y Mina.

Osma prit la direction générale en l'absence de Mina, qui n'était pas encore revenu de l'émigration, et son commandement intérimaire ne fut signalé que par les revers les plus fâcheux pour la cause de Christine. Un convoi de 2 000 fusils fut surpris à Fuenmayor, dans la Rioja, par Zumalacarreguy, qui, passant sur la rive droite de l'Ebre, avait osé s'avancer jusqu'à Escaray pour tenter de s'emparer d'une grande manufacture de draps et assurer au détriment de l'ennemi l'équipement de tous ses bataillons; une ville de la Rioja, Cenicero, avait été réduite en cendres, malgré le dévouement de la milice urbaine; enfin dans les plaines d'Alava, à Alegria, le général en chef lui-même, désireux de venger l'échec d'un de ses officiers, O'Doyle, avait éprouvé une déroute complète; sur 3 000 hommes exposés à cet engagement, plus de 1 000 étaient morts dans la lutte, et 2000 durent s'engager dans les files carlistes pour conserver la vie; O'Doyle et ses principaux officiers, qui n'avaient pu être vengés, avaient été fusillés (27 octobre).

Le désastre d'Alegria eut un grand retentissement dans toute la nation; il vint augmenter le découragement, qui prenait de grandes proportions dans les troupes libérales. Osma dut résigner son commandement, et la direction générale passa, d'un commun accord, à Mina, en qui se fixèrent alors toutes les espérances.

Il ne pouvait être fait un meilleur choix pour ce genre de guerre. Mina, qui, pendant toute la lutte de l'indépendance,

avait conduit au feu les patriotes de Navarre, qui plus tard avait soutenu, en 1822, la lutte en Catalogne contre toutes les troupes françaises, était bien l'adversaire qu'il fallait opposer à Zumalacarreguy. Par malheur, l'âge, les maladies, les blessures avaient détruit sa santé ; quoique l'énergie de l'âme eut résisté à toutes les défaillances du corps, il lui était impossible de diriger par lui-même les mouvements de ses troupes ; on ne pouvait attendre de lui que des conseils expérimentés, la responsabilité générale, la conception d'un plan : pour les détails, l'exécution devait en être réservée aux généraux divisionnaires.

On ne tarda pas, dès le lendemain de son arrivée à Pampelune, à s'apercevoir que la direction de tous les mouvements était confiée à un homme vraiment intelligent, qui savait embrasser à la fois l'ensemble et les détails de la guerre. Mina, bien différent de ses deux prédécesseurs Quesada et Rodil, étudie avec soin tous les éléments sur lesquels s'appuyait l'organisation de Zumalacarreguy, et c'est par les bases qu'il entreprend d'ébranler l'édifice fondé ; les ressources des carlistes consistaient dans les droits de douane qu'ils imposaient à toutes les marchandises qui passaient par la frontière de France, dans le tribut mensuel que payait le clergé inférieur, et dans les contributions qu'on tirait successivement de chacune des vallées entre lesquelles se divise la Navarre. Mina entreprend de s'appuyer sur les éléments libéraux de la province ; il donne des armes à tous ceux dont il connaît les dispositions hostiles au parti carliste, il les soutient, les encourage, leur promet un concours effectif, et crée avec eux une nouvelle force qui contrarie sur tout le territoire l'action de Zumalacarreguy ; en même temps il continue de fortifier sur la frontière les points les plus importants, Urdax, Santisteban, Elizondo, de manière à gêner toutes les communications

des carlistes avec la France ; il s'entend avec le général Harispe, commandant le département des Basses-Pyrénées, pour qu'aucune munition ne puisse par là être fournie aux carlistes, et impose des tributs au clergé de Navarre, de manière à diminuer le contingent avec lequel celui-ci pouvait aider l'insurrection.

Toutes ces mesures étaient excellentes et frappaient au point le plus sensible le système des carlistes ; aussi Zumalacarreguy employait-il tout son talent à prévenir ses concitoyens contre son adversaire. Mina, loin de se présenter avec la rigueur de Quesada et de Rodil, voulait employer à la fois un système de fermeté et de douceur propre à rassurer ses compatriotes, et à leur prouver que, sans les redouter, la nation espagnole était prête à renouer avec eux ses anciens liens de bonne harmonie. Zumalacarreguy, tout en reconnaissant par lui-même dans son for intérieur, et en l'éprouvant même pour sa propre famille, l'élévation de caractère de Mina, ne le présentait pas moins dans toutes ses proclamations comme un tigre altéré de sang ; c'était pure tactique, il voulait empêcher à tout prix le prestige de cet ancien chef de prendre le dessus sur celui qu'il exerçait.

Malgré tout, cependant, le commandement de Mina, qui dura plus de cinq mois (novembre 1834 à mi-avril 1835), ne produisit pas un revirement complet en faveur de la cause libérale ; ce n'était pas du premier jour que devaient produire leur effet les sages mesures ordonnées par ce général, elles devaient surtout s'appuyer sur le temps pour donner des résultats utiles, et les impatients, soit de l'armée, soit de Madrid, étaient incapables de comprendre l'utilité de tout ce qui n'était pas carnage et incendie ; une importance chaque jour plus grande était accordée au moindre petit fait d'armes qui n'avait aucun résultat sur l'issue de la guerre,

toute mesure décisive ayant une importance réelle était incomprise et critiquée.

A la tête de ses divisions, Mina avait su ne placer que des hommes très-expérimentés, comme Lorenzo, Oraa, Espartero, ou de nouveaux chefs chez qui l'intelligence et la justesse du coup d'œil pouvaient complétement suppléer à l'habitude du commandement, tels que Luis-Fernandez de Cordoba et Léopoldo O'Donnell; c'était la meilleure preuve qu'il pût donner de son mérite et de sa sagacité, car il démontrait ainsi une connaissance des hommes qui avait toujours manqué à ses prédécesseurs. Il déployait aussi une tolérance rare, et surtout un point de vue supérieur aux mesquines considérations de parti; puisque quand il s'agissait de l'existence même de la patrie, il n'accordait pas seulement sa confiance aux hommes qui avaient partagé de tout temps ses convictions libérales; mais il l'accordait même à un militaire, comme Cordoba, dont la vie avait, il est vrai, été consacrée à la défense de l'absolutisme, mais dont l'armée savait apprécier l'ardeur, l'initiative et le talent militaire.

Avec des hommes comme ceux que nous venons de citer, il n'y avait pas à craindre de déroutes semblables à celles d'Alegria, de las Peñas de San Fausto ou de Viana; aussi Zumalacarreguy voyait-il se transformer incessamment en tentatives inutiles les efforts constants qu'il essayait pour surprendre des détachements isolés; tactique qui lui avait si bien réussi jusque-là. A Unzué, Lorenzo, par son énergie, l'empêcha de s'approprier un convoi dont il se croyait déjà le maître; à Mendaza, 12 décembre, d'abord, puis à Arquijas, 15 décembre, au centre même de las Amezcoas, Cordova et Oraa vinrent lui disputer des positions où il s'était cru jusque-là inattaquable, et l'obligèrent à la défensive au moment même où il se croyait en position de fran-

chir l'Ebre et de conduire don Carlos en Castille ; à Celandieta et Ormaiztegui (2 janvier 1835), Espartero et Lorenzo surent préserver leurs divisions d'une attaque soudaine que Zumalacarreguy avait dirigée contre eux, en se dérobant, suivant son habitude, avec le gros de ses forces par des marches rapides aux autres colonnes qu'il avait en face de lui ; dans les premiers jours de février, Lorenzo et Oraa le poursuivaient à nouveau dans les Amezcoas et lui disputaient une seconde fois le pont d'Arquijas, sur l'Ega, déjà témoin de luttes nombreuses où le sang coulait inutilement sans qu'on arrivât de part ou d'autre à un résultat décisif ; enfin dans le mois de mars, la lutte ayant continué tout l'hiver malgré les neiges et les frimas dont ce pays essentiellement montagneux était couvert, Oraa, à Larainzar, l'empêcha d'arrêter un renfort que Mina conduisait lui-même à Elizondo.

Nous avons déjà dit qu'un des soucis les plus constants du général en chef christino était de fermer absolument aux carlistes toute communication avec la France ; les vallées de la Navarre ont, en effet, avec les populations de notre territoire un commerce plus important qu'avec le reste de l'Espagne ; en fortifiant les points extrêmes des passages qui conduisent à nos départements des Basses et Hautes-Pyrénées, non-seulement on devenait maître des droits de douane sur toutes les marchandises obligées de les franchir, mais encore on exerçait ainsi une pression très-énergique sur toutes les populations. La possession de Santisteban garantissait de la fidélité de tous les habitants de la Bertizarana ; celle d'Elizondo forçait à l'obéissance le Baztan, vallon très-intéressant, formé de quatorze villages réunis en une seule municipalité de 7 682 âmes, qui de temps immémorial s'administrait avec une indépendance presque absolue non-seulement du pouvoir central, mais

même de la députation provinciale de Navarre ; par Valcarlos on pouvait dominer dans la vallée de Roncevaux. Orbaiceta était la clef de la vallée dite de l'Ayezcoa, que traverse la rivière Irati depuis le bas des Pyrénées jusqu'à Lumbier, où ses eaux viennent se confondre avec celles du Salazar. La vallée formée par cette dernière rivière était habitée par une population presque tout entière dévouée au parti carliste ; à l'extrémité, du côté des montagnes, il n'y avait aucun point sur lequel on put s'appuyer pour la dominer ; on ne pouvait agir sur elle que par l'autre extrémité, par Lumbier et Navascuès. Restait enfin la vallée dite *du Roncal*, baignée par l'Ezca ; il aurait fallu occuper le point même du Roncal pour bien la tenir sous sa dépendance ; en réalité, les troupes christines n'agissaient sur elle que quand elles pouvaient détacher de Sanguèsa et d'Aybar quelques forces qui, après avoir remonté l'Aragon, osaient s'engager sur les bords de l'Ezca, sur un territoire très-élevé, très-abrupte, occupé par les neiges pendant plus de cinq mois de l'année, au milieu d'une population exclusivement composée de muletiers, de pasteurs et de contrebandiers.

Parmi toutes ces vallées, celle que Zumalacarreguy tenait le plus à occuper était celle du Baztan ; pour la même raison, Mina entreprit de la lui disputer avec le plus d'acharnement ; il fortifia Elizondo avec le plus grand soin, et quoiqu'on éprouvât les plus grandes difficultés à ravitailler sans cesse ce point, que Zumalacarreguy faisait incessamment attaquer, il parvint à le garder et à maintenir par ce moyen sa supériorité dans tout ce territoire ; il en vint même à faire recruter dans le pays des soldats qui se décidèrent à lutter pour la cause libérale, et forma avec eux le noyau d'un bataillon spécial qui devait jouer dans la suite de la guerre un rôle important.

Se voyant ainsi disputer la suprématie dans le pays qu'il

aspirait à dominer tout entier et comprenant l'avantage que donnait aux christinos la possession des villes et des forteresses qu'ils avaient établies sur les points principaux, Zumalacarreguy comprit qu'il lui était désormais nécessaire de ne pas se laisser enfermer par un réseau de places fortes, et que, pour se maintenir, il lui fallait absolument s'emparer de celles qui le gênaient le plus ; il sentit en même temps la nécessité d'avoir une artillerie de siége, et il consacra tous ses efforts à trouver le matériel et le personnel de cette arme puissante. Deux officiers intelligents, Reina et Montenegro, reçurent la mission de fabriquer dans les montagnes poudre, balles, obus et canons, et malgré l'exiguïté des ressources dont ils disposaient, ils eurent bientôt mis à la disposition de leur chef un petit matériel de siége ; dès lors Zumalacarreguy commença à attaquer les forteresses où se réfugiaient en toute sécurité les colonnes christines. Il prit ainsi la ville de los Arcos, située entre Logroño et Estella, où don Carlos put faire une entrée triomphale, entendre un *Te Deum* solennel et recevoir, à la porte de l'église, les hommages d'un clergé enthousiaste. Puis, non content de ce succès, il résolut d'attaquer les deux postes d'Echarri-Aranaz et d'Olozagoitia, postes sur lesquels s'appuyait l'armée libérale pour assurer ses communications entre Pampelune et Vittoria. Echarri-Aranaz, sur lequel il ne cessait d'avoir les yeux fixés depuis le commencement de la guerre, tomba en son pouvoir ; quant à Olozagoitia, situé à l'entrée même de la vallée de la Berunda, par où passe la grande route de Vittoria à Pampelune, et au débouché de plusieurs chemins de traverse qui, s'enfonçant dans les Pyrénées, aboutissent à la grande route de France de Vittoria à Bayonne, Mina, reconnaissant l'impossibilité de le défendre, préféra en détruire les fortifications plutôt que de le voir tomber aux mains de son adversaire

(fin mars). Ces places une fois perdues, toute communication entre Vittoria et Pampelune allait nécessiter l'envoi d'une forte colonne; Estella se trouvait sérieusement compromise; en outre, comme la ligne de l'Arga n'offrait pas aux carlistes un obstacle insurmontable, puisque si Peralta leur avait résisté, grâce au courage de sa milice, ils s'étaient emparés de Villafranca, et que de ce côté les rudes campagnes de Tafalla et d'Olite leur étaient ouvertes, il devenait bien plus difficile à Mina de régulariser les mouvements de celles de ses colonnes qui, occupant le pays situé entre Aoiz, Lumbier et Sangüesa, avaient à protéger les vallées de l'Aragon et de l'Esca.

Avec les progrès qu'avaient déjà faits les carlistes, pourvus comme ils étaient déjà de cavaliers et d'artilleurs, possédant plus de vingt bataillons d'infanterie bien équipés et bien armés, la lutte qui s'annonçait aux premiers jours du printemps de 1835, promettait devoir être plus sérieuse et plus vive qu'elle ne l'avait encore été jusqu'ici. Mina sentait bien qu'il n'était plus d'âge à suivre une campagne aussi difficile; aussi se décida-t-il, le 8 avril, à envoyer sa démission au gouvernement, et il apprit bientôt qu'il serait remplacé par le ministre de la guerre lui-même, don Geronimo Valdès, successeur de Llauder, qui, dans des circonstances aussi difficiles, devait résumer en lui les attributions de ministre et celles de général en chef.

En envoyant Valdès lui-même sur le théâtre de la guerre, le cabinet de Martinez de la Rosa et de Toreno avait un double objet; il voulait le charger de terminer une négociation, déjà ouverte sous les auspices de l'Angleterre, pour assurer le sort des prisonniers, et de rechercher en même temps avec le plus grand soin si l'intervention étrangère devait être réclamée pour mettre fin à la lutte.

Valdès, à peine arrivé à Logroño, consacra, en effet,

toute son attention à ces deux questions si importantes. La première fut bientôt résolue.

· Tout avait été préparé avec soin par son prédécesseur. Ce n'étaient pas des hommes comme Valdès et Mina, qui pouvaient s'opposer à ce que les ministres anglais réclamaient avec une insistance qui les honore, c'est-à-dire à l'établissement d'une convention qui assurât, de part et d'autre, l'échange des prisonniers. Tous deux étaient également animés des meilleurs sentiments d'humanité; mais Mina, plus en rapport avec les progressistes de Madrid, quand il reçut l'avis de se mettre en rapport avec lord Elliot, chargé par son cabinet de proposer une convention aux deux parties belligérantes, ne vit d'abord, dans la démarche du diplomate anglais, qu'une première tentative de la part de l'Angleterre pour faire reconnaître don Carlos. Il ne manifesta point une opposition systématique, mais il ne mit aucun bon vouloir, et ses rapports avec lord Elliot contrastèrent étrangement avec les attentions bienveillantes et gracieuses qu'employa, au contraire, à son égard, Zumalacarreguy. Instruit de ces dispositions, le cabinet de Martinez de la Rosa craignit de voir toute sa politique compromise par une attitude trop peu empressée de la part de Mina, et c'est pour éviter ce danger que Valdès fut chargé de mettre la dernière main aux négociations. Elles furent bientôt terminées, et aboutirent, le 27 avril, à la signature d'une convention en neuf articles, connue sous le nom de *Traité de lord Elliot*, dont l'unique but était de régler l'échange des prisonniers entre les deux armées qui se faisaient la guerre dans les provinces basques et la Navarre.

Nos lecteurs se souviennent des luttes passionnées que suscita dans le corps des procuradorès l'existence, tenue trop longtemps secrète, de ce traité; les progressistes croyaient y découvrir une preuve de la trahison de Martinez, que

leurs journaux accusaient ouvertement d'avoir tendu à don Carlos une main amie. Le cabinet, en accédant à ce traité, ne méritait aucun reproche de ce genre; la seule faute qui puisse leur être reprochée, c'est de n'avoir pas mis fin plus tôt à l'affreux système de représailles que cette convention venait justement arrêter; elle ne contenait, dans ses articles, rien qui justifiât l'ombre même des soupçons du parti progressiste (voir note F).

Restait la question d'intervention. Sur ce point, Valdès, préoccupé de la difficulté d'augmenter les ressources de l'armée, n'avait pas de parti pris. Comme il avait déjà dirigé la guerre lui-même, il accordait une foi entière aux réclamations de Mina, demandant de jour en jour des renforts; mais en même temps, chargé du ministère de la guerre, instruit de ce qui se passait en Catalogne et dans le Maestrazgo, il appréciait la difficulté où se trouvait le cabinet de disposer de nouveaux renforts pour l'armée du Nord, il était disposé à croire que si, avec les dernières troupes qu'il allait diriger sur la Navarre et les provinces, l'insurrection n'était pas soumise, force serait de réclamer l'intervention promise par le traité de la quadruple alliance.

Il ouvrit donc la campagne en avril 1835, en ajoutant à l'armée de Mina toutes les troupes de réserve qu'il put retirer sans danger de Castille et d'Aragon, et il s'apprêta, avant d'engager définitivement le cabinet de Madrid dans la voie de l'intervention, à tenter une seconde fois le sort des armes. Son premier soin fut de courir à la défense d'Estella, avec trois divisions à la tête desquelles il avait placé Aldama, Seoane et Fernandez de Cordoba, ce dernier déjà particulièrement distingué par Mina. Les bataillons de Zumalacarreguy s'opposèrent à son passage à travers la Sierra de Andia; ils l'attendirent au pertuis d'Artaga, et l'obligèrent à accepter le combat dans ces parages neigeux

et escarpés. Les troupes christines parvinrent à franchir l'obstacle qui leur était opposé; elles arrivèrent à Estella, mais dans un état complet de délabrement, comme si elles avaient éprouvé un échec complet. Dans la nuit qui suivit l'engagement, les soldats, obligés de marcher dans les ténèbres, se croyant tout à coup surpris, s'étaient mis à tirer les uns sur les autres, et la panique s'était étendue aux deux divisions de Séoane et d'Aldama. Seul, Cordoba avait eu assez de sang-froid et d'énergie pour maintenir sa troupe en bon état. On se rallia autour de lui, et, comme il n'y avait pas eu de véritable déroute, l'armée se retrouva bientôt réorganisée. Mais elle resta triste, abattue; l'impression, au début de la guerre, avait été trop vive : les soldats étaient découragés (22 avril).

En cumulant les fonctions de général en chef et de ministre, Valdès s'était imposé une tâche beaucoup trop lourde; vu la difficulté des communications et la gravité des circonstances, ces deux postes ne pouvaient être occupés par un même personnage, aussi Valdès ne réussit-il ni comme commandant en chef, ni comme ministre. Le premier revers qu'il venait d'essuyer le poussa à exagérer lui-même la difficulté de la lutte; il convoqua tous les officiers supérieurs de l'armée, et, posant devant eux la question de l'intervention, leur demanda de décider s'ils la jugeaient nécessaire. Sous l'empire de la démoralisation qui les dominait alors, tous répondirent affirmativement, et reconnurent ce qu'avant ou après le moindre sergent aurait refusé d'avouer, que, sans des renforts venant du dehors, l'insurrection ne pourrait être domptée. Croyant alors servir la cause du cabinet qu'il représentait, et faciliter les négociations tentées par lui au dehors, Valdès s'empressa d'envoyer à Madrid le général Cordoba, pour y faire connaître les sentiments de l'armée au sujet de l'intervention. Nous avons

indiqué combien cette démarche exaspéra les progressistes contre le cabinet, et avec quel acharnement son président Martinez de la Rosa fut attaqué dans la séance du 11 mai.

Après avoir ravitaillé Estella, Valdès s'était hâté de revenir à Logroño, sans doute pour être plus rapidement au courant des événements de la capitale; mais, tandis que son esprit était incessamment fixé sur ce qui se passait à Madrid, où le ministère croyait peut-être avoir besoin de ses troupes d'un moment à l'autre, Zumalacarreguy mettait le temps à profit et, prenant de tous côtés l'avantage, devenait maître prépondérant en Navarre et dans les provinces basques.

Dans les environs de Guernica, il détruisait tout un corps de troupes; en une seule journée, les christinos perdaient plus de cinq cents morts, deux cent cinquante-cinq prisonniers, deux pièces d'artillerie, un convoi chargé d'effets, de munitions et de fusils. Une colonne de trois mille hommes se trouvait complétement dispersée; ses débris éperdus allèrent se réfugier à Lequeitio, Eibar et Durango. Il fallut qu'Espartero sortît à la tête d'une colonne entière pour sauver deux cents hommes, qui s'étaient réfugiés à Renteria, dans un couvent, et y soutinrent un siége pendant plusieurs jours contre des forces bien supérieures.

La nouvelle du désastre de Guernica se propagea rapidement dans le Guipuzcoa et la Navarre; l'élément libéral, que Mina avait si bien réussi à réveiller, se trouve alors tout à coup écrasé : partout les carlistes prennent l'avantage. Dans le Baztan, les libéraux déclarés se décident à abandonner la partie et émigrent en France; tous les jeunes gens, tous les hommes faits prennent parti pour don Carlos. Valdès ne se sent pas en force pour continuer l'occupation du pays; il ordonne à Oraa d'abandonner tous les postes fortifiés qu'il avait établis pour dominer la vallée, et de se replier sur Vittoria; lui-même abandonna Irurzun d'abord,

et bientôt après Estella, où don Carlos se hâte de faire son entrée pour y installer sa Cour (15 mai).

Zumalacarreguy n'a garde de s'arrêter au milieu des succès de tous genres qui viennent couronner ses opérations; il en poursuit le cours et s'empare de Treviño, ville située entre l'Ebre et Vittoria, d'où il menacera la retraite des christinos, si le gros de leur armée s'obstine à rester dans la capitale de l'Alava; il va ensuite barrer le passage d'Oraa, se repliant d'Elizondo sur Vittoria, et, s'il ne peut l'écraser, il lui fait du moins éprouver des pertes sensibles. Il se porte enfin sur la grande route de France et en occupe les points principaux. La prise de possession de cette grande route par les carlistes est un fait trop capital pour que Valdès ne cherche point à la leur disputer. Aussi, quel que soit l'état de ses troupes, quelque mécontentement que lui inspire la marche des affaires de Madrid, il croit de son devoir de faire un grand effort pour en rester le maître; de Pampelune, où il se trouve alors, il se prépare à marcher avec des troupes au secours de Villafranca de Guipuzcoa, en ordonnant à la garnison de San Sebastian et à celle de Bilbao de converger aussi, chacune de leur côté, vers ce but.

Les deux commandants obéissent à ses injonctions, mais c'est seulement pour mieux assurer le triomphe de leur adversaire. Espartero, parti de Bilbao avec un corps nombreux, est enveloppé sur les hauteurs de Descarga, perd deux mille hommes en cherchant à s'unir aux deux autres corps venant de Pampelune et de San Sebastian, et prévoyant déjà l'extrême augmentation de forces que ce succès va donner aux carlistes, court à Bilbao pour la fortifier et la préparer à la résistance.

En effet, la route de France, après le désastre de Descarga (2 juin), ne peut plus être disputée aux troupes de don

Carlos; celles-ci occupent Villafranca, Vergara et Tolosa. Valdès s'estime heureux d'avoir pu concentrer au-delà de l'Ebre toutes les colonnes qui circulaient autrefois à travers le pays; il confie à leurs garnisons respectives les places de Pampelune, San Sebastian, Vittoria et Bilbao, et, désespéré surtout devant l'attitude de ses troupes, qui ont perdu toute énergie morale, il se prépare à donner sa démission de général en chef, après avoir donné celle de ministre (7 juin).

La dislocation du cabinet Martinez de la Rosa ne pouvait venir à une époque plus critique. C'est au moment où les carlistes sont à l'apogée de leur puissance, où ils ont conquis un véritable ascendant sur les troupes christines et où l'ivresse du succès va les rendre capables de nouveaux efforts, c'est alors que les libéraux se trouvent sans chef et sans direction. Certes, la partie était belle pour Zumalacarreguy. Peut-être eût-il mieux valu pour lui porter tous ses efforts sur Vittoria, et profiter de la situation pour traverser l'Ebre tout de suite, attaquer les troupes ennemies et tenter de conduire don Carlos à Madrid. Ce n'est pas ainsi qu'il pensa; malgré les exhortations de Villaréal, il se rangea à l'avis de ceux qui insistaient sur la nécessité d'occuper une place importante à tous les points de vue, maritime, commerciale et stratégique; et comme Bilbao remplissait toutes ces conditions, comme on avait l'espérance de la part de banquiers étrangers de toucher des sommes importantes le jour où l'on serait maître de cette place, il fut décidé que toute l'armée carliste viendrait mettre le siége devant elle.

La situation de Zumalacarreguy n'était plus la même depuis que la cause carliste avait commencé à entrer dans la voie des succès. Tant qu'il n'y avait eu que des dangers à courir, sa volonté avait été souveraine, son autorité absolue; nul ne pensait à lui résister, il était l'homme nécessaire, indispensable. Mais peu à peu don Carlos avait pu apprendre

à connaître les éléments sur lesquels s'appuyait le parti carliste ; il avait eu la prétention de se constituer une cour, un ministère. Ni courtisans ni ministres, comme bien on peut penser, ne lui avaient fait défaut ; cette sorte de gens pullule plus que celle des héros et des sages. Peu à peu, autour du monarque avait commencé à se former une atmosphère épaisse de vieux courtisans aux allures grotesques et surannées, de prêtres fanatiques tout confits de dévotion et animés des passions les plus haineuses, et de jeunes intrigants voulant acheter de beaux titres et de gros emplois au prix de quelques mois de gêne et de souffrance. Telles étaient, en effet, les seules créatures qui plaisaient au caractère du prétendant ; quiconque avait de la hardiesse dans la pensée, de l'énergie dans le caractère, quiconque était doué d'une certaine force morale, raillant l'étiquette et ne se résignant pas à jouer l'hypocrisie pour conquérir la faveur, était sûr à l'avance de ne jamais avoir l'estime du maître. Zumalacarreguy devait être mal à l'aise dans cette ignoble cohue ; une barrière infranchissable l'en séparait : le mépris. On conspuait ses grandes qualités ; il voyait avec dégoût ces laquais galonnés n'ayant pour tout mérite que leur humilité.

Il y avait un moyen bien simple de semer la discorde entre don Carlos et son général : c'était de supposer à celui-ci certaines aspirations à ceindre la couronne. On n'y manqua point, et de petites insinuations jetées à propos sur les manières de Tomas I eurent bientôt éteint le sentiment de reconnaissance que de grands services avaient dû faire naître dans l'esprit du prétendant.

Zumalacarreguy ne tarda pas à s'apercevoir de la nouvelle situation dans laquelle il se trouvait ; il devint d'abord défiant envers ceux qui pouvaient le mieux passer pour ses amis, et par lesquels on pouvait songer à le rem-

placer; bientôt il s'irrita, et, dans un moment d'humeur, remit sa démission à don Carlos (11 juin). Elle ne fut pas acceptée, et une réconciliation qui paraissait sincère rétablit la bonne harmonie entre le prétendant et le général.

C'est d'un accord commun que fut décidé le siége de Bilbao, non que le militaire prudent n'eût présenté aucune objection et n'eût annoncé une défense, qui pouvait être couronnée de succès; mais il avait cédé devant l'impatience de don Carlos. Le siége commença le 10 juin et devait durer jusqu'à la fin du mois; les habitants de Bilbao, tous dévoués à la cause libérale depuis que l'élément carliste avait émigré à la rentrée des troupes christines, se défendirent avec le plus grand courage; ils attendirent patiemment l'arrivée d'un renfort, sans se laisser intimider par tous les projectiles, bombes et obus, qui furent lancés contre leurs maisons. Après vingt jours d'efforts, les carlistes durent se retirer (30 juin), mais ils n'avaient plus de chef.

Une balle, partie des murs de Bilbao le 15 juin, avait frappé à la jambe Zumalacarreguy alors qu'il indiquait lui-même aux artilleurs les points essentiels où il fallait viser; quarante grenadiers se relayant le conduisirent sur un brancard d'abord à Durango, résidence de don Carlos, puis à Cegama. Un empirique de village voulut lui extraire la balle; l'opération, faite le 24 dans de mauvaises conditions, amena la mort du blessé.

Aucun autre événement ne pouvait être plus fatal aux carlistes, plus favorable à la cause libérale. Zumalacarreguy avait été l'âme de cette insurrection; c'est à lui qu'on devait tout, infanterie, cavalerie, artillerie, fonderie, personnel, matériel, munitions, approvisionnements, équipement; tout reposait sur lui : toujours à l'œuvre, ne se reposant jamais, droit, inflexible, nullement préoccupé des choses extérieures,

sans vanité, mais avec la noble fierté de celui qui sent sa valeur; toujours pensif et réfléchi, pénétrant d'un coup d'œil profond la pensée de quiconque s'approchait, scrutant les consciences avec un regard d'aigle, rapide dans la conception, hardi dans l'exécution, plein d'égard pour le mérite personnel, dédaignant les formes trop conventionnelles, il était simple jusqu'à l'abnégation la plus entière. Son testament ne fut pas long. *Je laisse ma femme et trois filles; ce sont les seuls biens que je possède. Je n'ai rien de plus à laisser.*

Pourquoi les circonstances attachèrent-elles la vie de ce grand homme au parti carliste? Tout dans son caractère et dans sa manière d'être dénote chez lui l'homme libre, sage et vertueux.

Il n'était pas à son poste à côté de don Carlos; il est vrai que la faute ne venait pas de lui, mais de ses compatriotes. Sa mission n'a été autre que de les avoir compris et dirigés au combat.

Quant à l'intention qui les animait tous, on ne peut la saisir. S'ils tendaient à l'indépendance, il aurait mieux valu le dire: rien toutefois ne permet de le supposer.

CHAPITRE VI.

LES JUNTES PROVINCIALES.

7 juin-14 septembre 1835.

Toreno insiste sur la demande d'intervention formée en exécution du traité de la quadruple alliance. — Troupes et subsides fournis par la France, l'Angleterre et le Portugal. — Ordonnance du 3 juillet, rendue par le gouvernement français, sur le commerce dans les départements frontières des Pyrénées. — Comment Toreno compose son ministère. — Mouvements contre les moines à Sarragosse, Reuss et Valence. — Désordres à Barcelone. — Assassinat du général Bassa. — Formation de juntes provinciales. — Mouvement du 16 août à Madrid; il est réprimé, mais les juntes se multiplient et s'étendent dans toute la Péninsule. — Arrivée de Mendizabal, ses relations avec le parti progressiste; il est appuyé par l'ambassadeur d'Angleterre. — Toreno quitte le ministère (14 septembre).

Situation des carlistes après le siége de Bilbao et la mort de Zumalacarreguy. — La cour de don Carlos. — Le cabinet de Madrid choisit pour général en chef don Luis Fernandez de Cordoba. — Bataille de Mendigorria. — Effort de Maroto pour s'emparer de Bilbao. — Deuxième blocus de cette ville. — Expédition de Guergué en Catalogne. — Dévastations de Cabrera dans le Maestrazgo et la province de Valence.

Un événement politique important s'était accompli en Angleterre vers la fin de l'année 1834 (mois de novembre); l'avénement au pouvoir des torys, de Robert Peel et de lord Wellington. A la première nouvelle de cette modification, on s'était demandé avec inquiétude, à Madrid et à Paris, comment les nouveaux ministres interpréteraient le traité de la quadruple alliance. Le marquis de Miraflorès, qui pendant son séjour à Londres avait noué des relations avec lord Wellington, venait de donner sa démission d'ambassadeur et se trouvait en congé à Paris; il écrivit aussitôt au chef du cabinet anglais une lettre particulière pour sonder

ses intentions, en même temps qu'il conseillait au gouvernement espagnol d'envoyer à Londres le général Alava, resté depuis la guerre de l'Indépendance dans les meilleurs termes avec le duc de Ciudad Rodrigo, et dont la présence à Londres serait vue avec faveur par les nouveaux ministres.

L'inquiétude fut vite dissipée : lord Wellington, qui avait rendu visite à don Carlos pendant le séjour de ce prince en Angleterre, avait voulu remplir simplement un devoir de politesse, et point du tout favoriser la cause du prétendant ; il reçut avec toute l'effusion attendue le général Alava, nommé ambassadeur, et préoccupé surtout de mettre un terme aux férocités commises de part et d'autre, il parut s'intéresser bien plus aux négociations préliminaires du traité Elliot qu'à l'issue même de la lutte. D'ailleurs, le retour aux affaires de lord Palmerston avec le ministère Melbourne rétabli entre les deux pays les relations telles qu'elles se trouvaient au moment de la signature du traité d'alliance.

Ce n'est point une sympathie banale et inactive qu'auraient voulue à Madrid les partisans du principe d'autorité, réunis sous le nom de *modérés*. Le souvenir des décisions du congrès de Vérone et de l'intervention du duc d'Angoulême, qui avaient chassé du pouvoir en 1823 les exaltés, leur faisait rêver une nouvelle expédition française, dont ils auraient seuls tiré profit, comme les absolutistes autrefois.

Malgré ses dénégations aux Cortès, Martinez de la Rosa, pendant tout son ministère, n'avait cessé de caresser cette idée d'intervention ; il ne lui était guère facile de s'en montrer ouvertement partisan, car elle n'était propre qu'à exaspérer les progressistes et à susciter contre lui dans les classes inférieures des accusations de trahison. Mais il eût été si habile de vaincre don Carlos avec les hommes et les ressources de la France, sans lui rien donner en retour et sans compromettre l'avenir, qu'il ne pouvait abandonner une

semblable perspective. Tout fut donc mis en jeu pour déterminer le roi Louis-Philippe à agir ; sa parenté avec Christine, la terreur de la Révolution presque triomphante en Espagne, la corrélation politique entre les doctrinaires français et les partisans du Statut royal. Pour mettre enfin le gouvernement français au pied du mur, le conseil de régence et les ministres résolurent à l'unanimité, le 17 mai 1835, de réclamer la coopération armée des signataires du traité de la quadruple alliance, et notamment de la France.

Le cabinet de Paris, mis en demeure, se partagea entre deux opinions. M. Thiers, jugeant l'Espagne incapable de se sauver elle-même, était partisan de l'intervention, que les autres ministres, et Louis-Philippe surtout, repoussaient énergiquement. M. Guizot a consigné dans ses mémoires les motifs allégués par le roi; aujourd'hui il faut reconnaître combien ils étaient supérieurs à ceux de M. Thiers. « Aidons les Espagnols du dehors, disait-il, mais n'entrons pas nous-mêmes dans leur barque; si une fois nous y sommes, il faudra en prendre le gouvernail, et Dieu sait ce qui nous arrivera. Napoléon a échoué à conquérir les Espagnols, et Louis XVIII à les retirer de leurs discordes. Je les connais, ils sont indomptables et ingouvernables pour des étrangers; ils nous appellent aujourd'hui ; à peine y serons-nous qu'ils nous détesteront et nous entraveront de tous les moyens... N'employons pas notre armée à cette œuvre interminable ; ne nous mettons pas ce boulet aux pieds en Europe; si les Espagnols peuvent être sauvés, il faut qu'ils se sauvent eux-mêmes, eux seuls le peuvent ; si nous nous chargeons du fardeau, ils nous le mettront tout entier sur les épaules et puis ils nous rendront impossible de le porter [1]. »

[1] *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, de M. Guizot, t. IV, p. 112.

La France pouvait bien contribuer à expulser don Carlos et à pacifier les provinces basques, la Navarre, l'Aragon, et la Catalogne, dont la prospérité intéresse nos départements pyrénéens; mais une intervention destinée à maintenir M. Martinez de la Rosa ou M. Toreno, à la place de M. Isturitz ou de M. Galiano, n'eût été qu'une folie, et en l'état on ne pouvait envoyer une armée française sans qu'elle fût obligée de prendre parti ou pour le Statut royal, ou pour la constitution de 1812.

Comme le traité de la quadruple alliance stipulait expressément que toute coopération armée de la part de la France serait arrêtée d'un commun accord entre toutes les puissances alliées, la prétention des ministres espagnols fut soumise tout de suite au cabinet de Londres. M. de Broglie, ministre des affaires étrangères en France, dans la ferme intention d'éviter toute complication future, avait recommandé à l'ambassadeur français de demander formellement au foreign office si l'Angleterre s'engagerait à courir avec la France *in-solidum* tous les risques de l'intervention au cas où les trois grandes puissances s'y opposeraient. La réponse de lord Palmerston fut défavorable au cabinet espagnol; l'Angleterre n'entendait nullement s'associer aux risques que l'intervention armée, si elle était condamnée par les trois grandes puissances, pourrait faire courir à la France; elle ne la désapprouvait pas, mais elle recommandait d'agir sans précipitation, d'augmenter seulement le nombre des troupes à la frontière, et d'occuper immédiatement tous les passages des Pyrénées en exécution de l'article 1er du traité.

La dépêche du général Alava, datée de Londres le 4 juin 1835, qui contenait cette réponse équivalant à un refus définitif, ne devait pas être ouverte par Martinez de la Rosa, mais par le comte de Toreno, son successeur.

Toreno arrivait à la présidence du conseil au moment même où les carlistes étaient à l'apogée de leurs succès, où ils avaient repoussé les troupes christines au-delà de l'Ebre, occupé la route de Vittoria à Bayonne, et où ils se préparaient à mettre le siége devant Bilbao. Ce fut pour lui un cruel désappointement que la décision prise par lord Palmerston, et, s'il avait pu la prévoir, peut-être n'eût-il pas accepté le pouvoir.

Certain cependant, en présence de l'attitude de la France et de l'Angleterre, qu'il pouvait au moins compter sur la complaisance de ces deux puissances, il songea à les utiliser et recommanda aux ambassadeurs d'insister pour que les nations alliées, si elles se refusaient à une intervention armée, envoyassent au moins les troupes et les subsides qu'elles s'étaient engagées à fournir par le traité du 22 avril 1834.

Ses ouvertures à ce sujet furent bien accueillies par les trois cabinets de Paris, Londres et Lisbonne; chacun d'eux promit d'expédier une légion, qui devait être envoyée sur le théâtre de la guerre, de telle sorte que leur sympathie restât évidente et que leur concours moral au moins ne put être mis en doute.

La France fut prête la première; dès le 28 juin elle faisait partir d'Algérie une colonne de 4 100 hommes, appartenant à la Légion étrangère, et peu de temps après ce détachement prenait part aux combats de la Catalogne et du Maestrazgo, sous le commandement du colonel Bernelle, élevé au grade de maréchal de camp.

Ce ne fut pas, d'ailleurs, le seul appui réel fourni par le gouvernement français à la cause de Christine. Une ordonnance du 3 juillet 1835, au grand détriment de tous nos compatriotes du Midi, vint défendre toute espèce de trafic entre les départements des Basses-Pyrénées et le pays

occupé par les carlistes. L'exécution de cette ordonnance, remise aux soins du général Harispe, qui avait sous ses ordres un corps d'armée nombreux, devait compléter du côté de la France le blocus général de la Navarre et des provinces basques, dont les populations se trouvaient ainsi exposées avec le temps à périr de consomption, en voyant intercepter de tous côtés leurs relations commerciales avec les pays limitrophes.

L'Angleterre permit de recruter sur son territoire un corps de troupes qui devait opérer dans les environs de Saint-Sébastien et de Vittoria sous le commandement de sir Lacy Evans; en même temps elle maintint sur les côtes du golfe Cantabrique une flottille, qui aidait à compléter le blocus du côté de la mer.

Enfin le Portugal confia au baron das Antas une brigade de 6000 hommes, que ce général avait, il est vrai, l'ordre de ne pas compromettre, mais qui n'en fut pas moins de la plus grande utilité.

Toutes ces troupes étaient mises à la solde de la nation espagnole; elles coûtaient naturellement plus cher que les soldats du pays; aussi quelques écrivains espagnols ont-ils mis en doute qu'elles aient réellement contribué à la bonne issue de la guerre. C'est une injustice et une erreur; le nombre des soldats que l'Espagne pouvait mettre sur pied dans ces circonstances difficiles n'était pas si élevé qu'on puisse taxer d'inutile le concours de 15000 hommes, sur lesquels 10000 au moins étaient aguerris et disciplinés. Et si la guerre traîna encore pendant cinq ans, peut-on calculer ce qu'elle serait devenue si ces auxiliaires ne s'étaient pas mêlés à la lutte?

La régente Christine espérait pouvoir se reposer tranquillement sur le comte de Toreno de toutes les préoccupations du gouvernement. Il y avait en effet chez lui une

force de caractère et un esprit de décision beaucoup plus virils que chez Martinez de la Rosa; homme du monde, sceptique, doué d'une grande faculté de généralisation, aimant l'étude sans y perdre le souvenir des nécessités de la vie réelle, prêt à tenir compte de toutes les passions humaines, Toreno, dans d'autres circonstances, eût été l'homme d'Etat le plus capable de tenir fortement le gouvernail; il en imposait à tous par son grand air, ses bonnes manières, la hardiesse de ses plans, la lucidité de ses discours; dans des circonstances normales on se fût empressé de lui obéir, et la régente, dans ses châteaux de la Granja et du Prado, aurait pu s'abandonner sans préoccupation à tous les entraînements de sa passion pour le garde du corps Muñoz, destiné à devenir plus tard duc de Rianzarès. Mais en ce moment critique où les carlistes menaçaient Bilbao et la rive gauche de l'Ebre, où l'Est se soulevait comme le Nord, tandis que le reste du pays ne voulait pas du Statut royal, après le refus péremptoire d'intervention, ce n'était pas un sceptique qu'il fallait à la tête des affaires, c'était un homme de foi animant de toute l'énergie de son cœur les populations, réveillant leur ardeur et leur rendant la confiance en elles-mêmes qu'elles commençaient à perdre.

Or, Toreno était incapable d'un effort de ce genre; bien que dans son *Histoire de la guerre de l'Indépendance* il ait admirablement retracé le mouvement populaire de 1808, sa nature aristocratique était tout à fait en désaccord avec les principes démocratiques et égalitaires sur lesquels il aurait fallu s'appuyer. Des relations trop fréquentes avec les torys de Londres et les doctrinaires de Paris l'avaient gâté : s'il était resté l'homme des luttes parlementaires, il n'était plus celui des grands mouvements nationaux.

Il sut cependant désigner lui-même à ses compatriotes un politique doué des qualités spéciales qui lui manquaient à

lui-même ; en effet, soit qu'il ait été seulement frappé des services rendus par Mendizabal au roi de Portugal, soit qu'il ait jugé par l'ensemble de sa conduite de l'étendue de son intelligence et de la fécondité de ses ressources, c'est lui qui insista pour être remplacé au ministère des finances par ce nouvel homme d'Etat, destiné à devenir le personnage le plus important de toute cette époque.

En acceptant la présidence du conseil après Martinez, Toreno avait dû se placer en dehors du parti modéré proprement dit ; personnellement indépendant par son caractère, sa fortune, sa haute position, il montra dans le choix de ses collègues un grand esprit d'impartialité ; il ne connaissait Mendizabal que sur sa notoriété et sa réputation, et cependant il s'empressa de lui faire une grande part. Au ministère de la guerre, à la place de Valdès, il appela le marquis de las Amarillas, devenu duc d'Ahumada, membre le plus influent du conseil de régence. Deux hommes dont les antécédents libéraux étaient bien connus, Alvarez Guerra et Garcia Herreros, furent appelés l'un à l'intérieur, et l'autre à grâce et justice. Enfin, le portefeuille de la marine fut offert au général Alava. L'opinion, certes, ne pouvait reprocher au président du conseil aucun de ces divers choix ; mais, par cela même que chacun avait une haute signification, on pouvait prévoir dans ce cabinet une absence complète de cohésion. L'un des membres principaux, Mendizabal, était absent d'Espagne ; il ne devait pas revenir à Madrid avant le mois de septembre. Au moment critique où tous ces personnages combineraient leurs efforts en une action unique, il était facile de prévoir une scission. D'ailleurs, comme ils ne voulaient s'appuyer exclusivement sur aucun des deux partis, modéré ou progressiste, cet isolement allait les priver du concours de tous les fonctionnaires qui affectaient hautement de se rattacher à l'un ou à l'autre.

La levée du siége de Bilbao, la mort de Zumalacarreguy, occupèrent naturellement tous les esprits en Espagne pendant les derniers jours du mois de juin; personne, cependant, ne calculait l'immense portée de ces deux événements, qui marquent réellement le commencement du déclin des carlistes, mais n'étaient considérés alors que comme des incidents de la grande lutte engagée. Partout, dans la péninsule, l'opinion dominante était que les carlistes, maîtres incontestés de la Navarre et des provinces basques, soutenus par le clergé, à l'abri de toute intervention étrangère, triompheraient de l'élément libéral, si le pays lui-même ne prenait énergiquement, comme en 1808, la direction de ses affaires.

C'est surtout contre le clergé qu'on sentait la nécessité d'une action immédiate; le peuple comprenait instinctivement que toutes les ressources de cette classe, employées contre lui, venaient par mille voies souterraines affluer au quartier général de don Carlos. Les scènes madrilènes du 17 juillet 1834 avaient eu leur écho dans toutes les autres cités; et, tandis qu'elles avaient irrité les moines contre la régente, elles avaient désigné partout les couvents à la fureur populaire comme le laboratoire secret où s'entretenait le feu de la guerre civile.

Toreno n'était pas homme à se laisser arrêter par les vains scrupules que les prêtres conservaient soigneusement chez les hommes d'Etat de Madrid et les courtisans de la régente; il comprenait parfaitement que l'attitude qu'ils avaient prise rendait les ordres religieux ennemis et rebelles et qu'il fallait ou priver le clergé de ses biens, ou consentir au rétablissement prochain de l'inquisition.

Mais il craignait de soulever l'esprit révolutionnaire; il ne trouvait pas autour de lui ce scepticisme froid et cette raison élevée qu'il sentait en lui-même; il apercevait la

même passion, le même fanatisme chez ceux qui attaquaient les couvents que chez ceux qui les défendaient. Aussi voulait-il temporiser alors que le peuple voulait agir, et son inaction augmentait encore l'exaspération générale. Il crut cependant donner satisfaction aux exigences de l'opinion en renouvelant la proscription décrétée par le comte d'Aranda contre les jésuites, et en ordonnant par le décret du 4 juillet la suppression des communautés de cet ordre et une allocation à chaque père de cinq et trois réaux par jour en échange de leurs biens saisis pour être affectés à l'extinction de la dette publique.

Toreno eût évité bien des malheurs en étendant cette mesure à tous les autres ordres religieux, car ce qu'il ne se décidait pas à exécuter le peuple voulait l'accomplir lui-même, et, surexcité par les dangers d'une situation que son imagination lui exagérait encore, il renouvela systématiquement, dans plusieurs cités importantes, les scènes qui avaient tant épouvanté Madrid au mois de juillet de l'année précédente.

Ce fut Saragosse qui donna le signal; un mouvement populaire y éclata le 5 juillet, à la suite duquel deux couvents furent incendiés et onze religieux mis à mort. Après deux jours d'anarchie, l'ordre put être rétabli; un nouveau capitaine général fut nommé; deux individus, reconnus coupables d'assassinat, furent exécutés. Mais qui aurait pu mettre en cause les incendiaires des couvents? Il aurait fallu emprisonner la majorité de la population de Saragosse, qui trouvait moyen de concilier son fanatisme pour Notre-Dame del Pilar avec la haine des moines et l'amour de la liberté.

Reuss, la seconde ville de la Catalogne, populeuse et industrielle, ne tarda pas à suivre l'exemple de Saragosse. Sept de ses miliciens avaient trouvé la mort dans la sur-

prise, par les carlistes, d'un détachement envoyé pour relever un poste, surprise effectuée sur l'avis émané, supposait-on, d'un des couvents de la ville. A la nouvelle de ce triste événement, qui se propagea aussitôt avec la rapidité de l'éclair, et que la crédulité publique retraçait avec les plus horribles détails, la foule se dirige vers les principaux couvents. Le plus détesté était celui des pères franciscains, qui toujours, et surtout en 1823 et 1828, s'étaient distingués par leur haine des idées libérales, et leur passion pour l'absolutisme. En un instant, le feu est mis à l'édifice et les moines qui se laissent atteindre périssent sous les coups de la foule. Mêmes horreurs, mais avec un peu moins de férocité, au couvent des carmes. La milice urbaine laisse faire et paraît vouloir seulement régulariser le désordre : elle circonscrit l'incendie, empêche le pillage, et, quand les couvents sont consumés, elle se refuse à recevoir les troupes envoyées par le gouverneur militaire. L'ordre était rétabli sans qu'aucun meuble eût été détourné ; l'incendie avait tout dévoré, et la ville n'avait plus besoin de soldats pour assurer la tranquilité ni pour résister aux carlistes (22 juillet).

Le gouvernement, prévenu par des faits d'une semblable gravité, et se sentant incapable d'une répression énergique, pensa donner une nouvelle satisfaction aux passions populaires ; alors parut le décret du 25 juillet, qui supprimait tous les monastères et tous les couvents comptant moins de douze membres, et enlevait toute existence légale à ceux qui étaient fermés par suite des circonstances. L'esprit public accueillit cette mesure, d'ailleurs très-insuffisante, avec la plus grande indifférence : le moment de l'action était venu, et la confiance dans les gouvernants était nulle.

Après Saragosse et Reuss, c'est Barcelone qui se met en mouvement. Le jour même du décret, à la suite d'un

désordre à la course de taureaux, des groupes commencent à se former sur les principales places. Il n'y avait que très-peu de soldats dans la ville; Llauder était absent; toutes les forces étaient disséminées et éparpillées en colonnes dans tous les recoins de la Catalogne, afin de tenir tête aux bandes carlistes. Les représentants de l'autorité sont bientôt impuissants à empêcher des hommes armés d'apparaître dans les rues, de se former en bandes et d'attaquer les couvents des franciscains, ceux des carmes chaussés et déchaussés. Tous les trois sont incendiés, et leurs habitants, en fuite, réduits à chercher asile, quelques-uns même égorgés. Excités par ce premier succès, les incendiaires se dirigent sur un autre couvent de la ville; mais une résistance inattendue de la part des moines, qui se défendent avec courage, et le voisinage d'un parc d'artillerie, dont l'explosion était à craindre, les arrêtent. Cependant, incident remarquable, les couvents de femmes sont respectés: nul ne songe à en troubler la paix.

Une insurrection à Barcelone était d'une tout autre portée qu'à Saragosse ou à Reuss. Seconde cité de la péninsule par le nombre de ses habitants, Barcelone est, sans contredit, la première par ses richesses, son industrie et son commerce. Elle commande aux quatre provinces de l'ancienne principauté. Aux mains des carlistes, elle aurait donné un accroissement de forces qui eût pu leur assurer le succès définitif. D'un autre côté, si les ennemis du Statut royal y triomphaient, ils pouvaient y organiser un nouveau gouvernement et rallier à eux tous les mécontents.

Llauder avait été prévenu plusieurs fois par le gouvernement central qu'il devait, à tout prix, éviter un mouvement en Catalogne; que les exaltés fondaient de grandes espérances sur le soulèvement simultané de toutes les villes de la province, et qu'il devait s'attendre à une insurrection

générale. Il jugea que le jour du danger était arrivé et voulut, après les premières scènes du 25 juillet, rentrer à Barcelone au milieu de l'effervescence populaire et maintenir, à force de volonté et d'énergie, l'autorité toute-puissante.

Tous ses efforts devaient échouer à la fin contre la colère des masses, le sourd mécontentement de la bourgeoisie et l'indifférence de la milice; mais, dans l'origine, il put s'illusionner sur l'issue de la lutte.

En effet, il eut le temps de faire évacuer tous les couvents, de mettre en sûreté les religieux dans les forts de la ville, d'où ils devraient être plus tard dirigés sur les Baléares, et enfin de distribuer des armes aux individus sur le concours desquels il croyait pouvoir se fier. Il nomma un nouveau gouverneur civil et s'attacha à empêcher dans les environs la dévastation de quelques maisons de campagne. Mais son attention ne pouvait rester fixée sur la capitale, et le feu de la rébellion se communiquait à toute la province. De Sabadell, de Mataro, on lui écrivait que les populations s'organisaient pour attaquer tous les monastères, tandis que les carlistes profitaient de l'occasion pour tenter des coups de main sur les postes les plus importants.

Au milieu de ces difficultés, et après s'être assuré par lui-même qu'il avait désormais perdu tout prestige auprès de la population barcelonaise, que tous les services par lui rendus à la cause libérale étaient oubliés et qu'on ne se souvenait plus que de sa participation à la captivité de Lacy et aux désastres de Vera, il abandonna à ses lieutenants le soin de maintenir l'ordre à Barcelone et se rendit lui-même d'abord à Mataro, puis à Vich, ville située à l'extrémité de la Catalogne, non loin de la France (28 juillet), prévoyant peut-être qu'il aurait bientôt à chercher un asile au delà de la frontière.

Le commandement militaire de la ville était confié au maréchal de camp Pastors; mais, tandis que cet officier avait l'ordre de temporiser avec les autorités locales, il devait, tout en gardant avec soin Montjuich, la citadelle et les divers forts qui défendent la ville, éviter toute collision intérieure; un autre lieutenant de Llauder, le général Bassa, était chargé de réunir des troupes, de les diriger sur la capitale catalane et d'agir au moment opportun pour rétablir l'autorité de la régente. Pastors et Bassa devaient se mettre d'accord pour le moment de l'attaque; mais, soit défiance réciproque, soit précipitation de la part de Bassa, celui-ci fit son apparition dans la ville au moment même où les esprits, exaltés par de nombreuses publications, étaient le plus irrités et le moins disposés à l'obéissance. Il lui aurait fallu un grand déploiement de troupes pour se faire respecter, et il ne disposait que d'un nombre très-insuffisant de soldats. Aussi, loin d'en imposer aux Barcelonais, sa présence dans les murs de la ville ne servit qu'à les exciter davantage et devint le prétexte à l'insurrection attendue.

Comme il arrive dans toutes les guerres civiles, chaque parti méconnaissait les intentions réelles de ses adversaires. Pour les chefs du mouvement, Llauder et Bassa étaient des traîtres qui abandonnaient tout le pays aux carlistes, pour assurer le triomphe du Statut royal. Les militaires ne voyaient, de leur côté, dans les insurgés, que des partisans secrets de don Carlos et leur reprochaient d'être les plus fougueux ennemis de la liberté.

Quoi qu'il en soit de ces appréciations si diverses, le 5 août 1835, quand on apprend à Barcelone que Bassa est installé au palais, la ville tout entière comprend que l'heure de la lutte est arrivée. Dès le matin, les ateliers et boutiques se ferment, les miliciens revêtent leurs uniformes, la popu-

lation se répand en masses agitées dans les rues ; on pille les magasins d'armes, et bientôt des barricades s'élèvent tout autour de l'hôtel de ville. Les membres de la municipalité se réunissent alors et choisissent dans leur sein une commission chargée d'exprimer à Bassa que le vœu unanime de la ville est qu'il s'éloigne, lui et ses troupes.

Cette commission se dirige sur le palais ; elle est escortée par un bataillon de la milice et suivie d'une foule immense toute prête au combat. Bassa reçoit les députés de la municipalité avec empressement, mais refuse avec énergie d'accéder à leurs vœux ; il juge son honneur militaire engagé et se déclare prêt à mourir plutôt qu'à laisser son autorité irrespectée. Les députés font connaître la décision du général : le bruit se répand que ce doit être désormais un duel à mort entre lui et la ville : *le peuple ou moi dans une heure;* telles étaient, disait-on, les dernières paroles de Bassa.

A cette nouvelle, chacun ne pense plus qu'à agir; les plus habiles se rapprochent des soldats campés sur la place de la Douane et commencent à fraterniser avec eux. Une bande, plus hardie, cherche à pénétrer dans le palais pour atteindre directement le général ; elle traverse une galerie couverte qui met cet édifice en communication avec l'église Sainte-Marie, et envahit aussitôt les appartements intérieurs.

Cependant la municipalité continuait ses négociations auprès du général ; elle lui peignait sous les plus sombres couleurs la situation de la cité, les terribles conséquences d'une collision, la responsabilité qui allait peser sur lui. Bassa cède à la fin à ces instances, il donne sa parole de quitter la ville et se retire dans une chambre intérieure du palais avec le général Pastors, tandis que les députés du peuple s'efforcent, en agitant des mouchoirs

blancs du haut des balcons, de communiquer à la masse bourdonnant sur la place l'heureuse issue de leurs démarches.

Un long cri retentit partout, et l'allégresse se peint sur les visages; miliciens et soldats s'embrassent avec transport; les musiques entonnent l'hymne de Riego (note G). Mais, soudain, la scène change d'aspect; une rumeur sourde gronde dans le palais; on entend quelques détonations, puis, au milieu des têtes frémissantes, un cadavre sanglant est précipité du haut des balcons. C'était celui du général Bassa!

La bande qui avait pénétré par la galerie de l'église Sainte-Marie n'avait rencontré aucun obstacle, aucune garde; elle était arrivée jusqu'à l'endroit où le général s'entretenait avec Pastors de l'issue de la conférence avec les représentants de la municipalité. Persuadés que la lutte était déjà commencée et sous l'impression du défi porté au peuple barcelonais, les envahisseurs ne voyaient dans Bassa qu'un tyran dont il leur fallait la tête. En vain Pastors, à qui sa position de médiateur avait procuré des sympathies dans la population, avait-il couvert son frère d'armes de son corps. On s'était jeté sur lui; les insurgés l'avaient entouré, assailli, séparé de leur victime. En moins d'intants qu'il n'en faut pour le raconter, Bassa, blessé et renversé, expirait sous leurs coups, et son cadavre, jeté sur la place, épouvantait la foule.

Rien n'est plus douloureux à raconter que ces scènes de violence qui accompagnent les révolutions, alors qu'on voit apparaître ces malheureux parias de la civilisation qu'une cruelle misère rend inaccessibles à tout sentiment d'humanité. En un jour d'anarchie, ils prétendent se venger de toutes leurs souffrances, et nous assistons alors, dans nos sociétés policées, à des drames sanglants qui nous ramènent

à l'état des sauvages de l'ancien Canada ou des nègres les plus féroces de l'Afrique centrale.

A la vue du cadavre de leur malheureux chef, les soldats avaient été littéralement terrifiés; aucun d'eux n'avait songé à le relever pour le conduire en un lieu de repos. De misérables enfants, des femmes sans pitié, s'étant précipités sur ce hideux trophée, le promenèrent attaché par une corde jusque sur le boulevard principal, en face des bureaux envahis de la délégation de la police. Là les tables, les bureaux, les papiers de toute sorte, formèrent bientôt un bûcher gigantesque, et une même flamme consuma les archives de la police et les restes mutilés du général. Pour mettre le comble à l'horreur d'une telle scène, un de ces affreux gitanos dont Goya seul a su esquisser les traits montrait aux spectateurs une des mains de la victime et la mordait avec rage pour témoigner de la haine dont le peuple était animé.

Pendant ce temps, d'autres bandes allaient ravager les divers bureaux des commissaires de police, s'attaquaient à une administration dépendante du ministère de Montserrat, démolissaient les barrières des octrois et renversaient la statue équestre de Ferdinand VII, ce monarque si justement abhorré de la ville entière.

La milice urbaine, seule organisée et en état de s'opposer au désordre, ne se souciait nullement d'en venir aux mains avec le peuple armé ; elle comptait dans son sein beaucoup d'hommes favorables au renversement du Statut royal et se préoccupait bien plus des conséquences du mouvement commencé que des débordements de quelques forcenés. Le moment vint cependant où elle fut forcée d'agir. Dans la nuit du 5 au 6 août on avait mis le feu au plus bel établissement industriel de Barcelone, à la fabrique dite *la Vapeur*, ondée à grands frais au moyen de capitaux du pays et

d'une subvention généreusement accordée par le ministre Ballesteros. Peu au courant des conditions économiques de l'industrie moderne, les ouvriers ne voyaient alors dans les nouvelles machines et dans la vapeur qu'un aveugle concurrent destiné à faire baisser les salaires ; aussi étaient-ils pleins de haine et de prévention contre ce nouvel établissement, sans se douter qu'il contenait le germe fécond d'une grande industrie qui alimenterait le travail pendant une longue série d'années. Enfin; dans la matinée du 6 août, enhardis par l'impunité des scènes précédentes, des malfaiteurs songèrent à attaquer la Douane, afin de piller toutes les marchandises qui y étaient déposées. La milice ne pouvait plus hésiter ; elle se mit sous les ordres de Pastors, nommé par la municipalité commandant de toutes les forces, et, conduite par lui, dispersa à la baïonnette une foule nombreuse de gitanos et de marins qui se considéraient déjà comme les maîtres de la cité.

Dès le lendemain 7 août, l'anarchie cessa ; on fit sortir de la ville tous les marins étrangers ; les citadins qui ne faisaient point partie de la milice furent désarmés, des patrouilles parcoururent toutes les rues, et l'on put s'inquiéter des conséquences politiques du mouvement sans être dominé par les préoccupations de l'ordre matériel.

C'était à la junte, qui avait pris en main la direction de la ville, à porter la parole au nom de tous ; elle s'était formée du concours de toutes les autorités de la ville, auxquelles on avait adjoint cinq individus à titre de délégués du peuple. Cette junte, dès le premier jour, parut s'occuper exclusivement d'enrôler des volontaires contre les carlistes; elle prit ensuite quelques dispositions à l'égard des moines, suspendit quelques autorités militaires et décréta l'augmentation de la milice urbaine, en donnant aux miliciens le droit de nommer leurs officiers.

Toutes ces décisions étaient autant d'empiétements sur le pouvoir central et engageaient la cité dans les voies révolutionnaires ; néanmoins la question politique était toujours réservée avec le plus grand soin. Enfin, le 8 août, la junte fit connaître ses intentions ; elle publia une proclamation par laquelle elle demandait à la régente de donner à la Catalogne un capitaine général parfaitement identifié avec le Statut royal au cas où elle ne voudrait pas conserver le commandant provisoire que Barcelone avait acclamé, de se mettre à la tête des réformes, d'organiser les députations provinciales et de transférer l'université de Cervera à Barcelone. Cette proclamation fit comprendre à tous que cette junte ne représentait nullement les idées du pays. Du reste, elle-même se sentit si peu d'accord avec la volonté générale, que, dans la crainte de nouveaux désordres, elle prit l'initiative et prépara la création d'une nouvelle junte, qui, sous le titre d'auxiliaire et de consultative, dirigerait l'action de toutes les autorités.

Cette résolution fut accueillie avec acclamation.

On fixa à douze le nombre des membres de cette junte ; ils devaient être choisis par un collége électoral formé lui-même dans des réunions générales tenues par les représentants des divers corps d'états (Gremios), des fabricants, des commerçants, des propriétaires et de chacun des bataillons de la milice, sous la présidence de membres de la municipalité et de délégués du peuple. Une modification paraissait si nécessaire, que l'élection eut lieu le 9 ; elle se fit dans un ordre parfait, et le choix du peuple tomba naturellement sur les adversaires du Statut royal, sur des hommes énergiques, décidés à faire avancer la cause de la Révolution.

Aussi la junte des autorités, qui d'abord avait entendu garder le pouvoir exécutif, s'empressa-t-elle de donner sa

démission; les nouveaux élus dès ce moment devenaient les véritables chefs de la cité.

Ils se hâtèrent de faire connaître leur adhésion à la jeune reine Isabelle et à la régente Christine; mais en même temps ils demandèrent la réunion immédiate de Cortès constituantes pour la formation d'une nouvelle loi fondamentale plus conforme aux besoins de la nation (19 août). Ils déclarèrent en même temps que les biens ecclésiastiques achetés dans la période constitutionnelle de 1820 à 1823 devaient être rendus aux acheteurs, que les rentes provinciales devaient être administrées par les provinces, enfin que le clergé régulier devait être supprimé, le séculier réformé.

Ces vœux généraux une fois émis, ils ne songèrent plus qu'à administrer intérieurement la principauté, à provoquer des mouvements semblables à celui qui venait de réussir à Barcelone, en Aragon et dans le royaume de Valence, ils ne s'adressèrent pas à Madrid pour résister aux bandes carlistes; eux-mêmes se chargèrent de ce soin; et en effet en peu de temps, grâce à l'enthousiasme général, un grand nombre de corps francs allèrent poursuivre les factions jusque dans le fond de leurs montagnes. Llauder, dès qu'il avait appris l'assassinat du général Bassa, s'était jugé trop heureux d'avoir évité par la fuite un sort pareil et avait renoncé à son rôle. A la nouvelle que sa démission avait été acceptée par le ministère, il était parti de Vich à la tête de son escorte et s'était hâté de pénétrer sur le territoire français. On le sut bientôt à Barcelone; et comme Pastors, auquel il remettait son commandement, ni aucun de ses autres lieutenants n'était en situation d'hériter de l'influence qu'il avait si longtemps possédée dans toute la Catalogne, la province se trouva réellement, par sa retraite, livrée à elle-même et à la direction de la junte barcelonaise.

Nous avons déjà vu que le chef-lieu de la Catalogne n'avait fait lui-même que suivre l'exemple donné par la ville de Reuss; à leur tour, les cités de Tarragone, Vich, Lerida, Gerona, Igualada, Montblanch, Valls, Falses, s'empressèrent d'imiter leur capitale ; les couvents furent brûlés et les moines chassés de leurs foyers, la plupart des fonctionnaires du pouvoir central obligés de s'échapper, et les alcades changés même dans des bourgs de très-faible importance. A Tarragone, on eut à regretter la mort de deux officiers supérieurs, et le gouverneur militaire, Colubi, spécialement chargé de la répression, se vit contraint, pour éviter le sort de Bassa, de se réfugier jusque sur le territoire francais.

De la Catalogne le mouvement se propagea sur toute la côte du Levant, aux îles Baléares et en Aragon. A Valence, le 6 juillet il y eut une grande commotion populaire ; la multitude se jeta sur les prisons, s'empara d'un grand nombre d'ecclésiastiques qui y étaient retenus, en fusilla sept et parmi eux le chanoine Ostolaza, qui s'était signalé par sa fureur apostolique sous le règne de Ferdinand VII ; plus de cent autres durent être embarqués le jour suivant pour les présides de Ceuta. Les esprits ne se calmèrent qu'après que l'autorité eut été remise par le capitaine général au comte d'Almodovar, vice-président des dernières Cortès, qui dut s'engager à donner satisfaction à tous les vœux de la milice urbaine.

A Murcie, malgré l'influence cléricale prédominante, il y eut aussi des incendies de couvents ; mais là le peuple ne sut pas s'organiser ni changer les autorités.

La ville de Saragosse, après deux tentatives qui n'avaient produit que le désordre, aboutit au contraire à un résultat décisif. Sur la nouvelle des événements de Barcelone, les 5 et 6 août, une grande agitation s'était produite dans la

ville : le capitaine général, jugeant qu'il ne pouvait s'opposer à la volonté générale, avait pactisé avec les mécontents et accepté la présidence d'une junte déférant aux vœux de la nation. Cette junte, installée dès le 9 août, ordonna de suite la fermeture des couvents, la destitution de certains fonctionnaires, l'arrestation de certaines personnes accusées de conspirer. Mêmes soulèvements à Alcaniz, Mallen, Mouzon, Tarazona ; dans plusieurs de ces villes, on alla même jusqu'à proclamer la Constitution de 1812.

Le ministère était sans forces pour comprimer un mouvement aussi étendu qui le privait des ressources de provinces considérables, la Catalogne, Valence et l'Aragon ; il lui était impossible de dégarnir les provinces basques et la Navarre.

En Galice, en Castille, et dans la Manche, les capitaines généraux se plaignaient de n'avoir pas assez de soldats pour résister aux bandes carlistes. Restaient les quelques troupes dont il pouvait disposer au centre ; mais celles-là étaient indispensables pour défendre la capitale ; les chefs du parti exalté, appuyés comme ils l'étaient déjà par les provinces, allaient tenter sans doute un mouvement dans la capitale, et il fallait être en mesure de s'y opposer avec succès.

Il n'y avait, nous l'avons déjà dit, aucune cohésion dans le ministère. Toreno et Ahumada se rendirent à la Granja auprès de Christine et inclinaient vers une répression énergique qui aurait affermi le pouvoir entre les mains du parti modéré ; leurs deux autres collègues, Alvarez Guerra et Garcia Herreros, paraissaient au contraire disposés à une transaction, et tendaient à un système de compromis avec les juntes provinciales des grandes cités, qui croissaient chaque jour en force et en autorité. Ils paraissaient comprendre que les vœux du peuple étaient pour les progressistes et engageaient la régente à réclamer leur concours.

Ils avaient obtenu que le général Quesada, partisan d'une résistance ouverte, donnât sa démission de capitaine général de Madrid, et on les soupçonnait d'appuyer les démarches de l'ambassadeur britannique, M. Villiers, adversaire déclaré des modérés, et partisan zélé d'une modification ministérielle en faveur des chefs de l'opposition.

Il y eut le 14 août à Madrid, dans une des salles du Palais, sous la présidence de Christine, une grande conférence à laquelle furent convoqués les ministres, le conseil de régence, les présidents du conseil royal et quelques autorités locales. Les partisans de la résistance emportèrent la majorité et firent décider que le moment n'était pas encore venu de céder à la Révolution.

Publiée par les journaux du lendemain à Madrid, cette nouvelle produisit une violente émotion parmi les rangs de la milice nationale, déjà surexcitée par les événements des provinces. Le lendemain 15 était un jour de taureaux et une partie de la milice devait être sous les armes. Dans la soirée, au signal donné par le chef du piquet de service, lequel était probablement d'accord avec les membres d'une société secrète (la Isabelline), les tambours battirent la générale dans toute la cité et signalèrent la Plaza Mayor comme le rendez-vous central de ses bataillons.

Un assez grand nombre de miliciens obéirent à cette convocation irrégulière, et à la faveur de la confusion commencèrent à mettre cette place en état de défense, en occupant le grand édifice dit la Panaderia, que borde d'un côté la *Calle Mayor*, principale avenue par où elle est accessible ; mais à peine ces premières mesures étaient-elles prises, que le désordre se mit entre les auteurs mêmes du mouvement, qui n'étaient pas d'accord sur le programme ; et l'unique résultat auquel on put aboutir fut une proclamation rédigée par Olozaga et Borrego, où la milice se bor-

nait à demander des garanties politiques, plus de décision contre les carlistes, et une protection plus efficace pour les défenseurs de la reine constitutionnelle.

Ce n'était certes point là le but auquel tendaient les conjurés; mais, la population n'ayant pas répondu avec l'enthousiasme espéré au signal qui lui avait été donné, les troupes étant restées fidèles à leur devoir, et en mesure, si elles passaient entre les mains d'un chef comme Quesada, de disperser les miliciens réunis à la Plaza Mayor, les chefs du mouvement avaient compris qu'il était nécessaire de s'arrêter, afin d'enlever au gouvernement le prestige d'une répression trop facile.

Dès les premiers moments du pronunciamento, le capitaine général avait réuni les troupes au Prado, appelé les bataillons cantonnés dans les environs et convoqué la partie de la milice qui voulait rester fidèle à la cause de l'ordre; cet appel lui avait assuré le concours d'un des quatre bataillons d'infanterie dont elle était formée. Le gouvernement, le trouvant un peu mou dans ses décisions, recourut à Quesada, et, profitant de l'influence que ce général exerçait sur les soldats, lui laissa le soin d'agir, sans pourtant lui donner de nomination officielle. Quesada, à la fois homme politique et militaire, alla parlementer avec les insurgés, brava au milieu d'eux les plus grands périls, et parut d'abord vouloir jouer le rôle de médiateur; mais, bientôt dégoûté de ces tentatives de négociation, il se plaça à la tête de la garde royale fortement installée à la porte du Palais royal sur la place dite des Conseils.

Toute la journée du 16 se passa ainsi en préparatifs et pourparlers. A la fin, le nouveau capitaine général Latre ayant annoncé qu'il attaquerait dans la matinée du 17, les miliciens se décidèrent à abandonner sans combat la Plaza Mayor, où ils laissèrent 500 fusils. Les soldats s'y éta-

blirent aussitôt après leur départ, et le calme se trouva rétabli sans aucune effusion de sang, au grand désespoir des carlistes de la capitale, qui s'agitaient déjà dans les bas quartiers de la ville, et voyaient dans le triomphe attendu de la garde sur la milice la promesse d'une restauration absolutiste. Il y eut, le 17 et le 18, dans les faubourgs quelques tentatives isolées facilement réprimées par la partie de la milice fidèle à la cause de l'ordre, et l'émeute se termina après avoir été une simple démonstration de l'indécision des progressistes, de celle du gouvernement et de l'effrayante division de l'opinion publique.

Quand ils se virent triomphants à Madrid, les ministres de la Granja qui avaient toujours incliné à la répression, crurent qu'à l'aide du prestige nouveau que le principe d'autorité venait d'obtenir ils pourraient rétablir le pouvoir dans toute la Péninsule. En conséquence ils décidèrent la régente et obligèrent les ministres de l'intérieur et de la justice à mettre Madrid en état de siége, à dissoudre les trois bataillons qui s'étaient prononcés, à supprimer le journal le plus influent de la Révolution, l'*Eco del Comercio*, et à poursuivre les chefs du parti progressiste comme promoteurs de l'émeute. Trois d'entre ces derniers, le comte de las Navas, Isturitz, Caballero, purent s'échapper à temps; deux autres, Galiano et Chacon, furent arrêtés.

En prenant cette attitude, le ministère préjugeait trop de ses forces; si les progressistes ne pouvaient pas s'imposer dans la capitale, ils étaient tout-puissants dans les provinces et leur échec à Madrid fut rapidement compensé par le soulèvement général du sud, jusqu'alors insensible aux provocations constantes qui lui étaient adressées de Saragosse, de Barcelone et de Valence.

Les provinces de Murcie et d'Alicante, l'Andalousie tout entière, par des pronunciamentos réitérés, par la création

de juntes indépendantes, manifestèrent dans leurs principales cités qu'elles étaient, elles aussi, hostiles au parti modéré; qu'elles ne jugeaient pas le comte de Toreno capable de tenir tête aux difficultés de la situation, qu'elles voulaient voir la régente entrer dans une voie libérale, se dégager des liens du Statut royal, adopter une Constitution plus démocratique, rendre aux acheteurs de biens nationaux les propriétés qui leur avaient été enlevées en 1823, fermer partout les couvents, et se fier enfin à l'initiative populaire pour combattre le carlisme.

Le mouvement prenait dans chaque ville un caractère propre, en raison des tendances spéciales de chaque localité, du caractère des populations, des opinions des hommes principaux placés à la tête des juntes; empreint de la modération la plus grande à Cordoue, à Grenade, il était violent à Cadix, à Malaga, partout où l'élément démocratique avait la grande majorité.

L'armée, très-peu nombreuse dans ces contrées, n'offrait aucun appui sérieux au gouvernement, et la plupart des officiers pactisaient avec les populations auxquelles ils ne voulaient pas résister. Plusieurs capitaines généraux débordés aimèrent mieux se retirer que se soumettre à la direction des juntes; ailleurs, au contraire, à Grenade, à Séville, à Cadix, des officiers supérieurs s'empressèrent de mettre leurs troupes à la disposition des juntes, et celles-ci trouvèrent ainsi des moyens d'intimidation envers un ministère qui ne pouvait plus se faire craindre lui-même.

A peine installées, elles établirent entre elles des relations suivies : sans se préoccuper des points qui les divisaient, ni de la diversité de leurs programmes, elles se mirent d'accord sur ce but immédiat : le renversement du ministère Toreno.

Et bientôt le mouvement s'étendit jusqu'aux provin-

ces de l'Ouest, l'Estramadure, la Galice, la Vieille-Castille.

Dès lors il n'y eut plus de doute; la révolution était triomphante, et tôt ou tard il fallait que la régente cédât. Toreno aurait dû prévoir l'orage irrésistible qui fondait sur lui, et abandonner le pouvoir aux progressistes; mais, obstiné, arrogant, sûr de la loyauté de l'armée du Nord et de son général en chef, il crut de son devoir de lutter jusqu'au dernier moment, et d'entraver pendant près d'un mois, du 16 août au 13 septembre, les progrès des juntes sans consentir à une abdication nécessaire.

Tour à tour impérieux et conciliateur, il les menaçait ou les flattait dans la *Gazette officielle* de Madrid, appelant un jour lâches et immoraux ceux-là même auxquels il reconnaissait le lendemain un patriotisme élevé.

Il désigna de nouveaux capitaines généraux pour Valence et l'Aragon, sans pouvoir imposer ces autorités à des populations qui s'administraient et se défendaient elles-mêmes; il modifia son ministère en mettant à la tête des trois portefeuilles de la guerre, de l'intérieur et de la marine des hommes d'Etat qui, soit par leur âge, soit par leurs opinions antérieures, n'imposaient aucune confiance; il envoya contre les rebelles d'Andalousie le capitaine général Latre avec des troupes sur le moral desquelles il ne pouvait compter; il compromit la signature de l'Etat en tirant à découvert contre les banquiers de Paris et de Londres des traites qui devaient être protestées et le furent en effet, alors que les insurrections provinciales le privaient de toutes ses ressources; il décréta la dévolution des biens nationaux aux acheteurs d'avant 1823, afin de régulariser les prises de possession ordonnées partout par les juntes, mais en même temps il dissolvait les juntes, les déclarait illégales et rendait leurs membres responsables des deniers publics qu'ils auraient employés.

On sentait dans toutes ces mesures l'effort désespéré de l'homme d'Etat qui refuse de s'avouer vaincu, tout en comprenant l'inutilité de la lutte ; d'un autre côté, les juntes, se sentant chaque jour plus puissantes, redoublaient d'audace et d'énergie. Celle de Tarragone prit bientôt le ton le plus hardi ; il fallait suivant elle « courir en toute hâte bannières déployées à Madrid, couper les ongles et arracher les dents à la bête féroce, seule cause de la désolation du pays. » Partout on considérait la régente à la Granja comme en état d'oppression ; Cadix accusait formellement le comte de Toreno de haute trahison.

L'opinion publique avait acclamé à l'avance le seul homme capable de dominer une situation aussi critique ; c'était le membre du cabinet qui avait été choisi pour le ministère des finances, Mendizabal, intelligence énergique et pleine de ressources. L'Espagne le désignait comme celui de tous les émigrés qui avait toujours eu le plus à cœur le triomphe de la cause libérale. Mendizabal s'était hâté, aussitôt après sa nomination, de liquider les nombreux intérêts tant privés que publics qui lui avaient été confiés à Londres ; il n'arriva à Badajoz que dans les premiers jours de septembre, et à peine eut-il mis le pied sur le sol espagnol qu'il se vit sollicité par les deux grands partis, modéré et progressiste.

Son choix ne fut pas douteux ; lorsqu'il connut l'état général du pays, il comprit la nécessité de s'appuyer sur l'élément révolutionnaire, seul capable de l'effort qui devait amener le triomphe de la liberté ; dès lors, il se proposa de séparer sa cause de celle du président du conseil, et de prendre lui-même la direction générale des affaires, sans se lier d'avance les mains par des compromis dangereux. Il était soutenu par l'ambassadeur britannique, M. Villiers, dont la protection était pour l'Espagne comme une garantie

du prestige que son nouveau favori avait su conquérir à l'étranger par son activité et son mérite. Aussi, malgré les craintes de Toreno, et quelles que fussent les antipathies secrètes du parti modéré, la régente se résolut enfin à appeler Mendizabal et à lui confier la formation d'un nouveau ministère.

Le 14 septembre vit paraître dans la *Gazette officielle* un décret qui relevait Toreno de ses fonctions de président du conseil. Dissimulant ses vrais sentiments, Christine se montrait mécontente de la direction donnée à sa politique, et donnait un gage aux mécontents en remettant son sort aux mains de Mendizabal.

Il y avait une telle irritation dans tout le pays contre le comte de Toreno, que sa retraite fut saluée partout comme l'aurore d'une nouvelle ère. Son caractère, ses mérites, sa science financière, tout avait été oublié ; il n'était pour tous qu'un obstacle à l'élan patriotique et révolutionnaire qui entraînait la nation. Que n'avait-il plus tôt cédé la place à ce successeur désigné par lui-même ! Rien n'est plus malheureux que ces hommes de talent qui veulent à certains moments se mettre en travers des nécessités de leur époque ; ils sont pour leur pays de vrais ferments de discorde. Un gouvernement qui veut s'imposer quand il est devenu antipathique à la masse de la population, c'est une pierre mise en travers d'un torrent : elle en arrête bien le cours quelques instants, mais les eaux amoncelées ne tardent pas à l'entraîner avec violence et sa résistance n'a servi en réalité qu'à augmenter le désastre final.

Pour compléter le tableau des événements pendant le ministère du comte de Toreno, il nous reste à parler des faits militaires qui s'étaient accomplis depuis le mois de juin jusqu'à la mi-septembre 1835.

Lorsque les carlistes étaient venus mettre le siége devant

Bilbao, ils avaient acquis sur leurs adversaires un ascendant incontestable ; mais cet ascendant était exclusivement dû au talent de leur chef, et on ne tarda pas à s'en apercevoir.

A peine Zumalacarreguy fut-il éloigné par sa blessure du champ de bataille que l'unité disparut du commandement des troupes carlistes, et qu'elles souffrirent tous les maux résultant de la rivalité des chefs, du manque d'esprit de suite, de l'absence de tout plan. Don Carlos, qui jusqu'alors avait su dans son propre intérêt laisser agir son général en chef, eut désormais la prétention de diriger lui-même toutes les opérations, et comme il était aussi incapable que présomptueux, il fut bientôt à la merci des courtisans qui le flattèrent et des intrigants qui l'exploitèrent.

Au lieu de s'adresser à tous les hommes spécialement remarqués par Zumalacarreguy, à ceux qui avaient possédé toute sa confiance, qui connaissaient les endroits spéciaux où étaient enmagasinées toutes les ressources nécessaires pour la lutte, don Carlos répudia tout cet état-major, et voulut en créer un nouveau. Zariatégui, Vargas, Elio, Bellenjero et d'autres, se voyant sacrifiés, et n'étant pas interrogés, gardèrent un silence prudent et circonspect : par ce seul fait la tradition se trouva immédiatement rompue et un préjudice considérable fut porté à la cause carliste.

Puis, le nouveau commandant en chef sur lequel se porta le choix de don Carlos n'était remarquable que par son incapacité ; c'était le bourreau de Torrijos, ce même Vicente Gonzalez Moreno qui, d'accord avec Ferdinand, avait préparé l'horrible drame qui se termina en 1831 dans les environs de Malaga par la fusillade de cinquante-deux victimes. L'horreur qu'il inspirait aux libéraux était son véritable titre aux yeux du prétendant : voilà pourquoi il fut préféré à ses deux concurrents, à Eraso, l'un des promoteurs de l'insurrection en Navarre, et au général Maroto, le seul officier

de l'armée espagnole rallié à la cause carliste qui eût été vraiment capable de poursuivre l'œuvre de Zumalacarreguy.

Trop de talent aurait d'ailleurs vivement contrarié les vues de deux autres personnages déjà fortement établis auprès de don Carlos, dont l'un s'intitulait ministre des finances et l'autre ministre de la guerre, Cruz-Major et le comte de Penne-Villemur; ces deux courtisans craignaient avant tout de voir un nouveau général reprendre la haute position de Zumalacarreguy; ils voulaient subordonner l'élément militaire à leur propre volonté, et non lui être subordonnés; déjà ils avaient obtenu l'arrestation et la mise en jugement du marquis de Valde-Espina et du général Zabala, opposés à leur politique; c'étaient eux qui avaient inventé la fable de Tomas I; il leur fallait un instrument commode, et ce furent eux à ce titre qui fixèrent sur Moreno le choix du prétendant.

Les officiers et soldats de l'armée, jusqu'alors animés d'un si bon esprit, si bien disciplinés, si bien conduits, ne tardèrent pas à connaître la valeur du nouveau chef qui leur était donné. Sous le prétexte de leur faire attaquer par derrière les troupes qui, aux ordres de la Hera et d'Espartero, arrivaient au secours de Bilbao, Moreno détacha onze bataillons de ligne des abords de cette ville; mouvement si mal calculé que les christinos purent entrer dans Bilbao presque sans coup férir, tandis que les troupes carlistes chargées du siége durent abandonner leur proie et se réfugier dans l'intérieur de la Biscaye et de la Navarre (1er juillet).

Ce résultat inattendu causa autant de découragement parmi les carlistes que de satisfaction et d'espérances parmi les libéraux. Maroto essaya bien de démontrer que ce revers devait être uniquement attribué à la mauvaise direction du nouveau général en chef; mais son influence n'était pas encore assez grande pour qu'il fût écouté; les principes

mêmes du parti imposaient l'obéissance absolue aux ordres du monarque, et malgré de nombreuses inimitiés qui devaient aller chaque jour grossissant, Moreno fut maintenu dans son commandement.

A ce même moment, au contraire, les *christinos* trouvaient un nouveau chef plein d'intelligence et d'ardeur, capable de ranimer leurs esprits abattus et de leur rendre l'élan que leurs défaites successives leur avaient fait perdre : c'était le général Louis Fernandez de Cordoba, déjà connu de la nation pour les services qu'il avait rendus comme diplomate à Lisbonne en faveur de la cause de la succession directe. Placé par Mina d'abord, puis par Valdès à la tête d'une division, il avait su se concilier l'affection des soldats par son entrain, son zèle, son activité et l'habileté de ses manœuvres ; il se trouvait à Madrid au moment où le comte de Toreno remplaçait Martinez dans la présidence du conseil, et cette heureuse circonstance, ayant permis au nouveau ministre de s'entendre directement avec lui, amena son élévation au commandement en chef.

Le sort de Bilbao était inconnu au gouvernement, au moment où l'ordre fut donné à Cordoba de partir pour le Nord ; on n'avait que des nouvelles très-incertaines d'une part sur les marches de l'armée d'opération commandée par Valdès qui s'était retirée sur la ligne de l'Ebre, de Miranda à Tudela, et d'autre part sur les mouvements d'un autre corps placé sous les ordres du général la Hera, appelé armée de réserve, destiné plus spécialement à couvrir la Castille et à protéger la ligne qui s'étend de Miranda à Castro Urdialès par Losa et Balmaseda.

L'indécision de ces deux armées se comprenait facilement dans les premiers jours du mois de juin ; elles se trouvaient mal approvisionnées, fatiguées, découragées par leurs défaites successives. Valdès avait perdu sur elles tout prestige,

leurs efforts se bornaient à garder les grandes lignes qu'elles occupaient et à préserver l'intérieur du pays et la capitale. Elles connaissaient la démission de leur général, elles savaient qu'il avait résigné son portefeuille, mais elles n'avaient aucune notion du successeur qui lui serait donné. Valdès, complétement abattu, ne donnait aucun ordre; il craignait peut-être de n'être plus obéi.

Dans cette situation, cependant, on ne pouvait assister l'arme au bras à la prise de Bilbao par les carlistes; les généraux de division Latre et Espartero insistaient pour qu'à tout prix l'ordre fût donné de marcher en avant. Dans un conseil de guerre tenu à Portugalete (30 juin), on résolut que, le péril pressant, il fallait agir; ces deux officiers proposèrent à la Hera de prendre en main la responsabilité d'un effort pour sauver la capitale de la Biscaye. La Hera y consentit, se mit en mouvement sans attendre de nouveaux ordres, et eut le bonheur de voir se retirer devant lui les bataillons carlistes.

Le siége avait été levé le 1er juillet, et ce n'est que le surlendemain que Cordoba se présenta au milieu des troupes et vint prendre possession du commandement en chef des deux armées d'opération et de réserve. Il harangue ses soldats, et au lieu de les laisser séjourner dans la capitale de la Biscaye, il reprend de suite avec la plus grande partie d'entre eux le chemin de Vittoria, les ramène devant Puente la Reina, position importante qui domine la vallée de l'Arga, et dont Moreno avait tenté de s'emparer; il force les carlistes à en lever le siége, les poursuit et leur offre la bataille à Mendigorria (16 juillet).

Elle fut acceptée, et le succès ayant couronné les efforts de l'armée libérale, l'impression morale tourna de suite en sa faveur. Moreno n'avait perdu en tout que 2,000 hommes dans cette journée en tués, blessés et prisonniers, et il en

avait fait perdre 1,000 à son adversaire ; mais il n'avait pas su choisir ses positions, il avait exposé don Carlos à être fait prisonnier ; le salut de ses troupes avait été exclusivement dû au secours et à l'habileté de Villaréal, l'un des meilleurs officiers de Zumalacarreguy. C'en était assez pour que l'élément carliste ne pût s'obstiner à prétendre à la supériorité morale que lui avaient valu ses premiers succès, et pour ceux qui savent combien ce point est décisif dans toutes les guerres, la date du 16 juillet acquiert une importance extrême.

Du reste, après les pénibles marches que les troupes libérales venaient d'exécuter (cinquante lieues en sept jours), elles étaient dans un tel état de fatigue et de dénûment, sans vêtements, sans chaussures, presque sans aliments, qu'elles ne purent tirer aucun profit de leur victoire ; elles laissèrent l'ennemi se retirer dans ses cantonnements sans le poursuivre, et, presque aussi dispersées que si elles avaient été mises en déroute, elles ne songèrent qu'à prendre un peu de repos et à se procurer quelque nourriture. Cordoba, abandonné par son gouvernement, consacrait toute son intelligence et toutes ses veilles à assurer leur subsistance.

Un général habile aurait saisi cette occasion pour profiter, malgré sa défaite, de l'immense avantage que donnait aux carlistes leur position centrale. Il suffit en effet d'examiner la carte attentivement pour voir que, maîtres de toutes les montagnes situées au milieu de la Biscaye, du Guipuzcoa et de la Navarre, ils pouvaient à leur volonté se transporter sur un des points quelconques de la circonférence par les mille rayons partant du centre, tandis que leurs adversaires, obligés de garder une ligne de quatre-vingt-treize lieues, étaient condamnés à des marches accablantes pour se trouver toujours en force sur les points attaqués. Mais Moreno était incapable de combiner un plan straté-

gique ; il se contentait de tenir en haleine son adversaire sur les bords de l'Èbre, et ne s'appliquait véritablement qu'à résister aux ambitions qui s'agitaient contre lui auprès de don Carlos. On discutait en effet autour du prétendant des idées bien diverses : les uns voulaient organiser des expéditions en Castille, en Asturies, en Aragon et en Catalogne ; les autres voulaient continuer le siége de Bilbao et ne s'arrêter que quand cette ville se serait rendue.

C'était surtout le général Maroto, nommé commandant général des troupes de Biscaye en remplacement du général La Torre, qui patronnait cette idée ; il sut agir de manière à ce qu'elle devînt fortement l'objectif des carlistes, même malgré l'opposition du général en chef. Sans entrer dans des discussions inutiles qui n'aboutissent jamais à aucun résultat pratique, Maroto, en effet, à la tête de quelques bataillons de Biscaye, vint intercepter les communications de Bilbao avec Portugalete, construisit en quelques heures un pont de bateaux sur le Nervion, qui coupait toutes les relations de la ville avec la mer, et, par cette attitude déterminée, menaça les habitants d'un second siége (24 août).

Cette entreprise détourna une seconde fois la guerre des montagnes de la Navarre pour la transporter sur les bords de la mer Cantabrique ; Cordoba dut se séparer d'une de ses divisions les plus importantes, celle du général Espartero, qui avait joué un des rôles principaux à Mendigorria ; il la plaça sous les ordres du commandant de l'armée de réserve Espeleta, à qui il donna la mission de faire lever le blocus de Bilbao, et lui-même, par des attaques simulées, essaya de retenir en face de lui toutes les forces de Moreno.

Espeleta, appuyé par Espartero, par le chef de la garnison de Saint-Sébastien et par Lacy Evans, commandant la légion anglaise débarquée à Portugalete, s'ouvrit facilement le chemin de Bilbao et y rentra le 7 septembre;

mais les difficultés commencèrent pour lui lorsqu'il voulut renvoyer à Cordoba une partie des troupes qui lui avaient été confiées comme auxiliaires et dont l'alimentation devenait presque impossible en face de l'ennemi. Moreno s'était décidé à venir appuyer le plan de Maroto, tout en se réservant par des manœuvres d'empêcher que, s'il y avait succès, le mérite pût rejaillir sur d'autres que sur lui-même. Aussi, quand Espartero chercha à sortir de la place, il trouva devant lui une masse de troupes telle qu'il ne put forcer le passage à Arrigorriaga, que malgré son activité et ses efforts il éprouva une perte sensible de près de six cents hommes tués et blessés et de trois cents prisonniers ; il ne dut son salut qu'à une charge audacieuse qu'il donna à la tête de son escorte, charge dans laquelle il reçut deux blessures graves (11 septembre). Maroto et Moreno essayèrent tous deux, auprès de don Carlos, de s'attribuer le succès de l'affaire d'Arrigorriaga : à la vérité, il était dû exclusivement aux ordres et aux combinaisons du premier ; mais Maroto, aussi mauvais courtisan que bon officier, ne parvint pas à persuader le roi de la supériorité de ses plans, il se vit traité avec dédain par un homme incapable à l'autorité duquel il était soumis, et dut résigner le commandement des troupes de Biscaye sans obtenir l'adoption d'un plan raisonnable de l'état-major général.

Abandonné à lui-même, Moreno ne réussit plus dans aucune opération ; il laissa Espeleta s'échapper de Bilbao avec une partie de ses troupes par le chemin de Balmaseda, se mit trop tard à sa poursuite, l'atteignit enfin dans les environs de Medina del Pomar et au dernier moment n'osa point l'envelopper et lui livrer combat, se sentant lui-même menacé sur ses derrières par le général en chef de l'armée libérale. Tous les grands mouvements de troupes auxquels donna lieu le deuxième blocus de Bilbao n'aboutirent ainsi

à aucun résultat décisif. Les deux armées christine et carliste retournèrent sur l'ancien théâtre de leurs combats ; à la fin de septembre elles se retrouvaient en présence sur les bords de l'Ebre. Moreno, pour s'emparer de Vittoria, cherchait à couper toutes les communications et à s'emparer de la petite ville de Puebla et du défilé d'Armiñon qui commandent toute la petite vallée du Zadorra ; Cordoba, préoccupé des mouvements politiques qui avaient éclaté dans presque toutes les villes de la Péninsule, ayant beaucoup à faire pour maintenir la discipline dans ses troupes, ne recevant aucun subside d'un gouvernement en détresse, bornait ses efforts à protéger Vittoria et la ligne de l'Ebre.

Il savait que le ministre de la guerre de don Carlos, plein d'illusions sur l'état des esprits dans les diverses provinces, songeait à y envoyer des colonnes expéditionnaires pour y opérer des soulèvements et il se tenait en garde contre tout corps d'armée qui, de Navarre, chercherait à envahir soit la Castille, soit l'Aragon.

Déjà dans les premiers jours du mois d'août, une forte colonne composée de deux mille cinq cents fantassins et de cent cavaliers, et appuyée par deux pièces d'artillerie, sous le commandement du brigadier Guergué, était partie d'Estella, s'était dérobée par des marches forcées et avait pénétré dans le haut Aragon par le canal de Verdun. Poursuivie par Gurrea, que Cordoba avait immédiatement envoyé derrière elle, elle avait pu passer dans le haut Aragon, avait imposé des contributions, levé des recrues dans les deux importantes cités de Huesca et de Barbastro, et avait pu pénétrer jusqu'aux confins de la Catalogne. Là, elle s'était vue cernée sur ses derrières par Gurrea, en flanc par le capitaine général d'Aragon Montès, et en face par le commandant des troupes de Catalogne Pastors. Un instant, dans les premiers jours de septembre, on la crut perdue ; elle avait

été forcée de s'engager dans les montagnes du haut Aragon aux environs de Venasque; la négligence d'un des chefs chargés de la poursuivre lui permit d'échapper; par un adroit détour elle franchit à nouveau les chaînes qui séparent l'Aragon de la Catalogne et, vers le milieu du mois de septembre, elle donnait une seconde fois la main à tous les chefs catalans qui tenaient la campagne.

Ces chefs étaient très-nombreux; ils opéraient en général isolément, mais se réunissaient parfois pour un but commun. Aucun d'entre eux n'avait encore pu acquérir sur ses collègues un ascendant suffisant pour se faire obéir; et le but de don Carlos, en leur envoyant Guergué, avait été de leur faire comprendre à tous la nécessité de l'unité et de la discipline si l'on voulait triompher des milices des juntes et des troupes du gouvernement de Madrid. Alors que le parti libéral divisait ses forces, alors que depuis la retraite de Llauder il n'y avait plus de chef supérieur pour en diriger l'action, c'était le moment ou jamais pour toutes les bandes carlistes de la Catalogne de se grouper et de se ranger autour du monarque qu'elles acclamaient. Dès les premiers mouvements de Barcelone, vers le 8 août, Borges, Sanso, Tristany, Ros de Eroles, El Muchacho et d'autres étaient déjà parvenus à former un noyau de deux mille hommes, avec lesquels ils étaient venus attaquer la ville de Tora; bien qu'ils eussent été obligés d'en lever le siége par suite de la belle défense des habitants et de l'arrivée d'une colonne libérale, ils n'en avaient pas moins continué de tenir campagne, et lorsque Guergué, du 16 au 20 septembre, fit son apparition sur les bords du Sègre à Orgaña et Oliana, ils se hâtèrent d'entrer en relations avec lui, dans l'espérance de voir augmenter leurs ressources et de donner à leurs opérations un caractère plus sérieux.

Les rapports du quartier général de don Carlos avec les

insurgés du Maestrazgo s'étaient établis plus tôt, grâce à un voyage aventureux de Cabrera, qui, dans les premiers mois de 1835, s'était rendu en Navarre ; là, le jeune étudiant de Tortose, avide de renommée, d'influence et d'autorité, s'était abouché avec le ministre de la guerre Villemur ; il se présenta avec des idées de lutte à outrance, accusant ses compagnons d'armes de modérantisme et de tolérance ; il croyait à la possibilité d'établir en Espagne dans toute son inflexible rigidité le système apostolique et théocratique ; il voulait faire aux libéraux une guerre acharnée, impitoyable ; pas de concessions, ni pendant la lutte ni après. La force d'abord, la terreur ensuite. Ainsi l'inquisition pouvait refleurir sur la noble terre espagnole, et avec elle l'Eglise catholique et la monarchie absolue. Ces idées, qui flattaient toutes les passions de don Carlos et de ses principaux courtisans, furent accueillies avec enthousiasme par Villemur ; Cabrera, déjà élevé à la hauteur d'un chef de parti, fut présenté au monarque comme un sauveur futur, bien supérieur à tous les autres chefs du Maestrazgo ; l'homme était découvert, qui, dans l'est de la Péninsule, accomplirait ce que Zumalacarreguy venait de faire dans le nord.

Cabrera quitta le quartier général avec une lettre du monarque pour Carnicer, le principal chef des bandes du Maestrazgo ; dans cette lettre don Carlos appelait ce dernier à la cour et lui recommandait de laisser le commandement de ses troupes au brillant officier qui servait de messager. Carnicer, qui à beaucoup de droiture unissait une certaine sagesse et le sentiment de la discipline, ne conçut aucun soupçon ; il ne songea qu'à obéir aux ordres du roi, présenta Cabrera à ses propres soldats et partit aussitôt pour la Navarre : ce voyage devait lui être fatal ; les libéraux, prévenus, dit-on, indirectement, par celui-là même qui venait de le remplacer à la tête des troupes carlistes, l'arrêtèrent au moment

où il franchissait leurs lignes et le fusillèrent à Miranda del Ebro (6 avril 1835).

Le lieu de ralliement des bandes carlistes du bas Aragon et du Maestrazgo était établi, comme nous l'avons déjà vu, au point d'intersection des trois royaumes d'Aragon, de Valence et de Catalogne ; elles échappaient aux poursuites d'un capitaine général qui les poursuivait trop vivement en se rejetant sur les territoires placés en dehors de son commandement. C'était surtout dans les montagnes où se trouve le défilé dit de Beceite, à l'extrémité du bas Aragon, sur les confins du district de Morella, que les chefs carlistes avaient établi leurs dépôts, leurs hôpitaux ; c'est là qu'ils instruisaient leurs réserves ; c'est de là que partaient les avis de convocations pour se précipiter sur un village sans défense ou tenter quelque coup de main.

Dans les premiers mois qui suivirent sa nomination au commandement en chef, Cabrera eut beaucoup de peine à se faire agréer de ses lieutenants. Quilez, aimé des Aragonnais, était exclusivement obéi par eux et répugnait à recevoir des ordres du nouveau commandant. Les Valenciens se rangeaient autour de Forcadell, et les Catalans autour du Serrador et de Torner. Tous ces chefs de bandes écrivirent à don Carlos pour obtenir l'autorisation d'agir isolément ; un décret daté d'Iturmendi donna d'abord gain de cause à leurs réclamations, puis la nécessité d'un directeur unique se fit sentir aussi bien dans l'esprit du ministre et du roi que parmi les insurgés eux-mêmes ; le décret d'Iturmendi fut révoqué, Cabrera reprit la direction générale. Son activité et son initiative lui acquirent un prestige de jour en jour plus grand sur les populations et il réussit enfin à faire reconnaître son autorité suprême.

A peine cette union fut-elle accomplie que la guerre prit

de ce côté un caractère de gravité et surtout de férocité qu'elle n'avait alors nulle part ailleurs.

Les opérations des bandes de Cabrera s'étaient, depuis la journée de Mayals, presque exclusivement limitées à l'attaque des centres de population situés entre l'Ebre et un de ses affluents, le Guadalupe. Aussitôt qu'elles eurent connaissance des mouvements insurrectionnels de Barcelone, Saragosse, Valence, elles se montrèrent d'autant plus hardies qu'elles virent s'augmenter notablement le nombre de leurs recrues : quelques officiers de l'armée passèrent même dans leurs rangs ; ils furent utilisés comme instructeurs dans les dépôts de Beceite.

Dans une première expédition, Cabrera s'élance avec une colonne bien équipée et bien organisée dans les plaines du bas Aragon, il ravage tout le bassin du Guadalupe, celui de la rivière Martin, pille les villes d'Olieta et de Montalvan où il trouve d'abondantes provisions, redescend par Alventosa dans le royaume de Valence, met en déroute à Yesa une petite troupe de cinq cents hommes qui veut s'opposer à son entrée dans ce royaume ; il se rend maître de tout ce territoire élevé où sont situées les petites villes d'Alpuente et de Chelva, et revient enfin dans les montagnes mettre son butin en sûreté, après avoir semé la terreur dans tous ces parages et y avoir prodigieusement accru le prestige de son nom (3 août).

Quilez entreprend ensuite de s'emparer des points fortifiés de la Puebla de Arenosa et de Zucaina, clefs de la vallée de Mijarès, rivière importante qui traverse de l'ouest à l'est tout le royaume de Valence ; il force les garnisons à capituler et, ne se jugeant pas encore assez puissant pour garder ces forts, il les démolit afin de s'éviter toute résistance en cas d'une nouvelle excursion.

Il est facile de comprendre combien ces premiers succès,

obtenus sans autre résistance que celle de quelques miliciens réfugiés dans des églises fortifiées à la hâte, accrurent l'audace de Cabrera et de ses lieutenants; grâce à l'étendue de territoire qu'ils venaient de piller, ils avaient élevé le nombre de leurs soldats, s'étaient procuré beaucoup de fusils, avaient augmenté leurs munitions, leurs approvisionnements de tout genre; les bandes étaient déjà devenues des corps d'armée : Quilez, Le Serrador, Forcadell, sont dorénavant des généraux de division écoutant les ordres de leur général en chef.

Aussi Cabrera essaye-t-il déjà des opérations de longue haleine et de haute portée; tandis qu'on le croit exclusivement occupé dans la vallée de Mijarès, il divise ses troupes en deux corps, envoie Forcadell à l'attaque d'un château fort et tombe lui-même sur la ville de Segorbe (18 août). Il a le temps de lui imposer une contribution de 8,000 duros, de recueillir tous les chevaux, de s'emparer de toutes les armes, munitions, etc., et d'entrer en conférence avec la municipalité et l'évêque. A l'arrivée de Nogueras, le général chargé de le poursuivre, il abandonne la cité, esquive la bataille, et ne songe plus qu'à rejoindre les siens et à reprendre le chemin des montagnes de Beceite, pour y emmagasiner ses prises (26 août).

Nogueras se préoccupait surtout de couvrir les nombreuses villes de la côte entre Valence et Tarragone : c'est de ce côté qu'il croyait avoir à redouter le génie entreprenant des chefs carlistes. Informé de cette disposition d'esprit, Cabrera en profite pour se précipiter du côté de l'Aragon et, le 11 septembre, après une marche forcée, il se présente devant le bourg de Rubielos. Appuyés par une compagnie du bataillon provincial de Ciudad Real, les miliciens de cette cité se déterminent à la défense ; ils tiennent quelque temps leur adversaire en échec, mais la

lutte est trop inégale, ils sont bientôt forcés de capituler et se rendent sous la promesse d'avoir la vie sauve.

Cabrera songeait déjà à fonder sa domination dans toutes ces contrées par la terreur ; ces tentatives de défense des miliciens lui étaient d'autant plus odieuses qu'elles entretenaient l'esprit libéral et créaient dans les familles des idées de vengeance contre le parti qu'il représentait ; il songea à frapper l'imagination de ses concitoyens, et, quoiqu'il eût promis la vie sauve aux défenseurs de Rubielos, après avoir incorporé dans ses troupes la compagnie du provincial de Ciudad Real, il décréta la mort des soixante-quinze miliciens faits prisonniers. Ces malheureux, entourés par leurs vainqueurs dans un cercle de fer, furent dépouillés tous de leurs vêtements, puis on les engagea à chercher leur salut dans la fuite, et, tandis qu'ils se précipitaient en courant, des cavaliers furent envoyés contre eux pour les massacrer à coups de lances. C'est sur l'impression causée par de semblables assassinats que Cabrera comptait pour assurer le triomphe de sa cause : comme l'ancienne inquisition, il voulait épouvanter les esprits par les raffinements d'une froide cruauté.

A de telles rigueurs, les officiers libéraux répondirent par de sanglantes représailles ; chaque commune fut rendue responsable de l'appui qu'un de ses habitants pouvait donner aux carlistes ; toute famille qui avait un de ses membres dans les bandes de Cabrera était impitoyablement poursuivie ; on alla jusqu'à condamner le père pour la faute de son fils, et réciproquement le fils pour la faute de son père.

Mais ces décrets n'empêchaient point Cabrera de tenter de nouveaux coups : après le sac de Rubielos, il alla menacer Teruel, en s'avançant jusqu'à Alcala de la Silva ; puis, se retournant tout à coup vers le midi, il pénétra jus-

que dans la province de Cuenca et se présenta devant les cités d'Utiel et de Requena.

C'est dans ces parages qu'il opérait (15 à 20 septembre) lorsque Mendizabal fut appelé à la présidence du conseil, et l'on peut facilement concevoir combien devaient jeter d'alarmes dans les esprits ces marches si rapides qu'aucun général ne réussissait à prévenir ; l'effet qu'elles produisaient était tel qu'aucune cité ne se croyait plus en sûreté, et qu'à Madrid les imaginations, surexcitées par la peur, s'attendaient à voir surgir d'un moment à l'autre les lances [1] des soldats carlistes aux portes de la ville.

[1] Le béret basque, qui devait rester plus tard comme le signe distinctif des soldats de Cabrera, ne commença à être porté par eux que dans le courant de 1836.

CHAPITRE VII.

MENDIZABAL.

14 septembre 1835. — 15 mai 1836.

Mendizabal, devenu président du conseil, obtient la soumission des juntes provinciales. — Décret appelant cent mille hommes sous les armes. — Ouverture de la deuxième session des Cortès. — Discussion du vote de confiance et de la loi électorale. — Les Cortès sont dissoutes le 28 janvier. — Une nouvelle chambre est convoquée pour le 22 mars. — Suppression des communautés religieuses. — Vente des biens du clergé (desamortizacion).—Elections.—Le parti progressiste se divise dans la victoire. — Plusieurs de ses membres se rapprochent des modérés. — Réunion des nouvelles Cortès. — La régente refuse de signer des décrets présentés à sa signature. — Le ministère donne sa démission. — Isturitz succède à Mendizabal. — Mesures financières prises par ce dernier pendant les huit mois de son ministère.

Système de lignes de blocus employé par le général Cordoba pour circonscrire la lutte en Navarre et dans les provinces basques. — Système offensif-défensif d'Eguia, successeur de Gonzalez Moreno. — Combats d'Arlaban. — Course de Batanero. — Blocus de San Sebastian et de Bilbao. — Les carlistes s'emparent de Plencia et de Lequeitio. — Abrogation de l'ordonnance française du 3 juillet 1835. — Guergué en Catalogne. — Etat de ce pays depuis les événements du mois d'août 1835. — Mina est appelé à y exercer les fonctions de capitaine général. — Les 4 et 5 janvier 1836 à Barcelone. — Massacre des prisonniers carlistes. — Dans le Maestrazgo, Cabrera continue ses dévastations. — Combat de Molina.

Quelle différence entre Toreno, Martinez de la Rosa, ou Burgos, et le nouveau ministre qui vient prendre en main, le 13 septembre 1835, les rênes du pouvoir à Madrid. Celui-là n'est pas un doctrinaire savant, temporisateur, compassé, cherchant en tout l'équilibre et la modération ; c'est un homme d'action, n'ayant dans l'esprit que deux ou trois

idées fixes bien arrêtées, mais sûr de leur justesse, et prêt à toutes les extrémités pour en assurer le triomphe.

Mendizabal, élevé à Cadix, ayant longtemps résidé à Londres, croit à la bonté du système représentatif et à l'avenir des institutions libérales dans son pays. Il a contemplé de près le mécanisme de la constitution anglaise, et n'ayant pas assez de génie pour faire la différence des conditions spéciales des deux peuples espagnol et anglais, il a néanmoins assez d'initiative pour comprendre que ses concitoyens ont beaucoup à faire par eux-mêmes pour se rapprocher d'un état social plus civilisé.

Ce qui surtout domine chez ce personnage d'origine juive, c'est l'importance qu'il donne à l'échange, au commerce, à la spéculation. Burgos, imbu des vieilles doctrines autoritaires, croyait uniquement au progrès par la voie d'une sage et féconde administration. Mendizabal, bien autrement sagace, tend à modifier les habitudes invétérées de la nation; il veut faire pénétrer le besoin du travail et le goût de la spéculation chez un peuple endormi dans la routine; il veut faire changer la richesse de mains, détruire partout le système des mainmortes, substituer enfin à l'indolence des paysans de la Castille et de la Manche l'activité des courtiers de Londres ou d'Amsterdam.

Les habitudes de la vie monacale lui sont tout spécialement odieuses : il partage la haine du peuple espagnol contre ces moines qui ont fait, partout où ils ont passé, école de débauche et de fainéantise; aussi se propose-t-il de briser dans sa base l'édifice élevé par le clergé catholique.

Ennemi des couvents, il l'est aussi de don Carlos et de sa cour; par conviction, par tempérament, par éducation, il est hostile à ce vieux monde où les préjugés de la naissance sont étroitement unis à l'abdication de la raison et de l'initiative individuelle; aussi n'y a-t-il à craindre de sa part

aucune transaction. On sent qu'il résume en lui les aspirations de la vie moderne ; il en a l'appétit du bien-être en même temps que la volonté d'y parvenir.

Appelé au ministère dans un moment difficile, alors que tous les esprits sont divisés, que les partis ont perdu toute cohésion, il cherche à puiser sa force en lui-même, et vise à obtenir personnellement une influence assez grande pour qu'on lui laisse exercer une dictature absolue. Tant que la situation est vraiment critique, tant qu'il y a doute sur le succès de la grande œuvre, la mise en vente des biens du clergé, toutes les opinions, par un besoin instinctif, se rangent autour de lui ; on le laisse agir, car il est considéré comme nécessaire. Mais à peine le coup décisif sera-t-il porté, à peine le décret qui jettera dans la circulation une masse énorme de biens fonciers aura-t-il été rendu, toutes les divergences reparaîtront, toutes les luttes d'opinion reprendront une nouvelle intensité ; nous le verrons disparaître de la scène aussi rapidement que nous l'avons vu s'emparer de la présidence du conseil.

Dans son manifeste-programme, publié par la *Gazette officielle* du 14 septembre, voici comment il annonce son avénement ; il a été appelé par la reine « pour *satisfaire tous les besoins légitimes, calmer toutes les passions, éteindre toutes les discordes*. Il doit, *sans autres ressources que celles de la nation*, donner un rapide et glorieux dénoûment à la guerre civile ; fixer d'une seule fois et sans hésitation le sort futur des corporations religieuses, qui elles-mêmes demandent à être réformées d'accord avec la convenance publique ; consigner dans des lois sages tous les droits émanant du système représentatif ; enfin créer et fonder le crédit public, dont la puissance énergique doit surtout être étudiée dans l'opulente et libre Angleterre. »

Rien de plus facile que d'appeler un semblable programme

œuvre de charlatan et de présomptueux : parler de concorde quand toutes les villes de la Péninsule obéissaient à des juntes indépendantes ; annoncer la fin de la guerre en face d'un ennemi victorieux ; promettre la réforme des corporations religieuses à un clergé hostile et à une nation fanatique ; chercher à organiser le système représentatif avec une régente qui, en donnant le Statut royal, croyait avoir excédé la limite du possible, et avec un peuple resté adorateur de la Constitution de 1812 ; s'engager à asseoir sur de solides bases le crédit public quand toutes les ressources étaient épuisées, et que la misère générale était à son comble, c'était en vérité défier l'impossible. Mais doit-on s'abstenir de viser un but désirable parce qu'il est lointain, voire même temporairement inaccessible? Mendizabal, appelé aux affaires dans un moment suprême, indiquait la voie où il fallait entrer : on ne doit pas lui reprocher ce qu'il n'a pu accomplir, mais bien plutôt lui savoir gré des résultats qu'il a obtenus.

En fait, son nom reste pour toujours attaché à l'époque la plus critique de la Révolution espagnole; alors que tout semblait perdu, que l'anarchie était triomphante, que les esprits les plus dévoués et les plus patriotes commençaient à désespérer, que les modérés craignaient d'agir de peur d'aboutir au désordre, et que les progressistes s'agitaient sans provoquer aucune mesure utile, c'est lui qui est venu imprimer la bonne direction et a ainsi déterminé le triomphe de la liberté. A ce point de vue, il a une physionomie à part entre les divers ministres espagnols ; son nom conserve une popularité que nul ne partage au même titre, et c'est avec justice que sa statue a été élevée trente-trois ans plus tard sur une des principales places de Madrid. Tandis que la plupart de ceux qui l'ont précédé et suivi au pouvoir n'ont été généralement que des hommes de parti, il a été,

lui, à un moment donné, l'homme de la nation, l'homme de la civilisation et du progrès.

Dans la composition de son ministère, Mendizabal dut faire comprendre aux progressistes qu'il avait pris vis-à-vis de la régente l'engagement formel de maintenir le Statut royal; c'est pourquoi don Ramon Gil de la Cuadra, à qui le portefeuille de l'intérieur fut offert, ne put l'accepter, parce qu'il prétendait formuler dans son programme le rétablissement immédiat de la Constitution de Cadix. Ce ministère fut donné à un des fonctionnaires supérieurs de l'administration, don Martin de los Héros, qui, tout dévoué qu'il était aux idées d'Arguëlles, se montra cependant de plus facile composition. Don Alvaro Gomez Becerra fut choisi pour remplacer Garcia Herreros à grâce et justice; le portefeuille de la guerre fut confié au comte d'Almodovar, et celui des affaires étrangères au général Alava, en ce moment ambassadeur à Londres. Mendizabal garda pour lui les finances et la marine. Il eut la délicatesse d'offrir la présidence du conseil au général Alava; puis il se l'attribua définitivement, ainsi que le portefeuille des affaires étrangères, sur le refus du général, qui préférait garder son poste diplomatique.

A peine installé, le cabinet entreprit la soumission des juntes provinciales; il ne chercha point à les intimider, mais à les persuader. Elles étaient les plus fortes : des manifestations hostiles n'auraient servi qu'à donner des preuves de mauvaise volonté et d'impuissance. Le nouveau ministre de l'intérieur eut le tact de s'en abstenir; il promit aux juntes de céder à toutes les justes réclamations qui lui seraient adressées, et de déférer aux Cortès l'examen des questions qu'il ne pourrait résoudre par lui-même; il s'engagea à oublier les événements qui venaient de s'accomplir, et en peu de temps il amena les esprits à considérer le chan-

gement de ministère comme le but définitif du mouvement révolutionnaire qui avait été inauguré.

A ce succès contribua beaucoup la nomination comme capitaines généraux d'hommes publiquement dévoués à la cause libérale. Mina envoyé en Catalogne, Espinosa en Andalousie, Quiroga à Grenade, O'Daly à Carthagène, tournèrent l'opinion des provinces en faveur du pouvoir central, et la rendirent plus disposée à reconnaître une autorité représentée par des chefs sympathiques. Palafox, si populaire en Aragon, reçut la mission de s'entendre avec la junte de Saragosse. La sécurité que les populations eurent bientôt que les intentions du gouvernement étaient devenues essentiellement libérales, modifia à ce point leur manière de voir, qu'à l'irritation violente contre le comte Toreno se substitua tout à coup une crédulité absolue quant au mérite et aux talents de Mendizabal.

Le bruit se répandit que le ministre des finances avait à sa disposition toutes les ressources nécessaires en hommes et en argent pour mettre fin à la guerre civile ; il devait être le sauveur, l'homme prédestiné pour cette sainte mission. Favorisée par les engagements officiels que les ministres ne craignaient pas de prendre dans la *Gazette officielle*, cette rumeur prit en peu de temps une consistance extraordinaire, et la foi qu'on y ajouta explique seule le revirement inattendu qui se produisit.

La junte de Galice donna le signal la première, et se soumit sans conditions ; son exemple fut immédiatement suivi par celles de Valence, de Saragosse et de Barcelone. C'étaient celles qui avaient donné l'impulsion, celles qui agissaient avec le plus d'ensemble et de résolution ; aussi leur soumission fut-elle décisive. Les autres ne songèrent plus pour la plupart qu'à se rallier et à fixer peu à peu les conditions auxquelles elles étaient prêtes à céder. L'Anda-

lousie seule montra quelque hésitation et manifesta le désir de continuer son administration indépendante et locale ; mais peu à peu le courant en faveur de Mendizabal prit une telle force que les tendances décentralisatrices durent se réduire au silence.

La junte qui s'était établie à Andujar dès le commencement du mois de septembre était parvenue à se faire adopter comme pouvoir central par celles de Malaga, Grenade, Alméria et Jaen ; elle cherchait à s'approprier les ressources dont disposaient celles de Séville et de Cadix. C'était elle qui avait organisé la petite armée à la tête de laquelle le comte de las Navas manifestait l'intention de franchir la Sierra Morena pour envahir les plaines de la Manche. Cette armée, accrue des troupes qui avaient été envoyées contre elle avec le capitaine général Latre et qui avaient fait défection (17 septembre), inspirait à Madrid une terreur profonde. A peine installé, Mendizabal dut consacrer tous ses efforts à la disséminer : des émissaires furent envoyés coup sur coup au comte de las Navas pour le prier de ne point marcher en avant. Las Navas demandait que la Constitution de Cadix fût immédiatement promulguée, et il se maintint longtemps dans cette exigence ; mais enfin, devant les actes du nouveau ministère, il cessa son hostilité et laissa s'éparpiller les forces importantes qu'il était parvenu à réunir. Ce fut le signal de la pacification complète de l'Andalousie ; la junte centrale d'Andujar ne tarda pas à se dissoudre et les autres juntes locales s'empressèrent de faire leur soumission (5 octobre).

Pour favoriser ce mouvement, pour montrer combien il était sincère dans ses intentions, Mendizabal avait trouvé un moyen de rallier au gouvernement ces forces révolutionnaires ; par un décret en date du 21 septembre il avait décidé le rétablissement des députations provinciales telles qu'elles

étaient organisées par la Constitution de Cadix, et en même temps il avait voulu que sous le titre de commission d'armement et de défense les juntes continuassent à opérer jusqu'à l'élection de ces députations ; par ce moyen il utilisait toutes les forces locales qui voulaient travailler énergiquement au salut de la nation, en même temps qu'il donnait la sanction de la loi à toutes les mesures qu'elles pouvaient prendre dans l'intérêt commun.

En même temps l'état de siége était levé à Madrid, les prisons vidées, et une amnistie était proclamée non-seulement en faveur des condamnés politiques, mais en faveur de tous ceux qui avaient été poursuivis et jugés pour délits de contrebande.

Les mêmes Cortès qui avaient fonctionné de juillet 1834 à mai 1835 furent convoquées pour le 16 novembre (décret du 28 septembre). Aux termes du décret de convocation les deux estamentos des Procérès et des Procuradorès étaient appelés à réviser le Statut royal, à établir un nouveau système électoral et à délibérer sur divers points relatifs à la consolidation du crédit public. Heureuse transaction par laquelle Mendizabal tenait à la régente sa promesse de maintenir le Statut royal en même temps qu'il donnait aux défenseurs de la Constitution de Cadix les moyens de faire triompher leurs idées par une voie légale.

Le caractère principal des divers mouvements populaires était l'irritation profonde contre les communautés religieuses ; nous avons vu que presque partout les moines avaient été chassés de leurs couvents ; les juntes avaient d'elles-mêmes considérablement étendu le décret de Toreno. Par une nouvelle décision en date du 11 octobre, la régente, sans l'intervention du pouvoir ecclésiastique, régla le sort de toutes les communautés qui ne se consacraient pas à l'enseignement des enfants pauvres ou à l'assistance des

malades ; aucun des couvents qui avaient été fermés ne devait se rouvrir jusqu'à ce que les Cortès eussent pris une décision à leur égard ; de ceux qui subsistaient encore il ne pouvait y en avoir plus d'un seul appartenant à un même ordre dans une même cité : le gouvernement se réservait de les fermer soit sur la demande du prélat et des deux tiers des religieux, soit à la sollicitation de la municipalité appuyée par la députation provinciale. Les évêques devaient s'abstenir de conférer les ordres majeurs ; les ecclésiastiques perdaient tout droit à une juridiction spéciale ; des moyens coercitifs seraient employés contre tout évêque qui se refuserait à donner les indications dont le gouvernement aurait besoin pour opérer la vente des biens du clergé et la mise en circulation de tous les biens de main-morte qu'il possédait.

Enfin, pour démontrer avec quelle ardeur il pensait se consacrer à la guerre, Mendizabal, après avoir décidé l'armement complet des milices urbaines, qui devaient prendre désormais le nom de milice nationale, après avoir obtenu de la régente que sur sa propre liste civile elle équiperait et entretiendrait pendant la guerre trois bataillons de chasseurs, après avoir décrété l'établissement d'un hôtel des invalides, assuré l'entrée dans les carrières civiles à tous les militaires que leurs blessures auraient rendus impropres au service, lança le 24 octobre un décret appelant aux armes tous les Espagnols de dix-huit à quarante ans, et ordonna la réunion immédiate d'un contingent de cent mille hommes. Cette dernière mesure n'était pas seulement destinée à accroître le nombre des soldats, elle avait encore une portée financière : tout individu voulant se racheter du service était obligé de payer une somme de 4,000 réaux, ou seulement de 1,000 en fournissant en même temps un cheval.

Toutes ces dispositions furent accueillies avec enthousiasme par le parti avancé, avec désespoir par les conservateurs, qui ne jugent jamais arrivé le moment de faire un grand effort. Les dons patriotiques commencèrent à affluer dans les caisses du Trésor pour le salut de la patrie. Les principaux journaux de Madrid, les clubs, les réunions populaires décernèrent à Mendizabal le titre de régénérateur : à lui, à lui seul l'Espagne allait devoir le triomphe définitif de la Révolution et de la Liberté ; l'anarchie avait disparu ; ceux qui tout à l'heure réclamaient la Constitution de Cadix les armes à la main, ne demandaient plus qu'à tourner ces mêmes armes contre les carlistes.

Il s'agissait seulement de savoir comment cette politique serait acceptée par les Cortès ; l'opposition qu'avaient faite les procuradorès à Martinez de la Rosa permettait de compter sur leur sympathie, mais on devait au contraire s'attendre à l'opposition de l'estamento des procérès, où dominaient plusieurs des anciens ministres de Ferdinand VII, et surtout le marquis de Miraflorès, l'heureux signataire du traité de la quadruple alliance.

L'opinion publique fut bientôt rassurée. L'un et l'autre estamento montra dans la discussion de la réponse au message de la régente un vif désir de coopérer à la difficile mission de Mendizabal.

Encouragé par cette attitude, le cabinet résolut de solliciter un vote de confiance lui confirmant la dictature qu'il exerçait réellement depuis le 14 septembre. Sous le prétexte que le temps manquait pour présenter le budget de 1836, il demanda à être autorisé à percevoir toutes les contributions et taxes en vigueur, et à les employer aux dépenses publiques en opérant des diminutions, s'il était possible, mais sans aucune augmentation, avec interdiction soit de contracter de nouveaux emprunts, soit d'aliéner les biens de

l'État, et avec engagement de rendre compte dans la prochaine législature de l'usage qu'il aurait fait de ces facultés extraordinaires.

Les Chambres, dont l'unique pouvoir était de voter l'impôt, et qui, sur les matières qui n'étaient pas soumises à leur examen, n'avaient qu'un simple droit de pétition, étaient fondées à regarder comme excessive une autorisation aussi large, et cependant il y avait dans tous les esprits un tel désir de bon accord qu'il n'y eut aucune opposition sérieuse. La demande fut présentée par le gouvernement le 21 décembre 1835. Le 16 janvier 1836, elle avait déjà passé par l'épreuve des deux assemblées et elle était promulguée; chez les procuradorès, Martinez de la Rosa et Toreno ne l'avaient combattue que par de fines insinuations, où ils laissaient comprendre que le pays, aujourd'hui sous le charme du magicien (el mago), ne tarderait pas à revenir de son enchantement, et qu'aucune des promesses du discours du trône ne serait réalisée; Antonio Gonzalez et Galiano avaient répondu à leurs sarcasmes et à leur ironie par des discours passionnés et enthousiastes qui avaient entraîné leurs collègues. Les procérès, quelles que fussent leurs pensées intimes, se montrèrent encore plus empressés; il n'y eut chez eux aucune opposition; un seul suffrage se produisit au scrutin contre la proposition.

Les plus graves difficultés semblaient résolues par cette décision des Cortès; elles n'étaient cependant qu'ajournées. Le ministère avait soumis aux procuradorès un projet de loi électorale dans le but d'agrandir les bases du système adopté lors de la promulgation du Statut royal. Tous les partis se donnèrent rendez-vous sur ce projet de loi, et le besoin de parler, si puissant dans les races du midi, entraîna tous les orateurs à prononcer des discours interminables. Martinez de la Rosa dans l'*Abeja*, Galiano dans la

Revista, se servirent en outre de ce sujet pour soulever au dehors tous les problèmes constitutionnels. L'opinion, à Madrid, oublia la guerre dont le Nord était le théâtre pour s'appesantir à nouveau sur les principes qui la divisaient. Entraîné dans cette impasse, Mendizabal, qui jusque-là, tout en prenant les mesures les plus radicales, s'était efforcé de ne point se livrer au parti progressiste, fut sommé d'opter entre les deux partis. En vain essaya-t-il de se placer en dehors du conflit; en vain voulut-il laisser à la Chambre le soin de décider en pleine liberté si l'élection devait être directe ou à deux degrés, si les capacités seraient admises ou non au droit électoral, sans payer contribution, si les éligibles devaient avoir 6000 ou 12000 réaux de rente, si le vote devait avoir lieu par province ou par district; les progressistes ne voulurent pas permettre au ministère une opinion personnelle en dehors de la leur sur des sujets semblables, et les modérés ne lui surent aucun gré des concessions nombreuses qu'il faisait pour arriver à une solution acceptable par tous. Les choses s'envenimèrent au point que sur certains articles du projet de loi les modérés parvinrent à réunir la majorité au grand désespoir des progressistes, qui se plaignirent hautement d'être abandonnés par le gouvernement.

En présence de ce résultat, les yeux de Mendizabal se dessillèrent: il comprit qu'il avait été trop loin dans ses concessions au parti modéré et, d'accord avec le conseil de régence, prononça la dissolution des Cortès. Le décret, lu le 27 janvier devant les procuradorès, fixa au 27 du mois suivant la date des élections et au 22 mars le jour de la réunion des nouvelles Chambres: ces élections devaient se faire suivant le Statut royal; on n'avait pas eu le temps d'achever la discussion du projet de loi électorale.

Les modérés, si joyeux lorsque Mendizabal avait réuni

les anciennes Cortès du Statut royal, furent vivement émus par cette dissolution qui brisait une partie de leurs armes ; ils commencèrent alors dans toutes leurs publications contre le président du conseil une lutte acharnée, ils l'accusaient de tromperie, de charlatanisme et lui reprochaient d'être la cause suprême de toutes les misères qui écrasaient la nation. A les entendre, il n'avait jamais eu ni initiative, ni connaissance des affaires, ni esprit d'administration ; son but secret consistait en un projet insensé de vendre à l'Angleterre, par un traité de commerce, toute la consommation de la Péninsule, au grand détriment des fabriques espagnoles. C'est pour cela qu'il était soutenu avec tant d'opiniâtreté par l'ambassadeur anglais, M. de Villiers; c'est pour cela que M. de Rayneval, l'ambassadeur de France, était si mal reçu au Prado, pour cela que les contrebandiers étaient spécialement protégés, pour cela que l'introduction des articles britanniques, sans payer de droits, était tolérée d'une manière aussi scandaleuse sur toutes les côtes de l'Andalousie.

La répétition audacieuse et journalière de pareils propos eut pour résultat de miner le crédit de Mendizabal, et comme sa dictature n'avait d'autre fondement que son empire sur l'opinion publique, affaiblir son prestige, c'était préparer sa ruine. Attaqué par les amis de Martinez de la Rosa et de Toreno, le président du conseil aurait bien voulu associer à sa politique les principaux chefs progressistes ; mais de ce côté il n'éprouvait que des refus. Isturitz et Galiano, Arguëlles, Caballero et son ami Lopez, successivement appelés à entrer dans le cabinet, refusèrent de courir les chances d'une politique qui avait trop promis pour ne pas être un jour maudite dans un accès de désillusion ; il valait mieux pour eux recueillir l'héritage de Mendizabal que de partager sa responsabilité.

Celui qui n'avait pas désespéré de son pays au moment le

plus critique, quand l'anarchie avait suspendu le payement de toutes les contributions, celui qui avait hasardé une levée de 100 000 hommes quand les finances étaient hors d'état d'entretenir les troupes déjà sur pied, celui qui avait refusé toute intervention étrangère et qu'on accusait cependant de connivence avec l'Angleterre, devait soutenir son œuvre jusqu'au bout ; comme il devait seul en avoir la gloire, il devait seul en courir le risque.

Mais tandis que, parmi les sommités des partis, Mendizabal rencontrait une si vive opposition ou une si coupable indifférence, il essayait de conserver sa popularité auprès de la grande masse du pays par l'ardeur qu'il mettait à poursuivre la suppression des communautés religieuses.

A Madrid, le gouverneur civil, Olozaga, s'était chargé d'assurer l'exécution des mesures prises contre elles ; aidé de ses alcades, il accomplit si sérieusement sa mission que des soixante-douze couvents de la capitale, il en fit démolir immédiatement dix-sept situés sur les points les plus importants, sous le prétexte qu'ils opposaient de véritables obstacles aux nécessités de la circulation intérieure. Tous ceux dont la démolition n'était pas jugée nécessaire furent transformés en casernes et en écoles ou appropriés à quelque autre service public.

Le même gouverneur alla visiter les principales localités de la Nouvelle-Castille ; beaucoup de vieux couvents d'Alcala furent changés en établissements universitaires à la tête desquels on plaça des professeurs jeunes et intelligents. Ces mesures précédèrent de quelques jours seulement la publication du décret célèbre auquel est restée associée la mémoire de Mendizabal, et qui est connu sous le nom de décret de *desamortizacion* (voir note H). Ce décret, publié le 19 février, était le coup décisif que la Révolution portait au clergé en réponse aux efforts constants tentés par le

parti clérical pour rétablir l'absolutisme ; il avait pour objet de mettre en vente pour le compte de l'Etat la masse énorme de biens fonciers qui appartenaient aux communautés religieuses déjà supprimées, ceux qui avaient déjà été adjugés à la nation et ceux qui le seraient à l'avenir ; son but était de détruire par ce changement radical l'ancienne omnipotence du clergé en Espagne, de créer le crédit de la nation en mettant à sa disposition un capital considérable et de faciliter enfin l'amortissement d'une partie considérable de la dette publique dont les titres devaient être reçus pour prix des biens achetés [1].

Un second décret, en date du 5 mars, déclarait en état de rachat tous les cens, impositions et charges de quelque nature qu'ils fussent, appartenant aux communautés religieuses, et donnait à leurs débiteurs des moyens d'amortir les rentes qui pesaient sur eux. Un troisième décret, en date du 9 mars, vint compléter les deux premiers ; il étendit aux couvents de religieuses les dispositions touchant les religieux ; il limita le nombre des établissements autorisés ; il fixa l'indemnité à payer à toutes les religieuses qui sortiraient des cloîtres, mais il s'attacha surtout à mettre entre les mains de l'Etat les nombreux immeubles que possédaient ces communautés.

Mendizabal se jugea suffisamment autorisé pour rendre ces décrets par le vote de confiance qu'il avait obtenu ; et, dans les conditions spéciales où se trouvait l'Espagne, devant le fanatisme encore si vivace, la résolution qu'il prit implique de sa part un courage civil qu'on ne saurait méconnaître.

[1] En 1834, il y avait en Espagne 36 000 religieux, dont 11 000 mendiants, et 17 000 religieuses ; en tout, 53 000 individus consacrés à la vie contemplative. Au commencement du siècle ce total dépassait 92000.

Les élections se firent dans toute l'Espagne sous l'empire de la forte impression produite dans les esprits par la mise en vente des biens du clergé; elles furent extrêmement favorables aux progressistes. Mendizabal fut élu dans sept provinces différentes. Martinez de la Rosa et Toreno ne purent obtenir un nombre de voix suffisant. Les modérés comptèrent à peine deux ou trois des leurs parmi les élus. Au contraire, tous les chefs du parti progressiste, Arguëlles, Antonio Gonzalez, Isturitz, Galiano, Caballero, Lopez, las Navas, furent nommés à de grandes majorités. Madrid envoya à la Chambre Olozaga, le jeune gouverneur qui venait de procéder avec tant d'ardeur à la démolition des couvents et dont l'éloquence promettait un nouvel orateur à la tribune espagnole. Malaga, animé d'un esprit très-révolutionnaire, porta son choix sur des partisans décidés de la Constitution de Cadix, entre autres sur Cayetano Cardero, le lieutenant du 2e léger, promoteur de l'échauffourée du 18 janvier 1835.

Une telle Chambre semblait au premier abord le meilleur appui que Mendizabal pût attendre de la confiance de ses concitoyens ; il arriva au contraire que, se croyant sûrs du triomphe, les progressistes, n'ayant à craindre aucune résistance, se divisèrent en groupes hostiles, et qu'il se forma bientôt parmi eux une fraction assez compacte pour servir de base à une combinaison ministérielle sur laquelle pourrait s'appuyer la régente en dehors de Mendizabal.

Les chefs de cette nouvelle fraction, sortie du parti progressiste, et que nous voyons peu à peu, par une pente insensible, s'unir aux modérés, avaient donné des gages sincères à la cause libérale ; c'étaient Isturitz, Galiano et le duc de Rivas, tous trois hommes d'esprit et de talent, le second réputé pour son éloquence hors ligne, le troisième

arrivé alors par ses productions dramatiques à l'apogée de la gloire littéraire. Jusqu'alors ils avaient toujours fait cause commune avec les esprits les plus ardents ; à ce moment, en face du triomphe général du parti qu'ils ont toujours servi, comme tant d'autres révolutionnaires inconséquents, ils croient que la nation a besoin de s'arrêter sur la pente et ils veulent donner le signal d'un temps d'arrêt, d'un retour à l'esprit d'ordre et de stabilité. Ils veulent dire à la marée montante : Tu n'iras pas plus loin. Les modérés, exclus de la Chambre par le suffrage de la nation, accueillent avec faveur cet appui inespéré ; des pourparlers eurent lieu entre les principaux d'entre eux et ceux que le ressentiment naturel des autres progressistes va qualifier d'apostats. Quand les deux Chambres se réunissent le 22 mars, on voit dès les premières séances se manifester, soit aux Procérès, soit aux Procuradorès, la ligne spéciale que se proposent désormais de suivre le duc de Rivas, Isturitz et Galiano. Isturitz était candidat à la présidence. Il trouve le cabinet prévenu et déjà en garde contre son hostilité, et ne passe qu'avec la plus grande peine le quatrième sur la liste des candidats présentés au gouvernement pour la constitution du bureau ; pour se venger de cet échec, il prépare une opposition redoutable au cabinet pendant la discussion de l'adresse en réponse au discours de la couronne, et il formule contre Mendizabal, son ancien ami, de vagues récriminations qu'une lâche calomnie devait bientôt transformer en accusations perfides de malversation et d'improbité. Le président du conseil, devant cette accusation attentatoire à son honneur, oublia tous les souvenirs d'une longue camaraderie et d'une vieille liaison ; il envoya des témoins à son adversaire, et Madrid apprit bientôt qu'un duel au pistolet, heureusement sans issue funeste, avait eu lieu dans les champs de San Isidro entre le président du conseil et Isturitz.

De même qu'il ne prouve rien ni pour ni contre Mendizabal, ce duel ne modifia en rien la situation politique respective des partis. Galiano et le duc de Rivas, qui n'avaient pas avec le chef du cabinet les liens d'amitié qui retenaient Isturitz, creusèrent dans la discussion de l'adresse l'abîme qui commençait à les séparer des autres progressistes.

Galiano insistait avec acharnement sur les étranges oublis qu'il avait observés dans le message de la couronne : on n'y avait parlé ni de l'obligation de présenter les budgets, ni de l'usage qui avait été fait du vote de confiance. Le dictateur avait-il donc l'intention de continuer l'exercice d'une autorité excessive, avec laquelle il n'avait pas encore, suivant sa promesse, mis un terme à la guerre civile ?

A l'estamento des procérès le duc de Rivas, soutenu par une majorité modérée, faisait voter une pétition sommant le gouvernement de suspendre l'exécution des décrets du 19 février et du 5 mars (6 mai).

A ces attaques, le parti avancé de la Chambre des procuradorès voulait répondre par des mesures énergiques ; il demandait au ministère, pour lui donner son concours, l'augmentation du nombre des procérès, la révocation de Quesada et San Roman, directeurs généraux de l'infanterie et des milices provinciales, spécialement la retraite du général en chef de l'armée du Nord, Cordoba, dont on commençait de nouveau à redouter les idées politiques. Cette dernière mesure était particulièrement redoutée de la régente, qui avait une confiance extrême dans ce général et qui craignait par-dessus tout de voir à la tête des troupes en campagne contre don Carlos un homme dont elle pût soupçonner la fidélité dynastique ; Mendizabal s'était déjà aperçu, dans ses entretiens avec Christine, qu'il devait, pour garder le pouvoir, ménager avec le plus grand soin cette susceptibilité spéciale ; aussi avait-il toujours entre-

tenu avec Cordoba les rapports les plus amicaux, quelques difficultés que cherchât à lui susciter ce militaire adroit, préoccupé avant tout d'attribuer devant l'opinion publique à l'exiguïté des ressources qu'on lui fournissait l'impuissance manifeste de ses efforts. Au mois de décembre 1835, le comte Almodovar, ministre de la guerre, s'était rendu lui-même en Navarre et s'était longuement entretenu avec le général en chef de tous les besoins des troupes ; le ministre et le général s'étaient mis parfaitement d'accord : aussi la régente n'eut-elle aucun soupçon tant que le portefeuille de la guerre resta entre les mêmes mains ; mais lorsqu'à la fin d'avril Mendizabal, pour consolider le cabinet, confia le ministère de la guerre à Rodil et celui de la marine à Chacon, Almodovar passant aux affaires étrangères, Christine observa avec une attention particulière les premiers décrets qui furent présentés à sa signature : bientôt elle crut s'apercevoir d'un effort persévérant pour glorifier des subordonnés comme Ewanz, Espartero, au détriment du général en chef, et, sans soulever de discussion sur ce terrain, elle attendit l'heure de manifester sa désapprobation à la ligne politique que suivait le cabinet : l'occasion se présenta le jour où la retraite de Quesada et de San Roman lui fut demandée ; elle s'y opposa d'une manière absolue et obligea par son attitude le ministère tout entier à donner sa démission (15 mai).

Le successeur de Mendizabal était tout indiqué, c'était le chef de l'opposition dans la Chambre des procuradorès, Isturitz, que sa récente évolution jetait définitivement dans les bras des modérés, et que ceux-ci présentaient alors à la régente comme le seul homme capable, avec ses amis, de sauver le Statut royal, s'il consentait à entreprendre cette œuvre difficile.

Ainsi s'acheva le premier ministère de Mendizabal ; pen-

dant sa courte durée de huit mois une secousse salutaire avait été donnée à la nation par la mise en vente des biens du clergé; et la grande question qui va se poser pour les nouveaux ministres sera désormais de savoir s'ils veulent encourager ce mouvement ou l'enrayer. Toute la politique intérieure de l'Espagne se bornera pendant longtemps au décret de désamortissement et à la façon de l'appliquer.

Nous n'avons pas eu encore occasion de signaler les diverses dispositions financières de Mendizabal, et cependant c'est de ce côté qu'on attendait le plus de ses talents ; on lui attribuait une facilité extraordinaire à trouver des expédients et des ressources ; on croyait à des combinaisons ingénieuses qui changeraient du tout au tout la situation du Trésor. Grande folie, car une telle modification n'était et ne pouvait être au pouvoir de personne. Avec la guerre civile et les discordes intestines, l'absence de travail et la misère générale, la baisse des fonds publics et la disparition du crédit étaient inévitables ; en faire peser la responsabilité sur Mendizabal, comme ont entrepris de le faire les modérés, c'est commettre une injustice flagrante.

Ce qui reste certain, c'est qu'en mettant hardiment la main sur les immeubles du clergé, il a remis en circulation un élément considérable de richesse. Que si, moins pressé de réaliser, il se fût efforcé de tirer directement des cultivateurs eux-mêmes les prix des biens aliénés, au lieu d'exciter la spéculation de la Bourse en admettant au payement certains titres de la dette, on n'eût pu lui reprocher d'avoir provoqué l'agiotage. N'oublions pas cependant que, sans ressources, avec un crédit ruiné et les énormes dépenses d'une guerre civile, il se trouvait réellement à la merci des boursiers et spéculateurs.

Malgré tous les embarras de sa situation, il voulut cependant continuer l'œuvre entreprise par Toreno pour le règle-

ment de la dette publique. Celui-ci était parvenu à convertir tous les titres extérieurs. L'opération était beaucoup plus difficile et plus compliquée pour les titres intérieurs; il fallait pourtant l'entreprendre, si jamais l'on voulait arriver à constituer le crédit public.

Un décret du 16 février 1836 ordonna donc qu'il serait procédé immédiatement à une liquidation générale de tous les crédits qui à titre légitime seraient à la charge de la nation; la date du 31 décembre 1836 était péremptoirement fixée pour la présentation de tous les documents : devait être tenue pour non avenue postérieurement toute dette dont les titres n'auraient pas été produits dans ce délai.

Un décret du 18 février arrêta la consolidation successive en six années des trois espèces de dettes connues sous le nom de Vales non consolidés, dette courante à 5 pour 100 papier, et dette sans intérêt, qui auraient été déjà reconnues et liquidées à cette date; on laissait aux Cortès futures le soin de fixer comment serait amortie la partie de la dette qui restait encore à reconnaître et à liquider (voir note I). De semblables mesures dans un état normal n'auraient produit sur les cours qu'un effet salutaire; mais à cette époque, comme les créanciers redoutaient vivement l'impossibilité pour le Trésor de faire face à ses obligations et de payer les coupons, loin d'être accueillies avec sympathie, elles produisirent de très-vives alarmes. Le 5 pour 100 était descendu à 44; on objectait qu'à la suite de cette consolidation la somme annuelle des intérêts à payer serait accrue dans des proportions considérables; et en effet l'expérience prouva qu'il s'agissait d'une création nouvelle pendant six ans de plus de 20 millions de rente par an, venant s'ajouter à un déficit annuel de 200 millions.

Par les conditions du vote de confiance, Mendizabal s'était interdit tout emprunt nouveau, toute aliénation des

biens de l'État. On croyait ainsi lui avoir lié les mains; mais il retrouva dans les coffres du Trésor une foule de titres qui n'avaient pas été négociés, bien qu'ils fussent légalement émis, entre autres un grand nombre de titres provenant de l'emprunt traité en 1823 par les Cortès de Cadix avec le concours des banquiers anglais Campbell et Lubock, et d'autres provenant du dernier emprunt de 1834 restés disponibles par le refus des détenteurs des anciens titres de se prêter à la conversion. Ce sont ces valeurs qui permirent au ministre de faire face aux énormes dépenses qui pesaient sur lui; et avec les conditions qui lui étaient imposées, alors que les contributions étaient si difficiles à recouvrer, il est remarquable qu'il ait pu faire face au payement du semestre échu le 1er mai 1836.

Il est vrai que beaucoup de services étaient arrêtés, que des arriérés considérables étaient dus aux troupes, que celles-ci mal entretenues étaient presque partout obligées de vivre sur le pays lui-même et que les classes passives, et même beaucoup d'actives, ne recevaient pas les sommes qui leur revenaient; ce qui jetait dans toutes les relations sociales une inquiétude et un malaise, présage de nouvelles calamités; mais ces maux étaient inséparables de la guerre civile.

C'était rêver l'impossible que de songer en de pareilles circonstances à restaurer le crédit : il fallait avant tout vaincre don Carlos; les alternatives qui se succédaient en Navarre, dans les provinces basques, en Catalogne et dans le Maestrazgo avaient plus d'influence sur le cours des fonds publics que les décisions de la Chambre et les modifications ministérielles.

Dans les provinces basques et en Navarre la guerre avait pris depuis le mois de septembre 1835 une tournure plus favorable pour les libéraux : ce n'est pas que l'armée carliste eût subi quelques revers sérieux, qu'elle eût été en-

tamée ou atteinte par la démoralisation : elle avait seulement cessé de grandir. A mesure qu'elle s'était installée plus fortement dans les parties montagneuses du Guipuzcoa, d'Alava, de Biscaye et de Navarre, elle avait complété son organisation en circonscrivant son action. Elle disposait véritablement en maîtresse des revenus de ces provinces, mais elle ne pouvait plus communiquer avec les territoires voisins. Le nouveau général en chef des christinos, déjà supérieur par le nombre, avait imaginé un nouveau système de blocus qui l'enfermait dans un espace resserré, l'obligeait à en consommer toutes les ressources, et devait la réduire finalement par la famine.

Le succès d'un tel système, sans être immédiat, était infaillible si on le pratiquait avec vigueur et persévérance. Le gouvernement avait approuvé ce plan, et c'est en y faisant allusion que Mendizabal annonçait dans sa proclamation le terme prochain de la lutte; avec son exagération andalouse, il se forgeait d'étranges illusions sur la rapidité avec laquelle les lignes de Cordoba allaient se resserrer pour devenir efficaces.

Dès le milieu d'octobre, don Carlos, persuadé de l'insuffisance de Gonzalez Moreno, que personne au reste ne regretta, l'avait remplacé par un autre de ces officiers généraux qui avaient été les soutiens de la politique de Ferdinand VII. Il avait choisi cet Eguia, que nous avons vu en 1814 chargé à Madrid d'emprisonner tous les partisans du régime constitutionnel. Quoique vieux et mutilé à la suite d'un accident resté inexpliqué (1), Eguia ne manquait pas d'activité; incapable de conception stratégique, il avait

[1] En 1820, par le courrier d'Astorga, Eguia, alors capitaine général de la Galice, reçut un pli fermé, qui au moment où il fut ouvert produisit une forte détonation. Eguia eut les doigts des deux mains emportés et reçut diverses blessures à la tête et sur tout le corps.

une certaine habitude des opérations militaires, et sur le terrain ne se laissait ni entamer ni surprendre ; à la combinaison imaginée par Cordoba, il opposa ce qu'il appelait un système défensif-offensif; c'est-à-dire que, profitant de l'avantage extraordinaire que lui donnait sa position centrale contre un ennemi obligé de s'étendre sur une vaste circonférence, il attaquait successivement avec toutes ses forces les divers points de la circonférence qui l'enfermait et entravait l'investissement en obligeant son ennemi à des concentrations fréquentes et rapides.

Cordoba avait choisi comme quartier général Vittoria, qui semblait offrir le plus de facilités pour communiquer avec les cités de Pampelune, de Saint-Sébastien et de Bilbao; préoccupé de ce choix, Eguia apporta longtemps le plus grand soin à fermer l'entrée des montagnes qui séparent les deux provinces d'Alava et de Guipuzcoa. Le grand essor de la cause carliste datait du jour où la route de France, des environs de Saint-Sébastien jusqu'au-delà de Mondragon, était tombée aux mains de Zumalacarreguy ; on pensait donc à la cour de don Carlos qu'il fallait à tout prix la conserver. Eguia en était également convaincu ; aussi, tandis que partout ailleurs il abandonnait facilement les positions à l'ennemi, quand celui-ci se présentait en force supérieure, il mit pendant tout son commandement le soin le plus grand à fermer d'une manière absolue aux troupes libérales cette entrée dans le Guipuzcoa; il fit établir dans ce but des espèces de lignes, formées de quelques épaulements grossiers, au défilé d'Arlaban, destiné à être le théâtre de luttes nombreuses et sanglantes.

Dès la fin d'octobre, Cordoba fit une première tentative de ce côté; il entra d'abord à Salvatierra, et parut vouloir marcher en avant. Les positions prises par Eguia devant le château de Guévara lui en imposèrent, et il rentra à Vitto-

ria sans avoir tiré d'autre résultat de cette démonstration, qui lui causa cependant des pertes sensibles, que d'avoir fourni à Espartero l'occasion d'effectuer une marche difficile sur le chemin de Vittoria à Bilbao par Durango.

C'est sous l'impression de cet acte que Cordoba entreprit résolûment dans les premiers jours de décembre la construction de lignes destinées à se relier entre elles par des points fortifiés ; il se réserva à lui-même leur organisation du côté de l'est, laissant à Espeleta et à Espartero le soin de les établir entre Vittoria et la mer Cantabrique.

De Pampelune à l'Èbre, au-dessous de Puente la Reina, il fortifia le pont de Larraga, et fit sauter tous les ponts de l'Arga. La possession momentanée d'Estella, qu'il occupa un jour entier (15 novembre), mais qu'il fut obligé d'abandonner aussitôt, lui laissa croire un instant qu'il pourrait relever la ligne du sud bien au-delà d'Arcos et de Lerin : mais il dut bientôt se convaincre que cette espérance était chimérique.

L'essentiel du reste était pour lui de fermer toutes les communications entre la Navarre et le haut Aragon ; il importait extrêmement d'empêcher le départ d'une nouvelle colonne pour la Catalogne, et de s'opposer au retour des débris de la troupe de Guergué ; ses efforts réussirent en partie seulement ; un des généraux divisionnaires d'Eguia, Iturralde, fut arrêté dans sa marche sur le haut Aragon ; un lieutenant de Guergué fut surpris avec toute sa troupe, dans les environs d'Aoiz, au moment ou il se croyait déjà en sûreté sur le territoire navarrais (30 novembre) ; mais Guergué lui-même, avec les quelques soldats qui lui restaient, put échapper et reparaître à la cour de don Carlos au milieu des plus vives acclamations, ce qui ne l'empêcha pas de subir de longues et justes récriminations pour l'in-

décision qu'il avait montrée pendant toute son expédition.

En voyant Cordoba occupé du côté de la Navarre, Eguia crut le moment favorable pour agir sur la côte cantabrique; il fit presser Saint-Sébastien, bloqué déjà depuis le mois d'août, ordonna d'assiéger des forts placés entre cette cité et la frontière française, et en attaquant le château de Guetaria montra son désir de s'assurer une station navale où il pût organiser une force maritime.

Saint-Sébastien était en état de résister, et on put envoyer à temps un secours suffisant au château de Guetaria; aussi n'y avait-il pas lieu de trop s'inquiéter de ces démonstrations. Cependant Cordoba, après avoir obtenu, dans une entrevue avec le ministre de la guerre, l'approbation de tous ses plans, sentit qu'il était nécessaire, malgré l'hiver, d'éloigner le gros de l'armée carliste des deux importantes places de Saint-Sébastien et de Bilbao, sur lesquelles elle pouvait tenter quelque coup dangereux, si elle restait trop longtemps maîtresse de ses mouvements.

En conséquence, vers les premiers jours de janvier, des forces importantes furent de nouveau concentrées à Vittoria. Eguia, informé à temps, s'empressa d'arriver au défilé d'Arlaban. Ce fut là même que Cordoba voulut cette fois aller le chercher; malgré la rigueur de la saison, malgré l'aspérité du terrain, malgré les dangers que le froid et le vent offraient dans ces parages, il conduisit ses divisions à l'assaut des positions occupées par les carlistes (16 janvier 1836), se rendit maître de plusieurs d'entre elles au prix des plus grands sacrifices, mais sans obtenir d'autre résultat direct que celui d'envoyer à Madrid quelques bulletins pompeux où l'impuissance était dissimulée avec art sous les descriptions poétiques et les déclarations emphatiques. En célébrant le courage déployé par Narvaez et la ténacité d'Espartero, il prépara la renommée future de ces deux

généraux et voulut s'appliquer à entourer leurs actes de cette auréole militaire qui enthousiasme à un si haut degré les imaginations espagnoles.

A peine venait-on de recevoir à Madrid la nouvelle de ce choc où l'on avait acheté la gloire au prix d'un sang si précieux, que l'apparition d'une colonne carliste dans la Nouvelle-Castille vint jeter une inquiétude extrême dans la population madrilène. C'était le chanoine Batanero qui, à la tête de 260 cavaliers bien montés, bien armés, avait franchi la ligne de l'Ebre, et avait pu pénétrer sans rencontrer d'obstacles jusqu'à Signenza.

On se mit à sa poursuite. Batanero, rançonnant les petites cités qu'il trouvait sur son passage, fut assez heureux pour échapper à tous les piéges; il menaça Ségovia et la Granja, se replia dans la province de Burgos, et put rentrer en Biscaye avec tout son butin. Son expédition n'était qu'une opération de brigandage sur une grande échelle; cependant, comme elle s'effectua au milieu de populations dont l'esprit était des plus douteux, qu'elle surexcita vivement les espérances des carlistes de l'intérieur, et qu'elle sema la terreur aux environs de la capitale, elle profita considérablement à don Carlos.

Cordoba connaissait trop la faiblesse de Batanero pour s'en inquiéter; malgré les invectives de journaux madrilènes qui donnaient à ce détail une importance exagérée, il continua à poursuivre l'exécution de ses plans ; son attention se portait surtout sur les vallées aboutissant à la frontière française. Dans celles de Roncal, d'Ayezcoa et de Salazar, il fit armer ceux des habitants qui étaient bien disposés pour la cause libérale et chercha à établir entre eux une sorte de fédération pour les mettre en état de résister à toute agression. Dans celle de Roncevaux, il fortifia Burguete, et plus bas Zubiri et Larissaona, de manière à posséder une ligne

presque ininterrompue de Valcarlos à Pampelune; il occupa le Baztan et, afin de tendre la main aux troupes de Saint-Sébastien, il chercha à s'entendre avec le général Harispe, commandant en chef des troupes françaises de l'autre côté des Pyrénées, en qui il ne trouva qu'un concours très-peu efficace à cause du mécontentement qu'excitait dans le cabinet de Paris l'engouement malheureux de Mendizabal pour la libre Angleterre. Ces opérations n'étaient pas achevées, lorsque Cordoba fut vers le 10 février rappelé à Vittoria par la nouvelle de quelques revers survenus du côté de Bilbao. Arrêté par les neiges dans les marais d'Ulzama pendant plus de dix jours, il ne put revenir avec la célérité suffisante; du reste, à peine avait-il atteint avec ses troupes la ville de Vittoria, qu'il apprenait déjà le percement de la ligne de Zubiri (4 mars), créée avec tant d'efforts.

La mission de fortifier la ligne de l'ouest entre Vittoria et la mer avait été confiée aux généraux Espeleta et Espartero, le premier opérant sur le versant cantabrique, le second sur le versant qui fait face à l'Ebre : tous deux devaient s'entendre pour protéger Bilbao et pour établir des communications entre cette ville et Vittoria ; ils devaient garantir les deux points fortifiés de Balmaseda et de Villalba de Losa, qui assuraient, l'un la vallée du Mena et l'autre le passage de la Peña de Orduña. Eguia, dès qu'il vit le général en chef de l'armée libérale engagé dans les vallées de Roncevaux et du Baztan, pensa qu'il aurait facilement raison de ses lieutenants, et qu'il pourrait les écraser avant qu'ils pussent être secourus : en conséquence il se précipita sur Balmaseda, s'en empara (9 février), prit Marcadillo, et menaça de pénétrer dans la Vieille-Castille par Villa Santa et Villarcayo. Ce fut la nouvelle de cette attaque qui détermina le départ de Cordoba pour Vittoria ; elle décida aussi Espartero à quitter ses positions pour se diriger par Pancorvo sur

Villarcayo afin de protéger la Castille ; mais Eguia, satisfait d'avoir pris Balmaseda, se replia, et sûr de n'être pas inquiété, il alla brusquement attaquer la petite ville fortifiée de Plencia, dont il s'empara (25 février).

Beaucoup plus importante que celle de Plencia, la perte de Balmaseda compromettait tout le système de blocus du général en chef ; aussi, à peine Cordoba fut-il de retour à Vittoria, qu'il songea à reprendre ce poste ; il rappela Espartero auprès de lui, ordonna à Espeleta d'attaquer la garnison de Balmaseda, et, pour que rien ne pût le distraire de cet objet, chargea le général Lacy Ewans, chef de la légion auxiliaire anglaise, du commandement de toute l'aile gauche, qui comprenait aussi la défense des deux places de Bilbao et de Saint-Sébastien.

Espartero, dans sa marche sur Vittoria, rencontra les carlistes à Orduña ; il s'ouvrit un passage, s'incorpora la division du général Mendez Vigo, la reconduisit à travers les montagnes jusqu'à sa jonction avec Espeleta, et, à son retour, eut un nouveau combat à livrer sur les hauteurs de Unza (20 mars), avant de pouvoir communiquer avec Vittoria.

Pendant ce temps Espeleta recouvrait Balmaseda, rétablissait ses lignes et reprenait possession de la vallée de la Mena.

De son côté, Lacy Ewans renforçait peu à peu les garnisons de San Sebastian et de Bilbao, mettait cette dernière ville à couvert contre toute tentative, et faisait expédier peu à peu de Santander à San Sebastian un corps de 8000 hommes, afin de pouvoir prendre l'offensive sur les derrières de l'armée carliste. Eguia ne parut pas se douter de l'orage qui s'amoncelait derrière lui ; il avait commencé le siége de Lequeitio, petit port situé sur la côte cantabrique ; il s'y acharna jusqu'à ce qu'il s'en fût rendu maître (12 avril) ; il descen-

dit ensuite sur Amurrio et Orduña avec l'intention apparente de forcer une seconde fois les lignes de l'ouest; mais il rencontra les forces d'Espeleta et de Mendez Vigo, qui, malgré leur infériorité, lui opposèrent à Orrantia une résistance invincible et donnèrent à Cordoba et à Espartero le temps d'accourir. Les forts de Balmaseda et de Villalba de Losa résistèrent à toutes les tentatives qui furent dirigées contre eux. Eguia dut se retirer vers la fin du mois d'avril sans avoir réussi à autre chose qu'à attirer l'armée de Cordoba au milieu des montagnes, où elle fut surprise par le mauvais temps et où, pendant plus de huit jours, elle eut à supporter toute sorte de privations et de fatigues.

Cependant les troupes dirigées par Lacy-Ewans au secours de San Sebastian étaient arrivées enfin par mer à leur destination : tout était prêt pour une attaque sérieuse contre les lignes fortifiées établies par les carlistes autour de cette place. La sortie eut lieu le 5 mai et fut couronnée de succès. Les assiégeants, délogés de leurs retranchements, durent se retirer à certaine distance, perdant une partie de leur artillerie et leur chef Sagastibelza, qu'une balle étendit sur le champ de bataille au moment même où il excitait ses soldats à marcher en avant.

Sans avoir une grande portée matérielle, ce succès exerça cependant sur la marche de la guerre une certaine influence; il excita autour de don Carlos de grandes préventions contre Eguia; il fournit aux progressistes de Madrid un prétexte d'exalter Lacy Ewans au détriment du général en chef; il accrut l'importance des troupes auxiliaires aux yeux de la nation, et contribua enfin à relever le moral des libéraux. Un ordre venu de Madrid avait déterminé le général en chef à tenter une nouvelle marche en avant; et, cette fois encore, il avait pour objectif Arlaban, quand se passèrent à Madrid les incidents que nous avons racontés et qui

amenèrent la démission de Mendizabal et l'avénement du ministère Isturitz.

Il fallait que les libéraux comptassent sur une grande supériorité numérique pour s'arrêter au plan de Cordoba; et, en effet, l'arrivée des troupes auxiliaires, la levée de 100 000 hommes surtout, leur permettaient enfin d'occuper les points les plus importants et de détacher plusieurs colonnes d'opération.

Mais des conscrits n'étaient point des soldats : il fallait les instruire, et pour cela affaiblir les cadres des meilleurs sous-officiers instructeurs, pour les enfermer, avec les recrues, dans les dépôts.

On peut évaluer à 17 000 le nombre des renforts qui furent envoyés à Cordoba pendant les huit mois du ministère Mendizabal; si encore ils étaient venus dans un état parfait d'équipement et d'habillement, si leur solde, leur nourriture eussent été assurées, les inconvénients de leur instruction eussent été rapidement compensés par les résultats prochains qu'on aurait pu attendre d'eux; mais, comme la vraie difficulté, avec la pénurie, était l'approvisionnement, le général en chef put se plaindre, avec juste raison, qu'on l'affaiblissait au lieu de le renforcer. Il est plus difficile de nourrir 75 000 hommes que 50 000; et lorsque tout fait défaut à la fois, provisions, munitions, habillement, l'arrivée des recrues peut devenir un embarras, une calamité[1].

Toute la correspondance de Cordoba avec le ministère est pleine des réclamations incessantes du général; tout lui

[1] On trouve des évaluations bien différentes de l'effectif réel des troupes de Cordoba.

Voici à ce sujet ce qu'il dit lui-même :

« Le commandement de l'armée de réserve avait mis sous mes ordres, avec quatre provinces de plus (Burgos, Santander, Soria et la Rioja), les troupes qui les occupaient et y tenaient garnison. C'était

manque à la fois; il ne peut même payer la solde aux troupes auxiliaires et voit naître sous ses yeux l'indiscipline sans être en état d'y remédier avec l'énergie suffisante, puisque l'Etat se montre lui-même impuissant à satisfaire aux besoins de ses soldats.

La licence des troupes prit, à certains moments, de telles proportions que, sans une forte répression, les liens de la discipline se seraient tout à fait relâchés. C'est à Espartero qu'on doit l'action énergique qui, dans cette grave circonstance, fit revenir l'armée sur elle-même et la ramena au sentiment de ses devoirs. Le 13 décembre 1835, instruit des excès les plus coupables commis par des volontaires basques, connus sous le nom de *chapelgorris*, il ordonna que le bataillon dont ils faisaient partie, déshonorant l'armée par son exécrable conduite, serait inexorablement décimé. L'exécution de six victimes prises au sort arrêta le débordement d'une soldatesque effrénée. De violentes récriminations furent dirigées dans les Cortès contre une décision aussi terrible, d'autant plus douloureuse que parmi les victimes se trouva un patriote volontaire regretté de tous; mais si le salut de l'armée tout entière dépendait d'une mesure semblable, comment la condamner? En face de l'ennemi, il est indispensable que la discipline soit res-

environ 30000 hommes, mais il n'y avait pas moyen de les déplacer des points où ils étaient établis.

« Aussi, en évaluant à 120000 hommes l'effectif nominal mis à ma disposition, faut-il en déduire :

« 1° 42000 fantassins et 1700 cavaliers maintenus dans les garnisons;

« 2° 20000 hommes constituant ce qu'on appelait la force en commission (magasins, bureaux, absences, congés);

« 3° 21000 hommes, pour les malades, blessés, et en général toutes les pertes provenant des accidents de la guerre.

« Ce qui laisse une force réelle et active de 36000 hommes. » (Mémoire justificatif du général Cordoba. Madrid, 1837.)

pectée, et quand un corps tout entier s'y soustrait, celui qui a la responsabilité se trouve souvent entraîné à une sévérité nécessaire.

On conçoit que les ministres et les généraux de don Carlos cherchassent à tirer tout le parti possible de la connaissance qu'ils avaient de la pénurie et de l'indiscipline de l'armée libérale. Des efforts constants tendaient à faire apparaître l'armée carliste comme toujours mieux nourrie, mieux approvisionnée; obligée à des marches plus rapides, mais beaucoup moins longues, elle trouvait ses approvisionnements disposés partout où elle se rendait; le paysan, généreusement payé, et d'ailleurs en conformité d'idées, s'empressait d'apporter tout ce qui faisait défaut. On espérait aussi propager la désertion parmi les auxiliaires; ainsi une compagnie de déserteurs anglais avait pu être formée sous les ordres du capitaine Wilkinson; quant aux soldats espagnols, s'ils offraient parfois, pour obtenir la vie sauve, de s'incorporer dans les rangs carlistes, ils cherchaient, pour la plupart, une occasion de retourner sous leurs drapeaux et la saisissaient avec le plus louable empressement.

Acharné dans son idée de constituer un ministère général qui étendît son action à toutes les provinces de la Péninsule, don Carlos se trouvait sourdement en lutte avec les juntes de Navarre et des pays basques. Les besoins de la nouvelle cour croissaient de jour en jour; on voyait affluer autour du monarque des courtisans assidus, à la langue dorée, critiquant les actes des militaires, mais ne se battant jamais, voulant qu'on luttât pour eux, mais que tous les bénéfices de la victoire leur fussent attribués; cette cohue d'inutiles avait mérité, par son attitude, un surnom bizarre, celui d'*ojalateros*, provenant de leur exclamation favorite : *Ojalà se ataque y ganemos, ojalà!* Plaise à Dieu qu'on attaque et que nous gagnions! Epithète d'autant plus ridicule

et plaisante que le mot espagnol *hojalateros* signifie ferblantiers. Antipathiques aux véritables soldats qui connaissaient et supportaient seuls les difficultés de la guerre, ces conseillers d'antichambre étaient peut-être encore plus détestés des hommes dévoués qui, dans les juntes, avaient tout le fardeau ingrat de l'administration ; déjà la junte de Biscaye, mécontente, avait eu de vifs démêlés avec Eguia, et les bataillons biscayens maugréaient de n'être pas payés régulièrement par la députation provinciale.

Ce qui mécontenta surtout les juntes, ce fut l'obligation d'établir de nouveaux impôts contraires à leurs habitudes d'économie et de sage administration ; l'aggravation de souffrances qu'ils infligeaient aux populations faisait déjà pressentir tous les maux d'une obstination aveugle.

Un coup terrible avait été porté à l'industrie de ces provinces par le décret français du 3 juillet 1835, qui prohibait tout trafic entre les départements frontières et le pays carliste : il eût fallu, pour compléter cette mesure, que le blocus de Cordoba fût organisé dès lors. Mais les libéraux espagnols n'étaient pas en état, à cette époque, d'utiliser les bonnes dispositions du gouvernement français.

Plus tard, pendant le ministère de Mendizabal, on se rappelle la faveur dont jouit à Madrid la politique anglaise à l'exclusion de toute autre. Le plus clair résultat de cette préférence fut de mécontenter Louis-Philippe, blessé dans son amour-propre et dans ses visées diplomatiques; sous l'influence de ces nouvelles dispositions, les réclamations du midi de la France, qui se plaignait très-vivement de la suspension de son commerce avec le nord de l'Espagne, n'eurent pas de peine à faire abroger la prohibition par une ordonnance du 26 mars 1836.

Ce revirement rendit la vie aux provinces insurgées et porta le coup de grâce au système de Cordoba; tous les

efforts tentés par ce général pour affamer l'armée carliste devenaient inutiles. Les juntes, sûres de s'approvisionner à la frontière et puisant dans les droits de douane, habilement exploités, une nouvelle source de richesses, n'eurent plus à craindre la disette et l'absence de numéraire. C'est ainsi que Cordoba, partisan décidé de l'influence française, se trouva la victime expiatoire des affinités britanniques de Mendizabal et des progressistes.

Les difficultés que rencontraient les ministres de don Carlos avec les juntes de Navarre et des provinces basques leur faisaient vivement désirer le moment où la monarchie absolue pourrait trouver ailleurs une armée plus maniable; aussi attachaient-ils de jour en jour plus d'importance aux progrès de la guerre civile sur les autres points de la Péninsule.

Pendant toute la période du ministère de Mendizabal, un effort considérable fut tenté pour organiser la lutte en Catalogne d'une manière régulière. Nous avons déjà vu que les éléments ne faisaient pas défaut, particulièrement dans la montagne, dont les tendances superstitieuses étaient depuis longtemps en désaccord avec l'esprit libéral des villes et du littoral. Dès que Guergué, avec sa colonne navarraise, eut pénétré dans le haut de la province de Lerida, il rallia autour de lui la plupart des chefs de bande : Borges, Sanso, Ros de Eroles; il se vit renforcé de plus de 5 000 hommes, et se trouva à la tête d'une véritable armée (fin septembre).

C'eût été le moment de tenter quelque coup décisif : les habitants de la Catalogne, encore sous l'impression des événements qui venaient de s'accomplir, privés de chef, aiguillonnés par la junte de Barcelone, mais n'ayant en elle qu'une confiance limitée à cause de son caractère exclusivement local, étaient hors d'état de se grouper pour opposer une résistance efficace. L'officier qui avait pris le

commandement des troupes libérales après la retraite de Llauder, Pastors, avait pu tenir tête à la colonne navarraise tant qu'elle avait été réduite à ses seules forces; mais le jour où les troupes d'Aragon restèrent sur le territoire de cette province, tandis que les bandes catalanes venaient s'ajouter à la colonne de Guergué, de poursuivant il devint poursuivi et dut abandonner non-seulement les deux vallées de la Noguera Pallaresa et du Sègre, mais encore tout le massif de montagnes situé entre le Sègre et le Llobregat, que domine la ville de Solsona; il se retira d'abord à Cardona, puis à Agramunt, laissant à chaque cité le soin de se défendre elle-même contre l'envahisseur.

Le plus vaste champ se trouve alors ouvert aux déprédations des carlistes; s'ils eussent été bien dirigés, ils eussent profité de ce moment de répit pour compléter leur organisation; mais Guergué était au-dessous de sa tâche; il ne se considérait pas comme le général appelé à régulariser la guerre civile en Catalogne; il savait que cette mission avait été confiée au comte d'Espagne, à ce terrible personnage dont nous avons raconté les sanglantes barbaries sous le règne de Ferdinand VII, et il se contentait d'agir en simple commandant d'éclaireurs.

Les chefs de bande furent chargés d'attaquer les bourgades qui pouvaient donner la clef des montagnes, Solsona, Pons, Berga, Prats de Llusanès; mais leur faiblesse les condamnait à être repoussés. Guergué, au contraire, s'élançait jusque dans les vallées du Ter et du Fluvia, parcourait le haut et bas Ampurdan, se présentait à la frontière, en apparence pour se mettre en relation avec les autorités françaises, en réalité pour faciliter l'entrée du comte d'Espagne, qu'on savait échappé des mains de la police française et dont on espérait l'arrivée d'un moment à l'autre.

L'occupation de la ville d'Olot, à l'entrée de l'Ampurdan, eût été pour lui un succès considérable, en lui donnant une base d'opérations. Mais, au moment où il la serrait de près, il entreprit tout à coup de nouvelles opérations, laissa devant la place un de ses officiers, Juan O'Donnell, avec un corps insuffisant, et dispersa ses troupes en plusieurs colonnes.

Devant tant d'indécision et d'impuissance, les libéraux se remirent facilement de la panique que leur avaient d'abord causée les premiers succès de Guergué. La junte de Catalogne sut d'ailleurs étendre son action jusqu'aux limites extrêmes de la province et faire sortir de la capitale des bataillons entiers de la milice nationale pour soutenir le drapeau de la cause libérale. C'est ainsi qu'Olot fut sauvé par l'arrivée opportune de secours venus en toute hâte, et le succès qu'obtinrent en cette circonstance les libéraux fut encore relevé par la capture de Juan O'Donnell, officier de cavalerie très-distingué dont les carlistes faisaient le plus grand cas.

Si le comte d'Espagne fût parvenu à franchir la frontière, les échecs provoqués par l'indécision de Guergué eussent été bientôt réparés; mais, accompagné par deux des principaux chefs catalans, Sanso et el Muchacho, le comte avait été égaré par son guide dans les Pyrénées, ramené en France lorsqu'il croyait déjà avoir atteint le territoire espagnol, surpris par un détachement de gendarmes français et livré à la police de Louis-Philippe (12 octobre 1835). Reconduit à Céret et de là à Perpignan, il fut emprisonné à Lille et soumis, pendant dix-huit mois, à la plus étroite surveillance.

La nouvelle de cette captivité remplit les libéraux de joie et les carlistes de tristesse; parmi les chefs de bande cependant, plusieurs redoutaient l'arrivée de ce général renommé pour sa sévérité; quoi qu'il en fût de ces sentiments

divers, son absence fit retomber le poids du commandement sur Guergué, que don Carlos investit du titre de général en chef par un décret du 26 octobre.

La mission qui lui était confiée se trouvait des plus difficiles ; elle s'étendait à un vaste territoire et devait s'exercer sur 25 000 hommes qu'il fallait nourrir, équiper et habiller si l'on voulait les soumettre à une discipline régulière. Guergué, qui venait de rançonner de très-riches pays, se trouva quelque temps en mesure de se faire obéir, mais il ne sut pas profiter de l'occasion ; il choisit, pour commander dans chaque district, ceux qui s'étaient déjà signalés, avec l'intention de les soumettre à l'autorité supérieure de son état-major. Malheureusement pour lui, ces chefs n'étaient que des pillards ; ils eurent bientôt détruit son prestige.

De plus, l'indiscipline des bandes catalanes gagna les bataillons navarrais que Guergué avait amenés avec lui ; fatigués de marches et de contre-marches au milieu de populations ennemies, qui sonnaient les cloches à toute volée au moindre signal de leur approche, à travers des montagnes abruptes et des ravins profonds, ils se mutinèrent et, profitant d'un hasard qui les avait ramenés vers l'Aragon, ils réclamèrent violemment leur retour en Navarre. On tenta inutilement de les calmer ; à la fin Guergué, sentant qu'il n'arriverait jamais à se faire obéir des Catalans, céda, se mit à la tête des Navarrais et, précédé de son lieutenant Cardero, reprit le chemin de la Navarre (premiers jours de décembre). Nous savons déjà que Cardero, enveloppé, fut fait prisonnier, tandis que son chef, plus heureux, réussit à ramener un millier d'hommes auprès de don Carlos.

Abandonnés à eux-mêmes, les chefs de bande ne songèrent plus qu'à reprendre leurs habitudes ; en vain un officier, beaucoup plus capable que Guergué, Torrès, chargé du commandement par intérim au nom de don Carlos,

chercha-t-il à leur faire comprendre les avantages de l'union ; sa voix ne fut pas écoutée, à l'enthousiasme succéda le découragement. Les bandes devinrent peu à peu moins nombreuses, et leurs chefs ne songeaient plus à s'unir que par groupes de deux ou trois pour tenter un coup de main : toute action collective leur devenait de plus en plus odieuse.

L'horizon, au contraire, s'éclaircissait pour les libéraux ; Mina, nommé capitaine général par Mendizabal, était accouru à Barcelone et, malgré son grand âge, avait pris résolûment en main la succession de Llauder. La junte s'était effacée devant lui; toute la population l'avait acclamé : l'ordre et le travail s'étaient rétablis dans la grande cité catalane autant que le permettaient ces temps calamiteux et la présence de l'ennemi dans le voisinage.

Mina, avec l'activité prodigieuse dont il était doué, rallia facilement autour de lui tous les hommes dévoués du parti libéral; il s'occupa d'armer et de grouper tous ceux qui, dans certaines localités, comme la vallée d'Aran, la Cerdagne, se montraient hostiles à la cause de don Carlos; loin de déprécier l'appui de la garde nationale, il sut au contraire en tirer le plus grand profit en l'embrigadant avec les troupes régulières, et en la plaçant sous la direction supérieure d'officiers de l'armée.

Ces mesures excellentes augmentèrent considérablement ses forces, que vinrent encore accroître les bataillons d'auxiliaires de troupes portugaises et françaises, ce qui lui permit de reprendre partout l'offensive vers la fin de décembre 1835. En même temps qu'il ordonna de résister hardiment à toute incursion, il marcha lui-même sur le massif de montagnes que domine Solsona, et au sein de ce même massif, dans les environs de San Llorens de los Pitens, il vint mettre le siége devant le sanctuaire de Notre-Dame

del Hort, que les carlistes avaient fortifié pour en faire leur dépôt et leur place de rassemblement.

Situé sur un rocher presque inexpugnable dans une contrée où le transport de l'artillerie rencontrait les plus graves difficultés, ce refuge bien défendu pouvait arrêter longtemps les efforts d'une troupe même considérable. Mina, décidé à frapper un grand coup, surmonte tous les obstacles, force les carlistes à abandonner la campagne et à mettre une garnison dans le fort; puis il investit cette garnison, la somme de se rendre, et sur son refus laisse un corps d'observation chargé d'organiser un blocus rigoureux.

Une agitation extrême s'empare des carlistes de Catalogne à la nouvelle de cette attaque inopinée; leur dispersion ne permettait point d'entreprendre une action commune et efficace et ils étaient pourtant menacés jusque dans leur retraite la plus inaccessible. Comme symptôme de cette émotion et en représailles des sévérités de Mina, qui faisait fusiller impitoyablement les officiers rebelles tombant entre ses mains, il y eut une recrudescence notable de pillages, de massacres et d'incendies partout où la guerre civile étendait ses ravages.

En peu de temps les passions atteignirent des deux côtés un degré d'intensité extraordinaire. La multitude à Barcelone était très-impressionnée par les récits de toutes ces atrocités; elle en vint à douter de l'énergie de ses chefs, de la sévérité même de Mina, malgré les preuves irrécusables qu'il en donnait chaque jour et le souvenir vivant encore dans tous les esprits de l'incendie de Castellfolit. On suivait avec une attention fiévreuse les progrès du siége de Notre-Dame del Hort, lorsque le 27 décembre le bruit se répandit dans la ville que les carlistes réfugiés dans le sanctuaire menaçaient de mettre à mort tous les prisonniers qu'ils avaient entre les mains, si l'on cherchait à les ré-

duire, et qu'ils avaient déjà commencé l'exécution de leur menace en massacrant trente-trois de ces malheureux, dont ils avaient précipité les cadavres du haut de leurs rochers.

Ce ne fut qu'un cri d'indignation dans toute la cité; la population fut émue jusque dans ses bas-fonds; et comme il ne manque jamais d'éléments de désordre pour traduire en actes un sentiment populaire, des bandes commencèrent à se grouper autour de la citadelle, du fort d'Atarazanas et du Grand-Hôpital, où l'on gardait et soignait un certain nombre de prisonniers carlistes. L'autorité militaire était entre les mains du général Alvarez et de Pastors, commandant de la citadelle; ces deux officiers ne purent s'entendre sur la ligne de conduite qu'il y avait à suivre. Ce dernier, mû par un noble sentiment d'humanité et d'affection sympathique pour un de ses prisonniers, le jeune et brave colonel pris à Olot, Juan O'Donnell, voulait à tout prix qu'on maintînt la multitude et qu'on embarquât les malheureux destinés au rôle de victimes expiatoires sur des navires anglais ancrés dans le port. Le premier, qui disposait vraiment de la force, craignant des désordres plus grands si certaine satisfaction n'était donnée à l'irritation du peuple, était opposé à toute mesure qui pouvait amener l'effusion du sang entre la troupe et la garde nationale à propos des prisonniers. De cette inaction calculée résultèrent le 4 janvier 1836 de nouvelles scènes de barbarie; la citadelle, à peine gardée, fut envahie par une foule armée secondée par les soldats, qui pénétra dans les cachots, y massacra tous les prisonniers, puis promena triomphalement dans les rues la tête et le corps de Juan O'Donnell, comme elle avait fait déjà du cadavre du général Bassa. Pastors s'était opposé à ces actes avec une loyale et vaillante énergie; mais tous ses efforts avaient été inutiles contre la rage populaire déchaînée. Alvarez, à la tête de la milice convoquée, de

toutes les troupes dont il pouvait disposer, laissa s'exécuter les massacres à la citadelle, au fort d'Atarazanas, au Grand-Hôpital, et n'intervint que lorsque cent victimes avaient déjà été inhumainement sacrifiées.

C'est alors que la garde nationale réoccupa les points momentanément occupés par la foule; mais quand la mer est soulevée, elle ne rentre pas facilement dans son lit.

Le lendemain 5 janvier une grande agitation régna toute la journée dans la garde nationale de Barcelone; parmi ses bataillons les uns voulurent profiter de la circonstance pour acclamer la Constitution de Cadix, les autres s'opposèrent énergiquement à un acte aussi impolitique dans les circonstances qu'on traversait. Le moment vint où, sur la place de la Lonja, les deux partis voulurent se compter avant d'en venir aux mains: après de longues hésitations, plusieurs bataillons, même les plus exaltés, abandonnèrent successivement les promoteurs du mouvement, qui restèrent bientôt dans une imperceptible minorité. Dès lors force devait rester à l'autorité militaire pour peu qu'elle voulût agir avec une certaine énergie.

Alvarez paraissait n'attendre que cette démonstration de la garde nationale; dès qu'il en fut informé, il reprit en main l'autorité avec décision, fit disperser les rassemblements, renverser la pierre de la Constitution qu'on avait déjà improvisée, et même arrêter les promoteurs, qui furent conduits pour plus de sûreté sur des navires de guerre. Lorsque Mina, abandonnant les opérations militaires à la première nouvelle de ces désordres, reparut dans la capitale le soir du 6 janvier, tout avait déjà repris sa physionomie habituelle: la tourmente était passée; il ne restait à régler que le sort des prisonniers, qui furent déportés aux Canaries.

Les scènes du 4 janvier 1836 eurent un triste retentisse-

ment dans toute la Catalogne; tous les chefs carlistes, vivant sous la perspective plus ou moins forte de châtiments semblables, et voulant exploiter à leur profit le sentiment si puissant de la terreur, répondirent au peuple barcelonais par de sanglantes représailles. Brujo, Tristany et les autres chefs laissèrent leurs soldats exercer leur instinct de vengeance, presque aussi vivace en Catalogne qu'en Italie et en Corse : la bande de Brujo extermina en un jour quarante-huit prisonniers à Alpens. De longtemps il ne pouvait plus être question dans ces parages du traité d'Elliot. La guerre fut encore plus sanguinaire qu'elle ne l'avait été dans les provinces basques et en Navarre au commencement de l'insurrection.

Et cependant, lorsque la garnison de Notre-Dame del Hort dut renoncer à la résistance, les lieutenants de Mina trouvèrent encore cent quatre prisonniers qu'on avait crus morts et dont la vie avait été respectée.

Le blocus avait duré près d'un mois ; en vain le commandant en chef des troupes carlistes, Torrès, aidé des principaux chefs de bandes, avait essayé d'entraver les opérations de l'armée assiégeante; l'absence de discipline, la coopération incertaine des chefs avaient empêché le succès de toute combinaison. Le 22 janvier, la garnison, se voyant abandonnée, et sur le point de manquer de vivres, essaya de s'échapper pendant la nuit en se dérobant au milieu des fourrés et des taillis ; les assiégeants étaient en éveil et ne se laissèrent pas surprendre ; ils gardèrent avec soin les issues, et le 23 au point du jour passèrent au fil de l'épée tous les malheureux qu'ils rencontrèrent épars dans la campagne. Un seul peloton bien commandé parvint à s'ouvrir passage au travers de la ligne d'enceinte. Le chef de la garnison, Mirallès, était d'abord parvenu à s'échapper ; mais, en apprenant que sa femme n'avait pu le suivre, il revint

sur ses pas pour la chercher, et fut ainsi victime de son affection conjugale.

La nouvelle de ce succès, répandue dans toute la principauté, produisit un revirement décisif en faveur de la cause libérale : partout les bandes carlistes, d'agressives qu'elles étaient, durent se mettre sur la défensive ; des colonnes furent organisées par Mina pour les pourchasser dans toutes les directions, dans le Priorat, dans la Haute-Montagne, sur les rives du Sègre, dans la vallée de l'Ebre. L'effectif des soldats carlistes tomba presque instantanément de 25 000 à 11 000 ; réduits à ce nombre et disséminés sur un territoire très-vaste, ils n'étaient plus capables d'aucune opération vraiment sérieuse.

Les chefs, Brujo, Tristany et surtout Torrès, essayèrent de compenser par un redoublement d'activité la lassitude et le découragement des carlistes catalans. Plusieurs faits de guerre tournant en leur faveur, l'attaque de Montblanch, la déroute d'une colonne libérale sous les ordres d'Aspiroz, une invasion de Torrès en Cerdagne, la ruine des fortifications du Bruch, destinées à assurer la libre circulation sur le chemin de Barcelone à Manresa, marquèrent les mois de février, mars et avril. A la fin Mina, fatigué des entreprises chaque jour plus hardies de Torrès, donna cinq brigades au plus actif de ses lieutenants, Gurrea, et lui ordonna de tout sacrifier à la capture de ce dangereux chef de parti. Gurrea était occupé à accomplir la mission qui venait de lui être confiée, et suivait avec acharnement Torrès au milieu des montagnes de la haute Catalogne, au moment où le cabinet Isturitz remplaçait celui de Mendizabal.

En somme, sous l'énergique direction de Mina, une amélioration notable avait été obtenue dans la situation de la Catalogne ; l'aspect qu'elle présentait au 15 mai n'avait aucune analogie avec celui du mois de septembre précédent.

Dans le bas Aragon et dans le royaume de Valence, un succès important obtenu dans les environs de Molina par les troupes régulières dans le milieu du mois de novembre 1835 avait amené à cette date une espèce de soumission factice de tout le pays insurgé ; il s'était alors créé une accalmie passagère que le gouvernement, trompé par les apparences, eut le grand tort de prendre pour un succès définitif.

Ce n'était réellement qu'une manœuvre au moyen de laquelle Cabrera put s'épargner les difficultés et les fatigues d'une campagne d'hiver ; dès les premiers jours du printemps, si précoce dans ces contrées, les bandes armées avaient reparu de tous côtés ; sans avoir encore retrouvé les proportions qu'elles avaient en 1835, elles s'organisaient cependant sur des bases d'une solidité nouvelle, présage de luttes plus méthodiques et plus sanglantes.

On se souvient qu'à l'époque de la formation du ministère Mendizabal, Cabrera, descendu de ses montagnes, s'était avancé jusque dans la province de Cuenca, semant l'alarme dans toute la Castille ; les nationaux de Requena l'arrêtèrent par une résistance opiniâtre et donnèrent le temps à des colonnes libérales d'accourir. Cabrera, obligé de battre en retraite, dut regagner par les montagnes les défilés de Beceite, seul asile où il se trouvât en parfaite sécurité (20 septembre).

C'est de là qu'il menaça pendant le mois de septembre, d'octobre et jusqu'à la mi-novembre la rive droite de l'Ebre de Tortosa à Mequinenza, les gros bourgs du bas Aragon situés aux alentours des deux cités de Montalban et d'Alcañiz, enfin Lucena et Morella, les points les plus importants situés au nord du royaume de Valence. Véritable maître de toutes les hauteurs qui séparent de ce royaume l'Aragon et la Castille, ainsi que de tout le demi-cercle de montagnes

qui s'étend entre Cherta sur l'Ebre et la place maritime de Peñiscola, il sortait brusquement du fond de ses retraites, pour tomber inopinément soit à l'est, soit à l'ouest, soit au sud, suivant les renseignements qui lui étaient fournis par ses nombreux espions sur la marche des colonnes libérales.

Un de ses lieutenants, Quilez, essaya d'occuper la ville de Gandesa, dont la situation exceptionnelle dans le grand angle formé de ce côté par l'Ebre lui faisait ardemment désirer la possession : il fut battu par Nogueras.

Repoussés du côté de Gandesa, les carlistes furent plus heureux à l'embouchure de l'Ebre ; là, après avoir battu et massacré une colonne entière composée de l'élite des gardes nationaux de Vinaroz, ils s'emparèrent d'un poste important, Alcanar, qui leur donnait accès au port de San Carlos de la Rapita.

Il fallut les plus grands efforts des capitaines généraux d'Aragon et de Valence pour empêcher l'occupation des cités de Montalban, Alcañiz et Lucena; désireux de s'en emparer, Cabrera apparaissait inopinément à leurs portes avec des forces imposantes, et ne se retirait que si une défense opiniâtre donnait le temps aux troupes de la reine d'arriver en force.

Toutes les villes ouvertes de moindre importance, tous les villages, bourgs et hameaux étaient obligés de se soumettre à la domination de Cabrera; il commençait à donner des ordres directement aux alcades de toute la contrée, et la mort était prononcée contre celui d'entre eux qui refusait d'obéir à ses décrets dont il pouvait à la fois assurer et la promulgation et l'exécution. Après le désastre de Guergué, la cour de don Carlos s'était décidée à lui donner le commandement général par intérim de tout le bas Aragon ; elle lui avait créé ainsi une indépendance absolue vis-à-vis

des généraux en chef de Navarre et de Catalogne. Cabrera songeait à en profiter pour établir à son propre usage des fonderies de canons, des ateliers de munitions de toutes sortes; et il commençait déjà avec les ressources provenant de ses déprédations et de ses pillages à acheter des matières premières, à attirer auprès de lui des ouvriers spéciaux, des officiers savants et intelligents, lorsque l'affaire de Molina vint interrompre le cours de ses succès.

Dans l'intention de pénétrer jusqu'en Castille pour s'y procurer des chevaux, Cabrera avait traversé sans encombre tout l'Aragon jusqu'aux environs de Calatayud à la tête de 3 500 fantassins et de 218 cavaliers : il avait ramassé un butin considérable, et près de Calatayud une colonne entière, composée d'un bataillon et de quelques compagnies, avait été faite prisonnière par ses troupes. A la nouvelle que le capitaine général de Valence, Palarea, accouru sur ses derrières, était sur le point de l'atteindre, il voulut rétrograder, et de la vallée de Xiloca se jeta sur celle que forme un des affluents du Tage, le Molina. C'est sur les bords de cette rivière, aux environs de la cité de Molina, qu'il se vit obligé d'accepter la bataille : il fut battu, et 300 morts, un nombre considérable de prisonniers, la perte de tout le butin qu'il avait recueilli, celle des prisonniers qu'il avait faits, l'abandon par ses soldats de plus de 1 500 fusils furent les résultats de sa défaite.

C'est avec la plus grande difficulté que les carlistes fugitifs purent rejoindre leurs dépôts de Beceite; là, craignant l'issue d'une poursuite immédiate, leurs chefs voulurent qu'ils s'éparpillassent. Quinze jours leur étaient donnés, suivant l'expression consacrée, *pour changer de chemise;* au bout de ce temps, l'ennemi n'ayant pas su profiter de ses avantages, les bandes recommencèrent à se former sur divers points. Une nouvelle organisation plus savante, plus

étudiée, présida à leur formation; les ordres furent centralisés par un état-major composé des officiers les plus distingués dont on pût disposer; on chercha à neutraliser les influences locales et provinciales, dont il fallait cependant tenir compte; et pour tenir les hommes en haleine, pendant tout le mois de décembre, on recommença la dévastation des petites villes situées sur les bords de l'Ebre, entre Mequinenza et Saragosse, telles que Escatron, Zaida et Quinto.

En voyant reparaître ces mêmes ennemis qu'ils croyaient avoir définitivement vaincus, Nogueras et Palarea, malgré la rigueur de la saison, reprirent la campagne; mais l'extrême dispersion de leurs adversaires les empêcha d'obtenir aucun résultat sérieux. Quilez, le Serrador, Añon, Llangostera, battus en divers endroits (4 janvier-20 janvier), allaient, sur un mot d'ordre habilement donné par Cabrera, se reformer à une très-grande distance de l'endroit où l'engagement avait eu lieu.

De tous les chefs libéraux, celui qui poursuivait avec le plus d'acharnement les conséquences de la victoire de Molina était l'infatigable Nogueras. Très-aimé des populations pour son ardeur, il croyait que le meilleur moyen de triompher de Cabrera était de répondre au système de terreur que celui-ci voulait établir par une rigueur et une sévérité encore plus grandes; aussi était-il impitoyable. Entre ces deux hommes, Nogueras et Cabrera, il s'établit comme une espèce de rivalité de cruautés : c'était à qui se montrerait plus inflexible, plus indomptable; tous deux braves, ardents à la lutte, habitués aux plus dures fatigues, ils faisaient bon marché de la vie humaine, et n'appréciaient dans les hommes que le courage et l'esprit de discipline. Tous deux cherchaient à imposer leur autorité aux alcades des villages au milieu desquels ils opéraient, sans se soucier de l'impossibilité où ils les mettaient d'obéir à la fois à l'un et à l'autre :

malheur à qui refusait un avis ou ne fournissait pas les rations demandées! Cabrera fit fusiller les deux alcades de Valdeargofa et de Torrecilla, qu'il accusait d'avoir donné à ses adversaires des renseignements sur une de ses marches. Dans son indignation contre cette atroce mesure, Nogueras demanda au capitaine général de la Catalogne de faire exécuter à Tortosa la mère même de Cabrera, en se fondant sur ce qu'on préparait dans cette ville une conspiration pour laquelle elle servait d'intermédiaire entre son fils et les conspirateurs. Sous ce prétexte peu plausible, Mina eut la faiblesse de laisser se consommer cette horrible exécution où une pauvre femme, simple dans ses mœurs, en dehors de tous les débats de la politique, fut inhumainement sacrifiée comme responsable des attentats commis par son fils (8 février 1836).

A la nouvelle de cet abus d'autorité, un sentiment d'horreur et de réprobation unanime éclata partout à Madrid, dans le reste de l'Espagne et en Angleterre. Des voix éloquentes flétrirent, dans les Cortès espagnoles ainsi qu'au Parlement anglais, un acte aussi inique : si, dans les guerres civiles, la responsabilité morale doit s'étendre des enfants aux parents, où s'arrêteront les châtiments, où finiront les représailles?

Nogueras, enivré par l'ardeur du combat, surexcité par les nouvelles incessantes des crimes et des fusillades qu'ordonnait de sang-froid son implacable adversaire, avait évidemment outrepassé son droit de représailles. On le lui fit cruellement sentir, il dut résigner son commandement, et l'épithète d'assassin et de bourreau durement associée à son nom imprima sur le reste de sa vie une tristesse que ne compensèrent jamais et le souvenir de ses courageuses actions et sa rentrée en activité de service (15 mars).

Quant à Cabrera, devenu digne de pitié malgré ses crimes

(qui eût pu le croire?), il songea d'abord à venger, par de nouvelles cruautés, le terrible châtiment qui lui avait été infligé : quatre femmes d'officiers libéraux, tombées entre ses mains, furent fusillées, victimes innocentes immolées en holocauste d'une première victime également innocente. Puis, après quelques jours consacrés au deuil et au chagrin, il reprit avec une nouvelle ardeur la suite de ses expéditions, sous l'aiguillon du désir de vengeance succédant à l'ambition et à la rapacité satisfaites.

Au commencement de mars, toutes les bandes réunies et grossies de celles du cabecilla el Organista, qui opérait spécialement dans la province de Teruel, vinrent mettre de nouveau le siége devant Gandesa ; elles furent repoussées par Iriarte, l'un des généraux commandant les colonnes expéditionnaires de Mina.

Après avoir sauvé la place, le vainqueur pénétra dans les montagnes du côté de Hirta, et détruisit plusieurs des dépôts et magasins installés à si grands frais par Cabrera et restés jusque-là hors de toute atteinte (20 mars).

Palarea s'était, pendant le même temps, installé sur la ligne de la Cenia, frontière de la province de Valence et de la Catalogne, dans l'intention manifeste de combiner son action avec celle d'Iriarte. Pour parer à ce danger, il était urgent d'attirer sur plusieurs points l'attention des troupes libérales. Cabrera envoya donc Forcadell et le Serrador menacer la ville de Segorbe, tandis que lui-même, se rejetant sur les fertiles vallées du Turia et du Guadalaviar, pillait la ville de Liria, et continuait à répandre la terreur, en fusillant les gardes nationaux qui montraient des velléités de résistance[1]. Palarea dut abandonner les positions qu'il

[1] Ce serait abuser de la patience et de la sensibilité de nos lecteurs que de nous appesantir sur les cruautés de Cabrera.

Lorsque les troupes de Palarea entrèrent à Chiva après l'abandon

occupait au nord de la province, et, pour rassurer la ville de Valence, qui voyait déjà l'ennemi à ses portes, marcher au-devant des carlistes. Il réussit à les rencontrer à Chiva et à leur infliger une sanglante déroute (30 mars).

Pendant le mois d'avril et la première quinzaine de mai, alors que ses lieutenants maintenaient en haleine, par des incursions réitérées, les colonnes libérales, Cabrera se consacra uniquement à fortifier la petite ville de Cantavieja, où il établit ses principaux magasins ; il se proposait d'en faire le centre de ses opérations dans la pensée qu'il était déjà assez fort pour se défendre contre toute attaque. Déjà sa fonderie de canons de Beceite fonctionnait, et il se voyait prochainement renforcé d'une petite artillerie ; son fanatisme ne l'avait pas empêché de s'approprier les cloches d'un très-grand nombre d'églises. Il s'inquiétait peu de laisser des paroisses dans l'impossibilité de convoquer aux exercices religieux, pourvu qu'il eût de quoi fondre les pièces de 8 et de 12 qu'il ambitionnait.

Ce fut une grosse faute de ne pas troubler ces travaux préparatoires de Cabrera : on le croyait épuisé alors qu'il se rendait plus fort en armes, en munitions et approvisionnements, alors qu'il instituait une junte qui le remplacerait en son absence pour les détails de l'administration, et qu'il offrait des avantages sérieux à tous ceux qui viendraient partager ses périls.

En dehors de ces trois grands foyers d'insurrection, la Navarre et les provinces basques, la Catalogne et le Maes-

de cette ville par les carlistes, elles y trouvèrent douze cadavres de gardes nationaux qui avaient dû subir les mutilations les plus dégoûtantes, les brûlures les plus horribles. Procédés orientaux attestant la révoltante bassesse de ces bachi-bouzouks apostoliques.

Plus tard, le 18 avril, à Alcotas, Cabrera fit fusiller cent quarante-cinq prisonniers, sous le prétexte qu'ils avaient profané des images et simulé son propre enterrement.

trazgo, le carlisme ne parvenait à soulever aucune autre province. Quelques bandes armées parcouraient bien la Galice, la Nouvelle-Castille, l'Estramadure et la Manche; isolées, peu nombreuses, elles n'étaient, aux yeux mêmes des populations, que des ramassis de brigands, exploitant les grands chemins, souvent même sans drapeau politique.

En Galice particulièrement, le capitaine général Morillo avait eu l'heureuse inspiration de rendre les chapitres des cathédrales et les municipalités responsables par moitié des dommages causés par les factieux. Cette décision énergique contint d'une façon notable la population très-dense et très-ignorante de cette contrée, population analogue à nos Auvergnats, dont le nom seul (*Gallegos*) est synonyme, dans la Péninsule, de force physique et d'opiniâtreté, et qui aurait pu fournir à la cause de don Carlos un contingent considérable, très-propre aux fatigues de la guerre.

CHAPITRE VIII.

SOULÈVEMENT DE LA GRANJA.

15 mai-15 août 1836.

Nouveaux combats d'Arlaban. — Le ministère reçoit un mauvais accueil des procuradorès. — Dissolution des Cortès. — Surexcitation produite par l'apparition de colonnes carlistes dans certaines contrées restées jusque-là en dehors de la guerre civile. — Expédition de don Basilio et Balmaseda dans la Nouvelle-Castille. — Gomez dans les Asturies, en Galice et dans la province de Léon. — Villareal prend le commandement en chef des armées carlistes de la Navarre et des provinces basques. — Maroto est envoyé en Catalogne. — Les succès de Cabrera obligent le ministère Isturitz à la formation d'une armée spéciale dite *du Centre*.

Pronunciamentos en faveur de la Constitution de 1812 à Malaga, Grenade, Séville, Cadix et Badajoz, du 25 juillet au 3 août. — Réapparition des juntes provinciales. — Conduite de San Miguel et de Mina à Saragosse et à Barcelone. — Mouvement à Madrid réprimé par Quesada. — Pronunciamento des troupes de la Granja. — La régente signe le décret qui remet en vigueur la Constitution de 1812. — Nouveau ministère. — Calatrava, Gil de la Cuadra et leurs amis sont chargés de la direction des affaires. — Tumulte à Madrid. — Assassinat du général Quesada. — Emigration des ministres et des chefs du parti modéré qui se croient le plus compromis. — Proclamation de la Constitution aux armées du Nord et du Centre. — Le général Cordoba se retire en France.

On se souvient que les succès de Lacy Ewans aux environs de Saint-Sébastien dans les premières journées de mai avaient décidé le général Cordoba à tenter un mouvement en avant du côté de Vittoria. Il y était poussé par le cri de l'opinion publique, les instances de Mendizabal et un ardent désir de se conserver le prestige qu'il avait su conquérir. La formation du cabinet Isturitz fut pour lui un

nouveau stimulant. En effet, les nouveaux ministres n'étaient plus guère éloignés du parti modéré dont il était un des principaux coryphées ; la régente, en manifestant pour lui ses sympathies d'une manière si peu dissimulée, l'avait constitué en quelque sorte le chef du parti politique dont elle désirait le triomphe. Il était donc à propos de favoriser par un coup d'éclat la situation nouvelle dans laquelle se trouvaient à la fois confondus ses propres intérêts, ceux du parti modéré et la volonté intime de la régente, qui accusait ouvertement ses préférences.

Le 20 mai, dès le matin, les troupes quittèrent Vittoria et prirent la direction de Salvatierra ; elles allaient assaillir de nouveau ces lignes d'Arlaban, plus fameuses que réelles, qu'on disait établies entre les deux provinces d'Alava et de Guipuzcoa et en avant desquelles s'étaient déjà livrés de nombreux combats.

Du premier choc, les libéraux délogèrent les carlistes des hauteurs de San Adrian, situées à la gauche de leur ligne de défense ; l'entrée du Guipuzcoa et le chemin d'Oñate, ville qui avait été longtemps la résidence de don Carlos, devenaient accessibles aux christinos. Une véritable panique s'empara de tous les villages carlistes des environs, car il semblait impossible qu'il ne fût pas ordonné à l'armée libérale de marcher en avant. Mais il suffit à Cordoba d'avoir obligé son adversaire à concentrer ses forces et d'avoir prouvé que les lignes d'Arlaban pouvaient être forcées ; jugeant sans doute imprudent de s'aventurer dans le Guipuzcoa, il suivit la crête jusqu'à Villareal de Alava et rentra à Vittoria dès le 25 au matin, diminué de six cents hommes, après cinq journées de marches difficiles et infructueuses ; il est vrai qu'il put expédier à Madrid des bulletins superbes où l'hyperbole n'était pas ménagée. Ce n'est pas à la stratégie qu'il faut attribuer cette retraite intempestive, mais à

la pénurie complète des troupes libérales, ou plutôt aux combinaisons politiques, qui trois jours après éloignèrent Cordoba de son quartier général pour aller à Madrid s'entendre avec les nouveaux ministres, tandis que le général Espartero, commandant en chef par intérim, recevait la consigne formelle de n'entreprendre aucune opération offensive.

A l'arrivée de Cordoba à Madrid, la crise pour laquelle son concours sans doute avait été instamment réclamé semblait terminée favorablement pour ses aspirations politiques. Le ministère était resté maître de la situation malgré l'opposition acharnée des procuradorès. Sa qualité de général en chef de l'armée du Nord, l'extrême considération que lui témoignait la régente, rendaient son influence considérable. Il essaya d'en profiter pour introduire dans tous les conseils du gouvernement de saines et justes idées sur la marche de la guerre ; il approuva la formation déjà résolue d'une armée spéciale dite *du Centre* qui serait opposée à Cabrera, et consentit même à se priver d'un de ses meilleurs officiers, le colonel Narvaez, pour diriger une brigade dans cette nouvelle armée ; mais il demanda en même temps qu'on organisât à Burgos une armée de réserve qui protégerait la Vieille-Castille afin que les troupes du Nord pussent marcher en avant sans être obligées à des retours perpétuels qui usaient leurs forces en pure perte ; il insista sur la nécessité d'approvisionnements réguliers et de ressources en argent dont le défaut pouvait amener les catastrophes les plus imprévues ; il démontra qu'il était indispensable enfin d'éclairer l'opinion publique sur les difficultés de la lutte. Toutes ces indications furent accueillies avec la plus grande faveur, et lorsque vers le milieu de juin il revint se mettre à la tête de ses troupes, il était en droit de compter sur la coopération la plus active et la plus efficace de la part des nouveaux gouvernants.

On a rarement vu une chambre faire à un ministère un accueil pareil à celui que reçut Isturitz de l'estamento progressiste de 1836; dès qu'ils connurent la formation de son cabinet, la nomination du duc de Rivas à l'intérieur, celle de Galiano à la marine, les procuradorès, sans attacher la moindre importance aux autres collègues qu'il s'était choisis (Aguire Solarte aux finances, Seoane à la guerre et Barrio Ayuso à grâce et justice), cherchèrent l'occasion de manifester leur hostilité. En vain Isturitz, le jour même de son avénement, dans une circulaire officielle se hâta-t-il (14 mai) de déclarer qu'il se proposait de faire reviser par les Cortès, d'accord avec le gouvernement, la loi fondamentale, qu'il voulait employer tous ses efforts à terminer la guerre civile, et qu'il chercherait particulièrement à tirer parti du traité de la quadruple alliance : ce programme ne lui ramena aucun nouveau partisan.

A la séance du 16, quarante-six procuradorès présentèrent une pétition dont les trois articles portaient :

1° Que le vote de confiance accordé au ministère dans la précédente législature était abrogé de fait par l'ouverture de nouvelles Cortès;

2° Que, dans le cas où les Cortès actuelles seraient dissoutes ou suspendues sans avoir voté les contributions, on ne pourrait recouvrer aucun impôt à partir du jour de la dissolution ou de la suspension;

3° Que tout emprunt, quel qu'il fût, contracté sans l'autorisation des Cortès, serait nul de plein droit.

Quatre-vingt-seize voix contre douze approuvèrent cette pétition, et cinq jours après, comme si cette déclaration n'était pas suffisante, la majorité des procuradorès proposa et vota en une seule séance une proposition où il était dit que les personnes composant actuellement le ministère ne méritaient pas la confiance de la nation.

C'était une lutte à outrance entre la Chambre et les nouveaux ministres : ceux-ci pouvaient à peine se présenter sur le banc ministériel, ils étaient accueillis par de violentes apostrophes.

Quelle que fût leur irritation contre les apostats, ce n'était pourtant pas à eux que s'adressaient directement les procuradorès ; ils ne dissimulaient pas que ce qui les indignait le plus, c'était la conduite de la régente. Pourquoi se refusait-elle à consacrer leur victoire électorale et à choisir parmi eux ses ministres ?

Ainsi posée, la question ne pouvait plus se résoudre que par une nouvelle dissolution des Cortès. Et, en effet, par un décret en date du 22 mai, la régente arrêta la dissolution immédiate des Cortès et la convocation prochaine de nouvelles Chambres dans le but de reviser toutes les lois politiques de la monarchie espagnole ; leur élection devait se faire d'après la loi électorale que les Cortès dissoutes avaient elles-mêmes préparée, bien que le projet élaboré n'eût pas toutes les conditions légales pour être promulgué et sanctionné.

Au point de vue politique, la combinaison était assez habile. Quelle opposition sérieuse pouvaient faire les progressistes à un régime électoral établi par eux-mêmes, dans lequel on avait rabaissé de 12 000 réaux à 9 000 le cens d'éligibilité, admis les capacités au vote, porté le nombre des députés de 157 à 258, et exclu les employés comme exerçant des fonctions incompatibles avec la représentation nationale ? D'un autre côté, s'ils occupaient le pouvoir au moment des élections, les modérés espéraient bien que le résultat tournerait en leur faveur, car ils savaient par expérience qu'en Espagne ceux-là obtiennent presque toujours la majorité qui sont soutenus dans les divers districts par les représentants du pouvoir central.

Quelques agitations facilement réprimées à Malaga

(26 mai), Grenade et Carthagène furent le seul indice du mécontentement par lequel le décret de dissolution fut accueilli dans la Péninsule ; le ministère put les apaiser facilement ; il choisit de préférence ses fonctionnaires parmi les hommes connus à la fois pour le libéralisme de leurs opinions et l'énergie de leur caractère, affecta de recommander aux autorités de la vigueur et crut son existence assurée jusqu'au 24 août, jour fixé pour la convocation des prochaines Cortès, ou au moins jusqu'à l'issue de la campagne électorale.

Par malheur pour lui, un changement dans les résolutions de l'état-major de don Carlos, substituant le régime des expéditions au système défensif-offensif d'Eguia, devint pour toute la Péninsule le signal d'une nouvelle fièvre d'inquiétude; tant que la guerre restait concentrée dans la Navarre, les provinces basques, la Catalogne et le Maestrazgo, la plus grande partie du pays continuait à se livrer aux travaux de la production, il restait autour du gouvernement une masse considérable d'habitants capables de soutenir le poids de la lutte et de lui procurer les revenus indispensables dont il avait un si pressant besoin. C'est précisément cette sécurité relative que visèrent les ministres de don Carlos; ce sont ces ressources qu'ils cherchèrent à détourner à leur profit.

Il fallait d'ailleurs alléger les charges des provinces basques et de la Navarre qui s'épuisaient pour l'armée et la cour carlistes : on risquait de les mécontenter, si l'on ne se préoccupait pas de transporter la guerre sur d'autres territoires ; on pouvait exalter leur ardeur si on rapportait chez elles du butin. Deux expéditions, celles de Guergué et de Batanero, avaient déjà eu lieu et n'avaient pas été sans utilité ; on pouvait espérer mieux avec des chefs plus habiles et des troupes plus nombreuses.

Dans cette idée, on forma deux colonnes ; l'une, commandée par don Basilio, fut destinée à la Nouvelle-Castille et l'autre à la Galice et aux Asturies, sous les ordres de Gomez.

Deux bataillons, un escadron, un cadre d'officiers de cavalerie, telles étaient les forces de don Basilio, auquel fut adjoint un lieutenant de grande énergie, Balmaseda. Cette brigade partit le 12 juillet des environs de los Arcos, franchit l'Ebre au gué d'Agoncillo, s'avança en rançonnant tous les villages jusqu'aux bords du Duero, franchit ce fleuve le 18 juillet, entra dans le chef-lieu de la province de Soria, où elle recueillit des fusils, des munitions, des chevaux, des sommes importantes et plus d'un millier de recrues.

Informé à Soria que, du côté de l'est, une colonne libérale aux ordres d'Aspiroz lui barrait le chemin, don Basilio prit la direction du sud-ouest et gagna les deux villes de Riaza et de Sepulveda, d'où il trouverait facilement, en cas de danger, un refuge dans les montagnes de Guadarrama (20 juillet). De là il menaçait la résidence royale de la Granja, et en franchissant la sierra pouvait se présenter inopinément aux portes de la capitale ; mais, préoccupé surtout de lever des recrues, de piller et de ravager, il n'osa pousser plus avant et préféra se diriger vers le nord. Le capitaine général de la Vieille-Castille, Manso, menacé en même temps par les bataillons de Gomez, fit cantonner ses troupes à Valladolid et à Aranda, abandonnant à don Basilio les villages situés entre ces deux villes et le Guadarrama ; Peñafiel, Roa durent acquitter des contributions à la colonne carliste, qui, après un engagement heureux livré le 27 juillet, se trouva maîtresse incontestée d'une grande partie des deux Castilles. Qu'on juge de l'impression que devaient produire à Madrid, à la Granja, à Ségovie, de pareilles nouvelles ! On ne répétait qu'avec terreur le nom de Balmaseda, chef d'avant-garde de don Basilio, qui s'était fait redouter par la rapidité de

ses mouvements, l'énergie de sa décision et l'intelligence avec laquelle il se dérobait aux poursuites.

D'ailleurs don Basilio n'était pas le seul ennemi qui menaçât ces malheureuses populations et nous savons que la colonne de Gomez était aussi en mouvement. Partie le 26 juillet du territoire basque, elle avait réussi à s'interner dans les Asturies ; elle comptait cinq bataillons d'infanterie et deux escadrons de cavalerie avec deux pièces de montagne. Son programme était d'établir dans les Asturies des juntes administrant au nom de don Carlos et d'organiser en corps d'armée les bandes isolées qui pouvaient opérer dans ces parages. Mais, comme ces instructions étaient secrètes, chaque cité espagnole pouvait se croire l'objectif désigné au chef de l'expédition ; de là une inquiétude fébrile dans toutes les imaginations.

Les premiers pas de Gomez avaient été on ne peut plus heureux : le chef placé par Cordoba à son extrême gauche du côté de la mer Cantabrique, Tello, ayant voulu lui barrer le passage, avait été mis en complète déroute, et ce désastre, promptement connu, avait décuplé aux yeux des populations la force de la colonne. Aussi, parti d'Amurrio le 26 juin, vainqueur de Tello le 27 à Baranda, Gomez put-il entrer à Oviedo le 7 juillet après avoir passé sur le corps de Pardiñas, qui voulait lui disputer cette importante cité. Certes, si on avait abandonné à leurs ressources les provinces envahies, Gomez aurait pu exécuter brillamment ses instructions; mais Espartero, sorti de Vittoria après la défaite de Tello, se mit à le poursuivre sans répit avec six bataillons, deux escadrons de hussards et une brigade de réserve ; il le fit apparaître aux yeux des populations moins comme un vainqueur que comme un fugitif. Néanmoins Gomez, obligé de quitter Oviedo avec précipitation, put gagner quelques jours d'avance, pénétrer en Galice, passer en vue de Lugo sans

que le capitaine général Latre osât l'arrêter, et s'avancer jusqu'à Santiago, où il resta un jour. Amasser, pour prendre du repos, des approvisionnements (18 juillet), s'encombrer de nouvelles recrues, de butin et de munitions considérables dans une course aussi rapide et aussi aventureuse eût été une grande faute; aussi préféra-t-il distribuer les fonds et les avances qu'il avait déjà réunis aux principaux chefs de bande du pays qui étaient venus se ranger sous ses ordres, puis il reprit sa course toujours sous le coup des poursuites d'Espartero. Ce dernier suppliait les capitaines généraux des Asturies, de la Galice, des Castilles d'occuper certaines positions qui auraient permis de cerner la colonne expéditionnaire; mais ces officiers répondaient qu'ils manquaient de troupes pour les divers besoins auxquels ils devaient pourvoir; le capitaine général de la Vieille-Castille particulièrement, suffisamment embarrassé déjà par la colonne de don Basilio, et placé ainsi entre deux feux, sur un vaste territoire garni très-imparfaitement de mauvaises troupes, s'agitait dans le vide sans aucun résultat.

Aussi Gomez put-il rebrousser chemin, traverser une seconde fois la Galice sans rencontrer devant lui aucun obstacle; le 27 juillet, il était déjà à Cangas de Tineo, et le 1er août il faisait son entrée dans la ville de Léon, après avoir heureusement franchi les montagnes qui séparent les Asturies de cette vieille cité, berceau de la monarchie castillane. Grâce à une fausse manœuvre et au mauvais calcul de son adversaire, à qui il avait fait perdre sa piste, il eut le temps, pendant plusieurs jours, de s'arrêter à Léon, et d'y recueillir, en effets, vêtements, armement, provisions, tout ce dont sa troupe avait besoin, après plus d'un mois de marche non interrompue; mais, s'il voulait établir dans ces parages le prestige du nom de don Carlos, il fallait absolument qu'il en vînt aux mains avec Espartero. Ce der-

nier, fourvoyé un instant, avait été obligé de regagner, par des marches forcées, le terrain perdu; ses soldats étaient fatigués, ceux de Gomez venaient de prendre du repos à Léon. On ne pouvait choisir une meilleure occasion : les carlistes firent donc volte-face et allèrent se faire battre à Escara, le 8 août, dans une action où un de leurs bataillons seul fut réellement compromis; obligés de se diviser, ils ne se réunirent que quatre jours après à Cangas de Onis.

Par ce désastre, Gomez, se voyant fermées toutes les issues du nord, tandis qu'aucune résistance ne se présentait vers le sud, se décida, malgré ses instructions et après avoir pris l'avis de ses principaux officiers, à se précipiter sur les grandes plaines de la Castille. C'est par là, vers Palencia et Valladolid, qu'il se dirigeait au moment où éclata la sédition de la Granja, dont nous aurons occasion de parler longuement.

C'était, on en conviendra, une bien cruelle déception pour les libéraux espagnols d'apprendre le ravage de cités comme Soria, Oviedo, Santiago, Léon peu de temps après la publication de bulletins éclatants dans lesquels les combats d'Arlaban avaient été élevés à la hauteur de victoires héroïques et de succès importants; si encore on eût aperçu une défaillance au cœur même de l'insurrection, l'opinion eût pu admettre qu'il n'y avait pas une augmentation, mais seulement un déplacement des forces carlistes ; elle aurait pu se rassurer en estimant que ce déplacement n'était pas volontaire, mais obligatoire. Mais les généraux de don Carlos avaient trop d'intérêt à activer la lutte en ces circonstances tout à fait critiques pour laisser supposer le moindre découragement; malgré le départ des expéditions, la guerre civile continua avec plus d'énergie que jamais dans les provinces basques et en Navarre.

Eguia n'était plus le général en chef de l'armée carliste;

son plan tendant à ne pas faire un pas en avant tant qu'on aurait derrière soi une place dont on n'aurait pu s'emparer, avait été contesté et systématiquement rejeté; don Carlos avait accepté sa démission dans le milieu de juin et confié le commandement à l'un des plus braves lieutenants de Zumalacarreguy, à don Bruno Villareal, qui s'était déclaré tout à fait favorable au système des colonnes expéditionnaires. C'est ce dernier qui avait préparé silencieusement la petite troupe de Gomez et qui jeta, par ce coup inopiné, une si grande alarme dans le camp de ses adversaires.

Pour empêcher les christinos de détacher aucun corps de troupes de leur armée de l'Ebre, Villareal prescrivit une attaque générale sur toute la ligne : lui-même vint mettre le siége devant Peña Cerrada, et essaya d'occuper ce point fortifié, avantageusement situé entre Vittoria et l'Ebre. Ce fut la division portugaise, aux ordres du baron das Antas, qui dut, malgré une chaleur tropicale, accourir au secours de cette place; elle fut assez heureuse pour la débloquer à temps, et força à la retraite les bataillons carlistes qui comptaient sur les résultats d'une intrigue laborieusement ourdie avec un certain curé de Dallo, ancien chef de bandes subitement rallié à la cause libérale, à qui Cordoba avait maladroitement confié les clefs de sa forteresse.

Sur la ligne du Zubiri, de Pampelune à Valcarlos, les carlistes ne firent leur mouvement que le 4 juillet. Le baron de Meer, capitaine général de Navarre, et le chef de la légion française Bernelle eurent à supporter le choc et parvinrent à les maintenir; des deux côtés il y eut perte d'hommes, quelques prisonniers et surtout un grand nombre de déserteurs.

Autour de Bilbao, les carlistes se montrèrent de plus en plus entreprenants; ils eurent à repousser une violente

sortie des assiégés, qui s'emparèrent d'un convoi considérable et l'introduisirent dans la ville.

Du côté de San Sebastian, Ewans chercha à continuer ses succès. Les lignes des carlistes formaient un demi-cercle dont la cité constituait le centre; la division anglaise fit les plus grands efforts pour étendre ses opérations de tous les côtés à la fois : à son extrême gauche, elle parvint à s'emparer du vaste port du Passage, excellente position; au centre, elle força les carlistes à reculer jusqu'à Hernani, tandis que sur la droite elle cherchait à gagner jusqu'à la rivière Oria. Mais, vers le 10 juillet, elle éprouva un échec sérieux devant Fontarabie, qui défia tous ses efforts; tandis que les bataillons carlistes, opérant entre la Bidassoa et la petite rivière Urumea, qui vient se jeter dans la mer à Saint-Sébastien même, empêchaient Lacy Ewans de tendre la main aux détachements français de la division Bernelle, cantonnés dans la vallée du Baztan.

La déroute du général Tello, qui avait ouvert au général Gomez la province de Santander, avait en même temps brisé la ligne occidentale établie par Cordoba, de Castro à Miranda. Espartero, pressé de poursuivre la colonne carliste, n'avait pas eu le temps de rétablir les troupes compromises, et elles étaient restées dans le plus déplorable état et complétement démoralisées. Les carlistes, instruits de leur faiblesse, fondirent à nouveau sur elles et, le 19 juillet, dispersèrent à Villasana une brigade commandée par le colonel Claveria, à qui elles firent plus de 300 prisonniers. Désespéré de ce nouveau revers, Cordoba confia au général Rivero le soin de réparer les désastres de toute sa gauche, dégarnit son centre pour lui envoyer des secours et s'interdit par là à lui-même toute opération. Dès ce moment le sentiment de son impuissance, accru encore par l'indiscipline des troupes, s'empara de lui; découragé, ruiné dans

son prestige, il jugea son rôle terminé et ne tarda pas à envoyer sa démission au ministère Isturitz.

En présence de la dispersion générale des forces libérales, on se demande pourquoi Villareal, au commencement du mois d'août, ne songea pas à se concentrer pour tenter un effort vigoureux. C'est qu'il eût fallu pour cela renoncer aux siéges de Bilbao et de Saint-Sébastien, au maintien des communications avec la France, à l'attaque des lignes de Zubiri et de Balmaseda et au système de harcèlement constant qui empêchait les libéraux de détacher contre Gomez et don Basilio des forces suffisantes. Et Villareal, obligé de faire face à tous ces besoins, malgré ses 34 000 fantassins et ses 1 100 cavaliers, ne pouvait pas entreprendre une campagne offensive.

Nous avons vu comment s'étaient évanouies peu à peu les grandes espérances un instant conçues par don Carlos sur l'insurrection catalane; grâce à l'énergie de Mina, au patriotisme des Barcelonais, l'ébranlement produit par l'invasion de Guergué s'était calmé. Au mois de juin, la fortune en Catalogne avait continué à se dessiner de plus en plus en faveur des libéraux : le commandant en chef au nom de don Carlos, Torrès, acculé dans les montagnes du haut Aragon, s'était fait surprendre et fusiller, ainsi qu'un des principaux chefs de bande, Borgès. Ces deux exécutions, sans décourager les autres chefs, diminuèrent cependant leur témérité ; aussi, pendant le mois de juillet et la première quinzaine d'août, bornent-ils leurs exploits à de simples déprédations : ils pillent des convois, lèvent des contributions, incendient les maisons, saccagent des cités ouvertes; mais, à l'arrrivée des colonnes organisées par Mina, ils battent en retraite et craignent déjà d'en venir aux mains. L'effectif total des insurgés est aussi beaucoup diminué; Brujo, qui parcourt les environs de

Figueras, où ses terribles exploits deviennent le prétexte d'une émeute populaire qui coûte la vie au gouverneur, est alors le chef le plus important : il commande à 3 000 hommes; Tristany en a 1 600 et Ros de Eroles environ 1 500. En ajoutant une masse de 3 000 hommes qui, sous des chefs distincts, parcourent les champs de Tarragone, on arrive tout au plus à 10000 carlistes pour toute la Catalogne.

Les ministres de don Carlos étaient mis au courant de cette triste situation par le successeur intérimaire de Torrès, Rojo, qui, sans influence ni ascendant, essayait pourtant d'imprimer à l'insurrection une direction unique. Ils sentirent la nécessité d'envoyer en Catalogne un nouveau commandant doué de qualités vraiment militaires et capable de se faire obéir par les chefs de bande. Leur choix se porta sur Maroto, qu'on n'était pas fâché d'ailleurs d'éloigner de la cour à cause du prestige qui l'entourait et de la foule de mécontents qui, se réunissant autour de lui, se distinguait déjà sous le nom de parti *marotiste*. Sitôt que la proposition lui en fut faite, Maroto accepta avec empressement et, sous le faux prétexte d'aller prendre les eaux, passa immédiatement en France, où il attendit patiemment une occasion de traverser les Pyrénées. Plus heureux que le comte d'Espagne, il réussit; dès la fin du mois d'août, nous le verrons occupé, avec les chefs de bande qui s'étaient déjà groupés une fois autour de Guergué, à organiser en Catalogne une véritable armée régulière.

On voit, d'après ce tableau, que le ministère Isturitz, qui pouvait adresser de justes reproches à Cordoba pour avoir laissé passer les deux colonnes de don Basilio et de Gomez, n'avait que des éloges à donner au vieux Mina, que son âge n'empêchait pas de suivre avec une activité prodigieuse toutes les opérations militaires; sur un point cependant, son

intervention laissait à désirer, c'était dans la protection constante que réclamaient les cités catalanes placées au sud de la province sur les rives de l'Ebre. C'est que là Mina avait à lutter contre un ennemi jeune, actif, obstiné, dont il aurait fallu s'occuper exclusivement avec les troupes dont il disposait; Mina ne pouvait rien contre Cabrera, qui était devenu, dans l'été de 1836, une source permanente d'alarmes et d'inquiétudes pour toutes les populations de l'intérieur de la Péninsule.

Tandis que les travaux de fortification continuaient à Cantavieja avec un véritable acharnement, quatre des principaux lieutenants que nous avons déjà eu occasion de citer, Llangostera, Quilez, le Serrador et Forcadell, infestaient avec leurs bandes tous les territoires avoisinants; leurs soldats, habitués à l'extrême mobilité d'une vie presque sauvage, ne redoutant aucune fatigue, désespéraient, par la rapidité de leurs mouvements, l'officier chargé de les poursuivre. Ils opéraient, en général, par masses de 2000 à 3000 hommes et étaient si bien commandés, qu'à force égale ils refusaient rarement le combat contre les troupes régulières et en sortaient souvent à leur honneur. Quilez, dans le bas Aragon, ayant rencontré à Baños une colonne de 1100 fantassins, la mit complétement en déroute, lui fit 900 prisonniers, et jeta par cet éclatant succès une indicible terreur dans toute la province. Il essaya d'en profiter pour soumettre Alcoriza et Montalban (28-30 juin); mais les habitants se défendirent avec courage, et ne cédèrent même pas devant l'incendie de leurs propres foyers; ce fut à regret que Quilez abandonna une proie qu'il avait cru pouvoir saisir. Dans une autre de ses courses, Quilez descendit jusque sur les bords du rio Jucar; il menaça même la cité d'Alcoy, importante par ses fabriques de draps, et dépista plusieurs colonnes inutilement envoyées pour le

cerner. Cantavieja, Beceite s'enrichissaient des dépouilles qu'il y accumulait; pendant ce temps, Llangostera mettait à feu et à sang la rive droite de l'Ebre; il pillait Caspe, essayait de surprendre Gandesa, et menaçait Amposta et Tortose. Le Serrador et Forcadell avaient les yeux plus spécialement fixés sur la côte maritime, depuis la ligne de la Cenia jusqu'à la vallée du Turia; deux points fortifiés, Alcala de Chisvert et Torreblanca, étaient tombés entre leurs mains (11 juin); ils aspiraient à posséder Morella et Lucena, dont la conquête leur eût livré le pays.

Pour arrêter des progrès aussi alarmants, le ministère Isturitz se vit forcé de considérer Cabrera comme un adversaire qui méritait une attention toute spéciale, et de réunir, sous le nom d'armée du Centre, toutes les colonnes destinées à opérer dans les provinces de Huesca, Saragosse, Teruel, Castillon, Valence, Alicante, Murcie et Albacete, c'est-à-dire depuis les Pyrénées jusqu'à Almeria d'un côté, depuis l'Ebre jusqu'à la sierra Morena de l'autre. Ce vaste territoire avait, entre ses points extrêmes, une distance de plus de 750 kilomètres; c'était beaucoup pour une protection efficace, mais non pour l'approvisionnement, parce qu'en même temps que le général était autorisé à faire vivre les troupes sur le pays qu'il défendait, il lui était interdit d'exercer la moindre réquisition sur les provinces voisines. Une division de 3 000 fantassins et 140 cavaliers, bien commandée par le brigadier Narvaez, fut détachée de l'armée du Nord pour opérer dans ces contrées : elle accrut assez le nombre des défenseurs du bas Aragon et du royaume de Valence pour obliger les lieutenants de Cabrera à rentrer dans leurs retraites de Cantavieja et de Beceite; il fallait maintenant aller les forcer jusque dans leurs repaires (15 août), et le général en chef don Felipe Montes était absorbé par des préparatifs dans ce sens,

lorsque son attention dut se fixer sur les dissensions intestines du parti libéral et sur le maintien de la discipline militaire.

Depuis la fin de juillet, la Péninsule était dans un état d'agitation extrême; l'irritation des progressistes contre les ministres apostats, l'abus d'autorité commis par la régente en dissolvant les Cortès dans l'intérêt du parti modéré, la fièvre de la lutte électorale, l'inquiétude causée par les incursions de don Basilio, de Gomez, de Cabrera, les publications de la presse, les discours des clubs, la misère générale avaient surexcité au dernier point l'opinion publique. Le ministère, ayant réprimé quelques petits mouvements à Malaga, Grenade et Carthagène, avait été un instant, à la fin de mai, maître de la situation; mais sa supériorité fut de très-courte durée. Les chefs du parti progressiste avaient contre lui trop de haine pour ne pas employer toute leur influence à le renverser : ils s'étaient considérés comme insultés et bravés par le décret de dissolution des Cortès, et ce sentiment poussa la plupart d'entre eux à employer contre la couronne des moyens révolutionnaires. Le Statut royal, en ne leur donnant que le droit de pétition dans les Chambres, annulait au profit de la couronne les prérogatives des procuradorès et des procérès, et il fallait pour sortir de cette situation imposer une seconde fois à la royauté, comme en 1820, la Constitution de Cadix.

Ce mot d'ordre une fois donné et accueilli partout, on s'occupa de le mettre en œuvre. Le souvenir des juntes triomphantes de 1835 était trop proche pour qu'il fût bien difficile d'obtenir de nouveaux pronunciamentos; dans la plupart des villes de province, il suffisait de la volonté de quelques hommes influents pour décider un mouvement. Si leurs tendances concordaient avec les dispositions de la garde nationale, le succès était certain : il n'y avait presque

nulle part une quantité de troupes suffisante pour faire respecter la volonté des fonctionnaires publics, lorsqu'elle était en contradiction avec les vœux des populations.

Les villes maritimes de l'Andalousie étaient celles qui avaient vu avec le plus grand regret la chute de Mendizabal; sous son ministère, plusieurs d'entre elles s'étaient enrichies par l'introduction frauduleuse d'articles anglais. A Malaga spécialement on voyait, dans le retour de l'influence française que semblait patronner Isturitz, la fin d'un état de choses qui avait été pour la cité une source de prospérité; aussi ne fallait-il pas grand effort pour y décider un mouvement populaire, et même l'argent qui y serait employé pouvait être facilement retrouvé; il suffisait que les vainqueurs voulussent bien autoriser l'entrée en contrebande des cargaisons de quelques navires britanniques. C'est donc là que les principaux meneurs dirigèrent leurs coups pour y donner le signal d'un mouvement qu'on espérait pouvoir transformer facilement en révolution.

Le 25 juillet, quelques gardes nationaux se réunissent en tumulte dans une des grandes rues de Malaga, forcent les tambours à battre la général[1], et se déclarent en état d'insurrection. Le gouverneur militaire, de la même famille qu'un de nos conventionnels les plus illustres et portant comme lui le nom de Saint-Just, se présente avec courage devant les révoltés; il veut les ramener à la concorde; une fusillade est dirigée contre lui, et il tombe sous une grêle de balles. Le gouverneur civil, comte de Donadio, traité d'apostat par les habitants de Malaga, parce qu'en 1835 il était un des principaux membres de la junte révolutionnaire, au lieu d'être, comme en 1836, représentant de l'autorité centrale, se réfugie à cette nouvelle dans la caserne et demande l'appui de la troupe qui y était réunie; les officiers tentent de le sauver, mais les sergents sont

d'avis de le livrer. La force brutale triomphe à la fin et Donadio est livré à la garde nationale; on l'assassine lâchement, et c'est à peine si le chef reconnu de l'insurrection, Escalante, qui avait tout fait pour s'opposer à sa mort, peut empêcher que son cadavre ne soit traîné dans les rues, comme l'avait été à Barcelone celui de Bassa un an auparavant. A la suite de ces lugubres scènes, la population, la municipalité, la garde nationale, l'armée proclament d'un commun accord leur *idolâtrée* Constitution de 1812; elles s'unissent toutes quatre dans le serment unanime de la faire triompher, et, n'ayant en face d'elles aucun ennemi à vaincre, constituent immédiatement par voie d'élections la junte provinciale à l'instar de celle qui avait fonctionné en 1835.

Aussitôt qu'il eut connaissance de ce mouvement, le capitaine général de Grenade, Lopez Baños, essaya de s'y opposer : il voulut ramener au devoir les soldats révoltés et la milice insurgée; non-seulement sa voix ne fut pas écoutée, mais encore la garde nationale de Grenade et une partie de la troupe se soulevèrent; il fallut qu'il abandonnât la cité avec ceux d'entre les militaires qui voulaient rester fidèles au pouvoir central.

Cadix ne pouvait rester en arrière de Malaga : le 29 juillet, dès qu'on y eut connaissance de ce qui s'était passé à Malaga, la garde nationale prit les armes et acclama la Constitution. Séville suivit son exemple le lendemain 30; elle entraîna le capitaine général de l'Andalousie, Carlos Espinos, qui se rallia lui-même à l'insurrection. Cordoue se prononça le 31 juillet, et Huelva le 3 août. Ainsi, en quelque jours, le Statut royal était déchu dans toute la basse Andalousie.

A Saragosse, le ministère avait concentré toute l'autorité militaire et civile entre les mains de don Evaristo San Miguel,

l'ancien ministre des affaires étrangères de 1822, devenu capitaine général. Une longue intimité l'unissait à Isturitz, Galiano et Saavedra, et leur avait fait compter sur son dévouement. Mais, avant d'être leur ami, San Miguel était homme de parti : il n'entendait pas s'exposer à la haine populaire qui se déclarait contre les ministres, et il ne voulait pas, comme eux, se séparer des progressistes pour tendre la main aux modérés. Dès qu'il eut connaissance des événements de Malaga, il réunit la députation provinciale, et, celle-ci ayant appelé dans son sein toutes les autorités militaires, les chefs de la milice, une députation de l'académie, une autre du chapitre, on mit aux voix la conduite à tenir dans les circonstances actuelles. Après une longue délibération, où furent pesés et débattus les avantages et les inconvénients de la Constitution de 1812, il fut convenu que Saragosse devait la proclamer immédiatement, mais en admettant à l'avance toutes les modifications que des Cortès convoquées à cet effet jugeraient utile d'y apporter. Sous l'empire de cette résolution, Saragosse se déclara indépendante du gouvernement actuel, arbora le drapeau de la Constitution de 1812, et refusa d'obéir à un ministère *incapable et inepte* (1er août 1836). Troupes et milices confondues acclamèrent le mouvement, et, sans aucun désordre, des proclamations furent adressées aux armées du Centre et du Nord, pour les exhorter à proclamer la Constitution, sans rompre les liens de la discipline militaire.

La garde nationale de Madrid ne pouvait apprendre sans émotion le triomphe de l'insurrection dans des provinces aussi importantes que l'Aragon et l'Andalousie ; elle comptait dans son sein un élément progressiste très-considérable, et, dans sa grande majorité, elle était tout à fait opposée au ministère. Mais il y avait dans la capitale des troupes en assez grand nombre pour repousser toute tentative ; elles

étaient sous le commandement du général Quesada, et disposées à lui obéir aveuglément. Quesada était connu pour un des plus acharnés défenseurs du Statut royal, des priviléges de la royauté et de l'influence du parti modéré. Quelques symptômes d'agitation s'étant fait jour le 3 août, Madrid fut déclaré en état de siége, une commission militaire fut instituée, la peine de mort décrétée contre quiconque proférerait un cri séditieux, et la garde nationale dissoute. En même temps, un manifeste de la régente, daté de la Granja, 4 août, revendiquait fièrement ce qu'elle appelait les droits de la couronne, et traitait de faction anarchique et désorganisatrice le parti puissant qui venait de proclamer la Constitution sur plusieurs points du territoire.

Mis en demeure de se prononcer, le pays condamna par son attitude le ministère et la régente. Tandis que les députés, convoqués pour le 24 août, étaient déjà nommés, au lieu d'attendre leur réunion pour résoudre légalement la question ministérielle, il préféra manifester sa répugnance pour le Statut royal et son affection sincère pour la Constitution de 1812.

Avant de connaître le manifeste royal, Badajoz et l'Estramadure s'étaient déclarés d'accord avec les juntes andalouses et aragonaises dès le 3 août. Après sa publication, Valence, Alicante, Murcie, Carthagène se prononcèrent du 8 au 11. L'opinion de Barcelone n'était pas douteuse : dès le 12, elle se manifestait par une pétition solennelle, que les autorités, d'accord avec la population, envoyèrent à Madrid, pour demander à la régente d'éloigner ses conseillers actuels et de remettre aux prochaines Cortès le sort futur de la Péninsule. Contente de son capitaine général, la population craignait les suites d'un désordre qui aurait pu compromettre cette autorité ; mais elle désirait aussi coopérer au triomphe de la Constitution. On parvint le 15 à con-

cilier ces deux idées par une transaction semblable à celle de Saragosse. Quelques exaltés ayant essayé, par leurs cris, d'entraîner la population, Mina, pâle, souffrant, affaibli par la maladie, se fit conduire sur la place, demanda au peuple s'il avait confiance en lui, et, sur la réponse affirmative de tous les assistants, se fit apporter un siége et déclara son intention formelle de rester assis jusqu'à ce que les groupes se fussent dissipés. Des acclamations unanimes accueillirent cette déclaration; en un instant, tous les assistants se séparèrent, rentrèrent à leurs foyers, et, à son retour au palais, d'accord avec la municipalité, Mina ordonna que la Constitution fût solennellement proclamée, sans que la ville eût à regretter le moindre trouble dans la tranquillité publique, sans que les affaires commerciales fussent même troublées un seul instant.

Cependant la révolution, triomphante dans les provinces, ne pouvait se considérer comme définitivement victorieuse tant que la régente persisterait à garder son ministère : le drame commencé devait se dénouer, soit à Madrid, où étaient restés les trois ministres directeurs, Isturitz, Galiano et le duc de Rivas, soit à la résidence royale de la Granja, où, suivant son habitude, Christine avait fixé sa résidence d'été. Les environs de ces grands châteaux royaux n'ont ordinairement pour habitants que des familles vivant de charges et emplois rétribués par la liste civile. Ce n'est point là qu'il faut chercher les éléments susceptibles d'opérer un coup de main révolutionnaire : on trouverait difficilement des habitants plus paisibles que ceux de la Granja, de l'Escurial ou d'Aranjuez. Si quelque sentiment pouvait jamais armer leur bras, ce serait plutôt le fanatisme monarchique que la passion de la liberté. De ce côté, les modérés et le ministère n'avaient donc à redouter aucune pression sur la régente. Mais dans la troupe destinée à la garder, troupe qui devait

être alors forcément nombreuse, à cause des bandes de factieux qui infestaient la Castille, régnaient des dispositions bien autrement dangereuses pour les défenseurs du Statut royal.

L'armée, en présence des malheurs de la patrie, surtout depuis la grande levée de Mendizabal, renfermait un élément jeune, ardent, patriotique, plein d'enthousiasme pour la liberté, et qui ne se souciait nullement de servir d'appoint aux menées ambitieuses de quelques personnages plus désireux du pouvoir que du bien public; elle ne comprenait pas l'opposition hargneuse des modérés à la Constitution de 1812, et, en présence de l'enthousiasme universel du pays, s'irritait du rôle qu'on voulait lui faire jouer contre ceux qui en demandaient la promulgation immédiate. Le corps des officiers, fortement imbu des idées de discipline, était systématiquement opposé à tout acte d'insubordination ; mais les sous-officiers, très-jaloux de leurs chefs, mécontents de voir les grades plus souvent accordés à la faveur qu'au mérite, se laissaient aller à confondre misérablement la liberté et la licence : leurs rancunes, exploitées par des hommes de parti à qui l'expérience avait enseigné qu'aucune révolution ne peut se faire en Espagne sans le concours de l'armée, les rendaient facilement accessibles à des idées de rébellion. Il y avait là un foyer d'incendie facile à allumer.

Le comte de San Roman, partisan, comme Quesada, des principes monarchiques, commandait à la Granja. Il avait sous ses ordres huit compagnies (garde royale et garde provinciale), deux escadrons de gardes du corps, deux de grenadiers. L'esprit dominant dans sa troupe ne lui était pas inconnu : les sergents, réunis dans le café du Théâtre, où ils lisaient et commentaient les journaux, conspiraient pour ainsi dire au grand jour ; ils s'entretenaient souvent avec des gardes nationaux venus de Madrid, qui blâmaient vio-

lemment, et avec raison, la mesure ordonnant leur dissolution, au moment même où l'on redoutait l'approche de l'ennemi. Se jugeant beaucoup plus fort qu'il n'était réellement, San Roman crut pouvoir faire acte d'autorité, et commença par défendre dans les rangs toute musique, tout chant patriotique. Cet ordre fut le signal de la rébellion. Le 12 au soir, le bataillon de la garde provinciale, qui était réuni, allait rompre les rangs : un groupe de sergents s'approcha du tambour-major, et lui demanda de jouer l'hymne de Riego. Celui-ci refuse, mais les musiciens s'empressent de le jouer. Le commandant intervient, arrête les musiciens et le tambour-major, double la garde, ordonne aux officiers de rester au milieu de leurs compagnies, et défend aux sergents de sortir de la caserne.

Malgré la présence de leurs chefs, les sous-officiers se concertent et décident que le soir même, à dix heures, ils se prononceront. Lorsque cette heure vient à sonner, un silence terrible précède un instant la détermination solennelle. Bientôt un cri de : *Aux armes!* retentit dans la compagnie des voltigeurs. Chaque soldat s'élance alors sur son fusil, et descend prendre son rang, comme pour une sortie habituelle. Les officiers sont remplacés à leurs places d'ordonnance par des sergents ; le drapeau est déployé, et le bataillon répète les vivats suivants, où se traduit sa pensée : *Vive la Constitution! Vive la Reine constitutionnelle!*

La caserne était située un peu en dehors de la ville. Une belle grille en fer protégeait l'avenue qui mène au palais. Pour surmonter cet obstacle (car, aux premières rumeurs, la grille avait été fermée), une compagnie de chasseurs se déploie en tirailleurs, et menace de tirer sur la porte si on ne la lui ouvre pas. Les soldats chargés de la garde, au lieu de résister, se joignent aux insurgés. On marche sur la caserne des gardes du corps. Il semble ue la lutte doive

commencer, mais les gardes eux aussi acclament la Constitution. Tous ensemble se dirigent alors sur le palais ; leurs musiques jouent l'hymne de Riego, les soldats en répètent le refrain ; ils arrivent sur la place contiguë au palais, et se disposent à y camper, tandis qu'une entrevue de leurs chefs avec la régente va décider des destinées du pays.

Christine, exposée pour la première fois directement aux exigences d'une émeute triomphante, s'était vivement émue au premier récit qui lui avait été fait des événements de la soirée. Elle avait auprès d'elle un seul ministre, celui de grâce et justice, Barrio Ayuso, le comte de San Roman, le duc d'Alagon, plusieurs gentilshommes du palais, les commandants de la garnison et les dames du palais.

Elle ne pouvait refuser de recevoir une députation des rebelles, et ordonna qu'on fît entrer ceux qui avaient été désignés par leurs compagnons, deux sergents et un simple soldat. Ce fut un des sergents, Alexandre Gomez, qui prit la parole ; après avoir baisé, à genoux, suivant l'usage espagnol, la main de la régente, il s'exprima avec une certaine vivacité, se plaignit du refus de proclamer la Constitution malgré le vœu des provinces, du désarmement de la garde nationale, de la persécution systématique de tous les libéraux et des tendances du ministère à traiter avec les factieux.

Christine feignit d'ignorer que l'état du pays fût tel qu'on le lui dépeignait. Après elle, Barrio Ayuso fit quelques objections à la proclamation immédiate de la Constitution, dont l'article 192, mal interprété, donnait la régence à don Carlos. Le sergent resta ferme dans ses appréciations, et demanda qu'il fût donné une satisfaction à ceux qui attendaient sur la place. Après trois heures de conférences, on décida que la régente transmettrait au comte de San Roman un ordre royal par lequel elle s'engageait à présenter aux prochaines Cortès un projet de Constitution.

San Roman voulut aller annoncer lui-même aux troupes cette décision : il fut mal accueilli, on refusa de l'entendre, et il dut revenir auprès de la régente avec les mandataires de l'insurrection.

La première entrevue avait été solennelle. Croyant trouver une force dans leur supériorité d'éducation, les courtisans avaient affecté une gravité qui s'alliait peu aux craintes et aux terreurs qui les rongeaient. Cette fois, après l'insuccès du comte de San Roman, ils cessèrent de dissimuler ; la confusion s'empara des esprits, et chacun pressa la régente de céder.

Elle s'y soumit enfin, et signa le décret suivant :

« Comme Reine gouvernante de l'Espagne, j'ordonne et « décrète que l'on promulgue la Constitution politique « de 1812, jusqu'à ce que la nation, réunie en Cortès, mani« feste expressément sa volonté, soit en faveur de cette « Constitution, soit en faveur de toute autre conforme aux « besoins de la nation. » (13 août 1836.)

Ce fut la fin du tumulte. Quelques doutes s'étaient élevés parmi les troupes sur la signature du décret, quand il fut lu devant elles ; mais ils avaient été dissipés par un sergent nommé Garcia, attaché aux bureaux du comte de San Roman, qui s'était approché, et se porta garant de l'authenticité de la signature, qu'il avait eu occasion de voir fréquemment. Les soldats rentrèrent dans leurs casernes, y restèrent toute la journée du 13, pendant la grande chaleur, et n'en sortirent qu'à six heures du soir, pour proclamer, en grande cérémonie, la Constitution, le tout sans excès et avec le plus grand ordre.

Le ministère sut à Madrid, dès la matinée du 13, par diverses dépêches du ministre de la justice, les événements de la Granja. Il convoqua aussitôt un conseil de gouvernement, où furent appelés les membres du conseil de régence,

Quesada et le marquis de Miraflorès, président de l'estamento des procérès. Que faire? Si la garnison de Madrid allait châtier celle de la Granja, l'émeute qui grondait dans la capitale aurait bientôt triomphé. Fallait-il adhérer à la décision prise par la régente, ou considérer le décret comme arraché par la violence? Aucun de ces personnages n'entendait sacrifier sa situation personnelle au salut de la patrie; on ne pouvait cependant douter de la volonté générale du pays. La décision prise fut que le ministre de la guerre, Mendez Vigo, partirait à l'instant pour la Granja et essayerait sur les soldats l'ascendant qu'on lui supposait avoir acquis à l'armée du Nord.

La mission du ministre de la guerre était des plus difficiles : elle exigeait du tact, de la finesse et de la résolution. Un instant elle faillit réussir; mais des propositions grossières d'argent, de places, d'honneurs, excitèrent bientôt la défiance. Le sergent Garcia fit comprendre à ses compagnons qu'il y aurait danger à revenir sur ce qui avait été fait, et qu'il valait mieux persévérer; si la garnison de Madrid ne s'était pas encore déclarée pour la Constitution, on avait de bonnes nouvelles des armées du Centre et du Nord; le succès n'était point douteux.

Les avis de Garcia furent écoutés, et la joie et la tranquillité qui avaient signalé la journée du 13 furent remplacées le 14 à la Granja par l'hostilité et la méfiance réciproques. Les sergents s'organisèrent pour la défensive : on ferma les grilles de la Granja; on empêcha de sortir du palais deux fourgons chargés de bagages que l'on dirigeait sur Madrid.

Mendez Vigo, convaincu de son impuissance, offrit à la reine sa démission et son exemple fut suivi par le ministre de la justice et par le comte de San Roman. L'ambassadeur d'Angleterre, M. Villiers, et le chargé d'affaires de France, M. Bois le Comte, consultés par la régente, répondirent

qu'il y avait danger à résister davantage, que si le trône d'Espagne venait à être renversé, les gouvernements de France et d'Angleterre se croiraient obligés à reconnaître don Carlos. Le changement ministériel s'imposa dans l'esprit de la régente, et Mendez Vigo désigna lui-même parmi les progressistes Calatrava, Gil de la Cuadra, Ferraz, Ulloa, Ferrer, Seoane et Rodil. Il resta chargé de signer les décrets qui appelleraient chacun d'eux à ses fonctions respectives, en même temps que de communiquer aux sergents et soldats les nouvelles garanties qui leur étaient données.

De leur côté, les insurgés, bien conseillés, en étaient arrivés à formuler leurs aspirations d'une manière correcte et décisive; par une pétition qui fut rédigée le 14, ils demandaient immédiatement :

La destitution de San Roman et de Quesada;

Le réarmement de la garde nationale de Madrid;

Un décret ordonnant la proclamation dans toutes les provinces de la Constitution de 1812;

Et enfin la nomination d'un nouveau ministère.

Tous ces décrets furent écrits, signés et lus aux troupes dans la nuit du 14 au 15.

Cette même nuit, à deux heures et demie, l'ex-ministre de la guerre, accompagné d'un capitaine de la garde nationale, d'un garde du corps, du sergent Gomez et d'un soldat, partit pour Madrid, afin de communiquer officiellement aux ministres réunis dans la capitale les événements accomplis le 14 à la Granja.

Madrid, malgré la nouvelle de ce qui se passait au dehors, était encore tout entier aux mains de Quesada; cependant il y avait eu beaucoup d'agitation dans la journée du 14. Si un colonel du régiment de la Reina Gobernadora avait été tué, cette mort avait été cruellement vengée par celle

de plusieurs gardes nationaux ; dans la nuit, le couvent de San Basilio ayant été pris par des insurgés qui voulaient s'y retrancher, une compagnie envoyée avec des canons suffit pour les faire capituler. Ils s'étaient rendus sans condition et auraient été fusillés séance tenante sans l'intervention d'Isturitz. Mais la physionomie de la ville changea du tout au tout à l'arrivée de Mendez Vigo et de ses compagnons. Quand elle connut les nouveaux décrets, la garde nationale, frémissante d'indignation, reprit partout le haut du pavé ; les troupes se retirèrent dans leurs casernes ; les gens violents et désordonnés lancèrent des imprécations contre Quesada, leur maître de la veille, et songèrent avant tout à se venger sur lui de la terreur qu'il leur imposait depuis un mois.

Des amis généreux avertirent le malheureux général que la fureur populaire se concentrait contre lui et qu'il était menacé du sort de Bassa et de Donadio. Il essaya de fuir, parvint à sortir de l'enceinte même de Madrid ; mais à peine avait-il mis le pied dans le petit village de Hortaleza, situé à quelques minutes de la capitale, qu'il fut arrêté par les gardes nationaux du village, et enfermé dans une petite maison, voisine de la grande route. La nouvelle de son arrestation ne tarda pas à se répandre, et une bande de meurtriers accourut aussitôt. Personne ne s'opposa à l'expédition de ces malfaiteurs ; le général était désarmé ; ils se précipitèrent sur lui, et lui portèrent à l'envi des coups mortels. Leur fureur, non assouvie par la mort de leur victime, les porta à mutiler son cadavre pour en faire d'horribles trophées qui furent exposés aux yeux de tous au café Nuevo.

Quesada mourut en homme de courage ; que n'eut-il, avec sa bravoure, une plus grande confiance dans la liberté, une plus claire intelligence des destinées de son pays !

Isturitz, Galiano et le duc de Rivas pouvaient redouter le même sort et durent se cacher. Isturitz, avec un passe-port

et un costume de courrier anglais, eut de la peine à s'échapper et à gagner Lisbonne. Galiano et le duc de Rivas, plus heureux, s'enfuirent sans trop de difficulté et allèrent redemander à la France l'asile que trois ans auparavant elle leur donnait encore. Plusieurs autres chefs du parti modéré, Toreno, Miraflorès, les représentants les plus connus de la vieille aristocratie, les ducs d'Ossuna, de San Carlos, de Veragua, obéissant à un sentiment de terreur qu'il était de bon goût et de bonne politique d'exagérer, émigrèrent aussi et allèrent blâmer à l'étranger les violents excès d'une nation qui avait le mauvais goût de réprouver leur funeste politique.

Cependant, tandis que la révolution triomphait le 15 à Madrid par l'abdication simultanée de tous les défenseurs du parti modéré, il fallait à la Granja faire rentrer dans l'ordre les bataillons soulevés ; c'était la première difficulté qui s'offrait au nouveau président du conseil, Calatrava, et au nouveau ministre de la guerre, Rodil. Ces deux personnages prenaient possession de leurs portefeuilles dès le 16 août et entraient en pourparlers avec le sergent Garcia, reconnu par tous ses collègues comme principal chef de l'insurrection.

Leur but était d'entraîner à Madrid toutes les troupes rebelles, afin de les confondre avec celles de Madrid restées constamment fidèles. Ils y réussirent le même jour, mais en souscrivant à certaines conditions. Il fallut que Rodil, ayant à ses côtés le sergent Garcia, consentît à commander les compagnies rebelles et à faire avec elles dans Madrid une espèce d'entrée triomphale, qui eut lieu le 18, pendant que la régente, accompagnée de ses deux filles, rentrait le 17 sans aucun accompagnement et presque honteusement dans sa capitale.

Les deux chefs de l'armée du Nord et du Centre étaient

complétement d'accord avec la politique du ministère Isturitz ; aussi n'était-on pas sans inquiétude sur la manière dont ils allaient accueillir la nouvelle des événements de la Granja. On fut bientôt rassuré.

Montès, déjà très-mécontent de l'esprit d'indiscipline qui régnait dans quelques-unes des divisions de l'armée qu'il venait de former, sachant qu'un grand nombre d'officiers remués par des proclamations de San Miguel adhéraient au mouvement, se garda bien d'écouter les insinuations de Narvaez, qui, désireux de jouer un rôle politique, voulait l'entraîner à Madrid ; il fit proclamer la Constitution par ses troupes et se contenta de donner sa démission. En même temps chacune des colonnes qu'il avait commencé à réunir pour l'attaque de Cantavieja était renvoyée à sa résidence antérieure ; la brigade de Narvaez recevait la mission de garantir la seigneurie de Molina et l'Alcarria contre les déprédations de don Basilio. Les uns et les autres semblaient ne pas comprendre qu'en mettant leurs mesquines passions au-dessus des intérêts généraux du pays, ils servaient exclusivement la cause des carlistes et augmentaient les forces de Cabrera.

Quant à Cordoba, son rôle politique était beaucoup trop accentué pour qu'il pût garder le commandement sous l'empire de la Constitution de 1812, dont il avait toujours affecté d'être l'implacable adversaire. Depuis le commencement du mois sa situation au milieu des troupes était devenue insoutenable ; il avait d'abord fait face avec la plus grande difficulté, et en faisant preuve de courage personnel, à une insubordination du bataillon de Gerona. Mais toute son influence était venue se briser contre la division de cavalerie de la Ribera, qui sur la nouvelle du mouvement de Saragosse avait proclamé la Constitution. Cette division d'ailleurs était animée des sentiments les plus patriotiques :

au moment même où elle se mettait, sur la politique intérieure, en opposition avec son chef, elle battait, sous les ordres du général Uribarren, les carlistes à Calahorra et leur faisait une centaine de prisonniers. Dès qu'il connut les événements de la Granja, Cordoba, sans attendre l'acceptation de sa démission, passa en France : ses principaux officiers, par marque d'estime, l'accompagnèrent jusqu'à la frontière. Les derniers conseils qu'il leur donna furent de proclamer la nouvelle Charte que la nation se donnait, et de fortifier dans leurs corps respectifs l'esprit de discipline que ces événements n'avaient que trop ébranlé (août 1836).

L'expatriation de Cordoba et la démission de Montès assuraient au ministère Calatrava, sûr de la Catalogne et déjà maître de Madrid, les deux seules agglomérations de troupes qui auraient pu dans l'Espagne libérale s'opposer à la proclamation de la Constitution de 1812.

NOTES DE L'INTRODUCTION

NOTE A

Elégie de don Juan Nicasio Gallego
Au 2 mai.

Nuit, lugubre nuit, asile éternel de quiconque gémit en silence sous le poids de peines profondes, et n'est pas soulagé par le sommeil, ne dédaigne point ma prière. Prête à mes accents un poison mortel. Dans ta sublime horreur exaltant mon ardente fantaisie, donne à mon pinceau des couleurs flamboyantes ; qu'aux reflets d'une torche vengeresse, je décrive la journée terrible, que j'irrite la haine de ma patrie, que je sois le scandale et la terreur de l'univers !

Ah ! de combien de victimes Mantoue affligée n'a-t-elle pas à pleurer la destruction ! elles ont succombé comme ces plantes débiles qu'un horrible vent sèche dans sa fureur. J'ai vu, oui, j'ai vu toute une brillante jeunesse courir au-devant de l'hôte fatal. Mais que pouvait-elle faire dans son généreux effort ? Le chef perfide en qui elle plaçait son honneur et sa défense l'a condamnée à périr sous le glaive. Qui donc, mais qui donc viendra raconter la perfidie, l'atroce trahison de celui qui, violant les droits sacrés de l'amitié, a lancé contre un peuple sans défense tout ce troupeau de tigres affamés ?

Que de meurtres ! Que de carnages ! Que de gémissements ! Voyez ce misérable tout tremblant ; il se traîne aux pieds du chef farouche de l'atroce bande. « Que t'ai-je donc fait ? crie-t-il en gémissant, les yeux baignés de larmes. Avec toi j'ai partagé mon pain et ma demeure, je t'ai reçu dans mes bras, je t'ai cédé mon lit, j'ai calmé ta soif, je me suis

appelé ton ami. Pourras-tu donc payer mon hospitalité sincère, franche, loyale, sans ruse ni duplicité, par une mort cruelle et d'indignes outrages ? » Supplications perdues, prières inutiles ! Le monstre infâme regarde de l'œil les ministres de sa volonté, et d'une voix terrible, crie : « Feu ! » Le misérable tombe expirant : la terre est rouge de son sang.

Mais, hélas ! tandis que la désolation étend ses funestes ailes sur la métropole opprimée, tandis qu'elle règne sur toutes ses places, à l'âpre sifflement des balles ardentes, au son rauque des bronzes chargés, succèdent de nouveaux bruits, des frémissements inouïs. Écoutez..... les portes des timides habitants s'ouvrent sous des coups violents, leurs gonds qui résistent cèdent à un choc brutal ! Écoutez..... avec quelles clameurs effrayantes les victimes fuient, les persécuteurs s'acharnent après elles. Tout ce qu'ils rencontrent est brisé par ces atroces brigands, que le vol infâme et la tuerie aveuglent. Ils pénètrent partout altérés de sang, d'or et de larmes : les voilà au cœur même des foyers !

Atrocités horribles ! Trêve, ô ma Muse ! La voix s'arrête dans mon gosier, les sanglots m'oppressent. Devant une semblable ignominie le brave Espagnol courbera-t-il sous la chaîne son cou indompté ? Oh ! non ! J'entends approcher le char sanglant de la fière Pallas, je la vois de son front brillant stimulant ses coursiers de feu. Déjà les vaillants fils de Pélage revêtent la solide cuirasse et le brillant harnais ; leur acier reluit au soleil d'un brillant éclat.

Vengeance et guerre ! Ces mots ont retenti jusque dans la tombe des héros. Vengeance et guerre ! a répété Moncayo. A ce cri héroïque qui court dans les airs : Vengeance et guerre ! disent à leur tour Turia et Duero. Le Guadalquivir belliqueux relève aussi à ce son belliqueux son front royal ; il brandit sa lance avec fierté et s'élance jusqu'à la mer en criant aussi : Vengeance et guerre !

Quant à vous, ombres fugitives de ceux que le couteau infidèle a enlevés à leurs pénates, vous qui parcourez en gémissant les vastes plaines de la Castille, l'Espagne héroïque saura vous honorer. En même temps qu'au bandit aveuglé par l'insolence qui voulait lui imposer le bonheur à feu et à

sang elle renvoie ses présents à feu et à sang, elle vous érigera à vous dans sa piété un noble et solennel monument. Il sera à la fois un souvenir d'opprobre et de honte pour la vile trahison du despote ; il sera aussi un autel sacré où tout Espagnol jurera au monstre une rancune de mort qui se transmettra avec le sang à cent générations.

NOTE B

Ode de Quintana
A don Francisco de Balmis sur la propagation de la vaccine en Amérique.

Un de mes amis, que le découragement de la vie a enlevé à sa famille et à la littérature à l'âge de quarante ans, M. Léon Mille, de l'Aigle, avait à ma prière commencé la traduction en vers de cette ode ; il n'a pu la terminer, mais je croirais manquer aux devoirs de l'amitié si je ne reproduisais ici, telle qu'il me l'adressa, l'ébauche première de son travail :

Vierge du monde, innocente Amérique,
Toi qui présente à ton ciel souriant
Ton beau front, plein de jeunesse pudique
Et de trésors ton sein luxuriant,
Toi la plus douce, autant que la plus belle
Des régions du terrestre séjour,
Qui de la destinée, ensuite si cruelle,
Dus être le délice et le premier amour,
Entends-moi. Si jamais, parcourant ton histoire,
Mes yeux sont restés secs et non gonflés de pleurs,
Si mon cœur put jamais, sans compassion notoire,
Sans colère, écouter les cris de tes douleurs,
Ah ! qu'éternellement au comble du supplice,
De la vertu pour moi s'éteignent les flambeaux,
Que je sois le semblable ou même le complice
Des malfaiteurs qui t'ont ainsi mise en lambeaux !
Sur le livre éternel de vie
En lettres de sang sont écrits
Ces longs et lamentables cris
Lancés par ta lèvre flétrie
Vers le ciel, contre ma patrie.
Ils ne laissent point place à la gloire, au bonheur,
Sur ce champ souillé fatal à son honneur.

Cesseront-ils enfin? Trois siècles de l'histoire,
Trois siècles de malheurs et de remords amers
Ne sont-ils pas assez pour terme expiatoire?
Ah! nous ne sommes plus, oh! non, tu peux m'en croire,
Ces hommes qui se sont élancés sur les mers,
Fils ailés de l'Audace, à la face du monde,
Ceux-là qui sont venus troubler ta paix profonde,
T'en arracher, sanglante, enchaînée.

Ici s'arrêtent les vers de notre malheureux ami; et nous traduisons nous-même la strophe suivante, la plus importante de toute la pièce, puisqu'elle contient l'absolution que Quintana voulait donner à ses compatriotes.

Vous n'êtes plus les mêmes. Soit; mais ma douleur doit-elle cesser pour cela? Je veux bien oublier la rigueur de mes durs vainqueurs. De leur atroce avarice, de leur cruauté, de leur oubli de toute clémence, l'Espagne n'est pas coupable. Le siècle entier, voilà le criminel.

Mais quand donc, grand Dieu! pourrai-je oublier les maux épouvantables qui m'oppressent encore aujourd'hui, et parmi eux... Ah! venez me contempler, si l'honneur ne vous le défend, venez me voir empoisonnée par ce fléau fatal descendu pour me désoler de vos funestes navires.

Il s'agit de la petite vérole, et le sujet de l'ode est l'éloge de Balmis, envoyé de l'autre côté de l'Atlantique pour propager la vaccine sur tout le nouveau continent.

La dernière strophe est écrite sous l'influence des événements si tristes dont l'Espagne était le théâtre; l'auteur y engage Balmis à ne pas revenir :

Il ne croît plus en Europe, le laurier sacré dont elle devait orner ton front. Reste donc là-bas, là où la paix, la belle indépendance auront toujours un asile sacré. Reste là où tu recevras enfin le prix auguste de ta glorieuse action.

NOTE C

Nous ne pouvons résister au désir de donner ici le portrait de Fray Gerundio, tel qu'il a été dessiné par le père Isla ; il

n'y a qu'à ôter quelques traits tenant exclusivement à l'époque, et l'on retrouve encore bien souvent le personnage dans l'Espagne d'aujourd'hui. La plupart des sermons que l'on débite dans les Eglises catholiques de la Péninsule ne sont guère plus substantiels que celui que pouvait prêcher le Fray Gerundio du père Isla :

« Le père prédicateur doyen était dans toute la fleur de l'âge; il avait trente-trois ans sonnés. Il était robuste, corpulent, d'une haute stature ; tous ses membres étaient bien symétriques, bien proportionnés ; il marchait tout droit, le ventre proéminent, le cou redressé, le crâne pointu, offrant à l'œil une couronne de cheveux relevés avec art, le froc bien propret et disposé en plis très-abondants, la chaussure bien ajustée, et enfin la calotte de soie piquée à l'aiguille, couverte de dessins gracieux et se terminant au centre par un gland très-coquet ; le tout, exécuté par de saintes femmes qui se mouraient pour leur père prédicateur. En somme, c'était un vert-galant. Ajoutez une voix claire et sonore, un peu de grasseyement, un charme tout spécial pour conter l'anecdote, un talent bien connu pour singer, de l'entrain dans les mouvements, de la popularité dans les manières, une ampleur excessive dans le style, une hardiesse extrême dans la pensée ; le tout semé et entremêlé de plaisanteries, de farces, de proverbes, de propos familiers, dits avec une certaine grâce. Il n'en fallait pas davantage, non-seulement pour enlever les masses, mais encore pour soulever les pavés des rues.

« C'était un de ces prédicateurs cultivés, qui, en citant les saints Pères et les Evangélistes, rougiraient de les appeler par leurs noms propres, de peur de commettre une vulgarité. Pour lui, saint Matthieu, c'est l'Ange de l'histoire ; saint Marc, l'évangélique Taureau ; saint Luc, le plus divin pinceau; saint Jean, l'aigle de Patmos ; saint Jérôme, la pourpre de Belen ; saint Ambroise, le rayon de miel des docteurs, et saint Grégoire, la tiare allégorique.

« N'allez pas croire qu'après avoir indiqué le texte de son sermon, quand il avait à citer le chapitre de l'Evangile qui devait le fournir, il eût dit simplement et naturellement : *Joannis capite decimo tertio* ou *Matthiæ capite decimo quarto*.

Allons donc ! quelle folie ! on l'eût pris pour un prédicateur du samedi. Lui s'exprimait ainsi : *Evangelica lectione Matthæi vel Joannis capite decimo quarto ;* parfois, pour que l'inversion ressortît avec plus d'éclat, il disait : *Quarto decimo ex capite.*

« Il fallait le voir, en même temps qu'il annonçait son texte, enfoncer avec une certaine affectation gracieuse les deux doigts de la main droite entre le cou et le collet du capuchon, comme pour remuer la tête en toute liberté ; deux ou trois minauderies le préparaient à l'inspiration ; puis, l'annonce faite, il feignait par quelques bonds de vouloir s'élancer hors de sa chaire. Ne fallait-il pas ensuite dégager les poumons ? Il enflait ses joues, regardait avec dédain, l'un après l'autre, tous les coins de l'auditoire, et terminait enfin par un bruit guttural tenant le milieu entre l'éternument et le hennissement. Il avait eu soin, le jour de prêche, de se raser, d'égaliser sa couronne de cheveux, de relever son toupet ; puis, après avoir marmotté ou feint de marmotter une brève prière, tout à coup, il se dressait debout sur son pupitre ; il tirait avec précaution de sa manche gauche un mouchoir de soie d'une vare, de couleur vive ; il l'agitait, se mouchait avec fracas, ne dût-il sortir que du vent, et, l'opération terminée, il remettait son mouchoir dans sa manche avec mesure et en cadence. Puis il jetait sur l'assemblée un regard hardi, moitié irrité, moitié dédaigneux, et le voilà enfin qui commençait par ces mots : *Soit avant toute chose loué et glorifié*, pour terminer par ceux-ci : *dans l'être primitif instantané de son animation naturelle.* Jamais le père prédicateur n'eût manqué ce commencement et cette fin dans un seul de ses sermons, même en face de saint Paul. Il donnait ainsi autant de preuves qu'il n'y avait dans toutes ses oraisons ni une miette de jugement, ni un atome de généralisation, ni une pointe d'esprit, ni une goutte de bon sens, ni un brin de cervelle. »

NOTE D.

Don Miguel Colmeiro, dans un livre qu'il a publié en 1858 à Madrid sous ce titre : *La Botanica y los Botanicos de la Penin-*

sula Hispana Lusitana, nous donne des détails très-intéressants sur les diverses expéditions scientifiques organisées par le gouvernement espagnol dans la seconde moitié du dernier siècle et le premier quart de celui-ci.

Le premier expéditionnaire qui mérite d'être cité est Loeflung, l'ami et le disciple de Linnée. Envoyé par Ferdinand VI en Amérique, Loeflung se dévoue le premier en 1754 à étudier soigneusement les trésors de la végétation tropicale.

Après lui viennent Ruiz et Pavon, qui, en 1777, s'embarquèrent pour explorer le Chili et le Pérou; après dix années d'excursions constantes dans ces deux pays et aux îles Philippines, ils furent assez heureux pour rapporter en Espagne une grande masse de spécimens et de dessins; mais au lieu des huit volumes qui devaient composer leur œuvre totale, ils ne purent en imprimer que quatre ; une grande partie de leurs dessins et manuscrits est restée entassée dans les archives du Jardin Botanique de Madrid.

En 1783, une commission spéciale fut donnée à don José Célestino Mutis, Espagnol établi dans le Vénézuéla, qui s'était distingué à Santa-Fé de Bogota par l'ardeur avec laquelle il se dévouait à l'étude des sciences ; ce savant fut chargé d'étudier la flore de la Nouvelle-Grenade, et pendant vingt-cinq années, de 1783 à 1808, époque de sa mort, il ne cessa, avec les ressources que mettait à sa disposition un gouvernement éclairé, de réunir tous les matériaux propres à faire parfaitement connaître toutes les productions de ce curieux pays. L'œuvre de Mutis est considérable, et l'Espagne, qui n'est pas riche en savants, se devrait à elle-même d'honorer mieux qu'elle ne l'a fait jusqu'à ce jour, la mémoire de cet homme éminent que Linnée, Humboldt et Cavanilles honoraient d'une si haute estime. Le Jardin Botanique de Madrid a reçu dès 1817 tous ses manuscrits, son herbier et une collection de 6849 dessins de plantes ; ces matériaux restent là inutiles, oubliés, abandonnés, sans qu'un décret bienfaisant, depuis cinquante années passées, soit venu les tirer de leur oubli. L'Espagne a refusé de les rendre au Vénézuéla, qui les a réclamés, et elle-même ne sait en tirer aucun profit !

Dans le même moment où Mutis explorait avec ardeur la Nouvelle-Grenade, une autre commission, dont faisaient partie Martin Sessé et Mariano Mociño, parcourait en tous sens le Mexique dans le même but; de 1795 à 1814, elle réunissait dans cette contrée, en manuscrits, dessins, plantes, animaux, d'immenses trésors qui allèrent s'agglomérant dans le Jardin Botanique de Mexico, dont les chefs de l'expédition étaient les principaux directeurs. L'herbier formé par eux passa en 1820 au Jardin Botanique de Madrid, où il existe encore aujourd'hui, confondu dans l'herbier général de cet établissement. Quant à la collection des dessins, plantes et animaux, et aux manuscrits restés au pouvoir de Mociño, ils subirent une série de vicissitudes, qui prouvent et la valeur réelle dont ils jouissaient parmi les savants, et le tort du gouvernement espagnol de ne pas les mettre à la portée de tous par un dernier sacrifice. Mociño, obligé, en 1815, par les circonstances politiques, d'abandonner l'Espagne, avait transporté ses manuscrits et dessins à Montpellier; on les apprécia grandement dans cette ville intelligente, et de Candolle, à qui ils furent communiqués, en publia une grande partie dans ses divers ouvrages. Ce même botaniste, en étant devenu dépositaire, les avait transportés à Genève avec l'autorisation de Mociño, lorsque ce dernier, en 1817, les réclama tout à coup avec énergie et précipitation. De Candolle reçut avec le plus vif désespoir cette triste nouvelle, car il n'avait pas le temps de prendre copie de ces dessins si intéressants; au milieu de sa plus vive contrariété, il fut tout à coup aidé par le dévouement de ses concitoyens, qui s'offrirent en foule à copier les dessins; plus de cent dames voulurent participer à cette œuvre; et en dix jours la flore de Mexico fut copiée, et l'on put rendre à Mociño ses dessins, qui allèrent se perdre dans un coin obscur de la Péninsule. L'Europe a dû au dévouement des dames genevoises de ne pas voir le dessin des plantes mexicaines perdu pour l'examen des savants européens; des autres manuscrits de Mociño, quelques-uns sont perdus, d'autres gisent entassés dans les archives du Jardin Botanique de Madrid.

NOTES DU LIVRE PREMIER

NOTE A.

STATUT ROYAL.

Désireuse de rétablir dans leur force et vigueur les lois fondamentales de la monarchie, voulant mener à bonne fin ce qu'elles préviennent sagement pour le cas où viendrait à monter sur le trône un monarque mineur, anxieuse aussi d'asseoir sur une base solide et permanente la prospérité et la gloire de cette nation magnanime, j'ai ordonné et j'ordonne, au nom de ma glorieuse fille Isabelle seconde, après avoir recueilli l'avis du Conseil de régence et du Conseil des ministres, que l'on garde, accomplisse et observe le statut royal ci-dessous pour la convocation des Cortès générales du royaume.

Statut royal.

Titre I. — De la convocation des Cortès générales du royaume.

Art. 1er. D'accord avec ce que prévoient la loi 5e, titre 15, partida 2, et les lois 1re et 2e, titre 7, livre 6, de la Nueva Recopilacion, Sa Majesté la Reine Régente, au nom de sa glorieuse fille Isabelle seconde, a résolu de convoquer les Cortès générales du Royaume.

Art. 2. Les Cortès générales se composeront de deux estamentos : celui des Procérès du royaume, et celui des Procuradorès.

TITRE II. — Estamento des Procérès du royaume.

ART. 3. L'estamento des Procérès du royaume se composera :

1° De très-révérends archevêques et révérends évêques ;

2° De grands d'Espagne ;

3° De titres de Castille ;

4° D'un nombre indéterminé d'Espagnols, élevés en dignités et illustrés par les services qu'ils auront rendus dans les diverses carrières, qui seront ou auront été secrétaires d'Etat, Procuradorès du royaume, ambassadeurs ou ministres plénipotentiaires, conseillers d'Etat, généraux de mer ou de terre, et magistrats des tribunaux suprêmes ;

5° De propriétaires territoriaux ou maîtres de fabriques, de manufactures ou d'établissements commerciaux, qui réuniront à leur mérite personnel et aux circonstances spéciales qui les distingueront, l'avantage de posséder une rente annuelle de 60 000 réaux et celui d'avoir été antérieurement Procuradorès du royaume ;

6° De ceux qui, dans l'enseignement public ou en cultivant les sciences ou les lettres, auront acquis grande renommée et célébrité, pourvu qu'ils possèdent une rente annuelle de 60 000 réaux, soit qu'elle leur vienne de biens propres, soit qu'elle leur vienne d'une fonction rétribuée par l'Etat.

ART. 4. Il suffira d'être archevêque ou évêque élu ou auxiliaire pour pouvoir être appelé en cette qualité à prendre place dans l'estamento des Procérès du royaume.

ART. 5. Tous les grands d'Espagne sont membres nés de l'estamento des Procérès du royaume : ils y prendront place en cette qualité, pourvu qu'ils réunissent les conditions suivantes :

1° Avoir 25 ans accomplis ;

2° Être en possession de la grandesse, et la posséder par droit personnel ;

3° Justifier qu'on possède une rente annuelle de 200 000 réaux ;

4° N'être soumis dans ses biens à aucune espèce d'intervention ;

5° N'être point poursuivi criminellement ;

6° N'être point sujet d'une autre puissance.

Art. 6. La dignité de Procer du royaume est héréditaire dans les grands d'Espagne.

Art. 7. Le Roi élit et nomme les autres Procérès du royaume, dont la dignité est viagère.

Art. 8. Les titres de Castille qui seront nommés Procérès du royaume devront justifier qu'ils réunissent les conditions suivantes :

1° Avoir plus de 25 ans ;

2° Etre en possession du titre de Castille, et le posséder par droit personnel ;

3° Justifier d'une rente de 80 000 réaux ;

4° N'être soumis dans ses biens à aucune espèce d'intervention ;

5° N'être point poursuivi criminellement ;

6° N'être point sujet d'une autre puissance.

Art. 9. Le nombre des Procérès du royaume est illimité.

Art. 10. La dignité de Procer du royaume se perd uniquement par incapacité légale, en raison d'une sentence entraînant peine infamante.

Art. 11. Un règlement déterminera tout ce qui concerne le régime intérieur et le mode de délibérer de l'estamento des Procérès du royaume.

Art. 12. Le Roi choisira parmi les Procérès du royaume, chaque fois que se réuniront les Cortès, ceux qui devront exercer, durant la réunion, les fonctions de président et vice-président de cet estamento.

Titre III. — Estamento des Procuradorès du royaume.

Art. 13. L'estamento des Procuradorès se composera des personnes qui auront été nommées conformément à la loi électorale.

Art. 14. Les conditions pour être Procurador sont les suivantes :

1° Etre originaire du royaume ou être issu de parents espagnols ;

2° Avoir 30 ans accomplis ;

3° Posséder une rente personnelle de 12 000 réaux ;

4° Etre né dans la province où l'élection aura eu lieu, ou y avoir résidé dans les deux années antérieures à l'élection, ou y posséder soit une propriété rustique ou urbaine, soit un capital en cens donnant la moitié de la rente nécessaire pour être Procurador du royaume.

Au cas où une même personne serait élue Procurador par plus d'une province, elle aurait le droit d'opter entre celles qui l'auraient nommée.

ART. 15. Ne pourront être Procuradorès du royaume :

1° Ceux qui seront poursuivis criminellement ;

2° Ceux qui auront été condamnés par un tribunal à une peine infamante ;

3° Ceux qui auront une incapacité physique notoire et de caractère permanent ;

4° Les négociants déclarés en état de faillite, ou ayant suspendu leurs payements ;

5° Les propriétaires dont les biens seraient administrés par un interventeur ;

6° Les débiteurs de l'Etat, en qualité de seconds contribuables.

ART. 16. Les Procuradorès du royaume agiront conformément aux pouvoirs qui leur auront été donnés à l'époque de leur nomination, aux termes du décret royal de convocation.

ART. 17. La durée des pouvoirs des Procuradorès sera de trois ans, à moins qu'avant ce terme le Roi ne vienne à dissoudre les Cortès.

ART. 18. Quand on procédera à de nouvelles élections, soit parce que les pouvoirs seront expirés, soit parce que les Cortès auront été dissoutes, ceux qui auront déjà été Procuradorès du royaume pourront être réélus, pourvu qu'ils continuent d'avoir les conditions requises par les lois.

TITRE IV. — De la réunion de l'estamento des Procuradorès du royaume.

ART. 19. Les Procuradorès du royaume se réuniront au lieu

qui sera fixé par le décret de convocation pour la réunion des Cortès.

Art. 20. Le règlement des Cortès fixera la forme et les règles qui devront être observées pour la présentation et l'examen des pouvoirs.

Art. 21. Lorsque les pouvoirs des Procuradorès du royaume auront été examinés, ceux-ci procéderont à l'élection de cinq d'entre eux, parmi lesquels le Roi désignera les deux appelés à exercer les fonctions de président et de vice-président.

Art. 22. Le président et le vice-président de l'estamento des Procuradorès du royaume cesseront d'exercer leurs fonctions dès que le Roi suspendra ou dissoudra les Cortès.

Art. 23. Le règlement fixera tout ce qui concerne le régime intérieur et le mode de délibération de l'estamento des Procuradorès du royaume.

Titre V. — Dispositions générales.

Art. 24. C'est au Roi qu'il appartient exclusivement de convoquer, suspendre et dissoudre les Cortès.

Art. 25. Les Cortès se réuniront en vertu d'un décret de convocation, au lieu et au jour qu'il désignera.

Art. 26. Le Roi ouvrira et fermera les Cortès, soit en personne, soit par l'intermédiaire des secrétaires d'Etat, spécialement autorisés à cet effet par un décret visé par le président du Conseil des ministres.

Art. 27. Conformément à la loi 5°, titre 15, partida 2, les Cortès générales seront convoquées après la mort du Roi, pour que son successeur y jure d'observer fidèlement les lois, et reçoive lui-même des Cortès le serment qui lui est dû de fidélité et d'obéissance.

Art. 28. Les Cortès générales du royaume seront également convoquées en vertu de la présente loi, quand le prince ou la princesse qui aura hérité de la couronne sera mineur.

Art. 29. Dans le cas exprimé à l'article précédent, les gardiens du Roi enfant jureront, dans les Cortès, de veiller loyalement à la garde du prince et de ne pas violer les lois de

l'Etat ; ils recevront des Procérès et des Procuradorès du royaume le serment de fidélité et d'obéissance.

Art. 30. Conformément à la loi 2e, titre 7, livre 6, de la Nueva Recopilacion, les Cortès du royaume seront convoquées chaque fois qu'il se présentera une affaire difficile, grave, pour laquelle, au jugement du Roi, on jugera nécessaire de les consulter.

Art. 31. Les Cortès ne pourront délibérer sur aucune affaire qui n'aura été expressément soumise à leur examen par un décret royal.

Art. 32. Elles gardent néanmoins le droit qu'elles ont toujours exercé, d'élever des pétitions au Roi ; elles l'exerceront dans le mode et la forme qui seront fixés par le règlement.

Art. 33. La formation des lois requiert l'approbation de l'un et l'autre estamento, et la sanction du Roi.

Art. 34. Conformément à la loi 1re, titre 7, livre 6, de la Nueva Recopilacion, il ne sera exigé ni tributs, ni contributions d'aucune espèce, sans que, sur la proposition du Roi, il soit intervenu un vote des Cortès.

Art. 35. Les contributions ne pourront être imposées pour des termes dépassant deux ans ; avant l'expiration de ce terme, elles devront être à nouveau votées par les Cortès.

Art. 36. Avant que les Cortès soient appelées à voter sur les diverses contributions qui devront être fixées, il leur sera présenté, par les secrétaires d'Etat respectifs, une exposition qui manifestera l'état où se trouvent les diverses branches de l'administration publique ; le ministre des finances présentera ensuite aux Cortès le budget des dépenses et les moyens d'y faire face.

Art, 37. Le Roi suspendra les Cortès en vertu d'un décret visé par le président du Conseil des ministres ; ce décret lu, l'un et l'autre estamento se sépareront, sans qu'ils puissent se réunir à nouveau ni prendre aucune délibération ou aucun accord.

Art. 38. Dans le cas où le Roi aura suspendu les Cortès, celles-ci ne peuvent plus se réunir qu'en vertu d'une nouvelle convocation.

Art. 39. Au jour qui aura été signalé pour la nouvelle réu-

nion des Cortès, les mêmes Procuradorès du royaume devront se présenter, à moins cependant que le terme de trois ans qui fixe la durée de leurs pouvoirs ne soit déjà expiré.

Art. 40. Quand le Roi dissoudra les Cortès, il devra le faire en personne ou au moyen d'un décret visé par le président du Conseil des ministres.

Art. 41. Dans l'un et l'autre cas, les deux estamentos se sépareront immédiatement.

Art. 42. Dès que, par un ordre royal, la dissolution des Cortès aura été annoncée, l'estamento des Procérès du royaume ne peut plus se réunir ni prendre aucune résolution ou aucun accord, avant que les Cortès soient réunies en vertu d'un nouveau décret de convocation.

Art. 43. Lorsque les Cortès sont dissoutes par un ordre du Roi, les pouvoirs des Procuradorès sont, par ce même acte, annulés. Tout ce qu'ils pourront faire ou décider après, est nul de plein droit.

Art. 44. Dans le cas où les Cortès auraient été dissoutes, de nouvelles devront être réunies avant le délai d'un an.

Art. 45. Toutes les fois que les Cortès seront convoquées, l'un et l'autre estamento devront être convoqués à la fois.

Art. 46. Un estamento ne pourra être réuni sans que l'autre le soit également.

Art. 47. Chaque estamento tiendra ses réunions en un local distinct.

Art. 48. Les séances de l'un et l'autre estamento seront publiques, sauf dans les cas signalés par le règlement.

Art. 49. Les Procérès, comme les Procuradorès du royaume, seront inviolables pour les opinions et les votes qu'ils auraient émis dans l'exercice de leur mandat.

Art. 50. Le règlement des Cortès déterminera les rapports de l'un et l'autre estamento, soit entre eux, soit avec le gouvernement.

Signé : *La Reine Régente,*
CHRISTINE.

Aranjuez, 10 avril 1834.

Contre-signé : Martinez de la Rosa, Xavier de Burgos, Garelly, Zarco del Valle, Vasquez Figueroa, Imaz.

NOTE B.

TRAITÉ DE LA QUADRUPLE ALLIANCE.

Art. 1er. Sa Majesté Impériale le duc de Bragance, régent du royaume de Portugal et des Algarves, au nom de la Reine doña Maria II, s'oblige à user de tous les moyens qui seront en son pouvoir pour obliger l'infant don Carlos à s'éloigner du territoire portugais.

Art. 2. Sa Majesté la Reine gouvernante et régente d'Espagne, durant la minorité de sa fille doña Isabelle II, Reine d'Espagne, priée et invitée par le présent acte par S. M. I. le duc de Bragance, régent au nom de la reine doña Maria II, et ayant en outre de justes et graves sujets de plainte contre l'infant don Miguel, pour le soutien et l'appui qu'il a prêtés au prétendant à la couronne d'Espagne, s'oblige à faire entrer sur le territoire portugais le nombre de troupes espagnoles que fixeront plus bas les deux parties contractantes, pour qu'elles coopèrent avec celles de S. M. F., à faire retirer du territoire portugais les infants don Carlos et don Miguel; S. M. la Reine gouvernante, régente d'Espagne, s'oblige en outre à maintenir pour le compte de l'Espagne, et sans aucuns frais pour le Portugal, les troupes espagnoles, lesquelles devront être reçues et traitées à tous égards comme le seraient les troupes de S. M. I.; S. M. la Reine régente s'oblige à faire retirer ses troupes hors du territoire portugais aussitôt que le but mentionné de l'expulsion des infants aura été atteint, et dès que la présence de ces troupes en Portugal ne sera plus requise par S. M. I. le duc régent, au nom de la Reine doña Maria II.

Art. 3. S. M. le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande s'oblige à coopérer, par l'emploi d'une force navale, aux opérations qui doivent être entreprises en conformité des stipulations du présent traité par les troupes d'Espagne et de Portugal.

Art. 4. Au cas où la coopération de la France serait jugée nécessaire par les hautes parties contractantes pour atteindre

le but fixé dans le traité, S. M. le roi des Français s'oblige à faire, sur ce point, tout ce que lui et ses augustes alliés détermineront d'un commun accord.

Art. 5. Les hautes parties contractantes sont convenues qu'en conséquence des stipulations contenues dans les articles précédents, il sera fait immédiatement une déclaration pour annoncer à la nation portugaise les principes et l'objet des stipulations de ce traité ; et S. M. I. le duc de Bragance, régent au nom de la Reine doña Maria II, animé du sincère désir d'effacer tout souvenir du passé et de réunir autour du trône de S. M. I. la nation entière sur laquelle la divine Providence l'a appelé à régner, déclare son intention de publier en même temps une amnistie ample et générale en faveur de tous les sujets de S. M. I. qui, dans un délai qui sera signalé, reviendront à l'obéissance. S. M. I. le duc régent, au nom de sa fille la reine doña Maria II, déclare aussi son intention d'assurer à l'infant don Miguel, aussitôt qu'il sera sorti des Etats portugais, une rente correspondant à son rang et à sa naissance.

Art. 6. S. M. la Reine gouvernante, régente d'Espagne, pendant la minorité de sa fille doña Isabelle II, Reine d'Espagne, en vue du présent article, déclare son intention d'assurer à l'infant don Carlos, aussitôt qu'il sera sorti des territoires espagnols et portugais, une rente correspondant à son rang et à sa naissance.

Art. 7. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications s'échangeront à Londres dans le délai d'un mois, ou auparavant, si cela est possible.

Signé à Londres le 22 avril 1834 : Miraflorès, Talleyrand, Palmerston, Sarmento.

NOTE C.

ARTICLES ADDITIONNELS AU TRAITÉ DE LA QUADRUPLE ALLIANCE.

ART. 1er. Sa Majesté le Roi des Français s'engage à prendre, sur tous les points de son territoire servant de frontière au territoire espagnol, les moyens les plus actifs pour empêcher que de France il ne soit envoyé aucune espèce de secours, en hommes, armes et munitions, aux insurgés d'Espagne.

ART. 2. S. M. le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, s'oblige à donner à S. M. Catholique, les permis d'armes et de munitions de guerre dont elle aurait besoin, et à l'aider même, si cela était nécessaire, avec une force navale.

ART. 3. S. M. I. le duc de Bragance, régent du royaume de Portugal et des Algarves, au nom de la Reine doña Maria II, en communauté complète de sentiments avec ses augustes alliés, et désireuse en même temps de donner une juste rétribution aux engagements pris par S. M. la Reine régente d'Espagne dans l'article 2 du traité du 22 avril, s'oblige à venir, en cas de besoin, au secours de S. M. et à coopérer, par tous les moyens en son pouvoir, dans la forme et la manière qui seront fixées plus tard entre lesdites Majestés.

ART. 4. Les articles antérieurs auront la même force que s'ils eussent été insérés littéralement dans le traité du 22 avril 1834, et devront en être considérés comme partie intégrante ; ils seront ratifiés, et les ratifications échangées dans le délai de quarante jours, ou auparavant, si cela était possible.

Signé à Londres, le 18 août 1834 : Miraflorès, Talleyrand, Palmerston, Sarmento.

NOTE D.

LOI DU 16 NOVEMBRE 1834 SUR LES RÈGLEMENTS DE LA DETTE PUBLIQUE.

ART. 1er. Toutes les dettes contractées par le gouvernement à l'étranger à diverses époques, et notamment les emprunts, tant antérieurs que postérieurs à l'année 1823, sont dette de l'Etat.

ART. 2. Il sera immédiatement procédé à l'examen et à la liquidation des comptes avec les prêteurs.

ART. 3. Toute cette dette *étrangère* se divisera désormais en dette *active* et dette *passive;* sa conversion en dette active et passive s'exécutera dans la proportion des 2/3 en dette active et de 1/3 en passive.

ART. 4. Il sera créé un fonds nouveau en 5 0/0 pour représenter la dette active ; et, dans ce fonds, viendra se convertir la part des anciens emprunts étrangers comprise dans la dette active. La proportion de cette réduction aura pour base non le capital des obligations à convertir, mais les intérêts affectés à chacune de ces obligations. A mesure qu'on liquidera la dette active, on vérifiera le payement des intérêts.

ART. 5. La dette active comprendra la dette à intérêt que le gouvernement, d'accord avec les Cortès, créera à l'avenir, et la partie de la dette ancienne mentionnée à l'article 3 qui participera au payement des intérêts qui doivent s'appliquer à la dette active.

ART. 6 La dette passive se compose de la partie de la dette mentionnée à l'article 3 qui n'est pas transformée en dette active. Les intérêts arriérés des anciens emprunts, ainsi que les billets dits de prime, seront remboursés en valeurs de la dette active. Cette partie de la dette passive se transformera successivement en dette active dans l'espace de douze ans à partir du 1er janvier 1838, sans préjudice des autres moyens qui pourront s'employer plus tard au remboursement de la dette passive. Les obligations de la dette passive ne jouiront pas

d'intérêt ; il sera pourvu ultérieurement à leur amortissement et à leur remboursement.

Art. 7. Toutes les obligations et tous les titres qui représentent aujourd'hui la dette étrangère seront échangés contre d'autres nouveaux dans le délai d'un an après la promulgation de cette loi. Le ministre des finances prendra les mesures nécessaires pour que cette conversion s'effectue sur les places de Londres, Paris, Amsterdam et Anvers. Passé le terme fixé plus haut, toutes les anciennes obligations, tous les anciens titres qui ne se seront pas présentés, perdront, par cela même, les intérêts auxquels ils ont droit.

Art. 8. On appliquera provisoirement un fonds d'amortissement de 1/2 0/0 l'an à la totalité du nouveau fonds créé à l'intérêt de 5 0/0.

Art. 9. Le fonds d'amortissement s'appliquera exclusivement à la dette active ; mais lorsqu'une certaine somme, qui sera fixée plus tard, aura été rachetée, celle-ci s'annulera, et on fera entrer par la voie du sort dans la dette active une somme équivalente de dette passive, et celle-ci viendra participer, par conséquent, au payement des intérêts et de l'amortissement.

Art. 10. Il n'y aura aucune altération, et aucune de ces dispositions n'interviendra dans la part de dette étrangère qui a été créée, soit pour satisfaire le Trésor de France, aux termes du traité conclu le 30 décembre 1828, soit pour faire face aux réclamations anglaises comprises dans le traité du 28 octobre 1828, soit pour la dette des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, à laquelle se rapporte le traité du 17 février 1834.

Art. 11. Le ministre des finances est autorisé à contracter un emprunt de 400 millions de réaux effectifs, destiné à couvrir le déficit du Trésor et à faire face aux besoins extraordinaires. Il le contractera sous les meilleures formes qui lui seront offertes et qui donneront le plus de garanties.

Art. 12. Le ministre des finances reste autorisé par cette loi pour créer un fonds de 5 0/0 correspondant à la valeur de cet emprunt, ainsi que pour l'amortissement qui doit être fixé conformément aux bases établies dans l'article 8.

Art. 13. Le ministre des finances est chargé de former les

règlements que nécessitera l'exécution de cette loi ; la publicité la plus grande doit lui être donnée.

NOTE E (page 136).

BUDGET DE 1835, PRÉSENTÉ PAR LE COMTE TORENO, ET ÉTAT DE LA DETTE PUBLIQUE EN 1834.

DÉPENSES.

	Réaux vellon.
Famille royale.	56 300 000
Ministère d'Etat (affaires étrangères). .	18 868 358
Grâce et justice..	18 575 955
Outre-mer et marine.	58 035 398
Finances..	65 976 567
Guerre..	264 347 798
Intérieur..	181 678 021
Dette publique..	232 241 990
Cesantias et jubilations.	20 078 202
Secours et pensions..	9 379 852
Retraites..	41 941 000
Montes pios.	29 618 739
Charges de justice.	5 916 956
	937 460 321

RECETTES.

Le comte de Toreno, prenant pour base de ses appréciations les produits des cinq années précédentes de 1830 à 1835, qui avaient donné un produit moyen de 651 367 579 réaux, estimait qu'il pourrait obtenir une recette de 766 804 858 réaux, en améliorant les nombreux impôts et contributions qui constituaient les ressources du Trésor (tabac, fruits civils, paille et ustensiles, rentes provinciales, douanes). C'était encore un déficit de 170 655 663 réaux qu'il était obligé d'avouer, même en exagérant assez ses prévisions.

Voici le tableau de la dette publique, tel qu'il fut alors publié :

Dette intérieure.

1° Dette reconnue et liquidée jusqu'au 16 juin 1834.	4 756 580 313
2° — pendante de liquidation.	1 828 315 886
3° — à liquider.	1 207 859 971

Dette extérieure.

Total de la dette étrangère, y compris l'emprunt Guebhard.	4 460 473 000
	12 253 229 170

Le chiffre des dettes à liquider figurant dans ce tableau est tout à fait insuffisant, et un très-grand nombre de titres avaient été omis dans la classification qui servit à composer ce total.

NOTE F.

CONVENTION POUR L'ÉCHANGE DES PRISONNIERS, PROPOSÉE PAR LORD ELLIOT, COMMISSAIRE DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE, ET DESTINÉE A SERVIR DE RÈGLE AUX GÉNÉRAUX EN CHEF DES ARMÉES BELLIGÉRANTES DANS LES PROVINCES D'ALAVA, DE GUIPUZCOA ET DE BISCAYE, ET DANS LE ROYAUME DE NAVARRE.

Art. 1er. Les généraux en chef des deux armées actuellement en guerre dans les provinces de Biscaye, Guipuscoa et Alava, et dans le royaume de Navarre, conviennent de conserver la vie aux prisonniers qui seront faits de part et d'autre, et de les échanger de la manière suivante :

Art. 2. L'échange des prisonniers aura lieu périodiquement, deux ou trois fois par mois, et même plus souvent si les circonstances l'exigent ou le permettent.

Art. 3. L'échange se fera dans une juste et égale proportion du nombre de prisonniers présenté de chaque côté ; les excédants resteront là où ils se trouveront, jusqu'à nouvel échange.

Art. 4. Pour les officiers, l'échange aura lieu de grade à grade, entre les officiers de toute catégorie, emploi, classe ou

fonction ; ils seront échangés des deux côtés suivant le rang respectif de chacun d'eux.

Art. 5. Si, un échange terminé entre les deux belligérants, l'un d'eux avait besoin d'un emplacement sûr pour y garder les prisonniers excédants qui n'auraient pas été échangés, il est convenu, pour la sécurité, le bon traitement et l'honneur de ces mêmes prisonniers, qu'ils seront gardés dans un dépôt par la partie au pouvoir de laquelle ils se trouveront. Le dépôt sera établi dans un ou plusieurs villages qui devront être respectés par la partie adverse, au cas où celle-ci pourrait y pénétrer ; il est bien entendu que là où se trouveraient les prisonniers, il ne pourra être fabriqué ni armes, ni munitions, ni effets militaires.

Les lieux de dépôt seront désignés à l'avance par les deux belligérants.

Art. 6. Pendant cette lutte, aucun civil ou militaire ne sera mis à mort pour ses opinions, sans avoir été jugé et condamné conformément aux règlements et ordonnances militaires qui sont en vigueur en Espagne. Cette condition s'applique exclusivement à ceux qui ne sont pas prisonniers de guerre ; pour les autres, on observera ce qui est stipulé dans les articles précédents.

Art. 7. Chaque belligérant respectera religieusement et laissera en pleine liberté les blessés et malades qui se trouveront dans les hôpitaux, villages, villes, casernes et autres parages, pourvu qu'ils soient pourvus d'un certificat de l'un des chirurgiens de leur armée.

Art. 8. Si la guerre s'étend à d'autres provinces, on y observera les mêmes conditions fixées pour celles de Guipuzcoa, Alava, Biscaye et Navarre.

Art. 9. Ces conditions seront religieusement et rigoureusement observées par tous les commandants en chef qui pourront se succéder de l'un et de l'autre côté.

Signé, le 27 avril 1835 : Valdès, Zumalacarreguy, Elliot.

NOTE G.

HYMNE DE RIEGO.

Soldats, la patrie nous appelle à combattre. Jurons, par elle, de vaincre ou de mourir.

Gais et l'âme sereine, vaillants, audacieux, chantons, soldats, l'hymne de la bataille.

Que le monde admire nos accents! qu'il voie en nous les fils du Cid !

Brandissons le fer. Que le timide esclave n'ose voir la face de l'homme libre et brave !

Vous dissiperez, comme la fumée, les troupes ennemies, et elles fuiront devant nos épées.

Le monde a-t-il jamais vu plus noble audace? A-t-il jamais lui un jour plus grand pour la valeur,

Que celui où nous fûmes enflammés de ce feu qu'excitait en Riego l'amour de la patrie?

Honneur au chef! honneur à qui osa le premier saisir l'épée en vrai patriote !

La patrie affligée écouta ses accents, et vit son tourment se changer en allégresse.

Sa voix fut entendue, sa parole obéie; soldats, nous ne craignîmes plus de mourir,

Et nous voulûmes briser les chaînes qu'un brave ne peut supporter sans honte.

Amis, nous les avons brisées. Vil qui les garde, et fou qui ose se montrer avec elles !

Libres désormais, et devenus hommes, nous saurons, soldats, humilier leur audace.

Aux armes ! Sonne la trompette ! Les armes seules sauront abattre le crime et la ruse.

Que le méchant tremble ! qu'il tremble, qu'il tremble quand le soldat brandit sa lance !

La trompette guerrière lance déjà ses échos au vent; entendez mugir le canon altéré d'horreurs.

Le terrible Mars excite l'audace, et partout on invoque le génie de notre nation.

Voilà l'ennemi. Courons, courons, soldats! Ah! voyez-le, il est déjà atterré, il baisse le front.

Courons! L'homme libre a toujours su humilier l'audace de l'esclave vendu.

NOTE H.

DÉCRET DU 19 FÉVRIER 1836.

Attendu la convenance et la nécessité de diminuer la dette publique consolidée et de livrer à l'intérêt individuel la masse de biens fonciers devenus aujourd'hui propriété de la nation, et afin que l'agriculture et le commerce puissent en tirer tous les avantages qu'ils ne pouvaient on obtenir intégralement dans l'état actuel, avantages qui s'éloignent avec un notable détriment pour la richesse publique, aussi longtemps qu'on tarde à procéder à la vente ;

Vu la loi du 16 février dernier, et conformément aux propositions du Conseil des ministres, au nom de ma glorieuse fille la Reine doña Isabelle II, j'ai décrété ce qui suit :

Art. 1er. Dès ce jour, sont déclarés en vente tous les biens fonciers de quelque classe qu'ils soient, ayant appartenu aux communautés et corporations religieuses, ainsi que ceux qui ont été adjugés à la nation à quelque titre ou pour quelque motif que ce soit, ou ceux qui seraient adjugés à l'avenir, ceux-là dès le jour de l'adjudication.

Art. 2. Sont exceptés de cette mesure générale les édifices destinés par le gouvernement à un service public, ceux qui devront être conservés comme monuments artistiques, ou ceux qui rappelleront le souvenir de grands faits nationaux.

Le gouvernement publiera la liste des édifices qui, à ces différents titres, devront être exclus de la vente publique.

Les articles 3 à 10 déterminent le mode d'adjudication publique suivant lequel devront s'opérer toutes les ventes.

Art. 10. Le payement du prix de l'adjudication s'opérera

de deux manières, soit en titres de la dette consolidée, soit en numéraire.

Les articles 11 à 20 fixent le mode et les époques de payement, et les titres spéciaux que l'Etat acceptera ; un délai de huit ans est accordé à ceux qui payent en titres de rente, de seize ans à ceux qui payent en numéraire. La garantie de l'acheteur est limitée à un cinquième du prix.

Art. 21. Du produit intégral des quatre cinquièmes que l'Etat recevra en outre du cinquième de garantie, une moitié sera employée à amortir la dette consolidée du 5 0/0, et l'autre moitié à amortir la dette sans intérêt.

NOTE I.

RÉSUMÉ GÉNÉRAL DE LA DETTE QUI DEVAIT ENTRER DANS LA CONSOLIDATION ORDONNÉE PAR LE DÉCRET DU 28 FÉVRIER 1836.

Vales non consolidés..........	723 273 788	réaux.
Dette courante avec intérêt 5 0/0 papier....................	911 824 363	—
Dette sans intérêt............	2 422 124 768	—
	4 057 222 919	réaux.
Dette passive ou sans intérêt étrangère................	1 051 000 000	—

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.

LES LETTRES, LES SCIENCES ET LES ARTS EN ESPAGNE DEPUIS L'AVÉNEMENT DE FERDINAND VII JUSQU'A SA MORT.

(1808-1833)

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE VIII. — SOULÈVEMENT DE LA GRANJA (15 mai-15 août 1836).

NOTES

INTRODUCTION.

LIVRE PREMIER.

ERRATA.

Page 195, ligne 7, au lieu de *rudes*, lisez : *riches*.

Page 197, ligne 4, au lieu de *leur*, lisez : *lui*.

Paris. — Typographie A. Hennuyer, rue d'Arcet, 7.

HISTOIRE CONTEMPORAINE DE L'ESPAGNE

PAR

M. GUSTAVE HUBBARD

Deuxième Série

RÉGENCES DE CHRISTINE ET D'ESPARTERO

1833-1843

TOME SECOND

PARIS

G. CHARPENTI , LIBRAIRE-ÉDITEUR

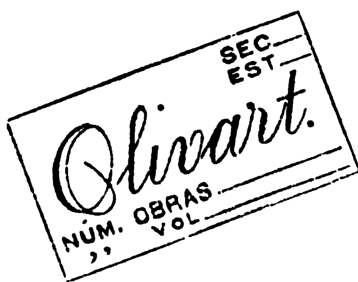
13, RUE DE -ENELLE-SAINT-GERMAIN, 13

1879

HISTOIRE

CONTEMPORAINE

DE L'ESPAGNE



DU MÊME AUTEUR.

De l'organisation des sociétés de prévoyance et des bases scientifiques sur lesquelles elles doivent être établies. 1 vol. in-8°, 1852. Guillaumin et Cᵉ. 7 fr. 50

Saint-Simon, sa vie et ses travaux, suivi de fragments des plus célèbres écrits de Saint-Simon. 1857. 1 vol. grand in-18. Guillaumin et Cᵉ, 1876. 3 fr.

Histoire de la littérature contemporaine en Espagne. Charpentier et Cᵉ, 1876. 3 fr. 50

L'histoire contemporaine de l'Espagne se divise en trois séries, de chacune deux volumes.

La première série comprend le règne de Ferdinand VII (1814-1833). Elle a paru en 1869 et se vend à la librairie Charpentier.

La deuxième série comprend les régences de Christine et d'Espartero (1833-1843). Le volume que nous publions en 1879 est le deuxième de la 2ᵉ série, le quatrième de l'ouvrage total.

Il reste à publier la troisième série : règne d'Isabelle II (1843-1866). Prix de chaque volume : 7 fr. 50.

PARIS. TYPOGRAPHIE A. HENNUYER, RUE D'ARCET, 7.

HISTOIRE
CONTEMPORAINE
DE L'ESPAGNE

PAR

M. GUSTAVE HUBBARD

TOME QUATRIÈME

Deuxième Série

RÉGENCES DE CHRISTINE ET D'ESPARTERO

1833-1843

TOME SECOND

PARIS
G. CHARPENTIER, LIBRAIRE-ÉDITEUR
13, RUE DE GRENELLE-SAINT-GERMAIN, 13

1879

HISTOIRE
CONTEMPORAINE
DE L'ESPAGNE

LIVRE II.

RÉGENCE DE CHRISTINE.

DEUXIÈME ÉPOQUE.

LA CONSTITUTION DE 1837.

15 août 1836. — 12 octobre 1840.

CHAPITRE I.

LES EXPÉDITIONS CARLISTES.

Août 1836 à octobre 1837.

Avantages que pouvait retirer la cause carliste de la révolution de la Granja. — Incapacité politique des personnages les plus influents de la cour de don Carlos. — Agitation causée dans toute la Péninsule par l'expédition de Gomez. — Rapports de Gomez et de Cabrera. — Les carlistes tentent à nouveau le siége de Bilbao. — Espartero les force à le lever après avoir enlevé les lignes de Luchana. — Mouvement convergent vers l'intérieur des provinces basques, tenté de trois côtés à la fois par les libéraux. — Espartero vient par mer, avec le gros de ses troupes, appuyer les mouvements de sir Lacy Ewans. — Profitant de cette circonstance, don Carlos

part lui-même, à la tête d'une colonne expéditionnaire pour l'intérieur de la Péninsule. — Par l'Aragon, la Catalogne, Valence et la Manche il marche sur Madrid. — Actions de Huesca, Barbastro, Gra, Chiva et Herrera. — Espartero amène une grande partie de l'armée du Nord au secours de la capitale. — Malgré les succès d'une autre colonne carliste, commandée par Zariategui, qui occupe Ségovie et Valladolid, don Carlos se voit contraint de rentrer dans les provinces basques.

Dès le lendemain de la révolution de la Granja, une grave question se trouva posée dans la Péninsule. Les défenseurs du Statut royal, les partisans du despotisme modéré, les membres du clergé qui avaient reconnu la succession directe, se jeteraient-ils dans les bras de don Carlos, en haine de la Constitution de 1812 ?

En obligeant la régente à jurer cette constitution, la nation espagnole avait affirmé le principe de sa souveraineté. Elle avait repris les errements de 1810 et repoussé le vain palliatif d'une charte octroyée. Désormais, au lieu d'être l'initiateur suprême de qui procédaient toute justice et tout droit, le monarque ne devait plus être qu'un chargé d'affaires, investi par la nation d'une autorité limitée, et chargé de remplir certaines fonctions spéciales qui lui étaient confiées.

Mais tous ceux qui vivaient des anciens abus, tous ceux que des priviléges de naissance rattachaient à la couronne, tous ceux à qui une mauvaise éducation et des préjugés invétérés faisaient supposer que le droit puise sa source dans le pouvoir royal, inclineraient-ils à se détourner d'une autorité qui avait abdiqué, pour se ranger du côté de celui qui soutenait encore les prérogatives de la monarchie ?

Il y avait là une belle occasion pour le prétendant : tout en restant dans son rôle, don Carlos pouvait, en se montrant accessible aux besoins des sociétés modernes, grouper au-

tour de lui tout un nouveau noyau de partisans. Rien ne lui était plus facile que de recruter dans la noblesse, le clergé, la haute administration, un certain nombre de personnages influents : il ne lui fallait qu'un peu d'adresse, un certain tact politique et la compréhension des sentiments et des idées de son époque.

Don Carlos ne sut tirer aucun profit de la situation : son entourage, croyant à un prochain succès, éloigné de toute concession, aspirant à triompher sans conditions, ne voulut consentir à aucune transaction avec quiconque, en 1833, avait reconnu la succession directe. C'eût été admettre de nouveaux candidats à la répartition des faveurs royales, qu'on entrevoyait comme conséquence immédiate et nécessaire du triomphe par les armes.

Ainsi fut éconduit, au mois de septembre, don Joaquim Roncali, qui s'était présenté à Durango, avec une lettre du marquis de Zambrano, dans laquelle ce dernier, en son nom et au nom de plusieurs autres grands d'Espagne, offrait d'organiser, armer et maintenir plusieurs bataillons carlistes, sous la seule condition que les décrets des 24 janvier et 17 juillet 1834 seraient révoqués. Roncali ne put même parvenir à se faire écouter : il fut renvoyé par le prétendant au quartier général, et de là dirigé sous escorte vers la frontière de France.

Des diplomates étrangers, qui se trouvaient en relation secrète avec les principaux agents carlistes, insistèrent vainement auprès d'eux pour qu'ils obtinssent de leur maître, à propos des événements de la Granja, une déclaration publique rappelant les premières promesses faites en Portugal, après la mort de Ferdinand VII; il suffisait, disaient-ils, de quelques paroles vagues d'indulgence, d'oubli, de gouvernement modéré, d'administration propice aux idées d'amélioration et de progrès. On ne put rien obtenir de semblable ;

à la cour de don Carlos, il était d'usage de ne considérer les événements de la Granja que comme l'œuvre d'un ange exterminateur *descendu du ciel pour couper les têtes maçonniques*. « C'était Dieu, c'était la généralissime qui avait opéré cette révolution si favorable à l'absolutisme. » On daigna seulement ordonner des prières publiques pour la purification du saint sacrement et l'extermination des infidèles, en même temps que des actions de grâces pour la généralissime, *la Vierge des Douleurs*.

Une telle conduite eut le résultat qu'on devait en attendre : quelque irrités qu'ils fussent contre les partisans de la Constitution de 1812, les modérés, même dans l'exil, ne songèrent pas à quitter le drapeau de Christine ; ils préférèrent courir les chances de la lutte avec les progressistes, et conservèrent toutes leurs préférences pour la succession directe.

Ainsi la cause carliste perdit une occasion extraordinairement favorable, et qui ne devait plus se retrouver, d'attirer à elle une fraction très-importante du pays, spécialement la partie la plus influente et la plus riche de l'aristocratie.

Une aussi grande faute suffirait à elle seule à démontrer l'incapacité réelle des principaux personnages qui avaient la faveur de don Carlos et qui conseillaient sa politique en flattant ses préjugés et ses passions ; mais, si nous jetons un coup d'œil sur l'organisation intime de sa cour, nous comprendrons bientôt que, du jour où les affaires du parti ne furent plus dirigées par Zumalacarreguy, de ce jour-là l'unité de vues et la sagesse firent place à l'anarchie et à l'imprévoyance. Nous avons déjà mentionné la nuée de courtisans et d'*ojalateros* qui étaient venus offrir leurs services au prétendant : pleins d'illusions et de prétentions, ces ambitieux affectaient tous, pour complaire au maître, une piété et un respect des cérémonies religieuses qui trans-

formaient le quartier royal en un vrai conclave d'ecclésiastiques. Il n'y était jamais question que de la Vierge, des anges et des archanges : tout le reste, suivant eux, était affaire de pure formalité ; à les entendre, les hommes dévoués ne manquaient pas pour organiser une grande administration à l'instar de celle qui existait à Madrid ; créer des places, les leur confier, voilà tout ce qu'il y avait à faire. Ils sauraient bientôt ouvrir des dossiers, fixer une législation et mettre en branle une machine gouvernementale qui fonctionnerait rapidement toute seule. Ecrasé sous les détails de sa tâche, don Carlos avait avidement écouté un langage qui tendait à diminuer sa peine tout en lui laissant l'autorité la plus complète et en l'empêchant d'avoir à redouter les prétentions d'un général victorieux.

Peu à peu les attributions avaient passé du commandant en chef aux mains d'un ministre travaillant directement sous les yeux du monarque ; encore avait-il fallu chercher, pour ces fonctions de ministre, un fonctionnaire à la fois fidèle, intelligent et laborieux : le choix s'était porté sur un ancien conseiller d'Etat de Ferdinand VII, Juan Bautista Erro, qui a laissé la réputation d'un érudit par ses travaux sur les origines de la langue basque.

Erro était un esprit sérieux, un monarchiste convaincu, un travailleur assidu ; mais, en le nommant, comme on le fit au mois d'avril 1836, ministre universel, on lui imposa une tâche bien au-dessus de son talent et de ses aptitudes.

Erro créa un conseil général supérieur et une junte consultative pour tout ce qui touchait à la guerre. Il divisa les affaires entre les trois départements de la guerre, de grâce et justice et de l'Etat (affaires étrangères). Mais c'était là la charpente extérieure de l'édifice; la difficulté réelle consistait dans le choix des personnes à qui seraient confiés les divers

services. Sur ce point, Erro se trompa complétement. Il laissa s'approcher du monarque et prendre sur lui une influence décisive les hommes les moins capables.

Le portefeuille de grâce et justice fut ainsi confié à Arias Teijeiro, intrigant subalterne qui suivait la ligne politique de l'évêque de Leon Abarca et prêchait hautement le retour aux pratiques de l'ancienne inquisition et l'impossibilité de toute transaction avec les idées modernes; la direction religieuse de l'armée, avec le titre d'aumônier en chef, fut donnée au chanoine Juan Echevarria, dont le violent fanatisme dépassait encore celui de Teijeiro. La junte consultative de guerre avait été composée du comte de Villemur, d'Eguia et de Gonzalez Moreno, dont nous avons déjà constaté plus d'une fois les tendances; à l'origine, on y avait introduit, il est vrai, don Rafael Maroto, dont les idées étaient toutes différentes et qui inclinait à une politique de transaction et de modération; mais, en le plaçant seul en face de ses adversaires, on lui avait donné les moyens de critiquer, mais non ceux de faire triompher ses idées; c'est autant pour l'éloigner de la junte que pour utiliser ses qualités militaires qu'on s'était décidé plus tard à l'envoyer en Catalogne.

Bientôt, sous l'influence de Teijeiro et d'Echevarria, les tendances théocratiques de don Carlos se dessinèrent à loisir. Il fut décidé que, dans les causes criminelles intentées contre un membre du clergé, il faudrait toujours qu'il intervînt un prêtre nommé par l'autorité ecclésiastique supérieure; avant d'être jugée, toute cause de ce genre devait être soumise au monarque; on édicta des lois contre les blasphèmes, contre les mots obscènes; des avantages spéciaux furent accordés aux jésuites du monastère de Loyola; les aumôniers de l'armée enfin eurent la mission de veiller à ce que toute la population, celle qui n'était pas sous les

drapeaux comme celle qui y était, accomplit ses devoirs religieux.

Un zèle aussi exagéré trouvait à la cour de don Carlos d'autant plus d'opposants qu'on y savait fort bien que, dans les juntes de Navarre et des pays basques, il y avait un certain nombre d'hommes qui ne se souciaient pas de dépenser toutes les ressources provinciales et de livrer toute la population mâle de dix-huit à quarante ans pour l'unique avantage des partisans de l'inquisition ; de là une source permanente de discordes qui rendait extrêmement difficile et le choix des personnes et l'adoption de telle ou telle résolution. Les anciens amis de Zumalacarreguy, Villareal, Elio, Zariategui, formaient bande à part et se soutenaient entre eux, sans identifier leurs intérêts soit à ceux des partisans de Maroto et d'Eguia, soit à ceux des fanatiques défenseurs de l'absolutisme, comme Gonzalez Moreno, Villemur. Ceux qui attachaient une importance capitale au maintien des fueros provinciaux montraient une violente antipathie aux défenseurs exclusifs du pouvoir royal, qui n'aspiraient qu'à le rendre absolu pour se partager les priviléges.

Les officiers qui avaient fait toutes les campagnes avaient vu avec peine s'organiser, sous le titre de bataillon de volontaires de Madrid, une légion tout entière de candidats et de fonctionnaires, aussi peu empressés de se battre que désireux de toucher des rations ; ils regardaient ce corps avec jalousie, comme destiné à former une pépinière d'officiers hors cadre que des faveurs imméritées devaient un jour élever à des fonctions supérieures sans qu'ils eussent rendu de véritables services.

Enfin, si les juntes de Navarre et des provinces basques consentaient sans répugnance à nourrir les armées qu'elles avaient organisées sur leur propre territoire, elles ne voulaient pas entretenir les *cesantes* et les intrigants qui s'abat-

taient sur elles, en apparence sous le prétexte de soutenir don Carlos, en réalité pour tenter la fortune à l'ombre de son drapeau.

Toutes ces circonstances devaient empêcher avec le temps les chefs carlistes de tirer des événements tous les avantages qu'ils pouvaient en attendre ; en tout cas, elles ne s'opposaient pas, dans la seconde quinzaine du mois d'août 1836, à ce que Gomez continuât, dans l'intérieur de la Péninsule, la course aventureuse qu'il avait entreprise.

Nous avons laissé, au moment où s'accomplissait la révolution de la Granja, ce hardi condottiere sortant de la petite-ville de Cangas de Onis, où il s'était retiré après l'échec d'Escaro, et se dirigeant vers Palencia ; toute issue vers le nord lui était fermée ; il s'était décidé à contrevenir aux ordres qui lui avaient été donnés, et avait songé à trouver son salut soit en se rapprochant de don Basilio, soit en atteignant, après un long détour, les défilés de Beceite, où Cabrera pourrait lui offrir un asile.

Le général Espartero s'était mis à sa poursuite, et, quoiqu'il eût mis en déroute un bataillon à Escaro, il ne pouvait se flatter d'avoir dispersé l'expédition Ses propres troupes étaient d'ailleurs épuisées par la fatigue, et avaient absolument besoin de repos. En tout cas, son adversaire sut manœuvrer avec assez d'habileté pour le tromper sur la direction qu'il se proposait de prendre. C'est ainsi que Gomez put entrer dès le 20 août, tambour battant et enseignes déployées, à Palencia, où il fit saisir les nombreuses charrettes qu'on put trouver dans cette cité, centre d'un marché très-important de céréales ; non-seulement il voulait les utiliser pour lui-même, mais il voulait encore en priver ses adversaires. Cette habile manœuvre, jointe à la rapidité de ses mouvements, lui permit de se dérober à la colonne poursuivante, de prendre une avance de trois jours, de traverser les

plaines de la Vieille-Castille et d'atteindre le pied des montagnes du Guadarama, où il savait lui être plus facile de s'abriter, et où il comptait retrouver don Basilio.

Espartero d'ailleurs n'était plus lui-même dans un état de santé à supporter les marches et les fatigues qu'exigeait la mission de poursuivre Gomez, et, dès le 23 août, il s'était vu obligé de confier la conduite de sa colonne au général Alaix, officier hardi et courageux, qui avait toute sa confiance; trois jours après, il apprit que le nouveau ministère Calatrava songeait à donner à Rodil l'héritage de Cordoba, et voulait qu'il allât lui-même le saisir par intérim. Il se sépara donc de ses officiers, dans la ville de Lerme, en les laissant sous les ordres d'Alaix.

Ce dernier, plein d'ardeur, très-aimé de ses soldats, dont il partageait toutes les fatigues, se laissa entraîner par le désir de mener à terme l'œuvre qu'il avait commencée ; le ministre lui ayant envoyé l'ordre de remettre sa colonne sous les ordres du général Rivero, il ne craignit pas de désobéir, garda pour lui la missive qui lui était adressée, ne la communiqua à personne de son entourage et prit sur lui, au nom du salut public, de continuer la poursuite, plutôt que de s'arrêter un instant afin de remettre le commandement aux mains du général qui lui était désigné.

C'était une grave responsabilité que prenait Alaix en agissant ainsi : il lui fallait désormais, par son activité, son ardeur, son habileté, son courage, ses succès surtout, justifier la voie de désobéissance dans laquelle il était entré.

La situation de Gomez était des plus critiques : inquiet de le voir ainsi s'avancer sur la Nouvelle-Castille, le ministère Calatrava, dès les premiers jours de son installation, s'était préoccupé de faire marcher contre lui toutes les forces dont il disposait dans les environs de la capitale. Une colonne à la tête de laquelle avait été placé Puig Samper était char-

gée de couvrir Valladolid, et avait forcé le chef carliste à se détourner sur Péñafiel; une autre, commandée par le capitaine général de la Vieille-Castille, Manso, opérait dans les environs d'Almazan ; une troisième, sous les ordres d'Aspiroz, protégeait la province de Burgos, tandis que les troupes d'Alaix continuaient leur persécution acharnée. Enfin, non content de ces démonstrations, le ministère voulut protéger Madrid par un corps spécial, et confia au général don Narcisso Lopez une brigade composée de deux bataillons, d'un escadron et deux pièces d'artillerie.

Cet excès de précautions fut précisément ce qui sauva les carlistes. Ne rencontrant point l'expédition de don Basilio, qui, chargé de butin, était retourné dans les provinces basques, et se voyant acculé dans les environs de Jadraque, Gomez se décida à attaquer l'un des corps qui lui étaient opposés ; il présenta, à Matilla, la bataille à la brigade Lopez, trop hâtivement organisée, et l'obligea à se rendre tout entière prisonnière de guerre (30 août). Puis, sous le coup de l'émotion générale produite par cet événement, il cesse de menacer Ségovie et Madrid, se lance dans la direction du sud-est, traverse le Tage et, par une course rapide à travers la province de Cuença, descend, sans se reposer, jusqu'à la ville d'Utiel, d'où il menace les territoires de Valence et de Murcie (8 septembre).

L'intention de Gomez, en marchant à l'est, était de tendre la main à Cabrera ; il se fût dirigé directement sur Cantavieja, pour lui confier, dans le lieu ordinaire de sa résidence, tous les prisonniers qu'il avait faits dans la rencontre de Matilla, mais il avait appris que le nouveau général en chef de l'armée du Centre, Evariste Saint-Miguel, barrait le chemin et ne lui permettrait pas d'entrer en Aragon. Voilà pourquoi il s'était dirigé vers le sud-est. Cette combinaison lui réussit complétement, car il put, à Utiel, se mettre en

rapport avec les chefs carlistes, sur lesquels il venait s'appuyer.

Quilez et Mirallès, sans attendre l'ordre de leur chef supérieur, lui amenèrent, le premier trois bataillons, le second deux, soit 2 500 fantassins et 800 cavaliers. Cabrera lui-même s'empressa d'accourir du fond de ses montagnes, reçut en dépôt les prisonniers de Matilla, qu'il remit à son lieutenant Arévalo, chargea ce dernier de la défense de Cantavieja, et, dans le premier moment de la joie que lui causait l'arrivée de ce nouvel allié, ne songea qu'à la possibilité, en unissant tous les efforts, de menacer Madrid.

Toutefois, avant de se lancer dans les plaines de la Manche, Cabrera demanda à Gomez, dont il lui fallait bien à regret reconnaître l'autorité, de tenter une attaque sur la cité de Requena; il s'agissait de venger l'échec humiliant qu'il avait subi l'année précédente par la décision et l'énergie des miliciens nationaux de cette ville. Requena, sommé de se rendre, répondit par un refus, supporta courageusement une vaine tentative d'assaut et eut la joie de voir se retirer, le soir même de l'attaque, les forces qui lui avaient intimé l'ordre de se rendre.

Gomez et Cabrera, quel que fût l'important résultat de leur jonction, ne pouvaient avoir la prétention de tenir en échec toutes les troupes du gouvernement libéral; forts devant les colonnes peu aguerries, ils n'étaient pas en état de lutter avec succès soit contre les vieilles troupes d'Alaix, soit contre l'armée du Centre; toute leur espérance devait être de tomber inopinément sur des corps détachés ou sur des cités ouvertes. C'est la nouvelle de l'arrivée d'Alaix qui les avait décidés à abandonner le siége de Requena. Dès qu'ils surent ce général engagé dans les montagnes de la province de Teruel et de Cuenca, ils jugèrent prudent de s'avancer eux-mêmes vers les grandes plaines de la Man-

che, où de gros bourgs leurs offraient à la fois des abris commodes et des provisions abondantes; c'est ainsi qu'après avoir passé le Cabriel et le Jucar, ils occupèrent Albacete, la Gincta, la Roda, et s'avancèrent sur la route de Madrid jusqu'à Villarobledo.

Mais Alaix n'avait point perdu leurs traces : il avait été retenu quelque temps à Cuenca par le manque de chaussures, avait attendu ensuite l'arrivée d'un renfort de cavalerie; mais, bientôt pourvu et renforcé, il s'était mis en route, observait tous ses adversaires, et eut enfin l'adresse de les surprendre tout à coup à Villarobledo. Gomez, orgueilleux de ses succès, était devenu imprudent; il n'avait pas su se garder, et à cette faute d'un moment il dut la perte de plus de 1 200 hommes et d'un matériel considérable : deux de ses bataillons furent dispersés et poursuivis par la cavalerie ; le reste fut obligé de battre en retraite dans la direction du sud (20 septembre).

Après ce succès qu'il avait si vivement désiré, Alaix eût dû continuer la poursuite avec acharnement; mais l'embarras que lui causaient les prisonniers ne le lui permit pas; il se dirigea lui-même vers la côte pour les remettre aux gardes nationaux de la province de Carthagène, et ce mouvement malheureux permit à Gomez et Cabrera de jeter la désolation dans un nouveau territoire.

L'occupation d'Albacete par les troupes carlistes, connue à Madrid avant le résultat de l'attaque de Villarobledo, avait jeté les plus vives alarmes dans la capitale. Toute l'attention se porta sur les mouvements du général Rodil, dont on attendait des mesures énergiques et décisives; mais cet officier, plus capable de jouer un rôle de général de division que de remplir à la fois les fonctions de ministre de la guerre et de général en chef, ne montra aucun talent dans ces difficiles circonstances.

Il s'occupa bien de mettre en campagne toutes les forces disponibles, mais peu au courant des mouvements de l'ennemi, se préoccupant trop de la nouvelle de l'apparition dans les Asturies d'une nouvelle expédition que commandait le général Sanz [1], et des tentatives de Villareal pour attirer de son côté tous les efforts de l'armée du Nord, il ajouta trop d'importance à la nécessité de couvrir incessamment Madrid avec des forces supérieures, pas assez à l'utilité pressante d'en finir avec la colonne de Gomez et de Cabrera.

Parti de Madrid le lendemain même de l'affaire de Villarobledo, il réunit autour de lui un corps de 5 700 fantassins et 300 chevaux, dont il forma deux brigades à la tête desquelles il plaça les généraux Buerens et Rivero, et lorsque l'opinion publique le croyait déjà très-engagé dans la poursuite des carlistes, il se contentait d'opérer un mouvement de circonférence autour de Madrid, en transportant son quartier général successivement à Sacedon, Huete, Consuegra, et enfin à Madridejos, où il était encore le 8 octobre, à cheval sur la route d'Andalousie, et observant les provinces de la Manche et de l'Estramadure.

Une telle mollesse, tant d'apathie excitèrent au plus haut

[1] Cette expédition était partie des provinces Basques dans les derniers jours du mois de septembre; elle avait surtout en vue l'occupation d'Oviédo, capitale des Asturies. Les efforts du général Sanz n'aboutirent à aucun résultat; deux fois il se présenta devant Oviédo et essaya d'y pénétrer; deux fois (4 et 18 octobre) il trouva les habitants de cette ville en bon état de défense; désespéré de ses insuccès, il alla ravager la ville de Gijon et se dirigeait sur Avilès lorsqu'il fut poursuivi dans la direction de la province de Léon. Retenu dans les montagnes qui séparent la province de Léon de celle des Asturies par les bonnes dispositions du baron das Antas et des capitaines généraux de Galice, des Asturies et de Vieille-Castille, il vit se fondre sa petite armée, s'épuiser toutes ses munitions, et en fut bientôt réduit, avec un très-petit nombre de soldats restés fidèles, à regagner les provinces basques.

degré contre lui l'irritation de la population madrilène, d'autant plus que chaque courrier apportait à Madrid l'annonce d'un nouveau succès obtenu par Gomez et Cabrera dans leur course vagabonde.

Échappés au désastre de Villarobledo, ils s'étaient empressés de regagner la Sierra Morena, et tandis que Rodil les attendait aux environs de Madrid, ils s'étaient dirigés sur l'Andalousie et avaient pénétré le 24 septembre à Ubeda. Profitant alors du premier moment d'alarme causé dans toute la province par leur présence inattendue, ils s'étaient avancés jusqu'à Baeza, Andujar, et n'avaient pas craint d'attaquer la vieille cité arabe, l'ancienne capitale des Kalifes, Cordoue. La milice nationale avait bien essayé de leur opposer quelque résistance; mais les défenseurs de la ville, pris au dépourvu, obligés de se réfugier dans trois des principaux édifices, sans munitions de guerre, sans vivres, sans chefs, sans eau, avaient été forcés de capituler; on leur avait laissé la vie sauve; quant aux fonds de l'État, à ceux des particuliers déposés dans les établissements publics, aux nombreux chevaux des haras particuliers de l'infant don François de Paule, aux fusils, ils étaient tombés entre les mains des vainqueurs (1er octobre). Il est facile de concevoir tout ce qu'un tel succès dut donner d'élan à tous les défenseurs du parti carliste dans cette région; ils étaient surtout nombreux à Cordoue, où l'élément ecclésiastique a toujours eu une très-grande importance, comme à Santiago, Murcie, Tortose. Aussi Gomez pût-il espérer un instant qu'il pourrait établir dans le pays un centre d'insurrection; il créa une junte de gouvernement, recruta un certain nombre de soldats, et laissant au marquis de Boveda, un de ses lieutenants, le soin d'organiser, sous la protection de quelques-uns de ses soldats, une administration carliste, il songea lui-même, avec le

reste de ses troupes, à pénétrer plus avant dans l'Andalousie, du côté de Grenade. Il mit en déroute quelques forces qui avaient été envoyées contre lui par le capitaine général de Malaga, et imposa des contributions aux cités de Baena, Cabra et Lucena; mais des nouvelles de Cordoue le ramenèrent bientôt sur les rives du Guadalquivir. Le marquis de Boveda ne s'était point senti assez fort pour se maintenir à Cordoue, et l'avait quitté dès le 7, emmenant avec lui un grand nombre de prisonniers, un butin considérable et une foule de personnages trop compromis pour oser attendre le retour d'une administration libérale.

Gomez hésita longtemps sur le parti qu'il avait à prendre : devait-il s'établir solidement en Andalousie, y installer la guerre, ou lui convenait-il d'abandonner cette province et de reporter la lutte sur d'autres points de la Péninsule? Cabrera, qui avait reçu quelques nouvelles inquiétantes de Cantavieja et qui supportait impatiemment le rôle effacé auquel il était condamné, insistait pour que l'on s'éloignât; on resta quelques jours indécis; enfin le retour vers le nord fut décidé.

Le 11 octobre Gomez repassait par Cordoue; mais le lendemain même il en sortait, et craignant de rencontrer Rodil dans les défilés de Despeñaperros, craignant d'être poursuivi par Alaix, qui venait de Mengibar et Jaen, pénétrait dans la sierra derrière lui et piquait déjà son arrière-garde, il s'engagea dans l'intérieur de la Sierra Morena à travers un pays montagneux et presque désert, d'où il pouvait gagner à sa volonté soit les plaines d'Estramadure, soit celles de la Manche.

Alaix ne crut pas prudent de s'engager à sa suite sur ce terrain ; il pensait que de l'autre côté de la Sierra Morena, le ministre de la guerre était en mesure de recevoir les carlistes et ne les laisserait pas échapper ; quant à lui, sa

mission pour le moment devait être plutôt de protéger l'Andalousie que la capitale. De son côté, Rodil, mal servi par ses officiers d'état-major, ne sut pas deviner les intentions de son adversaire, descendit dans les défilés de Despeñaperros et laissa Gomez traverser toute la sierra du côté d'Almaden, tomber sur ce point important, centre des mines de mercure qui donnent un si important revenu au trésor espagnol, s'en emparer, s'approprier tous les fonds et approvisionnements qui s'y trouvaient et se répandre ensuite dans la province d'Estramadure, complétement dégarnie de troupes (24-25 octobre). Cette faute énorme excita contre Rodil l'animadversion générale : l'opinion publique ne pouvait arriver à concevoir tant de maladresse et de sottise ; on avait essayé de faire croire dans les journaux que, sérieusement instruit dans la stratégie militaire, le ministre de la guerre, par ses mouvements parallèles à ceux de l'ennemi, protégeait constamment la capitale et devait aboutir aux plus heureux résultats. Une caricature impitoyable le représenta étendu de son long sur le sol, regardant avec une lunette l'horizon, tandis que la faction passait entre ses jambes. Ceux qui ne l'accusaient pas d'ignorance murmuraient le mot de trahison.

Pendant ce temps Gomez parcourait l'Estramadure, entrait en vainqueur dans les villes de Logrosan, Trujillo, Cacéres, atteignait les frontières du Portugal, et tentait successivement de passer le Tage au Puente del Arzobispo et près d'Alcantara. Empêché par des démonstrations de forces ennemies, il revenait ensuite sur ses pas, reparaissait à Cacerès, se séparait de Cabrera et de Miralles qu'il renvoyait de force en gardant la plus grande partie de leurs soldats, et, après avoir traversé de nouveau le Guadiana dans les environs de Villanueva de la Serena, s'enfonçait une seconde fois dans les montagnes de Sierra Morena pour

reparaître près de Palma del Rio, sur les bords du Guadalquivir (10 novembre).

Désespérée déjà par l'occupation de Cordoue et d'Almaden, l'opinion publique ne se sentit pas à Madrid en état de supporter les doléances qui lui arrivaient de toutes les parties de l'Estramadure ; les plaintes contre Rodil prirent une intensité extrême, et l'on en vint à envelopper aussi Alaix dans les accusations lancées contre lui. Le gouvernement, craignant alors d'être ébranlé par l'unanimité de ces reproches, se décida, quoique à regret, à abandonner Rodil, et prit la résolution de lui ôter le commandement : une commission spéciale fut donnée à Cayetano Cardero, député de Malaga, qui devait se présenter au quartier général et faire connaître au commandant en chef la cessation de ses pouvoirs. Les généraux commençaient déjà à discuter leur degré de soumission aux décisions du pouvoir central; Rodil reçut fort mal le délégué qui lui avait été adressé ; il hésita à obéir aux ordres qui lui étaient adressés ; à la fin pourtant, lorsque par les soins de Cardero le général Rivero se présenta pour prendre possession du commandement, il se résigna à l'abdication, consentit à abandonner le quartier général, puis se dirigea vers la capitale, avec l'intention de demander hautement que ses actes fussent jugés par un tribunal compétent. A quoi sert de juger des hommes dont l'incapacité est le seul crime ?

Rivero, mis à la tête de la division spéciale que Rodil avait formée, songea tout d'abord à protéger les grandes villes de l'Andalousie contre les nouvelles incursions auxquelles elles étaient exposées ; il savait bien que son principal objet devait être de retourner le plus tôt possible vers la Vieille-Castille, car, dans les circonstances spéciales que l'on traversait alors, l'intérêt capital était de rapprocher de l'Ebre une partie des forces qui avaient été agglomérées

en trop grande quantité contre Gomez ; quant à la persécution du chef carliste, elle était confiée désormais au brigadier Narvaez, qui, avec sa brigade détachée de l'armée du centre, avait longtemps opéré isolément dans les montagnes de Soria, puis avait couvert Madrid du côté de Siguenza, et venait d'être appelé en Estramadure à la nouvelle de l'occupation de cette province par la colonne carliste. Cet officier, en même temps que sa brigade, devait commander la 3ᵉ division détachée de l'armée du Nord qui, sous les ordres d'Alaix, avait poursuivi Gomez depuis le commencement de son expédition.

Narvaez, plein d'ardeur et de bonne volonté, chef d'une brigade très-habituée à la discipline et aux fatigues militaires, avait hâte de jouer un rôle dans la persécution de Gomez, sur laquelle le pays tout entier avait alors les yeux fixés; dès qu'il eut reçu communication des nouveaux pouvoirs dont il était investi, il songea à entrer en communication avec Rivero et Alaix ; il demandait à l'un de lui envoyer la cavalerie que Rodil avait réclamée, afin de pouvoir poursuivre plus rapidement les carlistes après l'affaire d'Almaden, se fondant dans sa demande sur ce que cette cavalerie formait partie de la 3ᵉ division du Nord ; il faisait connaître à l'autre la décision du gouvernement et s'inquiétait du jour et du lieu où le commandement serait remis entre ses mains. Ni Rivero ni Alaix ne voulaient laisser à un autre le mérite d'en finir avec le chef carliste, qu'ils jugeaient déjà acculé à l'extrémité du territoire, car de Palma del Rio Gomez avait gagné Ecija d'abord, puis Ossuna, Marchena, et se trouvait le 16 novembre à Ronda, où il se crut assez tranquille pour prendre deux jours de repos.

Rivero, qui de Fuente Ovejuna était descendu de suite à Cordoue, répondit qu'il ne pouvait se priver du petit nombre de chevaux qui étaient alors à sa disposition, mais s'en-

gagea à en référer au gouvernement ; il annonça en même temps son intention de fermer à l'ennemi le chemin du Guadalquivir en s'interposant du côté d'Ossuna et de Moron, et, sans perdre un jour, se dirigea en droite ligne sur la ville de Ronda, chassant devant lui le chef carliste, qui, fuyant par Gaucin et San Roque, se vit bientôt acculé aux confins du territoire, près la baie d'Algésiras, sous le canon de Gibraltar (22 novembre).

Quant à Alaix, la même rage qui le poussa à garder le commandement lorsqu'il lui fut ordonné après Escaro de le remettre à Rivero, l'animait encore : fier de son triomphe à Villarobledo, il voulait que l'extermination du chef carliste ne fût due à aucun autre qu'à lui-même ; ne pouvant expliquer qu'avec peine l'immobilité dans laquelle il s'était tenu après son entrée dans Cordoue, les marches et les contremarches qu'il avait faites dans la Sierra Morena à la recherche d'un ennemi dont il ne connaissait pas la direction, il avait hâte de réparer ses malheurs, aujourd'hui qu'il voyait luire l'espoir de vaincre un ennemi réduit presque à la dernière extrémité. Aussi dès qu'il avait appris l'arrivée de Gomez en Andalousie, s'était-il dirigé par Montoro et Antequera vers la côte de Malaga.

Ainsi peu à peu, par l'initiative des trois chefs, Narvaez, Rivero, Alaix, il s'était formé autour de la province de Ronda un demi-cercle de fer dans lequel Gomez allait se trouver enfermé. Alaix gardait la côte dans les environs de Marbella ; Rivero s'était avancé bien au-delà de Gaucin jusqu'à Jimena. Une colonne très-nombreuse de gardes nationaux mobilisés couvrait Cadix, du côté de Chiclana et de Medina Sidonia. Il ne restait qu'une issue possible, celle d'Arcos de la Frontera ; mais par là venait Narvaez.

Une rencontre était donc devenue nécessaire ; elle eut

lieu à Majaceite, et bien que les libéraux aient chanté victoire, que Narvaez ait cherché à s'en faire un titre de gloire, il faut convenir que les résultats en furent bien plutôt favorables au chef carliste. Si, dès l'origine, Gomez abandonna les positions qu'il occupait, s'il fut obligé de battre en retraite, si le soir de la bataille quelques-uns de ses soldats couraient la campagne épars et disséminés, en somme, pour une perte qui ne dépassait point 100 morts et 115 prisonniers, il s'ouvrit passage à travers le cercle de fer qui l'opprimait, et laissa derrière lui tous les chefs par lesquels il allait être enveloppé (25 novembre).

C'était l'absence d'une direction unique qui avait empêché les troupes libérales d'arriver à un résultat sérieux; chacun des chefs sentit qu'il n'était pas possible de mener des opérations de guerre avec une telle division de commandement. Aussi Rivero et Narvaez, qui se virent les premiers après l'affaire de Majaceite, comprirent que l'un ou l'autre devait immédiatement se retirer du théâtre de la lutte. Rivero avait ordre de se rendre le plus tôt possible dans la Vieille-Castille; il prit le chemin d'Avila et de Salamanca avec la division de la garde qu'il commandait, prétendant qu'après la poursuite dans les montagnes de Ronda et le revers de Majaceite, on pouvait désormais considérer la faction comme vaincue. Libre de ce rival, Narvaez se retourna vers le corps d'Alaix, et réclama le commandement de la troisième division de l'armée du Nord qui lui avait été confié par ordre royal.

Il trouva là une résistance à laquelle il ne devait pas s'attendre; Alaix, averti par le ministère d'avoir à résigner le commandement entre les mains de l'officier le plus élevé en grade, avait déjà abandonné la direction des troupes entre les mains d'un colonel, et se maintenait dans une réserve complète, sans user de son influence sur les soldats

pour les encourager à obéir. Ceux-ci, fatigués des travaux sans nombre qu'ils avaient accomplis depuis trois mois, harassés, dégoûtés, se plaignaient, d'être mis sous la direction d'un militaire sévère dont le premier accueil avait été, disaient-ils, une méconnaissance absolue des services rendus par eux au pays : ils refusèrent de marcher aux ordres qui leur furent donnés, et Narvaez se vit dans l'obligation de laisser la faction se promener devant lui d'Ossuna à Cabra et essayer d'atteindre, sans être attaquée, les défilés de Sierra Morena. Voyant à la fin qu'il ne pouvait obtenir d'obéissance de ses soldats indisciplinés, Narvaez rendit le commandement au général Alaix, en lui intimant l'ordre de continuer la poursuite des carlistes et de ne pas leur laisser un moment de répit. Quant à lui-même, désespéré d'être signalé à l'animadversion d'une partie de l'armée, il se hâta de rejoindre à Loja le corps qu'il commandait, perdit dès lors tout intérêt à la poursuite de la faction carliste, et se contenta désormais d'obéir scrupuleusement aux ordres du gouvernement, qui le ramena peu après vers le nord et l'incorpora sous les ordres de Rivero (mi-décembre).

Cette insurrection militaire de Cabra, symptôme déplorable des progrès de l'indiscipline dans l'armée et de la rivalité entre les chefs, fut la véritable cause du salut de Gomez ; jamais il n'eût pu résister à la poursuite intelligente de deux divisions combinant leurs efforts, et les revers que lui fit éprouver la seule troupe d'Alaix montrent bien que déjà alors il était à bout de ressources.

Au moment où la colonne carliste se dirigeait vers Martos, une de ses divisions fut surprise à Alcaudète par l'avant-garde d'Alaix, qui fut assez heureux pour s'emparer de cent quarante-trois prisonniers, d'un grand nombre de charrettes chargées de butin et d'une quantité considérable d'effets et de munitions de guerre. Cet événement fut le

coup de grâce pour les expéditionnaires. Ils perdirent dès ce moment toute leur énergie morale et ne songèrent plus qu'à retourner promptement dans les provinces; l'état des chemins rendait d'ailleurs, dans cette saison, toutes les opérations excessivement difficiles.

En suivant les mouvements de Gomez depuis cette date du 29 novembre, on voit que l'idée du retour définitif est devenue sa seule et unique préoccupation. Le 1er décembre, il est aux pieds de Despeñaperros, dans les environs de Bailen; dès le 3, il a déjà atteint les plaines de la Manche; on le trouve le 6 à Uclès; deux jours après, à Sacedon; le 9, à Cogolludo; il passe le 12 le Duero, entre Aranda et Almazan; le 14, la petite rivière Arlanson, qui baigne la ville de Burgos. Dès le 17, au matin, il longe les bords de l'Ebre en cherchant un passage; il le rencontre le jour même, pénètre dans la vallée du Losa, et, le 19, se retrouve enfin en pleine Biscaye, sous les murs d'Orduña.

Pendant tout ce long trajet, les carlistes avaient été poursuivis avec acharnement par Alaix; seulement, ayant su prendre à l'origine quelque avance, ils furent assez heureux pour ne pas se laisser atteindre. Le gouvernement, mécontent de la conduite d'Alaix à Cabra, lui avait fait parvenir l'ordre, à Burgo de Osma, de résigner le commandement; la persécution durait encore; les soldats se refusèrent une seconde fois à admettre un autre chef et faillirent, par ce nouvel acte d'indiscipline, augmenter encore les difficultés de la situation. Alaix considérait sans doute comme son premier devoir de rendre au général Espartero les mêmes troupes que celui-ci lui avait confiées; il ne se montra docile aux ordres du pouvoir central que quand ils lui furent transmis par son général en chef; il se rendit alors à Burgos pour y attendre les décisions que prendrait à son égard le ministère, qui se jugeait insulté et

amoindri par la conduite des troupes à Cabra et au Burgo.

Il semble que les fonctionnaires supérieurs de l'administration carliste auraient dû accueillir avec enthousiasme le chef hardi qui avait promené l'étendard de don Carlos à travers toute la Péninsule, qui, en cinq mois, avait fait parcourir à ses soldats plus de 800 lieues, et qui ramenait au quartier royal un contingent supérieur à celui avec lequel il était parti[1]. Loin de là, à peine arrivé, Gomez fut enfermé dans un château; on lui fit un procès sous le prétexte qu'il avait désobéi aux ordres du roi, en ne se bornant pas à organiser la guerre en Galice et dans les Asturies, qu'il n'avait pas rendu un compte exact des capitaux dont il s'était emparé à Cordoue, et qu'il avait abusé de son autorité en accordant des grades supérieurs à celui de commandant en second, pour lequel seul il était autorisé.

Ce qui avait dû nuire principalement à la considération de Gomez dans l'esprit de don Carlos, ce sont les rapports et avis que Cabrera avait eu le temps de faire parvenir à la cour depuis le jour où, à Caceres, il avait dû, contre sa volonté, se séparer du reste de l'expédition. Les renseignements les plus exacts ne permettent pas de douter que la mésintelligence la plus complète n'ait cessé de régner entre les deux chefs carlistes pendant tout le temps qu'ils marchèrent ensemble d'Utiel à Cacères; c'était sans la volonté de Cabrera que les forces de Quilez et de Mirallès s'étaient unies à la colonne expéditionnaire venue des provinces basques. Dès les premiers jours, le chef de bande de Tortose, habitué au brigandage, n'avait cessé de murmurer contre un général sévère et inflexible, qui faisait la guerre avec plus de méthode et en se soumettant à certaines con-

[1] Parti avec 2700 fantassins et 130 chevaux, Gomez ramenait 3153 fantassins et 633 chevaux. Il avait conservé ses deux pièces de campagne, et considérablement augmenté leur train correspondant.

ventions, qui le reléguait au second plan et daignait à peine écouter ses avis. A force de murmurer, de jalouser, d'envier, Cabrera en vint-il à ourdir une conspiration? On ne sait; toujours est-il qu'à Cacères il reçut l'ordre de se séparer de l'expédition; qu'il put à peine emmener avec lui quelques compagnons d'armes, et dut passer par le chagrin de voir ses troupes valenciennes et aragonaises complétement détachées de son autorité. La mauvaise volonté de Quilez, qui n'avait jamais pu supporter sa domination, dut jouer un très-grand rôle dans toute cette affaire; autrement on aurait peine à comprendre comment ces troupes purent consentir sans réclamations à son départ forcé. Toujours est-il qu'une fois dégagé de l'autorité de Gomez, avec son caractère vindicatif Cabrera dut employer toute son influence à perdre dans l'esprit de don Carlos celui qui lui avait fait une injure aussi grave. Les faits prouvent qu'il réussit au gré de ses désirs.

On comprend facilement comment, exposé dans les plaines de l'Estramadure à rencontrer sans auxiliaires des colonnes ennemies (3 novembre), Cabrera dut chercher à se mettre en relations avec les factions isolées qui opéraient dans cette province et dans la Manche. Jara, Orejita et d'autres chefs exaltés par la renommée qui s'attachait déjà à son nom, lui amenèrent quelques renforts. Au bout de quelques jours (12 novembre), il réunissait déjà autour de lui 900 cavaliers, avec lesquels il se sentit assez fort pour inquiéter les cités d'Albacète, de Quintanar de la Orden, et même la capitale, aux environs de laquelle il osa s'approcher (21 novembre). Cependant son intention n'était pas de séjourner dans ces parages dangereux; il voulait conduire en Navarre les 900 cavaliers qu'il avait recrutés avant de retourner au centre ordinaire de ses opérations. Mais au moment d'atteindre le but de son voyage, il fut acculé sur

les bords de l'Ebre par la division du général Iribarren, au lieu dit Rincon del Soto (2 décembre). Là, complétement battu, il assista à la dispersion de tous ses cavaliers; lui-même, obligé de fuir devant une persécution acharnée, fut atteint des premiers symptômes d'une maladie qui mit sa vie en danger. Quelques-uns de ses compagnons le traînèrent d'abord à Arévalo, puis à un petit village appelé San Miguel de Almazan, au milieu d'un pays placé tout entier sous la domination libérale, où il fut caché à tous les regards et soigné avec dévouement par un curé.

Pendant un mois, dans cette retraite périlleuse, où la moindre indiscrétion pouvait le compromettre, Cabrera s'occupa exclusivement de rétablir sa santé altérée; il ne s'éloigna de son abri que dans les premiers jours de janvier 1837, pour reprendre le commandement des bandes qui lui étaient restées fidèles dans la province de Valence et le bas Aragon. Son arrivée devait être signalée à l'attention publique de toute la Péninsule par une recrudescence dans les scènes de meurtres et de pillages dont cette partie de l'Espagne n'avait cessé d'être le théâtre pendant l'expédition de Gomez.

Au moment où les forces de Quilez et de Mirallès s'étaient unies aux soldats navarrais, le nouveau capitaine général chargé du commandement en chef de l'armée du centre, Evariste Saint-Miguel, s'était imposé la mission de s'emparer de Cantavieja; il croyait, en réduisant cette forteresse, détruire en son principal foyer l'insurrection qu'il avait à combattre. Aussi, malgré les forces qu'on lui avait enlevées, malgré le départ de la brigade Narvaez, consacra-t-il toute son activité à atteindre ce but Négligeant les excursions de Llangostera, Forcadell et autres chefs, il s'acharna de préférence contre Arevalo, le lieutenant à qui Cabrera avait confié le soin de défendre Cantavieja et de

garder les prisonniers de la division Lopez. Celui-ci donna l'ordre de couper les routes, d'accumuler les vivres et de préparer la forteresse à une vive résistance.

Ces dispositions avaient été inutiles. Malgré la rigueur de la saison, San Miguel avait conduit ses troupes jusque sous les murs de Cantavieja ; il s'en était emparé, mais en laissant échapper les troupes chargées de la défendre ; il était parvenu à délivrer les malheureux prisonniers qui y avaient été enfermés (30 septembre).

Par malheur, les souffrances qu'éprouva son armée dans sa course à travers ces pays très-élevés, très-froids et dénués de toutes ressources, vinrent tristement compenser les avantages qu'il aurait pu tirer de l'occupation de Cantavieja ; il dut laisser Arevalo détruire les autres forts construits à Beceite, dont la possession eût été si avantageuse aux troupes libérales.

Bientôt les excursions recommencèrent de tous côtés. San Miguel fut appelé dans les environs de Teruel et de Cuenca pour s'opposer au retour de Gomez vers le nord. Quand il abandonna le commandement aux derniers jours de décembre 1836, pour le remettre au général Quiroga, appelé à le remplacer, jamais les factions n'avaient été plus puissantes ; elles opéraient à la fois dans les trois capitaineries générales d'Aragon, de Valence et de Catalogne ; le développement qu'elles avaient pris était de nature à consoler Cabrera, quand il les rejoignit, de la perte de Cantavieja.

Lorsque Gomez reparut, le 19 décembre, en Biscaye, l'armée carliste était occupée tout entière à une grande opération militaire, que beaucoup de personnes intelligentes regardaient comme devant décider de l'issue de la guerre.

En octobre 1836, le ministre universel de don Carlos, Juan Bautista Erro, croyant le moment bien choisi, avait cru à l'opportunité de tenter à nouveau le siége de Bilbao.

Il l'avait donc proposé dans un grand conseil de guerre tenu à Durango, le 15 octobre 1836 :

« Déjà le manque de ressources, disait-il, se faisait vivement sentir dans les provinces basques et dans la Navarre ; on ne tirait pas des expéditions sur les territoires occupés par les libéraux tous les avantages qu'on en avait attendus ; il fallait profiter de l'éloignement d'une partie des troupes occupées sur divers points de la Péninsule. Les banquiers étrangers refusaient de souscrire aucun emprunt, tant que le parti carliste n'aurait pas en sa possession une capitale de province. » Ces réflexions furent considérées comme déterminantes ; malgré l'opposition du général en chef Villareal, qui ne se croyait pas en état de prendre la place de vive force, le conseil de guerre s'était rangé à l'avis du ministre universel, et le siége avait été décidé.

Les troupes carlistes avaient été immédiatement mises en mouvement ; dès le 22 octobre, la ville voyait apparaître devant elle les premières colonnes chargées de la réduire.

C'était le deuxième siége que cette ville avait à supporter depuis le commencement de la guerre ; car si ce nom peut être donné à la première attaque tentée par Zumalacarreguy, l'effort de Maroto, en septembre 1835, ne doit être considéré que comme une tentative de blocus. Bilbao se savait donc menacée et ne fut point prise au dépourvu ; elle comptait dans son sein comme défenseurs trois régiments provinciaux, six compagnies, un bataillon de chasseurs, quelques artilleurs et la milice nationale ; en tout, 4 300 hommes. Ces forces, commandées par un chef énergique, Santos San Miguel, étaient néanmoins très-insuffisantes, à cause de la grande circonférence de la ville, et de la nécessité où l'on était de garder plusieurs forts avancés. Ces forts étaient échelonnés sur les deux rives du Nervion et servaient à assurer les communications de la ville avec Portugalete,

petit port situé sur la côte cantabrique et par où devait arriver l'armée de secours. San Mamès, Burcena, el Desierto, tel était le nom de ceux qui protégeaient la rive gauche du Nervion ; sur la rive droite se trouvaient ceux de Capuchinos, Banderas et Luchana. Pour établir un blocus rigoureux, il fallait que les carlistes s'emparassent successivement de toutes ces citadelles, barrassent le fleuve et fussent en mesure de s'opposer à toutes les embarcations qui voudraient apporter dans la cité du renfort et des provisions.

La population était pleine d'enthousiasme et d'ardeur, et disposée à toutes les privations. Depuis longtemps l'élément carliste s'était éloigné et avait cédé la place à ceux qui voulaient sincèrement le triomphe des idées libérales ; aussi ne devait-il pas y avoir la moindre hésitation. Loin de se laisser dominer par la crainte, les habitants prirent à cœur de conserver la haute réputation de courage qu'ils s'étaient acquise par leur première défense.

Leur ténacité eut à se manifester dès les premiers jours ; à peine arrivés, en effet, en présence de la ville, le 25 octobre, les carlistes tentèrent un assaut du côté de la porte de Mallona. Cette tentative fut vigoureusement repoussée ; elle fit comprendre aux assiégeants que l'entreprise tentée par eux était une œuvre de longue haleine et qu'elle allait nécessiter la coopération intelligente des deux armes du génie et de l'artillerie.

Devant cette dernière nécessité bien démontrée, don Carlos ordonna à ses troupes de se retirer quelques lieues en arrière ; il chargea Eguia, le plus instruit et le plus expérimenté des militaires qui l'entouraient, de diriger à l'avenir toutes les opérations du siége ; il lui confia douze bataillons pour cet objet spécial et voulut que Villareal, avec le reste des forces disponibles, s'opposât à toute armée de secours qui tenterait de s'approcher des murs de la ville assiégée.

Ces dispositions prises, le blocus fut recommencé sur de nouvelles bases dans les premiers jours de novembre. Au lieu d'attaquer directement les portes de la ville, Eguia dirigea spécialement son attention vers les forts. Le 9 novembre, il occupait Banderas et Capuchinos sur la rive droite, et le 10, prenait d'assaut sur la rive gauche le fort de San Mamès, où il trouvait huit canons, des fusils, des munitions et des vivres en abondance; ces divers succès le rendaient maître de la navigation du fleuve et lui permettaient d'assurer ses communications sur les deux rives.

Sans perte de temps, Eguia continua ses opérations en investissant les forts de Burcena et de Luchana; l'un et l'autre tombèrent entre ses mains. Il ne restait plus aux libéraux que le Desierto. Heureusement, cette dernière citadelle fut mise par les commandants de deux navires anglais en un tel état de défense, que les carlistes n'osèrent pas l'attaquer; ils durent, bien malgré eux, la laisser aux mains de leurs adversaires.

C'est seulement quand tous ces préparatifs furent achevés qu'Eguia consentit à ouvrir les travaux d'approche; couvert sur la rive gauche par Villareal, établi à Castrejana, et sur la rive droite par l'infant don Sebastian, campé à Deusto, il commença, le 15 novembre, une série de parallèles qui devaient le conduire aux portes mêmes de la ville; le 17, il se crut assez avancé pour lancer une colonne sur le couvent de Saint-Augustin, placé en dehors de l'enceinte, à l'une des extrémités de la ville du côté du nord. Cet édifice, bien défendu, résista à toutes les attaques; une lutte acharnée s'engagea dans les environs.

Le feu terrible que les défenseurs essuyaient à la barricade la plus proche, la fit baptiser de ce nom funèbre : *le Transit à la Mort*. La fureur, et non le découragement, fut excitée chez eux à la vue des nombreuses victimes qui res-

taient sur le théâtre de la lutte; les cœurs s'enflammèrent de cet enthousiasme héroïque qui assure le succès en stimulant le sacrifice de la vie.

Arrêté quelques jours par le mauvais temps, l'assaut de ce couvent, tenté en vain le 17 novembre, fut renouvelé le 22 d'abord, puis le 25, toujours avec le même insuccès. Mais un nouvel effort des carlistes leur réussit mieux le 27. Cette fois, une colonne hardie parvint à pénétrer dans l'édifice. Elle put même essayer de s'y installer. Une grande alarme s'était répandue dans la population; car, à la nouvelle de ce désastre venait se joindre l'idée qu'on n'avait plus à compter sur l'intelligente direction du commandant en chef. Une grave blessure venait d'éloigner du théâtre de la lutte le brave Santos San Miguel. Mais les habitants de Bilbao ne tardèrent pas à recouvrer leur sérénité; un nouveau chef fut immédiatement choisi par la junte d'armement. A son appel, une masse de volontaires se précipita sur l'édifice que l'ennemi occupait et parvint à le livrer aux flammes.

Grâce à ce sacrifice, grâce au dévouement général, il fut bientôt possible de réparer la ligne de défense ainsi violée en un de ses points principaux; le nouveau commandant, en y accumulant avec soin tous les moyens défensifs que possède l'art militaire, parvint enfin à atténuer un accident qui aurait pu devenir désastreux.

Deux jours après, le 29 novembre, de l'autre côté du Nervion, sur la rive gauche, les assiégeants tentèrent un nouvel effort; ce jour-là ils attaquèrent l'hôpital de la Conception et parvinrent à y ouvrir une brèche; mais devant les dispositions des assiégés ils se découragèrent bientôt et ne se décidèrent point à tenter l'assaut.

A partir de cette date, bien qu'ils restassent encore soumis au blocus le plus rigoureux, les habitants de Bilbao

furent beaucoup moins éprouvés. Ils notèrent un ralentissement considérable dans toutes les opérations des assiégeants, et comprirent bientôt par leurs mouvements de troupes, ce que déjà au reste ils savaient par le télégraphe, que l'armée libérale accourait à leur secours.

Cette armée était commandée en chef par celui de tous les généraux de division qui, depuis le commencement de la guerre, s'était le plus concilié l'affection du soldat et la reconnaissance du pays par le strict accomplissement de tous ses devoirs, par sa patience, son courage et son abnégation. Espartero n'avait d'abord été nommé commandant en chef que par intérim; on venait seulement de lui donner l'investiture définitive (10 novembre). L'effectif disponible de son armée n'était que de quinze bataillons; à cette insuffisance dans le nombre, venaient s'ajouter et l'absence complète de fonds, et la difficulté de se procurer des vivres, et l'état d'insubordination de corps auxiliaires mal payés, et enfin l'indiscipline générale dominant parmi les soldats et accrue de la rivalité des chefs. Tous ces traits suffisent à peine à donner une idée exacte de la déplorable situation à laquelle Espartero eut à faire face pour venir au secours de Bilbao.

Quand toutes les difficultés provenant de ces causes eurent été vaincues par lui, il eut encore à lutter contre le mauvais temps, le délabrement des routes et le manque de moyens de transport. Voilà pourquoi, malgré son ardent désir de signaler par un coup d'éclat la prise de possession du commandement, il ne put arriver avant le 20 novembre à Castro-Urdiales. Cinq journées entières durent encore être employées par lui, du 20 au 25, à gagner Portugalete; la plus grande partie des transports entre ces deux points ne put se faire que par mer.

Enfin, c'est le 27 seulement, le jour même où le couvent

de Saint-Augustin était si violemment attaqué par les carlistes, qu'Espartero avait pu révéler sa présence. Ce jour-là, son avant-garde, descendue sur la rive gauche, s'empara de Burcena et put avancer jusqu'au pont de Castrejana; mais là elle rencontra les bataillons de Villareal si bien disposés à la résistance, qu'il eût été dangereux de chercher à les déloger.

Ne voulant pas s'engager dans une entreprise compromettante, Espartero replia directement ses troupes sur Portugalete. Là, les généraux de l'armée libérale tinrent conseil, et il fut décidé que l'on devait s'avancer par la rive droite et non par la rive gauche Dès lors, tous les travaux commencèrent pour préparer le transbordement de l'armée. Un concours précieux fut apporté par la marine britannique; on organisa des ponts de bateaux. Quelques troupes jetées en avant obligèrent les assiégeants à diriger vers le dehors les pièces de siége jusque-là tournées du côté de la ville. C'était déjà pour les assiégés un vrai répit; et, en somme, un résultat important, si l'on songe au petit nombre de pièces dont disposaient les carlistes. Ceux-ci, obligés à des travaux considérables, ne purent bientôt plus recruter d'ouvriers pour les exécuter; leurs munitions allèrent s'épuisant; tant de résistance dépassait toutes leurs prévisions.

Bilbao, pendant ce temps, supportait avec résignation toutes les souffrances de la privation et de l'attente; en rapport avec le général en chef par la voie du télégraphe, elle le priait de hâter ses opérations et l'appelait avec anxiété. Elle ripostait par des coups de canon aux boulets encore dirigés contre ses murs, et par des contre-mines aux souterrains que creusait le génie ennemi. Pendant les trois premières semaines de décembre, elle s'attendait chaque jour à être délivrée, et vit chaque jour reculer l'instant de sa délivrance.

De son côté, Espartero ne jugea venu le moment d'agir qu'après le 20 décembre ; c'est alors seulement qu'il se décida à marcher en avant, au-delà de la protection des feux du Desierto et des batteries anglaises. Un corps de troupes porté sur la rive droite du Nervion commença à s'approcher peu à peu des bords de l'Azua, petite rivière qui débouche dans le Nervion. L'ennemi était fortement installé sur les bords de cette rivière et gardait le pont de Luchana. Il fallait absolument l'en déloger. Tel devait être le premier effort des troupes libérales. On décida que, tandis que le corps de troupes placé sur la rive droite de l'Azua attaquerait de front les forces qui gardaient une des extrémités du pont, l'autre extrémité serait menacée par une colonne qu'une petite flottille, réunie à la hâte, débarquerait sur la rive gauche. Le mauvais temps empêcha d'agir pendant les deux journées du 22 et du 23. Enfin, le 24 au matin, la flottille se mit en marche, sous les feux de l'ennemi; elle atteignit le bord opposé et débarqua assez de troupes pour rendre impossible aux carlistes la défense du pont. Ils tentèrent inutilement de résister, et durent se retirer à l'abri des forts qu'ils occupaient.

Ce premier succès obtenu, Espartero occupa solidement le pont de Luchana, se hâta de le rendre transitable, et ayant obtenu ce résultat au bout de quelques heures, lança toutes ses troupes en avant. Surpris d'une attaque si vive, les carlistes commencèrent à se replier en arrière de Luchana, et remontèrent les collines de Cabras et de San Pablo, pour y organiser une nouvelle résistance; ils y furent poursuivis.

La lutte continua donc; elle dura toute la soirée sans interruption, avec des alternatives très-diverses. A l'entrée de la nuit, cependant, les monts Cabras et San Pablo furent occupés par les troupes libérales. Il ne restait plus de ce

côté, aux carlistes, qu'un point fortifié entre la ville qu'ils assiégeaient et l'armée qui venait à son secours. C'était le fort de Banderas. S'obstineraient-ils à le défendre? On en pouvait douter, d'autant plus que si les horreurs de la nuit, un froid aigu et une neige abondante qui couvrait le sol et ne cessait de tomber, rendaient difficile la situation des assaillants, celle des carlistes, chassés de leur première position et obligés d'en chercher une nouvelle, n'était pas de beaucoup préférable.

Dans cette incertitude, Espartero et les officiers qui l'accompagnaient montrèrent beaucoup de décision ; ils voulurent malgré tout marcher en avant. Une colonne fut dirigée sur le fort, elle le trouva abandonné et l'occupa de suite. Dès lors, Bilbao était sauvée; l'armée, sûre du succès, put passer la nuit sur la cordillère d'Archanda avec la conviction de pénétrer le lendemain, bannières déployées, dans les murs de la cité qu'elle venait de dégager.

Les troupes carlistes, comprenant que leur ligne était brisée, s'étaient immédiatement dispersées ; les unes s'étaient jetées de suite sur les terres de la rive droite ; les autres, par les ponts établis à San Mamès, avaient été rejoindre les bataillons campés sur la rive gauche du côté de Castrejana.

On se ferait difficilement une idée de la joie avec laquelle l'aurore fut saluée, le lendemain 25 décembre, par les troupes victorieuses et par les assiégés sauvés. C'était le jour de Noël, et l'on sait avec quels transports cette fête est toujours célébrée en Espagne. Aussi, bien qu'il fallût enterrer les morts et panser les blessés, car plus de mille hommes de chaque côté avaient été mis hors de combat, une immense allégresse, accrue encore par la circonstance de la fête qu'on avait à célébrer, s'empara de tous les cœurs.

S'illusionnant sur la portée du succès obtenu, chacun

croyait déjà dans son enthousiasme voir assurés le triomphe de la liberté, l'avénement d'une paix prochaine et la splendeur de la patrie.

A son entrée dans la ville, Espartero fut salué des acclamations les plus chaudes et les plus sincères : on voyait en lui un sauveur, un libérateur. Quand il se présenta devant la milice nationale, il voulut en embrasser tous les chefs l'un après l'autre ; quoique tout fier et tout radieux de son propre triomphe, il sut néanmoins conquérir leur ardente sympathie, en se montrant loyalement jaloux de la gloire qu'ils avaient conquise eux-mêmes par leur résistance obstinée.

La nouvelle de la levée du siége de Bilbao, lorsqu'elle se répandit à Madrid et dans le reste de la Péninsule, suscita partout les mêmes sentiments. La satisfaction générale voulut se manifester dans les conseils du gouvernement, dans le sein des Cortès, dans les masses du peuple espagnol. Espartero fut comblé d'honneurs; on lui décerna les titres de comte de Luchana et de vicomte de Banderas. Un décret accorda à la ville de Bilbao le titre d'Invincible ; enfin les soldats de l'armée victorieuse furent acclamés partout et salués du nom de héros de Luchana.

L'année 1837 s'ouvrit, grâce à cet événement, sous les plus favorables auspices pour la cause libérale; tandis que le découragement se propageait dans toutes les provinces basques et en Navarre, on s'entretint avec ardeur à Madrid et au quartier général libéral de la possibilité de réduire l'insurrection par un grand effort. Un nouveau plan, dû au général Saarsfield, capitaine général de la Navarre, établi à Pampelune, commença à germer dans les esprits : il s'agissait de faire partir à un même jour trois colonnes distinctes, de Pampelune, de Saint-Sébastien et de Bilbao, et de les faire converger vers le centre du Guipuzcoa. Elles

briseraient sur leur passage toutes les résistances, soumettraient tout le territoire hostile, et forceraient l'armée de don Carlos à se répandre sur des contrées moins bien disposées en sa faveur, où il deviendrait facile de la tailler en pièces et de la réduire.

Il y avait de grands obstacles à la réalisation de ce plan; l'un d'eux, le principal, consistait dans l'énorme difficulté de mettre en campagne un effectif considérable; l'armée victorieuse avait eu à souffrir à Bilbao les plus grandes privations; le ministère n'envoyait la solde et les rations que dans une proportion tout à fait insuffisante. Les entrepreneurs, mal payés, n'exécutaient pas les contrats, qui n'étaient point exécutés à leur égard par l'administration centrale : les malades restaient abandonnés dans les hôpitaux; les troupes auxiliaires manifestaient une profonde aversion pour le service de l'Espagne, enfin le nombre des déserteurs était inquiétant. Que de désastres ne pouvait-il pas arriver, si les ressources venaient à manquer au moment où l'armée se trouverait engagée dans une opération compliquée !

Espartero, toujours très-justement préoccupé des besoins du soldat, fit ressortir ce danger dans sa correspondance avec Madrid ; il obtint gain de cause sur les points essentiels, et, fortement aidé par quelques commissaires que les Cortès mandèrent à son quartier général, il employa les deux mois de janvier et de février à rendre possible l'exécution du plan qui avait surgi.

Dès les premiers jours de mars, il se déclara prêt à entrer de nouveau en campagne, et d'un commun accord il fut décidé que le 10 mars au matin les opérations commenceraient simultanément de Pampelune, de Saint-Sébastien et de Bilbao.

On ne devait pas s'attendre à prendre les carlistes au dé-

pourvu, car une fois passé le premier moment d'hésitation causé par la levée du siége de Bilbao, ils avaient su, eux aussi, utiliser le répit qui leur fut laissé. Le commandement avait été ôté à Eguia et à Villareal, bien plus coupables de n'avoir pas réussi avec des moyens insuffisants, que d'avoir péché par ignorance ou par faiblesse. Erro aussi avait été dépossédé des fonctions qu'il occupait. Le commandement général avait été donné à l'infant don Sébastian, qu'un caractère généreux, le goût des beaux-arts et un grand esprit de tolérance éloignaient des fanatiques et absolutistes. On lui avait en outre accordé comme secrétaire un ancien ami de Zumalacarreguy, Elio ; mais, en même temps, par un esprit de défiance tout propre à don Carlos, le vaincu de Mendigorria, Gonzalez Moreno, avait été investi des fonctions de chef d'état-major général : ne fallait-il pas donner toujours des gages à ce parti intolérant, bigot et cruel en qui seul on avait réellement confiance?

Ces nominations effectuées, on s'était occupé de réorganiser l'armée sur de nouvelles bases. Pour rester fidèle au principe de formation par provinces, on conserva les divisions navarraise, biscayenne, de Guipuzcoa et d'Alava; trois nouvelles furent créées sous les titres de Cantabraise, Aragonaise-Valencienne et Castillane. Les chevaux furent répartis en quatre régiments ; des écoles furent instituées à Oñate et Mondragon pour les corps spéciaux de l'artillerie et du génie. L'effectif total mis à la disposition de don Sébastian, recruté au moyen d'une levée générale des hommes de dix-huit à cinquante ans qui fut rapidement exécutée, s'éleva à 32 000 hommes.

L'infant, nouvellement promu au grade de général, fit ses préparatifs en vue du plan de ses ennemis ; il opposa un corps d'armée à chacun des trois généraux qui devaient opérer contre lui, et se mit lui-même à la tête d'une colonne

volante composée de huit bataillons et de trois escadrons, avec laquelle il devait successivement accourir sur les points où le péril serait le plus menaçant.

Son attention fut d'abord appelée du côté de Pampelune. Saarsfield était parti de cette ville non le 10 mars, mais le 11 au matin seulement; son intention était de traverser du côté de Lecumberri la chaîne qui sépare la Navarre du Guipuzcoa. Il pénétra jusqu'à moitié chemin, mais une tempête terrible l'arrêta tout à coup; il craignit de s'aventurer dans les hautes montagnes, et, pour ne pas compromettre ses troupes, rétrograda jusqu'à Pampelune sans avoir rien fait pour l'œuvre commune.

Libre de cet adversaire, don Sébastian, dès qu'il le vit en retraite, se tourna vers Lacy Ewans. Il était temps qu'il vînt : les troupes carlistes chargées de garder les lignes d'Hernani avaient eu à supporter depuis le 10 mars une série de chocs qui avaient jeté chez elles le trouble et le désordre; elles avaient perdu les hauteurs d'Oriamendi et se voyaient menacées jusque dans leurs derniers retranchements. L'arrivée de don Sebastian changea complétement la face des choses; une nouvelle attaque tentée avec les renforts qu'il amenait fut couronnée d'un complet succès. Non-seulement Ewans fut chassé des hauteurs dont il s'était emparé, mais il dut se replier en désordre jusque sous les murs de Saint-Sébastien. Les troupes auxiliaires anglaises surtout, qui avaient cédé à une honteuse panique, furent taillées en pièces et poursuivies avec acharnement : on évalue à 400 morts, 900 blessés et 137 prisonniers la perte des libéraux dans la journée du 16 mars.

Restait Espartero, qui, fidèle à la convention, était aussi parti de Bilbao le 10 mars en marche sur Durango : il prit possession de cette dernière cité, dont il s'empressa de mettre les fortifications en état, et s'avançait déjà sur Mondra-

gon lorsqu'il apprit le désastre d'Ewans. A cette nouvelle, il jugea prudent de battre en retraite, et crut avoir remporté un véritable succès en sauvant sa colonne des attaques réitérées dont elle fut l'objet et en la ramenant le 21 dans les murs de Bilbao sans avoir perdu plus de 500 hommes. Don Sébastian eut le regret de voir lui échapper une proie sur laquelle déjà il avait presque compté ; mais néanmoins il avait bien modifié à l'avantage de sa cause la situation générale.

C'était désormais aux libéraux à redouter l'avenir ; Oriamendi leur avait fait perdre tout le prestige que leur avait un instant donné le succès du pont de Luchana. L'armée carliste paraissait en état d'entreprendre de grandes expéditions, elle était enorgueillie de son succès, et pleine de confiance dans le nouveau chef qui lui avait été donné.

L'état-major de don Carlos songea donc à utiliser cette disposition générale des esprits ; il sentait la nécessité de décharger les provinces basques et la Navarre du poids de la guerre, et comprenait que le moment était venu d'étendre partout la lutte, si l'on voulait conserver le concours si important des juntes locales. Il fut décidé que don Carlos partirait lui-même à la tête d'un corps d'armée, emmenant avec lui tout son personnel administratif, tous ses fonctionnaires ; qu'il se dirigerait par la Catalogne, l'Aragon et le royaume de Valence, de manière à grouper autour de lui toutes les forces de ces contrées ; qu'après les avoir réunies il tenterait sur la capitale même un coup de main qui pourrait changer la face des choses. Les préparatifs de cette grande expédition furent masqués avec soin ; pour expliquer ce qui ne pouvait être caché, on parla d'une nouvelle excursion projetée en Castille. En réalité, tout fut conduit pendant le mois d'avril avec assez de mystère pour que le général Espartero s'engageât dans les premiers jours de mai

dans une entreprise qui, une fois commencée, ne devait plus lui permettre de s'opposer au plan de l'état-major carliste.

On conçoit que le gouvernement de Madrid avait hâte de relever sur les lieux mêmes le prestige que lui avait fait perdre le désastre d'Oriamendi; tous les généraux de l'armée libérale étaient animés du même esprit; ils supportaient avec peine l'échec qui leur avait été infligé devant les lignes d'Hernani, et brûlaient du désir de les reprendre par la force. Espartero, au lieu de viser à un but plus utile, eut la faiblesse d'écouter leurs clameurs; il aurait dû se préoccuper exclusivement de ces intentions secrètes de l'ennemi qui cachaient un si grand péril; loin de là, il aima mieux, avec l'idée lointaine de fermer toutes les communications des provinces avec la France, embarquer une partie de ses troupes pour Saint-Sebastien et se diriger lui-même sur ce point. Il y était déjà le 10 mai, croyant attirer sur lui l'effort principal des carlistes; mais quel ne fut pas son désespoir, lorsqu'il apprit que don Carlos, à la tête de la masse la plus imposante de ses forces, au lieu de venir audevant de lui, s'était dirigé vers l'est, et paraissait disposé à s'ouvrir de vive force le chemin de Saragosse, et peut-être celui de Barcelone !

Revenir sur ses pas, c'était faire un trop long détour et laisser trop d'avance à ses adversaires; le mieux était de briser les lignes d'Hernani, qui fermaient l'entrée du Guipuzcoa, d'atteindre, si l'on pouvait, la ville de Pampelune, et, une fois là, de menacer sur ses derrières l'expédition royale, et au besoin de se placer entre elle et la capitale. C'est à cette dernière résolution que s'arrêta Espartero, et il s'occupa aussitôt de la réaliser : le 15 mai ses troupes occupèrent les hauteurs d'Oriamendi; le 16 elles s'emparèrent d'Hernani, qui leur fut abandonné presque sans résistance.

Ce succès mit entre leurs mains la ville d'Irun et la place de Fontarabie; quant aux bataillons laissés par don Carlos à la garde du Guipuzcoa, ils ne se sentaient plus assez forts pour résister à l'armée nombreuse qu'ils avaient devant eux; ils reçurent l'ordre de ne pas livrer bataille, mais de harceler sans cesse les libéraux, si, comme on s'y attendait, ils voulaient passer en Navarre et gagner la ville de Pampelune. Espartero ne se détermina que le 29 mai à se mettre en marche d'Hernani pour Pampelune, et il mit cinq grands jours à effectuer ce court trajet, pendant lequel il éprouva les pertes les plus sensibles.

Don Carlos était parti le 15 mai d'Estella, à la tête de 12000 fantassins et 1600 cavaliers. A raison des circonstances que nous avons signalées, il ne trouva tout d'abord en face de lui dans la direction de l'est aucune troupe en état de lui barrer le passage. Aussi le voit-on passer l'Arga, le Gallego et envahir le haut Aragon sans coup férir. C'est seulement après qu'il eut fait son entrée triomphale dans la ville de Huesca qu'il fut atteint par le général Iribarren, commandant en chef de la division chargée de garder la ligne de l'Ebre, du côté de la Navarre.

Emporté par son ardeur, Iribarren ne sut pas combiner ses mouvements avec ceux des capitaines généraux d'Aragon et de Catalogne, qui pourtant avaient été immédiatement prévenus, et accouraient en toute hâte sur les limites de leur territoire; il attaqua l'armée royale à la sortie de Huesca (24 mai) avec trop d'impétuosité et pas assez de précautions. Sa division, après une lutte sanglante, fut taillée en pièces : lui-même, sans force contre cette disgrâce, alla chercher la mort au milieu des balles ennemies, et accrut encore les tristes conséquences de la déroute par cet inutile et héroïque sacrifice. Ses soldats épars s'enfuirent dans la direction du Sud et allèrent demander protection

aux deux autres chefs de corps, sans l'intervention desquels la bataille n'aurait pas dû être livrée.

L'un de ces chefs était le général de division Buerens, détaché de l'armée du Nord; l'autre le nouveau capitaine général d'Aragon, don Marcelino Oraa, récemment nommé commandant en chef de l'armée du Centre. Du moment où don Carlos avait franchi les limites de la Navarre, c'est à ce dernier qu'appartenait la direction générale des opérations militaires; et Iribarren, en attaquant sous sa seule inspiration, avait pris une responsabilité que le succès seul aurait pu justifier. Instruit par le malheur de son collègue, Buerens ne voulut pas commettre la même faute; il vint se mettre sous les ordres d'Oraa et ne chercha point à opérer isolément.

Le général en chef de l'armée du Centre n'avait pas eu le temps de grouper autour de lui toutes les troupes auxquelles il commandait, et qui avaient d'ailleurs à protéger une si grande étendue de territoire contre les excursions de Cabrera; il n'avait auprès de lui qu'une masse à peu près égale à celle de don Carlos, environ 10000 hommes, même en comptant tous les fuyards de Huesca; peut-être devait-il attendre qu'il eût été rejoint par le capitaine général de Catalogne pour agir d'accord avec lui. Mais l'ardeur de ses troupes à venger le désastre de Huesca le détourna d'agir avec sa prudence ordinaire, il voulut engager la lutte, et livra lui aussi aux environs de Barbastro une action sanglante qui, pour être moins décisive que celle de Huesca, fut cependant encore une défaite pour les armes libérales.

Après cette journée (2 juin), quoique fort affaibli par ces deux victoires, où il avait perdu plus de 3000 hommes, don Carlos fut cependant en état de passer le Cenia, de franchir les limites qui séparent l'Aragon de la province de Lerida et d'atteindre le territoire de la Catalogne, où il

espérait voir affluer autour de lui un très-grand nombre de partisans.

Combien ses espérances furent déçues ! Point d'armée organisée, point de population enthousiaste, partout des villages ennemis, des cultivateurs ardents à défendre leurs biens, des propriétaires cachant leurs richesses, des fermiers échappant à toutes les réquisitions et ne consentant à vendre du pain qu'au poids de l'or. Une junte ambitieuse, exerçant une grande influence sur un parti fanatique et ardent, mais plutôt pour conspirer que pour administrer, incapable de nourrir une armée, et aspirant cependant à asseoir son autorité sur les quatre provinces; puis des chefs de bande, venant, il est vrai, offrir leurs services, l'un après l'autre, mais se montrant plus disposés à réclamer un concours qu'à en offrir; on les voyait acharnés à demander des subsides et des récompenses, quoique peu prodigues de partager leurs munitions et leurs approvisionnements.

Tel est le spectacle sous lequel la Catalogne, considérée d'abord comme une terre promise, se manifesta aux yeux des expéditionnaires; et encore l'armée carliste eut-elle soin de se maintenir dans les pays de montagnes où la cause qu'elle représentait pouvait aspirer à se considérer comme dominante. Que lui fût-il arrivé si elle s'était approchée du littoral tout dévoué à la révolution ?

Cette armée, qui en sortant de Navarre méritait d'être considérée comme un modèle de discipline, perdit beaucoup de ses qualités dans le passage des pays qui séparent le Cinca du Sègre : la faim est mauvaise conseillère, elle porta les soldats à des actes qui dès les premiers jours les rendirent odieux à la population, elle grossit aussi à leurs yeux les inconvénients du mouvement projeté, et les excita contre la masse énorme d'employés et de fonctionnaires qui gênaient les opérations sans apporter aucun concours utile.

Toutes les rivalités, les haines, les envies qui germaient au milieu d'elle prirent de plus grandes proportions ; les officiers subalternes se furent bientôt aperçus des divisions qui régnaient dans l'état-major ; en plus d'une occasion on put voir que le général en chef et le chef d'état-major général don Sebastian et Gonzalez Moreno avaient sur toutes choses des vues presque complétement opposées. Sebastian avait autour de lui un très-grand nombre d'amis, et s'il eût été réellement ambitieux, il eût pu penser plus d'une fois à supplanter son oncle, dont l'incapacité avait trop d'occasions de se montrer.

Maroto n'avait pas réussi dans la mission qui lui avait été confiée au mois d'août de l'année précédente ; un échec subi dès les premiers jours de son arrivée, au commencement de septembre 1836, à l'attaque de la ville de Prats de Lusanes, avait dès l'origine détruit tout son prestige ; ses idées de discipline sévère lui eurent bientôt aliéné les chefs de bande ; lui-même, après avoir vu succomber son premier lieutenant dans une seconde action également défavorable, se dégoûta de mener une vie désastreuse plutôt faite pour un chef de bandits que pour un tacticien comme lui ; il se décida à abandonner la partie : le 5 octobre il repassait la frontière et rentrait en France, où la police le fit interner et le maintint en captivité comme son prédécesseur, le comte d'Espagne.

La guerre, après son départ, avait continué à garder le caractère d'éparpillement qu'elle avait presque toujours eu jusqu'alors : seulement les diverses colonnes envoyées par Mina de tous côtés, à la tête desquelles se trouvaient placés des chefs intelligents comme Aspiroz, Ayerbe, Sebastian, Gurrea, Niubó, avaient pris partout un ascendant incontestable ; loin d'être poursuivies, c'étaient elles qui faisaient la chasse à leurs adversaires. L'hiver se passa des

deux parts en escarmouches, en actions isolées, en petits faits qui jetaient l'alarme dans la contrée et le désordre dans les esprits, sans produire dans aucun sens un résultat sérieux : cet état de choses ne servait que les amis du désordre et du pillage, beaucoup trop nombreux dans ces contrées. Du côté des libéraux, la mort de Mina (26 décembre) avait contribué à relâcher l'unité du commandement et à diminuer la confiance dans le succès : son premier successeur, Francisco Serrano, n'avait aucune de ses qualités, ni son activité, ni son énergie; il n'avait point, surtout dans ces contrées si agitées, la popularité qui rend si facile l'exécution de tous les ordres.

Quant aux carlistes, ils reconnaissaient nominalement la direction du lieutenant auquel Maroto avait laissé l'autorité : don Blas Royo avait pris, vis-à-vis d'eux, le titre de commandant général ; en réalité son autorité, pendant tout le commencement de 1837, avait été presque nulle et son action inefficace. L'approche de don Carlos eut pour résultat naturel de la relever. On crut que le roi arrivait avec de l'argent et des ressources de tout genre. Un certain nombre de chefs vinrent donc se ranger autour de Royo, et s'unirent avec lui à l'armée royale, lorsqu'elle eut passé le Sègre. Ce concours ne servit qu'à réparer les vides causés par les deux batailles de Huesca et de Barbastro. Encore ne devait-on pas attendre des Catalans indisciplinés les mêmes services que rendaient si bien les braves Navarrais et Basques qui venaient de succomber dans les plaines de l'Aragon.

Des troubles survenus à Barcelone avaient obligé le gouvernement libéral à remplacer le premier successeur de Mina et à choisir pour capitaine général un homme de toute confiance, dont l'énergie de caractère fût à la hauteur des circonstances. Son choix s'était porté sur le baron de Meer, un des meilleurs généraux de l'armée du Nord. Cet officier

supérieur, après avoir réprimé à Barcelone les mouvements populaires à l'occasion desquels il avait été nommé, s'était vu tout à coup menacé par l'expédition de don Carlos. Il ne se troubla point, et, confiant dans la valeur de ses troupes, il eut l'idée de fermer le passage à l'expédition, en s'appuyant sur deux petites places, Grá et Guisona, et en s'abstenant d'attaquer directement les carlistes en pleine campagne.

Le plan réussit : les généraux carlistes eurent la prétention de le débusquer des points fortifiés qu'il avait occupés, et ils furent repoussés avec perte devant Grá. Ce succès valut au baron de Meer le titre de comte de Grá, que le gouvernement s'empressa de lui envoyer en raison de ce fait d'armes (12 juin).

Les résultats de cette action furent considérables : quoique l'on ait beaucoup reproché au baron de Meer de n'avoir pas poursuivi les ennemis après leur déroute, il y eut, croyons-nous, plus de sagesse de sa part à rester dans l'attitude de la défense. Les carlistes étaient plus nombreux : ils venaient de l'emporter dans deux actions précédentes ; les poursuivre, c'eût été compromettre le succès ; en s'aventurant en dehors des points fortifiés, on pouvait leur fournir l'occasion d'un avantage qui aurait établi leur supériorité morale en Catalogne ; au contraire, leur prestige dissipé à Grá, il y avait tout avantage à leur laisser supporter toutes les conséquences malheureuses d'une excursion à travers des pays pauvres, montagneux et inhospitaliers ; et la preuve, c'est que l'état-major de don Carlos ne songea plus un seul instant après cet événement à séjourner en Catalogne : il occupa Solsona, y résida seulement pendant cinq jours, y prit quelques dispositions relatives à l'organisation de la guerre civile dans la province, puis renvoya une partie de ses bouches inutiles, et ne songea plus qu'à aller tendre la

main à Cabrera, de qui on attendait un appui bien autrement décisif.

Peut-être le baron de Meer eût-il pu mieux prévoir les intentions de ses adversaires, et eût-il dû les harceler avec plus d'acharnement pendant le long trajet qu'ils eurent à parcourir depuis Solsona jusqu'aux rives de l'Ebre, entre Mora del Ebro et Tortose (du 19 au 29 juin) ; mais, si l'on songe qu'il avait affaire, en même temps qu'à l'expédition royale, à une province rebelle, où existaient plusieurs centres d'insurrection, on doit comprendre qu'il considérât comme un grand triomphe le fait d'avoir éloigné de son territoire la colonne expéditionnaire.

En traversant l'Ebre, don Carlos entrait dans le domaine ordinaire des exploits de Cabrera. Le monarque absolu dut, dès l'origine, éprouver certaine jalousie du haut degré d'influence qu'en peu d'années avait su acquérir un simple étudiant. A la place de l'anarchie catalane, on vit apparaître un petit corps d'armée opérant avec ensemble et régularité, plié à la discipline et obéissant avec une résignation absolue à tous les ordres qui lui étaient donnés. Cabrera, dès qu'il avait appris que don Carlos avait franchi le Sègre, s'était empressé de lui envoyer deux de ses amis les plus dévoués, pour le prier de pénétrer dans le Maestrazgo ; il promettait de tout fournir, provisions et munitions, et s'engageait lui-même à faciliter, aux environs de Cherta, le passage de l'Ebre, qui se présentait comme une opération difficile. On eut en lui une confiance qui ne fut pas démentie par les faits. Cabrera parvint à déjouer les efforts des deux lieutenants d'Oraa, Nogueras et Borso, qui cherchaient à opérer entre eux une jonction pour empêcher l'armée royale d'aborder sur la rive droite ; il fit transporter par terre de San Carlos de la Rapita un nombre suffisant de barques, arrêta la marche en avant de Nogueras du côté de Mora

del Ebro, tint en respect Borso aux environs mêmes de Cherta, et, aux applaudissements de toute la colonne expéditionnaire, accompagna le prétendant dans la chaloupe qui le transportait sur la rive droite (29 juin).

La réorganisation de son armée, après l'affaire de Rincon del Soto, et la perte de Cantavieja avaient coûté à Cabrera bien moins d'efforts qu'il ne l'aurait cru lui-même : la nouvelle de son retour avait causé dans tout le pays une surexcitation de confiance et d'espoir qui avait donné de suite un nouvel élan à la cause carliste. Pour l'accroître, il avait profité avec habileté de la désunion qui régnait entre les divers lieutenants du commandant en chef de l'armée du Centre ; il avait fait subir à deux d'entre eux, aux lieux dits las Cabrillas et Pla del Pou, des revers qui lui avaient rendu en peu de temps la supériorité morale. Trois mois après son retour de San Miguel d'Almazan, en avril 1837, il dominait déjà presque tout le territoire du royaume de Valence; les libéraux de la capitale n'osaient plus sortir de leurs murailles ; des exécutions sanglantes, ordonnées par Cabrera dans des conditions qui en faisaient toujours ressortir la cruauté et qui étaient de nature à répandre partout la terreur, avaient surexcité les esprits ; les chefs des colonnes libérales, ahuris, inquiets, isolés, laissaient ravager sous leurs yeux et la belle Huerta de Valence, et même celle d'Orihuela, située beaucoup plus au sud. Instruit de cet état de choses, le gouvernement libéral avait cherché à rétablir l'unité de la discipline, en soumettant les généraux divisionnaires à un commandant ferme et energique, et son choix s'était porté sur Marcelino Oraa, le chef d'état-major à l'armée du Nord, qui avait contribué avec Espartero à la levée du siége de Bilbao. Oraa avait pris en main le commandement avec la fermeté qui lui était habituelle ; disposé d'abord à mépriser

son ennemi, il en était venu peu à peu à se persuader que ses ressources pour le réduire étaient bien loin d'être suffisantes. Cabrera, sans se laisser effrayer par les manœuvres de son nouvel adversaire, était parvenu à reprendre possession par surprise de Cantavieja (25 avril); il s'était ensuite emparé de San Mateo, dont il avait démoli les fortifications; puis il avait failli s'approprier un riche convoi destiné à approvisionner Morella, et enfin avait mis pour la quatrième fois le siége devant la cité de Gandesa, qui avait persisté dans sa résistance et ne s'était sauvée que grâce à l'arrivée opportune de Nogueras (fin mai).

Quand l'armée de don Carlos eut opéré sa jonction avec les troupes de Cabrera (29 juin), il n'y avait donc dans tout le levant de la Péninsule aucun corps ennemi en état d'opposer une résistance sérieuse à ces forces combinées; ainsi la situation pour les libéraux devenait plus dangereuse qu'elle n'avait jamais été à aucune autre époque de la guerre. Il fallait à tout prix concentrer en quelques jours une armée presque égale; ce fut la mission que s'imposa Oraa. Sans perdre de temps, il se dirigea sur Teruel, où il trouva la division Iriarte, qui lui avait été envoyée par Espartero; il appela ensuite des bords de l'Ebre Nogueras et Borso en les chargeant tous deux d'observer l'expédition et de la suivre jusqu'aux plaines de Valence, si, comme on s'y attendait, elle tentait de faire une diversion sur cette importante capitale; enfin il réclama le concours de la division Buerens, et lui envoya l'ordre de descendre les rives de l'Ebre par Moya, afin de couvrir la route de Castille.

Don Carlos et Cabrera avaient hésité quelque temps sur le parti qu'ils devaient prendre : ils s'étaient enfin décidés pour la direction du Sud, et par Uldecona, San Mateo, Burriana, Nules, étaient peu à peu descendus jusqu'aux

plaines du Guadalaviar sans trouver d'autre résistance que celle de Castellon de la Plana, qu'ils avaient inutilement sommée de se rendre (8 juillet).

Oraa sut mettre le temps à profit; il avait envoyé par devant la division Iriarte pour occuper la ville de Segorbe; la division Nogueras l'avait déjà rejoint; pour être en état d'agir il ne croyait plus avoir besoin que d'opérer sa jonction avec Borso; quelques mouvements habiles lui permirent d'atteindre ce but, et le 14 juillet, il était déjà en position, à la tête de ces trois corps, de couvrir Valence, tandis que l'armée carliste, maîtresse des montagnes, s'était emparée à Cheste et à Chiva de tous les points dominant la route de Castille. Mais il n'y avait pas un instant à perdre; s'il n'attaquait immédiatement, les carlistes pouvaient par une course rapide prendre les devants, et comme la route était à eux, ils n'avaient qu'à marcher sur la capitale en laissant derrière eux l'armée du Centre. Oraa sentit ce danger, et, quoique inférieur en forces, voulut engager la lutte; il eut le bonheur de surprendre adroitement la division carliste établie à Cheste, et, profitant du premier désordre causé par cette surprise, fit avancer toutes ses lignes, chassa les ennemis de Chiva, les poursuivit sans leur permettre de se mettre en position, et par cette action plus heureuse que sanglante, dans laquelle il put faire 300 prisonniers, reprit possession de cette route, objet de tous ses efforts (14 juillet).

La déroute de Chiva eut un grand effet moral; elle détruisit dans tout le pays la terreur profonde qu'avait causée l'union des forces carlistes, et démontra que cette circonstance ne les rendait pas invincibles. Au point de vue stratégique, en rejetant l'expédition dans les pays montagneux, elle condamna les carlistes à vivre sur leurs approvisionnements, au lieu de les laisser croître et grandir par l'exploitation

de districts riches et fertiles. Comme s'il n'avait aucune opération à tenter en ces graves circonstances, l'état-major de don Carlos, trop divisé pour combiner un plan, passa un mois tout entier à occuper toutes les positions qui autour de Cantavieja avaient été si souvent défendues par les soldats de Cabrera (15 juillet au 15 août). Ce n'est qu'après ce long repos qu'il songea à reprendre la campagne, soit qu'il craignît d'être attaqué par Oraa dans ces parages, soit qu'il crût avoir assez attendu pour laisser à une expédition commandée par Zariategui, qui était récemment sortie des provinces, le temps d'arriver jusque sur Madrid et d'inquiéter aussi la capitale en la menaçant d'un autre côté.

Après une si longue attente, il semble que les libéraux ne pouvaient plus être pris au dépourvu : n'avaient-ils pas eu tout le temps de se concerter et de prendre leurs précautions ? A la grande douleur de la nation, il arriva pourtant que le premier effort des carlistes à leur sortie des défilés de Cantavieja leur fournit un des plus éclatants succès qu'ils eussent encore obtenus pendant toute la guerre ; ils atteignirent non loin de Daroca, aux lieux dits Herrera et Villar de les Navarros, une des plus belles divisions de l'armée du Nord, celle que commandait Buerens, et lui firent éprouver une déroute complète. Cette division flottait indécise, recevant alternativement des ordres d'Espartero et d'Oraa, et ne sachant jamais auquel obéir de ces deux commandants ; son général, plein d'ardeur et de bonne volonté, ne se douta point qu'il avait en présence toutes les forces de l'armée carliste ; il livra la bataille dans des conditions désastreuses et fut sur le point de perdre toute sa division. Au prix des plus grands efforts, son centre et son aile gauche purent s'échapper ; mais l'aide droite, abandonnée à elle-même, ne voulant pas se retirer sans

en avoir reçu l'ordre, s'était formée en carrés pour résister aux agressions de l'ennemi ; après avoir supporté sept charges, elle fut violemment rompue, en partie décimée et en partie faite prisonnière. Les libéraux dans cette triste journée perdirent 90 officiers et près de 2 000 hommes, tués, blessés, et prisonniers : ils abandonnèrent près de 5 000 fusils, leur artillerie, leurs bagages, tandis que le vainqueur comptait à peine une perte de cent hommes, parmi lesquels, il est vrai, se trouvait l'un des principaux factieux, l'Aragonais Quilez (24 août).

Aussitôt qu'il fut informé de ce revers, Oraa, qui campait dans le voisinage, s'empressa d'accourir pour recueillir tous les débris de sa malheureuse division; l'état de ses troupes, fatiguées et dénuées de ressources ne lui permettait point de songer à se venger. D'ailleurs le gouvernement, pour rétablir l'unité de commandement, venait de le placer sous les ordres du commandant en chef de l'armée du Nord, qui, obligé de faire face à divers dangers, ne voulait pas qu'on livrât d'engagement avant son arrivée sur le théâtre de la guerre. Espartero avait depuis longtemps déjà quitté les provinces du Nord, pour courir au secours de Madrid alarmé; préoccupé à la fois et des tendances politiques d'une grande partie de ses officiers et de l'expédition de Zariategui, dont nous aurons à nous occuper, et de la nécessité de pourvoir aux besoins constants et journaliers de ses troupes, il avait jusque-là négligé la poursuite directe de l'armée de don Carlos, dont tout le poids avait exclusivement pesé sur Oraa. A la nouvelle du désastre d'Herrera, il crut de son devoir de courir de suite au-devant de l'ennemi; et abandonnant la capitale, où il était mêlé à toutes les luttes politiques, et où il venait d'être investi du portefeuille de ministre de la guerre, il se hâta de gagner par Jadraque et Siguenza la ville de Daroca, où il se trouvait, le 1er sep-

tembre, en contact avec le corps d'Oraa et les restes de la division Buerens.

Dès qu'ils eurent avis de son approche, les carlistes ne se crurent plus en état de gagner la province de Guadalajara ; ils redescendirent à la Sierra de Albarracin, où Cabrera vint les rejoindre avec un renfort important, laissèrent Espartero descendre jusqu'à Cuenca, s'avançèrent ensuite plus au sud, puis tournant tout à coup à l'ouest, par des marches forcées et rapides, se présentèrent à Tarancon le 10, passèrent le Tage près de Fuentedueña le 11, atteignirent le 12 la côte d'Arganda, et purent ce même jour envoyer leurs cavaliers jusqu'aux portes de la capitale.

Madrid les attendait ; les incursions précédentes de don Basilio et de Gomez, celle beaucoup plus inquiétante de Zariategui, avaient forcé depuis longtemps l'administration à prendre pour sa défense toutes les précautions possibles. Tout ce qu'il y avait dans la capitale d'hommes valides, d'anciens militaires, s'était offert généreusement à prendre les armes : on était décidé à la résistance. La milice nationale, très-unanime, n'était partagée devant ce péril par aucune division ; si l'alarme existait quelque part, c'était peut-être exclusivement dans le palais, où don Carlos ne manquait, du reste, point d'intelligences et de relations.

Il est très-probable que, dans le quartier général carliste, on avait toujours calculé que l'approche seule de l'armée royale suffirait pour déterminer une révolution dans le sens absolutiste. Les faits démontrèrent combien cette espérance était mal fondée ; pas un cri ne se fit entendre en faveur du roi absolu ; il n'y eut que des malédictions contre les fauteurs de la guerre civile.

L'inquiétude, si malgré la haine il y en eut quelque peu, ne dura qu'un instant. Espartero, devancé à Cuenca, arriva

aussitôt sur les talons de l'armée carliste; une fois qu'il la tint aux environs de Madrid, il ne lui laissa plus un moment de répit.

Les généraux les plus intelligents de cette armée auraient voulu qu'on livrât bataille, mais ils ne purent l'obtenir : après les fatigues énormes qu'on avait éprouvées pour gagner la capitale, il semble que toute puissance d'agir avait disparu; les forces humaines avaient été dépassées; des symptômes d'une lassitude extrême se manifestèrent chez les officiers, comme chez les soldats, et, comme toujours, dans ces occasions, l'esprit de discorde prit le dessus sur tous les autres sentiments. Incapable de tenir la campagne en présence d'Espartero, l'armée carliste ne pouvait avoir la prétention de mettre le siége devant Madrid; elle ne portait avec elle que des provisions insuffisantes et se trouvait condamnée à vivre sur le pays. On sentit instinctivement que le grand effort accompli n'aurait aucun résultat; dès lors un grand découragement commença à s'emparer d'elle, et lorsque, le 19 septembre, elle fut attaquée à Aranzueque, son attitude molle et languissante trahit sa faiblesse d'une manière évidente; elle se laissa repousser des positions qu'elle occupait sans les défendre, et commença à se disperser sans combattre. Ce mouvement, une fois inauguré, prit de telles proportions, que deux jours après, à Brihuega, au lieu de 12000 hommes, don Carlos n'en comptait plus autour de lui que 4000. Des divisions entières, celles de Zabala et de Sanz, Cabrera lui-même, avaient quitté le gros des troupes, ne songeant plus à trouver leur salut que dans leur propre initiative. Dans une telle situation, il ne pouvait plus être question que de retourner le plus promptement possible dans les provinces et en Navarre ; l'état-major de don Carlos n'eut plus d'autre préoccupation ; toutefois, pour assurer sa retraite et se défendre contre les poursuites de l'ennemi, il chercha

à se mettre en communication avec Zariategui, et lui envoya l'ordre de rejoindre l'armée royale.

Zariategui s'empressa d'accourir à l'appel qui lui était fait, et éprouva une bien cruelle déception quand il se fut assuré du triste état auquel était réduite la belle expédition partie d'Estella le 15 mai dernier. Lui, au contraire, n'avait fait que prospérer et marcher de succès en succès, depuis le 20 juillet, époque où il avait quitté la province d'Alava à la tête de six bataillons et de deux escadrons; il avait pu repousser sans trop de difficulté le chef de la légion portugaise, das Antas, qui avait cherché à lui barrer le passage; il s'était réuni à un autre chef de colonne, Goiri, qui, après avoir traversé l'Ebre en un point plus élevé, lui avait amené deux autres bataillons et un escadron, puis, à la tête de cette troupe déjà imposante (environ 4500 hommes), il s'était engagé dans les sierras de la province de Burgos, où il avait organisé tous les éléments d'une guerre sérieuse, réduisant les points fortifiés et armant les populations sympathiques à sa cause. Lorsqu'il eut soumis les sierras, il s'était trouvé à l'entrée des plaines de la Vieille-Castille, maître de se précipiter à son gré sur plusieurs capitales de provinces; alors il avait trompé par une feinte habile les officiers qui le poursuivaient, et tandis qu'on le croyait à Peñafiel et Roa, en route pour Valladolid, il s'était tout à coup précipité sur Ségovie, avait obligé cette ville à capituler, et même avait pris possession de l'ancien Alcazar royal, aujourd'hui brûlé, mais cher à tous les cœurs espagnols par les souvenirs qu'il évoque (4 août).

Ségovie n'est pas à plus de 80 kilomètres de Madrid; elle n'en est séparée que par la chaîne de Somo-Sierra; on comprend donc que l'occupation de cette cité par les carlistes produisît plus d'alarme dans la capitale que n'en avait jamais jeté l'approche de don Basilio ou de Gomez (4 août). Le

gouvernement ne se crut en sûreté que quand il eut appelé pour sa défense tous les généraux qui commandaient à des colonnes importantes; il fallut que Mendez-Vigo, Puig-Samper et Aspiroz accourussent de l'Ouest pour fermer toutes les issues de Somo-Sierra et du Guadarrama et couvrir Madrid; cela ne suffit même pas : Espartero fut appelé et dut cesser de poursuivre don Carlos pour accourir, avec son armée, au secours d'une population agitée par la peur.

Zariategui, maître de Ségovie, s'occupa d'abord de la fortifier : il pénétra ensuite dans la résidence royale de la Granja, traversa la montagne et lança ses éclaireurs sur le versant méridional, jusqu'à las Rozas et Torreledones, d'où l'on distingue parfaitement les nombreux clochers de la capitale des Espagnes ; en présence des dispositions prises, il dut pourtant reconnaître son impuissance, et se vit forcé de retourner en arrière pour tenter des entreprises plus faciles (10 août). Il croyait avoir le temps d'envoyer une colonne sur Avila; mais ses adversaires ne le lui permirent pas; informés de la faiblesse numérique de ses troupes, ils se décidèrent enfin à prendre l'offensive. Zariategui, trop isolé, n'osa pas diviser ses forces en laissant à Ségovie un contingent suffisant pour défendre cette place, il se décida, quoiqu'à regret à l'abandonner, et, le 12 août, reprit le chemin de la Sierra de Burgos dans un ordre parfait, sans avoir éprouvé le moindre revers comme prix de son incroyable témérité.

Une fois dans les montagnes, Zariategui recueillit le fruit des sages mesures qu'il avait prises au commencement de son expédition; ses points fortifiés, ses dépôts de malades bien établis, lui permirent de tenir la campagne contre un ennemi beaucoup plus nombreux; il eut des succès, put livrer à Nebreda une action qui fut presque indécise, obligea les places de Burgo et de Lerma à capituler

presque à la vue des troupes libérales cantonnées à Aranda, et se montra enfin tellement supérieur au général qui lui était opposé, que le gouvernement jugea nécesaire d'envoyer contre lui un militaire plus expérimenté, et choisit un homme qui avait déjà marqué au commencement de la guerre civile, le général Lorenzo.

Celui-ci prit le commandement à une époque difficile, et s'établit à Buitrago, non-seulement pour faire face à Zariategui opérant dans la Sierra de Burgos, mais encore pour être en mesure de protéger la capitale en cas d'une apparition inattendue de l'armée de don Carlos. Ses intentions furent promptement démêlées par l'habile chef carliste, qui, par la rapidité de ses mouvements, se montra dans toute cette expédition le digne disciple de Zumalacarreguy ; il vit que, du côté de Madrid, il était désormais tenu en échec ; mais, en revanche, que toute la Vieille-Castille devait être dégarnie de troupes en état de lui tenir tête. Alors, par une manœuvre hardie, il songe à marcher sur Valladolid (13 septembre), et se présente hardiment devant cette capitale. Le capitaine général avait jugé prudent de l'abandonner, mais en même temps avait établi dans le fort San Benito, qui la domine, une garnison de 800 hommes bien approvisionnés, à laquelle il avait donné l'ordre de se défendre jusqu'à la dernière extrémité et de repousser toute capitulation. En même temps il avait écrit au général en chef de l'armée du Nord pour qu'il détachât de suite, des troupes opérant au nord, une colonne assez nombreuse pour qu'à sa tête on pût reprendre possession de la capitale de la Vieille-Castille ; ses instances avaient été prévenues, et déjà le baron de Carondelet était parti à son secours ; dès que son arrivée fut signalée, Zariategui comprit que l'évacuation devenait indispensable ; il se retira dans la Sierra, après une occupation de six jours, qui, du reste, n'avait pas laissé d'être fructueuse

pour l'approvisionnement de ses troupes et le recrutement de l'armée carliste.

C'est au moment où il quittait Valladolid que Zariategui reçut l'ordre d'opérer sa jonction avec l'armée de don Carlos ; cette opération difficile devait être exécutée en présence de Lorenzo, qui allait consacrer tous ses efforts à l'empêcher ; elle réussit cependant. Lorenzo fut arrêté en avant du pont d'Aranda, au moment où il essayait de franchir le Duero pour se placer entre les deux colonnes. Tenu en échec, il ne put s'opposer à leur union et dut assister de l'autre côté du fleuve, qu'il ne pouvait traverser, à la concentration, sous un seul et même commandement, des deux expéditions.

Les troupes de Zariategui, toutes fraîches, très-animées par leurs succès, bien conduites et bien disciplinées, rendirent aux carlistes quelque espérance et ranimèrent leurs illusions alors tout à fait déçues. Après avoir pris quelques jours de repos, il fut décidé que la retraite continuerait ; seulement on se réservait, à la première occasion, d'arrêter la poursuite de l'ennemi par un brusque mouvement en avant. C'est ce qui fut tenté à Retuerta (4 octobre) ; le général Lorenzo se vit tout à coup assailli et compromis par un retour offensif de ceux qu'il poursuivait ; l'arrivée opportune d'Espartero le tira heureusement du mauvais pas où il se trouvait engagé, et termina par un succès réel une journée qui menaçait de se terminer par un revers.

Après Retuerta, la retraite des carlistes, pendant tout le mois d'octobre, ne fut plus qu'une véritable fuite : la cavalerie essaya encore une fois un dernier effort et fut littéralement mise en pièces aux environs de Huerta del Rey ; on dut se diviser en plusieurs corps pour distraire l'attention de l'ennemi. Don Carlos, accompagné de Gonzalez Moreno, prit une direction, tandis que l'infant Sébastian et Zariategui en prenaient une autre.

C'est dans l'état le plus lamentable que les carlistes parvinrent à atteindre les rives de l'Ebre; leur dénûment était extrême; la plupart, vaincus par la fatigue et la faim, ne songeaient plus qu'avec horreur aux misères de la guerre. Pour relever les courages abattus, don Carlos, à peine arrivé (29 octobre), adressa une allocution aux Basques et aux Navarrais dans laquelle il esayait de leur persuader que la trahison était l'unique cause des revers éprouvés et dans laquelle il manifestait hautement son intention de châtier les coupables avec énergie.

Si une enquête intelligente avait été ordonnée au lendemain de cette proclamation, si la conduite de tous ceux qui avaient présidé à la direction de cette expédition avait été jugée, peut-être l'opinion publique aurait-elle su gré à don Carlos de sa proclamation; mais il fut bientôt évident qu'elle était l'œuvre exclusive de l'esprit clérical et fanatique. On vit bannir de la cour les hommes qui s'étaient le plus vaillamment conduits, et la confiance du monarque s'attacher précisément aux plus lâches et aux plus incapables. Dès lors ce ne fut plus qu'un cri dans tout le pays basque et dans la Navarre contre la sottise et l'incapacité de ce prétendant pour lequel jusque-là on avait fait tant de sacrifices.

L'expédition de don Carlos, en même temps qu'elle marque l'époque du plus grand péril qu'ait couru la cause libérale, détermine en même temps le premier râle de l'agonie de la cause carliste. Elle servit à mettre en lumière tous les germes de dissolution que le parti de don Carlos comptait dans son sein.

CHAPITRE II.

LES CORTÈS CONSTITUANTES.

16 août 1836-4 novembre 1837.

Importance donnée à l'étranger au soulèvement de la Granja; le gouvernement français conclut à ce que l'Espagne sorte de la crise avec ses seules ressources. — Réunion des Cortès constituantes; la majorité en est progressiste.—On nomme une commission de constitution; ses travaux. — La constitution de 1837 — Des diverses mesures qui font l'objet principal de l'attention de cette assemblée. — Loi électorale, loi sur la presse, levées, mobilisation de la garde nationale, vente des biens nationaux, dîme, règlement du clergé. — Dispositions financières de Mendizabal. — Première apparition du parti républicain. — Emeutes à Barcelone du 13 janvier et du 4 mai 1837. — Don Ramon Xaudaro. — De l'intervention de l'armée dans les luttes politiques après les événements de la Granja. — Passage de la brigade Narvaez à Madrid. — Sédition de Pozuelo de Aravaca. — Chute du ministère Calatrava (19 août). — Attitude d'Espartero. — Ministère de transition présidé par Bardaji. — Retraite de Pita. — Elections. — Les Cortès constituantes se séparent (4 novembre).

La proclamation de la Constitution de 1812 excita à Paris le mécontentement de tous les partisans du gouvernement de Juillet, sincèrement attachés à la dynastie de Louis-Philippe. C'était, en effet, pour eux une double défaite. D'une part, avec l'arrivée au pouvoir des progressistes espagnols, ils voyaient l'influence anglaise reprendre dans la Péninsule le rôle considérable qu'elle avait déjà joué pendant le ministère Mendizabal; d'autre part, ils avaient à redouter, par la pratique de la Constitution de 1812, le développement des idées démocratiques et républicaines, contre lesquelles ils avaient surtout à lutter en France.

Aussi cette révolution fut-elle, de la part des doctrinaires,

l'objet des plus violentes attaques ; on affecta de ne point parler des mouvements populaires qui s'étaient accomplis sur les différents points de la Péninsule, et de ne voir que la seule sédition militaire de la Granja : il ne fut question dans les feuilles officielles et officieuses que de la mort du général Quésada, et de l'émigration des familles aisées. Il y eut à Paris comme une conjuration ourdie contre l'opinion publique pour ne lui représenter les événements que comme des scènes de désordre et de pillage ; il semblait que les Espagnols n'avaient aucune suite dans leurs idées, et cédaient exclusivement dans leurs agitations à l'indiscipline et au besoin de changement.

C'est à peine, dans la presse parisienne, s'il se trouva quelques hommes de talent pour exposer que, depuis la mort de Ferdinand VII, aucun des différents ministres qui s'étaient succédé au pouvoir ne s'était incliné devant la souveraineté nationale ; que le statut royal n'était qu'un pastiche informe, incapable de servir de base à aucune solution, et que l'Espagne libérale ne pouvait triompher réellement de don Carlos qu'à la condition de se charger elle-même de ses destinées (note A).

Louis-Philippe eut besoin de manifester ses sentiments par un acte sensible, et il demanda au chef de son cabinet de dissoudre tous les corps qui avaient été rassemblés à Pau pour aider les mouvements du général Cordoba. M. Thiers, ministre depuis le 22 février 1836, avait en effet toujours manifesté à la cause de la succession directe en Espagne une sympathie beaucoup plus vive que ses prédécesseurs. Il ne craignait pas de marquer hautement au roi des tendances favorables à une intervention directe dans les affaires de l'Espagne, et il avait transformé le concours, autrefois purement moral, du gouvernement français en une action plus sérieuse, qu'il appelait *la coopération armée*. Il avait

permis qu'on pressât avec activité le recrutement de la légion étrangère sur notre territoire, et on l'avait déjà portée de 6000 hommes à 8000 hommes. Des pourparlers s'étaient établis pour leur donner un chef éminent; il avait été question du maréchal Clausel, du général Bugeaud. Le ministre de la guerre, disait-on, s'en occupait lui-même très-activement, au lieu de laisser agir l'ambassadeur espagnol à Paris. L'intention du roi était de faire obstacle à une politique qui lui était antipathique; il n'avait jamais été partisan de l'intervention; comment la supporterait-il maintenant qu'elle devait avoir lieu au profit des partisans de la Constitution de 1812 ?

M. Thiers aima mieux donner sa démission que de dévier de sa ligne de conduite; il se retira avec ses collègues et céda la place au cabinet dit *du* 6 *septembre* 1836, présidé par M. Molé. Ce cabinet n'eut rien de plus pressé que d'exécuter la volonté du souverain; il ordonna la dissolution de la légion étrangère, suspendit l'envoi de tout renfort à la légion algérienne, et s'appliqua à faire comprendre aux hommes d'Etat de Madrid qu'ils ne devaient pas compter sur l'intervention directe des armées françaises en Espagne, et que le principe de non-intervention serait respecté scrupuleusement par le gouvernement français; il mit enfin le plus grand soin à désabuser publiquement tous ceux qui, en Espagne, bâtissaient encore des espérances imaginaires sur le concours de nos armées, et cette ligne de conduite reçut l'approbation de la majorité des Chambres françaises (janvier 1837).

Les mêmes raisons agissaient tout différemment sur les Anglais. Lord Palmerston se porta garant, vis-à-vis de ceux qui voulaient exagérer la part du désordre, que le mouvement de 1836 s'apaiserait aussi vite que celui de 1835. Il promit, pour sa part, de persister dans le même système

de coopération armée, sur lequel il était naguère d'accord avec M. Thiers; et il autorisa le concours sérieux que fournit la marine britannique au général Espartero pour assurer la levée du siége de Bilbao (décembre 1836).

Néanmoins, pour témoigner qu'il n'entendait pas moins que ses prédécesseurs exécuter le traité de la quadruple alliance, M. Molé promit d'accorder le passage sur le territoire français; il s'engagea à interner les factieux qui se présenteraient en armes à la frontière; enfin, il consentit à interdire de nouveau tout commerce de vivres et d'objets d'habillement entre les départements du Midi et les provinces révoltées; ce qu'il fit en révoquant l'ordonnance du 26 mars 1836 et en rétablissant dans toute sa vigueur celle du 3 juillet 1835, qui avait déjà causé un si grand dommage à l'insurrection carliste.

On comprend facilement combien devait être dissemblable à Madrid l'attitude des deux légations anglaise et française; l'une et l'autre nouèrent des relations suivies avec les chefs des deux partis opposés. Le chargé d'affaires de France, M. Bois-le-Comte[1], affectait de se tenir sur la réserve avec le nouveau ministère, tandis qu'il recevait et visitait toutes les personnes marquantes considérées à Madrid comme dirigeant l'opinion modérée.

Au contraire, M. Villiers, l'ambassadeur anglais, dès le lendemain de la proclamation de la Constitution de 1812, avait établi d'excellents rapports avec les nouveaux ministres et avec les chefs du parti progressiste. On dut en grande partie à son influence, dans le commencement du mois de septembre, la reconstitution du ministère sur de

[1] M. Rayneval était tombé très-gravement malade dans le moment le plus critique, où la reine Christine aurait eu le plus besoin de ses conseils; il mourut le 16 août, à la Granja, et ce fut M. Bois-le-Comte qui représenta réellement le gouvernement français auprès de la reine Christine pendant toute cette crise.

plus fortes bases, par l'adjonction de deux personnages importants : Mendizabal et don Joaquim Maria Lopez. Le premier fut chargé du portefeuille des finances; quant au second, qui jusqu'alors n'était connu que par son talent oratoire, il fut appelé à l'intérieur, Gil de la Cuadra, à qui ce ministère avait d'abord été confié, passant à la marine (11 septembre).

Dès les premiers jours de son avénement, le ministère Calatrava avait fait connaître la ligne de conduite qu'il se proposait de suivre.

Et d'abord, il ne s'était pas considéré comme autorisé à modifier tout le système général de la législation pour l'approprier aux principes de la Constitution proclamée. C'était une tâche qui, suivant lui, incombait aux Cortès. Il avait cru que le premier de ses devoirs était de les convoquer et s'était empressé de le faire dès le 21 août. Seulement, comme, d'après le Code de 1812, les Cortès, soit ordinaires, soit extraordinaires, devaient être convoquées à des époques fixées, qui ne correspondaient point aux circonstances présentes, il avait modifié dans le décret de convocation quelques-unes des conditions du régime électoral établi à Cadix; mais ces modifications n'avaient qu'une très-faible importance.

Ce qui, au contraire, eut une très-haute portée, ce fut la déclaration solennelle, faite par la régente dans un manifeste, que les Cortès convoquées devaient exprimer leur opinion sur la Constitution de Cadix, la réviser ou en établir une nouvelle qui serait conforme aux nécessités de l'Espagne; c'était dire qu'elles étaient *constituantes* dans toute l'acception du terme.

Tout en respectant la souveraineté des représentants élus, le ministère ne pouvait cependant maintenir toutes les lois en vigueur; il lui fallait sur certains points innover,

sous peine de perdre tout le bénéfice de la révolution effectuée et d'attirer sur lui l'hostilité des juntes provinciales. Par exemple, il était obligé de prendre une décision sur la liberté de la presse et sur la milice nationale; il remit donc en vigueur les décrets de 1820, 1821 et 1822; il agit de même à propos des substitutions, des députations provinciales et des municipalités. Les juntes déjà formées devaient s'associer aux députations pour constituer des commissions d'armement et de défense.

La réapparition de Mendizabal au ministère des finances indique suffisamment qu'une nouvelle activité fut imprimée à la vente des biens nationaux; on brisa tous les obstacles qui, sous le ministère Isturitz, avaient entravé l'aliénation des édifices où étaient établies les communautés; même le mobilier qu'ils contenaient fut inventorié. Afin de donner aux opérations militaires une vigoureuse impulsion, un décret, en date du 26 août, avait ordonné une levée immédiate de 50 000 hommes, et la mobilisation de tous les miliciens âgés de dix-huit à quarante ans. Pour le mettre à exécution, on décida un emprunt forcé et remboursable de 200 millions de réaux avec un intérêt de 9 pour 100. On saisit les bénéfices vacants ou appartenant à des membres du clergé déclarés hostiles à la succession directe; un fort escompte fut retenu sur les appointements des fonctionnaires, et une commission fut nommée pour étudier toutes les questions relatives à la dîme et aux prémices.

Si nous ajoutons divers décrets rendus les 16 et 17 septembre sur le séquestre des biens de ceux qui avaient émigré à l'étranger après le mouvement de la Granja, et de ceux qui combattaient dans les rangs des carlistes; sur la distribution entre tous les habitants d'une même commune, et particulièrement entre les *déloyaux,* des taxes qui auraient été imposées par les factieux aux contribua-

bles *loyaux*, nous aurons donné l'ensemble des mesures du ministère Calatrava jusqu'à l'ouverture des Cortès constituantes.

C'est le 24 octobre que les députés, agissant non plus en simples délégués de l'autorité royale, mais en représentants de la souveraineté nationale, se réunirent pour la première fois. Les élections générales avaient sanctionné la révolution, les électeurs ayant eu presque partout à cœur d'envoyer à la Chambre les mêmes hommes qui avaient déjà siégé en 1812 et 1820, ou ceux qui, depuis 1833, s'étaient montrés disposés à marcher sur leurs traces.

L'élément modéré se trouvait dans une très-faible minorité; il n'était représenté que par des hommes nouveaux, comme Castro, ou par des personnages jusque-là secondaires. Les chefs, éloignés pour la plupart du sol natal, étaient restés en dehors de la lutte ou avaient été vaincus au scrutin.

Si les hommes distingués nés à la vie politique dans les derniers temps, les Lopez, les Madoz, les Olozaga, faisaient cause commune avec les anciens promoteurs de la Constitution de 1812, les Arguelles et les Calatrava, le parti progressiste, formant une majorité compacte, pouvait frapper les institutions nationales au coin de ses idées. Le ministère, par la présence de Mendizabal et de Joaquim Maria Lopez, avait donné un gage de son esprit de conciliation; l'entente s'établit donc dès les premières séances.

Il devint bientôt évident que si, dans un sentiment de respect superstitieux pour la Constitution de 1812, quelques fanatiques essayaient d'empêcher la révision, que le ministère avait annoncée par la bouche de la régente dans le discours d'ouverture, ils seraient désavoués par leurs collègues. L'épreuve en fut faite. Un membre ayant exprimé l'idée qu'on ne devait examiner aucune autre Constitution

que celle qui avait été jurée par la nation, l'assemblée exprima son mécontentement et faillit même pousser l'intolérance jusqu'à mettre en cause celui qui avait osé manifester une semblable opinion.

Fermin Caballero, dont nous avons déjà indiqué les relations intimes avec Lopez, Cayetano Cordero, le promoteur de l'insurrection de janvier 1835, sont les seuls membres du parti progressiste qui songèrent dans ces Cortès à maintenir intactes les formules de 1812; quoiqu'ils n'osassent point arborer le drapeau républicain, ils semblaient cependant comprendre que la doctrine constitutionnelle mise en œuvre en Europe par la Charte de 1815 et la révolution de 1830 ne pouvait conduire qu'à amener la suprématie d'une certaine classe de la société.

Quant à la grande majorité progressiste qui constituait la Chambre, sous l'impression des mouvements populaires qui, plus d'une fois, avaient éclaté en faveur de l'absolutisme clérical, elle songeait plutôt à arracher la direction des affaires aux hautes classes pour la remettre aux mains de ce qu'on doit appeler *la moyenne et petite bourgeoisie*. C'est sur cet élément, qu'elle représentait parfaitement, qu'elle voulait s'appuyer, également éloignée et de l'aristocratie, qui avait pactisé avec Ferdinand VII, et des masses populaires, qui manifestaient toutes une inclination marquée, soit vers le carlisme, soit vers les idées républicaines.

Tel est, en réalité, l'esprit qui domine l'œuvre spéciale de ces Cortès, et qui caractérise la Constitution de 1837.

Celle-ci fut achevée au milieu des plus graves difficultés, sous le coup des vives alertes que causa dans la capitale, pendant tout le mois de novembre, l'expédition de Gomez, et sous l'impression d'inquiétude produite par le soulèvement bientôt réprimé d'un bataillon du 4e régiment de la garde nationale de Madrid (29 novembre) et par les rumeurs si-

nistres que propageait la presse monarchique à propos de la tentative d'Alibeau et des manœuvres de la Société des droits de l'homme en France.

Le 13 novembre, les députés avaient affirmé leurs convictions monarchiques en confirmant purement et simplement l'autorité de Christine comme tutrice et régente. La commission qu'ils nommèrent, composée de neuf membres, parmi lesquels on remarqua, comme représentant des anciennes idées, le vieil Arguelles, et comme patron des tendances nouvelles don Salustiano de Olozaga, reçut la mission d'accélérer les travaux et de se préoccuper bien plus de créer des rouages politiques qui pussent fonctionner pratiquement que d'affirmer des principes abstraits devant l'application desquels on était décidé d'avance à reculer.

La commission soumit d'urgence, dès le 17 décembre, à l'Assemblée, les quatre bases principales auxquelles elle s'était arrêtée.

Ces bases étaient les suivantes :

1° La nouvelle constitution ne devait contenir aucune des dispositions correspondantes aux codes ou aux lois organiques.

2° Les Cortès devaient se composer de deux corps législatifs différents entre eux par les qualités permanentes de leurs individus, par la forme de leur nomination et par la durée de leurs fonctions ; mais ni l'un ni l'autre de ces deux corps ne devait être héréditaire ou privilégié.

Leurs facultés devaient être égales ; mais les lois relatives aux contributions et au crédit public devaient être présentées en premier lieu au corps des députés, et si l'autre corps introduisait dans ces lois des modifications que ceux-ci n'admettraient pas, c'est ce qui aurait été définitivement approuvé par les députés qui devrait passer à la sanction royale.

3° Les attributions conférées au roi seraient la sanction des lois, la faculté de convoquer tous les ans les Cortès et de fermer leurs séances, celle de les proroger et de les dissoudre, mais avec l'obligation, dans le dernier cas, d'en convoquer d'autres et de les réunir dans un délai déterminé.

4° Les députés aux Cortès seraient élus directement et seraient indéfiniment rééligibles.

C'était un renversement réel de l'édifice de 1812 : Arguelles et ses amis, trop préoccupés de l'ignorance du peuple, brisaient eux-mêmes les armes qu'ils avaient voulu donner autrefois à la démocratie.

Au lieu d'une assemblée unique, on en créait deux. Quelques précautions étaient prises pour que la seconde chambre ne fût pas une émanation exclusive soit de l'aristocratie, soit de la royauté et représentât réellement les lumières et la tradition ; mais le principe en lui-même tendait à réduire la force de l'élément populaire.

Par le droit de veto et de dissolution, par le privilége de raccourcir à son gré la durée de la session, pourvu qu'il y en eût une annuelle, l'autorité royale retenait une grande partie du pouvoir législatif.

Enfin, la substitution de l'élection directe au système de degrés établi par la Constitution de 1812, facilitait l'organisation d'un cens électoral, et faisait ainsi disparaître le suffrage universel.

On ne peut comprendre la conduite du parti progressiste en cette occasion que par les considérations suivantes : d'une part, la crainte des doctrinaires tout-puissants en France, qui dans leurs journaux et à la chambre des députés à Paris dénaturaient toutes ses intentions et le signalaient à la haine des gouvernements européens ; d'autre part, le désir de faire une charte qui pût être acceptée par les mo-

dérés, malgré leur abstention. Les quatre bases furent adoptées à une grande majorité dans les derniers jours du mois de décembre 1836; les commissaires n'avaient plus qu'un travail de rédaction qui dura au moins deux mois, et la nouvelle Constitution rédigée, réduite à 77 articles au lieu des 383 qui formaient celle de Cadix, fut mise en discussion le 13 mars 1837.

Des débats très-longs firent briller les talents oratoires d'une foule de députés; le projet fut attaqué, au nom des modérés comme limitant l'autorité royale, par Castro, Pizarro, Vila et plusieurs autres; il fut soutenu avec succès par Olozaga, Sancho, Antonio Gonzalez et Arguelles. Le ministre de l'intérieur, don Joaquim Maria Lopez, prit cette étrange situation de défendre comme ministre des idées qu'il n'approuvait pas comme député, et se vit ainsi obligé d'abandonner finalement son portefeuille, pour sortir de cette contradiction (27 mars).

Le préambule était ainsi conçu :

« La volonté de la nation étant de réviser, dans le plein usage de la souveraineté, la constitution politique promulguée à Cadix le 12 mai 1812, les Cortès générales réunies à cet effet décrètent et sanctionnent la suivante constitution de la nation espagnole. »

Les dix premiers articles avaient trait à la qualité d'Espagnols et aux droits individuels résultant de cette qualité; ils consacraient la liberté de la presse, le droit de pétition, la suppression de tous les fueros, la soumission de tous les habitants de la monarchie à une seule et même législation, la garantie absolue de la liberté individuelle, sauf les exceptions prévues par la loi; ils furent adoptés sans de grands débats.

Le onzième, relatif à la religion, était ainsi conçu :

« La nation s'oblige à maintenir le culte et les ministres

de la religion catholique, que professent les Espagnols. » Il souleva de nombreuses objections; d'une part, les ennemis de la tolérance religieuse trouvaient qu'il n'était pas pris de précaution suffisante contre ceux qui voudraient introduire d'autres cultes en Espagne; d'autre part, les défenseurs de la tolérance se plaignaient vivement qu'aucune garantie ne fût accordée à ceux qui appartenaient à une autre religion que la catholique et qui voudraient pratiquer sur le territoire espagnol l'exercice de leur culte. En affectant de donner une grande importance aux déclarations du ministre de la justice que nul ne serait inquiété en matière de religion, les rédacteurs du projet parvinrent à faire adopter leur rédaction. La moindre affirmation dans la constitution eût été cependant une meilleure garantie de leur sincérité, que leur hypocrite langage à la tribune en faveur de la tolérance. N'oublions pas cependant qu'ils voulaient ôter une arme terrible aux promoteurs de la guerre civile qui, pour pousser les campagnards à la lutte, évoquaient sans cesse devant eux les graves périls que courait la religion catholique.

C'est sur l'organisation du sénat que portèrent les plus vifs débats. Il fut décidé d'abord que les sénateurs seraient nommés par le pouvoir royal, mais choisis sur une liste composée de trois noms, liste qui serait dressée par le corps électoral. Sur le point de savoir si la dignité de sénateur serait viagère, Olozaga se sépara de ses collègues de la commission; il ne voulait pas accorder un si grand avantage aux membres de la chambre haute. Ses arguments l'emportèrent à la fin, et il fut décidé qu'à chaque élection générale de députés le tiers du sénat devrait être renouvelé, les individus sortants étant indéfiniment rééligibles. Pour être élu, il fallait avoir atteint l'âge de quarante ans, et posséder les moyens d'existence que déterminerait la loi électorale. Les fils du roi et de l'héritier immédiat de

la couronne étaient de droit sénateurs à vingt-cinq ans.

Les articles relatifs au congrès des députés furent très-facilement adoptés : toutes les difficultés avaient été en effet ajournées à la discussion d'une loi organique sur les élections; ils établissaient seulement qu'il y aurait un député par 50000 âmes, que l'élection serait directe, que l'éligible devrait avoir vingt-cinq ans, être laïque, et réunir toutes les circonstances qu'exigerait la loi électorale; ils soumettaient à un nouveau scrutin tout député qui admettrait pendant la législature une pension ou un emploi salarié du gouvernement.

Afin d'atténuer les attributions concédées dans la base troisième au pouvoir royal, la commission imagina de fixer un délai de trois mois pour la convocation de nouvelles Cortès, au cas où le roi aurait fait usage du droit de dissolution. Elle établit aussi dans l'article 28 que si le roi manquait une année de convoquer les Cortès avant le 1er décembre, celles-ci auraient le droit de se réunir précisément le même jour, le 1er décembre, et que si cette non-convocation avait lieu l'année même où expireraient les pouvoirs des députés qui étaient de trois ans, les élections de droit pourraient commencer le 1er octobre. Malgré l'opposition des modérés, ces deux articles furent insérés dans la constitution.

Chacun des deux corps législatifs avait le droit de former son règlement et de vérifier les pouvoirs de ses membres; mais tandis que la chambre des députés devait choisir elle-même son bureau, on laissait au pouvoir royal le droit de nommer pour chaque législature le président et le vice-président du sénat. Ce ne fut pas l'unique prérogative concédée au congrès; en matière de constitution et de crédit, son vote devait l'emporter sur celui du sénat en cas de partage; on lui réserva encore le droit de recevoir exclusivement du

roi, de son successeur et du régent le serment de garder les constitutions et les lois du royaume ; seul il devait résoudre les doutes de fait ou de droit qui pourraient se présenter dans l'ordre de succession à la couronne et élire la régence.

Les ministres responsables devaient être accusés par le congrès, jugés par le sénat.

Le pouvoir exécutif était entièrement confié au monarque sous ces seules restrictions que, sans y être autorisé par une loi, il ne pourrait ni disposer du territoire espagnol ni ratifier aucun traité d'alliance offensive, aucun traité de commerce, ni accorder un subside à une personne étrangère, ni contracter mariage, ni abdiquer la couronne entre les mains de son successeur immédiat. Isabelle II était solennellement reconnue comme reine des Espagnes.

Un titre spécial, le huitième, avait pour but de fixer toutes les conditions de régence et de tutelle en cas de minorité du roi ; ce qui, dans la situation spéciale où se trouvait l'Espagne, avait une grande importance. Il fut décidé que la minorité du monarque cesserait à quatorze ans. Le régent devait être nommé par les Cortès au cas de vacance du trône. La désignation du tuteur entrait dans les facultés du monarque ; mais elle devait être faite par les Cortès si le roi se trouvait dans l'impossibilité d'exercer lui-même ce droit.

Relativement au pouvoir judiciaire, toutes les créations de la Constitution de 1812 furent respectées : le tribunal suprême chargé de décider en dernier ressort tous les procès ; les cours d'appel ; les tribunaux de première instance composés d'un seul juge ; enfin, l'inamovibilité des magistrats. L'institution du jury fut très-vivement discutée : les uns la réclamèrent avec instance comme le progrès le plus sérieux qu'on pût accomplir ; les autres l'attaquèrent avec la

plus grande vivacité, comme contraire à toutes les mœurs et à toutes les habitudes du pays. Embarrassée devant des opinions si contradictoires, la commission se contenta de présenter un article additionnel ainsi conçu : «Les lois détermineront à quelle époque et de quelle manière devra être établi le jugement par jury pour toute espèce de délits.»

Comme pour le jury, on se contenta, en ce qui concernait les députations provinciales, les municipalités, les contributions et la force armée, de renvoyer aux lois organiques qui seraient finalement discutées. Les principes seuls de la Constitution de Cadix sur ces diverses matières furent inscrits dans le nouveau code.

Restait en dernier lieu à déterminer quelle législation serait appliquée aux colonies; la commission proposa qu'elles fussent régies par des lois spéciales; et, plus préoccupés de la conservation de ce qu'ils avaient encore que de l'application sévère des principes, les députés adoptèrent cet article sans discussion.

D'après ces détails, on voit que, tout au contraire de la Constitution de 1812, celle de 1837, loin d'être une œuvre de science, d'érudition, de principes abstraits et métaphysiques, fut tout simplement une combinaison de compromis et de transaction. Ses auteurs se préoccupèrent surtout de créer une charte qui pût être adoptée par les Espagnols dans un moment critique où la nation était engagée dans une terrible guerre civile. Loin d'abuser du pouvoir que les circonstances leur avaient donné, ils montrèrent qu'ils n'avaient pas dans les principes qu'ils avaient si souvent proclamés une foi vigoureuse. Pour eux, il ne s'est point agi de faire faire un nouveau progrès à la nation qu'ils représentaient; ils ont cherché seulement à assurer et à maintenir les résultats déjà obtenus. En face de la guerre

civile contre laquelle ils avaient à lutter, on ne se sent pas la force de leur adresser de trop vifs reproches; mais comme on conçoit bien que tous ces hommes étaient incapables de diriger longtemps les affaires du pays! comme on voit qu'ils vacillaient sans cesse entre toutes les forces vives de la nation, qu'ils se défiaient réellement du peuple, qu'ils n'avaient aucun plan de gouvernement, qu'ils ne tendaient point franchement à un régime réellement démocratique, et qu'il n'y avait entre leur politique et celle des modérés d'autre différence que celle de vouloir occuper eux-mêmes les fonctions qui étaient tout à l'heure monopolisées par leurs adversaires!

Bien conseillée, la régente Christine se garda de faire la moindre opposition sérieuse à l'œuvre que les Cortès avaient élaborée; elle l'accepta au nom de sa fille; et, dans une forme solennelle, le 18 juin 1837, elle jura d'en exécuter et faire exécuter loyalement toutes les prescriptions.

Le parti modéré l'accepterait-il également? Cette question resta quelque temps soulevée. Plusieurs de ses membres se plaignaient très-vivement de ce que les ecclésiastiques avaient été exclus de la représentation nationale; de ce qu'une date fixe avait été imposée au trône pour la convocation; de ce que l'autorisation des Cortès avait été déclarée obligatoire pour la validité du mariage du monarque. C'étaient là, il est vrai, autant d'atteintes au pouvoir royal, dont ils se posaient en défenseurs dévoués. Mais s'ils avaient été, en effet, vaincus sur tous ces points, les concessions qu'ils avaient obtenues sur les questions principales étaient telles, que la nouvelle Constitution pouvait bien plutôt être considérée comme une transformation du Statut royal que comme une modification de la Charte de 1812. Ces mêmes Cortès, où les progressistes étaient en majorité, devaient se séparer une fois la Constitution votée; de nou-

velles élections auraient lieu ; deux autres Chambres allaient s'emparer du pouvoir législatif. La régente conservait la plénitude de son autorité, et ils savaient que toutes ses préférences, toutes ses inclinations intimes se portaient vers eux ; déjà ses tendances s'étaient manifestées dans le choix de celui qui avait remplacé don Joaquim Maria Lopez, ministre de l'intérieur. Pio Pita Pizarro avait bientôt manifesté dans tous ses actes qu'il inclinait bien plus vers les amis de Toreno et de Martinez que vers les progressistes ; et il avait été instinctivement compris que des élections préparées par lui et faites sous ses auspices amèneraient de tout autres résultats que celles qui avaient eu lieu le lendemain de la révolution de la Granja. Toutes ces considérations décidèrent le parti modéré à accepter la Constitution. Le mot d'ordre fut donné dans ce sens, et les progressistes, désarmés par cette attitude, s'empressèrent de répondre à cette avance par deux décrets datés du 12 juillet ; l'un levait tous les séquestres ordonnés sur les biens de ceux qui avaient émigré après le mouvement de la Granja, et l'autre accordait pleine et entière amnistie à tous les délits politiques commis par ceux qui n'appartenaient pas à la faction rebelle. Isturitz, Martinez, Toreno, Galiano, Miraflorès, Cordoba et tous leurs amis pouvaient désormais rentrer au sein de leurs foyers ; ils n'avaient plus le droit de se dire exilés, et devaient apporter de nouveau leur concours pour le rétablissement de la paix intérieure.

La manière dont avait été résolue la question constitutionnelle, la levée du séquestre sur les biens des émigrés non carlistes, l'amnistie pour tous les coupables de délits politiques commis par ceux qui n'appartenaient pas à la faction rebelle, permettent déjà de se faire une idée assez nette des idées et des sentiments qui animèrent les Cortès de 1836-37. On ne saurait cependant porter sur elles un ju-

gement définitif avant d'avoir analysé les quelques lois organiques qu'elles votèrent et les dispositions qu'elles prirent sur certains points d'une importance capitale.

En matière électorale, leur loi, publiée le 20 juillet, eut le grand tort de rétablir le cens; pour être électeur, il fallait être âgé de vingt-cinq ans, avoir son domicile fixe dans la province où l'on voterait, et justifier soit du payement d'une certaine somme de contributions (2000 réaux), soit de la possession d'une certaine rente (1500 réaux), soit de l'exercice d'une profession libérale ayant exigé certains examens publics, soit enfin du payement d'un certain chiffre de loyer, qui variait suivant les populations (de 400 à 2500 réaux). L'élection était directe et par provinces; en outre des députés effectifs, il y avait aussi des suppléants appelés à les remplacer en certains cas. Aucune autre condition que le choix des électeurs n'était imposée aux députés. Le sénateur devait posséder une rente de 30000 réaux, exercer une fonction qui lui assurait le même revenu, ou payer annuellement pour subside commercial une contribution de 3000 réaux. Les deux fonctions étaient volontaires et gratuites.

La loi sur la presse introduisit en Espagne deux des plus tristes innovations du doctrinarisme français : le cautionnement et le système des éditeurs responsables.

La levée de 50000 hommes et la mobilisation de toutes les milices nationales, qui avaient été décidées par le ministère Calatrava aussitôt après son installation, furent approuvées par ces Cortès.

Dans leur ardent désir de mettre fin à la guerre civile, loin de gêner par aucune entrave ces deux résolutions énergiques, elles s'occupèrent, au contraire, de perfectionner l'organisation et l'instruction de la milice mobilisée et de la milice sédentaire; elles ordonnèrent de fortes réquisitions

de chevaux pour le service de l'armée, et contribuèrent même à donner une vigoureuse impulsion aux commissions d'armement et de défense auxquelles le ministère Calatrava avait donné une existence légale.

Sur ce point essentiel, elles restèrent toujours en communion parfaite d'idées avec la grande masse du pays; elles y furent aussi jusqu'à l'expiration de leur pouvoir pour tout ce qui avait rapport à la vente des propriétés nationales, à la suppression de la dîme et au règlement du clergé.

Le retour de Mendizabal au ministère des finances impliquait nécessairement, comme nous l'avons déjà dit, la reprise avec vigueur de la vente des biens nationaux. Les opérations furent en effet poursuivies avec activité, et un tableau dressé au 1er avril 1837 apprit que 1 587 propriétés taxées à 152 millions avaient été adjugées au prix de 257 millions. C'eût été un excellent résultat, si ce prix si élevé avait dû être payé en numéraire effectif; mais il avait fallu, afin d'activer la spéculation, d'une part, accorder des délais, de l'autre, autoriser le payement en titres contre l'Etat. L'acheteur ne payait comptant que le cinquième, et les 80 pour 100 restant étaient payables en huit années. De plus, il avait droit de remettre à l'Etat un tiers de sa dette en *vales consolidados*, qui devaient être acceptés pour toute leur valeur nominale; le second tiers en titres de la dette à intérêt, acceptés également pour leur valeur nominale, et le dernier tiers, en titres de la dette sans intérêt, acceptés seulement à 50 pour 100. A raison de ces conditions, on pouvait discuter désormais sur le plus ou moins de profit que l'Etat retirerait de cette grande opération; mais, ainsi commencée, elle ne pouvait plus ne pas être menée à terme, il n'était plus possible de rétrocéder.

Aucune voix ne s'éleva dans les Cortès pour empêcher

sur ce point la réalisation du programme de Mendizabal. On l'aida, au contraire, à entreprendre une réforme devant laquelle tous les ministres révolutionnaires s'étaient arrêtés jusqu'alors, et qu'il fallait pourtant bien achever si l'on voulait modifier définitivement le rôle du clergé dans la société. Nous voulons parler de la dîme. Du moment où l'on ordonnait la vente par l'Etat de tous les biens ecclésiastiques, pouvait-on laisser à la disposition du clergé le droit de continuer à récolter cet impôt de 10 pour 100 de tous les revenus de la terre? Du moment où l'Etat prenait à sa charge l'entretien des ministres du culte et celui des établissements de bienfaisance, n'était-ce pas à lui à recouvrer les revenus que depuis un temps immémorial les populations mettaient aux mains du clergé pour être consacrés à ces pieux objets? Après de longues délibérations, l'Assemblée constituante accorda la suppression de la dîme, et déclara propriétés nationales tous les biens du clergé séculier et des fabriques des églises; elle décida que toutes les nécessités du culte seraient couvertes avec le produit d'une contribution spéciale qui pourrait se payer en produits de la terre (24 juin). Cette contribution n'étant pas encore instituée, et à cause des nécessités du Trésor, il fut seulement établi que la dîme serait encore payée durant l'exercice qui devait se terminer le 1er février 1838; la moitié de ses produits devait être affectée au culte, à la rétribution due au clergé, et au payement des créanciers porteurs contre lui de titres réguliers; l'autre moitié était réservée à l'Etat.

La suppression de la dîme entraînait comme conséquence nécessaire la fixation des nouveaux rapports qui devaient exister entre l'Eglise et l'Etat. Les Cortès le comprirent et appliquèrent toute leur autorité à déterminer quelle devait être la nouvelle constitution du clergé régulier et séculier. La loi du 22 juillet, après avoir décidé en principe la sup-

pression des monastères, couvents, colléges et congrégations, établit cependant quelques exceptions pour les missionnaires, les instituteurs (*escolapios*) et les sœurs de charité; elle permit aux religieuses qui voudraient persévérer dans leur genre de vie de se réunir sous la direction d'abbesses de leur choix, mais sous la condition qu'il n'y aurait aucun monastère à moins de douze religieuses, qu'il ne pourrait y avoir dans aucune ville plus d'un couvent du même ordre, et que les religieuses qui auraient abandonné le voile ou l'abandonneraient à l'avenir ne pourraient plus retourner à la vie commune. Plus difficiles à résoudre étaient les questions relatives au clergé séculier; elles arrêtèrent l'attention de l'Assemblée pendant les mois d'août et de septembre et une partie de celui d'octobre. A force d'efforts, de patience, on aboutit enfin à voter la loi qui donnait une nouvelle circonscription aux diocèses et aux paroisses, qui fixait la rétribution de tous les membes du clergé, et qui établissait les rapports des divers ecclésiastiques entre eux, avec le gouvernement et la cour de Rome. Mais cette loi ne reçut pas la sanction royale avant la dissolution des Cortès constituantes; elle ne put donc dans les faits remplir le but auquel elle était destinée.

En matière de finances, tant que Mendizabal occupa le ministère, l'Assemblée se reposa exclusivement sur lui du soin de recueillir les ressources nécessaires. Il avait fallu suspendre le payement des intérêts de la dette extérieure en novembre 1836, et cette triste nouvelle avait été annoncée par la régente dans son discours d'ouverture. Quoiqu'ils eussent autorisé la contribution forcée de 200 millions, qui, sous forme d'avance, avait été imposée par le ministère Calatrava peu après la révolution de la Granja, les députés n'eurent cependant pas la satisfaction de voir reprendre le payement du coupon extérieur en mai 1837; celui de la

dette intérieure, échu en avril 1837, ne fut également point payé. L'expédition de Gomez, le siége de Bilbao, l'expédition de don Carlos troublèrent à tel point tout le mouvement économique et administratif du pays pendant cette période désastreuse, que, s'il avait fallu faire face à cette lourde dépense, il eût fallu négliger les besoins de l'armée et suspendre la répression de la guerre civile.

Quelle que fût la répuguance de Mendizabal à frapper dans sa source le crédit public, il préféra lui porter une sérieuse atteinte plutôt que de faiblir un seul instant dans la lutte, et de mollir au moment même où un seul effort pouvait amener le triomphe de la cause libérale.

Qu'étaient-ce que les produits de l'exemption pour la conscription, la mobilisation et la réquisition, de l'emprunt forcé de 200 millions, du surplus des caisses coloniales, de la vente des biens nationaux, meubles et immeubles, en face d'un budget de dépenses de 1 570 millions, pour lequel les contributions ordinaires, si elles avaient pu se toucher régulièrement ne pouvaient jamais fournir que 800 millions?

Il n'y avait pas à se faire d'illusion ; toutes les opérations reposant sur de nouvelles émissions de dette flottante ne pouvaient plus amener que la ruine ; les ressources étaient insuffisantes; un emprunt était devenu nécessaire. Mais cet emprunt même, comment le négocier, alors que le 5 pour 100, malgré les avantages qui lui avaient été accordés pour la vente des biens nationaux, était descendu à 20 et 22 pour 100; alors surtout que deux coupons de la dette étrangère et un de la dette intérieure étaient impayés?

Il fut d'abord question de demander aux gouvernements français et anglais leur garantie pour l'émission de l'emprunt décrété; mais, dès l'origine des négociations, il fallut, devant la résistance des ministres de Louis-Philippe, perdre toute espérance d'obtenir la garantie de la France.

Les relations de Mendizabal avec les ministres d'Angleterre semblaient devoir rendre plus praticable une combinaison qui avait pour but d'hypothéquer pour un nouvel emprunt les rentes de l'île de Cuba, en chargeant le gouvernement anglais de les percevoir et de les distribuer. Mais là on vit tout à coup surgir une nouvelle difficulté. Lord Palmerston offrit la garantie de son gouvernement, sous la seule condition que les Cortès ratifieraient un traité de commerce qui assurerait la libre entrée en Espagne des produits de l'industrie anglaise.

A cette nouvelle, de très-nombreux intérêts qui jusqu'alors avaient énergiquement soutenu Mendizabal commencèrent à s'alarmer; ils virent en lui un homme trop préoccupé du commerce, trop peu inquiet de développer dans la Péninsule les forces industrielles. La junte de commerce de Barcelone, la commission des fabricants de Catalogne répandirent de nombreux manifestes contre le ministre; elles l'accusèrent de vouloir sacrifier, aux visées ambitieuses de l'Angleterre, l'avenir tout entier du pays, qui n'entendait pas rester éternellement à la merci des producteurs britanniques.

Le gouvernement français, par un sentiment de jalousie contre l'Angleterre, joignit tous ses efforts à ceux des Catalans pour empêcher la signature du traité de commerce, et s'aida auprès de la régente de toute l'influence des intérêts soulevés, afin de l'empêcher de donner son acquiescement à une mesure que l'industrie française aurait naturellement vu réaliser avec un profond dépit. Ses efforts furent couronnés de succès, et le traité de commerce ne fut pas signé; ou s'il fut convenu entre le ministre des finances et le chargé d'affaires anglais, il ne fut point admis par la régente. Les Catalans eurent satisfaction, mais l'argent continua à manquer dans les coffres de l'Etat.

Privé de demander aucune ressource à l'emprunt, Mendizabal se décida à solliciter des Cortès une nouvelle contribution extraordinaire. Il obtint un vote favorable en ce sens l'avant-veille du jour où il devait donner sa démission (16 août). Ainsi il fut autorisé à prélever un vingtième sur le revenu des terres et maisons, et une annualité de subside industriel. C'était une bien faible ressource, mais enfin c'en était une; et le successeur qu'on lui donna, Pio Pita Pizarro, le même qui avait remplacé Lopez au ministère de l'intérieur pendant la discussion de la Constitution, et qui, le 19 juillet, avait été forcé de se retirer à cause de ses tendances trop modérées, ne l'aurait certes pas obtenue.

Le 18 août 1837 est, en effet, une date très-importante dans l'histoire des Cortès que nous étudions. Avant cette date, elles sont en harmonie avec la marche politique des principaux ministres, Calatrava et Mendizabal; au lendemain de ce jour, elles se mettent en opposition avec la régente, qu'elles voient par une pente insensible glisser vers les chefs du parti modéré. Le nouveau ministre des finances, Pio Pita Pizarro, au moyen duquel s'est faite surtout cette transition, qui a préparé les voies pendant son passage au ministère de l'intérieur et qui, remplaçant aujourd'hui Mendizabal, ne cache plus ses vraies aspirations, leur est spécialement antipathique; aussi se gardera-t-il bien de leur rien demander, et se contentera-t-il d'administrer avec les lois existantes, jusqu'au jour prochain où la réunion des nouvelles Assemblées législatives, qui doit avoir lieu le 19 novembre, permettra à la régente d'arborer franchement une nouvelle politique.

La conduite du parti progressiste, alors qu'il avait été maître d'imposer sa volonté, si elle avait été accueillie avec satisfaction par une portion nombreuse du parti modéré, avait mécontenté les plus ardents amis de la Constitution de

1812, ceux qui tendaient au triomphe décisif de la démocratie et à l'établissement du système républicain. Se trouvant sans représentation aux Cortès, ces derniers s'étaient vus tout à coup déçus de toutes les espérances que leur avait fait concevoir le mouvement de la Granja; ils n'avaient pas su modérer leur dépit, et quelques mouvements tentés par eux à Barcelone et à Reuss en janvier et mai 1837, qui n'avaient pas été trop difficilement réprimés, avaient eu pour conséquence de diminuer dans le pays l'influence progressiste et de redonner du prestige à la réaction modérée.

Il importe de s'appesantir un instant sur ces mouvements, parce qu'ils témoignent de l'apparition sur la scène du parti républicain; les insurrections antérieures n'avaient eu jusqu'alors d'autre portée que d'imposer une constitution au monarque régnant; elles respectaient le principe monarchique. Cette fois, au contraire, on eut à signaler des symptômes tout nouveaux; à l'idée de décentralisation qui a toujours été si chère aux Catalans, ou à celle du principe fédératif auquel ils ont toujours été sympathiques, vient s'ajouter une tendance toute nouvelle, celle de remplacer l'autorité royale par un système régulier d'institutions républicaines.

Pour le *Vapeur*, pour le *Sancho Gobernador*, pour le *Guardia nacional*, tous journaux qui se publiaient à Barcelone à la fin de 1836, ainsi que pour les nombreux clubs qui se tenaient dans cette cité, Calatrava et ses amis les éclectiques ne sont que des modérés déguisés, Madrid ne mérite que le nom de *Sodome corrompue*, et la révolution espagnole, loin d'être arrivée à son apogée en 1836, doit être considérée comme n'ayant pas achevé son œuvre, tant qu'elle n'a pas renversé tous les fondements du trône. Ces journaux et ces clubs ne se jugèrent pas assez forts pour essayer par eux-mêmes un mouvement qui enlèverait le pouvoir aux pro-

gressistes, tant que vécut Mina; mais après sa mort en décembre 1836, sentant l'autorité entre les mains d'un général trop âgé et incapable, aidés par une municipalité complaisante, dans laquelle ils comptaient beaucoup d'amis, ils crurent le moment venu et essayèrent un coup de force.

Le 12 janvier 1837, sur un ordre émanant d'un comité directeur, un groupe nombreux vint s'établir à Barcelone sur la place du Théâtre, tandis qu'un détachement de la milice nationale, au nombre de 1 000 à 1 200, principalement formé par des hommes appartenant au 12e bataillon léger dit *de la blouse*, et à celui des chasseurs, se fortifiait dans le couvent de Saint-Augustin.

A la première nouvelle de cette sédition, les autorités se réunirent; on appela sous les armes la milice nationale tout entière, et les personnages les plus importants du parti modéré, se serrant par peur auprès du général Parreño, vinrent au fort de las Atarazanas, le supplier d'accueillir leur coopération, de réprimer énergiquement le désordre, et de substituer sa propre autorité à celle d'une municipalité qui n'était pas seulement progressiste, mais républicaine. Parreño n'osait prendre sur lui de méconnaître l'autorité du premier alcalde don Mariano Borrell; mais celui-ci ayant de lui-même proclamé la loi martiale, le général se décida à prendre en main la répression et à agir avec énergie. Il fit d'abord charger par un escadron de lanciers de la milice nationale les groupes de la place du Théâtre, puis forma avec toutes les troupes qu'il avait sous la main, auxquelles se joignirent des marins anglais, une colonne d'assaut qui fut dirigée contre le couvent de Saint-Augustin. Les insurgés, qui peut-être avaient compté sur une autre attitude de l'alcalde, ne voulurent pas engager la lutte, et rentrèrent dans leurs foyers, sans avoir même songé à se préserver par une capitulation.

Vainqueur sans combat, Pareño, quand il s'agit de rendre le pouvoir à l'autorité civile, se laissa influencer par les conseils du groupe qui, au moment du danger, s'était réuni autour de lui à las Atarazanas; il décida que le bataillon de la blouse et celui des chasseurs seraient désarmés, que tous les prolétaires seraient exclus de la milice, que la municipalité serait dissoute et substituée par une commission administrative nommée par l'autorité supérieure; enfin, que le journal le *Sancho Gobernador* serait supprimé. Parmi ces mesures, qui furent immédiatement exécutées, plusieurs mécontentèrent une grande partie de la population qui, sans vouloir de désordre, était cependant décidée à ne seconder aucune tentative réactionnaire; de là un état de malaise qui devait durer quelques mois; la municipalité dissoute se rendit à Madrid pour se défendre des accusations lancées contre elle, et fit entendre ses plaintes au sein du gouvernement et à la tribune des Cortès. C'est pour faire face à la situation difficile qu'avaient créée à Barcelone, à la suite de cette journée, les prétentions diverses des trois partis hostiles, modéré, progressiste et républicain, que le baron de Meer avait été envoyé; à peine arrivé, il songea à prendre couleur et, mal inspiré, inclina d'une manière évidente vers les plus fougueux réactionnaires de la cité catalane. On avait laissé à sa discrétion le soin de décider si l'état de siége pouvait être levé, si les bataillons soumis pouvaient être réarmés, et s'il convenait de procéder aux élections pour la formation d'une nouvelle municipalité.

Il ne voulut point accueillir les deux dernières dispositions, et consentit à peine, avant de partir pour une expédition contre les carlistes, à modifier les conditions de l'état de siége; cette attitude et la sévérité d'un tribunal militaire réuni dans le couvent de Saint-Augustin pour décider sur

les événements du 12 janvier, amenèrent une nouvelle explosion à Barcelone.

Le 4 mai au matin, une bande nombreuse, composée de bourgeois et de miliciens en armes, s'empara de la place San-Jaime, en barricada toutes les issues, occupa toutes les maisons qui pouvaient y donner accès, et s'y établit enfin comme dans une citadelle. Elle était, disait-on, commandée par don Ramon Xaudaro, dont les opinions étaient tout spécialement odieuses à ceux qui, en luttant contre la fraction modérée, voulaient rester sous la bannière du parti progressiste. Les défenseurs de l'ordre, les autorités, les lanciers de la milice nationale, les marins anglais et les soldats de la garnison se réunirent de leur côté au fort de las Atarazanas, et la ville se trouva de nouveau divisée en deux camps.

Les insurgés ayant mis la plus grande activité à se fortifier, et ayant vu arriver autour d'eux une foule nombreuse, se crurent en état de tenter un mouvement en avant contre le fort où leurs adversaires étaient rassemblés ; une colonne sortant de la place San-Jaime alla, tambour battant et bannière déployée, gagner la Rambla par les rues du Call, de la Boqueria et de Ferdinand VII : arrivée près de la Rambla de Santa-Monica, elle trouva une colonne de troupes fidèles qui la laissa passer au lieu de lui barrer le chemin ; sans être arrêtée par la pensée qu'elle va se mettre entre deux feux, elle continue à marcher en avant, et s'engage imprudemment ; mais quand elle arrive sur la place du Théâtre, elle se voit cernée ; du côté du fort avançait également un gros de soldats et de marins. Le moment décisif était arrivé ; les insurgés ne surent prendre aucune disposition ; une fusillade jeta parmi eux le désordre, celui qui portait le drapeau tomba blessé, ils se dispersèrent, et la cavalerie, par une charge, vint achever leur déroute.

Ce premier insuccès jeta dans l'origine un grand trouble dans l'esprit de ceux qui dirigeaient le mouvement, en même temps qu'il donna confiance aux troupes dans la bonne direction de ceux qui les conduisaient.

Aussi n'y eut-il aucune hésitation dans les mouvements qui furent entrepris de suite pour cerner les rebelles de la place de Saint-Jaime, et pour les forcer dans la citadelle qu'ils s'étaient improvisée. Des canons furent braqués dans toutes les rues qui conduisent à cette place ; toutes les terrasses des maisons furent garnies de soldats ; la journée entière fut occupée de part et d'autre à attaquer et à se défendre.

Cependant la nuit vint sans que la place eût pu être enlevée; le brigadier Puig, qui commandait les troupes, ne voulut pas pendant l'obscurité continuer la lutte, et préféra annoncer son intention de reprendre les opérations le lendemain, tout en faisant savoir aux rebelles qu'ils ne seraient pas inquiétés s'ils voulaient aller s'unir aux forces qui, dans la montagne, luttaient contre les carlistes. Cette manière d'agir produisit les plus heureux résultats; le lendemain matin (5 mai), il n'y avait plus personne dans la place Saint-Jaime; les rebelles n'avaient point voulu quitter la ville désarmés, mais ils s'étaient éparpillés et étaient rentrés à l'intérieur de leurs maisons.

L'insurrection s'étant apaisée sans nouvelle effusion de sang, toute la milice fut appelée sous les drapeaux, et s'empressa d'assurer partout le rétablissement de l'ordre.

Le malheureux Xaudaro fut la seule victime qu'on ne voulût pas épargner; découvert deux jours après dans l'asile où il était caché, il fut conduit aux Atarazanas, sommairement jugé et fusillé dans les vingt-quatre heures de son arrestation. On se contenta d'envoyer au château de Belver, dans l'île Majorque, ceux de ses principaux coopérateurs dont les autorités purent s'emparer.

Si le mouvement républicain eût triomphé à Barcelone, il eût été très-fortement soutenu à Reuss et à Tarragone; dans ces deux villes, il y eut, le 3 mai, une très-grande effervescence, mais le calme s'y rétablit à la première nouvelle de la répression accomplie dans la capitale de la Catalogne : on ne sentit bientôt que trop, dans toute la province, que ces agitations isolées, incapables de produire aucun résultat sérieux, ne servaient qu'à accroître l'importance des modérés, et à faire passer insensiblement le pouvoir entre leurs mains.

Ceux-ci, du reste, ne comptaient pas seulement, pour arriver à reprendre leur suprématie, sur l'élément conservateur; vaincus par l'armée, ils avaient reporté sur elle toute leur attention, et c'est d'elle qu'ils attendaient une action décisive.

Lorsque, après le départ de Cordoba de l'armée du Nord et la soumission de Montès, ils avaient vu placer à la tête des armées du Nord et du Centre le général Espartero et don Evaristo San Miguel, leur première impression avait été de chercher aussitôt à susciter à ces deux chefs un rival capable de diminuer leur influence; leur attention s'était portée sur le brigadier Narvaez, très-brave officier, très-ami de la discipline et connu dans toute l'armée pour sa bravoure, sa rigidité et son dédain de la démocratie. Narvaez avait proposé à Montès, après l'insurrection de la Granja, de courir au secours de la régente; puis il s'était soumis à la Constitution de 1812, lorsqu'elle avait été régulièrement reconnue comme loi de l'Etat. Il était l'homme sur lequel on pouvait compter pour s'opposer utilement aux militaires qui voudraient faire une alliance trop étroite avec le parti progressiste.

Lorsque, pour couvrir Madrid menacée par Gomez, la brigade de Narvaez fut appelée dans la capitale, il y eut de fréquents pourparlers entre cet officier, que des relations

très-intimes unissaient au général Cordoba, et les représentants principaux du parti modéré (3 novembre 1836). Le général Seoane, chargé par la majorité de la Constituante de pourvoir à sa sûreté, redouta un instant qu'il ne voulût tenter une contre-révolution, et essaya de s'opposer au défilé de la brigade devant la régente ; mais il dut se désister de cette exigence devant la promesse que les troupes se mettraient en marche pour l'Estramadure le jour même où elles entreraient dans la capitale.

La régente, dont les préférences étaient bien connues en faveur du parti modéré, affecta dans le moment critique où Madrid eut à redouter l'arrivée de Gomez sous ses murs, de n'avoir confiance qu'en Narvaez ; c'est à sa volonté que cet officier dut d'être chargé du commandement supérieur, en place de Rodil, Rivero et Alaix ; et cette partialité, si ouvertement démontrée en sa faveur, excita contre lui la jalousie d'un très-grand nombre d'officiers, de ceux surtout qui, depuis le commencement de l'expédition de Gomez, étaient acharnés à sa poursuite, et croyaient avoir conquis le droit de terminer l'œuvre difficile à laquelle ils s'étaient voués.

De là l'insubordination que les troupes d'Alaix manifestèrent à Cabra et au Burgo pendant l'expédition de Gomez; de là le refus des soldats de se mettre sous les ordres de Narvaez ; de là les efforts d'Alaix pour ramener à Espartero les corps que celui-ci lui avait confiés sans les laisser passer sous un autre commandement.

Après l'affront qui lui avait été fait, Narvaez ne voulut plus, à son tour, quand Gomez fut rentré dans les provinces, aller se remettre sous les ordres du général Espartero; il préféra conserver la position exceptionnelle qui lui avait été faite, et manifesta au ministre de la guerre son intention arrêtée de quitter l'armée passagèrement, en se fondant sur la nécessité de soigner ses blessures. Le ministre s'informa

de ses intentions secrètes, regarda comme un acte de désobéissance son départ de l'armée, bien qu'il eût l'autorisation de son chef immédiat, et l'interna à Cuença d'abord, à Plasencia ensuite (janvier 1837).

Il était impossible que les germes d'indiscipline semés par l'insurrection de la Granja, par les actes d'insubordination de Cabra et de Burgo, par la jalousie des chefs, ne portassent pas leurs fruits; à la suite des événements qui s'étaient passés, tous les officiers commencèrent à se diviser entre eux; ils se partagèrent en coteries, et on parla hautement dans les camps de la facilité qu'il y aurait à faire triompher telle ou telle fraction politique.

Espartero, qui, tout en affectant de se concentrer dans son rôle militaire, surveillait cependant avec un soin extraordinaire tout ce qui pouvait porter ombrage à son influence dominante, eut le grand tort de ne pas comprimer dans l'origine cette tendance déplorable : comme il n'avait lui-même pactisé encore d'une manière absolue avec aucun parti, il se sentait dégagé de tout lien et n'était peut-être pas fâché que l'armée se décidât à jouer un rôle spécial; c'est par sa voix qu'elle aurait à se faire entendre, et au lieu de se soumettre aux partis, il serait peut-être en état de leur faire la loi.

Quoi qu'il en soit des pensées secrètes d'Espartero, le fait certain est que, pendant tous les premiers six mois de l'année 1837, l'état-major de l'armée du Nord ne cessa d'être agité par une préoccupation constante : un certain nombre d'officiers voulaient venger la pression qui avait été exercée sur le pouvoir royal par l'insurrection de la Granja; ils demandaient le renvoi du ministère Calatrava, attribuaient à la mauvaise volonté des ministres les privations sans nombre auxquelles on était condamné par le mauvais état des finances.

Tant que l'armée se trouva hors de la capitale, les officiers ne songèrent point à imposer leur volonté, mais quand les deux expéditions de Zariategui et don Carlos mirent une seconde fois Madrid en danger, lorsqu'ils virent la royauté et l'Assemblée forcées de demander le salut à leur bravoure et à leur activité, ils eurent la prétention d'obtenir par la seule intimidation le triomphe de leurs aspirations politiques.

De nombreuses démarches furent faites auprès d'Espartero pour qu'il se mît lui-même à la tête du mouvement. Espartero, qui eut à cette occasion de nombreuses conférences avec la régente, vit trop combien on le jugeait nécessaire pour songer un instant à arriver au pouvoir au moyen de l'insurrection; des deux parts on consentait à le prendre pour arbitre, et c'eût été manquer à sa haute position que de se poser en violateur de la discipline. Aussi eut-il bien soin de défendre à ses troupes, pendant leur passage à Madrid, de répondre à aucune des acclamations que pourraient faire entendre les habitants : quand les officiers, qui s'étaient mis d'accord avec les modérés, se furent pénétrés de cette attitude, ils se décidèrent à agir par eux-mêmes, et le 16 août tous ceux qui faisaient partie de la brigade van Halen, sur la nouvelle que l'on allait se mettre en marche pour quitter le village de Pozuelo de Aravaca, où ils étaient installés, déclarèrent qu'ils se refusaient à marcher jusqu'à ce que le ministère eût été changé.

Espartero, quelles qu'eussent été en cette circonstance ses intentions et ses antipathies antérieures, ne pouvait, en général d'armée, supporter la mise en demeure de ses officiers; il ordonna au général de la garde royale, Rivero, et au brigadier van Halen de déclarer à leur état-major que, s'ils voulaient refuser leurs services à l'Etat dans ce moment difficile, ils étaient libres de le faire, et il leur concéda la licence qu'ils demandaient; puis, élevant des sergents au grade de

sous-lieutenants, il promit aux soldats de les conduire au feu en l'absence de leurs officiers.

Devant cette attitude, les officiers retirèrent leur démission et reprirent leur place dans les files, à l'exception de quelques-uns qui s'étaient par trop compromis dans cette tentative de sédition : le mouvement qui avait failli se communiquer aux autres corps fut arrêté court et n'eut pas de suites ; mais par malheur pour l'esprit de discipline en général, il avait eu par ses premiers efforts les conséquences les plus graves.

Le ministère Calatrava, ne trouvant pas que le général en chef se montrât assez sévère vis-à-vis les rebelles, avait donné sa démission, et la régente s'était hâtée de l'accepter (18 août) ; ainsi la force militaire, qui, en se soulevant, avait précédemment amené la proclamation de la Constitution de 1812, venait, un an après, décider de la chute du ministère dans lequel les progressistes plaçaient toute leur confiance.

La régente, tout en voulant profiter de la circonstance pour se délivrer des hommes qui lui étaient le plus antipathiques, et qui lui avaient été imposés à la Granja, ne se sentait pourtant pas assez forte, tant que les Cortès constituantes étaient réunies, pour rappeler auprès d'elle ceux qu'elle voulait favoriser : il fallait gagner du temps jusqu'à l'arrivée d'une nouvelle législature. Elle offrit donc les divers portefeuilles à des hommes de nuances diverses qui, n'ayant pas entre eux de lien sérieux, ne pouvaient former un pouvoir homogène : elle rappela au ministère des finances Pio Pita Pizarro, déjà compromis avec la majorité de la Constituante, mais la présidence du conseil fut conférée au vieux Bardaji, ancien ministre de l'époque constitutionnelle de 1820-23, et le ministère de la marine à don Evaristo San Miguel. Le portefeuille de la guerre fut donné à Espartero, qui devait cumuler ces fonctions avec celles de général en chef, en

même temps qu'il avait à faire face aux graves difficultés résultant du voisinage des deux colonnes ennemies de don Carlos et de Zariategui.

Espartero, à la fois prudent et irrésolu, ne jugea pas le moment encore venu pour lui de jouer un rôle politique; il préféra continuer son rôle de général, et refusa le portefeuille qui lui était confié pour se consacrer exclusivement aux opérations militaires; connaissant le délabrement général des finances, le dénûment des troupes auxquelles on ne pouvait porter aucun soulagement, il aimait mieux continuer à se plaindre de manquer de ressources, que d'être considéré comme la cause de la pénurie universelle.

C'est ce ministère de transition qui eut à faire face au grave péril que courut la ville de Madrid, lorsque don Carlos vint camper sous ses murs; il eut le bonheur que le souvenir de sa malheureuse origine fut bientôt oublié, dans le vif mouvement de patriotisme et d'enthousiasme libéral avec lequel la capitale s'arma tout entière pour repousser l'expédition carliste; mais dès que le péril fut passé, les principaux députés progressistes, amis d'Arguëlles, de Calatrava et de Mendizabal, entreprirent contre lui une guerre acharnée; ils en voulaient surtout à Pita Pizarro, dont ils connaissaient les inclinations modérées; leurs attaques furent si vives, que Pita fut obligé de donner sa démission, quel que fût le désir de la régente de le conserver au ministère (30 septembre).

En acceptant cette démission, la régente ne voulait cependant perdre aucun des avantages qu'elle devait à la sédition de Pozuelo de Aravaca; elle exigea en revanche du ministre de la marine, San Miguel, et de ses collègues à l'intérieur et à la justice, trop engagés avec la majorité constituante, qu'ils se retirassent également, et une nouvelle modification ministérielle, publiée dans les premiers jours

d'octobre, appela au pouvoir, sous la présidence du même Bardaji, des personnages tout nouveaux en politique, dont on n'attendait aucune ligne décisive ; c'étaient, à la marine, Ulloa; aux finances, don Antonio Seijas; à la guerre, Ramonet; à la justice, Mata Vigil, et à l'intérieur, don Rafael Perez, qui remplissait naguère les fonctions de chef politique de Madrid.

Leur mission ne devait pas être de longue durée, car les élections venaient d'avoir lieu pour de nouvelles Cortès (22-24 septembre); on savait déjà qu'elles avaient été faites dans un sens favorable au parti modéré, et la régente n'attendait que le jour de la réunion des prochaines Chambres, fixée depuis longtemps au 19 novembre, pour inaugurer une ligne politique toute différente de celle qu'elle avait dû suivre depuis un an.

Le décret de dissolution fut communiqué aux Cortès le 4 novembre, et immédiatement obéi; il était conçu en des termes qui semblaient devoir faire espérer une certaine pacification dans les esprits. La régente se félicitait « des nombreuses et remarquables preuves de loyauté et d'adhésion que ces Cortès avaient données au trône, à la reine gouvernante et à la nation, dont elles avaient défendu les intérêts avec tant de zèle et de persévérance ».

CHAPITRE III.

LES CORTÈS DE 1838.

Novembre 1837-juin 1839.

La majorité des Cortès est modérée : elle accepte la direction de Martinez et de Toreno. — Programme de Martinez : *Paix, ordre et justice.* — Un nouveau ministère est choisi par la régente sur les indications de Toreno (18 décembre). — Présidence d'Ofalia. — Mon, aux finances; Castro, à la justice. — Le ministère de la guerre est offert à Espartero. — Influence considérable exercée par ce général. —Ses efforts pour rétablir la discipline.—Ne pouvant le gagner à leur cause, les modérés cherchent à diminuer son prestige en lui opposant Narvaez. — Travaux législatifs de la première session. — Le ministère ne peut résoudre les deux questions d'emprunt et d'intervention. — Fermeture des Cortès (17 juillet). — La régente est obligée de choisir entre la démission d'Espartero et celle des ministres. — Elle préfère un changement de cabinet (6 septembre).— Ministère Frias-Walgornera. — Narvaez est appelé à la capitainerie générale de la Vieille-Castille; il vient à Madrid et obtient que son armée de réserve soit élevée à 40 000 hommes. — Protestation d'Espartero. — Essai de coup d'Etat tenté le 28 octobre. — Narvaez donne sa démission. — Emeute du 3 novembre à Madrid. — Alaix prend possession du ministère de la guerre. — La milice nationale de Séville se soulève et appelle à sa tête les généraux Cordoba et Narvaez. — Insuccès de ce mouvement. — Cordoba et Narvaez s'éloignent du territoire espagnol. — Réouverture des Cortès (8 novembre). — Nouveau ministère de Perez de Castro et Arrazola (9 décembre). — Son programme. — La majorité se déclare contre lui; il suspend la deuxième session (9 février). — Efforts pour terminer la guerre civile. — Crise partielle qui amène la retraite de trois membres du cabinet. — La régente signe le décret de dissolution des Cortès (1er juin).

A voir les résultats différents donnés par le corps électoral en 1836 et en 1837, il est impossible de ne pas reconnaître que la nation espagnole, prise en masse, n'obéissait à aucune conviction politique, mais cédait à des instincts, à

des sentiments, à des intérêts qui la faisaient pencher tantôt d'un côté, tantôt d'un autre.

Elle n'était ni modérée ni progressiste; pour asseoir sa souveraineté d'une manière décisive, elle avait envoyé, en 1836, des hommes convaincus et compromis pour la cause de la liberté; par eux une constitution venait d'être votée, par eux la vente des biens nationaux avait été légalisée, et l'organisation civile du clergé sur des bases nouvelles avait été ordonnée.

Dès lors, pour la nation, le but réel de la révolution paraissait atteint; ce qu'elle réclamait désormais, c'était l'ordre, la tranquillité intérieure, et surtout le rétablissement de la paix.

Les hommes du parti modéré sentirent bien, dès 1837, le revirement profond qui se faisait dans les dispositions intimes du pays; ils avaient organisé, sous le nom de *Société de Jovellanos*, une forte association politique qui étendait ses correspondances dans toute la Péninsule; par cette combinaison, ils avaient pu suivre partout une seule et même politique et agir avec ensemble sur tout le territoire. Ils s'étaient arrêtés, pour triompher dans les élections, au programme suivant : maintien de la constitution de 1837, continuation de la vente des biens nationaux, rétablissement de l'ordre, mais surtout effort considérable pour arriver à la paix, même en sollicitant l'intervention étrangère.

La grande masse des électeurs, qui était fatiguée de la lutte et lasse des discordes, adopta ce programme et envoya aux Cortès ceux qui le soutinrent devant elle; on vit donc reparaître tous ceux qui figuraient avant 1836 dans les conseils du gouvernement, Martinez, Toreno, Galiano; mais ces hommes d'Etat avaient pour mission de gouverner sous de nouvelles conditions; l'honneur leur défendait de chercher à reconstituer la plénitude absolue de l'autorité

monarchique, ils devaient gouverner avec les principes et les tendances de la constitution à laquelle ils s'étaient ralliés. S'ils entraient loyalement dans cette voie, s'ils tendaient la main à ceux de leurs adversaires qui avaient les mêmes aspirations, une nouvelle ère de paix, de concorde et d'activité laborieuse pouvait s'ouvrir pour le pays. Mais si le programme défendu devant le corps électoral par les modérés n'était qu'un leurre pour reprendre la position que leur avait fait perdre le mouvement de la Granja; s'ils ne songeaient qu'à flatter chez la régente ses goûts d'autorité absolue, si la substitution à la Constitution de 1837 d'un statut royal octroyé restait leur idéal; si surtout ils ne voyaient dans le pouvoir qu'un moyen exclusif d'assurer les places et les honneurs à ceux qui consentaient à arborer leurs couleurs, la réconciliation définitive des Espagnols allait encore se trouver ajournée pour longtemps ; on pouvait voir en perspective de nouvelles discordes, car les progressistes, ainsi rejetés du pouvoir et des honneurs, en appelleraient à la nation, qui ne tarderait pas à leur donner raison.

Les dispositions du Congrès et du Sénat se traduisirent dès les premières séances ; la présidence de la Chambre des députés fut donnée au marquis de Someruelos ; le président du Sénat fut un ancien collègue de Martinez de la Rosa au ministère ; le programme de *paix, ordre et justice* solennellement proclamé par ce dernier à la tribune fut acclamé par les plus vifs applaudissements ; enfin l'influence de Toreno se manifesta par le choix, en qualité de vice-président, d'un jeune député jusque-là inconnu, dont l'ancien ministre patronnait hautement la science et le mérite, don Alejandro Mon (29-30 novembre).

En face de semblables dispositions, la régente n'hésita plus ; sans oser pourtant appeler directement auprès d'elle les deux hommes qui lui étaient le plus sympathiques,

Martinez et Toreno, lesquels d'ailleurs ne s'entendaient point ensemble et s'excluaient réciproquement, elle se décida à former un ministère exclusivement modéré. Dans l'idée d'être particulièrement agréable aux souverains du Nord, elle appela aux affaires étrangères un ancien ministre de Ferdinand VII, le comte d'Ofalia ; et ce vieillard se laissa séduire par l'idée d'avoir plus tard à effectuer une grande mission diplomatique à Paris pour obtenir cette intervention si désirée ; elle confia les finances à ce nouveau député, Alejandro Mon, que Toreno avait si vivement recommandé à l'estime de ses collègues ; et l'un des coryphées de l'opposition modérée pendant les Cortès constituantes, dont la jeunesse contrastait également avec la maturité d'Ofalia, Castro y Orozco, fut en même temps chargé du portefeuille de grâce et justice (16 décembre).

Tels furent les principaux membres du ministère que la régente choisit elle-même avec soin après la victoire inespérée que les élections venaient d'attribuer au parti modéré ; elle se hâtait ainsi de consacrer dans les faits la révolution parlementaire effectuée par les électeurs eux-mêmes. Calatrava, Olozaga, Madoz, Sancho, San Miguel, Lujan, les principaux chefs du parti progressiste, ceux qui, dans les Constituantes avaient montré tant de déférence à la couronne, quoique ayant obtenu les suffrages de leurs concitoyens, durent bientôt se persuader à eux-mêmes qu'ils n'étaient aucunement sympathiques à la régente : se souvenant moins des services qu'ils avaient rendus, que des entraves mises à l'exercice de son pouvoir, celle-ci ne voulait pas plus leur faire une place dans la direction des affaires, qu'elle ne consentait à en faire une au comte de las Navas et à Caballero, moins conciliants et beaucoup plus constants dans leur effort révolutionnaire.

Il était cependant un côté par lequel la régente n'avait pas

consenti à abdiquer entre les mains du parti modéré; c'est pour tout ce qui dépendait du ministère de la guerre. Une confiance irrésistible la poussait à se reposer sur le général Espartero du soin de mettre un terme à la guerre civile; et comme ce général avait mis jusqu'alors un soin extrême à se tenir en dehors de toutes les factions, comme elle le croyait solidement attaché et à la cause de la succession directe et à ses propres intérêts à elle-même, elle avait insisté auprès des nouveaux ministres pour que tout ce qui avait trait aux affaires militaires lui fût spécialement réservé. En conséquence le portefeuille de la guerre lui avait été offert : peu disposé à se mettre au service d'une faction, alors que l'attention du pays tout entier était fixée sur lui, Espartero hésita quelque temps à savoir s'il devait ou non accepter l'offre qui lui était faite ; il se décida enfin pour la négative, mais en manifestant à la régente l'importance qu'il y avait à ce que le ministre de la guerre se trouvât toujours en parfait accord avec lui.

Dans le moment le plus critique de l'expédition de don Carlos sur Madrid, le gouvernement avait résolu la formation à Jaen d'une armée de réserve composée des bataillons mobilisés de la milice d'Andalousie; armée dont le commandement avait été confié au brigadier Narvaez. Après le triomphe électoral des modérés, la question suivante surgit aussitôt : organiserait-on dans le Midi, sous le prétexte de pacifier les plaines de la Manche, une armée nombreuse capable de faire contre-poids à celle du Nord? Désagrégerait-on la grande force groupée sous la direction exclusive d'Espartero et susceptible, en un moment grave, de lui donner une influence prépondérante?

Il était évident que le commandant en chef des troupes de Navarre et de Biscaye devait se préoccuper vivement de la création de l'armée de réserve, surtout en la voyant aux

ordres d'un général qui avait déjà refusé ouvertement de servir sous ses ordres.

D'ailleurs l'intention de créer un état-major hostile à l'influence libérale de l'armée du Nord était bien justifiée par les faits. Narvaez s'était entouré des officiers les plus compromis dans la sédition de Pozuelo de Aravaca, et de ceux que leurs traditions de famille attachaient le plus à l'ancien régime, les Mazarredo, Pezuela, Concha, Ros de Olano, Quesada, etc.

Aussi ne faut-il pas s'étonner de la défiance avec laquelle Espartero avait vu les efforts du gouvernement en faveur de cette armée de réserve, alors qu'on lui ménageait les subsides et les renforts, et que cependant il avait affaire à la plus forte concentration de troupes.

Quelles que fussent d'ailleurs les proclamations chaleureuses de Narvaez, c'est dans le Nord que s'étaient accomplis les faits de guerre principaux depuis le retour de l'expédition de don Carlos. C'était là qu'Espartero avait rétabli le prestige du commandement militaire par des châtiments rigoureux, dont la sévérité ne trouve d'excuse que dans la violence des crimes qui avaient été commis.

Les mois de juillet, août et septembre 1837 s'étaient signalés par une série de désordres et d'actes d'indiscipline. Le 4 juillet, à Hernani, le régiment écossais de la légion britannique s'était soulevé en réclamant sa solde ; le comte de Mirasol avait été obligé de demander aux habitants de Saint-Sébastien une contribution pour payer les arriérés dus aux étrangers. Mais la vue de ces sommes avait excité la convoitise des nationaux, qui s'étaient mis, eux aussi, à réclamer avec violence. Le comte de Mirasol avait en vain interposé son autorité, sa voix n'avait pas été écoutée ; son aide de camp avait été tué à ses côtés, et trois autres officiers blessés ; lui-même avait dû chercher protection à l'abri

des canons de l'artillerie anglaise. Il avait fallu, pour calmer cette sédition, que le brigadier Léopold O'Donnell, avec un courage et une fermeté froide qui lui assurèrent dès ce jour un grand ascendant, allât se mêler sans armes au groupe des révoltés, s'exposât à toute leur fureur, leur fît entendre raison et les ramenât, soumis et honteux, au sentiment de leurs devoirs.

Le 15 août, à Miranda del Ebro, le général Don Rafael Ceballos Escalera, qui, pendant la marche d'Espartero dans la Nouvelle-Castille au-devant de la colonne de don Carlos, avait été chargé du commandement en chef des troupes restant au nord de l'Ebre, avait été assassiné par ses soldats révoltés. Le général qui lui avait succédé, baron de Carondelet, avait eu la plus grande peine à ressaisir l'autorité sur les troupes, et ne s'était pas senti assez fort pour rechercher et punir les coupables auteurs du meurtre de son prédécesseur.

Le 16 août, à la nouvelle de la mort d'Escalera, une autre sédition avait éclaté à Vittoria : les bataillons de Zurbano et d'Almansa s'étaient soulevés, avaient massacré le gouverneur de la place, un de ses aides de camp et sept des principaux personnages de la ville. Les rebelles, organisés à l'avance, s'étaient emparés de la ville et lui avaient imposé une contribution de 200000 francs (40000 douros). A ce prix la municipalité put reprendre possession de la cité, obtint le départ des deux bataillons, et évita de nouveaux désordres.

Plus tard, le 26 août, deux corps francs, cantonnés dans les environs de Pampelune, s'étaient dirigés sur cette place forte contre l'ordre de leurs chefs, en avaient surpris une des portes par une manœuvre hardie, et s'étaient installés par force à l'hôtel de ville. Les alcaldes, après avoir écouté les réclamations qui leur avaient été présentées par une

commission de sergents, s'étaient résignés à répartir sur la population tout entière une contribution qui devait préserver la ville de tout pillage; mais en même temps ils avaient convoqué la garde nationale et cherché par tous les moyens à empêcher le désordre de prendre de plus grandes proportions. Tous leurs efforts étaient venus se briser contre l'esprit de révolte et d'indiscipline; les soldats, s'abandonnant à la violence de leurs passions, avaient manifesté le plus violent acharnement contre le vieux général Saarsfield, qu'ils accusaient de les avoir maladroitement exposés dans l'expédition sur Hernani, et s'étaient déchaînés en imprécations contre lui.

En vain un officier de la milice essaya-t-il de le sauver; poursuivi dans sa maison d'étage en étage, Saarsfield fut atteint au quatrième, criblé de balles, puis achevé à coups de sabre et de baïonnette; son cadavre, ignominieusement traîné dans la rue, resta livré à la foule pendant plus de deux heures. Le colonel Mendivil, chef d'état-major de la place, et plusieurs autres personnages de la ville avaient été également assassinés dans cette terrible nuit; plusieurs maisons avaient été aussi saccagées, et pendant plus d'un mois Pampelune était restée livrée aux corps francs; le dévouement et le courage d'un petit nombre de patriotes empêchèrent seuls qu'elle ne tombât aux mains des carlistes.

Tant de crimes ne pouvaient rester impunis : la discipline aurait cessé d'exister dans l'armée, si de sévères exemples n'étaient venus faire comprendre aux soldats que devant l'ennemi l'obéissance est le premier devoir qui leur incombe; aussi Espartero, dès son retour sur les bords de l'Ebre, avait-il songé à frapper les imaginations par une série de mesures susceptibles de faire oublier les fautes par la sévérité de la répression.

Arrivé à Miranda le 30 octobre, il avait ordonné que le bataillon provincial de Ségovie, dans les rangs duquel se trouvaient les soldats coupables de la mort d'Escalera, fût immédiatement formé en bataille; entouré par la cavalerie, placé sous le feu d'une nombreuse artillerie chargée à mitraille, ce bataillon avait vu apparaître en tête de sa colonne le général en chef. Espartero avait renvoyé tous ses aides de camp : équipé comme en un jour de lutte, sur son cheval de bataille, l'épée à la main, il avait harangué les soldats coupables avec la chaleureuse passion qu'il mettait dans tous ses actes et qui lui donnait sur l'armée un si grand prestige. Après les avoir fait rougir de leur action, leur avoir rappelé les mérites du général qu'ils avaient tué, il avait terminé en demandant aux soldats de nommer immédiatement les coupables, s'ils ne voulaient être décimés.

A l'instant dix malheureux furent désignés par leurs camarades, et furent immédiatement passés par les armes; la dissolution du bataillon fut ensuite prononcée par le général en chef; tous les soldats qui le composaient furent disséminés entre les divers corps; trente-six furent destinés aux galères; le chef, les officiers et sergents furent honteusement renvoyés à leurs foyers.

Le lendemain, Espartero voulut également que, dans le bataillon de Gerona, le commandant lui amenât chargés de chaînes tous ceux qui avaient participé aux excès d'Hernani, et il envoya aux galères tous les prisonniers qui furent conduits devant lui.

L'affaire de Pampelune était beaucoup plus compliquée; les corps francs, après le meurtre de Saarsfield et de Mendivil, s'étaient laissé séduire par des meneurs habiles qui avaient voulu transformer leur sédition, purement militaire, en une insurrection spéciale pour l'indépendance du royaume de Navarre : un conseil de guerre pouvait seul

examiner les responsabilités et juger en parfaite connaissance de cause. Espartero voulut se rendre lui-même sur les lieux ; il arriva à Pampelune le 10 novembre, convoqua de suite un conseil de guerre, le présida et rendit cinq jours après un verdict définitif qui fut immédiatement exécuté. Par ce verdict le colonel Iriarte, le commandant Bourcart et huit sergents furent fusillés ; tous les autres sergents furent décimés ; ceux que le sort épargna restèrent condamnés à quatre ans de galères. Tous les soldats devaient terminer le temps de leur service dans la garnison de Ceuta.

Il est facile de concevoir l'effet immense qu'avait produit dans toute la Péninsule une répression aussi sévère, poursuivie avec sang-froid et méthode. Elle fut énergiquement blâmée par quelques députés progressistes, imbus de la fausse idée que la liberté est compatible avec le désordre et l'indiscipline ; mais, approuvée par la grande masse du pays, elle accrut dans une énorme proportion le prestige et l'influence d'Espartero ; déjà après Luchana son nom s'était gravé dans tous les cœurs ; lorsqu'il eut préservé Madrid des attaques carlistes, refoulé dans les provinces l'expédition de don Carlos, et rendu à l'armée du Nord la discipline et le respect d'elle-même, il devint le maître réel de la situation, sans avoir même besoin d'occuper le ministère qui lui était offert.

Ne pouvant à cause de lui disposer du portefeuille de la guerre, les chefs du parti modéré le laissèrent jusqu'au 17 janvier 1838 entre les mains du baron del Solar, qui le dirigeait par intérim, puis ils le donnèrent au général Carratala, dont les bonnes relations avec le chef de l'armée du Nord étaient bien connues ; mais les difficultés auxquelles on devait s'attendre ne tardèrent pas à s'élever. Carratala fut obligé de donner sa démission et les modérés reportèrent

alors leur confiance sur don Manuel Latre, qui avait avec eux des liens plus étroits (19 mars).

Le commandant de l'armée de réserve, Narvaez, qui avait contre lui l'animosité d'Espartero, avait senti dès l'origine qu'il ne pouvait guère compter sur l'appui financier du gouvernement pour augmenter ses troupes ; il s'était fait autoriser à s'adresser directement aux députations provinciales et aux municipalités d'Andalousie. On le vit alors, avec un empressement qui eût été des plus louables s'il avait été exclusivement conseillé par le patriotisme, courir dans tout le Sud de ville en ville et presque de bourg en bourg pour obtenir des subsides en hommes et en argent (janvier 1838). A Malaga, à Grenade, à Loja, à Jaen, à Cordoue, à Cadix, à Séville, il trouva l'accueil le plus empressé, et fut bientôt en état d'armer, équiper et soutenir un corps de 1 200 fantassins et 1 000 cavaliers ; la générosité des populations avait été vivement stimulée par une course hardie de don Basilio, descendant des bords de l'Ebre jusqu'aux rives du Xenil. Toutefois l'unique résultat que Narvaez put atteindre, ce fut la formation de deux colonnes, qui opérèrent dans les montagnes de la Sierra Morena pour garantir l'Andalousie contre l'expédition de don Basilio et contre les bandes de Tallada et Palillos. C'est que les cadres lui manquaient et les commandants en chef du Nord, de Catalogne et du Centre n'avaient garde de se dessaisir de leurs meilleurs officiers pour une combinaison qu'ils jugeaient superflue ou du moins exclusivement conçue dans un but de politique intérieure. De Madrid, tant que Carratala fut au ministère de la guerre, Narvaez ne reçut aucun secours, et dut se contenter des subsides que lui fournirent les deux capitaines généraux de Malaga et de Cadix, Palarea et le comte de Cleonard, intéressés à son succès et désireux de le voir triompher de toutes les difficultés ; mais lorsque

Latre arriva au ministère, l'appui devint plus efficace, les subsides furent plus réguliers ; il fut évident qu'une partie du gouvernement commençait à prendre cette armée au sérieux et songeait au besoin à s'appuyer sur elle.

Le plus éminent représentant de l'administration actuelle, celui qui lui donnait le principal caractère, était l'élève de Toreno, don Alejandro Mon. Il n'avait pas manifesté dès l'origine des tendances trop réactionnaires ; aussi s'était-il concilié quelques sympathies même dans les rangs du parti progressiste. Il avait, en effet, repoussé avec énergie la proposition de suspendre la vente des biens nationaux en se fondant sur ce que ces biens étaient affectés au payement de la dette ; c'était, avait-il dit, vouloir faire une véritable loi agraire que de songer à faire de ces biens une nouvelle répartition. Cette seule déclaration avait donné à toute la marche des affaires une grande solidité, en même temps qu'elle avait irrité au suprême degré la partie violente de la faction modérée, qui voulait revenir aux anciennes habitudes de Ferdinand VII. Celle-ci avait obtenu que le ministre Mata Vigil, avant de céder sa place à Castro, refusât la sanction royale à la loi sur le règlement du clergé séculier ; et fière de ce succès, elle pensait déjà qu'il lui serait facile de réaliser tous ses autres désirs.

Mais elle s'était trompée sur les intentions du ministère. Mon, disposé à rétablir l'ordre et la paix, était trop intelligent pour ne pas vouloir faire jouir le trésor public et son pays du grand bienfait du désamortissement des biens nationaux ; il fut inébranlable sur ce point, et même prit l'initiative d'ordonner dans l'île de Cuba la vente de 40 millions de biens de couvents.

De même il s'opposa à l'admission comme député d'un ecclésiastique envoyé par le corps électoral au mépris d'un article de la Constitution.

La majorité des députés consentit à suivre le ministère dans cette direction, d'autant plus que des élections partielles effectuées à Madrid le 17 février étaient venues rendre aux progressistes un peu d'influence par la nomination d'Arguëlles, de Seoane, Cantero et Mendizabal ; mais elle prouva l'existence des sentiments qui la dominaient par la façon dont elle interpréta les incompatibilités que la Constitution avait établies entre les emplois salariés et les fonctions de sénateur et de député : loin de susciter au gouvernement de nouvelles difficultés pour s'attacher les députés par des nominations et des avancements, elle s'appliqua au contraire à renverser toutes les barrières élevées par la loi. C'était indiquer qu'elle entendait bien plutôt être un instrument entre les mains du pouvoir, qu'une autorité réelle agissant avec une volonté bien arrêtée.

Les progressistes avaient beau jeu pour résister devant l'opinion publique aux tentatives d'un parti qui abdiquait ainsi tous les principes de la morale politique ; aussi leur opposition devint-elle assez vive pour empêcher toute réaction bien sérieuse. Les principaux chefs des modérés, en acceptant la Constitution de 1837, s'étaient proposé d'en atténuer toutes les conséquences libérales et démocratiques, en confectionnant des lois organiques favorables aux principes monarchiques et aristocratiques ; ils auraient voulu dès la première session, qui s'ouvrait pour eux avec des chances de bon résultat, inaugurer cette œuvre et à cet effet commencèrent à élaborer un projet sur les municipalités, qui en confiant au pouvoir exécutif le droit de nommer les alcaldes, détruisait dans sa base les derniers vestiges de l'ancien droit municipal espagnol. En même temps ils demandèrent le rétablissement de la dîme. Ces deux prétentions vinrent rendre aux discussions politiques l'animation qu'elles avaient un instant perdue ; les munici-

palités, les députations provinciales firent entendre de graves protestations. Le pouvoir central se vit forcé de mettre en état de siége plusieurs provinces ; il dut abandonner presque partout à l'autorité militaire la direction des affaires. Palarea à Malaga, le comte de Cléonard à Cadix et à Séville, devinrent aussi omnipotents dans leurs provinces que l'étaient Espartero, le baron de Meer et Oraa dans les districts dont ils disputaient par la force la possession aux carlistes.

Une grande partie de la session se passa en discussions sur ces deux points; à la fin, faute de s'entendre, toute décision fut ajournée sur les municipalités. Quant à la dîme, il fut voté qu'elle serait encore perçue pendant une nouvelle année ; que l'Etat pourrait se réserver un tiers de ses produits, mais que les deux autres tiers devraient être consacrés aux dépenses du culte et du clergé, aux établissements de bienfaisance et au payement de pensions aux religieux chassés de leurs cloîtres. C'était une tentative de restauration définitive; elle échoua contre les dispositions des agriculteurs, heureux d'être enfin délivrés de cette contribution. Les populations perdent vite l'habitude de payer les impôts qu'elles détestent; la dîme, dont en 1805 on estimait le produit à près d'un milliard de réaux, produisit avec difficulté 140 millions en 1838 ; le moment approchait où elle allait complétement disparaître.

Une Chambre, vraiment préoccupée de soulager les maux de la patrie, aurait de préférence consacré toute son attention à étudier la triste situation financière du pays, et à examiner tous les détails du budget. Les Cortès se laissèrent intimider par l'état déplorable dans lequel se trouvaient toutes les administrations[1] ; elles ne voulurent pas engager

[1] On devait plus d'un an d'honoraires aux magistrats. Le clergé

de débat public pour ne pas montrer le degré de pénurie extrême auquel le pays était descendu, et se contentèrent d'autoriser le gouvernement à recouvrer les impôts. Elles régularisèrent la contribution extraordinaire votée par les Constituantes avant de se séparer, et donnèrent toute facilité au ministre pour contracter un nouvel emprunt, semblable à celui qui, au commencement de la guerre, avait été si heureusement effectué par Toreno.

Don Alejandro Mon, pendant tout le temps qu'il resta au ministère, consacra la plus grande partie de son activité à des négociations ayant pour but la réalisation d'un emprunt; il crut deux fois atteindre le but, d'abord avec un banquier de Barcelone, M. Safont; puis avec M. Aguado, marquis de las Marismas, qui avait acquis avec les emprunts espagnols une grande fortune dans les dernières années du règne de Ferdinand VII. Les conditions exigées par les capitalistes à un moment où la dette publique valait à peine 18 pour 100 étaient trop onéreuses pour qu'on pût s'entendre : il n'y eut aucun moyen de faire aboutir les négociations.

Le comte O'Falia, au ministère d'Etat, n'était pas plus heureux que son collègue des finances; de même que ce dernier voyait toutes ses propositions repoussées par les financiers étrangers, il n'éprouvait, lui aussi, que des refus dans ses efforts constants pour obtenir l'intervention. Les modérés avaient soutenu devant le corps électoral espagnol que l'unique raison pour laquelle le cabinet de Louis-Philippe s'était refusé à donner suite au plan de coopération

ne touchait que le tiers de sa consignation. Le président du tribunal suprême de grâce et justice, Cano Manuel, avait dû être enterré aux frais de l'État. On n'avait pas trouvé chez lui de quoi subvenir aux frais des funérailles. Les prisonniers mouraient de faim dans les prisons, les malades dans les hôpitaux. On fusillait les criminels condamnés à mort par les tribunaux, parce qu'il n'y avait pas de fonds pour l'exécution des jugements.

formé par M. Thiers, c'était l'insurrection de la Granja, et la prépondérance accordée par le ministère Calatrava à l'influence de la légation britannique; devenus eux-mêmes prépondérants, ils se trouvaient naturellement mis en demeure de décider la France à cette intervention tant désirée. Mais il était évident qu'ils avaient toujours promis sur ce point beaucoup plus qu'ils ne pouvaient tenir : malgré les sollicitations du chargé d'affaires à Paris, malgré les instances de nombreux orateurs à la tribune des Cortès, malgré les plaintes d'une presse passionnée qui, s'adressant au public madrilène, oubliait toujours les intérêts du peuple français, Louis-Philippe et son cabinet se maintenaient dans la ligne politique qu'ils avaient choisie. M. Molé ne craignit pas dans des démonstrations publiques d'affirmer que jamais il ne consentirait à intervenir dans les affaires de la Péninsule; il coupa court ainsi à des démarches trahissant une insistance deja honteuse et dérisoire, que faisaient auprès de lui des hommes d'Etat beaucoup plus préoccupés de leurs intérêts de parti que de l'honneur même du pays qu'ils représentaient.

Se voyant dans l'impossibilité de donner satisfaction aux désirs du parti modéré, et inquiet des manœuvres du parti progressiste, qui, mécontent de la régente, commençait déjà à se détourner d'elle, le ministère mit fin à la première session de la législature (18 juillet); il voulait concentrer toute son attention vers les opérations militaires, la pacification de la Manche et les préparatifs des deux siéges de Morella et d'Estella; mais là encore il devait rencontrer les rivalités politiques.

Le général Espartero, chaque jour plus jaloux de l'importance que les journaux de la capitale donnaient aux opérations de Narvaez dans la Manche, se plaignait auprès de la régente du parti pris conçu contre lui par les ministres : on

laissait, disait-il, son corps d'armée sans ressources; sous prétexte de renforcer l'armée du Centre, on cherchait à lui enlever les moyens d'entreprendre aucune opération; on tentait, à côté de lui, dans les provinces basques, sous la devise de : *Paz et fueros*, de créer une nouvelle bannière qui ne devait servir qu'à accroître le désordre; des dispositions étaient prises par les ministres Mon et Castro pour le remplacer par le général Cordoba; Christine devait choisir entre le maintien à son poste du général en chef de l'armée du Nord ou la séparation définitive des deux ministres Mon et Castro.

Ces observations excitèrent à Madrid les plus vives alarmes dans le camp modéré. Mon essaya de capter la bienveillance de la régente en s'engageant à payer par à-compte mensuels tous les arriérés dus à la maison royale, ce qui devait être spécialement agréable à une princesse dont la cupidité commençait à devenir proverbiale en Espagne. Isturitz, consulté, opina pour que le commandement fût enlevé à Espartero; mais Martinez de la Rosa ayant été d'avis qu'il valait mieux temporiser avec lui, la régente conclut à ce que le ministère céderait sur tous les points secondaires, et à ce qu'on demanderait au commandant en chef de l'armée du Nord de ne pas insister sur la séparation de Mon et de Castro.

Peut-être serait-on arrivé à un accommodement, sans l'amour-propre et l'ambition de Narvaez, qui, se voyant directement en cause, entreprit d'organiser un contre-poids suffisant à l'influence prépondérante d'Espartero. Il menaça le gouvernement de sa démission, s'il cédait à l'illégale pression qu'un chef d'armée cherchait à exercer sur lui, et il écrivit au baron de Meer, à Palaréa, Oraa et Cléonard, pour chercher à les entraîner dans son orbite. Dès lors Espartero, instruit de ce fait, n'hésita plus; il envoya sa démission.

Les Madrilènes, qui comptaient déjà exclusivement sur lui pour mettre un terme à la guerre civile, apprirent avec douleur un tel événement; ils s'émurent d'autant plus que les nouvelles les plus graves circulaient à ce même moment sur un grand désastre, éprouvé au siége de Morella par l'armée du Centre; des groupes nombreux se formèrent à Madrid dans la nuit du 29 août; on cria : *A bas le ministère!* Les ministres se décidèrent à présenter leur démission : elle fut acceptée par la régente, et les divers portefeuilles furent confiés à de nouveaux personnages (6 septembre 1838).

Le duc de Frias, très-connu dans la capitale par le rôle de Mécène et d'ami des arts qu'il aimait à remplir, mais trop distrait, trop occupé des détails de la vie élégante pour faire un homme d'Etat sérieux, fut chargé de remplacer le comte d'Ofalia à la présidence du conseil et au ministère des affaires étrangères. Ruiz de la Véga, ancien révolutionnaire, rallié au parti conservateur, réputé jurisconsulte habile, succéda à Castro. Les finances et l'intérieur furent confiés à deux personnages de la haute administration, les marquis de Montevirgen et de Vallgornera. Le général Aldama fut appelé au poste le plus difficile, celui de ministre de la guerre; mais comme on ignorait quel accueil serait fait à cette nomination par le puissant général de l'armée du Nord, sa nomination était purement provisoire : il n'était choisi que par intérim.

Aucun de ces personnages ne pouvait avoir la prétention de déterminer une ligne politique; c'étaient plutôt des hommes du monde que des hommes de parti; c'étaient en réalité de simples administrateurs chargés de diriger l'Etat jusqu'au triomphe décisif d'une influence supérieure.

Ils jouaient aux yeux du pays le rôle de tiers arbitres entre les prétentions respectives des deux chefs de l'armée du

Nord et de réserve. Espartero, maintenu dans son commandement, fut chargé de préserver les deux Castilles des incursions qu'elles avaient à craindre de la part de Cabrera, tout enflé du succès qu'il venait d'obtenir ; quant à Narvaez, il reçut la mission de continuer dans la province de Tolède l'œuvre de pacification qu'il venait d'accomplir dans la Manche.

Mais de nouveaux désastres arrivés en Navarre, l'apparition de bandes dans les environs de Valladolid, de Burgos et de Soria, exigèrent bientôt après la translation dans les Castilles de la plus grande partie de l'armée de réserve. Ordre fut donc donné à Narvaez de céder à Nogueras le commandement de la Manche, et de se transporter à Valladolid pour remplir les fonctions de capitaine général de la Vieille-Castille.

Ce n'était pas une dissolution, mais une dispersion sur un territoire plus étendu de l'armée de réserve. Narvaez se crut tout à fait sacrifié à son rival, et, dans l'espérance de faire revenir le gouvernement sur cette décision, il se hâta de remettre à Nogueras le gouvernement de la Manche et d'arriver à Madrid (8 octobre).

Sa présence dans cette capitale, celle d'une certaine quantité de troupes qu'il avait amenées avec lui, rendirent à ses amis de l'élan et au parti modéré un certain aplomb. Les Cortès furent convoquées pour le 8 novembre : la régente fit défiler devant son balcon les troupes nouvellement arrivées (17 octobre), et l'heureux général fut autorisé à soumettre au gouvernement un plan d'après lequel, au moyen d'une nouvelle levée et d'une réquisition de 6000 chevaux, l'armée de réserve devait être élevée au chiffre de 40000 hommes, et les deux capitaines généraux d'Andalousie placés sous les ordres de son genéral en chef. Un nouveau ministre de la guerre, le brigadier Hubert, occupant provisoirement le portefeuille de la guerre, qui, aban-

donné par Aldama, venait d'être donné en toute propriété au général Alaix, le bras droit d'Espartero, eut la faiblesse d'approuver ce plan, contre lequel devaient protester les armées du Nord, du Centre et de Catalogne (23 octobre).

Les amis d'Espartero et les progressistes, dès qu'ils eurent connaissance de ce nouveau décret, comprirent qu'ils devaient faire cause commune dans ce grave moment, s'ils ne voulaient être relégués au second plan par les ambitieux groupés autour de Narvaez. Des pourparlers s'établirent alors entre les chefs de la milice nationale et les hommes qui avaient le plus la confiance du commandant en chef de l'armée du Nord. Tandis que celui-ci s'empressait, dans un document public adressé, le 31 octobre, du quartier général de Logroño à la régente, de protester contre l'accroissement considérable donné à l'armée de réserve par le décret du 23 octobre, les autres se mettaient en mesure de résister à toutes les tentatives à main armée qui pourraient être tentées sur la capitale. Bien leur en prit de se mettre ainsi sur la défensive; en effet, le 28 octobre, sur l'indication du ministre de l'intérieur qu'une échauffourée se préparait à Madrid, Narvaez fit approcher toute sa division des murs d'enceinte qui entourent la cité dans toute son étendue, occupa toutes les portes, et parut vouloir prendre les dispositions nécessaires pour assurer son autorité de vive force. Il avait agi d'accord avec le ministre de la guerre, mais sans l'autorisation de don Antonio Quiroga, capitaine général de la Nouvelle-Castille, qui était contraire à toutes ses prétentions, et aux ordres de qui la milice nationale était prête à marcher.

Quiroga se plaignit vivement dans un manifeste de l'isolement dans lequel il avait été laissé par le ministre et le commandant en chef de l'armée de réserve; ses déclarations éveillèrent l'attention publique; il devint évident que l'é-

chauffourée, si elle avait eu lieu, eût été l'œuvre de quelques-uns des ministres aspirant à une politique toute modérée, alors que les autres voulaient se maintenir dans l'expectative et l'inertie. Narvaez, voyant ses trames dévoilées, se décida à abandonner la capitale, et, avec l'idée sans doute de trouver en Andalousie un terrain mieux préparé, il présenta sa démission de capitaine général de la Vieille-Castille, et partit en toute hâte pour Loja, son lieu de naissance, où il résidait d'habitude (2 novembre).

Cet abandon de leur chef ne désespéra point quelques-uns de ceux qui avaient le plus vif intérêt à l'émeute; il fallait qu'elle eût lieu. Le 3 novembre il y eut donc à Madrid une certaine agitation; des groupes dans les rues, des cris, du désordre; il suffit de réunir la garde nationale pour rétablir le calme. Les esprits s'apaisèrent tout à fait quand on sut que le capitaine général Quiroga retirait sa démission, que le ministre provisoire, brigadier Hubert, avait au contraire présenté la sienne, et que le portefeuille de la guerre était désormais confié au fidèle lieutenant d'Espartero, qu'on savait le plus sincèrement dévoué à son œuvre, et le plus acharné ennemi de Narvaez, au général Alaix.

Pour détourner de ses propres manœuvres l'attention populaire, le gouvernement mit à exécution un décret rigoureux, ordonnant l'expulsion de Madrid des femmes et enfants de toutes les personnes au service de don Carlos : toute correspondance avec ces personnes était interdite sous peine de la vie ; ceux qui leur enverraient un secours quelconque devaient être jugés et punis par un conseil de guerre.

Le ministère parvint, en effet, par ce triste moyen à éviter que la fureur populaire ne s'acharnât après lui ; mais dès que les Cortès furent réunies (8 novembre), il dut aussi reconnaître son incapacité absolue pour résister aux doubles

attaques qu'il avait à subir et de toute l'opposition progressiste, et d'une partie très-notable de la fraction modérée. Cette dernière était spécialement surexcitée contre lui par suite d'événements accomplis à Séville, qui avaient amené l'exil des deux généraux sur lesquels elle comptait le plus, Cordoba et Narvaez.

Quelque temps après l'époque où Narvaez avait donné sa démission de capitaine général de la Vieille-Castille, la milice nationale de Séville était entrée en lutte avec le capitaine général de Cadix, sous l'autorité duquel elle était placée; sous le prétexte qu'on songeait à la désarmer, elle avait forcé les deux chefs politique et militaire à résigner leurs fonctions, et avait cherché à organiser une junte centrale, dont elle avait donné la présidence à Cordoba, la vice-présidence à Narvaez. Dans l'espérance de faire tourner le mouvement dans un sens favorable à leurs menées particulières, ces deux officiers supérieurs eurent la faiblesse de se rendre au premier appel de la milice de Séville; mais quand ils voulurent donner un caractère spécial à l'insurrection, il se trouva que les éléments les plus sérieux sur lesquels ils comptaient s'appuyer étaient précisément ceux qui étaient le plus hostiles à leurs tendances politiques, et pouvaient le moins consentir à la réaction qu'ils voulaient tenter. Au nombre des principaux chefs de la milice se trouvait un avocat célèbre, don Manuel Cortina, dont les idées libérales et avancées n'avaient certes rien de commun avec les tendances surannées du général Cordoba. De là une impossibilité de s'entendre, une absence de programme, et enfin un découragement général qui amenèrent une soumission volontaire et un prompt rétablissement de l'autorité du comte de Cleonard (10-23 novembre). Avec tout autre ministre de la guerre, l'intervention dans ce soulèvement des deux généraux Cordoba et Narvaez, qui, d'ailleurs,

avait eu pour résultat réel d'empêcher tout désordre matériel, fût restée impunie; mais l'ami d'Espartero trouvait là une trop belle occasion de se délivrer des deux rivaux qui gênaient le plus le commandant en chef de l'armée du Nord, pour ne pas la saisir avec avidité. Ordre leur fut envoyé d'avoir à se mettre, en Andalousie, à la disposition du capitaine général, en même temps qu'au comte de Cleonard, d'avoir immédiatement à instruire leur procès. Cordoba et Narvaez n'eurent que le temps de s'enfuir à l'étranger, et envoyèrent la démission de tous leurs grades, honneurs et dignités.

Peu après, Alaix dissémina tous les anciens corps de l'armée de réserve, révoqua le décret qui en élevait l'effectif à 40000 hommes, et supprima en même temps la junte supérieure de guerre, coupable de l'avoir approuvé.

On conçoit combien ces événements, qui enlevaient aux modérés les deux épées sur lesquelles ils avaient voulu s'appuyer, avaient dû leur être sensibles; ils ne pouvaient pardonner aux hommes d'État sous la direction desquels ils éprouvaient un tel échec. Aussi vit-on la majorité de la Chambre s'associer à un vote par lequel l'opposition cherchait à établir que le ministère actuel était incapable de mettre fin à la guerre civile et d'assurer le bonheur de la nation; cent vingt-sept députés de nuances très-diverses se mirent d'accord pour porter ce verdict, auquel douze voix seulement essayèrent de s'opposer. Devant une semblable manifestation, les ministres se retirèrent; la régente, indécise sur les nouveaux choix qu'il lui convenait de faire, crut devoir réunir autour d'elle ceux de ses anciens présidents de conseil qui se trouvaient à Madrid. Dans cette réunion prévalut l'idée d'Isturitz, qu'aucune des deux grandes fractions actives du parti libéral n'était actuellement en état de prendre actuellement le pouvoir, et qu'il fallait former un

ministère de coalition, puisant ses forces également dans l'une et dans l'autre. On essaya sous cette donnée de constituer un cabinet, mais les difficultés entre les personnes empêchèrent pendant plusieurs jours les négociations de réussir. Enfin, en gardant à la guerre Alaix, en nommant Chacon à la marine, la régente fit tomber ses autres choix sur des hommes du parti modéré, qui ne s'étaient point compromis par des tendances trop réactionnaires : elle appela aux affaires étrangères le vieux Perez de Castro, actuellement ambassadeur à Lisbonne; aux finances Pita, et à la justice un homme de beaucoup de talent, Arrazola, professeur de droit à l'université de Valladolid, appelé comme Mon à la vice-présidence du congrès dès les premières séances, et considéré à ce titre comme le représentant le plus sincère des idées de la majorité.

Arrazola, qui devint bientôt le personnage le plus influent de cette combinaison, était un homme capable de se fixer un programme et de le développer; il comprenait que le trône en se décidant, comme il l'avait fait, pour les modérés, avait compromis ses propres destinées; aussi affecta-t-il de promettre qu'il gouvernerait sans l'appui exclusif d'aucun des deux partis, et en faisant justice aux deux. Mais il avait aussi la ferme intention de faire voter par les assemblées dociles toutes les lois organiques dont les modérés désiraient l'établissement, et il comptait se consacrer assidûment à cette tâche, en même temps qu'il chercherait à enrayer l'influence d'Espartero, qui devenait chaque jour plus absorbante.

Ses tentatives pour créer un parti intermédiaire entre les modérés et les exaltés pouvaient réussir tant que les esprits n'en viendraient pas à se partager sur un point fondamental, mais elles devaient irrémédiablement échouer le jour où les partisans de la monarchie absolue et les défenseurs de la

souveraineté nationale auraient à débattre une question vitale. En tout cas, elles eurent une conséquence excellente, celle de faire comprendre momentanément à la nation qu'il lui fallait avant tout s'occuper de la conclusion de la guerre.

Arrazola était très-pénétré de cette idée; il sut la faire partager à ses collègues, et le cabinet tout entier, agissant avec ardeur dans cette direction, eut le mérite de préparer une trêve de partis assez longue pour laisser à la convention de Vergara le temps de se signer.

Ce grand fait, qui allait amener la fin de la lutte carliste et que nous avons à raconter avec détail, domine de toute sa hauteur les autres événements qui se passèrent durant le ministère Arrazola; mais ceux-ci acquièrent de leur côté une importance sérieuse, si l'on songe qu'ils doivent être considérés comme le prélude réel de la révolution de septembre qui marque l'année 1840.

Arrazola, en voulant s'appuyer dans les Chambres sur les deux centres droit et gauche, devait nécessairement mécontenter les extrêmes; il eut aussi à subir les plus violentes attaques aussi bien des modérés que des progressistes ardents. Il n'était pas une des mesures de son cabinet qui ne fût l'objet des reproches les plus passionnés; la séparation de Palaréa et de Cleonard était un gage donné aux progressistes. Pourquoi s'opposait-il à la discussion de la loi sur les municipalités? Pourquoi retirait-il les principaux articles de cette loi? Le caractère espagnol convient peu aux coalitions de juste milieu, il préfère les affirmations précises, et surtout à cette époque les esprits étaient trop agités pour céder aux seuls conseils de la raison et de l'intérêt bien entendu. Malgré les efforts du cabinet, efforts que personne ne pouvait nier, et que les Chambres secondèrent en votant une levée de 40 000 hommes et une réquisition

de 6000 chevaux, les extrêmes dominèrent les centres, et les ministres trouvèrent en face d'eux, au Congrès comme au Sénat, une opposition compacte.

Ils avaient demandé l'autorisation nécessaire pour recouvrer les impôts; on leur fit comprendre qu'elle leur serait refusée; dès lors ils n'hésitèrent plus à suspendre la deuxième session des Cortès, mesure qui présageait pour tout le monde une prochaine dissolution. L'opinion publique n'accueillit pas trop mal cette décision; les progressistes désiraient vivement faire un nouvel appel au corps électoral; et les modérés avaient eu trop à se plaindre de la mauvaise composition de leur majorité. Enfin, le quartier général de l'armée du Nord se voyait avec joie débarrassé de la Chambre qui lui avait suscité une si dangereuse rivalité (9 février 1839).

Le cabinet Arrazola se trouva donc de l'aveu général maître de la situation dès le mois de mars 1839; il en profita pour donner une très-forte impulsion à toutes les affaires militaires par l'initiative du ministre de la guerre, dont nous avons indiqué plus d'une fois les étroites relations avec Espartero. Et comme il ne voulait se mettre en hostilité avec aucun des deux partis, comme il faisait dépendre son avenir de la coopération de l'un et de l'autre, le cabinet trouva le pays assez docile à son impulsion, grâce au succès des affaires de Navarre.

Les seules difficultés de cette période naquirent dans le sein même du cabinet; le ministre des finances, Pita, ne sut pas se maintenir en bon accord avec le commandant de l'armée du Nord. Trois ministres donnèrent leur démission à la suite d'une crise (18 mai). Alaix et Arrazola se chargèrent par intérim des deux portefeuilles de l'intérieur et de la marine et donnèrent les finances à une personne complétement à leur dévotion. Assez forts désormais pour af-

fronter la dissolution, ils présentèrent le décret qui l'ordonnait à la signature de la régente le 1er juin.

Ce décret, aussitôt signé, remplit de joie les progressistes, qui s'apprêtèrent avec ardeur à la lutte électorale, et attrista les modérés, persuadés que le courant général des esprits leur était contraire, malgré la volonté de Christine et la présence au ministère de quelques-uns des leurs.

CHAPITRE IV.

APOSTOLIQUES ET TRANSACTIONNISTES.

Octobre 1837-février 1839.

Etat du parti carliste à la fin d'octobre 1837 après le retour de don Carlos de sa grande expédition. — L'influence des apostoliques devient prépondérante. — Luttes soutenues par Uranga dans les provinces basques et en Navarre pendant l'absence du prétendant. — Le maréchal de camp Urbiztondo essaye d'organiser les bandes en Catalogne. — Une junte catalane s'établit à Berga après la prise de cette ville par les carlistes. — Cabrera dans le Maeztrazgo menace Lucena et Morella. — Deux nouvelles expéditions sous la direction de don Basilio Garcia et du comte de Negri sortent des provinces pour l'intérieur de la Péninsule. — Insuccès de Guergué à Peña-Cerrada. — Le commandement en chef des troupes carlistes dans les provinces basques et en Navarre est confié au général Maroto. — Mécontentement des apostoliques menacés dans leur influence par le prestige du nouveau commandant; leurs conspirations. — Quatre des principaux conjurés sont fusillés à Estella. — Maroto, d'abord déclaré traître par don Carlos, parvient à lui imposer sa volonté et exige un changement de ministère et le bannissement de ses adversaires.

Pendant la difficile retraite des bords du Duero jusqu'aux rives de l'Ebre, l'expédition royale avait été divisée en deux corps dont l'un était commandé directement par le roi et sous ses ordres par Gonzalez Moreno, tandis que l'autre marchait sous le commandement de l'infant don Sebastian, aidé de Zariategui et d'Elio.

Dans une journée de péril, un ordre envoyé par le roi à l'infant, d'après lequel le second corps devait se réunir au premier, ne put être exécuté par suite d'une manœuvre de l'ennemi. Les courtisans qui entouraient don Carlos s'empressèrent aussitôt de saisir cette occasion pour soutenir

qu'autour de l'infant s'était organisée une fraction décidée à agir pour ses propres intérêts sans tenir aucun compte de ceux du prétendant ; que Zariategui, Elio, de même que Villaréal et la Torre déjà soupçonnés, tous les meilleurs officiers en un mot, appartenaient plus ou moins à cette fraction ; que le refus de se joindre au corps commandé par le roi n'avait eu d'autre but que de l'abandonner dans une situation critique, et que si l'on ne mettait un obstacle à ces dangereuses intrigues, on serait bientôt soumis à la volonté de ceux qui parlaient hautement de transiger avec le pouvoir établi à Madrid.

Sous le coup du désastre qu'il venait d'éprouver, don Carlos avait perdu toute espèce d'initiative et de sain jugement ; éloigné par les circonstances des seuls hommes qui donnaient à sa cause une consistance sérieuse, il eut la faiblesse d'écouter les avis d'ambiteux qui foulaient aux pieds l'intérêt général, et, dans une proclamation qui fut répandue à profusion à son entrée dans les provinces Basques, il osa, nous l'avons dit, dénoncer à la haine et à l'animosité de ses partisans ceux-là mêmes qui dans le cours de la campagne lui avaient rendu les plus importants et les plus signalés services (29 octobre 1837).

Cette proclamation fut en peu de temps dans tous les pays basques le sujet de tous les commentaires ; elle divisa tous les esprits. Le plus grand nombre refusa de croire aux allégations de trahison que le roi avait lancées lui-même contre ses meilleurs serviteurs ; presque partout on se déclara hostile aux instigateurs de cette proclamation, qui de leur côté cherchèrent à constituer un parti puissant, compacte, en état d'exploiter à son profit l'autorité royale.

De là une scission complète de tous les carlistes en deux camps : l'un, formé de tous les bigots fanatiques, partisans décidés de l'inquisition, ennemis de tout progrès et n'ayant

jamais à la bouche que les mots de pouvoir royal, autorité absolue, foi, religion ; l'autre, accessible à toutes les idées modernes, prêt à se rendre à la voix de la raison, composé de tous les officiers qui aspiraient à rentrer dans l'armée régulière espagnole en y faisant reconnaître les grades qu'ils avaient acquis dans leurs rudes campagnes, et de tous les cultivateurs laborieux, désireux seulement du rétablissement de la paix et de la conservation de leurs antiques fueros. Les premiers prirent le nom d'*apostoliques;* à la suite des événements que nous allons avoir à raconter, on s'est habitué à donner aux seconds le nom de *transactionnistes*.

Après la proclamation d'Arciniega, don Carlos crut devoir se confier aux mains des apostoliques. C'est ainsi qu'il changea entièrement son ministère, chargea des finances l'intendant Lavandero, et confia les trois portefeuilles de la guerre, de grâce et justice, et des affaires étrangères à don Arias Tejeiro, qui devint, à l'instar d'Erro, une espèce de ministre universel. Ce Tejeiro était une créature de l'évêque de Léon, dont nous avons eu si souvent à déplorer les tendances inquisitoriales ; il s'était imposé à la confiance du roi à force de bassesse, de duplicité et d'hypocrisie, et se préoccupait bien moins d'atteindre à un résultat politique que de profiter des circonstances particulières où il se trouvait placé pour assurer son élévation personnelle ; il connaissait les idées favorites du prétendant, et ne songeait jamais qu'à caresser ses préjugés et ses superstitions. C'est lui qui avait eu l'idée de profiter de l'état d'abattement dans lequel se trouvait don Carlos après son expédition pour exciter sa colère ; il s'en servit encore pour se faire donner la direction des affaires, et aussitôt qu'elle lui eut été remise il ne songea plus qu'à rechercher les moyens de la maintenir jusqu'à la fin entre ses mains.

Le commandement suprême de l'armée fut retiré à l'infant don Sebastian; on enleva même ses fonctions au chef d'état-major général Vicente Gonzalez Moreno, qui cependant ne pouvait être impliqué dans les reproches lancés contre l'infant, puisqu'il était resté aux côtés du roi pendant toute la retraite. Le successeur qui leur fut donné fut le général Guergué, chef d'une expédition désastreuse tentée en Catalogne, homme dépourvu de tout ascendant sur l'armée et la population, militaire sans talent et sans initiative, qui n'avait d'autre mérite que de promettre une obéissance aveugle à tous les ordres qui émaneraient du ministère.

Ces mesures prises, les généraux Villareal et la Torre furent internés dans deux dépôts de l'intérieur ; Zariategui et Elio, Cabañas, l'ancien ministre de la guerre, furent enfermés dans des châteaux forts ; on resserra la captivité d'Eguia ; et on éloigna de leurs fonctions tous les officiers et employés qui manifestaient quelques sympathies pour ces hommes en qui étaient vraiment concentrées toute l'énergie et l'intelligence de la rébellion carliste. Il s'ensuivit un mécontentement général, auquel Tejeiro voulut répondre par une recrudescence de dispositions sévères et vexatoires; dès lors ce ne furent plus que procès, arrestations, jugements, captivités. La moitié de l'armée jugeait, exécutait, condamnait l'autre.

Rien ne pouvait être plus défavorable à la cause carliste qu'une telle division, et les fatales conséquences qu'elle était appelée à produire ne devaient pas tarder à se faire sentir.

Il eût été bien facile à don Carlos de réparer avec rapidité les pertes qu'il avait subies dans son expédition, car indépendamment des renforts qu'avait amenés Zariategui après l'occupation de Ségovie et Valladolid, les opérations

militaires effectuées pendant son absence sur les territoires des provinces basques et de la Navarre, et celles qui après son départ avaient eu lieu en Catalogne et dans le Maestrazgo, avaient plutôt tourné à son avantage.

Chargé avec quelques bataillons de tenir tête dans les provinces basques et en Navarre aux troupes libérales après le départ de l'expédition royale, don José de Uranga avait pris cette tâche au sérieux ; il ne s'était pas contenté de rester sur la défensive, et par des succès d'importance, par une initiative intelligente, il avait causé plus d'une inquiétude aux généraux christinos.

C'est ainsi qu'il avait repris et démoli le fort de Lerin, qu'il avait fait capituler la place de Peña Cerrada, située entre Vittoria et les rives de l'Ebre (24 août) qu'il avait pris et occupé la cité de Peralta, centre important d'approvisionnements, et qu'une expédition dirigée par lui avait mis en coupe réglée toutes les vallées de la haute Navarre pour en tirer toutes les recrues disponibles. Maître de tout le territoire jusqu'aux rives de l'Ebre, il essaya même à diverses reprises d'occuper les deux points d'Azagra et de Lodosa, qui lui eussent assuré sur un long espace la possession exclusive du fleuve ; il fallut de grands efforts, surtout de la part de l'infatigable Zurbano, le guerillero de la Rioja, pour l'empêcher de mettre son plan à exécution.

Supérieur à ses adversaires du côté du sud, Uranga ne le fut pas moins dans le nord aux lignes d'Hernani ; il avait là en face de lui un adversaire très-intelligent, don Leopoldo O'Donnell, qui essayait de suppléer à force de volonté et d'adresse au dénûment absolu dans lequel le laissait son gouvernement. O'Donnell, voulant peut-être attirer de son côté l'attention d'Uranga qui s'avançait trop dans la basse Navarre, ou bien espérant profiter d'un moment d'abandon chez ses adversaires, avait franchi vers le 8 septembre les

lignes d'Hernani et forcé par une brusque attaque les troupes carlistes, qu'il avait devant lui, à se replier en-deçà d'Andoain.

Dès qu'il avait eu connaissance de ce mouvement, Uranga, sans perdre un moment, s'était empressé d'accourir avec les bataillons dont il pouvait disposer; il avait repoussé brillamment d'Andoain les troupes libérales et les avait obligées à rentrer dans leurs lignes primitives (14 septembre).

Du côté de Pampelune la ligne de Zubiri, dont la consstruction avait coûté tant de peine à l'armée libérale, était tombée tout entière aux mains des carlistes; la capitale de la Navarre se trouvait désormais sans ressources, sans communications; alarmée, affligée, elle en était réduite dans l'automne de 1837 à ne pouvoir même pas recueillir les récoltes de ses environs.

Loin d'avoir à se plaindre de trouver les choses en mauvais état, don Carlos, à son retour dans les provinces basques, n'avait donc qu'à se féliciter de la situation qui lui était léguée. Les nouvelles de la Catalogne, sans être favorables, étaient rassurantes. L'officier à qui le prétendant avait remis la direction des affaires, lorsqu'il l'avait quittée après la bataille de Gra pour s'interner dans le Maeztrazgo, n'avait montré ni moins d'activité ni moins d'intelligence qu'Uranga. Le maréchal de camp Urbiztondo, inquiet dès les premiers jours de l'esprit d'indiscipline et des goûts de brigandage qui avaient toujours régné dans les bandes carlistes, et qu'il eut la prétention de réprimer, s'était d'abord empressé d'organiser sous ses ordres directs trois bataillons réguliers avec les débris restés en Catalogne de la grande expédition royale; il dut à cette précaution plusieurs succès importants qui lui assurèrent dès l'origine un certain prestige dans toute la contrée. C'est ainsi qu'il fit capituler la ville de Berga, si bien située au milieu du massif des montagnes pour servir

de centre à toute l'insurrection catalane; Gironella, Prat de Lusanes, Ripoll durent également lui ouvrir leurs portes. Pour posséder une série de places fortes constituant une ligne parallèle à la frontière de France, il aurait voulu aussi s'emparer de San Juan de las Abadesas, et jusqu'à la fin d'août, avec une ténacité qui aurait mérité le succès, il se maintint dans les environs de cette place, travaillant surtout à assujettir à une forte discipline tous les chefs de bande qui avaient été mis sous ses ordres.

Mais c'était trop vouloir; très-peu préoccupés de la cause commune, uniquement désireux de vivre sur le pays, ces chefs ne tardèrent pas à montrer par leur attitude qu'ils entendaient piller et non obéir. Ils abandonnèrent les postes confiés à leur garde, se laissèrent mettre en déroute par le baron de Méer, et regagnèrent chacun les parages ordinaires où ils dominaient les populations par la terreur et la violence. Ainsi abandonné, Urbiztondo se tourna du côté de la Junte catalane qui s'était installée à Berga, pour lui demander des ressources suffisantes à l'organisation d'une armée; ennemis de tous ceux qui venaient des autres provinces, particulièrement hostiles aux bataillons qu'Urbiztondo avait formés et auxquels on appliquait l'épithète de castillans, les membres de cette Junte surent se servir de l'ascendant qu'exerçait sur tout le pays le délégué de don Carlos pour assurer leur propre autorité; puis, au lieu de l'aider dans la tâche d'établir un lien permanent de discipline entre les divers chefs de bande, ils inclinèrent vers une politique tout opposée et insistèrent auprès de don Carlos pour faire sortir de Catalogne les bataillons réguliers organisés par Urbiztondo. En faisant apparaître ce dernier comme un partisan des idées de transaction, un ennemi du parti apostolique, un hérétique qui logeait les troupes dans les couvents, fondait les cloches, et avait dit publique-

ment qu'il enlèverait les sandales au pape lui-même, si elles étaient de plomb, et s'il en avait besoin pour faire des balles, la Junte n'eut pas de peine à se faire des complices dans l'entourage de don Carlos ; bientôt arrivèrent des officiers d'état-major avec l'ordre de ramener de l'autre côté de l'Ebre les trois bataillons en question et de les réunir à l'expédition royale.

Dès lors Urbiztondo n'avait plus joué dans le pays qu'un rôle secondaire; délivrés de toute crainte, les chefs de bandes, et surtout parmi eux Tristany, que la Junte soutenait d'une manière toute spéciale, s'étaient mis de nouveau à agir dans un parfait isolement. Au lieu de se faire par mouvements calculés et combinés, la guerre avait continué par surprises et rencontres de petites colonnes. Urbiztondo essaya bien, dans les champs de Tarragone, de se recréer un cadre d'officiers et d'organiser un nouveau bataillon qui lui fût entièrement dévoué ; mais devant la nécessité de vivre sur le pays, devant la privation de toutes ressources, devant l'hostilité à peine dissimulée de la Junte qui gardait par-devers elle les produits des dévastations, il commença à se décourager et ne songea plus qu'à abandonner, comme avait fait avant lui Maroto, une position qui lui semblait incompatible avec ses connaissances militaires, et surtout avec le devoir que lui imposait sa conscience.

On n'aurait pas une idée exacte de la vie de ces bandes dans les montagnes de Catalogne, si l'on ne savait par quels procédés l'une d'entre elles, l'une des plus connues, composée de mille hommes environ, celle d'Ibañez (autrement dit le Llarch de Copons, le Long de Copons, à cause de la grandeur de sa taille), se suffisait à elle-même sans jamais réclamer le concours de la Junte de Berga.

« Ibañez comptait au nombre de ses officiers, avec le grade de commandant, un homme à manières brusques et

sauvages, costume sombre, regard farouche, appelé Pau Mané ; le Llarch et tous ses subalternes avaient pour lui le plus grand respect, la plus haute considération, car il était le fournisseur général ; par lui on se procurait les munitions, les vivres, les ustensiles, le logement, etc. Pau Mané suffisait à tout, il fixait les rations, recouvrait, distribuait, tenait la comptabilité ; quatorze agents formaient son personnel. Voici quel était son procédé. Pau Mané avait établi une prison, qu'on appelait prison de Charles V, dans un puits d'environ 20 mètres de profondeur, au fond duquel les victimes étaient descendues par le moyen de cordes que ses agents lâchaient peu à peu. Toute personne appréhendée était enfermée dans ce puits, et y souffrait un traitement d'autant plus dur qu'elle tardait davantage à payer la quantité fixée pour sa rançon. C'était Pau Mané qui en déterminait toujours le chiffre. Il lui suffisait pour cela d'un simple coup d'œil ; chaque personne était tarifée sur son air, ses manières, son costume ; le plus souvent elle devait fournir seize onces d'or (environ 1300 francs). La patience que chacun mettait à supporter les plus durs supplices, comme la faim, la soif, l'absence de sommeil, la bastonnade, l'huile bouillante jetée du haut du puits, servait à apprécier l'état respectif des fortunes. Un jour qu'on faisait descendre un malheureux au fond du puits, les cordes cassèrent ; la victime eut les membres brisés ; on négligea de recueillir son cadavre afin d'inspirer une plus grande terreur à ceux qui devaient être plus tard amenés dans ce lieu de tortures [1]. »

Pour être moins cruels, les procédés employés pour se procurer des ressources par les autres chefs des grandes bandes

[1] *La Guerra de Cataluña*, redactada por oficiales que fueron actores ó testigos de los acontecimientos, bajo la direccion de don Eduardo Chao. Madrid, 1847.

qui désolaient la Catalogne, Tristany, Muchacho, Zorrilla, Caballeria, Boquica, Mallorca, Ros de Eroles, etc., n'en étaient pas moins violents et immoraux. En les condamnant, en les dénonçant à don Carlos dans une exposition qui tomba aux mains du baron de Meer et fut publiée dans tous les journaux, Urbitzondo n'avait fait que céder au cri d'une conscience honnête (voir note B), mais il se rendit lui-même impossible. La Junte siégeant à Berga, les très-nombreux prêtres qui s'étaient donné rendez-vous dans cette ville et s'y distribuaient à l'avance tous les bénéfices d'Espagne, l'entourage apostolique de don Carlos avaient décidé de passer par-dessus toutes ces atrocités, de n'en tenir aucun compte, et même de les ériger en moyen de terreur et de domination. On considéra donc comme un acte de trahison envers la cause carliste les sollicitations d'Urbiztondo auprès de don Carlos pour être autorisé à mettre un terme à tous ces crimes ; et à en juger par la fureur de la Junte et des principaux chefs, il aurait même payé de sa vie cette prétendue trahison, s'il n'avait eu l'esprit de s'esquiver à temps par la frontière de France (2 juin 1838) pour retourner dans les provinces expliquer sa conduite à la cour du prétendant.

En somme, son commandement, loin d'avoir été défavorable, avait plutôt dû toujours être considéré comme heureux ; la prise de Berga, les relations établies entre les chefs de bandes qui auraient pu constituer tous ensemble une troupe d'environ 12 à 13000 hommes, l'autorité bien établie de la Junte, quelques perfectionnements introduits dans la perception des contributions, rendaient de jour en jour plus difficile la tâche du baron de Meer, dont les troupes étaient insuffisantes pour occuper tout le pays. Les libéraux étaient obligés de se diviser en un nombre indéfini de colonnes pour arrêter les dévastations et le pillage et

pour faire respecter la propriété de leurs partisans ; exclusivement consacrés à cette tâche, ils étaient hors d'état pour le moment d'attaquer les centres où s'était définitivement installée l'insurrection.

Dans le Maestrazgo, Cabrera n'avait pas été long à se remettre du découragement causé par la mauvaise issue de l'expédition sur Madrid ; s'il avait eu le chagrin dans sa retraite de perdre aux environs d'Arcos de la Cantera (22 septembre 1837) 8 compagnies de chasseurs, qui sous l'influence de la fatigue, de la faim et de la soif s'étaient rendues presque sans coup férir, d'un autre côté son armée s'était accrue des débris de l'expédition royale, et des divers corps qui, après les défaites d'Azanzueque, de Retuerta, de Huerta del Rey, étaient venus chercher asile auprès de lui. Aussi à peine était-il retourné sous les murs de Cantavieja qu'il s'était empressé de renouveler ses expéditions ; on savait à la cour de don Carlos qu'il était parfaitement en mesure de résister à l'armée du centre qui lui était opposée, et que même, pour assurer sa domination sur tout le pays qu'il occupait entre Tortose et Teruel d'une part, Murviedro et Alcañiz d'autre part, et Vinaroz et Castellon d'un troisième côté, il songeait à bloquer les deux cités de Lucena et de Morella ; s'il parvenait à s'en emparer, la cause carliste devait recevoir, dans tout le levant, de ce succès un nouvel éclat et une force considérable ; en attendant, les libéraux étaient maintenus dans un grand état d'alarme et de surexcitation par les courses de Cabañero sur les bords du Jalon et par celles de Tallada dans les plaines de Valence et d'Orihuela.

Ce fut un grand bonheur pour don Carlos, au retour de son expédition, de trouver ses anciennes positions des provinces basques et de Navarre si fortement occupées par les troupes qu'il y avait laissées ; il put ainsi en effet arrêter

sans aucune difficulté les poursuites dont il était l'objet, et se retrouva bientôt en état de reprendre l'offensive et de préparer de nouvelles attaques. De son côté, Espartero, au lieu de continuer une persécution acharnée qui pouvait être compromettante, avait à châtier les nombreux corps qui, en son absence, s'étaient rendus coupables des plus odieuses infractions à la loi militaire; il lui fallait rétablir la discipline, pourvoir aux approvisionnements, suppléer enfin à l'insuffisance des ressources; c'est à des soins de ce genre qu'il consacra la plus grande partie de l'hiver de la fin de 1837 ; les seules opérations militaires qui marquent cette époque sont la reprise de Peralta, l'entrée d'un convoi dans la ville de Balmaseda, point important de la ligne de l'extrême gauche, et enfin quelques tentatives aux environs de Pampelune pour reconstituer la ligne du Zubiri.

Vers les derniers jours de l'année, sur la nouvelle qu'une expédition aux ordres de don Basilio Garcia allait de nouveau sortir des provinces pour l'intérieur de la Péninsule, Espartero vint s'établir avec onze bataillons à Pancorvo, point important de la Nouvelle-Castille, d'où il pouvait suivant la direction qui serait prise par l'ennemi, se porter du côté des Asturies ou de l'Aragon. Don Basilio se mit en effet en marche le 28 décembre, mais il n'emmenait avec lui que 4 bataillons, 200 chevaux et un cadre d'officiers. Ce n'était pas une force suffisante pour déterminer le général en chef de l'armée libérale à se mettre en mouvement; le commandant des troupes de la droite, Ulibarri, fut seul chargé de tenir tête à la colonne expéditionnaire; il ne sut point lui barrer le passage, et don Basilio, après avoir traversé l'Ebre à gué, prit Todosa, puis se diriger par Calataynd, Ateca, Perales et Xiloca vers les sierras de la province de Cuenca, où il s'occupa d'organiser la guerre civile, en tendant la main d'un côté au lieutenant de Cabrera, Tal-

lado, qui parcourait en vainqueur les belles plaines de Valence et d'Orihuela, et de l'autre aux nombreux partisans qui s'étaient organisés dans la Manche et dans l'Estramadure. Après son infructueuse poursuite, Ulibarri reprit position vers la fin de janvier 1838 sur la rive de l'Ebre, laissant aux généraux en chef des armées du centre et de réserve le soin d'arrêter les ravages et les déprédations de la colonne expéditionnaire.

Le retour d'Ulibarri était d'autant plus nécessaire à l'extrême droite des lignes libérales que tout l'effort apparent des carlistes s'était porté sur la gauche, et qu'on devait craindre à juste titre que ce ne fût là une fausse manœuvre pour faciliter la sortie d'une nouvelle expédition. Don Carlos, depuis son retour, avait établi son quartier général aux environs d'Amurrio, et le nouveau général, Guergué, paraissait mettre tout son amour-propre à inaugurer sa prise de possession du commandement par l'occupation de Balmaseda, située très en avant sur le territoire de la Biscaye. Ce point, dont la possession était très-avantageuse pour les carlistes, était pour l'armée libérale d'une défense très-difficile ; toujours bloqué, il exigeait pour lui seul la présence de troupes considérables dans des parages où l'approvisionnement rencontrait de très-grands obstacles. Espartero, décidé à modifier son plan de campagne et ne voulant pas être à chaque instant préoccupé par le besoin de conserver cette place, résolut de l'abandonner provisoirement et de reconstituer ses lignes plus en arrière sur un territoire où il aurait toute la liberté de ses mouvements. A cet effet, il se dirigea avec le gros de ses troupes à l'encontre des carlistes, pénétra malgré eux dans Balmaseda, en évacua tout le matériel, l'hôpital, l'artillerie, fit démolir les forts et casernes et donna l'ordre de transporter tous les approvisionnements à Villanueva de la Mena, qui devint dès lors le centre prin-

cipal de la ligne de gauche (1er février). Guergué n'avait pu s'opposer à tous ces mouvements ; il feignit cependant de considérer comme un grand succès la prise de possession de Balmaseda, qu'il effectua quelques jours après ; et en réalité l'occupation de cette ville, combinée avec celle des points d'Arciniega, Amurrio, Orduña, rendait les carlistes de ce côté maîtres d'une série de positions qui leur rendaient facile la défense de la Biscaye.

A la même époque, dans le Guïpuzcoa et la Navarre, les tentatives du nouveau général se bornèrent à quelques attaques sur les lignes d'Hernani et à certains efforts pour bloquer la cité de Pampelune. Le général Leopoldo O'Donnell eut facilement raison des premières ; quant aux secondes, don Diego Leon, nommé commandant général de Navarre, sut les neutraliser en s'emparant de vive force du pont de Belascoain, situé sur l'Arga ; par la possession de ce point important, destiné à devenir le théâtre de nombreux faits d'armes qui popularisèrent dans toute l'Espagne la bravoure chevaleresque de Leon, les communications de Pampelune et de l'armée libérale, rendues difficiles depuis la perte des lignes du Zubiri, se trouvèrent momentanément assurées (février 1838).

Guergué était incapable de concevoir par lui-même aucun plan de campagne, ou de modifier, suivant les circonstances, ceux qui avaient été imaginés par ses prédécesseurs; plus préoccupé des intrigues et des trames qui s'ourdissaient à Estella autour du prétendant, que de la marche des opérations militaires, il jugea utile de préparer une nouvelle expédition pour l'intérieur de la Péninsule, parce qu'il voulait avant tout éloigner de la cour un officier récemment arrivé qui pouvait prendre un grand ascendant sur l'esprit de don Carlos.

C'est ainsi que fut confié au comte de Negri le comman-

dement en chef de neuf bataillons, spécialement choisis parmi les castillans, et que la mission lui fut donnée de marcher sur les Asturies pour y fomenter la même lutte que don Basilio organisait alors dans les plaines de la Manche.

Le comte de Negri, accompagné de plusieurs chefs importants, Zabala, Merino, Cuevillas, Balmaseda, partit d'Orduña le 14 mars; il fut assez heureux pour passer l'Ebre sans être inquiété, détacha le curé Merino avec deux escadrons pour opérer dans la sierra de Burgos, et se dirigea ensuite vers les montagnes qui séparent les Asturies de la province de Leon. Mais il avait été devancé par Espartero, qui, devinant le but auquel il tendait, avait marché avec précipitation de Pancorvo sur Palencia et Leon; menacé d'être atteint avant d'avoir pu pénétrer dans les Asturies, Negri se vit en même temps attaqué sur sa droite par le commandant en chef des troupes de la gauche, Latre, qui lui fit éprouver un désastre aux environs de Bendeja (24 mars). Dans l'impossibilité de remplir la mission qui lui avait été donnée, Negri change alors de détermination; il fait volte-face, et, par une hardie contre-marche, pénètre dans la sierra de Burgos, passe de là à Somo Sierra et occupe Ségovie, où il n'y avait aucun corps en état de lui résister (7 avril).

Le gouvernement libéral put facilement envoyer de Madrid quelques troupes pour chasser la colonne expéditionnaire de Ségovie et l'obliger à remonter vers le Nord, mais ces troupes devaient continuer à préserver la capitale contre les partisans qui opéraient dans la Manche et la Castille: elles ne songèrent point à poursuivre la colonne. Se voyant ainsi abandonné à lui-même, Negri se dirigea sur Valladolid, tenta de pénétrer dans cette cité importante, n'y put réussir, puis, par Dueñas et Sahagun, regagna les mêmes

montagnes où il s'était engagé avant d'opérer sa contremarche sur le Sud (15 avril). Il tenta de s'établir à Potes, dans la Liebana ; mais il ne tarda pas à en être chassé par un lieutenant de Latre (19 avril); et il fut obligé de s'enfoncer dans des parages inaccessibles, au milieu de montagnes couvertes de neige, où une partie de sa colonne ne tarda pas à se débander. Lui-même, avec le reste de son expédition, remonta jusqu'à Barcena, reprit ensuite le chemin de Reinosa et de Aguilar de Campo, essaya de tromper la surveillance d'Espartero et parvint enfin à s'interner dans les montagnes de Soria ; il se croyait presque à l'abri des poursuites quand il fut atteint à Villasur de los Herreros et complétement défait (27 avril). Abandonné par ceux de ses soldats qui avaient survécu à cette déroute, il dut lui-même, avec une très-faible escorte, aller chercher un asile auprès de Cabrera. Quant aux autres débris de la colonne, ils furent recueillis par Merino et Balmaseda dans la sierra de Burgos, où ils essayèrent de tenir la campagne en se cachant dans les forêts de pins.

Quand la nouvelle du mauvais résultat de cette expédition commença à circuler dans les provinces et en Navarre, elle jeta un nouveau trouble dans les esprits : on commença à noter de tous côtés une tendance à la désertion dans les files carlistes. Autour de Bilbao, dans les lignes d'Andoain, aux environs de Pampelune et de Vittoria, tous les chefs commencèrent à se dire que leurs soldats profitaient de toutes les occasions pour passer dans les rangs libéraux. Aux environs de Bilbao particulièrement, il fallut supprimer toute communication entre ceux qui bloquaient cette ville et la ville elle-même ; beaucoup de volontaires étaient attirés par l'appât du gain et la promesse d'un établissement en Amérique. Bientôt, des deux côtés, on en vint à prendre des mesures violentes contre les parents de ceux

qui combattaient; les libéraux, dans les points qu'ils occupaient, imposaient des contributions mensuelles aux pères et mères de ceux qui servaient dans les rangs carlistes; les députations provinciales, de leur côté, confisquaient les biens des familles parmi lesquelles on comptait soit des déserteurs, soit des individus combattant dans les files libérales.

Espartero eut bientôt connaissance de cette espèce de découragement qui se manifestait dans les esprits; il apprit en même temps que son gouvernement favorisait les menées d'un certain notaire basque, Muñagorri, qui avait élevé dans les provinces une bannière spéciale avec cette enseigne : *Paix et fueros;* il sut aussi qu'un grand mécontentement régnait dans les troupes carlistes, que tous les esprits y étaient divisés par suite du procès intenté aux deux généraux Zariategui et Elio, et qu'un mouvement séditieux avait même éclaté parmi les bataillons navarrais. Tous ces faits étaient trop favorables à la cause libérale pour qu'il ne cherchât point à en tirer profit d'une part en manifestant les sentiments dont il était animé à l'égard des populations pacifiques, et d'autre part en prouvant la supériorité réelle qu'il commençait à devoir à l'accroissement de son effectif et à l'arrivée de quelques ressources.

C'est ainsi que, le 30 mai, il modifia le système de blocus établi depuis décembre 1835 et permit dans le pays bloqué l'importation et l'exportation de tous les articles de commerce licite, à l'exception des armes, munitions, métaux, matières incendiaires, effets d'équipement et de chaussures, en signalant seulement les points par lesquels devait s'effectuer le transit.

Quant aux opérations militaires, après avoir fait reprendre, par un de ses lieutenants, le fort de Nanclarès, situé tout près de Vittoria, après avoir fait purger la sierra

de Burgos de toutes les bandes que Balmaseda et Merino avaient voulu y organiser, il se décida à marcher lui-même à la tête de deux divisions pour reconquérir la place de Peña Cerrada, dont Uranga s'était emparé l'année précédente pendant son absence. Il était probable que Guergué voudrait employer toutes ses ressources pour s'opposer à cette tentative : dans ce cas, une action générale déciderait peut-être de l'issue de la guerre. Le commandant en chef des troupes carlistes essaya, en effet, de défendre Peña Cerrada; mais ses mesures furent prises avec si peu d'intelligence, qu'à la vue même des bataillons qu'il avait amenés de Navarre et de Guipuzcoa, la place fut abandonnée par ses défenseurs; dans l'action livrée par ses troupes pour la protéger, Guergué perdit onze pièces d'artillerie et plus de six cents hommes sans faire éprouver à l'ennemi aucune perte sensible (18 juin).

Venant s'ajouter aux regrets causés par le retour de don Basilio, qui, après quelques mois de séjour dans la Manche et dans l'Estramadure, avait reparu dans le mois de mai à Estella avec la moitié seulement des hommes qui lui avaient été confiés [1], la défaite de Peña Cerrada produisit dans les

[1] Dans les montagnes de Cuenca, don Basilio s'était uni avec un des lieutenants de Cabrera, Tallada, qui lui avait amené quatre bataillons. Tous deux tentèrent de ravager l'Andalousie; ils en furent empêchés par le général Sanz, qui surprit Tallada près de Baeza (4 février 1838). Les deux partisans restèrent dans la Manche. Tallada opéra dans l'est. Basilio, dans l'ouest, put commettre pendant quelque temps avec impunité les atrocités les plus révoltantes. A l'approche de sa colonne, tous les villages restaient déserts : il incendia la calzada de la Calatrava et Puerto Llano. C'est l'effroi qu'il inspirait qui donna une importance exagérée aux opérations dirigées dans cette province par le général Narvaez. A la fin, il fut enveloppé par plusieurs colonnes, mis en déroute à Valdepeñas, puis à Bejar, et poursuivi, l'épée dans les reins, jusque dans les provinces, où il chercha à dissimuler le fruit de ses rapines.

provinces un soulèvement général de l'opinion publique contre l'incapacité du commandant en chef.

Don Carlos comprit enfin qu'il avait eu tort d'accorder sa confiance aux flatteurs qui lui avaient fait signer la proclamation d'Arciniega, que jamais les brutes [1] ne le conduiraient à Madrid, et qu'il devait recourir à l'un de ces militaires intelligents dont il redoutait tant l'initiative. Malgré ses méfiances, poussé par la nécessité, il s'adressa au général Maroto, que déjà il avait fait revenir de Bordeaux auprès de lui, et sans conditions il lui donna le commandement en chef.

Il y avait longtemps déjà que Maroto aspirait à ce poste élevé, dont ses talents le rendaient digne; tout ce qui, dans l'armée carliste, respirait honneur, dignité, intelligence, avait en lui pleine et entière confiance. Maroto savait que tout ordre donné par lui serait immédiatement exécuté, mais en même temps il ne pouvait se dissimuler que la cause carliste avait beaucoup perdu de son prestige, et que le roi n'était plus ni aimé avec dévouement ni obéi avec empressement. Ses premiers efforts tendirent à réorganiser les bataillons que la désertion avait réduits à des chiffres insignifiants; il travailla ensuite à rétablir la discipline et à rallier autour de lui tous les hommes d'intelligence et d'énergie que séparaient les haines les plus invétérées. On applaudit d'autant plus à ses premiers efforts que les troupes libérales furent empêchées, par le manque d'approvisionnements et de ressources, de profiter du succès qu'elles venaient d'obtenir à Peña Cerrada; ce résultat fut attribué au nouveau général, tandis qu'il se devait uniquement à la détresse du gouvernement espagnol

[1] On donnait ce nom de « brutes » dans l'armée carliste aux officiers qui faisaient parade d'ignorance, par opposition à ceux qui se distinguaient par la science, l'intelligence et la modération.

et au plan imaginé par lui à cette époque de diriger son plus grand effort vers l'anéantissement de Cabrera et vers la prise de Morella et de Cantavieja. Espartero, dont le ministère ne se souciait pas alors d'accroître le prestige, avait été prévenu qu'il devait avant tout empêcher aucune force carliste de venir au secours du Maestrazgo; c'était là le grand service qui lui était demandé pour le moment; une fois Cabrera vaincu, on se réservait d'employer toutes les ressources de l'Etat pour en finir avec le prétendant lui-même.

Tejeiro cependant, le ministre universel, le chef des apostoliques, avait vu avec déplaisir la chute de Guergué; il avait dû se taire après l'échec de Peña Cerrada, et affecta même, dans le commencement de juillet, de vouloir établir d'étroites relations avec le nouveau général. Cette attitude fut de courte durée; comme Maroto gagnait en influence, comme il parvenait à exciter à nouveau l'enthousiasme très-abattu, comme il se montrait plein d'égards pour les officiers de courage et de mérite, inflexible contre ceux qui cherchaient tous les stratagèmes pour ne pas assister aux combats et ne songeaient à s'élever que par la délation et l'hypocrisie, le ministre ne vit bientôt en lui qu'un rival futur et commença à se servir de tout son pouvoir pour le gêner dans ses entreprises. D'accord avec la Junte de Navarre, où il avait pour appui le curé Echevaria, qui y exerçait la plus grande influence, Tejeiro abusait de son autorité pour contrarier le général dans tous les détails de l'administration, en même temps qu'auprès de don Carlos il ne cessait de faire ressortir son inaction. Maroto s'aperçut bientôt de ces dispositions; il s'en plaignit auprès du prétendant et, pour renforcer sa situation, demanda l'autorisation d'employer tous les bons officiers que l'envie avait éloignés, et Villareal, et la Torre, et même Zariategui et

Elio, quoiqu'ils eussent été condamnés à mort; il obtint en même temps que le portefeuille de la guerre serait donné au marquis de Val de Espiña. Une fois commencée, la lutte prit des deux côtés le ton le plus violent et le plus passionné. L'évêque de Leon, Tejeiro et Echevaria cherchèrent à se faire des prosélytes dans les rangs de l'armée.

Guergué, mécontent de s'être vu enlever le commandement suprême, se déclara bientôt en leur faveur; les généraux Garcia, Sanz, Carmona, l'intendant Urriz, ne craignirent pas de manifester hautement leur antipathie pour Maroto; tous ensemble cherchèrent par qui on pourrait le remplacer, et leurs vues se portèrent sur Balmaseda, qui avait remporté d'assez éclatants succès dans la sierra de Burgos et jouissait dans le parti d'une haute considération.

Dès ce moment, don Carlos n'eut plus un instant de tranquillité : il lui fallait constamment entendre, dans l'intérieur de sa résidence, des accusations sans cesse répétées contre Maroto, à qui l'on reprochait de tendre à une transaction avec le gouvernement libéral; d'un autre côté, le général en chef lui demandait hautement l'autorisation de poursuivre les généraux Garcia et Sanz, qu'il accusait de pousser les troupes à la révolte et à la désobéissance. Dans cette situation, le malheureux prétendant resta jusqu'à la fin incapable de prendre une résolution décisive : une sympathie instinctive le portait vers les apostoliques, et pourtant il comprenait qu'il n'y avait de leur côté ni ressources ni intelligence; il promettait à Maroto de le délivrer de tous ses ennemis, et lorsqu'il s'agissait de mettre en état d'arrestation l'un d'eux qui s'était rendu coupable d'un acte d'insubordination, c'est à la cour même que celui-ci venait se réfugier et qu'il trouvait un asile.

Un succès obtenu en Navarre sur les hauteurs du Per-

don, dans le mois de septembre 1838, contre les troupes du général Alaix, qui perdit en cette occasion deux cents morts, cinq cents prisonniers et plus de huit cents fusils, avec un nombre considérable de blessés, obligea d'abord les apostoliques à garder quelques ménagements. Estella, où don Carlos résidait d'habitude, ayant été ensuite menacée par Espartero, puis mise en état de défense, et enfin n'ayant pas été attaquée, il fallut bien reconnaître que les dispositions de Maroto étaient prises avec un certain talent; enfin, on ne put insister trop sur un échec qui fut infligé aux carlistes à los Arcos par Diego Leon (3 décembre), car, s'ils en eussent recherché la cause, les apostoliques auraient dû plutôt l'attribuer aux fautes commises par les officiers sur lesquels ils comptaient le plus, Carmona et Balmaseda; en tout cas, cet échec fut bientôt compensé par l'heureuse défense du fort dit la Poblacion, à l'attaque duquel une colonne libérale perdit infructueusement plus de quatre cents hommes (15 décembre 1838).

Ainsi la guerre, pendant la seconde moitié de 1838, ne fournit aux apostoliques aucune occasion sérieuse d'obtenir de don Carlos la destitution de Maroto; celui-ci, au contraire, put se débarrasser d'un de ses plus terribles adversaires. En s'appuyant sur ce que Balmaseda, en faisant égorger inhumainement trente-cinq prisonniers, avait transgressé toutes les conditions du traité Elliot, il parvint à le faire emprisonner dans un château-fort, mais il ne put rien de plus contre ses autres ennemis. Arias Tejeiro était toujours trop puissant dans l'esprit et le cœur du prétendant, et venait de lui rendre un trop signalé service en favorisant l'arrivée dans les provinces de la princesse de Beira, sœur de la première femme de don Carlos et mère de l'infant don Sebastian (octobre 1838). Une affection sérieuse unissait, paraît-il, depuis longtemps cette dame à don Carlos,

qui employait à lui écrire les principales heures de la journée, aussitôt qu'il pouvait se détacher des affaires publiques : plus d'une lettre, où le désir charnel se cachait à peine derrière le mysticisme religieux, avait été surprise par des officiers qui avaient eu occasion d'occuper les maisons d'où le roi, pendant la campagne, avait été obligé de s'échapper rapidement. Dès que la princesse fut arrivée à Estella, après un voyage avec M. de Custine, qu'on chercha à colorer d'héroïsme, mais qui en réalité ne fut qu'un divertissement, Tejeiro s'empressa de faire célébrer une union si impatiemment attendue des deux côtés, et il sut exploiter pour lui-même la satisfaction du prétendant d'avoir pu réaliser un désir longtemps caressé; occupé de sa nouvelle épouse, don Carlos négligea de plus en plus le cours de ses affaires, et à son grand détriment laissa se creuser l'abîme de haines et de divisions qui s'était ouvert entre ses principaux partisans.

L'arrivée du jeune prince Charles-Louis, déjà âgé de vingt ans[1], aurait dû donner à quelque homme d'Etat intelligent l'idée de substituer dès cette époque, à un père déjà à moitié idiot, et que le mariage allait rendre encore plus impropre au commandement des hommes, un fils dont l'esprit était plus ouvert et plus intelligent. Pour éviter ce danger, Tejeiro eut soin de faire en sorte que ce jeune homme ne fût presque jamais présenté aux troupes et vécût tout à fait en dehors de la société carliste agissante.

Ne pouvant fixer les yeux de ce côté, tous ceux qui étaient engagés dans la cause carliste et avaient perdu confiance en don Carlos, depuis qu'ils le voyaient entièrement subordonné à l'élément apostolique, cherchèrent uniquement

[1] Né le 31 janvier 1818.

leur salut du côté de Maroto; ils commençaient à désirer que ce général, par un acte énergique, se débarrassât des intrigants qui empêchaient le succès de la cause commune, fût-ce même à l'encontre de la volonté royale; ils commencèrent aussi à parler tout haut de paix, de transaction, d'accord avec le gouvernement de Madrid.

Maroto, placé dans une situation tout exceptionnelle, voyant sa vie compromise, désespéré, avec son mérite et son intelligence, d'être soumis aux caprices d'un prétendant qu'il ne pouvait ni estimer ni respecter, fut bientôt persuadé qu'en se dégageant de sa fidélité à don Carlos il pouvait à la fois rendre un signalé service à son pays et assurer l'avenir de toutes les existences compromises dans la cause carliste, qu'un insuccès pouvait à jamais anéantir. Cette idée, une fois entrée dans son esprit, prit peu à peu de grandes proportions; profitant des anciennes relations qui avaient existé en Amérique entre lui et Espartero, il s'occupa de se mettre en rapport direct avec le commandant en chef des troupes libérales, et dès qu'il y fut parvenu, il songea à assurer son autorité par des mesures fermes et décisives. Il se décida à punir par lui-même et à châtier comme général d'armée tous les officiers qui, sur l'instigation de Tejeiro, ne cessaient depuis six mois de souffler dans l'armée l'esprit de révolte et d'indiscipline; sûrs de l'impunité, à cause de l'appui qu'ils comptaient avoir auprès du monarque, ceux-ci étaient cantonnés à Estella même, où ils cherchaient à organiser un foyer d'intrigues contre l'autorité du commandant en chef, et affectaient de mépriser ses ordres. Maroto, à la tête de toute son armée, marche sur cette cité, y entre avec les bataillons dont il était le plus sûr, ordonne l'arrestation de Garcia, de Sanz, de Carmona et de l'intendant Urriz. Lorsqu'une fois ils furent en son pouvoir, il consulta les chefs de corps, et

d'après leur opinion presque unanime se décida à les faire fusiller[1].

Les soldats exécutèrent sans commisération l'ordre qui leur fut donné, et ces quatre officiers généraux, qui se croyaient tout à l'heure maîtres de la situation et assurés de la complicité du monarque pour lequel ils agissaient, furent fusillés par derrière, comme traîtres, par ceux-là même qu'ils avaient l'habitude de conduire au feu. L'un de ces généraux, Sanz, était fiancé à la malheureuse veuve de ce Santos Ladron qui leva le premier l'étendard de la guerre civile (18 février 1839). Balmaseda devait être immolé avec eux, mais ses amis eurent le temps de prévenir Tejeiro, et le gouverneur du château où il était détenu lui concéda la liberté sur un billet autographe émanant du prétendant lui-même.

La première impression de don Carlos, au moment où la nouvelle lui fut communiquée, fut d'éclater en reproches amers contre Maroto; il eut même la faiblesse de signer et de faire publier une proclamation que lui soumit Tejeiro, dans laquelle le général en chef, séparé du commandement, était déclaré traître et déloyal (21 février). Signer un tel document était facile, mais il fallait le faire exécuter. Dès qu'il en eut communication, Maroto réunit ses troupes, le fit lire à haute voix devant elles, s'offrit à la vengeance de quiconque voudrait lui reprocher les actes qu'il avait commis, et fut acclamé par l'universelle approbation. C'en était fait dès lors des apostoliques : Maroto était le maître suprême, il pouvait faire exécuter sa volonté. Il marcha donc sur Tolosa, où se trouvait alors don Carlos, et ne s'arrêta

[1] Le comte de Negri et l'ingénieur Sylvestre furent d'avis de les faire comparaître devant un tribunal, non de les fusiller. Le procureur fiscal Arizaga, qui avait été au courant de toutes les intrigues, opina pour l'exécution.

qu'après avoir obtenu une nouvelle proclamation, dans laquelle le roi déclarait que le général en chef avait agi dans la plénitude de ses attributions, qu'il n'avait jamais manqué aux sentiments de fidélité qu'il avait toujours témoignés pour sa cause. Cette proclamation fut suivie de l'éloignement d'un très-grand nombre de personnages, parmi lesquels figuraient Tejeiro, l'évêque de Leon, don Basilio Garcia, Uranga, Lavandero, Echevaria et Balmaseda, et de la nomination comme ministres de la guerre et des affaires étrangères d'individus connus par leurs idées modérées, comme Montenegro et Ramirez de la Pisciña.

En vain don Carlos, pour recouvrer un peu de prestige, voulut-il, ces concessions faites, passer une revue générale des troupes; très-froidement accueilli par elles, il eut le chagrin de voir qu'elles conservaient tout leur enthousiasme pour le général en chef (25 février).

Elles ne pouvaient d'ailleurs qu'éprouver un profond sentiment de satisfaction en voyant les chefs qu'elles estimaient le plus, Elio et Zariategui, par exemple, mis en liberté, et en apprenant qu'ils étaient à nouveau, ainsi que Villareal et la Torre, appelés à des commandements actifs.

CHAPITRE V.

CONVENTION DE VERGARA.

Février à novembre 1839.

La paix était devenue une nécessité absolue pour les provinces basques et la Navarre. — Par diverses mesures le gouvernement s'efforce d'en développer le désir. — Le ministre de la guerre Alaix consacre de préférence, en 1839, toutes les ressources de l'Etat à approvisionner l'armée du Nord. — Campagne d'Espartero en 1839; prise des forts de Ramalès et Guardamino. — Occupation de Durango. — L'armée libérale envahit la province de Guipuzcoa par le Sud. — Conférences entre les généraux en chef. — Les insurgés de Vera. — Convention de Vergara (30 août). — Don Carlos se retire en France. — Pacification des provinces basques et de la Navarre. Elections de 1839. — Triomphe du parti progressiste. — Abstention des modérés. — La majorité veut renverser le ministère. — Résistance d'Arrazola.— Question des fueros dans le sein du congrès. — Division du cabinet. — Alaix donne sa démission. — La session des Cortès est suspendue le 31 octobre; elles sont définitivement dissoutes le 18 novembre.

Le courant d'opinion qui devait faire tomber les armes des mains des carlistes avait fait en très-peu de temps des progrès rapides; d'abord très-indécis à son origine, il s'affermit peu à peu à mesure que les circonstances lui permirent de se développer plus librement.

On savait, dans les provinces basques, que la parole de transaction prononcée à la tribune des Cortès, à la première session de 1838, par le député le plus influent, Toreno, avait été favorablement accueillie par le Congrès ; cette nouvelle avait rapidement circulé et fait entrevoir un premier arc-en-ciel dans l'horizon.

On s'aperçut ensuite qu'Espartero, en même temps que

par une mesure très-rigoureuse il ordonnait l'expulsion du pays libéral et la confiscation des biens pour tous les parents des carlistes qui avaient les armes à la main, affectait de se montrer généreux envers les prisonniers : il renvoyait dans leurs foyers, pour être compris dans un futur échange, tous ceux qui se montraient disposés à prêcher à leurs concitoyens des idées favorables à la paix.

Cette rigueur et cette humanité combinées, jointes aux dispositions connues des Cortès et du gouvernement, devaient produire d'autant plus d'impression que, du côté de don Carlos, le désordre intellectuel et moral était à son comble. Là où tout devait reposer sur l'autorité royale, celle-ci avait été solennellement méconnue; la confiance dans le monarque avait tout à fait disparu et s'était reportée sur un général dont le moindre revers pouvait en un instant détruire le prestige.

Puis il n'était pas probable que les apostoliques vaincus souscriraient facilement à leur défaite. Le cabinet de Madrid avait chargé un agent spécial, Aviraneta, d'exciter leur ressentiment ; il n'en était pas besoin ; on pouvait s'attendre à ce qu'ils chercheraient à employer la violence pour recouvrer leur influence perdue. Balmaseda avait pu s'échapper et, avec les ressources que lui fournirent les nombreux personnages que Maroto avait fait exiler, il s'était mis tout de suite à l'œuvre pour fomenter dans le sein des files carlistes un mouvement favorable au parti qu'il représentait : ne pouvait-il pas d'ailleurs compter sur l'appui de Cabrera, le maître du Maestrazgo, et sur le concours des bandes de Catalogne, également hostiles au système de transaction modérée qui semblait triompher avec Maroto ?

A ces éléments de décomposition il faut ajouter les suggestions d'un certain nombre d'agents qui furent envoyés dans les provinces par le ministre Arrazola avec mission

secrète de prêcher le découragement et le désir de la paix ; et enfin les efforts de celui qui avait arboré la bannière spéciale de Paix et Fueros. Muñagorri n'était parvenu à réunir autour de lui qu'un très-petit nombre de partisans ; cependant il donna à son entreprise assez de consistance et de notoriété pour frapper les imaginations, et leur faire comprendre que le retour de la paix pourrait n'être pas suivi d'une abolition complète de tous les vieux usages auxquels le pays tout entier était si attaché; les premiers chefs carlistes avaient toujours vivement insisté pour répandre dans les masses cette idée, que les libéraux tenaient absolument à supprimer les fueros; on minait le carlisme dans sa base en établissant que leur maintien n'était pas incompatible avec la paix.

D'un autre côté, le ministre de la guerre de Madrid, Alaix, en complet accord avec Espartero, n'avait rien négligé pour que la campagne de 1839 pût s'effectuer dans les meilleures conditions; n'étant plus arrêté, comme ses prédécesseurs, par la crainte de voir ce général acquérir une trop grande popularité, il n'avait pas prétexté, comme on l'avait fait l'année précédente, la nécessité de consacrer les ressources de l'Etat à l'armée du Centre. Tout ce qui dans l'état de détresse du trésor espagnol avait pu être effectué, l'avait été cette fois pour l'armée du Nord.

Aussi Espartero était-il en mesure d'entreprendre une opération d'ensemble; il résolut d'attaquer lui-même par l'extrême gauche, de recouvrer de ce côté l'ascendant que les troupes libérales avaient perdu par l'abandon de Balmaseda, de couper les nouvelles lignes que les carlistes avaient essayé d'établir dans la vallée de Carranza, et surtout de leur fermer toutes communications avec la province de Santander. La supériorité de son artillerie lui donnait un avantage incontestable; et s'il pouvait faire tenir à

ses troupes seulement une campagne de quelques jours, comme Maroto était hors d'état d'engager une action générale, des résultats considérables pouvaient être obtenus en peu de temps. L'armée libérale sortit donc de Villarcayo le 17 avril, et le 28 seulement elle rencontra les troupes carlistes au village de la Nestosa; après un faible engagement celles-ci se replièrent à l'abri des forts de Ramales et de Guardamino. Espartero provoque alors ses adversaires à un engagement décisif, et, voyant qu'ils n'acceptent point, songe à s'emparer des deux forts à main armée. C'est à atteindre ce but que furent employés les premiers jours du mois de mai; le 8, Ramales fut enlevé après avoir été réduit en cendres par les boulets libéraux et incendié par ses propres défenseurs; quant à Guardamino, mieux pourvu de canons, quoique ceux dont il disposait fussent en très-mauvais état, il fut bloqué après une action assez sérieuse livrée le 11 mai, dans laquelle se distingua le chef d'état-major Léopold O'Donnell. Dans cette action les libéraux comptèrent environ cent morts, sept cents blessés; mais en revanche le fort leur resta. Maroto, se sentant dans l'impuissance de forcer le blocus, songea à sauver sa garnison; il permit dès le lendemain au commandant de capituler, sous la condition que ses hommes seraient échangés contre un nombre de prisonniers correspondant. Comme conséquence de ces opérations, les carlistes se virent forcés d'abandonner toute la vallée de Carranza.

Au même moment où s'effectuaient ces opérations sur la gauche, à droite le général Leon, nommé vice-roi de Navarre, reprenait une autre fois le pont de Belascoain et déployait dans son attaque, en forçant lui-même une redoute à la tête de son escorte, ce genre de courage téméraire qui exalte à un si haut degré l'enthousiasme des Espagnols (1er mars). Elio, qui lui avait été opposé, essaya quelques

jours après de reprendre l'avantage dans les champs d'Arroniz; il faillit cette fois écraser une colonne qui, placée sous les ordres de don Manuel de la Concha, courut les plus grands périls. L'énergie de ce chef distingué parvint à la tirer d'embarras. Concha maintint sa position en saisissant lui-même les étendards et en les faisant planter en terre là où la résistance était nécessaire; ses dix compagnies perdirent deux cents hommes, mais l'ennemi fut vivement repoussé.

Dans la province d'Alava, Zurbano, prenant de jour en jour un plus grand ascendant, et disposant par la volonté du gouvernement de forces plus nombreuses, osait déjà attaquer le chef carliste auquel Maroto avait donné la garde de ce territoire : il lui fit éprouver un revers, le 14 mai, dans les environs de Gamarra.

Ces succès, bientôt connus dans la Péninsule et très-exagérés par la presse libérale, furent récompensés par le ministre Arrazola avec une rare prodigalité. C'est ainsi qu'Espartero fut nommé grand d'Espagne de première classe et reçut le titre de duc de la Victoire; le général Diego Leon obtint un titre de Castille sous la désignation de comte de Belascoain ; quant à Zurbano, il reçut la croix de commandeur d'Isabelle la Catholique.

Dans le camp carliste au contraire tous les ennemis de Maroto s'empressèrent d'exagérer l'importance de la défaite qu'il avait subie ; pour lui, comme il se contentait d'affirmer qu l'armée n'était pas en état de s'exposer à un engagement général, il conseilla à don Carlos de réunir un grand conseil de guerre dans lequel seraient étudiées toutes les mesures à prendre dans ces difficiles circonstances. Le conseil se tint en effet à Zornôza le 29 mai, et là il fut décidé que l'armée carliste se contenterait d'hostiliser les envahisseurs à mesure qu'ils voudraient pénétrer sur le

territoire basque, qu'il n'y avait pas lieu de tenter une action suivie, et même qu'il était sage d'évacuer la ville de Balmaseda.

A la suite de ce conseil, Maroto se hâta d'abandonner cette cité, qu'il ne voulait pas défendre ; il évacua de même Amurrio et Orduña, et alla s'établir aux environs de Llodio d'Areta et d'Orozeo, afin de couvrir les routes conduisant à Durango (12 juin).

Les apostoliques, dès qu'ils eurent connaissance de ces mouvements en arrière, crurent de leur intérêt de propager dans tout le pays basque des proclamations dans lesquelles Maroto était directement accusé de trahison : leurs calomnies réitérées eurent pour effet d'accroître le découragement; bientôt on vit reparaître dans les rangs carlistes la même tendance à la désertion qui s'était déjà manifestée après la bataille de Peña Cerrada ; le général en chef de l'armée du Nord s'efforça de la stimuler, en publiant qu'il accueillerait sans les fusiller tous ceux qui se soumettraient volontairement.

Pour modifier cette disposition des esprits, don Carlos fut excité par les nouveaux conseillers Montenegro, Ramirez de la Piscina et surtout Marco del Pont, qui, en qualité de ministre des finances, avait pris une assez grande influence à se montrer directement aux troupes dans leurs quartiers. Il quitta un instant la petite cour de Durango et se présenta aux soldats, qui le reçurent avec une certaine effusion (18 juin); au bout de deux jours, il les avait à nouveau abandonnés et se trouvait déjà de retour à Durango.

Tout d'abord Espartero n'avait pu calculer la portée des premiers succès qu'il avait obtenus ; il s'occupa donc exclusivement de fortifier les lignes nouvellement conquises de Balmaseda à Orduña, et de surveiller les fortifications que Maroto cherchait à établir à Areta ; mais bientôt, en appre-

nant les divisions des carlistes, en voyant les propositions de transaction qui lui étaient faites de tous côtés par Maroto directement, puis par les représentants de l'Angleterre et de la France, il comprit que l'occasion était venue de tenter un grand coup, et il se décida à envahir l'intérieur même de la Biscaye et du Guipuzcoa.

En même temps, pour frapper vivement l'esprit des populations rebelles, il ordonne à ses généraux de division de montrer à la fois la plus grande rigueur envers tous ceux qui voudraient continuer la lutte, et la plus grande douceur envers ceux qui se soumettraient ; il commande d'incendier les moissons partout où les paysans voudront faire cause commune avec l'ennemi, et il révoque les ordonnances par lesquelles le commerce avait été autorisé avec les départements du midi de la France. Tous ses lieutenants promirent d'exécuter ses ordres avec ponctualité; et autour de Balmaseda, dans la Solana et aux environs de Vittoria de violents incendies et d'immenses déprédations exécutées prouvèrent bientôt aux Basques et aux Navarrais que ce n'étaient point de vaines menaces qui leur avaient été adressées.

Maroto, pour suivre les négociations qu'il avait déjà entamées de plusieurs côtés à la fois, et qui se continuèrent presque ostensiblement à la connaissance des chefs des différents corps, aurait voulu obtenir une suspension d'armes : ses demandes réitérées vinrent se briser contre l'obstination de son adversaire, qui voulait profiter de tous ses avantages et obtenir des conditions meilleures, soit en abusant de la fausse position du général carliste, soit en déterminant une grande émotion dans les populations, soit en profitant de sa supériorité militaire pour envahir de plus en plus le territoire rebelle et s'y établir définitivement.

Alors même qu'il annonçait déjà autour de lui la probabilité d'une paix prochaine, Maroto était donc obligé, dans

des proclamations fréquentes, d'exciter encore les soldats à la lutte : il croyait que les libéraux allaient tenter une attaque sérieuse sur Llodio et Areta, lorsqu'il apprit dans les premiers jours du mois d'août que, tandis qu'une division aux ordres du général Castañeda s'avançait sur l'intérieur de la Biscaye par Gordejuela et Sodupe, Espartero lui-même avec tout son corps d'armée se dirigeait directement sur Vittoria pour franchir le Guipuzcoa par les célèbres lignes d'Arlaban, témoins déjà de tant de combats.

Il fallut, à cette nouvelle, que les carlistes changeassent complétement leur système de défense : les travaux qu'ils avaient faits à Areta leur devenaient inutiles; c'était aux limites d'Alava et du Guipuzcoa que la question semblait devoir se résoudre. Le 14 août, les troupes libérales arrivèrent sur les crêtes qui séparent les deux provinces ; elles les trouvèrent occupées par quelques bataillons carlistes; mais ceux-ci n'avaient déjà plus de goût à se battre; ils se mirent d'eux-mêmes en retraite sans attendre l'ordre de leurs chefs. Maroto fut forcé de se replier en arrière sur les hauteurs de Salinas, laissant à découvert la route de Durango, qui n'était plus protégée que par le fort de San Antonio de Urquiola.

Défendue par le comte de Negri, pourvue de canons et de vivres, cette forteresse aurait pu tenir quelque temps Espartero en échec; mais, soit lassitude des officiers et des soldats, soit volonté de Maroto de ne pas verser inutilement du sang, elle fut également abandonnée, et le chemin de Durango ouvert aux troupes libérales (20 août).

A la suite de cet événement, la position d'Areta n'était plus tenable : elle fut donc également délaissée par les carlistes, qui, se voyant attaqués par derrière, évacuèrent bientôt presque tout le territoire de Biscaye; et Castañeda

put rejoindre à Durango les troupes qui y étaient arrivées en passant par le territoire d'Alava.

Diego Leon de son côté ne restait point inactif en Navarre ; il avait déjà ravagé les plaines de la Solana, puni les habitants d'Allo et de Dicastillo, protégé les agriculteurs de la Rioja ; cette fois il s'occupa de rayonner de Pampelune sur toutes les vallées de la haute Navarre ; partout il brisait les liens par lesquels les chefs carlistes avaient assuré leur domination dans ces parages. Ses adversaires, au lieu de s'unir devant l'imminence du péril, laissaient croître dans leur sein l'anarchie et le désordre. Elio, aidé par Zariategui, ne pouvait rien pour maintenir la discipline et l'obéissance. Déjà le 8 août le cinquième bataillon de Navarre s'était déclaré en insurrection formelle à Véra aux cris de *Vive le roi! A bas Maroto! Mort aux traîtres!* Son exemple avait été aussitôt suivi par les onzième et douzième bataillons, cantonnés l'un dans le Baztan, l'autre à Urdax ; et aussitôt plusieurs des chefs exilés après les fusillades d'Estella, Echevaria, Basilio Garcia, étaient venus se mettre à leur tête, donnant à ce soulèvement une grande importance politique ; leur présence indiquait en effet que c'était le parti apostolique qni voulait reprendre la direction de l'armée, et il y avait lieu de supposer que don Carlos lui-même approuvait leur conduite. Malgré cette insurrection, néanmoins, Elio, à force de courage et d'intelligence, parvint à protéger Cirauqui et Estella contre toutes les tentatives de Leon ; ce dernier général, plus brave et intrépide qu'adroit et intelligent, éprouva aux environs de ces deux cités deux revers qui vinrent l'arrêter au milieu de ses succès.

Maroto avait compris tout de suite que l'insurrection de Véra, en minant son prestige, allait lui enlever toute autorité pour traiter des conditions de la paix déjà presque convenue en principe ; il demanda à don Carlos de tenter un effort

pour faire rentrer les rebelles dans la voie du devoir. Don Carlos promit de se rendre lui-même auprès des insurgés; en réalité il se contenta d'avoir une longue conférence avec Echevarria, où il est permis de croire qu'il s'occupa moins de convaincre son interlocuteur, qu'il ne chercha avec lui les moyens de propager dans les autres divisions de l'armée le même mouvement déjà inauguré en Navarre.

Toute la conduite de don Carlos montre en effet dès cette époque qu'il n'a qu'une seule pensée: rétablir son autorité directe sur les troupes et se débarrasser de Maroto.

Des chefs de corps reçoivent des ordres qui émanent directement du quartier royal; on les engage à ne pas obéir au général en chef, qui est considéré comme un traître. Ainsi mis en demeure, ce furent ces chefs qui surent prendre l'initiative d'une résolution; tous à peu près étaient d'accord pour répudier le prétendant auquel ils s'étaient inutilement sacrifiés; ils se séparaient seulement sur cet autre point, que les uns avaient confiance en Maroto et voulaient le laisser l'arbitre de leurs destinées, tandis que les autres accusaient ce personnage des plus mesquines passions; ils le croyaient capable de les vendre pour un intérêt particulier. Pour sortir de l'impasse où ils étaient engagés, ils pensèrent à entrer eux-mêmes directement en négociations avec Espartero. A partir du 24 août on voit les officiers carlistes La Torre, Urbiztondo suivre avec les généraux Zabala et Linage les conférences déjà inaugurées entre Maroto et Espartero.

Dès le commencement, le gouvernement espagnol s'était montré disposé à reconnaître tous les grades et emplois dans l'armée carliste; c'était là une concession capitale et qui influa d'un poids sérieux sur tous les événements. Il n'y eut de difficultés vraiment sérieuses que sur la question des fueros. Les carlistes voulaient que le représen-

tant du gouvernement libéral leur en garantît absolument le maintien; Espartero déclarait que les Cortès seules pouvaient trancher cette question; il ne pouvait prendre lui-même une résolution définitive, et s'offrait seulement à intercéder auprès d'elles pour qu'ils leur fussent conservés.

Le désaccord sur ce point faillit arrêter toute transaction au moment même où l'on se croyait le plus assuré du résultat. Carlistes et libéraux durent se séparer sans avoir rien conclu. Après un tel éclat, il n'était pas possible à Maroto de dissimuler plus longtemps à don Carlos les tentatives de négociation qu'il avait essayées; il lui communiqua donc officiellement un projet de traité très-distinct de celui qui avait été réellement discuté, projet où figuraient, en sus de la conservation de tous les emplois et honneurs accordés dans l'armée et l'administration carlistes, la reconnaissance de don Carlos comme infant d'Espagne et la promesse du maintien des fueros.

Les ministres qui entouraient le prétendant, quoique nommés dans l'origine avec l'assentiment de Maroto, accueillirent comme une preuve de haute trahison la publication de ce document faite le 25 août; on vit en même temps don Carlos arriver lui-même à Elgueta, quartier général des troupes carlistes. Il essaya à nouveau d'intéresser à sa cause les bataillons castillans, navarrais et guipuzcoans cantonnés entre Elgueta et Elorrio, et, passant devant eux à la tête de son état-major, leur demanda si réellement ils voulaient suivre un autre drapeau que le sien. Reçu avec froideur, ne pouvant arracher d'eux aucun cri, contrarié même par de nombreuses démonstrations de : Vive Maroto! il comprit que tout était perdu, et ne songea plus à les ramener à lui par un nouvel effort.

De son côté, Maroto commença ouvertement à déclarer à

ses amis qu'il abandonnait le service de don Carlos et qu'il ne songeait plus pour sa part qu'à mettre un terme à la guerre civile ; il fit arrêter le comte Negri qui avait été nommé à sa place, et officia à tous les divers commandants de corps pour leur faire connaître ses résolutions pacifiques.

A ces déterminations le parti apostolique répondit par un déluge de pamphlets, par des récriminations les plus violentes, par des promesses d'argent pour séduire les chefs et soldats ; tout fut mis en jeu. La situation de Maroto était des plus perplexes ; il était accusé de trahison d'un côté, et de l'autre il n'avait pu faire aboutir les négociations à une issue décisive; il ignorait même si les troupes sous ses ordres voudraient donner leur assentiment à ce qu'il aurait convenu ; dans cette effroyable incertitude, on le voit un jour déchaîné contre don Carlos, le lendemain lui demandant pardon, insistant auprès de ses amis pour la paix, puis se décidant à recommencer la lutte et excitant de nouveau les esprits par des proclamations très-belliqueuses.

Enfin le commandant de la division biscayenne, La Torre, comprenant que le péril grandissait à chaque instant et qu'une solution était indispensable, se décida à accepter les offres d'Espartero au sujet des fueros; dès lors tout fut décidé. Les chefs de deux autres divisions, castillane et guipuzcoane, se rangèrent à l'avis de La Torre, et Maroto, tout à l'heure disposé à recommencer la campagne, consentit alors à envoyer un exprès au général de l'armée libérale pour lui annoncer son intention de souscrire aux propositions qui lui avaient été faites. Espartero s'empressa de répondre qu'il était prêt à accorder tout ce qu'il avait promis; on nomma de part et d'autre des députés, et après quelques pourparlers on en vint à se mettre d'accord sur les termes du compromis fameux connu sous le nom de Convention

de Vergara qui devait mettre fin à la guerre civile. (Voir note C.) L'acte fut signé le 30 août, et de part et d'autre il fut convenu que le lendemain les troupes carlistes viendraient se présenter à Vergara au général en chef de l'armée libérale. Maroto donna à tous les commandants des ordres en conséquence, et craignant lui-même de ne pas être obéi, se rendit le premier, au matin du 31 août, dans le camp libéral avec tous ses aides de camp et son escorte.

Il attendit une grande partie de la journée l'exécution de ses ordres; enfin la division castillane commandée par Urbiztondo se décida la première à se présenter dans les champs de Vergara; elle fut reçue avec la plus grande effusion par Espartero à la tête de son état-major. Les Biscayens suivirent; ils étaient pleins d'allégresse et manifestèrent le désir de se mêler jusqu'à la fin de la guerre civile aux troupes de la reine.

Les Guipuzcoans n'arrivèrent que deux jours après; ils s'étaient divisés. Un petit nombre, avec Guibelalde, avait voulu s'unir aux insurgés de Vera et s'était déclaré contre la convention : la plupart l'avaient accueillie avec empressement comme l'annonce d'une nouvelle ère de paix et de tranquillité. L'arrivée de ces derniers à Vergara fut saluée par de vives acclamations.

Restaient les divisions Alavaise et Navarraise; elles furent attendues jusqu'au 7; voyant enfin qu'elles ne se présentaient point, Espartero se décida à aller au-devant d'elles et se mit en marche pour Cerauqui, Estella, las Amezcoas et tout ce massif important qui avait toujours été comme la place d'armes du carlisme. Beaucoup voulaient résister et continuer la lutte, mais les esprits étaient trop divisés, le découragement était trop général. Tous ceux qui tenaient à rester fidèles à don Carlos prirent le chemin du Nord; le

plus grand nombre voulut jouir du bénéfice de la convention et consentit à déposer les armes ou à s'incorporer dans l'armée libérale.

Il ne fallait plus qu'un très-faible effort pour chasser don Carlos du territoire espagnol. Espartero ne manqua point de l'accomplir, et après avoir disposé un rideau de troupes pour fermer le chemin de l'Aragon, il se mit à piquer avec son avant-garde tous les partisans isolés qui songeaient encore au triomphe du parti apostolique et à la royauté de don Carlos.

Incapables de toute résistance sérieuse, ces vains débris se précipitèrent sur la frontière de France ; parmi eux se trouvaient les insurgés de Vera qu'on pouvait considérer comme les soldats les plus dévoués du parti apostolique. Et pourtant quelle confiance pouvait avoir en eux don Carlos pour sa propre défense quand il sut qu'ils avaient mis à mort le général Moreno, l'ancien bourreau de Malaga, et l'ennemi acharné de Maroto ! Ce dernier ayant voulu mettre un peu de discipline dans les rangs du 11e bataillon de Navarre, avait reçu en pleine poitrine une décharge des soldats mutinés, et avait été ensuite achevé par eux à coups de bayonnettes. Ce crime mit le comble au découragement de don Carlos; il se décida le 14 septembre à abandonner par Urdax le sol espagnol; plus de vingt mille hommes émigrèrent avec leur roi et consentirent à aller manger le pain de l'exil. Le préfet des Basses-Pyrénées avait disposé des troupes sur toute la frontière pour recevoir les fuyards; il veilla avec soin à leur internement, et leur interdit la rentrée dans le pays qu'ils venaient d'abandonner. Grâce à ces dispositions, le mois de septembre n'était pas fini que la pacification des provinces basques et de la Navarre pouvait être considérée comme complète; la capitulation du château de Guevara, en date du 25 septembre, fut le dernier

acte de quelque importance qui dans ces provinces malheureuses marqua le terme de la longue guerre civile que nous avons eu à raconter.

En signant la convention de Vergara, Espartero avait dû réserver sur la question des fueros le droit exclusif des Cortès : c'est à ces dernières qu'il appartenait de prononcer le dernier mot.

Or, il arriva précisément qu'au moment où libéraux et carlistes s'embrassaient dans les champs de Vergara, toute une nouvelle Chambre composée de députés récemment élus se réunissait à Madrid dans l'enceinte de la représentation nationale (1er septembre).

Il n'y avait aucun doute sur les tendances de la majorité; la dissolution des Cortès, signée au mois de juin dernier par le ministère Arrazola, avait découragé le parti modéré ; les principaux chefs avaient décidé de s'abstenir. Les progressistes avaient donc presque partout triomphé sans combat; ils arrivaient tous dans la capitale avec l'idée qu'un changement complet de politique allait mettre immédiatement entre leurs mains la direction des affaires.

Le ministère, de son côté, tout fier de se présenter avec la gloire d'avoir mis fin à la guerre civile, croyait avoir assez mérité de la nation pour ne pas rencontrer une opposition systématique; avec une Chambre modérée, on l'avait vu décréter une dissolution ; maintenant, dans les conditions nouvelles que lui faisait la volonté nationale, il demandait la récompense de son ancienne impartialité ; il prétendait qu'il serait aussi dangereux d'abandonner exclusivement la direction des affaires à ceux qui venaient de triompher dans les élections, qu'il l'eût été naguère de céder entièrement à leurs vainqueurs.

On ne peut s'empêcher de voir derrière cette attitude des ministres l'intention persévérante de la régente de recou-

vrer peu à peu l'autorité absolue, au mépris de la constitution de 1837, sans vouloir jamais, ni dans une circontance ni dans une autre, s'incliner devant les représentants de la nation.

Elle courait, en agissant ainsi, le plus grave de tous les dangers; car si elle pouvait mécontenter l'un et l'autre parti sur lesquels elle avait besoin de s'appuyer, et si tous deux lui devenaient hostiles, que lui resterait-il ? L'armée. Or, celle-ci ne pouvait être entre ses mains qu'à une seule condition, c'est que le chef suprême à qui elle en avait confié le commandement consentît à devenir l'instrument de ses menées ambitieuses. Devant l'enthousiasme général dont il se sentait l'objet dans toute la nation, devant l'incapacité des partis à constituer un régime stable, devant leurs misères et leurs intrigues, il se pouvait que l'ambition du général en chef vînt à s'éveiller et qu'il songeât à travailler pour lui-même : sur quel contre-poids pourrait alors s'appuyer la régente lorsque partout autour d'elle elle aurait semé la haine et le mécontentement ?

Christine se croyait sûre de la fidélité d'Espartero ; elle affectait en toutes les circonstances importantes de s'en rapporter à sa décision; elle avait tenu à le combler des plus grands honneurs, et se flattait, en lui faisant occuper dans l'Etat le poste le plus élevé après le sien, que l'ambition du soldat étant complétement satisfaite, jamais elle ne trouverait un obstacle à ses desseins politiques.

L'arrivée d'une Chambre entièrement progressiste lui avait été extrêmement sensible, mais elle pensait que, la paix définitive devant calmer l'exaltation des esprits, il lui serait bientôt facile de s'en défaire, et d'obtenir d'autres élections au moyen desquelles elle inaugurerait un régime plus conforme à ses goûts.

Dans ses conférences avec ses ministres elle les engagea

à tenir tête à l'orage et à ne pas céder aux premières exigences de la majorité. Les députés, dirigés par des hommes de talent tels que Calatrava, Cortina, Olozaga, Lopez, Arguelles, n'étaient nullement disposés à voir bafouer en leur personne la volonté nationale ; ils se sentaient les plus forts et voulaient recueillir les bénéfices de leur victoire. Aussi dès les premières séances se présentèrent-ils devant le ministère dans une attitude menaçante.

La lutte commença à s'engager sur le texte même du projet de loi par lequel devait être ratifiée la convention de Vergara, et fixée la situation des provinces basques et de la Navarre sur le sujet si important des fueros.

Le gouvernement se contentait de demander à la Chambre la confirmation des fueros actuels et s'engageait à présenter très-prochainement un nouveau projet qui aurait pour but de les modifier en conciliant l'intérêt des provinces avec celui de la nation et avec la constitution politique de la monarchie. La commission chargée de l'examen de cette proposition se divisa quand il s'agit de formuler son propre rapport ; la majorité avec Arguelles voulait que les fueros fussent exclusivement respectés pour tout ce qui concernait les côtés municipal et économique, mais que, pour le reste, le régime constitutionnel fût seul reconnu ; la minorité insistait pour que tous les fueros fussent respectés en tant seulement qu'ils n'étaient pas en opposition avec les droits politiques inscrits dans la constitution de 1837.

Plusieurs séances furent occupées à discuter laquelle était la plus avantageuse de ces deux formules : tel était en apparence l'objet du débat ; c'était en réalité la durée du ministère qui était en question sous des formes vagues et pompeuses derrière lesquelles se dissimulaient à peine les luttes de parti. La volonté bien arrêtée de la régente de ne pas modifier son ministère se trahit par la résistance

inflexible qu'opposa Arrazola à toutes les attaques des progressistes; il semblait qu'un vote qui pouvait nuire à la pacification générale du pays allait avoir lieu sur une question d'urgence exclusivement nationale, lorsque, cédant à un de ces mouvements d'enthousiasme dont les assemblées délibérantes donnent parfois le spectacle, une scène attendrissante dont le général Alaix et Olozaga donnèrent le signal vint faire présager une réconciliation entre le ministère et la majorité (7 octobre).

Il résulta de cette suspension d'hostilités le vote, à l'unanimité des cent vingt-trois membres présents, des deux articles suivants, qui réglèrent la question des fueros.

Article premier. Les fueros des provinces basques et de la Navarre sont confirmés, sans préjudice de l'unité constitutionnelle de la monarchie.

Article deuxième. Le gouvernement, dès que les circonstances le lui permettront, après avoir entendu les provinces basques et la Navarre, proposera aux Cortès les modifications indispensables aux fueros que réclame l'intérêt même de ces provinces concilié avec celui de la nation et la constitution de la monarchie. En attendant et provisoirement il appartiendra au gouvernement de résoudre tous les doutes et toutes les difficultés qui se présenteront d'après les bases indiquées dans le projet de loi; il rendra compte aux Cortès de tout ce qu'il aura fait.

Les faits ne tardèrent pas à démontrer combien était peu sincère, au point de vue de la lutte intérieure des partis, l'accord apparent qui avait signalé la séance du 7 octobre; Arrazola affecta de représenter toutes les lois organiques proposées par le parti modéré pour modifier dans un sens favorable à ses vues la constitution de 1837. C'est ainsi que les projets relatifs aux municipalités, à la milice nationale, à la liberté de la presse, furent soumis à la nouvelle Cham-

bre, quoique évidemment rédigés sous un point de vue auquel elle devait se montrer hostile.

D'autre part, dans sa réponse au discours d'ouverture, la majorité réclama de la couronne une marche entièrement conforme à l'esprit de la loi fondamentale qui avait été jurée; sans cette marche, ajoutait-elle, ni la nation ne peut avoir la confiance nécessaire, ni la grande œuvre de la pacification du royaume ne peut être achevée, ni nos institutions ne pourront se consolider.

Ainsi poussée dans ses derniers retranchements, la régente, sans se laisser arrêter par la crainte de mécontenter Espartero, dont elle savait pourtant les relations intimes avec Alaix, préféra dissoudre les nouvelles Cortès plutôt que de remettre aux mains du parti progressiste, après la pacification de Vergara, la direction des affaires.

Le ministre de la guerre ayant opiné dans le sein du conseil pour la retraite du cabinet devant la majorité des Cortès, Christine accepta sa démission et signa, le 31 octobre, un premier décret par lequel les séances étaient suspendues jusqu'au 18 novembre.

Avant de se séparer, la majorité eut le temps de voter, à la majorité de quatre-vingt-quinze voix contre trois, une proposition révolutionnaire de nature à exciter la nation à la résistance ouverte contre la volonté de la régente; elle rappelait que les Espagnols n'étaient obligés à payer aucune contribution ou taxe qui n'eût été auparavant votée ou autorisée par les Cortès, aux termes de l'article 73 de la constitution. Comme le ministère n'avait entre les mains aucune autorisation de toucher les impôts, il était menacé de ne pouvoir gouverner, si le peuple espagnol écoutait les suggestions de ses députés et se refusait au payement de ses contributions.

Ce fut le dernier acte de cette assemblée éphémère dont

la vie fut si courte; ses membres, séparés par le décret du 31 octobre, n'eurent plus occasion de se réunir. Avant le jour fixé pour la réouverture des séances, le 18 novembre, on vit apparaître dans la *Gazette officielle* le décret de dissolution, qui avait été précédé d'une reconstitution du ministère dans un sens modéré.

A côté d'Arrazola, qui avait soutenu la lutte avec tant d'énergie contre l'élément progressiste, la régente appelait à faire partie du cabinet un général portant le nom de Narvaez, mais n'ayant du reste rien de commun avec celui qui s'était fait dans la guerre civile une situation si élevée à côté d'Espartero et de Cordoba, un officier connu à la fois par ses talents et ses tendances politiques très-accentuées dans le sens de la modération, Montès de Oca, enfin un jurisconsulte, Calderon Collantès, qui reçut, avec le portefeuille de l'intérieur, la mission spéciale de préparer de nouvelles élections.

L'irritation des progressistes égala, si elle ne dépassa, celle qu'avaient éprouvée les modérés au mois de juin précédent : ils exhalèrent leur mécontentement dans un manifeste où ils cherchèrent habilement à unir leur cause à celle de l'armée, et ils accusèrent le ministère d'avoir violé la constitution de 1837 et de s'être moqué de la représentation nationale. S'ils avaient, en votant le refus de l'impôt, pris une mesure susceptible d'occasionner des désordres, ils étaient dans leur droit strict; la constitution leur reconnaissant à eux seuls la faculté exclusive de voter les impôts comme elle donne au trône le droit de suspendre et dissoudre les Cortès.

Ce qui était évident, c'est que le désir de s'emparer du pouvoir au moment où tout annonçait la fin de la guerre civile faisait perdre aux partis toute espèce de sagesse, toute espèce de pudeur; modérés et progressistes voulaient voir

les places et les honneurs se distribuer exclusivement à leur profit, et luttaient entre eux, sans qu'aucun des deux partis voulût concéder à son rival la part de représentation qui pouvait lui revenir par le jeu régulier des institutions.

Tous les conseils de la sagesse la plus vulgaire étaient oubliés; chacun ne voulait obéir qu'à la voix de la passion.

---

drap dont il avait besoin pour ses uniformes; il avait des ateliers pour la réparation des fusils et la fabrication des lames et épées ; le plomb, la poudre étaient abondants; de nombreux pâturages, situés à des altitudes différentes, assuraient à ses chevaux une excellente nourriture. Il n'eût servi de rien de le bloquer dans le pays qu'il occupait, car il y trouvait toutes les ressources nécessaires pour s'y maintenir.

Ce que devait surtout rechercher le général en chef de l'armée du Centre, don Marcelino Oraa, c'était de conserver avec soin les places qu'il possédait encore sur le territoire carliste proprement dit, telles que Morella, Beni-Carlo, Gandesa, Vinaroz, Lucena. Les deux premières lui furent enlevées dans le courant de janvier 1838.

Beni-Carlo, port de mer de quelque importance, capitula après quelques jours de défense; il fut pillé et condamné à payer une contribution de 8000 douros. Sa garde nationale, emmenée prisonnière, alla pourrir dans les effroyables dépôts où les carlistes enterraient leurs prisonniers. Cabrera ne jugea point utile pour ses intérêts de conserver la possession de cette cité; il en fit détruire les fortifications et l'abandonna ensuite.

La prise de Morella était bien autrement importante pour lui, quoique cette cité ne comptât que cinq mille âmes. Le succès fut dû à une action d'éclat tentée par un jeune Catalan de vingt-huit ans qui, à la tête d'un faible détachement, osa, pendant une nuit d'hiver (25 janvier), escalader une des tours du château fort qui la commande. Se croyant garantie par l'aspérité des lieux, la garnison bloquée vivait dans une trop grande confiance : elle se vit tout à coup assaillie par quelques hommes hardis qui, exagérant leur nombre par l'intensité et la fréquence de leurs cris, parvinrent à s'emparer de la porte principale et du dépôt de

munitions. Dans le tumulte qui suivit leur apparition, les défenseurs du château ne surent prendre aucun parti; ils se réfugièrent à la fin dans la ville, située tout au bas du château, puis furent réduits à se retirer à Vinaroz, quand le corps carliste chargé du blocus eut été introduit dans le château par les premiers assaillants. A peine Cabrera se vit-il maître de cette cité, très-forte, très-facile à défendre, centre le plus important du territoire qu'il occupait, qu'il travailla activement à la fortifier pour en faire le siége même de sa domination.

Il songeait en même temps à se jeter dans de nouvelles entreprises; c'est ainsi qu'il fit pour la cinquième fois attaquer la ville de Gandesa, et s'il ne put s'en emparer à cause de l'arrivée d'un renfort, il la réduisit du moins à un tel état de délabrement que ses habitants se virent réduits à l'abandonner et allèrent mendier dans toute l'Espagne, pour prix de leur courage et de leur héroïsme, un asile que la pauvreté générale ne permettait pas de leur accorder partout (28 février).

Les malheureux habitants de Gandesa s'étaient réfugiés surtout dans la ville de Saragosse. Or, cette ville même faillit tomber entre les mains des carlistes. Le procédé employé par eux pour s'en emparer paraît tenir plutôt du roman que de l'histoire. Les libéraux étaient, en effet, si mal gardés, que, dans la nuit du 4 au 5 mars 1838, un des lieutenants de Cabrera, Cabañero, put s'approcher des murailles, sans être aperçu, avec une colonne de 2 200 fantassins et 300 chevaux; il pénétra dans la cité sans coup férir, et quand les habitants se réveillèrent, ils trouvèrent leurs places principales occupées par des bataillons qui acclamaient à la fois et leur roi Charles V et leur chef Cabañero. Qu'on juge de la stupeur générale : la milice nationale ne perd pourtant pas courage; chacun individuellement court

aux armes, descend dans la rue et cherche à s'aboucher avec son voisin. Des indications de points de réunion circulent bientôt parmi ces soldats improvisés, malgré l'ennemi qui cherche à profiter de ses avantages; des groupes se forment à l'église de la Seo et à celle de Notre-Dame del Pilar; bientôt la lutte s'engage, les carlistes ne peuvent résister aux flots d'ennemis qui les pressent de toutes parts; il leur faut songer à la retraite et avouer leur impuissance en abandonnant sur le théâtre du combat deux cent dix-sept morts, soixante-six blessés et sept cent trente-deux prisonniers, dont vingt-neuf chefs et officiers. De leur côté, les libéraux n'avaient perdu que onze morts, cinquante blessés et cinquante-quatre prisonniers. On se demande, en présence de tels événements, où était le capitaine général chargé de la garde de Saragosse; que faisait-il, que voulait-il? Etait-il traître ou seulement malhabile? Il est tel degré d'imprévoyance qui, chez un militaire, devient plus qu'un crime. Tout portait à croire que le général Esteller était incapable de trahison; mais pendant le combat, sous le poids de la nouvelle qui était venue le surprendre dans sa tranquillité, il est certain qu'il perdit la tête; il ne sut prendre aucune décision, il laissa l'ennemi se retirer en paix en emmenant ses prisonniers. Cette conduite excita contre lui l'irritation à un tel degré, que des groupes commencèrent à se former dans la ville; on demanda aux autorités municipales de décréter son arrestation, et quand il eut été conduit dans un cachot de l'inquisition, la foule, loin de s'apaiser, se laissa entraîner par un ardent désir de vengeance; elle envahit sa prison, l'en arracha avec violence et l'assassina lâchement.

Cette tentative sur Saragosse était aussi par trop téméraire de la part des carlistes : elle n'aurait pas dû être tentée par eux, mais elle montre bien à quel degré ils étaient arrivés d'extraordinaire confiance dans leur supé-

riorité et dans l'intelligence de leurs chefs. Cabrera essaya de réparer cet échec en emportant la place de Lucena, déjà bloquée une fois par lui dans ses courses rapides, mais attaquée maintenant dans toutes les conditions d'un siége régulier (17 mars-5 avril). Le général en chef de l'armée du Centre ne pouvait, sans perdre toute espèce de prestige, abandonner à son rival cette importante place, qui domine toute la vallée de Mijarès : aussi crut-il de son devoir d'aller au secours de cette ville avec tous les corps qu'il put rassembler; il fut assez heureux pour arriver à temps et eut la joie d'entrer dans Lucena le 5 avril et de voir son ennemi se désister de son entreprise. De son côté, sûr de l'impunité pour quelque temps, Cabrera s'empressa d'en profiter pour dévaster le bas Aragon avec la plus extrême célérité; par suite de la concentration des forces libérales autour de Lucena, il s'empara de Calanda, Alcorisa et Samper (18 au 30 avril), fit prisonniers un très-grand nombre de miliciens nationaux dans tous ces bourgs, ravagea les plaines d'Alcañiz, et essaya de s'emparer de la ville même d'Alcañiz, qui ne lui aurait pas résisté longtemps si Oraa n'était de nouveau accouru pour la protéger (7 mai).

Ce qui achevait de rendre vraiment redoutable la puissance de Cabrera, c'est que les districts qu'il occupait devenaient peu à peu le rendez-vous de tous les débris des factions vaincues dans le reste de la Péninsule; c'est là qu'étaient venus chercher asile les restes des colonnes de don Basilio et de Negri, ceux des bandes organisées par le curé Merino en Castille, les fuyards échappés au désastre subi par Tallada dans les plaines d'Orihuela, et enfin tous les partisans que la persécution assidue de Narvaez avait chassés de la Manche et de la Nouvelle-Castille. Le gouvernement de Madrid parut enfin s'émouvoir de cet état de choses; il manifesta au général en chef de l'armée

du Centre son intention de faire affluer vers lui la majeure partie des ressources dont il pourrait disposer si, de son côté, il consentait à tenter une opération décisive. Se laissant, malgré son grand âge, entraîner par la perspective d'atteindre le degré de popularité dont jouissait Espartero, Oraa offrit de diriger une expédition sur Morella, et de tenter la reprise de cette ville forte, si on lui promettait des renforts et si on lui assurait une quantité suffisante d'approvisionnements. Les ministres d'alors (Mon, Castro, Latre) confirmèrent au Vieux Loup (El Lobo Cano, c'était le surnom d'Oraa) toutes les promesses d'un concours sérieux, et dans leur ardent désir de diminuer la haute position prise par Espartero, ils donnèrent l'ordre à leurs journaux d'exalter par avance le mérite de la grande opération qui allait se tenter. Donc, pendant deux mois, de mai à juillet 1838, il ne fut question dans toute la Péninsule que de l'expédition projetée par Oraa sur Morella : une publicité maladroite exagéra les préparatifs de tout genre qui étaient réunis par les libéraux pour la mener à bien, tandis que les carlistes, bien prévenus, étaient encouragés à prendre toutes les précautions qui leur permettraient de résister avec succès.

Si le ministère eût été assez fort pour emprunter momentanément à l'armée du Nord une partie de ses forces, certes, il eût pu se proposer avec utilité de contenir dans des limites plus restreintes l'ascendant que prenait Cabrera dans le Levant ; mais Espartero ne consentait point à se dégarnir, et la régente, ayant toute confiance en lui, ne voulait pas qu'en fait d'opérations militaires on allât contre sa volonté. Force fut donc de réduire à trois divisions et à une réserve l'ensemble des forces dont pourrait disposer Oraa pour son expédition ; ce nombre était insuffisant ; on ne tarda pas à le voir. En effet, lorsque la division Borso,

partie de Castellon, se fut unie, aux alentours de Morella, à celle de Santos San Miguel, partie d'Alcañiz, et au reste de l'armée venu de Teruel sous le commandement direct du général en chef, tous ces corps réunis ne parvinrent pas à couper les communications entre la ville qu'ils venaient bloquer et les troupes carlistes (16-30 juillet). Cabrera, après avoir confié au comte de Negri la défense de Morella, resta en état de tenir la campagne, et, avec tous les bataillons venus autour de lui, harcela ses adversaires sans désemparer; il avait donné l'ordre de brûler les moissons, et comptait bien que la disette et la famine ne tarderaient pas à se faire sentir dans les pays pauvres et montagneux où on était venu le chercher; ses calculs furent bientôt justifiés par les faits. Oraa, ne trouvant rien sur le territoire où il s'était compromis, obligé de tout faire venir d'Alcañiz, où il avait établi ses approvisionnements, fut forcé d'employer une grande partie de ses forces au transport constant des denrées et fourrages qui lui étaient de première nécessité; néanmoins, pendant quinze jours, il travailla à occuper toutes les hauteurs qui entourent Morella, à former ses batteries de siége et à les dresser; mais déjà, vers le 15 août, les approvisionnements commencèrent à lui manquer, et la brèche n'était pas ouverte.

Dans cette conjoncture, on décida de tenter un assaut, et le 16 août au matin deux colonnes furent lancées contre la place; les feux de l'ennemi n'étaient pas éteints; l'effort fut inutile, et les libéraux durent rentrer dans leurs quartiers après avoir perdu un sang précieux.

Nouvel assaut le lendemain 17; cette fois, l'escalade est tentée sur trois points différents en même temps que la résistance de l'ennemi est appelée d'un quatrième côté par l'attaque d'une très-forte colonne. L'épreuve, cette fois encore, tourna à l'avantage des carlistes. Des pertes

cruelles, celle d'un jeune chef d'état-major, qui marchait à la tête de la colonne, celle de l'ancien gouverneur de Morella, qui remplit sa promesse de rentrer dans la place ou de mourir, jetèrent le désarroi parmi les assaillants et les déterminèrent à renoncer à l'attaque.

Pendant ce temps, les approvisionnements manquaient toujours; les fournisseurs ne remplissaient pas leurs engagements, le ministère manquait à ses promesses. Oraa comprit que le succès était compromis; il réunit ses officiers en conseil de guerre, et là, le soir même du malheureux assaut, il fut décidé que le siége serait levé et l'expédition abandonnée. La retraite commença le lendemain même, et, au plus grand étonnement des défenseurs de Morella, on vit l'armée libérale reprendre le chemin d'Alcañiz, triste, mais en bon ordre, n'ayant pas été entamée une seule fois. Le 22, Oraa se trouvait déjà à Alcañiz; là, il divisa ses troupes, enjoignit à San Miguel de retourner à Saragosse, chargea Pardiñas, le troisième divisionnaire de son armée, de la défense du bas Aragon, et renvoya Borso à Castellon, d'où il était venu : lui-même se dirigea sur Teruel, où devait le rejoindre le ministre de la guerre Latre, sous le prétexte d'examiner tous ses actes et de porter un jugement sur sa conduite.

Il fut curieux de voir le malheureux Oraa, dont la conduite tout entière, pendant tout le cours de cette guerre, apparaît marquée au coin du dévouement le plus complet, et de l'expérience militaire la plus consommée, devenir en un instant, par le fait de ce malheureux événement, l'objet de l'irritation publique la plus générale; pour comble de ridicule, il devait être jugé par le ministre de la guerre, bien plus coupable encore que lui du mauvais résultat, puisque l'expédition avait échoué par le manque d'approvisionnements et non par faute de stratégie ou de tactique.

Quoi qu'il en soit, Latre ne manqua pas, dans son rapport, de rendre justice au mérite et aux efforts du malheureux Oraa, et si les circonstances ne permirent pas de lui conserver le commandement en chef, sa mémoire du moins resta déchargée de toute responsabilité quant à cet échec; la seule faute qui puisse lui être reprochée, c'est d'avoir consenti à s'y engager avec des moyens insuffisants.

L'insuccès de l'expédition de Morella eut sur les événements politiques de Madrid l'influence la plus grande : il contribua, avec la démission d'Espartero, à amener la chute du ministère modéré, et l'arrivée au pouvoir des hommes de transaction Frias, Walgornera (6 septembre), qui devaient transmettre peu de temps après le portefeuille de la guerre au bras droit d'Espartero, au général Alaix. Constater les rapport de ces divers faits est important, car seuls, ils expliquent comment, après avoir été pendant quelque temps l'objet principal des préoccupations ministérielles, l'armée du Centre fut ensuite, jusqu'après la convention de Vergara, presque entièrement abandonnée à ses seules ressources.

Si jamais cependant il eût fallu s'occuper d'elle, c'était en ce moment; car tout était à redouter de Cabrera, dont le prestige s'était considérablement accru par le fait d'apparaître comme vainqueur d'un des généraux les plus estimés de l'armée espagnole. Ce n'était pas d'ailleurs un homme à ne pas savoir profiter de ses victoires; tandis que les ministres de don Carlos lui faisaient écrire par le prétendant les lettres les plus louangeuses, tandis qu'ils lui décernaient le titre de comte de Morella pour lui, ses enfants et leurs descendants, il n'avait songé, de son côté, qu'à tirer parti de la situation avantageuse où le plaçait la retraite d'Oraa vers Alcañiz. Tous les chemins lui étaient ouverts pour quelque temps dans la direction opposée. Il

se hâta donc d'aller ravager les vallées du Jucar et du Turia (29 août), et ne s'arrêta, après avoir fait un butin considérable, que quand Borso fut arrivé à Segorbe, et se fut mis, après une marche très-pénible, en état de protéger la huerta de Valence.

Plus tard, quand il vit toutes les divisions procéder isolément, il s'occupa d'abord de faire reposer ses soldats, et les autorisa pendant huit jours à *changer de chemise* ; il prit ensuite des mesures pour augmenter ses recrues au moyen d'une nouvelle levée ; puis à la fin du mois de septembre, lorsqu'il eut la conviction qu'aucun autre corps ne pouvait accourir contre lui, il songea à écraser le général de division Pardiñas qui opérait dans le bas Aragon avec cinq bataillons et trois escadrons. Et en effet, il l'atteignit à Maella, et lui ayant présenté la bataille dans des conditions très-favorables, obtint le succès le plus complet. Pardiñas, désespéré de voir sa gauche enveloppée, devenue prisonnière de guerre, se jeta en désespéré au milieu des canons ennemis et y trouva la mort ; sur ses cinq bataillons, deux purent échapper : les autres furent décimés ou réduits en captivité ; quelques pelotons de cavalerie eurent le temps de s'enfuir en désordre ; les autres, et en particulier l'escadron du Roi, éprouvèrent le plus triste sort. Cabrera, mécontent des pertes qu'il lui avait fait subir à l'origine de l'action, commit l'infamie de faire dépouiller de leurs vêtements plus de cent soixante malheureux soldats de cet escadron et de les faire tuer par ses hommes à coups de lance et de baïonnette.

Cette action, à laquelle refusèrent de prendre part certains de ses officiers, n'avait aucune excuse chez un général victorieux : elle témoigne des passions sanguinaires dont il a toujours été animé.

Ce déplorable revers, qui coûtait plus de trois mille hom-

mes aux libéraux, vint inaugurer de la façon la plus triste le commandement du successeur d'Oraa, don Antonio van Halen, frère de ce Juan van Halen qui joua un rôle dans la lutte de la franc-maçonnerie espagnole contre Ferdinand VII. Don Antonio était un militaire sévère, impitoyable, dans le genre de Nogueras : aux exécutions de Cabrera, il répondit immédiatement par des actes non moins rigoureux, et en peu de temps la guerre prit dans ces parages un aspect encore plus odieux qu'elle n'avait eu jusqu'alors ; ce qui la rendait particulièrement effrayante, c'est que les circonstances avaient accru considérablement le nombre des prisonniers militaires entre les mains des carlistes : il fallait les nourrir, et cette nécessité épuisait des approvisionnements dont la défense de Morella avait fait sentir tout le prix. De là un mépris de la vie des prisonniers qui atteignit à cette époque les proportions les plus odieuses ; à l'Horcajo, quatre-vingt-seize sergents furent en un même jour fusillés, parce que, tandis qu'on les invitait à s'enrôler parmi les rebelles, l'un d'eux avait dit tout haut qu'il valait mieux mourir que servir avec des voleurs (primero morir que tomar parte con ladrones); cinquante-huit gardes nationaux de Villamaleja, coupables d'avoir défendu leurs foyers, furent également fusillés, et avec eux, pour comble d'horreur, six enfants âgés de dix à quatorze ans et un vieillard de soixante et dix ans.

Il était impossible que de semblables crimes n'amenassent pas d'affreuses représailles. Les masses des deux grandes cités les plus exposées à l'invasion carliste, Saragosse et Valence, émues jusqu'au fond de l'âme par le récit de ces infortunes, commencèrent à s'agiter et à demander au gouvernement de renvoyer aux carlistes terreur pour terreur. A Valence, le capitaine général essaya de s'opposer à leurs exigences; il fut visé et tué par un fanatique au moment même

où il tentait avec courage de ramener la foule à des sentiments plus humains (23 octobre); les autorités qui lui succédèrent se décidèrent alors à accéder aux vœux qui leur étaient exprimés; une junte de représailles fut nommée, qui envoya au supplice treize officiers carlistes et soixante-quinze soldats qui se trouvaient prisonniers dans les cachots de la ville. A Saragosse, le général Santos San Miguel parvint à apaiser les esprits en formant lui-même la junte qui devait donner satisfaction au sentiment public. Ces diverses juntes fonctionnèrent ainsi jusqu'au 12 novembre; à cette époque, le ministère publia un décret royal par lequel elles furent toutes déclarées dissoutes, et le droit de fusiller les prisonniers, considéré comme mesure purement militaire, fut exclusivement accordé aux généraux en chef, suivant les lois habituelles de la guerre.

Ce fut alors van Halen lui-même qui voulut montrer à Cabrera que l'armée espagnole n'entendait pas supporter sans vengeance des forfaits semblables à ceux qui avaient été commis; en échange des victimes de Maella, d'el Horcajo et de Villamaleja, soixante-six carlistes faits prisonniers à Cheste par Borso, furent fusillés le 16 décembre dans les environs de Murviedro. L'Europe entière s'émut quand elle apprit cette nouvelle manière de combattre, et l'Angleterre, se faisant l'organe de l'indignation générale, commissionna auprès des deux généraux un plénipotentiaire pour les décider à suivre un genre de guerre plus humain.

Cette intervention si nécessaire eut un bon résultat; après quelques pourparlers les deux commandants en chef se décidèrent à signer un traité presque semblable à celui d'Elliot et connu sous le nom de convention de Lecera (1er avril) (voir note D). Ce traité assurait la vie des prisonniers, s'étendait à tous les volontaires, miliciens nationaux, francs-tireurs des deux armées, établissait l'organisation de dépôts de

prisonniers, d'hôpitaux, et stipulait un échange chaque fois que le nombre des captifs excéderait le chiffre de quatre cents. Combien il eût été plus simple des deux parts d'étendre dès l'origine aux provinces du Levant le traité conclu sous les auspices de lord Elliot pour les provinces basques et la Navarre !

Cependant la lutte n'en avait pas moins continué, tandis qu'on élaborait des deux côtés les moyens de donner à la guerre des couleurs moins sauvages.

Cabrera, ravageant les vallées de l'Ebre, du Jiloca et du Jalon, s'avança jusqu'à Calatayud, dont il essaya de s'emparer, et tandis qu'il se livrait de ce côté à ses déprédations, ses lieutenants Llangostéra, Forcadell, Arnau, Polo, attaquaient successivement, mais sans succès, Caspe sur les rives de l'Ebre, Montalban dans le bas Aragon, Peñiscola sur les rives de la Méditerranée, enfin Lucena, qui était pour lui une première étape sur Valence.

Les deux généraux, au lieu de se livrer des batailles rangées, paraissaient plus exclusivement préoccupés, l'un de retenir l'ennemi dans certaines limites, l'autre, au contraire, de gagner chaque jour plus de terrain et de conquérir à son autorité de nouveaux territoires. Ainsi van Halen, pour garantir les provinces de Castellon et de Valence, s'occupait de fortifier la ville d'Onda et d'établir une série de places fortes à partir de cette cité jusqu'à Mora de Rubiélos. Cabrera, déjà maître de presque tout le bas Aragon où il levait des contributions et des recrues, s'établissait fortement dans le château de Segura, à quelques lieues de Montalban.

Son installation sur ce point offrait tant de dangers pour la sécurité de Madrid même, que don Antonio van Halen annonça hautement la résolution de l'en déloger. Le 23 mars il se met en route pour ce point, traverse avec ses troupes la chaîne de montagnes qui lui donne accès; puis, arrêté par

une effroyable tempête, plus malheureux que son prédécesseur Oraa, il se vit forcé d'abandonner son entreprise avant même de l'avoir sérieusement entamée.

L'opinion publique accueillit avec dépit cette malheureuse solution d'une campagne commencée avec trop de fracas, et pour lui donner satisfaction le ministère dut accepter la démission de van Halen, qu'il remplaça d'abord par Nogueras, puis, ce dernier étant retenu à son foyer par la maladie, par Léopoldo O'Donnell, le général de division qui s'était le plus distingué par ses grandes qualités militaires à l'armée du Nord. Du reste, quoique l'armée du Centre fût à cette époque composée de plus de 31 500 fantassins et de 2 500 chevaux, en donnant ses instructions aux nouveaux généraux en chef, le gouvernement insistait pour qu'ils se tinssent exclusivement sur la défensive et n'engageassent en ce moment aucune opération sérieuse.

Espartero allait entreprendre sa grande campagne de 1839, et c'est de ce côté que devaient désormais se diriger pendant quelque temps toutes les ressources de la nation. Cabrera lui aussi suivait avec le plus vif intérêt tous les événements qui s'accomplissaient dans les provinces basques ; ami intime de Tejeiro, de Balmaseda et d'Echevarria, formant avec le comte d'Espagne l'auxiliaire le plus solide du parti apostolique, il avait appris avec désespoir les fusillades d'Estella, et l'arrivée de Maroto au commandement suprême dans les provinces basques.

Néanmoins, quand la lutte eut commencé dans la vallée de la Nestosa, il songea à occuper de son côté l'armée du Centre, et manifesta l'intention de s'emparer de la cité de Montalban (19 mai). Les troupes libérales voulurent en faire lever le siége : elles n'y parvinrent pas ; il fut assez fort pour la maintenir bloquée pendant cinquante jours, et pour la réduire à un tel état, que ses défenseurs se virent à

la fin forcés d'en abandonner les ruines, s'estimant assez heureux d'avoir la vie sauve, grâce aux efforts du général Ayerbe, qui vint au dernier moment les protéger et les recueillir.

Cette catastrophe avait achevé d'enlever à l'armée du Centre toute confiance en elle-même; aussi quand Léopoldo O'Donnell, aux premiers jours de juillet, se présenta au milieu d'elle, la trouva-t-il dans l'état le plus déplorable; heureusement, les succès obtenus par Espartero dans le Nord tendaient à exercer une nouvelle influence sur le moral des esprits, en exaltant d'un côté les espérances des libéraux, et en dissipant tous les rêves de grandeur que se forgeaient autour de Cabrera les partisans et les auxiliaires de la monarchie absolue.

Le premier but que se proposa O'Donnell, ce fut d'éviter à la ville de Lucena le sort de Morella; toutes les visées du général carliste étaient depuis longtemps braquées sur elle, et au même mois de juillet, après avoir successivement occupé toutes les forteresses qui avaient jusqu'alors facilité aux troupes libérales les moyens de l'approvisionner, il croyait vraiment arrivé le moment de cueillir le fruit de tous ses efforts; ses calculs furent déjoués par une marche rapide de son adversaire, qui avec cinq bataillons et quatre escadrons de renfort arriva inopinément de Saragosse par Daroca, Teruel, et Segorbe. Son arrivée, la présence de quelques troupes nouvelles, rendirent aux vieux soldats de l'armée du Centre un peu de leur ancienne énergie. Tous les corps de l'ancienne division Borso, concentrés à Castellon, se laissèrent conduire vers Lucena, rencontrèrent avant d'y descendre les bataillons de Cabrera, les délogèrent sans éprouver une perte de plus de 300 hommes, et se mirent en communication avec la place, qui fut ainsi sauvée du plus grand péril (15 juillet).

L'effet de ce premier succès fut assez grand parmi les populations ; les soldats, de leur côté, comprirent qu'ils avaient à leur tête un général à la fois énergique et habile, et ils furent encouragés dans cette opinion par le gouvernement, qui, pour montrer jusqu'où allait sa confiance dans le nouveau chef, lui décerna le titre de comte de Lucena. Ainsi commença à s'établir entre le ministère, l'armée, les généraux et les habitants un accord qui promettait des résultats sérieux ; depuis le commencement de la guerre, il ne s'était jamais manifesté dans les provinces de l'Est avec une semblable énergie.

O'Donnell ne se faisait point d'illusion ; il comprenait qu'avec les seules ressources de l'armée du Centre, poursuivre Cabrera, le vaincre en bataille rangée et l'anéantir dans ses derniers retranchements était chose impossible. On pouvait seulement lui enlever l'un après l'autre les points fortifiés au moyen desquels il assurait sa domination sur une si grande étendue de territoire ; puis, après avoir ainsi diminué progressivement ses forces, on pouvait le contraindre à épuiser les ressources des pays où il aurait été enfermé ; c'est dans cette disposition d'esprit qu'il se décida à consolider les lignes établies par van Halen à partir d'Onda jusqu'à la frontière d'Aragon, et qu'il se proposa d'enlever de vive force le fort de Tales, à l'aide duquel Cabrera menaçait incessamment la position d'Onda. Après un engagement dans lequel carlistes et libéraux perdirent environ 700 hommes de part et d'autre, Tales fut pris et rasé (14 août).

Deux fois battu par son nouvel adversaire, Cabrera chercha à relever par quelque action d'éclat son prestige qui baissait, et informé qu'un corps isolé dont les mouvements dépendaient du ministère de la guerre à Madrid opérait dans la province de Cuença, il fit ses préparatifs pour l'en-

velopper. Appelées précipitamment du bas Aragon et de Cantavieja, des colonnes commandées par Balmaseda et Forcadell et dirigées par lui-même, furent assez rapides dans leur marche pour atteindre dans la ville de Carboneras le corps qu'il guettait, et pour lui imposer après quelques luttes sanglantes une capitulation nécessaire ; 2 000 prisonniers, 150 chevaux, tel fut le résultat de ce coup de main qui ne coûta guère aux carlistes plus de 300 hommes (1er septembre).

Dans d'autres circonstances l'affaire de Carboneras eût causé une très-grande impression sur l'opinion publique, d'autant plus grande que les carlistes opéraient dans une province déjà très-voisine de la capitale ; mais comme la nouvelle s'en répandit partout avec celle de la signature de la convention de Vergara, elle perdit toute valeur devant ce grand fait, dont l'importance paraissait, avec juste raison, tout à fait décisive.

Cabrera eut beau s'indigner contre Maroto, exhaler sa fureur en phrases frénétiques, défendre à ses subordonnés de prononcer le mot même de *transaction*, il ne put empêcher le désir de la paix de se faire jour sur son propre territoire, il eut bientôt à compter, parmi ses propres officiers, avec des hommes qui voulaient bénificier des avantages de la transaction.

Le premier qui songea à se rallier ainsi au gouvernement libéral, ce fut Cabañero, l'envahisseur de Saragosse dans la nuit du 5 mars 1838 : non content d'agir par son exemple, il s'adressa, dans un manifeste, à tous ses compagnons et les engagea à déposer les armes ; toutefois, il s'était exagéré sa propre influence, et dans ce moment critique Cabrera fut assez fort pour conserver autour de son drapeau presque tous ceux qui avaient l'habitude de suivre ses ordres.

Il fallait donc continuer la guerre ; seulement, la pacifi-

cation des provinces basques et de la Navarre mettait à la disposition du gouvernement espagnol une armée de 44 000 fantassins, 3 000 chevaux et 160 canons environ, et il était impossible, malgré toute son arrogance, que l'ancien étudiant de Tortose pût résister à un tel surcroît d'ennemis. Il fut décidé à Madrid qu'Espartero serait chargé de continuer en Catalogne et en Aragon l'œuvre qu'il avait déja si heureusement accomplie dans les provinces basques et en Navarre; on était sûr qu'il s'entendrait avec O'Donnell, à qui il confia en effet les fonctions de chef d'état-major, tout en lui laissant la direction spéciale de l'armée du Centre; disposant de toutes les ressources, Espartero fut le maître encore de déterminer à son gré et le nombre de troupes qu'il fallait laisser dans les provinces pacifiées et celui qu'il fallait conduire contre Cabrera d'abord, ensuite contre les bandes catalanes.

Le mois de septembre 1839 n'était pas écoulé que toutes les dispositions nécessaires étaient déjà prises; le général Rivero dut rester en Navarre avec 15 bataillons et 8 escadrons; 25 autres bataillons furent destinés à la garde des provinces basques. Le reste de l'armée du Nord, partagé en quatre divisions, descendit dans le bas Aragon et commença à protéger tout ce malheureux territoire contre les bandes nombreuses qui le désolaient depuis si longtemps.

D'accord avec O'Donnell, Espartero ne crut pas prudent de s'engager tout de suite dans le massif de montagnes que dominent Morella et Cantavieja; il leur sembla, à tous deux, beaucoup plus sage de resserrer les lignes à mailles beaucoup trop larges que l'armée du Centre avait déjà établies, de soumettre succesivement tous les petits forts qui resteraient aux mains des carlistes en dehors de ces lignes, et de les réduire ainsi peu à peu à leurs forteresses centrales, où l'on pourrait les bloquer tous d'un seul coup. Ce plan décidé

fut mis aussitôt en œuvre, malgré l'approche de l'hiver, qui rend si difficiles toutes les opérations militaires.

Cabrera ne se méprit pas sur la valeur de cette combinaison; il comprit tout de suite qu'elle devait aboutir pour lui à un désastre infaillible, mais il était décidé à lutter jusqu'au bout et s'était trop compromis par la nature des sentiments qu'il avait exaltés chez ses soldats, pour ne pas résister jusqu'à la fin. Il s'occupa d'abord de se débarrasser, dans Morella, de la junte carliste qui administrait au nom de don Carlos; il la remplaça par une autre composée d'hommes exclusivement dévoués à ses intérêts; il imposa ensuite silence à tout le personnel ecclésiastique qui avait afflué autour de lui en 1838, à l'époque de ses plus grands succès, et cherchait à exploiter au profit exclusif de l'Eglise, un esprit superstitieux, développé au suprême degré; il autorisa à se retirer de son armée quiconque voudrait suivre l'exemple de Cabañero, mais promit de fusiller le premier qui, en y restant, parlerait encore de transiger; enfin, il se promit de contrarier, par une extrême mobilité, la tactique sévère que voulaient suivre ses adversaires.

Pendant les deux mois d'octobre et de novembre et celui de décembre, la lutte fut spécialement concentrée dans les environs de Chelva, dans le royaume de Valence; il s'agissait, pour les libéraux, d'occuper un certain nombre de positions qui leur assureraient la possession exclusive de la grande route de communication entre Madrid et Valence; tous ces points furent emportés par eux après de très-nombreux engagements, où le sang continua, sans profit, à couler en abondance de part et d'autre.

Cabrera, tombé très-gravement malade dans les premiers jours de décembre, n'avait pu prendre aucune détermination pour plusieurs de ces faits qui l'intéressaient au plus haut point; on comprend ensuite combien la nouvelle de sa

maladie avait dû jeter d'alarme parmi ses partisans, si l'on pense qu'il était l'unique centre de tous les ordres, l'unique autorité suprême par laquelle tout se résolvait chez les carlistes du Maeztrazgo.

Mettant à exécution les ordres qu'il avait laissés, deux de ses lieutenants tentèrent de détourner de leur plan les généraux de l'armée libérale, en envahissant les provinces de Cuença et de Guadalajara. Espartero et O'Donnell se contentèrent d'envoyer des colonnes à la poursuite des deux expéditionnaires; quant à eux, préoccupés de maintenir leurs lignes, ils continuèrent la tâche qu'ils s'étaient imposée d'organiser fortement la milice nationale dans toutes les villes d'où ils avaient chassé leurs adversaires, de détruire les forteresses qu'ils ne voulaient par garder, et d'en construire de nouvelles dans tous les points qu'ils voulaient défendre à tout prix. Au commencement de janvier 1840, ils avaient laissé bien loin derrière eux les deux forteresses de Segura dans le bas Aragon, et d'Alpuente, au nord de Chelva; il fallait absolument les réduire avant d'aller plus avant. Elles furent donc soumises à un siége régulier et capitulèrent, l'une le 18 février, l'autre le 2 mai seulement. Tandis qu'Alpuente résistait encore, Espartero alla lui-même mettre le siége devant le château fort de Castellote, qui le retint, malgré l'artillerie dont il disposait, jusqu'au 26 mars; de son côté, O'Donnell réduisit une autre forteresse, Aliaga, qui défendait la route de Cantavieja, du côté de l'ouest, comme Castellote la défendait du côté du nord (15 avril).

Ainsi, les troupes libérales avançaient à la fois sans rétrograder et sans rien laisser derrière elles jusqu'au massif même d'où Cabrera était parti pour étendre sa domination. Avant de rien entreprendre contre Cantavieja, Espartero et O'Donnell voulurent encore s'emparer des

châteaux d'Alcala, de la Selva et d'Ares, et attendirent que le comte de Belascoain se fût, par la rive droite de l'Ebre, avancé jusqu'à Horta et Beceite, c'est-à-dire jusqu'à l'entrée des défilés d'où les carlistes avaient l'habitude de se précipiter contre la malheureuse Gandesa. C'est alors, et alors seulement, qu'ils marchèrent sur Cantavieja. Cabrera, qui venait seulement de reprendre la direction de ses troupes, après un intervalle de plus de quatre mois, pendant lequel sa maladie l'avait tenu dans un repos forcé, comprit qu'au point où les choses en étaient arrivées la défense de cette forteresse n'était plus possible. Il donna l'ordre de l'abandonner. Les libéraux, avertis, arrivèrent avant qu'elle fût complétement incendiée; ils purent encore s'emparer d'une grande quantité de munitions et de dix pièces de siége.

C'était évidemment autour de Morella que les carlistes pensaient concentrer toute l'énergie de la résistance, et cette cité ne pouvait plus tarder à être investie; le cercle se refermait autour d'elle de tous les côtés. Les troupes venues par le Midi allaient donner la main sous ses murs à celles qui venaient avec Leon de la rive droite de l'Ebre.

Déjà les actions en rase campagne contre un ennemi plus puissant étaient devenues tout à fait impossibles aux carlistes; la désertion augmentait dans des proportions de plus en plus fortes. Chaque jour, des officiers avec leurs soldats passaient sous les drapeaux de l'armée libérale, et ces nouveaux soldats étaient ensuite les plus acharnés contre leurs anciens camarades. Il était évident que le moment décisif était arrivé pour les carlistes, où l'édifice créé par eux s'écroulait de toutes parts.

Le siége de Morella commença le 19 mai dans des conditions très-défavorables aux assiégeants; le froid était si rigoureux, que plusieurs soldats installés aux tranchées furent

gelés. Néanmoins, les opérations étaient à peine commencées depuis quatre jours, que déjà le désordre s'était mis dans la faible garnison qui était assiégée.

Le 23, Espartero entrait en possession de deux redoutes importantes qui auraient dû être défendues à tout prix. Trois jours après commença le bombardement; les effets en furent tels, que la place cessa vite d'être tenable; il dura quatre jours; au bout de ce temps, les chefs de la garnison décidèrent, dans un conseil de guerre, qu'une sortie serait tentée, et qu'on chercherait à rejoindre l'armée de Cabrera. La sortie eut lieu, en effet; mais à peine le gouverneur et quelques volontaires purent-ils traverser les lignes des libéraux; plus de 500 prisonniers tombèrent aux mains des assiégeants, et une colonne entière, composée d'hommes, de femmes et d'enfants qui voulaient échapper aux bombes, se trouvant pressée entre les feux des assiégeants et des assiégés, fut exposée, dans l'obscurité de la nuit, aux plus terribles calamités. Le lendemain de cette fatale sortie (30 mai), il y avait 240 cadavres dans les fossés. Sous le coup de ce désastre, la ville consentit à capituler et Espartero y pénétra tambour battant, sans autre condition que celle d'avoir promis la vie à tous ses défenseurs. La prise de Morella faisait tomber entre les mains des libéraux plus de 2 700 prisonniers, y compris militaires, employés et prêtres, 15 pièces d'artillerie et 18 mortiers.

Dès qu'il eut connaissance de la reddition de Morella, Cabrera comprit qu'il ne lui restait plus rien à tenter sur la rive droite de l'Ebre; il songea, avec les éléments qui lui restaient, à s'interner en Catalogne, d'autant plus que don Carlos, depuis longtemps, avait officiellement concentré entre ses mains le commandement en chef des troupes carlistes dans tout l'est de la Péninsule. Tous ses principaux officiers consentirent à l'aider dans cette su-

prême et dernière tentative, et le 2 juin 1840, six mille carlistes fidèles qui, après la convention de Vergara et la prise de Morella, voulaient encore suivre sa fortune, passaient avec lui de l'autre côté de l'Ebre, dans les environs de Flix.

De ce jour, on peut considérer comme terminée la guerre civile, dans toutes les provinces d'Aragon, de Valence et de Murcie. O'Donnell publia et data de Morella un bando dans lequel il offrait le pardon et complète liberté à tous ceux qui, ayant déjà appartenu à l'armée libérale, voudraient rentrer dans leurs anciens corps; il menaçait de fusiller immédiatement quiconque serait pris avec des armes ou aurait donné asile à des hommes armés. Dans les villages où l'autorité les aurait tolérés sans donner avis, l'alcade, le curé et les deux plus forts contribuables devaient être déportés. Ces mesures, mises à exécution avec une sévérité inflexible, parvinrent à ramener, au bout de très-peu de temps, dans ces parages si durement éprouvés pendant de longues années, le rétablissement de l'ordre et la tranquillité publique.

Or, quels événements s'étaient accomplis en Catalogne, depuis le départ d'Urbiztondo (2 janvier 1838), et dans quel état les fugitifs du Maeztrazgo allaient-ils trouver le parti carliste de cette province?

La junte de Berga, qui représentait l'élément catalan par excellence, se divisait elle-même en deux fractions très-hostiles, l'une exclusivement aristocratique composée de nobles, l'autre plutôt démocratique et s'intitulant *universitaire*, parce qu'elle avait à sa tête plusieurs docteurs de l'université de Cervera. Celle-ci était devenue tout à fait prépondérante dans la direction des affaires après le départ d'Urbiztondo. Elle aurait voulu donner le commandement suprême à Brujo ou à Tristany, les deux principaux chefs de bande qui réunissaient autour d'eux le plus grand nom-

bre de partisans; mais, sur leur refus, elle choisit le colonel Segarra, dont on vantait les qualités militaires. Ce dernier, pendant six mois, de janvier à juillet 1838, s'occupa presque exclusivement de l'organisation de l'armée; il établit un collége militaire, fit décréter une levée générale de tous les célibataires et veufs âgés de dix-sept à quarante-cinq ans, s'occupa de recueillir des armes, des munitions et des provisions; quant aux opérations militaires, elles furent presque nulles et se bornèrent, de la part des carlistes, à quelques surprises, comme celle où cent vingt jeunes gens des meilleures familles de Reuss eurent le malheur de succomber, ou au sac de quelques cités de second ordre, comme Gerri, Monistrol, tandis que les libéraux reprenaient de leur côté la ville de Ripoll.

Le nouveau chef manquait évidemment de prestige aux yeux des Catalans. On songea donc à le remplacer par un personnage marquant, capable d'exciter l'enthousiasme et de jouer, dans cette province, le rôle de Cabrera dans le Maeztrazgo. C'est dans cette pensée que les yeux se portèrent sur le terrible comte d'Espagne, dont nous avons raconté les hauts faits lorsqu'il gouverna à Barcelone, comme capitaine général, au nom de Ferdinand VII [1]. On se souvient qu'appelé une fois déjà par don Carlos à diriger la guerre en Catalogne, le comte d'Espagne avait été arrêté par la police française au moment où il mettait le pied sur le territoire espagnol; il avait été interné à l'autre extrémité de la France, à Lille, où il avait été l'objet de la surveillance la plus sévère.

Pendant dix-huit mois, le comte affecta d'être malade, de garder le lit et de vouloir cesser toute relation avec le prétendant et les hommes de son parti; c'était une ruse pour obliger ses gardiens à se relâcher dans l'exécution de

[1] Voir 1re série, t. II, p. 329.

leurs ordres. Il réussit, en effet, à les tromper, et lorsqu'i jugea le moment opportun il parvint à s'évader et on le vit tout à coup, dans les premiers jours de juillet 1838, apparaître à Berga. Sa présence, depuis longtemps désirée par la junte comme par don Carlos, produisit dans tout le camp carliste une allégresse extrême; il fut tout de suite reconnu par tous comme commandant en chef. Mais la satisfaction générale ne devait pas être de longue durée; les chefs de bande comprirent bientôt qu'ils s'étaient donné le chef le plus sévère et le plus cruel qu'ils pussent avoir à redouter; ennemis de toute discipline, ils se voyaient forcés d'obéir au militaire le plus rigoureux et le plus inflexible sur tous les détails de l'ordonnance; partisans d'une petite guerre de montagnes, ils avaient affaire à un stratégiste ayant la manie des plans et méprisant tout système d'attaques partielles et isolées. Il y avait donc incompatibilité absolue d'humeur; et lorsqu'on s'aperçut que, soit conscience de sa faiblesse, soit mépris de la cause où il était engagé, soit dégoût des individus au milieu desquels il était condamné à vivre, le comte d'Espagne, au lieu d'entreprendre aucune opération de grande portée, se maintenait dans l'inaction, la défiance la plus absolue, la haine même, succédèrent bientôt aux premiers transports de joie avec lesquels il avait été accueilli.

Aux témoignages de désaffection qui lui étaient prodigués, le comte d'Espagne, fidèle à son caractère, répondit par l'établissement des peines les plus sévères. A Berga, comme jadis à Barcelone, il mit la potence, l'échafaud, la fusillade en exercice permanent; fier de mériter le surnom de Trenca-Caps (coupe-têtes), il ne voulait dominer que par la terreur. La mort même ne lui paraissait pas un supplice suffisant : chacune de ses victimes, avant d'expirer, devait avoir le poignet coupé.

On se souvient qu'il aimait à donner aux exécutions un relief toujours théâtral ; ses troupes y assistaient l'arme au bras et, comme chez les peuples de l'Orient, on exposait sur les murailles, à la curiosité publique, les têtes des victimes.

Pendant plusieurs mois, sur la place qu'il avait choisie à Berga pour être le lieu des supplices, on vit au bas de la potence le billot de bois sur le bord duquel le bourreau, avec sa hache, séparait la main des condamnés à mort. Quelquefois, comme il arriva à un trompette coupable d'avoir assassiné un sergent que par trahison il avait fait sortir de son poste, la coupure du poignet ne suffisant pas à satisfaire la férocité du comte d'Espagne, tous les membres étaient successivement coupés par le bourreau, l'un après l'autre, pour être exposés séparément à tous les coins de Berga.

Impossible de pouvoir calculer le nombre de victimes qui furent condamnées par lui au dernier supplice pendant tout le temps que dura son commandement ; le nombre en est considérable, car tout larcin, tout vol, toute possession d'arme prohibée, constituaient un titre suffisant pour être condamné à mort. Ce qu'il est juste seulement de constater, ce qu'affirment les témoins oculaires qui ont assisté à ces terribles scènes, c'est qu'une justice impartiale, quoique sommaire, présidait toujours à l'examen des coupables. Attaché à ses convictions, considérant la sévérité comme l'unique moyen de se faire obéir, et la discipline comme le lien nécessaire des armées, il punissait les officiers plus sévèrement encore que les soldats, augmentant la rigueur de ses châtiments en proportion de la catégorie sociale des criminels, et restant sourd à toutes les suggestions, à toutes les recommandations.

Aussi, malgré la férocité de ses actes, à cause de son esprit

de justice, le comte d'Espagne fût peut-être parvenu à forcer l'obéissance des rudes Catalans, si les événements de la guerre avaient tourné à son avantage : vaincu, il n'avait à attendre d'eux qu'un sort semblable à celui qu'il avait fait subir à un si grand nombre de leurs compatriotes.

Les premières opérations du mois de juillet avaient déjà commencé à ébranler la confiance qu'on avait en lui : il avait laissé le baron de Meer occuper fortement la place de Solsona, située au centre d'un pays montagneux, où les carlistes se considéraient comme maîtres, et témoigner le désir de s'y établir si solidement, qu'il ne fut plus possible de l'en déloger. Tant que les libéraux occuperaient fortement cette place, le comte d'Espagne se voyait forcément limité du côté de l'ouest et dans l'impossibilité de faire contribuer, sans s'exposer beaucoup, les deux vallées du Sègre et de la Noguera Pallaresa dont il tirait d'abondantes ressources. Aussi le vit-on s'attacher à bloquer d'une manière constante le corps de troupes chargé de la garnison de Solsona ; également persuadé de l'importance de cette position, le baron de Meer, de son côté, consentait à faire des expéditions en règle pour l'approvisionner d'une manière constante : les principales opérations militaires qui marquent la fin de l'année 1838 se bornent à des efforts constants du baron de Meer pour faire entrer des convois dans Solsona, tandis que les carlistes cherchent à s'y opposer ; dans tous les engagements les libéraux sortirent vainqueurs, ce qui ne contribua point à augmenter la confiance des Catalans dans leur nouveau chef.

Le comte d'Espagne crut ensuite qu'il entrait dans les intentions de son adversaire d'attaquer la ville de Berga où il avait établi le centre de ses opérations ; dans cette pensée, il ordonna la destruction, dans un très-large rayon, de tous les édifices qui pouvaient gêner la défense de cette

place. Cet ordre jeta la désolation dans un très-grand nombre de familles et suscita contre lui les haines les plus violentes : elles s'exhalèrent en imprécations d'autant plus vives que Berga ne fut pas attaquée et que la mesure fut considérée comme inutile.

Une expédition dirigée par un des principaux chefs carlistes dans la vallée d'Aran, à la suite de la révolte d'un détachement libéral qui s'était insurgé dans le fort de Viella, fut suivie d'un très-grand désastre. Le corps expéditionnaire revenait chargé de dépouilles après avoir ravagé les habitants, lorsque, menacé par un détachement ennemi, il dut s'engager dans les montagnes. Surpris par une violente tempête, il perdit tout le convoi qu'il traînait avec lui ; les bœufs et les mulets se dispersèrent de tous côtés, les soldats trouvèrent la mort dans les précipices et il fallut abandonner l'artillerie. Pour sauver les restes de ce corps, le comte d'Espagne s'aventura avec une grande partie de ses forces dans ces parages ; il y fut suivi par son adversaire, qui ne lui laissa aucune trêve et l'obligea à redescendre dans la vallée du Llobregat, la seule où il fût véritablement à l'abri de toute attaque.

Aucun de ces événements n'était de nature, on le pense bien, à accroître le prestige du comte d'Espagne ; privé de ressources que la junte ne savait pas lui procurer, il s'en prit à elle du peu de succès qu'il obtenait et s'occupa de briser son autorité. C'est par la fraction aristocratique de ce conseil qu'il avait été appelé ; il se déclara cependant contre elle et força à se réfugier en France cinq de ses principaux membres. Les universitaires, avec lesquels il ne restait plus que deux membres de la fraction adverse, virent leurs attributions très-diminuées et durent tenir leurs séances en dehors de Berga, dans un petit village, à quelque distance de la ville même qui servait de centre à tous les partis.

Le baron de Meer ne montrait pas, de son côté, beaucoup plus d'enthousiasme que son adversaire à entreprendre des opérations militaires : il semble qu'il y eût, entre l'un et l'autre, comme un pacte tacite de laisser la question se décider dans les provinces basques et en Navarre. Le baron, au reste, s'occupait beaucoup de politique intérieure; ses tendances l'éloignaient des progressistes. Il s'était livré, dans la ville de Barcelone, pieds et poings liés, à l'élément modéré, et en raison de ses préférences trop accentuées, il avait à se défendre contre tous ceux qu'il s'était aliénés par son extrême partialité. Tout-puissant tant que le ministère Castro-Mon avait été à la tête des affaires, il s'était vu attaqué avec énergie pendant tout le ministère Frias-Walgornera; puis à l'avénement d'Alaix au ministère de la guerre, il sentit se former contre lui une opposition violente à laquelle il tentait de résister. Dès le commencement de 1839, on commençait à parler de sa prochaine séparation : il essaya de la reculer par quelques faits de guerre, s'empara d'Ager (8 février), dont la possession importait beaucoup pour la conservation de Solsona, fit sonner bien haut l'héroïque défense des gardes nationaux de Belcérany, continua de faire conduire des convois d'approvisionnement à Solsona; en définitive, il ne tenta rien de sérieux.

Bientôt même les carlistes, prenant l'initiative, s'emparèrent, sur le Sègre, de la ville de Pons, qu'ils mirent à feu et à sang, et recommencèrent dans la vallée du Ter les incursions qu'Urbiztondo avait poussées autrefois avec tant d'acharnement : la ville de Maullen fut saccagée par eux, et le général Carbo, envoyé pour la défendre, éprouva un assez notable revers et ne put empêcher la perte de la cité qu'il devait protéger (1er mai). L'opinion publique chez les libéraux, déjà mécontente du baron, l'accusait de tous ses malheurs,

lorsqu'un nouvel événement amena une explosion de mécontentement général : on apprit que la ville de Ripoll venait d'être reprise une autre fois par les carlistes et que sur l'ordre de leur chef, irrité de l'héroïque défense de la garnison, ils avaient incendié toutes les maisons, ne laissant en place des fabriques et édifices qu'elle contenait tout à l'heure qu'une petite pyramide avec cette inscription : « Ici fut Ripoll. » (26 mai.)

Dès lors, le gouvernement n'osa plus résister aux plaintes nombreuses qui éclatèrent de toutes parts contre l'inaction du baron de Meer; on lui chercha un successeur, et le 1er juin 1839 vit arriver dans les murs de Barcelone, en qualité de capitaine général, le même don Geronimo Valdès qui, au commencement de la guerre, avait déjà commandé en chef l'armée du Nord. Beaucoup plus sympathique à la majeure partie des libéraux, ce nouveau général releva les esprits abattus et se garda bien de montrer, pour la milice nationale, l'horreur qu'avait toujours manifestée son prédécesseur ; il songea, au contraire, à la réorganiser partout où il jugeait qu'elle pouvait rendre de sérieux services. La municipalité de Barcelone, formée par le baron de Meer et choisie parmi les modérés les plus extrêmes, au lieu de l'aider dans sa tâche, ne songea qu'à l'entraver ; elle refusa de distribuer entre les contribuables un emprunt forcé que Valdès se voyait obligé de décider, afin d'être en mesure de nourrir les troupes, et ne céda que quand elle vit le capitaine général, pour maintenir son autorité, envoyer à la citadelle les capitalistes les plus imposés qui s'étaient refusés à payer leur contingent. De là des complications qui ne permettaient pas de mener les opérations militaires avec toute l'activité désirable ; les carlistes essayèrent d'en profiter. Le Llarg de Copons, qui opérait toujours dans les plaines de Tarragone, osa s'aventurer jusqu'aux environs de Barce-

lone même, et Brujo bombarda Camprodon (20 septembre). Quant au comte d'Espagne, il poursuivait ses dévastations en faisant incendier sans nécessité Gironella et Olban, toujours sous le prétexte de couvrir Berga et en faisant massacrer la garnison de Moya, coupable de lui avoir résisté plusieurs jours avec énergie.

Mais que pouvaient ces derniers efforts d'une cause vaincue, alors que la nouvelle de la convention de Vergara modifiait du tout au tout la situation générale des carlistes ? Si, dans le premier moment, les bandes catalanes lui durent une certaine recrudescence d'activité, à cause de l'arrivée d'un certain nombre de partisans, elles ne tardèrent pas non plus à ressentir les effets de l'extrême lassitude et du désir de la paix qui dominaient tous les esprits.

Cette convention eut un autre résultat, de pousser à l'action tous les hommes pour qui le gouvernement du comte d'Espagne était devenu odieux et qui lui supposaient l'intention de vouloir faire en Catalogne ce que Maroto venait d'exécuter dans les provinces basques. Déjà les membres de la junte de Berga, après s'être entendus secrètement, avaient envoyé à Paris un des leurs avec la mission secrète d'obtenir du prétendant le remplacement du comte; leur demande avait été accueillie, et, par décret du 18 octobre rendu à Paris, don Carlos avait nommé le colonel Segarra pour prendre le commandement des bandes catalanes[1]. Aussitôt qu'ils eurent cet ordre en leur possession, les membres de la junte, voulant éviter de la part du comte toute

[1] L'abandon du comte d'Espagne par don Carlos a son explication dans l'idée qui fut attribuée au général en chef des troupes catalanes de vouloir l'abdication du frère de Ferdinand VII en faveur de son fils aîné. La princesse de Beira, devenue la femme de don Carlos, s'opposa toujours à ce projet avec la passion la plus vive, et, comme elle était l'âme même du parti carliste, on conçoit qu'avec une telle préoccupation elle ait déterminé son mari à signer un semblable décret.

tentation de résister à l'autorité royale, le convoquèrent avec dissimulation à une séance qui devait se tenir dans le village qu'on leur avait fixé pour résidence et là ils s'emparèrent violemment de sa personne (26 octobre).

L'un d'eux, le docteur Ferrer, qui joue dans tous ces événements le rôle principal, reçut de la junte, dès qu'elle tint le comte entre ses mains, la mission de le conduire jusqu'au territoire de la petite république d'Andorre.

Il lui fit d'abord quitter de force les habits de général; on le revêtit d'un costume de paysan, le moins propre à le faire reconnaître. Il fut ensuite hissé sur un mulet, qui prit à petites journées le chemin de la frontière.

A Orgaña, Ferrer, qui conduisait le prisonnier, eut une entrevue avec l'un des chefs qui avaient eu le plus à se plaindre du comte d'Espagne, avec le brigadier Porredon. C'est dans cette entrevue qu'une nouvelle détermination fut prise, car dès lors il ne s'agit plus de conduire rapidement le prisonnier à Andorre. Tout se prépare pour le tuer.

Dans l'auberge où on l'avait fait descendre, à Casellas, située à une demi-heure d'Orgaña, on le sépare des autres voyageurs, sans que personne ait le temps de le reconnaître, et on le maintient là, durant trois jours, dans la plus étroite captivité, dans un isolement complet.

Pendant ce temps, on cherchait dans la bande de Porredon quelques hommes de bonne volonté qui voulussent se charger de l'exécution; on éloignait les *mozos* qui avaient conduit le comte de Berga à Orgaña, et on faisait circuler le bruit qu'il avait été condamné à mort, et par le roi et par le nouveau général en chef.

Toutes les mesures étaient prises le 1er novembre au matin; un capitaine, nommé Balta, un sous-lieutenant et un simple soldat avaient été désignés pour exécuter l'ordre de Ferrer. Ils devaient s'emparer du prisonnier au pont du

Sègre, le dépouiller de ses habits, lui attacher une pierre au cou, et le précipiter dans la rivière. Il leur fut, en effet, livré dans la soirée du même jour, et l'ordre fut exécuté avec la brutalité, la ponctualité et la rudesse qui caractérisent les populations montagnardes de la haute Catalogne.

Le comte, dans sa prison de Casellas, croyait encore être dirigé sur Andorre ; il fut très-prévenant envers l'officier qui venait le chercher, le 8 novembre, vers les huit heures du soir, pour le supplice ; il l'interrogea avec une certaine effusion sur sa carrière, et il lui récita des vers de Virgile.

Cet officier et le docteur Ferrer l'accompagnaient d'abord à la sortie de Casellas ; il allait devant eux, monté sur un cheval dont le harnachement indiquait qu'il servait d'habitude à un cultivateur de la région : selle grossière, étriers de bois, peau de mouton toute blanche. Le comte avait le cigare à la bouche ; une grande cape l'enveloppait ; la nuit était sombre et obscure ; un soldat tenait sa bête par la bride et guidait ses pas. Il avait été dit qu'à la première requête d'un guide qui se trouvait là, la bride lui serait remise et que ce serait ce guide qui conduirait le comte à Andorre.

Quand on fut arrivé à la route qui mène aux trois ponts du Sègre, tout près d'un petit ermitage, le soldat remit, en effet, la bride au guide. Ferrer, l'officier et le soldat s'arrêtèrent, laissèrent le comte prendre de l'avance sur eux, écoutèrent patiemment jusqu'à ce qu'ils eussent entendu un certain bruit, puis reprirent le chemin d'Organa.

Cependant, le comte était resté tout seul avec son guide ; or, ce guide n'était qu'un des trois bourreaux chargés de l'exécution ; ses deux complices l'attendaient à l'entrée du pont. C'est là que la victime devait recevoir les premiers coups.

Dès qu'ils virent arriver le comte : « Halte, » s'écria le capitaine Balta. Le guide maintient le cheval ; le comte se voit forcé de descendre. A peine est-il à terre que Balta lui

assène sur la tête un grand coup de bâton qui l'étourdit du coup ; puis, quand il fut renversé, les trois sicaires se précipitèrent sur lui, lui attachèrent les bras par derrière avec une corde solide, et le hissèrent de nouveau sur sa bête pour le conduire jusqu'au fleuve.

Sur les bords du Sègre, on le fit descendre. Le comte essayait de se faire passer pour un commerçant français ; il voulait être conduit, le soir, chez le gouverneur, qui, dit-il, le connaissait. « Le gouverneur le verra bien, si vous êtes un homme de bien, » lui répondit Balta. Et en même temps, il lui passa autour du cou un nœud coulant formé avec le reste de la corde qui avait déjà servi à lier les bras. Puis il le poussa avec violence et le renversa à terre, la face contre le sol, par un coup de pied lancé au milieu des épaules ; il lui appliqua ensuite le pied sur la tête, tira la corde et ainsi l'étrangla.

Quand ce ne fut plus qu'un cadavre, les assassins le dépouillèrent de tous ses vêtements, délièrent la corde qui lui tenait les bras liés, s'en servirent pour lui attacher au cou une grosse pierre, et le jetèrent enfin dans le fleuve.

« Encore de l'eau qui va à la rivière, » dit ironiquement le capitaine Balta.

Quelques jours après, le Sègre apportait à Oliaña le cadavre du comte d'Espagne, et le bruit de sa fin tragique circulait avec rapidité dans toute la Catalogne, qu'il avait, à deux reprises, fait gémir sous le poids d'une si effroyable terreur.

Dans les difficiles circonstances que l'on avait à traverser, un événement aussi tragique ne pouvait guère améliorer la situation des carlistes ; il força de s'éloigner de Catalogne tous ceux qui, n'ayant aucune relation avec les Catalans, représentaient plus particulièrement, sous le nom de Castillans, l'idée de la monarchie absolue ; il rompit

presque tous les liens qui réunissaient en un seul faisceau les divers chefs de bande ; il poussa enfin les populations à ne plus voir que dans le gouvernement libéral l'espérance d'une vie tranquille et pacifique. . . . .

En vain, tandis que Segarra entrait en possession du commandement, Brujo et les autres factieux tentèrent-ils, par un coup d'éclat, de faire oublier le chef qui venait de disparaître ; ils résolurent d'attendre, sur les hauteurs de Peracamps, l'armée libérale forcée d'approvisionner la ville de Solsona, et de lui livrer un combat décisif. Mais tous leurs efforts vinrent se briser contre les bonnes dispositions de Valdès et leur propre indiscipline, qui les empêchait d'obéir à aucun plan d'ensemble. Malgré eux, l'armée libérale, déjà fortifiée par l'arrivée de quelques renforts, vint à bout de franchir tous les obstacles qui lui étaient opposés ; elle parvint, le 14 novembre, à Solsona, où sa présence devenait absolument nécessaire, et se fraya, le lendemain encore une fois, l'épée à la main, le passage au travers d'ennemis vaincus, mais non découragés. Deux mois après, en février 1840, Solsona avait encore besoin de recevoir de nouveaux convois, et les hauteurs de Peracamps étaient de nouveau franchies à coups de canon et avec des pertes assez sérieuses.

Mais, cette fois, ce n'était plus Valdès qui dirigeait les libéraux ; rappelé au commandement de la garde royale, il était retourné auprès de la régente ; on lui avait donné pour successeur le même van Halen que nous avons vu, pendant quelque temps, général en chef de l'armée du Centre. Ce nouveau capitaine général était placé sous les ordres immédiats d'Espartero, chargé, par décret du 18 janvier 1840, de la direction suprême des armées, aussi bien en Catalogne que dans le Maeztrazgo.

Au point où les choses en étaient arrivées, le parti libéral

voyait une grande utilité à réunir tout le commandement entre les seules mains d'Espartero, de même que, du côté des carlistes, tous les yeux se portaient sur Cabrera, auquel don Carlos avait délégué toute son autorité. Nous savons seulement qu'au moment où le parti carliste aurait eu le plus besoin que son dernier chef déployât toutes ses qualités, la maladie avait empêché qu'il ne pût lui rendre aucun service; c'est au moment où il revenait de Berga et où il s'était entendu avec la junte, qu'il avait été atteint de son mal. On l'avait ramené au fond de ses dépôts du Maeztrazgo, et nous avons vu que, pendant quatre mois, il ne pût avoir aucune influence sur les événements. Espartero et O'Donnell profitèrent avec talent de cette circonstance pour envelopper Cantavieja et Morella dans un cercle de fer qui alla toujours se resserrant. Quand Cabrera fut rétabli, il n'était déjà plus temps ; tout le Maeztrazgo lui était fermé, et il était réduit, avec les quelques troupes qui lui restaient, à passer sur la rive gauche de l'Ebre.

Quelque temps avant l'époque où s'effectua cette traversée, van Halen était parvenu, après une action très-sérieuse qui lui valut le titre de comte de Peracamps, à traverser de nouveau ces terribles hauteurs des environs de Solsona qui avaient déjà coûté tant de sang à l'armée libérale (23 avril). Il eut dans ce combat près de 1 300 blessés, ce qui était un nombre considérable pour ce genre de guerre ; en revanche, il approvisionna Solsona pour trois mois, et acquit dans l'armée et vis-à-vis l'ennemi un prestige et un ascendant que son insuccès à Segura lui avait fait refuser à l'origine.

On était arrivé au dernier épisode de la longue tragédie : la junte de Berga, officieusement prévenue des mauvaises dispositions de Cabrera à son égard, cherchait à rallier autour d'elle, à Berga, des partisans qui pussent la

protéger. Segarra, désespérant de l'avenir, commençait à traiter pour son compte avec van Halen, afin de pouvoir jouir du bénéfice de la convention de Vergara ; les chefs de bande ne s'occupaient plus que de piller, dans l'idée d'emporter à l'étranger un plus riche butin ; la désertion faisait dans leurs rangs de très-grands progrès. Lorsque Cabrera franchit l'Ebre le 2 juin, il ne vit autour de lui que des autorités très-peu disposées à se soumettre à son influence, et plus inquiètes de la sévérité qu'il voudrait déployer à leur égard que disposées à continuer la lutte.

Pour sortir de l'incertitude dans laquelle le plongeait cet état des esprits, son premier soin fut de marcher sur Berga. Les uns sortent aussitôt de la ville pour échapper à ce qu'ils appellent le despotisme militaire, les autres se montrent disposés à ouvrir leurs portes avec enthousiasme au chef qu'ils considéraient comme le représentant le plus éminent du parti carliste. C'est au son des cloches et aux acclamations universelles de la foule qu'il entra dans Berga (6 juin). Quant à Segarra, il s'était décidé à passer dans les rangs des libéraux, et publiait, peu de jours après, une proclamation analogue à celle que, peu de temps auparavant, avait publiée Cabañero à Saragosse.

Le premier acte de Cabrera fut d'emprisonner tous les membres de la junte impliqués dans l'assassinat du comte d'Espagne ; on arrêta et on conduisit dans un château fort tous ceux dont on put s'emparer. Ces actes irritèrent quelques chefs qui auraient désiré, comme Segarra, obtenir pour la province une transaction analogue à celle de Vergara, et les portèrent à faire fusiller quelques-uns de ceux qui s'opposaient à leurs mesures avec trop d'emportement.

Le reste du mois de juin fut employé par Cabrera à réorganiser une administration et une armée ; mais tous ses efforts étaient peine perdue ; il y avait dans les esprits un

tel découragement, un tel dégoût, que rien n'aboutissait ; la démoralisation était profonde ; les troupes, privées de ration, maltraitaient les paysans, qui leur refusaient toute provision. Les chefs, au lieu de nourrir les soldats, mettaient en sûreté l'argent qu'ils se procuraient au moyen de contributions forcées.

Enfin, le 1er juillet, Espartero se décide à commencer les opérations militaires, et pense à marcher droit sur Berga, afin de détruire le dernier foyer vraiment important qui restait encore à la rebellion ; il arrive, le 4 du même mois, en vue de la place, et parvient à l'occuper le même jour.

Les carlistes avaient en vain essayé de résister ; ils avaient dû bientôt reconnaître leur infériorité, et Cabrera, tout écumant de rage, avait dû lui-même donner le signal de la retraite.

Cette fois, tout espoir était perdu : chefs et soldats ne songeaient plus qu'à gagner d'un pas rapide les frontières de la France. Aussi la consternation la plus grande était-elle peinte sur la figure de tous ces malheureux qui, après sept ans de guerre civile, n'avaient devant eux pour toute perspective que les souffrances de l'émigration, l'abandon définitif de leurs foyers et de leurs familles. Tant que les nécessités de la lutte les forcèrent à garder une certaine discipline, il y eut encore parmi eux comme une dernière lueur d'espérance qui soutint leur courage jusqu'à la frontière ; mais au moment où il leur fallut livrer aux gendarmes français, accourus pour protéger le territoire, leurs armes et leurs chevaux, auxquels ils avaient voué la plus vive affection, ce ne fut parmi eux tous qu'un cri de douleur et de désespoir.

Plusieurs aimèrent mieux se suicider ; les uns se tiraient un coup de pistolet, les autres s'enfonçaient dans la poitrine leurs épées jusqu'à la garde. Deux Aragonais, pour se don-

ner réciproquement une dernière preuve d'amitié, croisent la baïonnette l'un contre l'autre, et se donnent ainsi la mort l'un à l'autre.

Cabrera, dans ce moment suprême, sut trouver des accents qui expliquent l'ascendant qu'il avait su prendre sur toutes ces natures à la fois généreuses et sauvages. Il réunit autour de lui tout son corps d'officiers et leur exposa qu'il ne leur restait d'autre ressource que de chercher un asile sur le territoire français. Puis il ajouta : « Si, cependant, il en est un parmi vous qui veuille continuer la guerre, je suis prêt à lui céder le commandement. Je crois avoir toujours rempli mes devoirs ; s'il en est un qui ait des reproches à me faire, qu'il les fasse maintenant. Nous sommes encore sur le territoire espagnol ; qu'on me juge, non comme général, mais comme volontaire; j'aime mieux souffrir qu'émigrer avec honte. »

A ces mots, il se fit parmi eux le plus complet silence ; tous se mirent à pleurer et se résignèrent à leur destin.

La séparation commença ; armes, chevaux, bagages furent recueillis par les gendarmes français ; chefs, officiers et soldats furent dirigés sur les dépôts qui leur furent désignés. Cabrera dut quitter ses vieux compagnons, qui le suivirent longtemps de leurs vœux et de leurs acclamations.

Pendant tout le mois de juillet, les carlistes ne cessèrent d'affluer sur le territoire français ; 17 000 hommes avaient déjà passé la frontière le 15 juillet ; quelques jours après, leur nombre s'élevait à 21 000.

Triste et sombre émigration, incapable d'apporter dans le nouveau pays où elle allait s'établir aucune idée de progrès et d'amélioration, joignant à une foi sombre et austère des passions profondes et un courage éclatant, n'ayant que peu de goût pour le travail, dominée par un désir ardent d'enrichissement rapide, ayant soif d'aventures,

pleine d'un suprême dédain pour la vie humaine, peu disciplinée aux exigences de l'ordre social, et apportant enfin à la légitimité française un appoint qui ne pouvait qu'être dangereux pour la cause de la liberté et du progrès en France.

CHAPITRE VII.

LA RÉVOLUTION DE SEPTEMBRE.

Novembre 1839 — Octobre 1840.

De l'influence d'Espartero dans l'armée, au palais et sur toute la nation. — Communiqué de Linage, manifeste du Mas de las Matas. — Elections. — Triomphe des modérés. — Ouverture de la session (18 février). — Modifications ministérielles dans un sens tout à fait favorable au parti modéré. — Loi sur la dotation du clergé. — Loi sur les municipalités. — Voyage de Christine et de sa fille dans les provinces du Levant. — Espartero présente sa démission. — Scènes des 18 et 21 juillet 1840 à Barcelone. — Ministère Armero. — Programme de Gonzalez. — Passage de la régente de Barcelone à Valence. — Le 1er septembre à Madrid. — Création d'une junte provisoire de gouvernement. — Ordre donné à Espartero de marcher sur la capitale. — Manifeste dans lequel il refuse d'obtempérer à cet ordre. — Malgré ce refus, Christine lui donne la présidence du conseil; la junte de Madrid envoie auprès de lui Cortina en mission. — Arrivée d'Espartero à Madrid; il y forme son ministère et celui-ci, une fois institué, part avec lui pour Valence. — Christine aime mieux abdiquer que servir d'instrument aux progressistes; elle dissout les Cortès et, après avoir signé un acte de renonciation, s'embarque pour la France.

Il était impossible de nier que les derniers efforts qui avaient amené la transaction de Vergara n'eussent été conduits avec tact et intelligence par Espartero ; il avait, par le mélange de clémence et de sévérité que nous avons plus d'une fois signalé, par son assiduité à mener de front les événements militaires et les négociations diplomatiques, atteint le but suprême de la pacification générale du pays par un moyen plus efficace que la victoire sur un champ de bataille.

Dès le premier moment, le pays ne s'y trompa point;

quel que fût le prestige qui s'attachât encore au nom de Cabrera et du comte d'Espagne, il comprit que ces deux personnages n'auraient point assez de consistance pour rendre au carlisme la prépondérance qu'il avait un instant obtenue, et nous avons vu que les faits n'avaient pas tardé à donner raison aux prévisions générales.

Aussi, la terreur qui avait pendant tant d'années agité les esprits au seul nom des chefs carlistes se transforma-t-elle tout à coup dans la Péninsule en un élan irrésistible de confiance envers le soldat-citoyen qui avait ramené la paix et la tranquillité. Espartero, qu'il le voulût, qu'il ne le voulût pas, se trouva réellement l'arbitre des destinées de l'Espagne; l'armée, la population, ne connaissaient que lui. Elles prononçaient son nom si sonore en y ajoutant les épithètes les plus glorieuses et les plus éclatantes : les partis politiques cherchaient à l'entourer de tous côtés et employaient toutes sortes de ruses pour le compromettre dans leurs intérêts spéciaux ; la reine Christine affectait à son égard de n'accomplir aucun acte politique de quelque importance sans le consulter : elle avait appelé auprès d'elle la duchesse de la Victoire, à qui elle avait donné l'emploi le plus élevé dans le palais, celui qui la rapprochait le plus de sa personne, et par les honneurs publics qu'elle lui rendait, cherchait à témoigner que la couronne participait à tout l'enthousiasme qui régnait dans le cœur de la nation.

Quel que fût le désir du ministre Arrazola de limiter une puissance qu'il voyait croître indépendamment du parti auquel il appartenait, il n'eût pas été en son pouvoir de confier à un autre général le soin de réduire le Maeztrazgo et la Catalogne ; après la convention de Vergara, il fallut, au contraire, accroître l'autorité militaire d'Espartero ; l'armée du Centre fut d'abord mise sous ses ordres et bientôt après celle qui combattait sous les ordres

de van Halen. Ce n'est pas que dans l'état-major de l'armée Espartero ne comptât que des amis ; indépendamment de la fraction hostile qui s'était attachée à la destinée de Narvaez, il avait en face de lui toute une élite de jeunes généraux qui s'étaient particulièrement distingués dans les dernières années de la guerre civile, Léon, O'Donnell, Concha, élite qui commençait déjà à s'offusquer du rôle prépondérant que l'on faisait jouer au général en chef. Ces jeunes officiers accusèrent Espartero de leur préférer sans justice ses anciens amis qui avaient fait avec lui la campagne d'Amérique et qu'on avait injustement flétris du nom d'*ayacuchos*. Le capitaine général de la Catalogne, van Halen, le brigadier Linage, étaient les représentants les plus connus de cette classe d'officiers pour laquelle Espartero avait toujours manifesté une prédilection toute particulière, et certes il avait bien eu, au commencement de la guerre, raison de grouper autour de lui tous ceux qui avaient si énergiquement soutenu en Amérique le pavillon espagnol, malgré l'abandon de leur gouvernement ; car c'étaient eux qui constituaient alors la vigueur réelle de l'armée ; mais ce qui était raisonnable à l'origine de la lutte ne l'était plus à la fin. A la suite des événements que nous avons racontés, il s'était formé toute une nouvelle génération d'officiers avec laquelle il faudrait compter ; et le centre de gravité de l'armée espagnole allait se déplacer peu à peu et se fixer à côté d'eux. Toutefois, à la fin de 1839, ce mouvement n'avait pas encore eu lieu, et les Ayacuchos pouvaient bien encore se considérer comme ayant le droit de parler au nom de l'armée et de la représenter réellement.

La démission d'Alaix et la dissolution des Cortès progressistes (18 octobre), forcèrent Espartero à faire ce que jusqu'alors il avait évité avec un soin extraordinaire, c'est-à-dire à choisir entre l'un des deux partis qui se disputaient la direc-

tion du pays. Tant qu'Alaix avait conservé le ministère de la guerre, il s'était considéré lui-même comme investi de ces fonctions supérieures ; mais avec le nouveau personnage qui avait été choisi, don Francisco Narvaez, créature directe d'Arrazola, c'est-à-dire du parti modéré, il devait redouter qu'on ne songeât peu à peu à diminuer son prestige comme sous le ministère de Latre ; il pouvait se plaindre qu'on ne lui fournît pas tout ce qui était nécessaire pour terminer la guerre.

Dans cette disposition d'esprit, il crut devoir faire aux yeux du pays tout entier, en vue des élections, une déclaration solennelle qui ferait connaître à tous vérs quelle ligne politique inclinaient ses préférences. Son secrétaire de campagne, don Francisco Linage, publia donc dans un journal de province, l'*Eco del Commercio*, un communiqué où il disait, sous sa signature que le duc de la Victoire avait vu avec le plus vif regret, et l'acharnement des ministres à présenter des lois organiques incompatibles avec la Constitution de 1837, et la dissolution des Cortès, et la retraite de certains fonctionnaires publics.

Reçu à Madrid le 15 décembre en pleine lutte électorale, ce communiqué y excita une véritable tempête : les journaux progressistes s'en servirent de suite comme d'une arme pour montrer qu'ils avaient avec eux l'armée entière et son puissant chef ; quant au ministère, il qualifia de crime, dans une adresse publique à la régente, l'acte que venait de commettre le brigadier Linage et exprima l'avis, sans oser faire davantage, qu'Espartero devait le désavouer et le punir.

Ainsi mis en demeure, le général en chef songea à parler directement à la nation, et de son camp de Mas de la Matas publia un manifeste dans lequel il exprimait hautement ses vues politiques (19 décembre). Tout en témoignant de son

dévouement à la régente, il y disait qu'elle n'avait pas toujours reçu les inspirations d'hommes impartiaux, justes et sages, capables de diriger les affaires avec intelligence et d'éviter les réactions funestes ; il constatait qu'après avoir soumis certains actes à son approbation, lorsque déjà ils avaient été décidés, on avait cherché à le faire apparaître comme ayant contribué à leur exécution, bien qu'il les désapprouvât. C'est ainsi que dans son humble opinion on avait manqué de prudence en dissolvant les Cortès et qu'on avait oublié de prendre en considération les désordres que la guerre des partis allait causer dans le pays. Il terminait en affirmant que le communiqué de son secrétaire de campagne avait été livré par ses propres ordres à la publicité dans le but de mettre un terme aux bruits qu'on avait fait courir contre sa propre personne ; le journal à qui on l'avait adressé n'avait-il pas dit qu'Espartero aspirait à la dictature ; que c'était lui qui avait voulu la dissolution des Cortès et qu'il était prêt à soutenir par les armes toutes les conséquences qu'elle pourrait avoir.

Le ministère Arrazola, après ce document resté célèbre sous le nom de Manifeste de las Matas, ne pouvait plus s'en prendre au brigadier Linage : s'il y avait un coupable à punir, c'était le général en chef ; mais comment s'attaquer à lui ?

Le cabinet dissimula son ressentiment et dirigea son attention vers la lutte électorale, en usant de toute son influence pour faire triompher les candidats modérés. Au lieu de l'impartialité qu'il avait affectée aux dernières élections, Arrazola déploya cette fois, en faveur de son parti, une activité extraordinaire ; les fonctionnaires reçurent des indications sur les candidatures qu'ils devaient soutenir et tous ceux qui surent les patronner furent récompensés ; on remplaça, au contraire, ceux qui montraient de l'indiffé-

rence pour les défenseurs des *saines opinions;* les juges de première instance furent même officiellement excités à employer tout leur crédit. On voulut triompher à tout prix, et, en effet, grâce à cette violente pression, la Chambre qui venait d'être dissoute se trouva, le 18 février 1840, remplacée par de nouvelles Cortès, où les progressistes ne comptaient plus qu'une opposition de 70 membres sur un total de 241 députés et sénateurs.

Le premier moment où ils virent ainsi leur déroute consacrée par la volonté apparente de la nation fut cruel pour ceux qui avaient espéré voir ratifier les choix faits en 1839 : la population de Madrid, spécialement, où tout le monde a un intérêt direct dans les grands changements de personnel qui suivent les revirements politiques, et qui était alors administrée par une municipalité très-active, vit avec peine se réunir ces nouvelles Cortès qui ne lui étaient aucunement sympathiques. Il y eut quelques troubles le jour même de l'inauguration et dans les premières séances qui suivirent; Arrazola, toujours énergique, fit déclarer de suite l'état de siége et en imposant à tous par son ardente volonté et sa ferme décision, parvint enfin à faire respecter la nouvelle Chambre. Elle put prendre possession du palais législatif, malgré la malgré la mauvaise volonté des Madrilènes, et commença la série des travaux législatifs qui lui avaient été réservés.

Jusque-là Arrazola avait toujours gouverné sans compter directement avec le parti modéré, comme s'il jugeait que le trône devait toujours se maintenir en dehors de toutes les factions et osciller tantôt à droite, tantôt à gauche, comme dans les pays vraiment constitutionnels. Avec la nouvelle Chambre, il lui fallut abandonner cette politique. Tous les anciens chefs du parti modéré, Toreno, Martinez de la Rosa, Pidal, Mon, Galiano, Isturitz, se trouvaient de nouveau

réunis, et entendaient participer avec lui à la direction du gouvernail ; leur concours n'était pas de trop pour lutter contre l'influence croissante d'Espartero, qui, non content d'avoir protégé le brigadier Linage, demanda encore qu'il fût, en récompense de ses services, élevé au grade de maréchal de camp.

Il était dur, pour des ministres, d'avoir à donner eux-mêmes une promotion à un officier qu'ils avaient publiquement traité de criminel, et cependant il était difficile de refuser la ratification à une désignation publiquement faite par le général en chef. Pour sauver la situation, trois des ministres qui étaient entrés aux affaires la veille de la dissolution des Cortès, Narvaez, Montes de Oca et Calderon Collantes, donnèrent leur démission sous le prétexte qu'ils ne pouvaient consentir à semblable dédain de leur autorité. Arrazola se servit de ces portefeuilles pour se capter les bonnes grâces des chefs de la majorité ; il demanda à ces derniers de choisir eux-mêmes ceux qu'ils voudraient lui donner pour collègues et accepta de leur main aux finances Santillan, à la marine Sotelo, à grâce et justice Armendariz (8 avril). Le portefeuille de la guerre resta sans titulaire jusqu'à ce qu'Espartero eût donné son avis sur le nom de la personne qui lui paraîtrait la plus propre à remplir ces fonctions ; et comme le général en chef se refusa naturellement à entraîner l'un des siens dans une semblable combinaison, les chefs de la majorité et Arrazola se mirent d'accord pour appeler à ces fonctions le capitaine général de Grenade, Cleonard (14 avril).

Ainsi peu à peu vint à s'établir l'alliance de la régente et des modérés d'une part, d'Espartero et des progressistes de l'autre ; des liens chaque jour plus intimes se serrèrent entre les chefs de l'opposition à Madrid et l'état-major de l'armée pendant tout le temps que dura la campagne du

Maeztrazgo. De leur côté, les principaux modérés et les ministres s'efforçaient de conquérir des amis parmi les jeunes généraux qui pouvaient jalouser le prestige de leur général en chef ; leurs journaux faisaient partout une guerre sourde au signataire de la convention de Vergara, en même temps qu'ils exaltaient les mérites d'O'Donnell, de Léon, de Concha.

Dans l'enceinte des Cortès, la réaction suivit son œuvre avec toute la rapidité qui lui fut permise par l'opposition avec laquelle elle avait à compter. Le congrès chercha à faire planer sur la probité d'Arguelles des doutes que le sentiment public se refusa à partager ; il amnistia en même temps Toreno des accusations portées contre lui à propos d'un contrat de mercure passé avec la maison Rothschild. Il approuva le payement de la moitié de la dîme décrété par le ministère l'année précédente, et s'occupa de fixer la dotation du clergé.

Voici sur ce grave sujet à quelles décisions il s'arrêta : il laissa à toutes les églises d'Espagne et au clergé séculier, la possession et la jouissance de ses biens, sous défense de les aliéner, de les mettre en gage, ou de les hypothéquer. On leur reconnut le droit de toucher les droits d'étole et les prémices, et de les appliquer aux frais du culte. Le 4 pour 100 de tous les fruits de la terre, antérieurement sujets à la dîme était également réservé. Tous les droits de messes et anniversaires appartenant aux communautés religieuses supprimées retournaient aux églises paroissiales ; enfin, tous les produits des *Croisades* devaient être consacrés au payement exclusif des pensions alimentaires des religieuses.

Cette loi, si contraire à l'esprit du siècle, fut votée par le sénat et sanctionnée immédiatement par la régente.

Le congrès n'accorda, comme les deux qui l'avaient pré-

cédé, aucune attention à la discussion spéciale du budget; il concéda seulement au gouvernement l'autorisation de toucher les impôts jusqu'à la fin de l'année 1840, et à trois reprises différentes, jusqu'à concurrence de 200 millions de réaux les deux premières fois, 300 millions la troisième, il permit l'émission de titres 5 pour 100 au porteur pour garantir les contrats de fournitures qu'avait nécessités, que nécessitait ou devait nécessiter la continuation de la guerre.

Ainsi détournée des questions financières, l'attention publique se porta exclusivement sur la principale loi organique que le ministère soumit à ces Cortès, c'est-à-dire la loi sur les municipalités; déjà, pendant les deux législatures précédentes, elle avait fait l'objet de débats très-passionnés à la tribune et dans la presse. Comme on vit cette fois dans le ministère l'intention définitive de la faire voter; comme, d'ailleurs, presque toutes les municipalités étaient entre les mains des progressistes, et qu'il leur importait au suprême degré de défendre, dans ce retranchement, l'influence que les dernières élections leur avaient fait perdre, on suivit dans tout le pays, avec un intérêt extraordinaire, les discussions qui furent soulevées à cette occasion.

Le projet de loi du gouvernement était très-simple; entièrement calqué sur les principes de l'administration française, il tendait à annihiler l'action indépendante de l'alcade et à le transformer en un simple agent du pouvoir central. Contrairement à l'article 70 de la constitution de 1837, qui établissait dans les termes suivants le droit des citoyens à nommer leurs alcades : « Il y aura pour l'administration intérieure des communes, des municipalités nommées par les citoyens à qui la loi accorde ce droit, » il donnait le droit exclusif de nomination des alcades au roi dans les capitales de province, aux chefs politiques dans les chefs-lieux de district. Les coryphées de l'opposition

n'eurent aucune peine à faire ressortir la violation flagrante de la constitution que le ministère cherchait à faire triompher; et une fois le point d'appui trouvé, ils ne songèrent plus qu'à se servir de la profonde affection que les Espagnols ont toujours eue pour leur indépendance municipale, comme d'un levier, pour rendre odieux à la nation la loi proposée, ainsi que le parti et le gouvernement qui la patronnaient.

De très-nombreux amendements furent d'abord soumis par eux à la commission chargée de l'examen du projet de loi; on pensait éterniser la discussion en soulevant une opposition vigoureuse sur chacun des articles. La commission para le coup en acceptant quelques-uns de ces amendements et en présentant un projet assez élaboré pour se croire en droit de demander qu'il fût adopté en bloc au lieu d'être examiné dans tous ses détails. Alors l'opposition protesta contre une semblable mesure; elle accusa ses collègues de se refuser devant le pays à une discussion sérieuse et de vouloir lui fermer la bouche par des moyens détournés. Tout ce qu'elle obtint, ce fut une transaction par laquelle, avant de passer au vote sur le projet de loi tout entier, la Chambre consentit à examiner de près les quatre questions suivantes : 1° les conditions du cens, 2° la nomination des alcades, 3° les attributions des municipalités, 4° la faculté de suspendre ou dissoudre les corporations municipales. Le débat, ainsi borné, put aboutir à une solution; malgré tout leur acharnement, les députés progressistes virent, sur les quatre points, rejeter leur système et ils eurent la douleur, dans la séance du 5 juin, de voir une très-grande majorité approuver la loi entière, que le sénat vota ensuite avec une très-grande rapidité.

A peine les modérés se croyaient-ils définitivement triomphants par le vote de cette loi organique, qu'ils furent tout

à coup surpris par un vœu de la régente de conduire sa fille aux bains de las Caldas, en Catalogne. Et qu'allait-il résulter des entrevues nombreuses que la régente aurait à ce sujet occasion d'avoir avec le général en chef? Les ministres employèrent toute leur éloquence pour dissuader Christine d'une semblable expédition; ils vinrent se briser contre une décision irrévocablement prise, et durent consentir à ce qu'ils ne pouvaient empêcher.

Christine avait confiance dans l'influence personnelle qu'elle croyait exercer sur Espartero; il lui semblait qu'hostile de loin à la direction qu'elle prétendait imposer à la chose publique, ce loyal soldat n'oserait pas, en face d'elle, prendre une attitude aussi décidée; elle le convaincrait d'abandonner la faction avec laquelle il s'était engagé. D'ailleurs, elle était elle-même disposée à des sacrifices; ce n'est pas sans frayeur qu'elle avait vu à Madrid apparaître un journal républicain, *la Révolution*, qui s'était déclaré franchement hostile à la royauté, et avait été plusieurs fois acquitté par le jury; il avait fallu le supprimer violemment par mesure administrative, et cette persécution avait accru le nombre de ses adhérents. De nombreux témoignages prouvaient ensuite qu'elle avait perdu un grand terrain dans l'estime publique; déjà auparavant elle avait été insultée audacieusement dans le *Guirigay*, par un jeune journaliste, Gonzalez Bravo, et les juges n'avaient point partagé sa colère; il avait encore fallu supprimer administrativement le journal.

Elle était devenue plus désireuse de faire sentir son autorité en se voyant ainsi menacée, et elle songeait contre les républicains, et contre les ambitieux, à s'appuyer sur l'épée qui avait triomphé de don Carlos.

Vis-à-vis les progressistes, elle redoutait un autre danger; ce parti, depuis 1837, avait affecté de se mettre en

relations directes avec l'infant don Francisco de Paula. Elle craignait qu'on ne cherchât à le lui imposer dans un conseil de régence. L'ancienne harmonie qui avait existé entre elle et sa sœur Charlotte en 1832, avait d'abord fait place à une guerre sourde. Si l'incapacité de l'infant ne le rendait point dangereux par lui-même, il y avait tout à redouter de l'intelligence et de l'énergie de son épouse. Aux élections qui amenèrent une chambre modérée, le 15 novembre 1837, l'infant don Francisco avait été choisi comme député dans plusieurs colléges électoraux, et un effort avait été tenté alors pour en faire un personnage politique. Au lieu de le faire siéger au congrès, ses amis avaient réclamé pour lui, en vertu de sa naissance, le droit de prendre part aux séances du sénat. Il s'en était fallu d'une seule voix, malgré l'opposition de la couronne et de tout le parti modéré, qu'il ne triomphât dans ses prétentions. Mécontente de cet échec, l'infante Charlotte s'était alors décidée à rompre en visière avec sa belle-sœur ; elle avait encouragé la publication d'un journal, le *Graduador*, qui fut chargé de répandre dans le public les insinuations les plus malveillantes, et de faire pressentir, par de malins sarcasmes, des détails de vie privée, que la régente voulait cacher à tous les regards. Christine avait eu à craindre que cette feuille politique ne dévoilât d'une manière trop manifeste les relations suivies qu'elle entretenait avec don Fernando Muñoz ; dans son irritation elle décida le ministère à couper court à cette publication ; le journal avait été en effet supprimé, les rédacteurs emprisonnés. Craignant de rester exposé à l'irritation d'une parente vindicative, l'infant s'était alors décidé à abandonner l'Espagne avec toute sa famille (mai 1838). Il avait établi sa résidence à Paris ; mais de cette capitale l'infante Charlotte, animée par la colère, entretenait toujours une active correspondance avec les chefs du parti progressiste ;

par leur intermédiaire, elle pouvait chercher à s'entendre avec Espartero, et tous ensemble pouvaient préparer une combinaison dont Christine était exposée à être la victime.

A ces considérations spéciales s'ajoutait chez la régente la pensée de se montrer aux populations du Levant, où pendant sept ans les carlistes n'avaient cessé de la peindre sous les plus étranges couleurs; il lui semblait de bonne politique de greffer pour elle une nouvelle popularité sur l'allégresse générale que produirait la perspective de la paix.

Le voyage fut retardé pendant quelque temps par la difficulté de distraire des opérations militaires une quantité suffisante de troupes pour éloigner tout péril de la part des bandes carlistes de Palacios et Balmaseda qui parcouraient encore les provinces de Guadalajara et de Cuença. Enfin, l'approche des chaleurs de l'été ne permettant pas de le retarder plus longtemps, le départ de Madrid eut lieu le 11 juin; c'est le général Concha qui avait été chargé du soin de protéger les personnes royales contre toute attaque. Il sut disposer ses troupes avec assez d'habileté pour battre à Olmedilla le seul chef carliste qui fût à redouter, Palacios; sa bande, complétement dispersée, laissa entre ses mains 1500 prisonniers, y compris 150 chefs. Quant à Balmaseda, il fut rejeté sur la Vieille-Castille, et se trouvait hors d'état de nuire. Ce péril surmonté, la régente put parvenir sans aucune difficulté à la capitale de l'Aragon.

La ville de Saragosse espérait recevoir dans son sein, en même temps que la régente, le général en chef, déjà maître du Maeztrazgo, et occupé en ce moment à surveiller l'entrée en Catalogne des troupes de Cabrera; mais les événements de la guerre ne permirent pas à Espartero de s'éloigner du théâtre des opérations, et il écrivit à la régente qu'il ne pouvait se présenter au-devant d'elle qu'à

Lerida. En attendant, la municipalité et la députation provinciale se crurent obligées de manifester à la reine qu'elles avaient vu avec la plus profonde douleur le vote de la loi sur les municipalités ; elles exprimèrent le désir formel que la régente lui refusât sa sanction.

Instruit de ces démonstrations, Arrazola, qui s'était vu forcé de rester dans la capitale, par suite de l'ouverture des Cortès, se hâta de suspendre les séances, dans l'idée d'aller rejoindre, auprès de Christine, les trois ministres qui l'avaient accompagnée ; mais, quelque précipitation qu'il mît dans tous ses actes, les événements marchèrent avec une rapidité qui devança tous ses calculs.

Espartero s'était présenté à la régente dans les environs de Lerida (27 juin) ; après l'avoir fait acclamer par les troupes placées sous ses ordres, il lui avait exprimé sa conviction profonde du danger que courait la monarchie espagnole, s'il n'y avait pas un changement de ministère et si la couronne accordait sa sanction à la loi sur les municipalités. Christine lui avait demandé de se charger de la présidence du conseil, et il avait accepté ces fonctions pour le jour où il aurait mis fin à la guerre civile. Sous l'impression de cette première entrevue, Espartero avait marché sur Berga pour mettre la dernière main à son œuvre de pacification, tandis que la régente avait pris le chemin de Barcelone, où elle était arrivée le 29 juin à cinq heures du soir.

Les esprits étaient très-divisés dans cette grande et populeuse cité ; le parti modéré, qui y avait exclusivement dominé pendant tout le temps que le baron de Meer y avait exercé les fonctions de capitaine général, luttait avec acharnement contre les tendances de van Halen, en s'appuyant sur la milice nationale, exclusivement composée alors des éléments les plus conservateurs de la population ; les progressistes, disposant de la municipalité et de la députation

provinciale, cherchaient à modifier la composition de la milice, de manière à s'en faire un appui dans un moment de lutte ; il y avait en dehors d'eux un élément républicain disposé à combattre la royauté jusque dans son principe.

L'accueil du premier moment fut cependant assez enthousiaste ; désireux d'une prochaine solution, tous les partis s'unirent pour disposer des préparatifs assez brillants; néanmoins il fallut que la régente supportât la vue, au milieu des arcs de triomphe, d'écriteaux rappelant l'article de la constitution violé dans la loi sur les municipalités.

Le 13 juillet, Espartero revint de Berga, après avoir chassé en France les restes de l'armée de Cabrera; il entra dans Barcelone comme un triomphateur, aux cris enthousiastes d'une population frénétique, et se présenta au palais pour demander l'exécution des promesses qui lui avaient été faites. Mais la régente avait changé d'avis ; cédant aux représentations de ses ministres, aux conseils de ses amis les plus intimes, elle s'était décidée à sanctionner la loi sur les municipalités (14 juillet).

Les conséquences de cette mesure maladroite et impolitique ne tardèrent pas à se faire sentir. Dès le 15, Espartero envoyait sa démission de tous ses honneurs et emplois, et manifestait hautement son désir de rentrer dans la vie privée, en expliquant dans un document public que la régente avait manqué à des engagements solennels pris à son égard ; sous le coup de cette nouvelle, le peuple de Barcelone commença à s'émouvoir, une grande agitation fut signalée dans les rues et sur les places publiques. On était d'autant plus porté à passer des paroles à l'action, que la répression se faisait moins sentir, car on savait le capitaine général van Halen tout dévoué à son général en chef. De leur côté, les ministres, en voyant l'impression causée par la décision qu'ils avaient prise, se sentirent dans l'impossibilité de

maintenir leur autorité et présentèrent leur démission (18 juillet).

Loin de se calmer devant la retraite du ministère, le peuple barcelonais crut voir dans ce premier acte de faiblesse la preuve qu'avec un peu de fermeté la régente pouvait être contrainte à abandonner la ligne dans laquelle elle s'obstinait. Le même jour où l'événement fut connu, des bandes armées apparurent sur la place San Jaime, la barricadèrent à toutes les issues, envahirent l'hôtel de ville et s'y installèrent. Aussitôt, la régente fit appeler Espartero et van Halen, leur annonça qu'elle avait choisi un nouveau ministère, et les pria d'intervenir pour rétablir l'ordre. Les deux généraux, cédant à ses alarmes, se rendirent eux-mêmes à pied du palais à la place San Jaime, annoncèrent aux insurgés la résolution prise et obtinrent d'eux leur séparation immédiate et la destruction des barricades.

Parmi les nouveaux ministres choisis par la régente, Armero, Onis, les deux Ferraz, Gonzalez et Sancho, les deux derniers seuls offraient aux progressistes de sérieuses garanties ; quelque doute que l'on eût sur les intentions des autres, le peuple rentrait cependant dans le calme, lorsqu'une manifestation des modérés vint donner un élément nouveau à la fureur des partis. Le 20, une troupe bruyante de jeunes gens riches et influents entourèrent le carrosse de la régente pour la glorifier et l'engager à persévérer dans la direction politique qu'elle avait indiquée en sanctionnant la loi des municipalités. Le 21, des bandes armées poursuivirent ceux qui étaient réputés par la clameur publique comme ayant plus spécialement participé à la manifestation de la veille. C'est ainsi que l'avocat Balmis, homme de grand courage et de rare énergie, fut assailli dans sa propre maison ; il se défendit valeureusement, tua trois assaillants, en blessa huit, et ne succomba sous les coups

des assassins qu'après avoir supporté un véritable assaut; son cadavre, comme celui de Bassa, fut jeté par le balcon et traîné dans la boue par une bande de misérables, jusqu'au moment où des officiers indignés se précipitèrent sur ceux qui la composaient et la dispersèrent à coups de sabre. Ce même jour vit assassiner un autre jeune homme de vingt ans, à qui on n'imputait d'autre crime que son opinion politique, et saccager de fond en comble l'imprimerie du journal *le Garde national* qui s'était créé une triste réputation par son acharnement contre tous ceux qui combattaient la faction modérée. Lorsqu'il connut ces événements, Espartero se décida à agir; il mit la municipalité en demeure de rétablir elle-même l'ordre, et déclara la ville de Barcelone en état de siége; la tranquillité revint comme par enchantement.

Madrid avait été complétement dégarni de troupes au moment du départ de la régente; tout mouvement qui y éclaterait se trouvait donc avoir les plus grandes chances de réussite, surtout avec une municipalité et une milice qui partageaient tous les sentiments populaires. La nouvelle de la sanction de la loi sur les municipalités s'y répandit pourtant sans susciter aucune commotion sérieuse; on n'aurait pas cru au ministère une semblable énergie; Arrazola se croyait déjà maître de la situation, et pensait déjà à la réduction et à la division de l'armée, quand la nouvelle de la nomination d'un nouveau ministère à Barcelone le décida à quitter son poste et à abandonner au capitaine général et au chef politique le soin de veiller à la sécurité de la population (24 juillet).

Sancho et Gonzalez étaient, avons-nous dit, les deux seuls ministres du nouveau cabinet qui pussent inspirer confiance aux progressistes; l'un d'eux, Sancho, avait refusé obstinément le portefeuille qui lui était offert; quant à

l'autre, il avait voulu marquer à ses collègues la ligne qu'il se proposait de suivre, et leur avait soumis un programme dans lequel se trouvait consignée la nécessité de ne pas promulguer la loi sur les municipalités et de dissoudre les Cortès actuelles (9 août). Ce programme ne fut pas accepté par la régente ; et Gonzalez, après quelques jours de discussion, fut dans la nécessité d'offrir sa démission. Rien ne pouvait être plus agréable à la régente ; elle lui eut bientôt trouvé un successeur, et, désireuse d'abandonner une ville où il avait fallu subir une nouvelle exigence de la volonté populaire, comme à la Granja, elle quitta avec tous ses nouveaux ministres, le 24 août, le port de Barcelone sur un vapeur marchand, pour gagner la ville de Valence.

Là, loin de la population catalane, Christine pensait qu'il lui serait aisé de s'entourer d'hommes d'Etat disposés à continuer la politique d'Arrazola ; mais ce n'était pas impunément que depuis deux mois le gouvernement était resté indécis, flottant à l'aventure. De tous côtés les députations provinciales et les municipalités s'étaient entendues ; elles étaient entrées en relations les unes avec les autres, et s'étaient promis un mutuel appui pour empêcher l'application de la nouvelle loi. La municipalité de Madrid, par le vote solennel du 19 août, s'était engagée à repousser par la force toute tentative qui aurait pour but de lui imposer des conditions nouvelles ; la milice nationale lui avait promis de l'aider dans cette tentative de résistance.

Lorsqu'on apprit dans la capitale le départ de la régente de Barcelone, la démission de Gonzalez, et la menace d'un nouveau ministère qui, à Valence, sous la protection d'O'Donnell, pourrait tenter l'établissement d'un fort système de réaction, les meilleurs esprits sentirent qu'il n'était plus possible de temporiser. Il fallait ou rentrer sous le joug, ou créer un nouveau gouvernement. Dès le

31 août, une agitation très-grande commença à régner dans la capitale.

Le lendemain 1er septembre, il y avait à midi une séance ordinaire de la municipalité ; tout ce qui s'occupait à Madrid de politique active se donna, par un accord tacite, rendez-vous à la maison commune. Les conseillers municipaux furent invités à prendre en main les intérêts populaires, à organiser les forces nationales, à s'ériger en gouvernement. Ils firent d'abord quelque résistance ; bientôt obligés de céder à la force du courant, ils réunirent la milice nationale, et se mirent hardiment en lutte ouverte avec les deux représentants de l'autorité royale, le chef politique et le capitaine général. Le premier, ayant voulu protester contre la réunion de la milice nationale, fut emprisonné et retenu dans la maison commune ; le second essaya de faire triompher le principe de l'autorité avec les quelques troupes dont il disposait. Devant l'insuffisance de ses ressources, devant la défection de deux de ses bataillons, il dut reconnaître l'impossibilité d'engager la lutte ; et on le vit d'abord se retirer au Retiro, puis de là, sans être inquiété, gagner avec les soldats qui lui étaient restés fidèles la petite ville d'Arganda.

A la fin de la journée la révolution était triomphante, sans même qu'il y eût eu combat. Le lendemain, la députation provinciale et la municipalité se mirent d'accord pour nommer une junte provisoire de gouvernement, et celle-ci, à peine constituée, s'occupa de mettre Madrid en état de défense, d'attirer à elle toutes les forces militaires du royaume, de se mettre en communication avec Espartero et avec tous les capitaines généraux, d'appeler toutes les provinces à suivre son exemple, et enfin, de notifier à la régente les conditions qu'elle entendait mettre désormais à son obéissance.

Le ministère établi à Valence, dès qu'il eut connaissance du soulèvement de Madrid, envoya l'ordre à Espartero de marcher sur la capitale pour y rétablir l'autorité monarchique (7 septembre). Vaine tentative ; le général en chef répondit à cet ordre par un document où il rappelait tous les antécédents de la révolution qui venait de s'opérer et où il démontrait qu'on ne pouvait le condamner à imposer au peuple espagnol un programme qu'il avait toujours combattu. La junte provisoire de Madrid lui avait écrit pour lui faire connaître ses intentions, elles étaient contenues dans ces formules : trône d'Isabelle II, régence de Christine, constitution et indépendance nationale. N'était-ce point là le but qu'il avait toujours poursuivi, et quelle autorité avait-il pour aller combattre des citoyens qui pensaient comme lui ? La vérité était que les affaires du pays n'avaient pas été conduites avec cet esprit de prudence et d'impartialité qui rend les gouvernements forts et respectables. On ne s'était occupé qu'à discréditer le parti progressiste au profit d'une fraction dite modérée, accrue de personnes de provenance suspecte ; et toutes les grandes charges de l'État étaient devenues le patrimoine de cette fraction. Le mouvement actuel n'était pas l'œuvre d'une simple bande de factieux ; c'était une levée en masse de tout le parti libéral ; maltraité et poussé à bout, il prenait les armes pour ne pas être ramené au despotisme ; il avait choisi pour chefs des hommes de fortune, de représentation et de bons antécédents ; il n'y avait eu aucune de ces scènes de désordre ou de pillage qui caractérisent les convulsions de l'anarchie. Pourquoi donc irait-il recommencer une nouvelle guerre toute semblable à celle qui venait de s'achever ? Tout pouvait se terminer par une réconciliation sérieuse. La régente n'avait qu'à proclamer que la constitution ne serait pas altérée et que les Cortès actuelles se-

raient dissoutes, et à choisir un ministère composé de six patriotes libéraux, purs, justes et sages (7 septembre).

Accueilli avec enthousiasme par la junte de Madrid, ce document la fit persister dans le mouvement qu'elle avait inauguré avec un zèle que vint encore accroître la conformité de presque toutes les provinces; tous les fonctionnaires reçurent ordre d'avoir à rompre toute attache avec le pouvoir établi à Valence. Ce fut en vain que la régente, sentant la nécessité de transiger, offrit de soumettre aux Cortès une modification à l'article 45 de la loi sur les municipalités, et revint à l'idée d'offrir les ministères à des hommes influents du parti progressiste; le moment n'était plus où de pareilles concessions pouvaient être adoptées : tout pouvoir était passé aux mains de la junte, qui, voulant arriver à une solution définitive, confia à l'un des hommes les plus estimés, don Manuel Cortina, la mission d'aller s'entendre à Barcelone avec Espartero sur la question de la régence (13 septembre). Christine ne tarda pas à être instruite de cette démarche, et, voulant encore garder l'apparence du pouvoir, elle se décida à nommer Espartero président du conseil sans portefeuille (16 septembre).

L'arrivée de Cortina à Barcelone coïncida à très-peu de temps d'intervalle avec la nouvelle de cette nomination d'Espartero; ces deux hommes, dont l'un représentait avec pleins pouvoirs l'insurrection madrilène, et dont l'autre était à la fois le chef suprême de toute l'armée et le représentant de tout le pouvoir de la couronne, se trouvèrent donc en état, dans quelques conférences, de poser les bases de la situation qui devait être faite à l'Espagne. Ils convinrent qu'Espartero accepterait de suite la présidence du conseil et se rendrait à Valence en passant par Madrid, où il se mettrait en contact avec la junte. Ces décisions prises, Espartero inaugura son ministère en dissolvant la

milice nationale de Barcelone, instituée par le baron de Meer d'après un système qui en faisait un instrument du parti modéré, et en autorisant le capitaine général à la réorganiser d'après les bases fixées par la loi (21 septembre). Il partit ensuite pour Madrid où la junte avait déjà publié les conditions qu'elle comptait imposer au gouvernement avant de mettre bas les armes ; ces conditions se réduisaient à la publication d'un manifeste dans lequel la régente repousserait les conseils des Cortès qui avaient compromis le trône et la tranquillité publique, à la séparation de tous les hauts fonctionnaires du palais, à l'annulation du projet de loi sur les municipalités, et à la dissolution des Cortès.

D'après ces conditions, on voit qu'un changement complet dans la régence n'était pas encore dans la pensée générale des fauteurs du mouvement; de plus, la junte provisoire de Madrid, en sévissant avec énergie contre le journal républicain *el Huracan*, successeur de *la Révolution*, affectait de faire parade de ses sentiments monarchiques. Cependant, quand Espartero arriva à Madrid, les représentants des juntes provinciales insistèrent auprès de lui pour que la constitution de la régence fût modifiée ; on lui demandait en même temps de dissoudre le sénat actuel. Sans prendre aucun engagement, Espartero se mit d'accord avec les hommes politiques les plus influents en constituant, d'accord avec eux, son premier ministère : il confia à Cortina le portefeuille de l'intérieur; au premier alcade de Madrid, don Joaquim Maria Ferrer, les affaires étrangères; la guerre à un de ses anciens compagnons d'armes d'Amérique, don Pedro Chacon ; grâce et justice à Gomez Becerra, les finances au consul de Bayonne, Gamboa. Ces choix ayant été approuvés par l'opinion publique, il se mit en route pour Valence avec les nouveaux ministres, désireux enfin d'entretenir la régente et de résoudre avec

elle tous les points délicats qui avaient été la cause originelle de la révolution (9 octobre).

Christine avait pris son parti ; se jugeant tout à fait compromise avec le parti modéré, ennemie décidée des progressistes, elle préférait abdiquer plutôt que devenir un simple instrument de domination entre les mains de personnages qu'elle craignait et haïssait. Elle demanda d'abord aux nouveaux ministres de prêter serment devant elle suivant l'usage habituel, puis, au moment d'entrer en discussion sur le programme qu'ils avaient élaboré, elle invita Espartero à un entretien particulier et lui annonça sa résolution d'abandonner la régence et de quitter l'Espagne. Espartero s'empressa de communiquer à ses collègues la disposition d'esprit dans laquelle se trouvait la régente, et tous ensemble essayèrent de la faire revenir sur sa détermination. Christine tenait déjà tout préparé son acte de renonciation ; elle le leur présenta, mais il était si plein de fiel contre la nation espagnole tout entière, si peu d'accord avec le sentiment général du pays, et si exclusivement favorable aux intérêts des modérés, que Cortina le lui rendit en ajoutant ces simples paroles : « Votre Majesté a sans doute oublié, en rédigeant ainsi cette renonciation, que ses augustes filles devaient rester sur ce territoire. » Cette opinion était si juste, si conforme à ses propres intérêts, que la mère coupable comprit qu'elle avait cédé à un moment de passion et pria Cortina de préparer un nouvel acte dans les termes qui lui paraîtraient les plus convenables.

Quand il s'agit d'expliquer les causes réelles de l'abdication, de graves difficultés surgirent ; on ne put s'entendre que quand Cortina eut menacé de la faire exclusivement reposer sur le mariage secret que la régente avait contracté avec l'officier des gardes Ferdinand Muñoz. Des détails curieux avaient été livrés dans ces derniers temps à la

publicité, dans une brochure qu'un espagnol nommé Lopez Martinez avait imprimée à Paris, sous l'inspiration de l'infante Charlotte. Aucun doute n'était permis; il y avait même eu déjà plusieurs enfants nés de cette union, célébrée peu de temps après la mort de Ferdinand VII [1]. Devant cette menace, Christine céda et consentit enfin à signer publiquement l'acte de renonciation (voir note E) dans les termes dignes et convenables pour tous où il est rédigé (12 octobre); cet acte fut précédé d'un décret qui dissolvait les Cortès.

Quelques dispositions furent prises en ce qui concernait la tutelle et la nomination du gouverneur de la jeune reine. Les ministres voulurent qu'on donnât aux Cortès le soin de désigner le tuteur; quant au gouverneur (ayo), ils cherchèrent à se mettre d'accord avec Christine sur la personne la plus capable d'en bien remplir les fonctions. Après avoir désigné trois généraux qu'Espartero ne crut pas devoir accepter, Christine donna enfin son consentement au choix du poëte Quintana. Cinq jours s'écoulèrent au milieu de ces pourparlers, afin qu'il fût bien constaté qu'aucune violence n'avait été pratiquée sur sa personne, et qu'elle avait renoncé par un acte spontané de sa propre volonté. Enfin, le 17, elle s'embarqua avec tous les honneurs dus au rang qu'elle avait occupé, au port du Grao, sur un navire à vapeur qui la conduisit à Port-Vendres sur le territoire français.

La révolution de septembre était consommée; l'Espagne

[1] Le 9 novembre 1834 la reine Christine mit au monde, au Pardo, le premier fruit de son mariage avec Ferdinand Muñoz. C'était une robuste fille à laquelle on donna le nom de Victoria; elle fut confiée aux soins d'une dame Castañedo, et passa à Ségovie les deux premières années de son existence. Pour apprécier le délai pendant lequel Marie-Christine supporta le veuvage, il suffit de se rappeler que Ferdinand VII mourut le 29 septembre 1833.

déjà délivrée de l'oppression du parti apostolique, secouait aussi le joug de la faction modérée pour laquelle avait toujours voulu gouverner Christine. Elle allait entrer pour trois années dans une période où ses destinées dépendraient en partie du mérite et de l'intelligence du nouveau chef qu'elle s'était donné, don Baldomero Espartero.

LIVRE III.

REGENCE D'ESPARTERO.

Octobre 1840 — novembre 1843.

CHAPITRE I.

LE MINISTÈRE-RÉGENCE.

Octobre 1840-mai 1841.

La révolution de septembre s'incarne pour les Espagnols dans un seul homme, Espartero. — Portrait de ce personnage. — De la composition du ministère. — Cortina. — Bonne influence exercée par cet homme d'Etat.

Ligne politique suivie par le ministère; effort des juntes locales pour constituer à elles seules un pouvoir central. — On parvient à les dissoudre. — L'armée est également réduite. — Maintien du Sénat. — Décret convoquant les Cortès pour le 19 mars 1841. — Elections des députés provinciaux. — Rapports avec le chargé d'affaires de Rome, faisant fonctions de nonce apostolique. — Difficultés avec le Portugal au sujet de la navigation du Duero. — La question des fueros est résolue en Navarre, reste pendante dans les provinces basques. — Alliance anglaise recherchée avec soin pour faire contre-poids à l'appui que le cabinet français du 29 octobre, dirigé par M. Guizot, tend à donner aux amis de l'ex-régente.

Elections. — Majorité acquise au parti progressiste. — Ouverture des Cortès, 19 mars. — Les partisans de la régence triple et les unitaires. — Déclaration d'Espartero ; elle est mal accueillie. — Vote des Cortès. — Espartero est nommé régent (18 mai). — Démission du ministère-régence.

Dans les conditions où elle s'était faite, la révolution de septembre ne méritait pas d'être considérée comme l'œuvre

exclusive d'un parti et elle ne devait pas, si elle ne voulait avorter, apparaître comme l'indice exclusif de la défaite des modérés, du triomphe des progressistes.

Elle était née du mécontentement général causé dans toute la nation par l'alliance de la régente Christine avec une fraction exclusivement dominée par l'idée rétrograde; ce mécontentement était arrivé à son apogée, le jour où le ministre Arrazola, après avoir, à force de corruptions, fait nommer une Chambre toute dévouée à sa politique, s'était attaqué directement aux libertés municipales et avait fait voter une loi qui transférait au pouvoir central toute l'autorité des alcades. L'irritation avait été telle, que le pays s'était aussitôt décidé à courir toutes les aventures pour ne pas supporter plus longtemps un état de choses qui pouvait compromettre l'édifice que la nation, depuis la mort de Ferdinand VII, avait eu tant de peine à élever pour sauvegarder ses libertés.

Il y avait d'ailleurs une espérance qui rassurait complétement le peuple espagnol sur ses destinées et lui faisait entrevoir sans inquiétude l'heure d'une nouvelle révolution ; c'était la présence aux affaires d'un homme qui avait eu la gloire d'achever la grande œuvre de la pacification, et en qui on pouvait espérer un coup d'œil politique égal à la sagacité militaire qu'il avait déployée pendant tout le cours de la guerre civile.

A partir de la convention de Vergara, jusqu'à la révolution de septembre, l'histoire réelle de l'Espagne n'est vraiment qu'un entraînement irrésistible de tout le peuple vers le général à qui il croit, sans raison, devoir la terminaison de la guerre. L'armée, la bourgeoisie, les campagnes même, les forces remuantes des grandes cités comme Barcelone, attendent que le mot d'ordre sorte de sa bouche pour se prononcer; son influence est telle, que la régente quitte sa

capitale pour venir lui offrir la présidence du conseil, et veut le capter à ses tendances et à ses préjugés rétrogrades; il dépendit de lui à cette époque de gouverner dans un sens ou dans un autre; on lui doit cette justice, qu'il préféra mettre son ambition au service de la liberté.

Espartero était âgé de quarante-sept ans, lorsqu'il fut appelé à exercer une influence prépondérante sur les destinées de l'Espagne [1]; arrivé à cette haute position par une suite ininterrompue d'efforts persévérants, par son exactitude rigoureuse à accomplir tous les devoirs de la profession militaire qu'il avait embrassée, il avait eu le bonheur, si rare dans nos sociétés modernes, de pouvoir fixer sur lui l'attention générale avant que l'âge eût encore amorti ses facultés.

Élevé successivement des plus bas grades de l'armée aux plus grands commandements, il n'avait jamais excité l'envie de ses compagnons d'armes; comme il n'avait jamais montré de talents hors ligne, il n'avait jamais trouvé en face de lui de véritables rivaux; on lui savait une conscience droite, des intentions honnêtes, un sentiment profond de fidélité à ses engagements, un patriotisme sincère; ces qualités lui avaient concilié l'estime des autres généraux; ils le considéraient comme un ami, ils n'auraient jamais pensé qu'il pût devenir leur chef suprême.

Que pensait-il de lui-même? C'est une question difficile à résoudre et pour laquelle il faudrait pouvoir pénétrer dans les derniers replis de son cœur; mais, en suivant avec soin tous les événements de sa vie, il semble qu'il se soit toujours considéré plutôt comme un homme fortuné auquel la chance serait toujours favorable pour peu qu'il consentît à l'aider, que comme un ambitieux capable de ployer les

[1] Il était né le 27 février 1793 à Granatula, province de Ciudad Real.

circonstances à son profit, et propre à dominer les autres hommes. Habitué pendant la guerre d'Amérique à tous les genres d'émotion, il eut en plusieurs circonstances le droit de se considérer au jeu comme le fils chéri de la fortune; quand on voit ensuite comment les événements de la politique l'élevèrent peu à peu au plus haut degré de l'échelle sociale, on ne peut nier que là aussi le sort ne se soit encore montré pour lui excessivement favorable.

Se laisser porter par les événements semble donc avoir été la devise à laquelle il lui paraissait surtout sage d'obéir; quant à exercer par lui-même une influence sérieuse sur les destinées de son pays, à se tracer une ligne de conduite, à se fixer de lui-même une direction politique, il ne semble pas qu'il y ait jamais pensé.

Si le peuple espagnol, en se précipitant à ses pieds, espérait trouver en lui un homme capable d'imprimer une nouvelle impulsion, il ne devait pas tarder à reconnaître son erreur. Espartero, bon général de division, n'avait pas l'esprit assez étendu pour embrasser d'un seul coup d'œil toutes les destinées d'une nation, pour concevoir le genre d'institutions qui lui convient, et pour songer à l'établir sérieusement. Tout au plus avait-il assez de lumières pour choisir, entre les divers partis qui se disputaient le pouvoir, celui dont les idées lui paraîtraient les plus conformes aux tendances du siècle où il vivait; la marche des choses lui avait fait contracter alliance avec le parti progressiste; mais qu'arriverait-il si ce parti devenu victorieux se divisait, se scindait et modifiait, avec le succès, ses allures et ses aspirations? Quel serait alors le criterium de sa conduite, le fondement de sa politique? Espartero n'avait pas en lui-même de force suffisante pour se faire un choix, et il devait rester indécis au milieu de toutes les nuances diverses qui attendraient de lui le triomphe de leurs idées particulières.

Si l'honnêteté suffisait pour le rôle difficile de chef de nation, on pourrait presque dire que les Espagnols n'auraient eu qu'à se féliciter de leur choix ; mais plus les positions sont élevées, plus les facultés d'intelligence deviennent nécessaires, surtout chez les hommes qui n'ont pas été habitués dès leur naissance à se préoccuper des règles qui président au gouvernement des peuples. Celui dont tous les choix dépendent est obligé de savoir connaître les hommes ; il ne lui suffit pas d'avoir des amis sincères et de leur être lui-même fidèlement attaché ; il faut encore qu'il sache grouper autour de lui tous les talents, toutes les capacités susceptibles de favoriser le triomphe de ses idées et le succès de sa politique.

Espartero avait au plus haut degré cette qualité si estimable de la vie privée, d'aimer sincèrement ses amis, et de leur être dévoué en toute circonstance. Aussi devait-il arriver qu'incapable de juger par lui-même, et disposé à écouter le jugement de ceux dont il aimait à s'entourer, il accorderait une excessive influence à ceux qui lui inspireraient confiance et le séduiraient soit par des flatteries, soit par l'évocation des souvenirs de jeunesse.

Les événements au milieu desquels il prit possession effective de la présidence du conseil placèrent auprès de lui un homme d'Etat de grande valeur, grâce auquel le pays put pendant quelque temps se faire illusion sur la valeur personnelle de son idole. Nous voulons parler du ministre de l'intérieur, don Manuel Cortina, qui avait été envoyé en mission à Barcelone dès les premiers jours de septembre par la junte de Madrid, et que plus tard nous avons retrouvé à Valence discutant avec Christine les termes de l'acte de renonciation.

Cortina était vraiment doué d'un grand talent ; avocat éminent du barreau de Séville, il s'était distingué dans

cette cité non-seulement par une parole claire, facile, correcte, précise, mais encore par le courage civil qu'il avait eu occasion de déployer en maintes circonstances. Très-instruit, très-préparé par ses études et son éducation à la vie politique, il avait cette généralité de vues qui permet de comprendre d'un seul coup d'œil l'importance des questions, et cette perspicacité qui vous pousse à ne négliger aucun détail, même ceux qui paraissent les plus insignifiants. De même que dans la junte de Madrid il avait été désigné comme l'homme le plus digne d'aller au nom de la capitale traiter avec Espartero, de même sous le ministère-régence il fut bientôt accepté et reconnu comme le plus capable de donner l'impulsion, de déterminer la ligne à suivre : ses collègues eurent le mérite de s'incliner devant sa supériorité et de se soumettre à son programme. Aussi, malgré les nombreux désordres que la révolution avait occasionnés dans toute la Péninsule, bien que l'impuissance du pouvoir central eût été absolue pendant plusieurs mois, le ministère-régence, manœuvrant avec habileté, eut-il le bonheur de rétablir l'ordre avec une rapidité extrême.

Deux grandes difficultés le menaçaient : d'une part, la multiplicité des juntes provinciales qui s'étaient organisées dans presque toutes les grandes villes, comme à toutes les époques de pronunciamentos depuis 1808; d'autre part, la nécessité de réduire le personnel de l'armée, à raison de la conclusion de la guerre civile.

Voici comment il triompha de ces deux obstacles :

Par décret du 14 octobre, il décida d'abord que les juntes créées dans les capitales de province seraient partout employées comme auxiliaires du pouvoir central, et rempliraient les missions qui leur seraient confiées. Par contre, elles devaient rendre aux autorités les fonctions qu'elles leur avaient usurpées : les juntes créées dans toutes les

autres villes étaient immédiatement supprimées. Ainsi le gouvernement se réservait d'utiliser toutes les individualités qui pouvaient lui apporter un concours utile et se trouvait en mesure d'écarter toutes celles qui pouvaient le gêner dans son action. L'obéissance à ce décret était la première condition du rétablissement de l'ordre; Cortina fut assez heureux pour l'obtenir; avide dès lors d'assurer dans toute son intégrité l'autorité centrale, il songea à se débarrasser au plus vite de tout ce qui pouvait rappeler l'agitation révolutionnaire, et un autre décret du 25 novembre ordonna la dissolution de toutes les juntes, même de celles qui avaient été admises par le décret d'octobre. Ce serait folie de croire qu'il obtint sans peine un tel résultat; on voyait déjà germer dans toutes les juntes les semences d'un parti qui, s'appuyant sur les principes républicains et démocratiques, allait déjà dans ses conclusions politiques bien au-delà des aspirations constitutionnelles des progressistes. Ce parti, peu séduit par les théories des jacobins français, rêvait pour l'Espagne une république non pas une, indivisible, comme l'avait été notre république française à la fin du siècle dernier, mais une fédération de provinces presque indépendantes, à l'instar des Etats-Unis d'Amérique et des cantons suisses. Il était venu à l'esprit d'un certain nombre d'hommes politiques qu'au lieu de se constituer par la volonté de l'ex-régente, le ministère aurait dû chercher son origine et son point d'appui dans l'existence d'une junte centrale, formée des représentants de toutes les juntes provinciales, qui se seraient réunis à Madrid. Espartero et ses amis, ainsi que les principaux chefs progressistes, avaient craint que cette pensée ne devînt le drapeau de la révolution de septembre; car il entrait dans leur manière de voir de conserver le principe monarchique, et de maintenir la constitution de 1837. Aussi, bien qu'ils se privassent contre

le retour des modérés des seuls auxiliaires capables de leur assurer plus tard le triomphe, leurs premiers actes furent-ils dirigés contre les juntes ; ils tentèrent de briser entre les mains des républicains dits alors *centralistes*, parce qu'ils réclamaient une junte centrale, les instruments dont ils auraient pu faire usage. L'exécution des décrets du 14 octobre et du 25 novembre ne fut nulle part l'occasion de désordres ; mais elle désintéressa complétement les républicains de la révolution de septembre et les détermina, à Madrid comme à Barcelone, à former le noyau d'une opposition spéciale, destinée à se séparer chaque jour davantage du parti progressiste.

A propos des mouvements postérieurs qui eurent lieu à Barcelone pendant la régence d'Espartero, nous aurons occasion de revenir plus d'une fois sur cet élément dit *centraliste,* qui acquit surtout de la force en Catalogne ; à Madrid, les dispositions spéciales de la junte gouvernementale formée à l'origine de la révolution lui étaient trop hostiles pour qu'il pût exercer quelque influence sur les événements. Cette junte avait ainsi formulé son programme : *Trône d'Isabelle II*, *régence de Christine*, *constitution de* 1837, et *indépendance de la nation;* elle ne voulait pas, avec Espartero, que le sénat lui-même fût dissous et se contentait d'un simple renouvellement du tiers de ses membres. Toute réforme de la constitution dans un sens démocratique lui était odieuse ; les événements de Valence avaient été au-delà de ses prévisions, puisqu'ils avaient amené le départ de Christine, et qu'ils obligeaient à se préoccuper d'une reconstitution de la régence. Il y avait, selon elle, danger à s'engager plus avant ; aussi, loin de consentir à la réunion de cette junte centrale pour laquelle elle fut sollicitée par divers représentants envoyés par des juntes de province, on la vit refuser de prendre pour elle-

même le titre d'*autorité gouvernante supérieure* qui lui fut proposé et elle consentit à abdiquer entre les mains du ministère-régence. Son exemple devait être décisif; dès que sa détermination fut devenue publique en Espagne, toutes les prédications des habitués du *Café Nuevo* de Madrid furent impuissantes à galvaniser l'idée de la junte centrale, et les décrets de don Manuel Cortina furent partout obéis.

Quant à l'armée, on procéda avec mesure à la difficile opération du licenciement; les premières ordonnances portèrent sur les milices provinciales : un décret du 5 novembre fixa que les grades obtenus dans ces corps seraient reconnus définitivement comme assimilés à ceux de l'infanterie; même avantage fut concédé le 7 décembre à tous les officiers des corps francs, qui furent ensuite licenciés, comme l'avaient déjà été les milices provinciales. Enfin, le 7 février 1841, le contingent de 1830 fut renvoyé dans ses foyers; par ces dispositions, l'effectif total, qui était dans le mois d'octobre 1840 de 237 000 fantassins et 14 000 cavaliers, se trouva au bout de cinq mois réduit à 134 000 hommes d'infanterie et 11 300 de cavalerie.

En même temps qu'il avait à mener à terme ces deux opérations difficiles de la dissolution des juntes provinciales et de la réduction de l'armée, le ministère-régence avait à résoudre les questions relatives à la réouverture des Cortès. La reconnaissance de la constitution de 1837, et le désir exprimé de l'appliquer avec sincérité, facilitaient grandement sa tâche; cependant une partie très-nombreuse de l'opinion publique s'indignait contre la réapparition du sénat; tous les républicains, beaucoup de progressistes auraient voulu que les sénateurs fussent tous soumis à la réélection. Espartero et don Manuel Cortina résolurent la question d'une manière différente; affectant une obéissance

aveugle aux prescriptions de la charte qu'ils avaient reconnue, ils s'appliquèrent exclusivement à faire exécuter le décret du 11 octobre, promulgué avant l'abdication de la reine Christine, par lequel il avait été décrété qu'aux termes de l'article 19 de la constitution il serait procédé, en même temps qu'aux élections d'une nouvelle chambre, au renouvellement du tiers des membres du sénat. La réouverture de nouvelles Cortès fut fixée pour le 19 mars 1841; en même temps, il fut décrété que les élections des représentants seraient précédées dans le mois de janvier des élections des municipalités et des députations provinciales. Le terme était bien un peu éloigné, surtout en face des prescriptions de la constitution de 1837; mais, d'un autre côté, l'intervention des députations provinciales dans la préparation des actes électoraux était si nécessaire, que l'opinion n'accusa point le ministère d'avoir cherché à reculer l'époque des élections pour se maintenir plus longtemps au pouvoir.

Quant aux municipalités, c'eût été un terrain trop brûlant que de s'aventurer à fixer la législation qui devait les régir; on décida que la loi organique récemment votée et sanctionnée resterait suspendue, et serait soumise aux nouvelles Cortès pour être mise par elles en harmonie avec les principes de la constitution.

L'attitude prise par le ministère-régence sur toutes les questions politiques convenait en général au pays, dans le sein duquel ceux qui aspiraient à des réformes plus démocratiques étaient loin de se trouver en majorité; aussi, le premier moment d'inquiétude passé, toutes ces mesures furent-elles accueillies avec assez de faveur, et toutes les prescriptions obéies; le ministère eût pu avec facilité entreprendre de sérieuses réformes, s'il n'avait craint d'empiéter sur le domaine de la nouvelle chambre. Il se con-

tenta de prendre un certain nombre de dispositions dont l'énoncé seul suffira pour montrer tout ce qu'il y avait à faire au lendemain de la guerre civile. Elles avaient trait :

1° A la formation d'une commission pour inventorier tous les diamants et tout le mobilier des palais royaux ;

2° A l'octroi d'une amnistie générale en faveur de toutes les personnes compromises pour délits politiques depuis le 19 février 1837, en exceptant seulement celles qui auraient favorisé la cause du prétendant et n'auraient pas été comprises dans le traité de Vergara ;

3° A la fermeture dans la province de Guipuzcoa de tous les monastères, couvents et autres édifices appartenant à des communautés religieuses ;

4° A l'indication précise des conditions dans lesquelles l'état de siége pouvait être prononcé ;

5° A la prise de possession par le ministère des finances de tous les biens du clergé séculier, pour être administrés par les employés de l'Etat, sous la condition qu'un projet de loi serait présenté aux Cortès dans la prochaine législation, afin qu'il fût procédé à leur vente ;

6° A l'affectation de l'église de Saint-François le Grand à Madrid à un grand Panthéon national où devaient être recueillis les restes de tous les grands citoyens ;

7° A l'établissement d'une statistique générale du pays, et à la nomination d'une commission chargée de préparer une carte d'Espagne, supérieure à celle de Lopez, dont l'insuffisance était universellement reconnue ;

8° Enfin, à l'établissement d'un registre civil dans toutes les capitales de province, chefs-lieux de district et villes de plus de cinq cents feux.

Plusieurs de ces mesures étaient de nature à irriter la cour de Rome. Celle-ci, qui, peu à peu, grâce à la protection du parti modéré, avait recouvré à la cour de Christine l'in-

fluence qu'aurait dû pour toujours lui ravir en Espagne l'appui qu'elle avait accordé à don Carlos, entreprit de défendre ses intérêts et songea à susciter des obstacles au nouveau gouvernement. En conséquence, celui qui faisait les fonctions de nonce apostolique de Madrid, don José Ramirez de Arellano, essaya dans des communications officielles de faire passer aux yeux des Espagnols tous les actes du ministère-régence comme autant d'attentats contre l'autorité spirituelle du père de l'Eglise ; loin de se laisser intimider par ses menaces, le gouvernement du général Espartero soumit au suprême tribunal de justice toutes les communications du nonce et, après que la sentence eut été rendue par cette cour supérieure, fit reconduire à la frontière le malencontreux diplomate, coupable de n'avoir pas compris combien la situation s'était modifiée par le départ de Christine. Grégoire XVI, devant cette manifestation, en fut réduit à censurer dans une allocution du consistoire secret, le 1er mars 1841, la conduite du gouvernement espagnol à l'égard de l'Eglise depuis la mort de Ferdinand VII ; mais l'éloignement du nonce, la fermeture de la nonciature, la cessation du tribunal de la Rota, la remise au tribunal suprême de toutes les affaires que résolvaient auparavant ces juges spéciaux, brisèrent entre ses mains toutes les armes au moyen desquelles il aurait pu influer dangereusement sur les consciences.

Ferme à l'égard du saint-siége, le ministère-régence ne le fut pas moins dans ses rapports avec le gouvernement portugais ; il exigea avec une certaine hauteur la ratification définitive d'un règlement pour la navigation du Duero, à laquelle le cabinet de Lisbonne se dérobait maladroitement depuis plusieurs mois, sans autre avantage que celui de favoriser quelques intérêts particuliers au détriment de l'avantage, commun aux deux nations, qui avait fait adopter

le règlement. Ses premières menaces ne furent pas suivies d'un heureux résultat; les ministres portugais voulurent en référer à la médiation de l'Angleterre ; mais, comme ils étaient effectivement dans leur tort, ils durent céder à la fin, et la ratification définitive du traité mit fin au conflit.

Quelques embarras surgirent un instant du côté du Nord, dans les provinces nouvellement pacifiées, à propos des fueros. Le ministère-régence trouva en effet, en Biscaye et dans le Guipuzcoa, une forte opposition de la part des députations de ces deux provinces à faire exécuter quelques-uns de ses ordres ; il ne considérait pas comme étant de sa dignité de demander le *pase* ou *exequatur*, que fixaient les anciens fueros : il fallut de part et d'autre certaines concessions pour que le débat ne s'envenimât pas ; en effet, sitôt qu'ils l'avaient vu naître, les principaux chefs du parti modéré, jaloux de grouper autour d'eux les restes du parti absolutiste vaincu, avaient commencé immédiatement à exciter les passions. Il s'en fallut de peu que l'on n'en vînt, en Guipuzcoa et en Biscaye, à une lutte ouverte ; et il fut impossible de fixer le *modus vivendi* d'après lequel ces deux provinces jouiraient de leurs fueros. Plus conciliante, la Navarre parvint au contraire à déterminer la manière précise dont elle entendait concilier ses anciens priviléges avec les institutions générales de la nation : un décret daté du 15 décembre approuva toutes les réglementations qui avaient été adoptées par la députation de cette province, et plus tard les Cortès ne devaient plus avoir, en ce qui concernait les Navarrais, qu'à approuver les résultats de l'heureuse négociation conclue avec eux sur ce grave sujet par le ministère-régence.

Quelles nouvelles relations diplomatiques s'établiraient entre la France et l'Espagne à la suite de la révolution de septembre ? C'était là un sujet de la plus haute gravité. Car

on savait à Madrid le roi Louis-Philippe très-préoccupé de ses intérêts dynastiques, très-décidé à soutenir le parti modéré par lequel il avait toujours cherché à assurer le triomphe de l'influence française, et l'on ne pouvait supposer que ce prince ainsi disposé eût vu avec indifférence l'abdication de la régente Christine, dont la politique était si conforme à toutes ses idées. Seulement, les événements dans toute l'année 1840 avaient été contraires au système spécial du roi Louis-Philippe, et les embarras tant intérieurs qu'extérieurs au milieu desquels il eut à se débattre expliquent comment, sans trouver aucun obstacle du côté de la France, les progressistes espagnols purent se délivrer de Christine.

Dans le mois de février 1840, le cabinet du maréchal Soult avait dû se retirer devant le rejet de la dotation du duc de Nemours. Forcé de recruter son cabinet dans des rangs parlementaires qui ne lui étaient nullement sympathiques, le roi dès lors avait appelé M. Thiers à la présidence du conseil, et s'était abstenu d'influer par ses conseils sur les actes de ses ministres (1er mars). Dégagés dès lors de tout compromis antérieur, ceux-ci avaient sérieusement travaillé à éloigner des frontières pyrénéennes les éléments carlistes, à mesure qu'ils affluaient sur le territoire français. Don Carlos, interné à Bourges, y avait été strictement surveillé ; on avait dispersé à Bourg, dans le département de l'Ain, les principaux chefs de l'armée de Cabrera ; au Puy, en Auvergne, les capitaines et les officiers subalternes ; à Besançon, les ecclésiastiques. Au lieu d'écouter les suggestions de M. le marquis de Miraflorès, ambassadeur de Christine, dont toutes les manœuvres tendaient à acquérir pour le parti modéré espagnol les principaux débris du carlisme, le gouvernement français préférait écouter les conseils plus énergiques du consul d'Espagne à

Bayonne. M. Gamboa, tel était le nom de ce consul, qui, plus tard, occupa le portefeuille des finances dans le ministère-régence, était anti fueriste et transmettait directement à M. Thiers les désirs du général en chef espagnol pour venir à bout de l'insurrection. C'est à la franche et loyale conduite du cabinet du 1er mars que l'Espagne a dû que toutes les conspirations organisées sur le territoire français, après la convention de Vergara et l'entrée des troupes de Cabrera, malgré le grand nombre des éléments qui les composaient, aient été suffoquées à temps.

Plus tard, quelque intérêt que pût avoir M. Thiers à surveiller les événements politiques de l'Espagne, son attention fut absorbée par les complications diplomatiques d'où faillit surgir une guerre européenne. Le traité du 15 juillet 1840, signé sans participation de la France entre l'Angleterre et les trois grandes puissances orientales, avait créé un état de choses tout différent de celui qui avait été inauguré en 1834 par le traité de la quadruple alliance. Isolée du concert européen, la France, qui seule en Europe avait voulu prendre le parti de Méhémet-Ali contre la Porte Ottomane, s'était vue exposée à entrer en lutte avec tout le continent, et avait trouvé en face d'elle le cabinet de Londres, tout à l'heure attaché à elle par des liens si intimes. M. Thiers, animé de sentiments tout autres que le monarque constitutionnel dont il dépendait, affirmait une politique ferme et énergique en face de l'isolement honteux dans lequel on avait cherché à placer la France; il se préparait à la guerre et profitait habilement de l'émotion générale du pays pour faire décider la grande œuvre des fortifications de Paris. Mais le besoin général de la tranquillité et de la paix, les intérêts matériels très-surexcités, l'instinct conservateur, plus puissant que toutes les considérations de dignité et d'honneur, étaient trop puis-

sants en France pour que l'on se maintînt longtemps dans cette attitude. Tous ces éléments firent cause commune avec le roi, qui n'attendait qu'une occasion pour reprendre les ministres avec lesquels il voulait régner et gouverner; et, au mois d'octobre, le cabinet Thiers dut se retirer pour faire place à M. Guizot, destiné désormais à rester au pouvoir jusqu'à la révolution de 1848.

L'avénement de M. Guizot était au dehors l'abandon complet de toute velléité tant soit peu guerrière, la disposition bien accentuée de faire toute espèce de concessions pour la rentrée de la France dans l'alliance européenne; mais, vis-à-vis de l'Espagne, c'était la réapparition d'une politique essentiellement dynastique, une protection secrète à tout le parti modéré, une continuité d'efforts pour rendre à Christine le pouvoir qu'elle avait perdu, une préoccupation bien arrêtée d'empêcher tout mariage de la jeune reine Isabelle avec tout autre qu'un Bourbon, enfin une rivalité constante à Madrid pour empêcher l'influence anglaise d'y prendre la place précédemment occupée par la France. Le parti progressiste et les hommes qui étaient appelés à diriger à Madrid la révolution de septembre ne s'y méprirent pas un instant; comprenant leur situation et l'impossibilité pour eux de modifier les pensées intimes d'un monarque plus préoccupé de sa dynastie que des intérêts du pays qu'il représentait, ils inclinèrent naturellement du côté où on les poussait et se jetèrent dès lors dans les bras du cabinet de Londres. Espartero ne craignit pas de dire publiquement que ses inclinations et ses opinions avaient toujours été en faveur d'une alliance intime avec la Grande-Bretagne, et que c'était là l'amitié sur laquelle il comptait.

Plus le ministère-régence montra de sympathie pour les Anglais, et plus naturellement il excita le mécontentement de Louis-Philippe et du cabinet français du 29 octobre. Ce

mécontentement se traduisit de manières différentes : par des refus de soldes aux réfugiés carlistes, qu'on renvoyait ainsi en foule agiter le territoire espagnol ; par des discours où M. Guizot, ministre des affaires étrangères, déclarait hautement à la tribune qu'il déplorait tous les événements qui avaient amené en Espagne l'administration du ministère-régence (séance du 4 janvier 1841, Chambre des pairs) ; par des témoignages de respect et d'affection donnés par tous les membres de la famille royale de France à la régente Christine ; enfin, en gênant de tous côtés par son action diplomatique les efforts concertés des cabinets de Madrid et de Londres pour faire reconnaître par l'Autriche, la Prusse et la Russie, la souveraineté de la reine Isabelle.

M. Guizot, sans être hostile à cette reconnaissance, ne voulait pas que l'Espagne la dût à l'intervention de l'Angleterre ; il craignait, en outre, qu'à l'instar d'autres démarches déjà tentées sous le cabinet O'Falia à Berlin et à Vienne par MM. Zea-Bermudez et Marliani, on ne voilât, sous le prétexte de négociations de reconnaissance, des projets de mariage entre Isabelle et un prince autrichien ou allemand qui ne fût pas de la maison de Bourbon. Naturellement inquiet de l'alliance intime qui existait entre Christine, les modérés, Louis-Philippe et le cabinet du 29 octobre, et préoccupé d'un manifeste publié à Marseille le 8 novembre par l'ex-régente, qui, une fois sur le sol étranger, avait pris la situation de chef d'un parti vaincu, le ministère-régence avait jugé nécessaire d'envoyer à Paris, pour le représenter et le tenir au courant de toutes les intrigues, un des membres les plus intelligents du parti progressiste. Son choix, fait avec perspicacité, était tombé sur don Salustiano de Olozaga, qui s'était empressé, en décembre 1840, d'aller occuper la place laissée vacante

dès les premiers événements de septembre par le marquis de Miraflorès.

La bonne gestion des finances, non moins que le choix des alliances, dut être une des préoccupations les plus constantes du ministère-régence. Il avait eu assez de fermeté dès les premiers jours de son avénement pour rétablir par un seul décret toutes les branches de revenus sur le pied où elles étaient établies par les lois avant le pronunciamento : grâce à cette décision, les ressources recommencèrent à affluer peu à peu dans le Trésor, et comme des licenciements successifs vinrent diminuer les frais, un certain bien-être relatif succéda bientôt à l'extrême pénurie dont tous les corps de l'Etat avaient eu à souffrir pendant l'anarchie qui accompagna le mouvement de septembre. Tous les contrats signés avant l'abdication de la régente furent solennellement reconnus ; on détermina par un règlement public l'ordre dans lequel toutes les obligations devaient être payées ; on capitalisa les intérêts de la dette consolidée intérieure et extérieure, échus dans les semestres antérieurs au 1er janvier 1841 et qui n'avaient pas été payés ; on centralisa enfin au Trésor public toutes les ressources de la nation, sans permettre à aucun ministère de faire aucun paiement qui ne fût approuvé par le ministère des finances. Ces diverses dispositions contribuèrent beaucoup à rétablir la confiance publique ; elles permirent d'attendre en toute tranquillité les mesures que voudraient prendre dans cet ordre d'idées les nouvelles Cortès.

Au point où le pays en était arrivé, tout l'avenir de l'Espagne dépendait donc, au commencement de 1841, des idées qui présideraient au choix du corps électoral ; sur ce point le gouvernement affecta de ne point vouloir influer sur les votes, et tint sincèrement sa promesse en exigeant de tous ses fonctionnaires l'obligation de s'abstenir de toute pres-

sion. Ainsi livrés à eux-mêmes, les électeurs firent un premier essai de leurs tendances respectives dans les élections municipales et départementales (janvier) ; dans chaque cité, dans chaque province, l'élément qui possédait réellement la majorité put appeler à la direction des affaires ceux qui le représentaient le mieux. L'événement prouva que la majorité dans le pays était réellement acquise au parti progressiste ; les modérés n'arrivèrent à obtenir qu'une minorité tout à fait insignifiante ; quant au parti républicain centraliste, il fit triompher quelques-uns de ses candidats, ce qui décida, en vue de contrarier ses progrès, le ministère à interdire par un décret les sociétés ou réunions patriotiques qui avaient commencé à s'installer en plusieurs chefs-lieux. Les résultats furent presque les mêmes aux élections de députés et de sénateurs ; mais, cette fois, les modérés refusèrent d'entrer en lice ; ils craignirent un insuccès, et se contentèrent d'appuyer une liste de candidats qu'avaient voulu choisir parmi eux les provinces basques. Quant aux centralistes, ils n'étaient pas encore en nombre suffisant pour se présenter ailleurs qu'en Catalogne comme un grand parti politique. La représentation nationale de 1841 se trouva donc presque exclusivement composée de progressistes ; on n'y comptait que deux républicains, Uzal et Mendez Vigo, et un seul modéré, Pacheco.

Dès l'ouverture de la session (19 mars), il fut évident que les Cortès s'empresseraient de sanctionner les conclusions de la révolution de septembre, admettraient la renonciation de Marie-Christine et chercheraient à constituer la régence sur de nouvelles bases. Mais quelles seraient ces bases ? Espartero serait-il seul, ou quelques auxiliaires lui seraient-ils adjoints ? La régence serait-elle une, triple ou quintuple ?

Une fois cette question jetée dans le débat, elle fut saisie

avec avidité par tous les partis, par la presse, et occupa vivement tous les esprits ; l'idée de cinq corégents fut rapidement écartée, mais un débat très-vif s'engagea entre les *unitaires*, ceux qui ne voulaient qu'un régent, Espartero, et ceux qui voulaient lui associer deux collègues ; on donnait à ceux-ci le nom de *trinitaires*. Les républicains, par crainte du despotisme, par défiance du pouvoir militaire, inclinaient naturellement du côté des trinitaires ; les modérés au contraire, par respect du principe monarchique, tenaient beaucoup à concentrer tous les pouvoirs en une même main.

La régence triple comptait des partisans jusque dans le sein du ministère : Gomez Becerra et Ferrer lui trouvaient de sérieux avantages ; à la fin pourtant, sur les indications réitérées de leurs collègues, ils consentirent à sacrifier leurs préférences, et d'un commun accord les ministres déclarèrent aux chambres qu'ils considéraient comme avantageux aux intérêts du pays que la régence fût exclusivement confiée à un seul personnage.

Espartero aurait dû se tenir pour satisfait de cette démarche du ministère qui laissait les députés dans une entière liberté d'agir selon les conseils de leur conscience ; mais, mal conseillé, dépité peut-être de voir que l'opinion ne faisait pas de ses talents tout le cas qu'il croyait mériter, il se laissa aller à autoriser son sécrétaire, le brigadier Linage, à publier en son nom une manifestation de ses sentiments. Dans un communiqué fait à l'*Eco del Comercio* en date du 27 mai, et dont Cortina aurait voulu à tout prix empêcher l'impression, se trouvait indiquée la volonté d'Espartero de se retirer des affaires publiques et de se consacrer au repos dans l'intérieur du foyer domestique, si les Cortès n'étaient pas d'accord avec lui sur le nombre de personnes qui devaient composer la régence, c'est-à-dire si elles lui imposaient des collègues.

Cette manifestation eut l'effet le plus déplorable : elle agita l'armée, ce qui était peut-être le vrai motif pour lequel elle avait été faite ; elle dépouilla Espartero du prestige sous lequel il avait toujours cherché à apparaître, de simple exécuteur de la volonté nationale, sous quelque forme qu'elle se manifestât ; elle autorisa ses ennemis à l'accuser d'ambition ; elle sanctionna le reproche qu'on lui faisait déjà à mot couvert de vouloir abuser de la force ; enfin, et ce fut là son véritable tort, elle excita la susceptibilité de beaucoup de députés qui voulaient bien voir en lui un homme utile, mais non un homme nécessaire.

Il eût fallu pour Espartero sortir vivement d'une situation si fausse dans laquelle son crédit ne pouvait que diminuer ; malheureusement il fallait remplir toutes les formes légales exigées par la constitution de 1837 ; ce ne fut qu'après une longue discussion suivie simultanément au congrès et au sénat, dans laquelle quarante et un discours furent prononcés, que ces deux chambres réunies en un seul corps furent appelées à voter le 18 mai 1841.

Sur 290 députés et sénateurs présents, 153 votèrent la régence unique, 136 la régence triple, 1 la quintuple.

Quand on en vint à la désignation du régent, Espartero réunit 179 voix ; Arguelles, 103; le comte de Almodovar, 5; Christine, 3 ; il y eut 1 bulletin blanc et 1 voix perdue.

Le ministère n'attendait que ce vote pour se retirer ; il s'empressa de présenter sa démission, en conseillant au régent de constituer un cabinet avec des éléments tout à fait nouveaux qui n'eussent point participé à la situation depuis la révolution de septembre.

Avec plus d'intelligence, Espartero eût compris que nul n'était plus capable que Cortina de bien appliquer la politique qui avait été si habilement dessinée depuis sept mois;

mais dans son aveuglement le nouveau régent crut qu'il pourrait se passer des services de cet habile homme d'État ; il ne voulait pas, aux yeux du public, apparaître comme ayant besoin d'un Mentor ; dans son désir de gouverner effectivement par lui-même, il accepta la démission qui lui était présentée.

CHAPITRE II.

LES CORTÈS PROGRESSISTES DE 1841 et 1842.

Mars 1841-janvier 1843.

Ministère Antonio Gonzalez. — Arguelles est nommé tuteur de la reine. — Protestation de Marie-Christine. — Pronunciamentos militaires qui éclatent à la fois à Pampelune, Vittoria, Bilbao, Saragosse et Madrid. — Exécution de Diego Leon, Montès de Oca et Borso (octobre 1841). — Décret relatif aux fueros de Biscaye et de Guipuzcoa. — Incident diplomatique de M. de Salvandy. — Travaux de la première session des Cortès, close le 26 août 1841. — Nouvelles lois sur la dotation du culte et sur les majorats. — Vente des biens du clergé séculier. — Capitalisation des coupons de la dette publique antérieurs à 1841. — Budget de 1841. — Ouverture de la deuxième session des Cortès (26 décembre 1841). — Le Congrès refuse sa confiance au ministère Gonzalez, qui se retire (28 mai). — Le général Rodil est chargé par Espartero de constituer un nouveau cabinet (16 juin). — Fermeture de la deuxième session des Cortès (16 juillet). — Olozaga est désigné par la majorité du Congrès comme le chef de cabinet parlementaire qui devait être choisi par le régent. — Ouverture d'une troisième session qui ne dure que huit jours (14-22 novembre 1842). — Espartero, appelé à Barcelone, en suspend d'abord les séances; puis, de retour à Madrid après le bombardement de la grande cité catalane, dissout les Cortès (3 janvier 1843).

Parmi les chefs du parti progressiste qui avaient le plus fortement influé pour le triomphe de la régence unique, l'opinion publique avait tout particulièrement distingué don Salustiano de Olozaga; dès que cette question avait été soulevée, ce personnage, qui exerçait par ses talents et son éloquence une très-grande influence sur tous ses collègues du congrès, s'était empressé de quitter l'ambassade de Paris et était accouru à Madrid; là, par sa décision, par son initiative, il avait peu à peu groupé autour de lui la

majorité, qui se laissait entraîner par le chef des trinitaires, le fougueux tribun don Joaquim Maria Lopez; il avait détruit la combinaison déjà toute prête par laquelle Arguelles et le comte de Almodovar devaient être associés pour la régence à Espartero ; enfin, à la veille du vote, lui seul avait pu contre-balancer par ses discours l'effet puissant obtenu sur les masses par les fortes et intelligentes réflexions de Lopez et de ses amis.

Il semble que le bon sens, la gratitude, son intérêt bien entendu, ordonnaient à la fois au nouveau régent de se confier franchement à celui qui venait de lui donner un concours aussi franc ; en se privant de Cortina, Espartero avait le bonheur de rencontrer dans Olozaga un autre homme d'Etat, très-capable de bien tenir les rênes de l'Etat et consentant à associer sa cause à la sienne; nul ne pouvait croire qu'il irait de gaieté de cœur s'aliéner par une première faute un auxiliaire aussi puissant.

Ce fut pourtant ce qui arriva ; dédaigneux de toute supériorité qui le ravalait à ses propres yeux, épris des médiocrités au milieu desquelles il lui était plus facile de briller, Espartero préféra donner la présidence à un de ses amis intimes, Antonio Gonzalez, envoyé sous le ministère-régence comme ministre plénipotentiaire à Londres, au même titre qu'Olozaga avait été envoyé à Paris. Antonio Gonzalez était ce même homme d'Etat qui avait rédigé le programme présenté à Barcelone à Christine dans le mois d'août 1840; conséquent dans ses opinions, il ne pouvait être suspect à aucun des hommes qui voyaient avant tout dans la révolution de septembre le triomphe du parti progressiste ; il était laborieux, actif, persévérant, habitué aux affaires ; mais un caractère trop cassant, des manières roides et hautaines, le rendaient très-peu sympathique, et ne lui permettaient pas d'exercer une influence sérieuse sur des

hommes politiques. Il eût pu faire un bon ministre de grâce et justice ; lui concéder la présidence du conseil, au détriment des autres chefs du parti, c'était lui donner une importance qu'il ne méritait point.

Devant le grand nombre de voix qu'avaient réuni les trinitaires, et en présence des discussions qu'avait entraînées le vote de la régence unique, Olozaga avait indiqué au régent dans une conférence particulière qu'il conviendrait peut-être à un nouveau ministère de dissoudre les Cortès ; ce fut là le prétexte dont Espartero se saisit pour se persuader à lui-même qu'il ferait mieux de confier la présidence du conseil à son intime ami Antonio Gonzalez.

Il tint à déclarer hautement que les Cortès ne pouvaient être dissoutes, et voulut que les nouveaux ministres dans leur programme manifestassent leur intention de gouverner avec elles. Il affaiblissait ainsi dans ses mains le pouvoir qui venait de lui être confié, en s'interdisant l'usage d'un droit qui lui était conféré par la constitution ; les députés pouvaient impunément le contrarier dans sa marche gouvernementale, et lui se privait gratuitement de la seule arme avec laquelle il pouvait se défendre.

Le parti progressiste tout entier se montra mécontent de ce que son principal chef n'eût pas été appelé aux affaires : aussi, à l'exception de don Evaristo San Miguel, nommé à la guerre, ce ne furent pas des notabilités de premier ordre, mais plutôt de simples doublures, qui acceptèrent les divers portefeuilles. L'intérieur et la marine furent donnés à deux amis intimes du régent, Facundo Infante et Garcia Camba, tous deux généraux, ce qui était encore une faute, car il ne convenait pas, en face des antécédents d'Espartero, d'exagérer l'influence militaire dans le gouvernement. On désigna pour le poste des finances un Catalan très-peu connu, don Pedro Surra et Rull. Gonzalez se réserva le ministère

des affaires étrangères, et après dix jours de crise laborieuse le ministère fut enfin constitué (19 mai).

La première préoccupation de la nouvelle administration fut d'organiser la tutelle de la reine. Bien que le second mariage de Christine avec Ferdinand Muñoz n'eût pas été officiellement déclaré, il était connu du public et rendait absolument nécessaire l'intervention légale d'un tuteur. D'ailleurs, en se condamnant volontairement à l'exil et en abandonnant ses deux filles, Christine s'était placée elle-même dans l'impossibilité de remplir ses devoirs de mère. Le congrès et le sénat furent donc appelés à décider si la tutelle était vacante; ils répondirent affirmativement, et à une grande majorité appelèrent à remplir ces fonctions difficiles le vieil Arguelles, l'ancien galérien de Ferdinand VII, que les feuilles absolutistes s'empressèrent de transformer pour la circonstance en *cordonnier Simon*. L'entrée au Palais de ce vénérable personnage fut bientôt suivie d'une sélection intelligente de tous les fonctionnaires importants, hommes et femmes, qui gravitaient autour de la jeune reine. D'accord avec le régent, avec l'*ayo* déjà nommé, qui était le poëte Quintana, Arguelles insista pour que les postes si importants de *camarera* mayor, d'*aya* et d'intendant fussent donnés à des personnes qui ne pussent donner à la jeune reine que des conseils de haute moralité; en même temps qu'ils la mettraient en garde contre toutes les intrigues que le parti modéré chercherait à nouer autour d'elle afin de reprendre un jour le pouvoir. Longtemps discutés, les choix se portèrent enfin, pour les fonctions de *camarera mayor*, sur la marquise de Belgida; pour celles d'*aya* ou de gouvernante, sur la veuve d'Espoz y Mina, dame d'une rare énergie de caractère et douée d'un remarquable talent, et pour celles d'intendant sur un des hommes les plus distingués du parti progressiste, Martin de los

Heros. Il n'était pas possible, à tous les points de vue, de faire de meilleurs choix ; aussi vit-on en très-peu de temps la liste civile tout à l'heure encombrée de parasites, prendre tout à coup un nouvel aspect : les palais, jardins, établissements d'utilité publique, dépendant du patrimoine royal, reçurent de notables améliorations ; l'instruction de la jeune reine, jusque-là si négligée, commença à être poursuivie avec intérêt.

On pense que Christine ne pouvait rester indifférente à ces changements ; jusque-là elle avait pu, par l'intermédiaire des nombreux serviteurs du Palais, transmettre à ses filles ses lettres, correspondances, avis secrets ; elle se maintenait au courant de leurs habitudes, de leurs inclinations, de leurs dispositions d'esprit ; elle influait de loin sur leur éducation, sur leur manière de voir ; elle pouvait toujours développer en elles les tendances à la superstition et au mysticisme auxquelles elle attachait, en bonne Napolitaine, beaucoup plus d'importance qu'aux principes de morale pure et élevée. En serait-il de même, si une barrière venait à être élevée par ces importuns censeurs, Arguelles, los Heros, très-peu préoccupés de l'adoration des reliques, très-peu croyants aux miracles de saint Janvier, de sœur Patrocinio (note A), mais fermes sur la pureté des mœurs, la vraie honnêteté, et toutes les vertus par lesquelles se recommandent les beaux caractères dans nos sociétés modernes ? S'ils agissaient fortement sur l'esprit de la jeune princesse, s'ils l'entraînaient dans leur manière de voir, quel jugement porterait plus tard la fille sur la conduite de la mère, quels liens pourraient exister entre elle et tous ces courtisans, qui savaient à la fois si bien conseiller le goût de la dissipation et le respect de la religion ?

Tous les membres du parti modéré, concentrés autour

de Christine, s'alarmèrent également de la nomination d'Arguelles ; ils y voyaient non seulement un obstacle pour triompher de la situation présente, mais encore une difficulté pour diriger plus tard les vues de la future reine, le jour où elle aurait atteint sa majorité, si par hasard elle venait à prendre en affection le tuteur qui venait de lui être donné. Aussi les voit-on dès cette époque abandonner la situation expectante dans laquelle ils s'étaient maintenus jusqu'alors pour prendre vis-à-vis d'Espartero une attitude beaucoup plus belliqueuse ; leur nouvelle disposition se trahit par une protestation très-violente inspirée à Christine contre la décision des Cortès, protestation bien différente du manifeste lancé par elle à Marseille, le 8 novembre 1840, dans laquelle elle revendiquait tous ses droits de reine mère, de tutrice et de curatrice, et déclarait que la violence seule lui interdisait alors l'exercice de ses droits (19 juillet). Il eût été difficile de ne pas considérer un écrit semblable comme une déclaration de guerre.

Et, en effet, tout se préparait pour un grand mouvement insurrectionnel ; avec tous les moyens dont sa fortune particulière lui permettait de disposer, Christine avait organisé dans son palais de la rue de Courcelles, à Paris, une espèce de gouvernement chargé de préparer pour elle en Espagne les éléments d'une contre-révolution ; des hommes comme Zea-Bermudez, Donoso Cortès, Galiano s'étaient mis humblement à ses ordres. Sûre de l'appui du roi Louis-Philippe et du cabinet du 29 octobre, elle s'était mise à conspirer presque ouvertement et à entretenir des relations suivies avec un très-grand nombre d'officiers de l'armée espagnole, qu'elle cherchait à détacher de l'obéissance au régent choisi par les Cortès. Pendant deux mois, août et septembre, les préparatifs se firent d'une manière si publique, qu'on causait ouvertement à Madrid et à Paris de l'im-

minence prochaine du mouvement, comme d'un fait fatal que rien ne pouvait plus empêcher. A en croire M. Guizot dans ses Mémoires, l'alarme d'Espartero et de ses partisans était même si grande, qu'ils auraient médité de quitter l'Espagne et de se retirer à Cuba, emmenant avec eux la jeune reine Isabelle et sa sœur l'infante doña Fernanda [1].

Sans croire que les inquiétudes du ministère Gonzalez eussent pu l'entraîner à une décision aussi extrême, il faut avouer que, pour agir avec plus de sagesse, il aurait dû à la fois et prendre plus de précautions et se disposer plus efficacement à la répression. Bien loin de là, il laissa s'établir dans les lieux mêmes où ils devaient agir les hommes dont il se défiait le plus, et ne s'occupa point de mettre à la tête des principaux commandements des militaires tout à fait identifiés à sa politique.

C'est ainsi que put s'installer dans l'importante cité de Pampelune l'officier supérieur qui avait été désigné par Christine pour commander le mouvement, don Leopoldo O'Donnell; tandis que le capitaine général de Navarre, don Felipe Rivero, endormi dans une confiance excessive, refusait de croire à toutes les indications d'un chef politique plus clairvoyant qui cherchait à le persuader de toutes les manœuvres auxquelles ses troupes étaient en proie.

Les députations forales de Biscaye et de Guipuzcoa, travaillées depuis longtemps, étaient prêtes à reconnaître le gouvernement de Christine, et le maintien de leurs fueros leur avait été solennellement garanti par elle; et cependant, ni à Bilbao ni à San Sebastian le ministère Gonzalez n'avait sous la main un chef énergique en état de tenir tête à une situation aussi tendue.

A Madrid, les principaux officiers qui s'étaient déclarés

[1] Mémoires de M. Guizot, t. VI, p. 300.

en hostilité contre Espartero après la révolution de septembre, Juan de la Pezuela, Diego Leon, Manuel de la Concha, embauchaient tous les jours à leur cause des officiers et des soldats qui se souvenaient d'avoir servi sous leurs ordres; une police maladroite ne parvenait à contrarier aucun de leurs efforts, et ils pouvaient accroître presque publiquement le nombre chaque jour croissant de leurs prosélytes.

Pavia devait agir à Barcelone, Narvaez à Cadix et Borso à Saragosse, de telle sorte qu'attaqué de divers côtés, le gouvernement du régent se vit dans l'impossibilité de faire face partout à la fois. Aucune disposition ne fut prise pour empêcher ces trois personnages d'agir sur les points qui leur avaient été signalés, et les difficultés qu'ils rencontrèrent devaient bien plutôt provenir de l'esprit des populations que de la prévoyance des ministres.

Ce fut le 1er octobre 1841 qu'O'Donnell donna à Pampelune le signal de l'insurrection ; ce jour-là, à huit heures du soir, il se présente dans la citadelle en costume bourgeois, mais avec une ceinture de général, accompagné d'une dizaine d'officiers; il convoque l'état-major et se fait reconnaître comme chef suprême au nom de la régente Christine. Cela fait, il réunit sur la place d'armes les officiers et les soldats, les entraîne dans sa rebellion, fait distribuer de l'argent, puis, après avoir fait reconnaître un de ses aides de camp pour gouverneur de la citadelle, il descend dans la ville pour soulever les casernes. Ses premiers efforts ne furent pas couronnés d'un succès complet ; des deux bataillons du régiment d'Estramadure, si l'un se rangea sous sa bannière, l'autre refusa de manquer à ses devoirs. Le régiment de Gerona dédaigna toutes les propositions; force fut donc à O'Donnell de se retirer dans la citadelle avec ceux qu'il avait gagnés, et d'abandonner la ville à sa propre inspiration. Bientôt revenu de sa première indécision, le capi-

taine général reprit l'ascendant sur les troupes; O'Donnell fut bloqué dans la citadelle et contraint de se borner à répandre quelques proclamations et à lancer dans le pays quelques bandes isolées.

La Navarre avait fait sérieusement la paix avec le gouvernement central; ceux de ses habitants qui étaient demeurés sincèrement dévoués au carlisme n'avaient pas plus de sympathie pour Christine que pour Espartero; partout on reçut assez mal les émissaires d'O'Donnell, et celui-ci dut bientôt reconnaître que par lui-même il était incapable de faire triompher l'insurrection, et que si elle devait réussir, le succès devait provenir d'efforts tentés sur d'autres points du territoire.

Ce point serait-il Vittoria? Le mouvement avait été là inauguré le 4 octobre, par le commandant même de la province, Piquero, qui, sur la nouvelle des événements de Pampelune, avait entraîné avec lui toutes les troupes placées sous ses ordres et même la milice nationale, et s'était hâté de constituer une junte suprême de gouvernement qui devait agir sous la présidence de don Manuel Montès de Oca, ex-ministre de la marine, jusqu'à l'arrivée de la régente Christine. Cette junte fut en état de fonctionner pendant quatorze jours; elle put lancer des proclamations et agiter les esprits, mais elle trouva si peu de sympathie dans la députation provinciale et si peu de concours dans la municipalité, qu'elle ne put ni acheter des fusils, ni lever des réserves, ni s'ouvrir de sérieuses communications avec le dehors. Vittoria ne tarda pas à être cernée par le général Zurbano, accouru de suite avec quelques troupes; à sa première sommation, les soldats qui avaient été entraînés par Piquero le 6, revinrent sous les drapeaux; il suffit de quelques coups de fusil pour mettre la ville en état de blocus, et la municipalité s'empressa de témoigner de sa fidélité au régent (19 octobre).

Piquero fut assez heureux pour s'échapper; quant au malheureux Montès, dont la tête avait été mise à prix, il essaya aussi de fuir, mais il fut livré par les propres soldats de la députation d'Alava (miñones) et impitoyablement fusillé dans la ville même où il avait essayé de proclamer le nouveau gouvernement; il paya ainsi de sa vie la criminelle agitation qu'il avait essayé de produire dans sa propre patrie.

A défaut de Vittoria ce serait peut-être Bilbao. Là du moins, on pouvait compter sur la députation, secrètement engagée, comme celle de Guipuzcoa, avec les fauteurs du mouvement. Tout sembla d'abord marcher à souhait; le colonel Larrocha, à la tête des troupes soulevées, put, à la nouvelle des événements de Pampelune et de Vittoria, s'emparer du général et du chef politique, et les expédier à Orduña (4 octobre). La députation se réunissait le lendemain et accueillait dans son sein plusieurs des personnages importants du parti modéré, entre autres Galiano. Il fut décidé qu'une assemblée générale du genre de celles qui sont prescrites dans les fueros, serait immédiatement convoquée. La réunion eut lieu les 12, 13 et 14 du même mois d'octobre, et il y fut décidé que Christine, ayant reconnu dans leur intégrité les fueros de Biscaye, serait reconnue comme régente; tous les hommes de dix-huit à quarante ans seraient appelés sous les armes. La députation de Biscaye était, en outre, invitée à s'entendre avec celle de Guipuzcoa, qui cherchait en ce même moment à organiser à Vergara un centre insurrectionnel sous la direction du général Urbiztondo. Mais les populations refusèrent de s'engager dans la voie qui leur était tracée; elles renvoyaient partout les émissaires qui avaient reçu mission de les soulever, et l'agitation, mal entretenue, peu secondée par les nouvelles du dehors, se concentra dans les deux foyers de

Bilbao et de Vergara. Ni San Sebastian, ni même Tolosa, dont les opinions avaient été plus favorables au carlisme pendant toute la guerre civile, ne voulurent y participer; don Carlos et Cabrera, inquiets d'ailleurs de voir des chefs modérés se mettre en relations avec ceux qui naguère combattaient sous leurs ordres, inondèrent de proclamations les provinces basques, afin de les détourner de reconnaître le gouvernement d'O'Donnell et de Montès de Oca. La junte provisoire qui s'était formée à Bilbao, essaya cependant avec la milice nationale et quelques habitants dévoués à sa cause d'organiser un groupe sérieux de résistance; ses efforts furent troublés par une publication habile du gouvernement espagnol, qui, se servant d'une déclaration adroitement obtenue par son ambassadeur à Paris de l'ex-régente Christine, parvint à répandre le bruit qu'O'Donnell et ses complices n'agissaient que de leur autorité privée. Elle dut à la fin reconnaître son impuissance; ses membres, quand ils apprirent l'entrée de Zurbano à Vittoria et sa prochaine arrivée sous les murs de Bilbao, ne songèrent plus qu'à fuir. Quand ce général apparut le 21 sur les hauteurs qui dominent la ville, tous les principaux chefs s'étaient embarqués pour se réfugier en France. Zurbano ne trouva aucune résistance; il put entrer, sans coup férir, avec moins de 1 200 hommes dans cette cité, qui pendant toute la guerre civile avait été imprenable pour les carlistes.

Les troupes qui s'étaient prononcées à Bilbao avec le colonel Larrocha avaient été entraînées par leur chef le 6 octobre à Durango, le 8 à Vittoria, puis étaient venues se ranger à Vergara sous les ordres du général Urbizlondo. Elles ne marchaient qu'avec découragement, et accusaient publiquement leur chef de leur faire trahir leur devoir et d'abuser contre elles des règles sévères de la discipline;

malgré la haute paye qui leur était distribuée et les caresses de tout genre dont elles étaient l'objet, elles avaient une répugnance extrême à obéir au chef carliste qui leur avait été donné. Aussi, dès qu'elles apprirent la capitulation de Vittoria (19 octobre), se décidèrent-elles à rentrer sous l'obéissance de leur général; un pardon qui leur était bien dû leur fut aussitôt accordé; quant à Urbiztondo et à Larrocha, restés seuls compromis, ils eurent le temps de regagner le territoire français (21 octobre).

Le soin de soulever les troupes cantonnées dans la capitale de l'Aragon avait été confié au général Borso di Caminati, d'origine piémontaise, que nous avons eu plus d'une fois occasion de citer pendant le cours de la guerre civile. Ce général devait spécialement trouver un concours puissant dans les officiers du 2me régiment de la garde royale, qui avait été travaillé à l'avance par de nombreux émissaires; en revanche, il avait à lutter contre les dispositions de la milice, très-dévouée au régent et aux idées progressistes. Tout ce qu'il put obtenir, ce fut de décider les trois bataillons de la garde à quitter silencieusement la ville de Saragosse dans la nuit du 5 au 6 octobre, pour aller rejoindre le général O'Donnell dans la citadelle de Pampelune. Dès que la première nouvelle de cette sortie séditieuse parvint au capitaine général, celui-ci réunit immédiatement toutes les troupes de la garnison restées fidèles, et se mit à la poursuite des rebelles. Il les atteignit à peu de distance, entra en pourparlers avec eux, les ramena à l'obéissance et s'empressa de donner des passeports à tous ceux des chefs qui se croyaient tenus envers l'ex-régente par d'anciens serments de fidélité. Borso, qui avait déjà prévenu O'Donnell de sa prochaine arrivée, tenta vainement de s'opposer à l'habile conduite du capitaine général; il se vit abandonné, obligé de fuir et tomba entre les mains d'une bande de

miliciens nationaux. Livré au capitaine général d'Aragon, il fut immédiatement soumis à un conseil de guerre, condamné à mort et impitoyablement fusillé (11 octobre).

Des combustibles avaient aussi été préparés dans la Vieille-Castille pour étendre l'incendie dans cette province. A Burgos, sans l'énergie du capitaine général, une sédition des troupes eût été à craindre ; la population, en organisant dès le premier jour une junte d'armement et de défense, découragea tous ceux qui auraient voulu se joindre aux révoltés de Pampelune et de Vittoria ; loin de fournir de nouveaux éléments à la rébellion, elle donna l'exemple de mesures énergiques ayant pour but le maintien de l'ordre. A Toro, un brigadier (maréchal de camp) parvint à entraîner avec lui 250 soldats; mais, activement poursuivi par le commandant de la province de Zamora, il ne put s'avancer dans l'intérieur du pays et dut borner ses efforts à gagner la frontière de Portugal, qu'il atteignit le 20 octobre.

En Andalousie, Narvaez avait reçu la mission de chercher un appui sérieux dans les troupes établies au camp de San Roque ; informé à temps du mauvais résultat des événements de Vittoria et de Bilbao, il ne crut pas devoir se présenter à Cadix, dont la population d'ailleurs lui eût été hostile, et il préféra rester à Gibraltar. Le gouvernement lui avait opposé le lieutenant-colonel Prim, alors député aux Cortès, qui n'eut presque aucune mesure à prendre.

A Barcelone et à Valence, loin de fomenter une agitation dans le sens modéré, le pronunciamento d'O'Donnell avait décidé au contraire les habitants à organiser des juntes de vigilance contre toute tentative réactionnaire; c'est-à-dire qu'il s'était formé dans ces deux villes des foyers de résistance pour le cas où la régente Christine aurait triomphé dans les provinces basques.

Il nous reste à raconter l'épisode vraiment dramatique

auquel l'insurrection devait donner lieu à Madrid. Il était impossible que, voulant livrer une action décisive, les modérés ne dirigeassent point une partie de leurs efforts contre le siége du gouvernement central; car un succès pouvait là leur être d'une plus grande utilité que partout ailleurs; si surtout ils parvenaient à s'emparer de la jeune reine, ils auraient entre leurs mains un puissant instrument de domination, et en le maniant avec intelligence ils se mettaient peut-être en mesure de battre en brèche la volonté nationale. Mille difficultés s'opposaient à la réussite d'un semblable projet; il n'en était pas moins entré dans l'esprit de ceux qui avaient organisé le pronunciamento; et pour être mené à bon terme il avait été confié aux soins des officiers les plus brillants qui étaient entrés dans la conjuration, de ceux qui dans la guerre civile avaient atteint la plus haute réputation, par leur bravoure ou leur intelligence : Diego Leon et Manuel de la Concha. Ces deux généraux, arrivés tout jeunes encore aux grades les plus élevés, s'étaient follement engagés dans l'aventure; ils savaient pouvoir compter sur le concours apparent ou réel d'un très-grand nombre d'officiers; ce qui devait faciliter leur mission; mais ils s'exagéraient à eux-mêmes leur popularité, s'ils avaient jamais cru pouvoir décider la majorité des sergents et des soldats à déserter le drapeau du régent et des Cortès au profit exclusif de l'ex-régente. On sut à Madrid dès le 4 octobre la nouvelle des événements de Pampelune; si Leon et Concha eussent été alors prêts à agir, ils eussent certainement causé dans toute la ville une alarme qui eût pu servir leurs projets; mais leurs mesures n'étaient pas prises, ils jugèrent nécessaire d'attendre et donnèrent le temps au gouvernement de prendre, du 4 au 7 octobre, bien des dispositions qui devaient plus tard tourner à leur confusion.

Le ministre de la guerre put, en effet, séparer 85 officiers de la garde royale, éloigner certains chefs de corps en qui il n'avait pas une confiance suffisante, et appeler à Madrid les troupes sur lesquelles il pouvait le mieux compter ; en même temps la municipalité et la députation provinciale, les bataillons et la milice étaient prévenus que la tranquillité publique courait risque d'être troublée d'un instant à l'autre ; les divers commandants organisèrent entre eux un tour de rôle de manière à n'être point pris au dépourvu et à être en état de convoquer leurs bataillons à la première alerte.

Enfin, le 7, Concha se décide à donner le signal de la lutte ; à cinq heures du soir, il se dirige vêtu en bourgeois à la caserne de son ancien régiment des chasseurs de la Princesse, où il est reçu par le lieutenant-colonel et des commandants engagés à l'avance dans la conspiration. Il s'adresse à tout le corps des officiers et cherche à les influencer par quelques paroles ardentes et véhémentes dans lesquelles il rappelle le serment de fidélité juré à Christine. L'accueil qui lui est fait est glacial, tous gardent le silence ; mais un lieutenant, don Manuel Boria, répond à l'enthousiasme de son ancien chef, fait prendre les armes à un certain nombre de soldats et bientôt la caserne se met en mouvement ; plusieurs compagnies se rangent en ordre pour se laisser conduire où le voudrait leur nouveau chef. On désarme les hussards qui ne voulaient pas se rallier ; le colonel de la Princesse est enfermé ; et près de 300 révoltés quittent la caserne pour marcher sur le palais, Concha à leur tête.

Les conjurés, plus encore que sur le régiment de la Princesse, comptaient sur la garde ; mais de ce côté toutes leurs espérances furent déçues. Le gouvernement avait si bien purgé ce corps des officiers qui auraient pu l'entraîner,

qu'il garda en face des événements une entière impassibilité; lorsque les officiers renvoyés se présentèrent en masse dans la caserne de la rue du Soldat pour décider les gardes à marcher en avant, ils furent reçus à coups de fusil. Dans une autre caserne située à proximité du palais, où logeaient les chasseurs et les lanciers de la garde, un commandant d'escadron, voyant venir la colonne de Concha, fit fermer les portes ; malgré les sympathies secrètes qu'ils pouvaient avoir pour sa cause, ils la laissèrent passer sans se mêler avec elle, se contentant de l'encourager par quelques acclamations [1].

A la première porte du palais, Concha trouva quelque résistance ; le chef de la garde extérieure, initié pourtant au complot, n'avait pu donner ordre de le laisser pénétrer avec une bande armée ; mais les pourparlers ne sont pas longs; la porte est franchie et les chasseurs, arrivés dans la grande cour du palais, commencent à ébranler de leurs cris séditieux les vieilles voûtes de ce gigantesque édifice. L'agitation se communique de proche en proche ; le chef des hallebardiers, don Domingo Dulce, qui n'avait sous la main que dix-huit de ses soldats, mais pouvait compter sur eux, fait aussitôt fermer les portes des appartements intérieurs ; la reine et sa sœur, qui dans ce moment prenaient une leçon de musique, sont maintenues avec fermeté par la comtesse de Mina dans la chambre où elles se trouvaient. Dulce s'avance lui-même au-devant des envahisseurs et, tandis qu'ils étaient encore au bas de l'escalier, les arrête par une sommation d'avoir à respecter la demeure royale. Pour toute réponse le lieutenant Boria se retourne vers ceux de

[1] Lorsque l'insurrection eut été tout à fait vaincue, Espartero, de retour à Madrid, par un décret daté du 6 décembre, supprima la garde royale extérieure d'infanterie et de cavalerie et les régiments d'infanterie Constitution et Espagne. Deux autres de cavalerie (Pavie et Sagonte) furent créés en leur lieu et place.

ses hommes qui le suivaient au bas de l'escalier : Feu! leur crie-t-il. Aussitôt, Dulce rentre dans l'appartement, dispose ses hommes et par une fusillade bien nourrie empêche les chasseurs de gravir davantage les marches de l'escalier.

Alors des deux côtés la lutte s'engage ; les dix-huit hallebardiers, mieux protégés par la situation des lieux et leur rôle de simples défenseurs, ne se laissent pas entamer et ils se divisent en deux peletons, dont l'un continue à se barricader et à défendre les portes, tandis que l'autre jette l'inquiétude parmi les assaillants en tirant sur ceux qui occupaient la place de l'Armeria.

Concha, devant cette résistance, ne se décourage point d'abord; il calcule que le désordre jeté dans la ville par son soulèvement peut lui amener de nombreuses recrues; il attend le résultat des démarches tentées ailleurs par don Diego Leon, Pezuela et Norzagaray, et maintient avec énergie l'enthousiasme des compagnies qu'il a entraînées à la révolte. Mais une triste déception l'attendait. Vers le milieu de la nuit, Diego Leon arrivait au palais ; il n'avait avec lui que le brigadier Pezuela ; aucune troupe ne les accompagnait et ils avaient eu la plus grande difficulté à pénétrer jusqu'à l'Alcazar ; la milice et les troupes restées fidèles s'agitaient dans Madrid et commençaient à s'ébranler pour bloquer dans l'édifice royal les rebelles qui étaient venus l'assiéger.

Les conjurés délibèrent : Leon s'avance pour faire une dernière sommation à Dulce ; mais il rencontre toujours la même résistance et le combat recommence, quoique avec moins d'animation. Les chasseurs se préoccupent désormais bien plus du cordon de troupes qui commence à les entourer que de répondre aux balles des hallebardiers. Enfin, vers trois heures du matin, Concha et Leon comprennent la nécessité de la retraite : ils se mettent à la tête d'un déta-

chement décidé à faire une sortie par le jardin (dit Campo del Moro) qui sépare le palais du Manzanarès : par là, on peut atteindre la porte de Fer et gagner la campagne. Cette tentative ne réussit pas ; le détachement fut chargé par un piquet de cavalerie placé en observation ; tous ceux qui le composaient furent obligés de se séparer et de chercher individuellement le salut dans la fuite. Concha put se cacher au milieu des arbres, de manière à pouvoir rentrer plus tard impunément dans Madrid, et à se dérober à toutes les recherches jusqu'à ce qu'il fût parvenu sur le sol étranger. Leon gagna la campagne ; mais là, plus malheureux que son complice, il ne put se dérober aux poursuites : il fut atteint par d'anciens soldats qui avaient servi sous ses ordres et ramené prisonnier dans la capitale.

Tous ceux qui étaient restés dans la cour du palais, sergents et soldats, durent se rendre à discrétion ; parmi eux se trouvait le lieutenant Boria. Lorsque, le lendemain matin, à la première heure du jour, Espartero rentra, à la tête des troupes fidèles et de la milice nationale, dans la demeure royale, et vint adresser ses hommages à la reine et ses félicitations à l'énergique attitude du commandant des hallebardiers, le grand escalier était encore teint du sang de quelques malheureuses victimes.

Pendant le désordre qui signala cette nuit célèbre, l'opinion publique observa avec peine que le régent et ses ministres restèrent bien au-dessous de la responsabilité qui pesait sur eux ; le bon esprit des troupes fit seul échec aux mauvaises dispositions des officiers. Quant à la milice nationale, elle montra le plus complet dévouement pour le maintien de la situation politique. Le hasard avait voulu que le chef de la milice exerçant ce jour-là les fonctions de commandant de place fût l'ex-ministre don Manuel Cortina ; cet habile et énergique personnage avait su prendre à lui

seul les meilleures dispositions; c'était lui qui, très-intelligemment aidé par le chef politique et un de ses auxiliaires les plus actifs, don Candido Nocedal, et par divers députés de tendances bien diverses, Lopez, Gonzalez Bravo, Orense, avait vraiment fait face au péril. Le président du conseil, Antonio Gonzalez, surpris au palais dès les premiers moments, était resté pendant toute l'alarme privé de communications avec le dehors; le ministre de la guerre était malade et retenu sur son lit de douleur. Quant au régent, s'il conserva sa présence d'esprit, il n'en resta pas moins quelque temps très-vivement impressionné par les défections de tout genre qu'il voyait se manifester contre lui dans les rangs de ses compagnons d'armes; celle de Leon surtout l'avait fortement ému; il tarda à donner les ordres nécessaires pour entourer les conjurés, et ne se rassura que peu à peu en présence des dispositions de la milice nationale, tout à fait hostile au coup de main préparé par les conspirateurs.

Lorsque la nouvelle des événements de la nuit du 7 octobre à Madrid parvint dans le nord de l'Espagne, elle jeta le découragement le plus profond dans les esprits de tous ceux qui avaient pris les armes. C'est à l'effet qu'elle produisit qu'il faut en grande partie attribuer le peu de résistance que Zurbano rencontra à Vittoria et à Bilbao (19 et 20 octobre). Quant au gouvernement, sûr de vaincre désormais, il affecta de donner aux événements encore plus d'importance qu'ils n'en avaient en réalité; un corps d'armée dont le commandement fut confié au général Rodil, fut immédiatement organisé sous le titre d'armée du Nord; et il fut décidé en même temps que le régent irait lui-même sur l'ancien théâtre de la guerre pour calmer les esprits et rappeler par sa présence aux populations les bienfaits de la paix signée à Vergara. Il eut avant son départ à rejeter le

pourvoi en grâce du malheureux Diego Leon, fusillé à l'âge de trente et un ans, le 15 octobre 1841, après avoir conquis l'un après l'autre les principaux grades de l'armée par une série ininterrompue d'actes d'héroïsme. Quelque coupable qu'il fût, Leon avait rendu de tels services à son pays dans la guerre civile, que la clémence à son égard aurait pu se considérer comme l'accomplissement d'une dette. Espartero eut tort de se croire obligé de le sacrifier ; la mort de Borso était déjà un exemple ; il fallait laisser au temps le soin d'agir sans prétendre exercer sur les esprits une impression de terreur par des jugements trop sommaires.

Parti de Madrid le 18, Espartero arriva à Vittoria lorsque déjà ses troupes avaient dissous la junte provisoire de Montès de Oca ; il put facilement rétablir l'ordre dans cette ville à cause de la sagesse qu'avaient témoignée dans toute leur conduite la municipalité et la députation provinciale. Mais sa principale attention devait se fixer sur Pampelune ; tant que la citadelle de cette ville était au pouvoir de l'insurrection, ses ennemis avaient un point d'appui pour leurs prétentions ; il fallait à tout prix les en déloger. O'Donnell, de son côté, tenait toujours à s'emparer de la ville et il n'avait cessé de sommer le capitaine général Rivero d'avoir à la lui livrer, s'il voulait éviter les horreurs du bombardement. On avait repoussé ses menaces, et il avait eu l'inutile cruauté de les réaliser tant qu'il avait ignoré le résultat du mouvement à Madrid. Une grande partie de la population avait dû abandonner ses foyers ; la milice s'était maintenue avec fermeté, et par une fusillade intelligente du haut des tours avait même vivement contrarié le feu des artilleurs occupés au bombardement. A la fin, O'Donnell, instruit de ce qui se passait au dehors, avait compris son impuissance ; le 13, il avait quitté la citadelle avec six cents hommes sous le prétexte d'aller chercher des armes, et il s'était interné

en Navarre, dans les environs d'Estella, tandis que de nouvelles troupes arrivaient de divers côtés à Pampelune pour resserrer le blocus. Bientôt instruites, après son départ, des événements qui s'étaient accomplis dans la Péninsule, les quelques troupes laissées dans la citadelle commencèrent à se repentir du rôle qu'on leur faisait jouer : le désordre se mit dans leurs rangs; elles ne songèrent plus qu'à leur salut et entrèrent en pourparlers avec les assiégeants; on ne pouvait capituler avec elles; les passer au fil de l'épée eût été trop cruel. On aima mieux les laisser s'échapper, et le 25 octobre les troupes du régent se retrouvèrent en possession de la citadelle de Pampelune sans avoir eu à livrer assaut. O'Donnell pendant ce temps parcourait les rives de l'Arga pour y faire des recrues, se pénétrait chaque jour davantage de l'impossibilité de donner suite au mouvement entrepris, brûlait un petit fort, celui de Peralta, pour laisser quelques traces de son passage, et enfin se décidait à regagner le territoire français, en abandonnant définitivement la partie.

C'était à Bilbao que les modérés avaient trouvé l'appui politique le plus important; dès que l'ordre fut un peu rétabli, ce fut là qu'Espartero crut devoir montrer le plus de sévérité; il y avait envoyé Zurbano, et permit à ce célèbre guerillero, élevé pour la circonstance au grade de maréchal de camp, de faire sentir aux populations basques tout le poids de l'autorité militaire; plusieurs exécutions sommaires, effectuées sur des individus pris les armes à la main, commencèrent à jeter la terreur. Elles furent suivies de proclamations énergiques où était traité de brigand et de voleur quiconque chercherait de nouveau à troubler la tranquillité publique. Les modérés s'acharnèrent d'abord à faire passer pour un tigre féroce l'homme qui osait leur infliger à eux-mêmes le traitement qu'ils

avaient si souvent imposé à leurs ennemis ; mais comme le pays voulait la paix, qu'il avait soif avant tout de bon ordre et d'activité commerciale, loin d'écouter ces clameurs intéressées, il se soumit sans regret au régime du sabre qui lui était imposé et aima mieux supporter d'extravagantes menaces que recommencer une lutte désastreuse. Son indifférence passive atteignit même un tel degré, qu'Espartero se vit en mesure de résoudre le terrible problème des fueros resté jusqu'alors insoluble depuis la convention de Vergara en tout ce qui concernait les provinces basques. Par un décret daté de Vittoria, 29 octobre, il supprima les corregidors de Biscaye et de Guipuzcoa, installa dans ces provinces des chefs politiques et des députations provinciales, ordonna que leurs municipalités, leurs tribunaux n'auraient plus rien de dissemblable avec les autres provinces de la monarchie, et décida enfin qu'à partir du 1er décembre 1841, en outre des bureaux de douanes de San Sebastian et du Passage existant déjà, de nouveaux bureaux seraient établis à Irun et Fontarrabie, à Guetarie, Deva, Bermeo, Plencia et Bilbao ; toutes les difficultés relatives aux fueros se trouvèrent ainsi surmontées d'un seul coup.

Quelque arbitraire que fût ce décret, il fut mis immédiatement à exécution, et inaugura un ordre de choses dont les populations n'eurent pas à se repentir.

De Vittoria, où il était resté plusieurs jours, Espartero se transporta successivement à San Sebastian (3 novembre) et à Pampelune (5 novembre), où il acheva par des mesures trop souvent sévères, quelquefois assez sages, d'affermir son autorité; il passa ensuite le 7 à Saragosse, où il voulut résider quelque temps. Son attention était appelée du côté de Barcelone par une série de complications que nous exposerons à part, parce qu'elles constituent un

tableau isolé dans l'ensemble des événements de cette régence. La junte d'armement et de vigilance de Barcelone, avant de se dissoudre, comme elle devait le faire aux termes d'un décret rendu à Vittoria le 27 octobre, décret par lequel le régent avait ordonné la dissolution de toutes les juntes formées à la première nouvelle des événements d'octobre, avait voulu procéder à la démolition de la citadelle de Barcelone. Elle avait profité de l'éloignement du capitaine général et de ce que la défense de la ville entière avait été confiée d'une manière exclusive à la milice nationale pour commencer l'exécution d'une mesure bien chère à tous les Catalans, très-odieuse aux habitants des autres provinces de la Péninsule.

Espartero, comme représentant de la nationalité espagnole, ne pouvait tolérer semblable désobéissance ; il déclara, par un manifeste en date du 9 novembre, qu'il saurait s'opposer à tous les excès et donna ordre à van Halen de rentrer dans la ville en l'engageant seulement à employer la persuasion de préférence à la force des armes. La junte n'était ni dans l'intention, ni en mesure d'opposer une résistance armée ; elle se décida à obéir aux ordres du régent et laissa, le 15 novembre, le capitaine général rentrer dans la place et y ressaisir l'autorité. Quel usage devait-il en faire ? Comment allait-il se conduire envers les membres de la junte dissoute, la municipalité, la députation provinciale et la milice nationale, et quels devaient être les résultats de sa conduite ? c'est ce que nous aurons encore l'occasion de voir plus tard. Constatons en attendant que, vainqueur des modérés dans les provinces basques pendant le mois d'octobre, Espartero se vit pendant toute la première quinzaine de novembre poursuivi par l'idée d'avoir à lutter contre la cité de Barcelone ; enfin il eut le bonheur de voir se calmer la tempête qu'il avait vu s'amasser ;

rendu à une vie plus tranquille par la nouvelle de la rentrée de van Halen dans la capitale de la Catalogne, il s'empressa de convoquer les Cortès pour une seconde session qui s'ouvrirait le 26 décembre, et se décida à rentrer dans Madrid.

Une ovation magnifique l'y attendait. La milice nationale de la capitale, dont il fut toujours l'enfant chéri, qui s'était avec joie ébranlée, le 7 octobre, pour assurer son pouvoir, qui avait suivi avec émotion tous les événements de Pampelune, Vittoria et Bilbao, qui avait été très-irritée par les tentatives d'émancipation de Barcelone, et qui, peu désireuse pour elle-même de l'état de siége, ne s'inquiétait pas de le voir imposer aux Catalans, alors même qu'ils ne se fussent pas engagés dans la rébellion, témoigna son allégresse par les plus vives démonstrations ; revue, illuminations, arcs de triomphe, elle n'épargna rien pour manifester au régent qu'elle était entièrement de cœur avec lui ; que, comme lui, elle était monarchique, constitutionnelle, hostile à la fois aux modérés et aux républicains, et que, d'accord avec la majorité actuelle du congrès, elle était favorable à la suprématie du parti progressiste.

Ce moment marque l'apogée réel de l'enthousiasme des esprits en faveur d'Espartero ; comme régent, il ne retrouva plus, à aucune autre époque, l'empressement, la confiance, l'admiration dont il fut alors l'objet. Le peuple ne voit jamais que les gros résultats dans les événements de ce monde ; il sentit alors qu'une grande conjuration dont les fils étaient conduits par l'ex-régente, et peut-être aussi par le gouvernement français, avait été vaincue et dominée par celui à qui il avait confié ses intérêts. En dehors de ce grand fait, toutes les fautes qui avaient pu être commises lui échappèrent à la fois ; il ne les vit pas et ne pouvait s'en rendre compte.

Quelle avait été, pendant tout le temps que la Péninsule s'agitait ainsi pour elle, l'attitude de Christine à Paris? Elle fut aussi misérable que violentes étaient les passions qui l'avaient poussée à la lutte; nous n'en donnerons d'autres preuves que le tableau exact et fidèle des relations qui s'établirent, dans le moment le plus critique, entre l'ambassadeur espagnol et le palais de la rue de Courcelles. Arguelles, ce terrible tuteur contre lequel les modérés n'avaient jamais assez d'injures à la bouche, loin de s'opposer à la correspondance de la mère et de la fille, en était l'intermédiaire ; c'était lui qui mettait sous enveloppe les lettres de la jeune princesse et les envoyait directement à Olozaga, et celui-ci était chargé de les remettre en main propre à l'ex-régente. Le 10 octobre, alors que tout le nord de l'Espagne était en feu à la suite des événements de Pampelune, Madrid, Vittoria et Bilbao, l'ambassadeur espagnol, ayant comme d'habitude reçu la correspondance de Madrid, vit qu'elle contenait plusieurs lettres de la jeune reine pour sa mère; il crut de son devoir de se présenter au palais de la rue de Courcelles, bien que ce jour-là tombant précisément à l'anniversaire de la naissance d'Isabelle, il y eût nombreuse réunion et affluence considérable de visiteurs autour de l'ex-régente.

On pense quelle impression produisit la présence d'Olozaga sur des hommes tels que Toreno, Martinez de la Rosa, Zea-Bermudez, suivant tous d'heure en heure avec inquiétude les nouvelles de la grande insurrection qu'ils avaient fomentée ; il est introduit et voici le dialogue qui nous a été transmis comme s'étant établi entre lui et Christine :

OLOZAGA. Bonjour, j'apporte six lettres; deux d'entre elles se trouvent reliées ensemble; j'ai voulu les remettre dans ce même état.

CHRISTINE. Pourquoi ne les as-tu pas séparées?

OLOZAGA. Par respect pour le sceau royal : c'est par leurs cachets respectifs qu'elles se trouvent précisément unies.

CHRISTINE. J'étais déjà inquiète.

OLOZAGA. Il y avait de quoi dans un moment où tant d'événements se succèdent.

CHRISTINE. Dis-moi, dis-moi donc ce qui arrive.

OLOZAGA. Il est étonnant que Votre Majesté me le demande. Ne doit-elle pas être mieux informée que moi, puisque O'Donnell s'intitule capitaine général et vice-roi de Navarre en vertu d'une nomination de Votre Majesté, puisque Montès de Oca s'intitule membre d'un gouvernement provisoire qui doit régir l'Espagne en l'absence de Votre Majesté ?

CHRISTINE. Ils disent que je les ai nommés.

OLOZAGA. Expressément.

CHRISTINE. Qu'ils en fournissent les preuves.

OLOZAGA. Ils parlent comme s'ils les avaient.

CHRISTINE. Et comment pourrais-je les nommer ?

OLOZAGA. Je sais bien que ce ne serait pas par le moyen d'un décret; mais un autre mode aurait pu être employé.

CHRISTINE. Je reste surprise de ce que tu me dis.

OLOGAZA. Votre Majesté chercherait-elle à allumer en Espagne la guerre civile ?

CHRISTINE. Tout cela ne peut être qu'une calomnie.

OLOZAGA. Votre Majesté m'autorise-t-elle à le déclarer ainsi ?

CHRISTINE. Oui, je t'y autorise.

C'est à la suite de cette entrevue que des correspondances spéciales furent expédiées à tous les commandants des provinces par Olozaga, pour leur faire savoir que l'ex-régente repoussait toute solidarité avec les conjurés; venue très à propos, cette déclaration contribua beaucoup à jeter le découragement parmi eux et à amollir l'ardeur de ceux qui s'étaient lancés dans l'aventure en comptant sur un succès facile. Elle fut particulièrement funeste à Montès de Oca, de qui les Basques exigèrent la présentation du titre officiel expliquant la mission dont il aurait été chargé. Comme il ne put ou ne voulut pas le leur présenter, ils le mirent en suspicion et refusèrent de lui donner la moindre coopération. Peu de jours après, Olozaga insista auprès de l'ex-régente pour qu'elle adressât une communication officielle au gouvernement espagnol, communication dans laquelle elle répudierait toute connivence avec les fauteurs de la

rébellion. Instruite déjà de la première faute qu'elle avait faite dans l'entrevue du 10, et de l'usage qui avait été fait de sa parole pour détacher d'elle une partie de ses partisans, Christine se refusa sèchement à adresser la communication qui lui était demandée (15 octobre) ; sans se tenir pour battu, Olozaga insista (17 octobre) et obtint enfin, le 24, quand tout était terminé et qu'il n'y avait plus de doutes sur le résultat, une note signée du secrétaire de la régente. Christine consentait alors à affirmer qu'elle n'avait ni suscité ni provoqué la rébellion armée qui venait d'être vaincue ; mais en même temps elle accusait le gouvernement établi à Madrid d'être *issu d'une vicieuse origine, d'avoir usurpé l'autorité royale, d'avoir violé les antiques et respectables fueros des nobles basques et navarrais, de lui avoir injustement enlevé la tutelle et la curatelle de ses filles ;* enfin, *de scandaliser le monde chrétien par d'iniques attaques contre le Père commun des fidèles. Comment, dès lors, pouvait-elle jeter le blâme sur les nobles défenseurs des lois foulées aux pieds, sur ceux qui s'étaient levés pour tirer les augustes et malheureuses orphelines de leur dure servitude ?*

C'était nier faussement qu'elle eût participé aux désordres antérieurs, tout en en favorisant de nouveaux, autant qu'il dépendait d'elle. L'opinion publique ne s'y trompa point : au point de vue de la dignité personnelle, on eût mieux aimé une attitude plus franche et plus loyale qui l'eût portée à ne pas abandonner ses partisans les plus fidèles au moment le plus critique de la lutte. Mais on comprit qu'elle cherchait à couvrir le cabinet français, qui autrement aurait pu se trouver engagé dans de graves complications diplomatiques.

On n'a pas jusqu'à présent mis en lumière de documents explicites prouvant la part que le cabinet de M. Guizot a

eue dans cette insurrection : peut-être sera-t-il impossible d'en avoir jamais la preuve palpable, et tout s'est-il borné à de fortes sommes remises de la main à la main aux habitants de la rue de Courcelles. Cependant, Louis-Philippe ne sut pas cacher sa joie en apprenant les premières nouvelles du soulèvement, et le maréchal Soult donna publiquement audience à des officiers christinos avant leur départ pour les divers points où ils devaient agir.

Nous lisons dans les Mémoires de M. Guizot que, lorsqu'il s'agit en 1841 de la nomination d'un ambassadeur, ce qui inquiéta cet homme d'Etat, ce ne fut pas de savoir si la présence de M. de Salvandy, sur qui les yeux s'étaient portés, serait utile à nos intérêts français en Espagne, mais si cette nomination serait ou non du goût de M. Zea-Bermudez, le ministre spécial, consulté par Christine en tout ce qui touchait les affaires extérieures. Quand le mouvement éclate et qu'il y a des mesures à prendre à la frontière, le gouvernement français donne toute facilité dans le département des Basses-Pyrénées, par où les modérés pouvaient faire venir toutes leurs ressources; du côté des Pyrénées-Orientales, au contraire, comme Barcelone ne sympathise point avec le pronunciamento, et qu'avant tout il faut se tenir en garde contre les manœuvres des républicains, un corps d'armée est envoyé qui exerce une très-sévère surveillance sur toute la frontière. Dans la presse française, tous les organes dévoués au gouvernement, tous ceux qui défendent le drapeau conservateur sont ouvertement favorables à la révolte; ils répètent avec joie les indications données par *la Presse*, journal spécial acheté alors par M. de Grimaldi et, pour le moment, moniteur de la rue de Courcelles. Il n'y a que les journaux indépendants, que les feuilles républicaines, qui parlent en faveur du gouvernement régulier de la nation espagnole.

Le peuple anglais, en face de qui se jouait toute cette comédie, pouvait d'autant moins douter de la sympathie du cabinet français pour le pronunciamento de 1841, que M. Guizot ne se cachait point pour avouer ses préférences en faveur du parti modéré ; les ministres de Londres recevaient des notes dans lesquelles le ministre français parlait sans cesse de sa fidélité scrupuleuse à respecter tous les égards que les gouvernements établis se doivent entre eux, mais dans lesquelles aussi il disait ne pouvoir oublier ni les rapports de famille existant entre son roi et l'ex-régente, ni ce fait, que les modérés avaient toujours été comme les chevaliers du parti français en Espagne, ni enfin cette considération qu'en dehors de ceux qu'il favorisait nulle autre fraction politique ne pouvait assurer l'ordre, la paix et la justice.

Aussi, de leur côté, les Anglais exagéraient-ils leurs bonnes relations avec le parti progressiste; ils avaient à Madrid un chargé d'affaires, M. Aston, qui assurait sans cesse le gouvernement et les Cortès de leurs bonnes dispositions, et leurs journaux faisaient ressortir avec vivacité la complicité du cabinet français avec l'insurrection.

Le sentiment national était si unanime sur ce point, en Angleterre, que lord Palmerston put quitter le ministère, et les torys se partager les portefeuilles, sans qu'il y eût la moindre modification dans la politique anglaise en Espagne ; les formes seules des torys furent un peu moins cassantes que ne l'eussent été certainement celles des whigs. C'est évidemment avec l'intention de contre-balancer l'influence de l'envoyé anglais à Madrid que Louis-Philippe consentit, malgré son mécontentement, à envoyer un ambassadeur. M. de Salvandy allait partir quand survinrent les événements d'octobre 1841. Il y eut naturellement à cette époque, à Paris, de graves démêlés entre l'ambas-

sade espagnole et le cabinet français, démêlés d'autant plus graves qu'Olozaga insistait fortement pour obtenir l'expulsion de Christine et que, loin d'y consentir, Louis-Philippe eût plus volontiers donné ses passe-ports à l'ambassadeur espagnol. Le voyage de M. de Salvandy se trouva retardé par divers accidents jusqu'aux premiers jours de décembre.

Suivant M. Guizot, cette ambassade avait seulement pour but de donner à la reine Isabelle un témoignage d'affectueuse considération. On pourrait croire plutôt qu'il s'agissait surtout de ménager les moyens d'avoir, à certains moments, une correspondance secrète entre la mère et la fille, sans intervention ni du régent ni du tuteur. Toujours est-il qu'annoncée avec fracas, précédée de grandes questions d'étiquette, l'ambassade de M. de Salvandy n'amena aucun résultat. Une difficulté surgit, dès l'origine, sur le point de savoir si les lettres de créance devaient être remises à la reine ou au régent. Le cabinet de Paris, qui avait fait la faute en 1833 de les adresser à la régente Christine, et non à la jeune reine, comme le cabinet anglais, insista vainement pour qu'elles fussent remises directement à Isabelle. Les ministres espagnols voulurent qu'elles fussent adressées au régent. On ne put sortir de ce débat préliminaire ; il entraîna la retraite définitive de M. de Salvandy, qui quitta Madrid avec toute sa légation, ne laissant qu'un second secrétaire, M. le duc de Glucksberg, pour représenter et défendre les intérêts français (janvier 1842).

Soumises avec empressement aux Cortès par le ministère, ces questions diplomatiques avec le cabinet français n'y soulevèrent jamais aucune difficulté. Le parti progressiste, imbu de ses injustes préventions contre la France, y était en trop grande majorité, pour ne pas soutenir avec énergie son gouvernement contre les manœuvres du cabinet de Paris, derrière lequel il apercevait toujours l'influence mo-

dérée. D'ailleurs les sujets de conflits ne lui manquaient point ; et il était déjà assez divisé pour n'avoir pas besoin de chercher dans son sein une nouvelle occasion de discordes.

La question de la régence, une ou triple, avait, en mars 1841, dès l'ouverture des séances, coupé presque en deux la représentation nationale dans les deux chambres. Au Congrès, elle avait amené la création d'une phalange nombreuse, qui aspirait, sous la conduite de deux hommes d'Etat distingués, don Joaquim Maria Lopez et don Firmin Caballero, à suivre une politique propre, encore mal définie. L'éloignement manifeste d'Espartero pour les deux hommes d'Etat qui s'étaient le plus distingués dans la révolution de septembre produisit un peu plus tard une nouvelle division ; de la majorité de la chambre on vit se détacher successivement un certain nombre d'individualités qui se groupaient autour d'Olozaga et de Cortina, et entendaient exclusivement suivre leurs inspirations.

Par le fait de ses choix malencontreux, Espartero, avec un congrès tout progressiste, se vit donc réduit à une majorité douteuse ; ayant voulu organiser un ministère tout à sa dévotion, il se trouvait ne pouvoir plus compter que sur une soixantaine de députés entièrement voués à sa politique, disposés à suivre le ministère, et à affronter l'épithète d'*ayacuchos*, déjà impitoyablement accolée au nom de tous les amis du régent. Le nombre des partisans de Lopez et de Caballero atteignait environ quarante ; Olozaga et Cortina disposaient chacun d'une trentaine d'autres voix ; il restait une trentaine de députés entre modérés, républicains et progressistes incolores, à la merci desquels le gouvernement allait se trouver dans toutes les circonstances.

Pendant la première session, qui s'étendit du 19 mars

au 26 août, les germes de division que nous venons de signaler ne portèrent pas tous leurs fruits ; le parti progressiste avait eu d'ailleurs à prendre de grandes résolutions pour assurer dans la législation le succès des grandes mesures révolutionnaires inaugurées par Mendizabal ; il fallait particulièrement, en ce qui concernait la dotation du culte et du clergé, la dîme et la vente des biens du clergé séculier, revenir sur les fâcheuses décisions prises par les Cortès de 1840. Sur tous ces points, qui d'ailleurs avaient tous été préparés par des rapports antérieurs et des études préliminaires du ministère régence, il n'y avait point de divergence : les Cortès furent assez heureuses dans leur première session pour voter une loi sur la dotation du culte et du clergé qui cette fois fut sanctionnée, pour ordonner la vente des biens du clergé séculier, pour assurer par de nouvelles dispositions l'aliénabilité des majorats déjà décidée en 1820 et en 1836, et pour commencer à prendre quelques dispositions qui avaient pour objet de susciter la création de quelques travaux d'utilité publique. (Transaction avec le canal de Castille. — Emprunt pour la route de Madrid à la Corogne.)

Une grande mesure avait été prise par le ministère-régence pendant sa courte administration ; malgré son extrême pénurie, en s'appuyant sur les lois de 1838 et de 1840 il avait annoncé son intention de capitaliser tous les coupons de la dette extérieure et intérieure échus avant le 1er janvier 1841 et impayés, en donnant en échange des titres 3 pour 100 ; il avait, par ce même décret, daté du 21 janvier 1841, fait contracter en même temps, par l'Etat, l'engagement de proposer aux Cortès un projet de loi, pour que les coupons de l'année 1841 fussent également capitalisés en titres 3 pour 100.

Cette même année, la nation n'était pas encore en mesure

d'en effectuer le payement. Les Cortès, sans approuver directement cette décision si importante, la firent cependant exécuter et lui donnèrent ainsi une valeur législative. La loi, votée par elles pour le budget de l'exercice 1841, et promulguée le 1er septembre, diminuait de 300 millions le montant des intérêts à payer pendant l'exercice 1841, sous cette observation qu'en vertu du décret du 21 janvier ces 300 millions devaient être capitalisés ; en même temps elle affectait le nécessaire au payement des intérêts de la nouvelle dette 3 pour 100 (note B).

Il fallait bien donner aux créanciers de l'Etat, privés de tout revenu depuis 1836, quelque satisfaction ; et cependant que leur promettre, quand le budget annuel des dépenses, y compris les intérêts de la dette publique, dépassait depuis plusieurs années de plus de 500 millions les recettes réelles ? Le budget de 1841, même dans ces conditions, c'est-à-dire les intérêts de la dette réduits à 28 millions, et quoique les Cortès eussent voté des économies qui ne pouvaient se réaliser, se soldait encore avec un déficit de 173 millions de réaux.

Pour obvier aux difficultés du moment, par une loi du 14 août, les Cortès autorisèrent le gouvernement à emprunter 60 millions à 6 pour 100 d'intérêt annuel, à centraliser tous les crédits constituant la dette flottante, et à consacrer au remboursement de ces crédits et des 60 millions empruntés les produits de deux rentes publiques, le sel et le papier timbré. Aliénée pour cinq ans en adjudication publique, la ferme de ces deux rentes fournit un capital de 70 millions.

Tels furent les travaux qui remplirent la première session fermée le 23 août. Le ministère, après cette date, eut quelques mois de répit pendant lesquels il eût pu s'occuper de questions administratives et se consacrer exclusive-

ment à diverses créations qu'il avait annoncées (Junte d'outre-mer pour réviser les lois des Cortès. — Exposition des produits de l'industrie. — Collége militaire. — Collége naval du Ferrol. — Organisation du corps d'état-major); mais il fut arrêté dans tous ses projets et par l'insurrection d'octobre et par la démolition de la citadelle de Barcelone. L'effet produit dans le pays par ces événements fut tel, qu'à l'ouverture de la deuxième session les députés abandonnèrent tout à fait les discussions des lois organiques et ne pensèrent plus qu'à apprécier les actes du ministère pendant la période qui venait de s'écouler. Sous le prétexte de répondre au message de la couronne, la chambre des députés mit en discussion la politique des gouvernants; tandis qu'Arguelles, Mendizabal, essayaient de défendre avec ardeur le ministère, une opposition très-vive, dans laquelle s'unirent Lopez et Caballero, Olozaga et Cortina, se mit à critiquer avec amertume, et l'imprévoyance avec laquelle on avait laissé se préparer la tempête qui avait éclaté le 1er octobre, et l'iniquité avec laquelle on imposait l'état de siége à Barcelone, quoiqu'on fût entré dans cette ville sans coup férir. Les débats durèrent plus d'un mois, du 20 janvier au 23 février ; à la fin, le gouvernement triompha, mais avec une si faible majorité, qu'on put dès lors prévoir une déroute à la première occasion.

L'opposition, enhardie par l'espérance du succès, s'occupa d'établir un accord aussi étroit que possible entre ses différents chefs; elle y parvint non sans peine, et une fois qu'elle l'eût obtenu, elle fit la guerre aux ministres en abusant des énormes difficultés financières contre lesquelles ils avaient à se débattre. Elle ne put empêcher qu'on n'accordât au gouvernement l'autorisation qu'il avait demandée d'émettre 160 millions de réaux en bons du Trésor sous la garantie du produit des douanes du royaume

appliqué à leur intérêt et amortissement; mais elle souleva un grand scandale en dévoilant de nombreuses illégalités commises par le ministre des finances qui avait établi des préférences arbitraires de payement entre les divers crédits, et avait été jusqu'à compromettre la signature du régent lui-même, en faisant payer à don José Salamanca, des coupons échus, qui aux termes de la loi du budget eussent dû être capitalisés.

Le président du conseil essaya de sauver la situation en sacrifiant son collègue chargé du portefeuille des finances; cette première concession était déjà trop tardive. L'opposition, voyant l'opinion publique tout à fait déclarée en sa faveur, avait décidé de proposer à la Chambre un vote de censure contre le ministère; elle le présenta, en effet, le 28 mai, et, après une séance de treize heures, commencée à midi, terminée à une heure et demie du matin, elle vit sa proposition adoptée à la majorité de quatre-vingt-six voix contre soixante-dix-huit. Devant cette manifestation, Gonzalez, qui avait déclaré ne vouloir administrer qu'avec l'appui des Cortès, n'avait plus qu'une résolution à prendre: se retirer; il remit donc sa démission entre les mains du régent, et attendit qu'un successeur lui fût désigné (29 mai).

Suivant les habitudes parlementaires, c'était parmi les hommes les plus importants de l'opposition que le régent devait choisir le chef du nouveau cabinet; les hommes d'Etat ne lui manquaient pas; il pouvait s'adresser ou à Olozaga, ou à Cortina, ou à Lopez; l'un ou l'autre de ces personnages avait chance de grouper autour de lui une majorité nouvelle. Espartero ne voulut pas s'entendre avec les deux derniers ; peut-être craignait-il la supériorité de l'un et redoutait-il l'ambition de l'autre; il consentit seulement à appeler Olozaga ; mais celui-ci, encore sous le

coup de l'humiliation dont il avait été l'objet un an auparavant, quoiqu'il eût très-activement contribué à la chute de Gonzalez, contre lequel il avait une irritation toute spéciale, peut-être même à cause de l'ardeur qu'il avait mise à le renverser, refusa systématiquement d'accepter la mission qui lui était confiée. Plus content peut-être de ce refus qu'il ne l'eût été d'une acceptation, Espartero songea alors à reconstituer sous une autre forme un ministère tout dévoué à sa personne, et choisi en dehors de toutes les fractions qui divisaient le congrès ; il appela son vieux compagnon d'armes, longtemps son supérieur, le général Rodil, et lui confia le soin de former un nouveau cabinet. Rodil affecta de recevoir comme une consigne ces importantes fonctions ; ne pouvant s'appuyer sur un congrès trop divisé, il feignit de marquer des intentions vraiment constitutionnelles en offrant des portefeuilles à de vieux sénateurs dont le nom était cher au parti progressiste, et à des personnages qui avaient voté pour la régence triple. L'ancien ministre Almodovar, Zumalacarreguy, président du tribunal de grâce et justice, Ramon Calatrava, chargés respectivement de l'Etat, de grâce et justice et des finances, jouissaient de la plus haute estime ; l'honnêteté du marin Capaz, à qui la marine fut confiée, était proverbiale en Espagne ; Solanoz, choisi pour diriger l'intérieur, avait donné des gages sérieux d'un libéralisme avancé. C'en était assez pour que les nouveaux ministres fussent accueillis avec un certain respect par la masse de la nation, mais comme on ne pouvait attendre d'eux aucune ligne politique bien accentuée, l'opinion ne voulut les considérer que comme des ministres provisoires ; ils venaient mettre fin à une trop longue crise qui avait duré près de vingt jours (du 28 mai au 17 juin) ; voilà tout, à ce titre, ils rendaient un service, mais il ne fallait pas que le régent se reposât long-

temps sur eux du soin de gouverner, sinon il y aurait de sa part abdication réelle.

Placé en face d'un congrès qui ne pouvait lui être sympathique, le ministère Rodil se préoccupa seulement d'obtenir les ressources dont il avait besoin. Il insista pour que la fixation de la force militaire, celle de la réserve, le chiffre du contingent, le budget de 1842 fussent votés avec rapidité ; il obtint, en effet, l'autorisation de toucher les contributions jusqu'à la fin de l'année, fit voter un contingent de 25 000 hommes, fit déterminer que la force totale de l'armée serait de 100 000 hommes, celle de la réserve de 40 000, appuya une loi qui décidait la construction d'un palais spécial pour le congrès des députés, et dès le 26 juillet, s'empressa de fermer la seconde session des Cortès.

En agissant ainsi, Espartero gagnait du temps, il est vrai, mais il montrait chaque jour davantage son incapacité en fait de gouvernement ; en le voyant aussi faible, hors d'état de prendre des mesures décisives, toutes les fractions s'agitèrent et comprirent que son autorité ne pouvait être de longue durée. En vain les *ayacuchos* essayèrent-ils de répandre le bruit qu'il conviendrait de reculer la majorité de la reine et de proroger les pouvoirs du régent expirant constitutionnellement le 10 octobre 1844 ; il y eut contre cette idée dans l'opinion un *tolle* général ; l'idole avait déjà perdu tout son prestige ; la nation avait compris que derrière le général pacificateur il n'existait pas d'homme politique. Au contraire, un projet d'amnistie jeté en avant par les amis de Lopez réunit bientôt d'ardentes sympathies ; les modérés et les républicains l'accueillirent avec empressement et le soutinrent avec d'autant plus d'ardeur, qu'ils sentaient que les progressistes purs, maîtres exclusifs de la situation, ne devaient l'admettre qu'avec une vive répugnance.

Tout le deuxième semestre de l'année 1842 se passa ainsi en allées et venues d'un parti à l'autre; l'approche de la majorité de la reine surexcitait toutes les ambitions; chacun voulait à l'avance sa part pour lui-même et ses amis des faveurs d'un nouveau règne. Dans l'intérieur du palais, malgré l'absence de Christine, se croisaient de nouvelles intrigues ; profitant de l'absence de sa sœur, la princesse Charlotte, femme de l'infant don François de Paule, s'était hâtée d'accourir auprès de sa nièce et cherchait à préparer les voies pour lui faire épouser un de ses deux fils, soit François duc d'Assise, soit Henri duc de Séville. Elle s'était liée avec plusieurs des principaux personnages progressistes, et travaillait avec la plus grande énergie à grouper autour d'elle un parti dit *Paquito* (du diminutif de Francisco, Paco), qui considérait l'avenir de la Péninsule comme compromis si la reine n'épousait pas l'un ou l'autre des deux fils de la princesse Charlotte. L'intrigue était menée avec tant de vivacité que le tuteur fut obligé d'intervenir; un professeur de musique fut éloigné du palais pour avoir remis à la reine le portrait du duc d'Assise; ce dernier fut éloigné de la cour ; son père fut invité à aller résider à Saragosse et à emmener son épouse avec lui. On revint aux antiques règles de l'étiquette cérémoniale, afin de pouvoir isoler davantage la jeune reine des trop nombreuses communications par lesquelles on cherchait à éveiller son imagination; la camarera mayor, marquise de Belgida, se plaignant de cet isolement, crut devoir donner sa démission. Elle ne fut point remplacée, et ses fonctions furent désormais remplies par la comtesse de Mina, en qui le tuteur pouvait avoir une pleine et entière confiance.

Tandis que le ministère Rodil, abandonné par les hommes les plus importants, se morfondait à part dans son impuissance, tous les journaux résonnaient des paroles de

majorité de la reine, d'amnistie. A force d'en parler, ils arrivaient à se mettre d'accord sur ces deux bases et jetaient les fondements d'une coalition monstrueuse.

En même temps, toutes les fractions du congrès, autres que celle des ayacuchos proprement dits, s'étaient groupées pour constituer une situation politique différente de celle du ministère Rodil, qu'on accusait de vouloir proroger la minorité de la reine et les pouvoirs du régent. Olozaga, qui avait refusé de se charger de la présidence du conseil après la chute de Gonzalez, avait été désigné par elles comme étant le mieux en état de prendre en main les rênes de l'Etat; il avait promis d'accepter, si de nouvelles offres lui étaient faites, sans pourtant prendre de compromis au sujet de l'amnistie; car il la redoutait plus que personne, comme représentant plus spécial du groupe qui voulait réserver la direction des affaires sous la jeune reine au parti progressiste à l'exclusion absolue des modérés. On comprend quelle force donnait à l'opposition la désignation faite à l'avance du ministre vraiment agréé par la majorité des députés : aussi le ministère Rodil n'avait-il aucune hâte de réunir à nouveau les Cortès; il tarda autant que le lui permettaient les prescriptions des articles constitutionnels; pressé à la fin par la loi, il se résigna à les convoquer à nouveau pour le 14 novembre.

Tous les hommes politiques d'Espagne attendaient cette ouverture avec impatience. Dès les premiers jours, la majorité voulut manifester la volonté à laquelle elle s'était arrêtée : 86 voix, sur 125 votants, nommèrent, comme président du congrès, don Salustiano de Olozaga, afin de bien désigner au régent l'homme d'Etat qui avait leur confiance. Ce fut peine perdue. Espartero affecta de ne pas comprendre la sommation qui lui était adressée; il manifesta du dépit de ce qu'une commission envoyée pour féliciter la reine avait,

par la bouche de Cortina, exprimé les deux vœux que la reine prît le pouvoir à l'époque fixée par la constitution, et que cette époque fût pour tous les Espagnols un jour de réconciliation ; il se plaignit vivement de ce qu'à propos de nouveaux événements survenus à Barcelone, le congrès lui recommandait de se renfermer dans le cercle légal ; et, sous le prétexte que la gravité des faits qui se passaient au dehors exigeait sa présence et celle du président du conseil en Catalogne, il signa un décret de suspension des séances (22 novembre). Ce décret était motivé sur l'impossibilité où étaient les Cortès de continuer leurs tâches législatives pendant que la tranquillité publique était troublée dans le nord-est de la Péninsule.

Il était évident que, dans les conseils du régent, le principe de la dissolution avait enfin triomphé. Espartero ne voulait pas se soumettre à la volonté des députés qui l'avaient nommé régent ; il pensait qu'il aurait avantage à consulter à nouveau le corps électoral ; il avait pu constater qu'il aurait eu intérêt à le consulter immédiatement après les événements d'octobre 1841 et sa rentrée triomphale à Madrid. Peut-être des conditions aussi favorables allaient-elles de nouveau se présenter pour lui, s'il sortait vainqueur de la lutte où il allait s'engager contre les Catalans.

Rendu dans cet esprit, le décret de suspension se transforma en un décret de dissolution (3 janvier 1843) dès qu'Espartero fut de retour dans la capitale ; mais combien, au bout d'une année, les circonstances étaient changées ! Le triomphe sur l'insurrection catalane, que nous raconterons plus tard, ne s'était obtenu cette fois qu'au prix du bombardement de la grande cité de Barcelone ; et ce terrible événement, grossi par les deux presses modérée et républicaine, avait fait jeter à toute la nation un cri de douleur en faveur des Catalans, un cri d'indignation contre le régent

et son impitoyable lieutenant van Halen. Des voix autorisées, celles du général Serrano et du colonel Prim, dans les six dernières séances des Cortès, avaient attribué exclusivement à l'attitude du capitaine général toute l'irritation de la cité catalane; de là une disposition dans l'opinion publique à ne savoir aucun gré au régent d'avoir triomphé d'une lutte qu'il aurait fallu avant tout éviter.

Quand Espartero fit son entrée à Madrid, le 1er janvier 1843, la milice nationale elle-même, toujours si enthousiaste de son héros, l'accueillit dans un sombre silence.

Et cependant elle ne connaissait pas le décret de dissolution promulgué seulement le 3, que les principaux chefs du parti progressiste, ceux qui lui inspiraient le plus de confiance, allaient lui représenter comme la plus désastreuse mesure qui eût encore été prise depuis la révolution de septembre.

Si telle était l'attitude de la milice madrilène, qu'on juge des dispositions des populations, chez lesquelles dominait soit l'exaltation des principes monarchiques qu'Espartero avait foulés aux pieds en prenant la place de l'ex-régente, soit l'idée républicaine contre laquelle il s'était si violemment prononcé en Catalogne.

CHAPITRE III.

LA COALITION.

3 janvier-8 novembre 1843.

Coalition des partis. — Elections. — Démission du ministère Rodil. — Ouverture des Cortès (3 avril). — Ministère Lopez (9 mai). — Amnistie. — Question Linage. — Démission du ministère Lopez (19 mai). — Déclaration du congrès en sa faveur. — Le régent confie à Gomez Becerra le soin de former un nouveau cabinet. — Suspension des séances des Cortès. — Paroles d'Olozaga : « Dieu sauve le pays ! Dieu sauve la reine ! » — Dissolution des Cortès. — Pronunciamentos de Malaga, Grenade, Almeria, Reuss, Barcelone, Valence, Valladolid et Séville. — Le ministère Lopez est partout acclamé comme gouvernement provisoire. — Efforts de Zurbano pour réprimer l'insurrection. — Aspiroz à Valladolid, Narvaez à Valence. — Marche de Seoane et de Zurbano sur Barcelone ; la désertion de leurs soldats les empêche de forcer le passage du Bruch. — Arrivée d'Aspiroz et de Narvaez sous les murs de Madrid. — Affaire de Torrejon de Ardoz (22 juillet). — Capitulation de Madrid. — Efforts de van Halen en Andalousie ; il est rejoint par Espartero sous les murs de Séville. — Concha à Malaga et à Grenade. — Siége et bombardement de Séville. — Dispersion de l'armée de van Halen. — Espartero se refugie à bord d'un navire anglais ; sa protestation contre l'acte de déchéance signé par Serrano, agissant en qualité de ministre universel. — Mesures prises par le ministère Lopez après la journée de Torrejon. — Mécontentement des centralistes. — Cortès ordinaires convoquées pour le 15 octobre. — Peu après leur ouverture, elles proclament la majorité de la reine Isabelle. — Serment qu'elle prête (8-10 novembre).

Les luttes politiques qui avaient eu lieu en France pour amener, en 1839, la chute du cabinet Molé et la formation du ministère du 12 mai, avaient mis à la mode le mot de *coalition*. Maladroits imitateurs d'événements qui venaient de s'accomplir en un autre pays, les journalistes de Madrid s'imaginèrent, à la fin de 1842, qu'en réunissant tous les

partis contre Espartero, ils allaient répéter en Espagne le jeu qu'avaient pu jouer en France les trois partis gravitant autour de MM. Thiers, Guizot et Odilon Barrot. Il ne leur vint pas à la pensée que la coalition n'avait été faite, en France, que par des hommes politiques entre lesquels il n'y avait aucune opposition absolue de principes, tous partisans de la monarchie constitutionnelle, ne rêvant les uns et les autres ni le triomphe de la légitimité, ni l'application immédiate des idées républicaines.

A Madrid, la situation était très-différente ; représentants fidèles des éléments si variés qui constituaient l'opinion publique, les journaux étaient séparés par des points de vue complétement opposés ; toute ligue entre eux ne pouvait aboutir qu'à une œuvre de dissolution ; et cependant, presque toutes les feuilles consentirent à se grouper dans une violente opposition contre le gouvernement du régent.

Le principal organe des modérés, *el Heraldo*, en lançant, le 30 octobre 1842, cette idée de coalition qui fut accueillie par les autres journaux avec une faveur extraordinaire, savait bien vers quel but il tendait ; comme son parti était le plus en état de recueillir l'héritage du pouvoir, s'il venait à tomber des mains d'Espartero, un effort de sa part pour faire triompher cette idée n'avait rien que de raisonnable ; mais l'acceptation qu'elle reçut de la part de l'*Eco del Comercio*, le plus important des journaux progressistes, et du *Peninsular*, la principale feuille républicaine, prouve que les hommes qui les dirigeaient manquaient absolument de sens politique ; quels que fussent leurs griefs contre Espartero, ils devaient se considérer comme liés à lui par un lien indissoluble contre leurs véritables ennemis, les modérés, les partisans de l'ex-régente. Nous avons déjà eu plusieurs fois l'occasion de voir qu'en Espagne la passion vient à chaque instant bouleverser les conseils de la raison;

les hommes les plus graves, ceux à qui l'âge et l'expérience devraient faire présumer le plus de sagesse, sont souvent ceux qui se laissent le plus entraîner par l'exaltation des sentiments ; pour donner satisfaction à un mécontentement passager, ils compromettent une situation qui leur a coûté les plus difficiles efforts, les plus grands sacrifices.

Tel devait être le résultat de la nouvelle coalition ; commencée avec l'assentiment de la plus grande partie des progressistes, elle devait amener le triomphe des modérés.

Parmi les hommes placés à la tête des différents groupes parlementaires, celui qui était le plus en relief, Olozaga, paraît bien avoir entrevu, dès le mois de novembre, tous les dangers qui pouvaient résulter d'une si grande unanimité d'efforts contre Espartero ; dès qu'il eut été nommé président du congrès, dans la courte session du 14 au 22 novembre, son attitude parut se modifier tout à coup. On allait répétant qu'il penchait du côté du régent, et qu'il était trop disposé à abandonner les points principaux que la coalition devait avoir en vue.

C'est qu'en effet Olozaga pressentait, que dès que le principe de la coalition aurait été adopté, la politique du pays n'obéirait plus à l'impulsion que lui et ses amis lui communiquaient depuis la révolution de septembre ; l'amnistie, demandée par tous, ne tarderait pas à être obtenue ; les modérés, les absolutistes même oseraient reparaître dans les districts électoraux en cachant leurs intentions sous un masque d'hostilité au régent.

Avec ces pressentiments, Olozaga ne réussit qu'à diminuer sa popularité. Lopez et Caballero attribuèrent son attitude à une connivence secrète avec le régent, et Espartero, au lieu de se réconcilier avec les Cortès, se décida à les dissoudre.

Le lendemain du jour où parut le décret de dissolution,

la lutte se trouvait déplacée ; elle n'était plus dans la presse ni dans le parlement, elle était transportée sur le terrain électoral.

Les républicains, sous le coup des événements de Barcelone, se décidèrent pour la coalition par l'organe du député Uzal ; ils consentaient à porter leurs voix sur ceux qui songeraient à renverser le régent, plutôt qu'à soutenir, là où il aurait pu triompher, son candidat, dont les principes se rapprochaient plus des leurs, mais qui concluait au maintien de la situation actuelle.

Le groupe des députés qui n'avaient cessé de suivre les inspirations de Lopez et de Caballero forma un comité électoral très-actif qui travailla à rapprocher tous les progressistes mécontents. Cortina fut invité à en faire partie ; il consentit à s'entendre avec eux sur un programme commun, lequel obtint même l'adhésion d'Olozaga et de ses amis, dont la rupture avec Espartero fut décisive après le décret de dissolution.

Les modérés, de leur côté, feignaient d'abdiquer leur ancienne dénomination ; ceux de leurs chefs les plus éminents qui étaient restés dans la Péninsule, Isturitz, Pidal, Rios Rosas, Sartorius, directeur de l'*Heraldo*, s'associèrent aussi pour exercer une action puissante, et prirent devant les électeurs le simple titre de constitutionnels. Ils affirmaient être restés fidèles à la constitution de 1837, à laquelle ils s'étaient franchement ralliés ; ils repoussaient toute influence étrangère ; surtout, ils voulaient s'opposer à ce que la majorité de la reine fût reculée d'un seul jour. Rien dans ce programme n'était en opposition avec les vœux des fractions Lopez et Olozaga ; tous ensemble pouvaient donc marcher d'accord aux urnes électorales.

Quand il vit s'organiser ainsi, en face de lui, des groupes aussi puissants qui lui présageaient une vigoureuse oppo-

sition, le gouvernement perdit toute modération : il cessa de respecter la liberté électorale et donna des ordres à ses fonctionnaires pour exercer la même pression qui avait été si justement reprochée à Arrazola, à la veille de la révolution de septembre.

Mais comme la situation avait changé ! Arrazola avait mis l'action gouvernementale au service d'un parti puissant; au contraire, en se séparant du régent, Lopez, Cortina et Olozaga entraînaient avec eux presque tous ceux qui avaient toujours été affiliés au parti progressiste; il fallait donc que le ministère entrât dans la lutte sans autre appui que le prestige dont pouvait encore jouir dans le pays le pacificateur de Vergara.

Il essaya d'en tirer parti, et le régent, à la veille des élections, le 6 février, publia un manifeste dans lequel il essayait de se représenter lui-même comme l'expression la plus vraie de la nation espagnole, dans les efforts tentés par elle depuis le commencement du siècle pour assurer son indépendance et conquérir la liberté politique. Il n'avait d'autre ambition que celle de remettre à la jeune princesse les rênes de l'Etat, dès qu'elle aurait atteint l'âge de la majorité.

Ce manifeste trop banal ne produisit point de résultat sérieux sur l'esprit des électeurs ; toute la pression des fonctionnaires publics n'aboutit qu'à faire nommer une soixantaine de députés dévoués à la politique du régent ; les adhérents de Lopez se trouvèrent au nombre de quarante ; ceux d'Olozaga au nombre de trente-huit ; il y eut quatorze modérés élus. En somme, le dépouillement du scrutin donnait à la coalition une trentaine de voix de majorité.

Dès qu'il eut connaissance de ce résultat, le ministère se sentit perdu ; il s'empressa d'envoyer au régent sa démission (16 mars). Espartero, tout en l'acceptant, ne sut pas organiser un nouveau cabinet avant l'ouverture des nou-

velles chambres, convoquées pour le 3 avril; il laissa les députés en présence du ministère par lequel ils avaient été si vivement combattus pendant toute la période électorale, et eut la douleur de voir l'opposition, par un premier vote qui annulait les actes de Badajoz, jeter le blâme le plus sévère sur toute la conduite du gouvernement.

Il ne pouvait y avoir pour Espartero le moindre doute qu'il avait devant lui une majorité hostile à toutes les influences qui avaient jusque-là dirigé sa politique; son devoir était dès lors tout tracé; il devait s'entendre loyalement avec les hommes qui dirigeaient la majorité, et chercher à gouverner avec leur concours. Ce ne fut pas là le but qu'il se proposa; uniquement désireux de gouverner avec le noyau de députés que le ministère Rodil avait groupés autour de lui, il chercha seulement à susciter des rivalités entre Olozaga, Cortina, et Lopez, et en exaltant, sans jamais leur donner satisfaction, les ambitions de ces trois hommes d'Etat, il n'arriva qu'à fatiguer l'opinion publique, anxieuse de connaître le choix définitif. Les amis du régent, pour arriver à mettre la discorde dans le camp de l'opposition, avaient propagé le bruit que la présidence du cabinet serait confiée par le régent à celui que les députés se décideraient à élever au fauteuil de la présidence; dès lors le congrès s'occupa avec sincérité d'indiquer par son choix l'homme d'Etat qui avait sa plus entière confiance; quatre-vingt-treize voix, formées par les députés ministériels et par les progressistes, agissant en dehors de la fraction Lopez, désignèrent Cortina comme président du congrès. Il semblait que cette désignation allait mettre fin à toutes les hésitations, mais il n'en fut rien. Olozaga reprocha vivement à ses partisans d'avoir manqué aux engagements pris avec la coalition et avec la fraction Lopez, en s'associant aux amis du gouvernement pour donner la

majorité à Cortina, et il obtint d'eux qu'ils iraient jusqu'à faire de l'opposition à Cortina, si celui-ci était appelé par le régent à former le cabinet.

Comme conséquence des débats qui avaient amené l'élévation de Cortina à la présidence du congrès, ni cet homme d'Etat ni Olozaga ne voulurent consentir à prendre à leur charge la constitution du nouveau cabinet; ils manifestèrent tous deux au régent leur intention de ne pas faire partie d'une combinaison ministérielle dans les circonstances actuelles. Tous deux, sans doute, voyaient la gravité de la situation, s'apercevaient que le prestige d'Espartero avait tout à fait disparu, sentaient l'approche d'un règne nouveau, entendaient se réserver pour la proclamation de la majorité de la reine et n'entendaient point dépenser prématurément la popularité qu'ils avaient pu acquérir.

Dans cette urgence extrême, et comme dernière nécessité, Espartero se tourna du côté de don Joaquim Maria Lopez et lui offrit, avec la présidence du conseil, le portefeuille de grâce et justice. La première idée de Lopez fut de refuser la mission qui lui était offerte; il en comprenait tous les inconvénients ; il en sentait tous les périls, mais de toutes parts les chefs du parti progressiste vinrent le prier de ne pas faire durer plus longtemps une crise qui, inaugurée depuis le 16 mars, amenait peu à peu la désorganisation et l'anarchie dans tout le pays ; sur leurs sollicitations, il se décida à accepter (9 mai), offrit l'intérieur à son intime ami don Fermin Caballero, le ministère de la guerre au jeune et brillant général Serrano et chercha à s'assurer du concours d'Olozaga et de Cortina dans la chambre. Ce concours ne pouvait lui être refusé, car dès le premier moment il leur avait offert loyalement dans le cabinet une participation qu'ils avaient refusée.

En arrivant au ministère, Lopez, chef d'une fraction con-

sidérable qui, dans le congrès précédent et dans celui-ci, s'était montrée partisan d'un système de liberté absolue, ne pouvait oublier les doctrines prêchées depuis si longtemps dans l'opposition : loin de là, il manifesta l'intention de les réaliser en partie et tint l'engagement solennel pris pardevant les chambres en leur présentant ce programme :

1° Son gouvernement tendrait à l'union de tous les hommes qui, par leurs qualités et leur probité, pourraient servir à l'éclat et au bonheur de la patrie ;

2° Un projet de loi serait présenté, accordant l'amnistie la plus large pour tous les faits accomplis depuis la conclusion de la guerre civile ;

3° La liberté électorale serait respectée ; il ne serait pas permis aux agents et fonctionnaires de l'Etat d'exercer la moindre influence dans les élections ;

4° Le gouvernement condamnait à l'avenir les états de siége, les mesures exceptionnelles et toutes les conséquences qu'elles produisent ;

5° La liberté de la presse serait respectée ;

6° On procéderait à l'organisation et au développement de la milice nationale, considérée comme une institution protectrice de tous les droits de la nation.

Ce programme fut accueilli avec faveur par l'opinion publique, surtout en province ; en beaucoup d'endroits, les passions, déjà fortement excitées, se calmèrent. Les républicains et les modérés acclamèrent un ministère qui les faisait rentrer dans le giron de la nation et cessait de monopoliser la situation en faveur du parti progressiste.

Lorsque le 18 mai on lut le projet de loi d'amnistie, qui ne formulait aucune exception, qui assurait aux militaires la restitution de leurs grades, emplois et décorations, et à tous les employés civils la reconnaissance de leurs droits, *cesantias*, retraites, etc., le congrès manifesta, par un accord

unanime, le désir de s'associer aux intentions du nouveau président du conseil. Mais la satisfaction du régent n'égalait point celle des députés ; il en coûtait à Espartero de se trouver face à face de tous les généraux qui s'étaient déclarés contre lui en 1841, et qui, revenant occuper leurs postes, devaient peu à peu lui enlever la seule chose qui lui restât, son influence prépondérante sur l'armée. Plutôt que de supporter cette diminution de prestige, il préféra courir les risques d'une lutte avec les Cortès, et se décida, dix jours après avoir confié le pouvoir à Lopez et à ses amis, à le leur retirer ; ne voulant point prendre l'amnistie pour prétexte, il commença à se plaindre de ce que le ministre de la guerre, Serrano, exigeait de lui des mesures portant atteinte à sa propre dignité, de ce qu'il frappait directement les officiers qui avaient sa confiance particulière, Seoane, Zurbano, et de ce qu'on cherchait à appeler à Madrid les troupes dont l'esprit était le plus favorable à l'ex-régente. Enfin, lorsqu'on vint lui demander de retirer à Linage une des deux inspections confiées à ce général, il s'y refusa absolument et motiva, par ce refus, la démission du ministère (19 mai).

Le soir même du jour où cette démission était présentée, Espartero chargeait de la formation d'un nouveau ministère le président du Sénat, Gomez Becerra, et celui-ci appelait auprès de lui les principaux progressistes restés fidèles à la politique personnelle du régent, Mendizabal et La Serna ; ils devaient occuper les finances et l'intérieur. Le général Hoyos remplaçait Serrano à la guerre.

A peine réuni, le cabinet s'empressa de communiquer au Sénat et au Congrès l'avis d'avoir à suspendre leurs séances jusqu'à nouvel ordre; mais l'absence des formalités nécessaires dans l'envoi du message permit à la majorité du congrès de se réunir une fois de plus et de transmettre au pays,

dans une séance très-agitée, l'impression fâcheuse que lui causait la conduite du régent.

Le 19 mai, le congrès avait voté, à la majorité de 114 voix contre 3, une motion portant que jusqu'au dernier moment le ministère Lopez avait eu sa confiance ; dans la séance du 20, un tumulte inexprimable accueillit la présence du général Hoyos au banc des ministres. On l'obligea même à sortir du salon, en s'appuyant sur ce fait que la démission du ministère Lopez n'était pas encore officiellement connue et que le général Hoyos, n'étant pas député, n'avait pas le droit d'occuper la place qu'il avait prise. Puis, avant que la parole fût donnée à Becerra pour lire le décret de suppression, Cortina, comme président, expliqua d'abord pour quelle raison une convocation nouvelle avait eu lieu ; enfin Olozaga monta à la tribune sous le prétexte de donner son approbation à la conduite du président.

L'habile député était venu avec l'intention formelle de rendre le régent directement responsable de l'anarchie dans laquelle le pays allait se trouver ; il commença par dire qu'il avait, pour sa part, fait le sacrifice de toutes les commissions et du poste diplomatique que lui avait confiés le gouvernement ; puis il attribua les irrégularités constitutionnelles commises dans l'envoi du message au trouble et à l'émotion qui régnaient dans les régions du pouvoir.

« Malheur, dit-il, à qui s'abandonne à des âmes troublées et à des conseillers tremblants ! Malheur au régent qui écoute de semblables conseils !

« Un écueil s'est dressé entre le régent et le pays ; cet écueil est un homme dont le maintien a déjà causé la chute des précédents ministres. Que le régent choisisse entre cet homme et la nation entière ! *Dieu sauve le pays ! Dieu sauve la reine !* »

Le congrès se sépara sur cette harangue violente et pas-

sionnée, qui fit bientôt tout le tour de la Péninsule, à l'extrême joie des modérés, heureux de voir briser la régence d'Espartero par l'homme d'Etat qui, seul peut-être, eût été capable de la faire durer. La pensée qu'ils allaient pouvoir, sans difficulté aucune, recommencer le mouvement de 1841, avec le concours des populations cette fois, naquit dans l'esprit des chefs qui les dirigeaient ; et tandis qu'Espartero, non content du décret de suspension du 20 mai, lançait le 26 mai un décret de dissolution, des ordres partaient de la rue de Courcelles, à Paris, pour agiter à nouveau toute la Péninsule ; recommandation était faite, aux nombreux amis de la régente qui voulaient agir, de lancer en avant tous les éléments progressistes hostiles au régent, de se dissimuler derrière eux, de leur donner un concours absolu, de prendre des positions par ce procédé et de ne se démasquer que quand le signal en serait donné.

L'exécution ne se fit pas attendre longtemps, car les matériaux étaient tout préparés : la défaite de 1841 n'avait servi qu'à exaspérer les passions des hommes réunis autour de Christine et ils avaient, dès les premiers jours de l'année suivante, organisé, sous la direction suprême d'O'Donnell et de Narvaez, une grande société secrète, dite *Ordre militaire espagnol*, à laquelle une propagande active s'efforçait de rallier chaque jour un grand nombre d'officiers.

La ville de Malaga, par les avantages tout spéciaux que retire son commerce de l'entrée sans droits des produits anglais, s'est trouvée en maintes occasions appelée à donner le signal des grandes révolutions. Ce fut elle encore qui commença cette fois. Après une première tentative essayée le 23 et qui échoua, une deuxième, suscitée par ceux-là même qui avaient rétabli l'ordre la première fois, fut couronnée d'un plein succès (27). Toutes les autorités de la province se déclarèrent hostiles au gouvernement central, tout en accla-

mant la constitution de 1837, la reine et l'indépendance nationale; elles voulaient le rétablissement du ministère Lopez et l'exécution du programme qu'il avait lancé.

Le premier mouvement de Malaga avait été imité à Grenade; dès le 25 cette ville était déjà prononcée et c'est à la suite de l'émotion produite par la nouvelle de son pronunciamento, que les autorités de Malaga se décidèrent à suivre, le 27, le mouvement qu'ils avaient réprimé le 23. Almeria agit comme Grenade; en peu de temps toute l'Andalousie orientale se prononça.

La Catalogne, si durement traitée par le régent, n'avait garde de laisser échapper l'occasion de tirer vengeance et du chef et du parti qui l'avaient opprimée; dès le 30 mai, le colonel Prim s'était présenté à Reuss avec son ami Milans del Bosch, avait poussé à la révolte la population de cette ville, en lançant une proclamation qui qualifiait la dissolution des Cortès d'acte de la plus odieuse tyrannie. La milice nationale de Reuss s'était immédiatement déclarée pour lui : elle avait forcé le régiment de cavalerie en garnison dans la ville à se retirer à Tarragone, et une junte s'était formée dès le 31 pour exciter à la révolte toute la province.

Dès qu'ils apprirent le mouvement de Reuss, les habitants de Barcelone commencèrent à s'agiter; le 2 juin déjà, on voyait des groupes se former dans les rues. Le 5, Zurbano, publiquement insulté, courut le risque de subir le supplice de Bassa; pour ne pas surexciter l'irritation populaire, il se crut obligé de quitter la ville et se retira du côté de Tarragone pour y recruter les éléments d'une armée qui fût en état de réprimer l'insurrection menaçante. Abandonnée à elle-même, la population de Barcelone, qui ne trouvait plus en face d'elle que des autorités peu énergiques et des soldats sans direction, se réunit sur la place de la

Constitution et nomma une junte de vigilance ; celle-ci, composée d'éléments très-hétérogènes, se mit aussitôt en relations avec la municipalité, la députation provinciale, les autorités civiles et militaires. L'accord était difficile ; il parvint néanmoins à s'effectuer : dès le 8, un programme était lancé, d'après lequel la province de Barcelone se déclarait indépendante du gouvernement de Madrid et devait être désormais gouvernée au nom de la reine par une junte suprême. Le général faisant les fonctions de capitaine général déclara qu'il n'exercerait, de son côté, aucun acte d'hostilité ; il laissa la junte fonctionner à Sabadell et répandre ses proclamations dans toute la Catalogne.

Cependant Prim venait d'éprouver un échec assez important : après avoir repoussé un premier effort du général Osorio, gouverneur de Tarragone, il s'était vu chasser de Reuss par Zurbano ; celui-ci, après une attaque dans laquelle il avait perdu, pour sa part, dix morts et une soixantaine de blessés, avait imposé une capitulation aux miliciens nationaux et repris possession de la cité pour le compte d'Espartero. Prim et Milans avaient eu le temps de s'échapper et s'étaient retirés dans les montagnes avec un petit nombre de gens déterminés, destinés à former le noyau d'une armée insurrectionnelle.

Ce petit échec de la coalition se trouva bientôt réparé par l'impression que produisit la démarche de l'officier supérieur qui remplissait, à la place de Seoane, les fonctions de capitaine général à Barcelone. Il proclama hautement, le 12 juin, qu'il adhérait complétement à la junte de Sabadell ; l'attitude de cette autorité mettait de très grandes ressources à la disposition du pronunciamento, devenu maître de la ville, bien que le gouverneur de Montjuich eût voulu rester fidèle au régent. Aussi dès lors les événements marchent avec la plus grande rapidité : Tarragone se pro-

nonce le 14 et la junte de Sabadell fait à Barcelone une entrée triomphale le 15 juin; elle donne au capitaine général provisoire, en son propre nom, une nouvelle investiture de ses fonctions : les troupes de Gérona cessent d'obéir à leur chef et se rangent sous les ordres du colonel Ametller. Il ne reste bientôt plus dans toute la Catalogne en faveur d'Espartero que les quelques troupes réunies par Zurbano, avec lesquelles ce général était entré à Reuss; encore celui-ci est-il obligé d'abandonner cette ville et de se transporter à Lerida pour s'y mettre en communication avec le général Seoane, capitaine général d'Aragon établi à Saragosse et chargé de rétablir l'ordre dans toutes les provinces du Nord-Est (19 juin).

Plusieurs dépêches, envoyées par le capitaine général de la Catalogne à Madrid, avaient été retenues à Valence; c'est que là l'insurrection s'était trouvée triomphante peu après le 9 juin; tandis que le capitaine général Zabala était occupé à empêcher les manifestations successives de plusieurs corps de troupes affiliés à l'insurrection, la population s'était soulevée contre le chef politique; on l'avait assommé au pied même de l'autel de l'église Sainte-Catherine, et son cadavre avait été traîné, la corde au cou, dans les rues de la ville jusqu'aux portes de la cathédrale. Il dépendait de Zabala de commencer une lutte sanglante, mais en face des nouvelles qu'il recevait de toutes parts, de l'état des esprits, des désirs de ses compagnons d'armes, il crut de son devoir de mettre l'épée au fourreau, et il se refusa à donner les ordres nécessaires pour engager le combat. Alors il s'installa une junte suprême, sous la présidence du commandant Armero et les troupes qui s'étaient prononcées furent enrégimentées ; on laissa d'abord sortir celles qui voulaient rester fidèles au régent; puis l'insurrection prenant peu à peu plus de force et de consistance,

Zabala devint bientôt suspect, il fut obligé d'abandonner la cité. Valence devint un des foyers les plus actifs du pronunciamento.

Alicante, Murcie et Carthagène suivirent l'exemple qui leur était donné : malgré les efforts de quelques autorités, elles se détachèrent toutes trois de l'obéissance au gouvernement central.

La révolution, ainsi prépondérante sur toute la côte du Levant, parvint un peu plus tard à se développer sur les côtes de l'Océan et dans l'Ouest. Elle domina dans plusieurs cités de Galice, malgré les efforts du capitaine général. Dans l'Estramadure, des bandes se formèrent qui ne craignirent pas d'engager la lutte avec les troupes restées fidèles. Valladolid se prononça le 24 juin; une junte s'y installa qui choisit Aspiroz pour capitaine général, et cet habile officier, à peine reconnu s'occupa, avec la plus grande activité à recruter un petit corps d'armée en état de tenir campagne. Enfin, dans l'Andalousie occidentale les germes de désorganisation semés dans le pays par tant de défections donnèrent aussi leurs résultats. Un corps de troupes, réuni dès le commencement de juin par le général Carondelet pour résister à une colonne envoyée par la junte de Malaga, se dispersa peu à peu par le fait du pronunciamento des divers corps qui le composaient; Algésiras, Tarifa, San Roque se déclarèrent l'un après l'autre favorables au mouvement et fermèrent leurs portes à Carondelet; il dut se réfugier à Cadiz, avec quelques officiers supérieurs, restés fidèles à la cause qu'il était chargé de défendre.

Séville résista très-longtemps aux efforts qui furent tentés pour la soulever; ce ne fut que le 10 juin qu'elle se mit en mouvement; encore ce jour-là l'insurrection fut-elle suffoquée; mais sept jours après, le 17 juin, le nombre des révoltés était si considérable, que le général Carratala sentit

la nécessité de céder : il abandonna l'autorité à une junte suprême, qui prit bientôt en main les intérêts de la province et se mit en rapport avec toutes les autres juntes.

Le mouvement devint si général, qu'il n'y eut bientôt plus de fidèles au régent, en dehors de Madrid, que les cités de Saragosse, Cadix, Léon et Oviedo. Saragosse particulièrement avait manifesté, en étouffant une tentative du député Quinto et du général Ortega, combien sa milice sympathisait encore avec la domination du régent.

Que faisait pendant ce temps Espartero? Où était-il? Quelles mesures avait-il prises pour résister à cette masse d'ennemis se dressant de tous côtés contre lui? Rarement de la part d'un chef d'Etat il y eut de résistance moins énergique ; tout en voulant lutter, il procéda avec tant de mollesse et de laisser-aller, que partout il se vit prévenu ; il ne devait pas tarder à succomber. Fécond en manifestes, en revues, en discours, il se montra aussi peu disposé à l'initiative et à l'action, que ses ennemis montrèrent de décision et d'activité.

Du 13 au 21 juin, quand l'orage gronde partout, il reste occupé à Madrid à adresser des allocutions à la milice nationale, comme si la bienveillance que lui témoignait la capitale pouvait modifier en rien l'attitude des provinces ; c'est le 22 juin seulement qu'il quitte Madrid à la tête d'un corps de troupes; on pensait qu'il se dirigeait directement sur Valence, où la révolution venait de prendre un aspect plus dangereux par l'arrivée de plusieurs généraux émigrés, Narvaez, Concha, Pezuela, qui avaient été accueillis à bras ouverts par la junte que présidait Armero (27 juin). Mais une inexprimable apathie le retient sans agir dans la ville d'Albacete ; on dirait qu'il est à l'avance résigné au sort fatal qui l'attend, et qu'il lui semble inutile de lutter contre la fatalité. Pendant toute la fin de juin, pendant les

premiers jours de juillet, il reste là aux portes de Valence, à l'entrée de l'Andalousie, sans se porter vers aucun de ces deux foyers d'insurrection; il laisse l'incendie se propager partout et augmenter de violence.

Narvaez, dès le lendemain de son arrivée, avait été nommé par la junte de Valence commandant en chef des troupes de la province; aussitôt, sans perdre un moment, il s'était empressé de réunir quelques ressources en faisant contribuer les principaux capitalistes de la riche cité où il était venu s'installer, puis, dès le 2 juillet, craignant d'être attaqué par Espartero, il s'était mis en campagne à la tête de 3 300 fantassins et 300 chevaux. Il avait marché sur Teruel, et dès le 4 avait pu entrer dans cette ville, en attirant à lui tout un corps de troupes envoyé pour le battre. Ce premier succès avait jeté autant d'enthousiasme parmi ses adhérents qu'il avait consterné les amis, encore restés fidèles au régent dans son infortune. Aussi, sans perdre un instant, Narvaez s'etait-il empressé, de sa nouvelle conquête, de lancer des proclamations en Aragon, et de se mettre en correspondance avec les autres troupes qui s'étaient prononcées en Castille et en Catalogne.

Il apprit là que le nouveau capitaine général de Valladolid, Aspiroz, aussi actif que lui, se dirigeait déjà sur Madrid avec le corps qu'il avait recruté : aussitôt il songe à combiner ses mouvements avec les siens. Il s'avance par Calamocha et Daroca jusqu'à Calatayud, d'où il part le 9 juillet en prenant la direction de Madrid. Tous ses mouvements auraient dû être surveillés avec le plus grand soin par le général Seoane, nommé par Espartero commandant en chef des troupes d'Aragon, de Catalogne et de Valence ; mais celui-ci se préoccupa trop tard de ce qui se passait sur ses derrières ; ses regards étaient fixés sur la ville de Barcelone, où l'insurrection avait pris dès l'origine le caractère le plus

dangereux pour la politique qu'il défendait; quand il songea à barrer le chemin à Narvaez, celui-ci était déjà en avance et s'était mis en mesure de correspondre avec Aspiroz.

Seoane était parti le 14 juin de Tarragone; le 17 il s'était réuni à Lerida avec le général Zurbano et tous deux avaient manifesté l'intention de marcher sur Barcelone à la tête de 16 bataillons, 6 escadrons et 3 batteries. La junte catalane, avertie de cette marche, était décidée à s'y opposer, et à fermer le passage du Bruch, défilé important qui joue un si grand rôle dans toutes les guerres dont la Catalogne est le théâtre. Tout à coup, au moment même où il semblait que la lutte allait commencer, on apprit que Zurbano, qui formait l'avant-garde de Seoane, battait en retraite, et laissait le colonel Prim, à la tête des *Somatenes* qu'il commandait, maître de toutes les hauteurs qui dominent l'accès de Barcelone. Que s'était-il donc passé? Que l'esprit de désertion s'était mis dans les troupes de Seoane, que tous ses officiers l'abandonnaient l'un après l'autre, et que les chefs risquaient, au moment de la lutte, de se trouver sans soldats. Dès lors, on comprend pourquoi Seoane et Zurbano ne se hasardèrent pas à franchir le passage du Bruch; au lieu de marcher en avant ils donnent l'ordre de se replier; le 25 juin ils étaient déjà bien en arrière de Cervera, que Prim put occuper à la tête de ses bandes; au lieu de marcher sur Barcelone pour la conquérir, ils ne pensaient déjà plus qu'à protéger Madrid contre les attaques dont cette ville allait être l'objet.

Aspiroz, venu de Valladolid et conduisant avec lui plusieurs membres du ministère Lopez, se trouvait déjà, le 4 juillet, aux environs de Madrid; il avait installé ses avant-postes au Pardo, et son quartier général à Guadarrama. Il était déjà entré en communications avec le général

San Miguel, nommé par Espartero capitaine général de Madrid et commandant de la milice nationale, lorsque Narvaez se montra le 22 juillet et vint camper, lui aussi, sous les murs de la ville à Torrejon de Ardoz. L'arrivée de ce renfort contribuait fortement à augmenter le prestige de l'insurrection et, quelque peu disposée que fût la milice nationale à ouvrir ses portes, sa résistance dans une cité ouverte devenait de plus en plus difficile à mesure que s'augmentait le nombre de ses ennemis. Cependant il n'y eut aucune défaillance tant qu'on put compter sur les généraux Seoane et Zurbano, dont on annonçait l'arrivée prochaine, et le 22 les espérances d'une heureuse solution furent encore très-fortement relevées par l'arrivée du général Iriarte, parvenu après de très-grands efforts à entrer dans la cité avec un corps de troupes fidèles de 2400 fantassins et 400 chevaux.

Mais tout devait changer de physionomie dans cette même journée du 22. Ce jour-là, Seoane était arrivé en vue des troupes de Narvaez; aussitôt il avait envoyé son avant-garde composée de 29 compagnies de chasseurs, pour charger l'ennemi. Au lieu d'obéir, ces dix-neuf compagnies, en vue même de leur général, s'étaient prononcées; leur chef, qui avait voulu s'opposer à cette détermination, avait reçu un coup de baïonnette et avait été dépouillé de son épée et de son cheval. Seoane, dans son dépit, avait ordonné à l'artillerie de tirer sur les dix-neuf compagnies; on avait feint d'exécuter ses ordres, mais le tir avait été dirigé de manière à passer au-dessus de la tête des compagnies. Le général Toledo, à la tête de 1400 chevaux, vint alors demander la permission de charger; elle lui fut octroyée; il en avait profité pour se joindre à la cavalerie ennemie. Sans se laisser décourager par ces deux défections, Zurbano avait ordonné à la première division d'avancer pour soutenir l'artillerie: ordre inutile, ses soldats s'étaient bien mis en

marche, mais au cri de *Tous nous sommes un; todos unos somos!* ils avaient passé à l'ennemi. Alors Seoane, à la tête de son état-major, avait essayé de se mettre en travers; mais, accueilli par une grêle de balles, il avait été abandonné de tout son état-major; lui-même, sans force pour résister à l'ouragan déchaîné contre lui, avait vu se dresser contre sa poitrine les lances de ses cavaliers.

Il dut s'avouer vaincu sans avoir pu combattre, tomba sur le sol inanimé, suffoqué de rage et de colère, et fut fait prisonnier. Zurbano put s'échapper et se réfugier dans Madrid, d'où il fut assez heureux pour gagner le territoire portugais, comme avait fait Concha en 1841. Ainsi, dans cette journée, 30 000 fantassins, 800 chevaux et 30 pièces d'artillerie, que soutenaient en arrière la milice nationale de Madrid, et plus de 3000 hommes de troupes, se livrèrent volontairement, sans engager d'action, à une force numérique certainement inférieure de plus de moitié.

Le lendemain 23 juillet, dès le matin, Aspiroz signait une capitulation d'après laquelle il promettait l'exacte observation de la constitution de 1837, la formation d'une junte provinciale dont les fonctions cesseraient sur l'ordre du gouvernement, et le maintien de la milice nationale; puis, les portes de Madrid lui étant ouvertes, il y entrait dans l'après-midi tambour battant, et se hâtait d'aller défiler devant le palais pour acclamer à la fois la reine, la liberté et le ministère Lopez. Narvaez, après lui, pénétra dans la ville à onze heures du soir avec le gros de son armée, et le lendemain 24 on vit encore arriver le colonel Prim à la tête de la division catalane: il fut reçu par ses partisans avec le plus ardent enthousiasme.

Immédiatement réinstallé, le ministère Lopez nomma Narvaez capitaine général de Madrid, et Prim gouverneur militaire avec le titre de comte de Reuss; il choisit pour chef

politique le progressiste Quinto, qui ne tarda pas à être remplacé par le modéré Benavidès, puis il ordonna le désarmement, dans un délai de quatre heures, de la milice nationale, au mépris des termes mêmes de la capitulation, et pour remplacer les membres de la municipalité, qui avaient presque tous donné leur démission, il chargea une commission spéciale du soin de remplir leurs fonctions. En même temps une communication adressée au régent par le ministre de la guerre général Serrano l'avertissait que si, après l'avoir reçue, il ne cessait immédiatement les hostilités contre la cité de Séville ou quelque autre ville de la monarchie, il serait immédiatement déclaré traître à la patrie, privé de tous ses honneurs et dignités, et *voué à l'exécration publique de tous les Espagnols et de l'humanité entière.*

C'était en effet autour de Séville que se trouvaient groupées les dernières forces qui, dans la Péninsule, reconnaissaient encore, à la fin de juillet, l'autorité d'Espartero. Elles étaient commandées par le même van Halen, comte de Peracamps, contre lequel l'exaspération populaire était montée à un si haut degré, à la suite du bombardement de Barcelone. Parti de Madrid le 13 juin, ce général était accouru d'abord à Grenade pour forcer cette ville à la soumission; mais comme il n'avait avec lui qu'une colonne tout à fait insuffisante, il dut reconnaître son impuissance et se retirer à Jaen pour y organiser une armée. Les dispositions des officiers et des soldats étaient telles, qu'ils avaient beaucoup plus d'inclination à déserter qu'à marcher sous ses ordres; aussi rencontra-t-il les plus grandes difficultés à se former un noyau fidèle, capable d'entreprendre quelques opérations. Il y parvint enfin, grâce à l'arrivée d'un régiment de cavalerie échappé de Séville; alors il se décide à marcher sur Séville, s'y dirige par Cordoue et entre le 2 juillet dans cette dernière cité, qui se soumet presque sans

résistance à sa volonté. Sans perdre de temps, il continue à descendre les bords du Guadalquivir, arrive le 9 à Alcala et, au lieu d'attaquer tout de suite la cité de Séville, perd dix jours en préparatifs.

Beaucoup plus actifs, les généraux modérés venus de l'émigration savaient ne pas perdre un seul moment. Concha avait été envoyé en Andalousie par la junte de Barcelone avec le caractère de général en chef : dès son arrivée à Malaga, il eut à lutter, pour se faire accepter, contre les membres progressistes des juntes constituées. Mais il avait assez de prestige par lui-même pour commander l'obéissance aux populations; en très-peu de temps il sut se faire accueillir par les deux villes de Malaga et de Grenade et prit en mains, comme général en chef, le commandement de toutes les troupes prononcées en Andalousie. Alors il voulut marcher tout de suite sur Despeñaperros, et prit la direction de Jaen avec toutes les forces qu'il put réunir, au grand découragement des juntes, qui craignaient, à la suite de son départ, de voir le désordre naître des rivalités politiques. A Jaen, il voulait se lancer sans retard à la poursuite de van Halen, mais son attention dut se fixer sur la nécessité de s'opposer à tous les renforts qui du nord auraient pu descendre en Andalousie. Comme Espartero, après avoir quitté Albacete avec les 5000 hommes qu'il avait réunis autour de lui, s'était décidé le 7 juillet à traverser la Sierra Morena pour s'unir à van Halen, il était à craindre qu'il n'eût donné des ordres pour faire affluer vers le sud toutes les troupes restées fidèles. Concha, dans cette pensée, resta quelques jours en observation ; mais, bientôt informé que la fortune souriait partout au nord à ses amis, il se décida à prendre l'offensive pour mettre un terme à la lutte et assurer le triomphe définitif du pronunciamento.

Van Halen ne reçut que le 20 le train de siége qu'il

avait demandé à Cadix : il songea, dès lors, à commencer les opérations d'attaque contre Séville; mais le calibre des pièces envoyées était insuffisant; les munitions faisaient défaut; les officiers d'artillerie ne donnaient point à leur tir de bonne direction. Dans ces conditions, le bombardement tenté les 21, 22 et 23 juillet ne fit aucune impression sur la population. Le 23, les espérances de van Halen furent excitées par l'arrivée, sous les murs de Séville, du régent avec les 5 000 hommes qu'il amenait d'Albacete; une violente attaque dirigée contre l'église de Porta Cœli et l'édifice de la fonderie de canons avait réussi; une brèche fut ouverte. S'il y eût eu des munitions pour donner suite à ce premier succès, peut être les événements auraient-ils pu changer de face. Mais les munitions attendues de Cadix n'arrivaient pas. Les assaillants, au lieu de marcher en avant, durent se retirer dans la nuit du 26 au 27. Le 27, on apprenait à Séville les événements de Torrejon de Ardoz : dès lors, tout était perdu, il n'y avait plus qu'à effectuer la retraite sur Cadix; on pouvait encore trouver un asile dans cette cité qui n'était point prononcée.

La retraite commencée le 29, l'esprit de désertion fit aussi ses ravages parmi les dix mille hommes de troupes qui avaient coopéré au siége de Séville; à mesure que des émissaires intelligents les mettaient au courant de ce qui s'était passé à Madrid, les officiers et les soldats n'avaient plus qu'une seule pensée : abandonner l'un après l'autre la bannière sous laquelle ils venaient de combattre; dans le chemin de Séville à Utrera, les régiments de Luchana, du Roi, de Saragosse se débandèrent; tous les liens de la discipline se relâchèrent; l'armée n'exista bientôt plus; elle s'était littéralement fondue. Quelques officiers plus intelligents conservèrent autour d'eux les hommes qui avaient l'habitude de leur obéir; mais en revanche, ils

durent prendre vis-à-vis d'eux l'engagement de ne pas se compromettre plus longtemps au service d'Espartero, parti en avant avec une escorte dans la direction de Cadix.

Deux heures après avoir quitté Utrera, van Halen n'avait plus auprès de lui un seul soldat, mais seulement quelques aides de camp et quelques officiers d'état-major. Il gagna avec eux la ville de Jerez, que le régent venait de quitter pour aller s'embarquer au Puerto Santa Maria. Il apprit dans cette ville que Concha le poursuivait avec acharnement, et qu'il avait officié à toutes les municipalités, au nom de la reine, d'avoir à arrêter le régent et ses partisans. Il y eut alors dans son entourage une nouvelle séparation ; il ne resta auprès de lui qu'un seul officier; par mesure de précaution, van Halen crut devoir dépouiller l'uniforme de général et se revêtir d'habits bourgeois ; c'est ainsi seulement qu'il put arriver à Cadix le 30 juillet, quelques instants avant le départ du *Betis*, sur lequel se trouvait déjà Espartero, avec les personnes qui avaient résolu de l'accompagner sur la terre étrangère.

Il importait à Concha qu'aucune partie des troupes ainsi dispersées ne pénétrât dans la place de Cadix pour y perpétuer la lutte ; aussi avec une activité dévorante (son escorte creva 80 chevaux pour atteindre les fugitifs avant leur embarquement) s'appliqua-t-il à entrer à Cadix avant que le régent y arrivât. Il ne put s'opposer à l'embarquement et au départ de ceux qu'il poursuivait ; mais il fut assez heureux pour se faire remettre la place par les officiers qui y commandaient sans qu'une goutte de sang fût répandue ; pour cela il s'embarqua à Puerto Santa Maria sur un vapeur, tandis qu'un gros de fuyards se dirigeait sur la terre ferme, et il reçut des amis mêmes du régent livraison de la forteresse, avant que l'arrivée de quelques

renforts leur permît de tenter une résistance, au cas même où ils l'auraient voulu.

Du *Betis*, navire espagnol où il s'était réfugié, Espartero et ses amis protestèrent solennellement contre la violence qui leur était faite ; dans une proclamation qui devait exciter la fureur des vainqueurs, le régent déclarait que, ne pouvant résigner le dépôt de l'autorité royale qui lui avait été confié sinon dans la forme permise par la constitution, et ne pouvant en aucune manière le livrer à ceux qui s'étaient érigés en gouvernement d'une manière si anticonstitutionnelle, il protestait d'une manière solennelle contre tout ce qui s'était fait ou se ferait en opposition avec la constitution de la monarchie. Puis, cette protestation signée, Espartero et ses amis implorèrent l'hospitalité du commandant du navire anglais *le Malabar* et se placèrent sous la protection du pavillon britannique (31 juillet). *Le Malabar* resta quatre jours dans les eaux de la baie de Cadix, puis leva l'ancre pour Lisbonne, où l'autorité ne permit pas à l'ex-régent de descendre à terre. Il fallut qu'il continuât sa route pour la libre Angleterre, pour l'asile de tous les proscrits, où Espartero devait expier par quelques années d'exil l'honneur d'avoir gouverné quelque temps la monarchie espagnole.

Dominés par une violente colère, et cédant à un sentiment mesquin d'irritation que la victoire aurait dû comprimer, les membres du ministère Lopez crurent devoir, par un décret daté du 16 août, priver de leurs titres, honneurs, grades et emplois tous ceux qui avaient signé la protestation datée du *Betis*. Cette privation, en elle-même, n'était que la juste conséquence des événements accomplis ; mais elle fut accompagnée d'un préambule par trop passionné, dont l'avenir a démontré l'injustice. Non-seulement on s'efforçait d'y vouer à l'exécration publique celui qu'on

transformait en un nouveau prétendant pour avoir bombardé de riches cités, mais encore on l'accusait d'avoir soustrait de grands capitaux des caisses publiques. Cette dernière accusation n'était point fondée· c'était un crime que de la jeter ainsi en avant. Des hommes comme Lopez et Caballero, avant de signer un semblable décret, que la passion et la vengeance de Christine pouvaient seules exiger, auraient dû penser qu'ils justifiaient à l'avance toutes les calomnies dont ils pourraient un jour être eux-mêmes victimes. On peut reprocher à Espartero d'avoir manqué d'intelligence, de sens politique; mais sa probité, sa loyauté, dont il a même toujours trop aimé à faire parade, ne sauraient être mises en doute.

C'était à Barcelone que la révolution, commencée à Malaga, avait achevé de prendre son caractère politique. Sous l'influence de conseils qui lui avaient été donnés avec intelligence par Cortina, le ministre de la guerre, du ministère Lopez, le général Serrano s'était hasardé à se rendre dans cette cité en gagnant d'abord Bayonne à l'aide d'un passeport français, puis en traversant rapidement tout le midi de la France. Dès le 27 juin, il s'était présenté devant la junte de vigilance, accompagné du député Gonzalez Bravo, homme d'Etat de la plus haute intelligence, jeune, actif, et désireux de jouer un grand rôle dans la marche politique de son pays; et la junte, très-anxieuse de voir se dérouler rapidement dans un sens tout à fait contraire à la régence d'Espartero les événements au milieu desquels elle était engagée, avait accueilli avec empressement l'idée politique qu'apportaient Serrano et Gonzalez Bravo, de considérer comme encore en fonctions le ministère Lopez. Par ce moyen, comme les Cortès avaient manifesté leur hostilité à la formation du cabinet Becerra, la sanction de la volonté nationale se trouvait pour ainsi dire marquée d'avance à la

chute d'Espartero. En conséquence, la junte, approuvant cette idée, avait nommé solennellement Serrano ministre universel, tant en son nom qu'au nom de toutes les autres juntes de la Péninsule, qu'elle se flattait de représenter.

Serrano n'avait eu garde de refuser, malgré sa jeunesse, le pouvoir suprême qui lui était ainsi remis entre les mains; tous les yeux étaient fixés sur lui, car déjà l'on se disait secrètement que la jeune princesse Isabelle avait pour lui des prévenances qu'elle ne montrait pour personne autre, et que, particulièrement touchée de ses brillantes allures, de son air martial, elle avait déjà laissé voir que, sous le nouveau règne qui s'annonçait, une grande part d'influence serait dévolue à ce brillant officier.

Le premier acte du général Serrano, en qualité de ministre universel, fut de faire connaître par un manifeste le but auquel devait tendre la révolution. Suivant lui, il s'agissait simplement d'appliquer le programme du ministère Lopez, programme accueilli avec faveur par toute la nation, consenti par les Cortès, et qui n'avait pu se mettre à exécution parce qu'autour du régent avaient commencé à se tramer des plans que ne pouvait admettre aucun de ceux qui avaient juré fidélité à la reine. En attaquant Reuss et Grenade, Espartero avait montré que, pour sauver ses propres intérêts, il ne craignait pas de ruiner des villes et d'allumer la guerre civile. En conséquence, il avait mérité d'être banni d'un pays qui, jusqu'alors, avait rétribué ses services avec tant de générosité; il fallait avant tout surmonter l'obstacle qui s'opposait à la paix, à la concorde, à la liberté de la patrie.

Publié le 28, ce manifeste avait été suivi le jour suivant d'un décret ainsi conçu :

« Au nom de la nation, la régence du duc de la Victoire

étant incompatible avec la félicité publique, le gouvernement provisoire, d'accord avec la junte suprême de la province de Barcelone, a résolu ce qui suit :

« Art. 1er. Le général don Baldomero Espartero, duc de la Victoire et de Morella et comte de Luchana, est déchu de la régence du royaume, qu'il exerçait durant la minorité de la reine Isabelle.

« Art. 2. La nation entière, les employés de toutes les branches, de toutes les classes et catégories, sont relevés de l'obéissance que, conformément à la loi, ils avaient prêtée à l'ex-régent. »

Ce décret était ainsi signé « Le ministre de la guerre, chargé par intérim de tous les ministères, Francisco Serrano. »

La nullité des grades militaires, emplois et décorations concédés par le régent depuis la date du 23 mai, fut ensuite prononcée ; et comme l'opinion publique sanctionna les décisions du ministre universel, comme la plupart des juntes s'empressèrent d'y obéir, que les troupes consentirent à recevoir les généraux auxquels Serrano délégua son pouvoir, Narvaez à Valence, Concha à Grenade et à Malaga, les militaires comprirent bientôt qu'ils n'avaient plus aucun avantage à attendre d'Espartero, van Halen, Linage, Seoane et Zurbano. De là les défections de tout genre qui amenèrent la dissolution des deux armées d'Aragon et d'Andalousie; de là cette issue presque sans effusion de sang, d'une révolution où tant d'hommes furent mêlés, où tant de passions furent agitées.

Après la journée de Torrejon de Ardoz, l'influence de la junte de Barcelone disparut tout à coup; les modérés, qui s'en étaient servis, n'avaient plus aucun besoin de son concours ; maîtres de Madrid où leur chef principal, Narvaez, était entré en vainqueur, ce fut dans cette cité qu'ils se

précipitèrent tous pour enlever aux progressistes les positions que ceux-ci occupaient encore. Lopez ne comprit point tout d'abord qu'il n'avait été, entre leurs mains, qu'un instrument; il continua, avec une sécurité parfaite, à travailler pour eux jusqu'au jour prochain où ils allaient pouvoir l'écarter et s'emparer eux-mêmes du pouvoir.

C'est ainsi qu'au lieu d'appeler toutes les juntes des provinces à se réunir pour en former une centrale, comme on en avait fait la promesse à celle de Barcelone, il décida qu'elles devaient seulement continuer leurs fonctions à titre d'auxiliaires, comme elles avaient déjà fait au lendemain du pronunciamento de septembre 1840.

Le 30 juillet, Lopez publia un décret par lequel de nouvelles Cortès étaient convoquées pour le 23 octobre ; ces Cortès, au lieu d'être extraordinaires et constituantes, devaient être simplement ordinaires. Tandis que la constitution de 1837 n'ordonnait qu'un renouvellement par tiers du sénat, une réélection intégrale de tous les sénateurs était même ordonnée. Dans l'état de désorganisation où se trouvait le parti progressiste, d'exaltation où, par le fait de la victoire, se trouvaient les jeunes généraux, il n'y avait pas de doute que toutes les élections ne dussent être favorables au parti modéré.

Enfin, pour couronner l'édifice, dans une séance royale tenue au palais le 8 août au milieu du plus grand appareil, le président du conseil s'adressant à la jeune reine, déclara que la nation voulant être gouvernée, avait besoin de l'être par la reine elle-même ; les Cortès nouvellement convoquées devaient avoir pour mission spéciale de déclarer sa majorité, et en même temps de recevoir d'elle le serment ordonné par la constitution.

Ainsi majorité de la reine, nouvelles élections où tout conspirait en faveur des modérés, Cortès ordinaires et non

constituantes, voilà les seules conséquences que le ministère Lopez tirait de la révolution.

Pour comble d'embarras, les progressistes eurent le chagrin de voir renoncer aux fonctions de tuteur le vénérable patriote qui les avait si bien remplies. Avec Arguelles se retiraient naturellement toutes les personnes nommées par lui, et le poëte Quintana, et la comtesse d'Espoz y Mina, et l'intendant Martin de los Heros. La place de Quintana fut confiée par le ministère à don Salustiano de Olozaga ; mais au poste le plus important, à celui de Camarera mayor, on vit apparaître la marquise de Santa-Cruz, chargée de remplir les fonctions intimes, qui mettaient, pour ainsi dire, à sa discrétion l'accès auprès de la jeune reine. Aucune faute plus lourde ne pouvait être commise par un ministère se disant progressiste ; du moment où on allait proclamer la majorité d'une jeune princesse de treize ans, l'autorité n'était-elle pas acquise à l'avance aux personnes qui seraient en état de l'approcher d'une manière plus assidue ?

Devant une telle faute, il n'y a pas à s'étonner qu'un vif mouvement de colère ne se soit tout à coup manifesté parmi ceux qui, en renversant Espartero, n'avaient vu en lui qu'un ennemi des libertés publiques, qu'un ambitieux voulant absorber à son profit la souveraineté populaire. Il y avait, dans la junte de Barcelone qui avait acclamé Serrano, deux éléments très-distincts : ceux-ci travaillaient avec connaissance de cause pour les modérés ; ceux-là, au contraire, étaient sincèrement républicains et n'avaient jamais entendu faire un mouvement en faveur de l'ex-régente. Aussitôt que l'on connut à Barcelone les dispositions légales que le ministère Lopez se proposait de poursuivre, une insurrection nouvelle, que nous aurons encore à raconter plus loin, à cause de son caractère tout local, éclata dans cette ville. Les républicains, qui y étaient en

grande majorité, y constituèrent à part, sous le titre de *centralistes*, un nouveau gouvernement, et cherchèrent à entraîner dans leur cause les provinces de Gerona et de Tarragone.

Sans se laisser intimider, le ministère Lopez envoya contre eux, à la tête d'un corps d'armée, le même colonel Prim qui tout à l'heure avait levé l'étendard de la révolte dans les murs de Reuss, et nous aurons occasion de voir comment cet officier supérieur parvint, après deux mois et demi d'efforts continus, à rétablir la paix dans toute la Catalogne.

Le mouvement des Catalans ne fut imité que par un très-petit nombre de populations ; encore ne surent-elles pas se concerter, et, se soulevant l'une après l'autre, donnèrent-elles le temps au gouvernement de les soumettre successivement. C'est ainsi que Saragosse, Leon, Vigo payèrent, par une sévère répression, les témoignages de sympathie qu'elles avaient cru devoir manifester en faveur des centralistes de Barcelone.

Lopez et ses amis n'eurent pas l'intelligence de comprendre qu'en écrasant sans pitié les républicains centralistes, ils brisaient à l'avance le seul obstacle vraiment sérieux qui pouvait désormais s'opposer au triomphe des modérés ; ils s'imaginaient que les Cortès convoquées pour le 15 octobre leur donneraient une forte majorité au détriment des modérés. Là était leur erreur ; ceux-ci triomphèrent dans les élections en baptisant du nom d'*ayacuchos* tous ceux qui venaient soutenir les anciens principes du parti progressiste ; ils firent nommer leurs principaux chefs et se mirent en état de supporter le poids de la situation, si la reine voulait les appeler à la direction des affaires.

Toutefois, les dispositions générales des nouvelles Cortès

ne se manifestèrent point dans les premiers jours; il fallait encore, de part et d'autre, modérer ses désirs tant que la majorité n'était pas proclamée. De là le choix de don Salustiano de Olozaga comme président du congrès par une chambre où dominait l'élément modéré. Enfin le 8 novembre, après deux jours de débats, le congrès et le sénat réunis déclarèrent la reine majeure par 192 voix contre 16; et deux jours après la reine doña Isabelle II de Bourbon prononçait en pleine assemblée le serment qui suit :

« Je jure par Dieu et par les saints Evangiles que je garderai et ferai garder la constitution de la monarchie espagnole, promulguée le 18 juin 1837; que je garderai et ferai garder les lois, et que dans toutes mes actions je n'aurai en vue que le bien et le profit de la nation.

« Si je manque en tout ou en partie à ce que j'ai juré, je ne dois pas être obéie; loin de là, que tout ce en quoi j'aurai contrevenu soit nul et de nulle valeur. Fidèle à mon serment, que Dieu m'aide et me protége; infidèle, qu'il m'en exige la responsabilité. »

Avec la proclamation de cette majorité, se termine l'existence légale de la régence d'Espartero, déjà supprimée de fait depuis la journée de Torrejon de Ardoz; le trône d'Espagne, occupé après 1833 par une femme jeune, intelligente, mais exclusive, passionnée et avide, confié en 1840 à un soldat brave, énergique, généreux, mais incapable de toute conception politique, et dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, disposé à se soumettre aux caprices d'une fatalité inexorable, tombe, en 1843, aux mains d'une jeune reine de treize ans, mal élevée, superstitieuse, entourée des conseils les plus contradictoires, et prête à signer toute espèce de décrets, pourvu qu'ils lui soient présentés par un jeune et beau général revêtu de l'uniforme le plus éclatant.

Voilà entre quelles mains sont remises les destinées d'un grand et noble peuple.

Qu'est-ce qu'un principe monarchique qui aboutit à de semblables conséquences ? Une idée fausse contre laquelle proteste le sens commun et que la science politique doit condamner.

CHAPITRE IV.

LES INSURRECTIONS CATALANES.

1841-1842-1843.

Dès le lendemain de la révolution de septembre la mésintelligence tend à s'établir entre la population de Barcelone et le gouvernement du régent. — La majorité de la milice de Barcelone est plutôt républicaine que progressiste. — Abdon Terradas. — Formation d'une junte de vigilance après les événements d'octobre 1841. — Démolition d'un mur de la citadelle. — La junte obéit au décret de Vittoria. — Entrée de van Halen dans Barcelone sans effusion de sang. — Mesures qu'il prend, et mécontentement nouveau qu'il excite. — Mouvement du 13 novembre 1842. — Combat du 15. — Van Halen évacue la citadelle. — Capitulation du fort d'Atarazanas. — Ametller à Gerona. — Le fort de Montjuich est approvisionné et mis en état de lancer des bombes. — Arrivée du régent. — Lutte à l'intérieur de Barcelone entre les divers éléments de la population. — Bombardement. — Entrée des troupes le 4 décembre 1842. — — Question diplomatique soulevée par la conduite de M. de Lesseps. — Barcelone se déclare contre Espartero en faveur du ministère Lopez; elle demande la convocation d'une junte centrale. — Le ministère triomphant s'y oppose. — Les centralistes se déclarent en lutte ouverte. — Le colonel Prim est envoyé contre eux. — Siége de Barcelone. — Les centralistes ne trouvent en dehors de la Catalogne qu'un très-faible écho. — Capitulations de Gerona, Barcelone et Figueras. — Soumission de la Catalogne. — Les idées des centralistes sont les mêmes que celles qui dominent aujourd'hui chez ceux qu'on appelle les républicains fédéraux.

Le premier acte d'Espartero, lorsqu'il avait été nommé président du conseil lors de la révolution de septembre, avait été de dissoudre la milice nationale telle qu'elle avait été instituée à Barcelone par le baron de Meer, et de la faire réorganiser par le capitaine général van Halen sur des bases toutes différentes. Il s'agissait d'enlever, dans cette ville,

l'influence aux classes les plus riches, pour la donner à l'élément populaire, au petit commerce, à la petite industrie, aux ouvriers de toutes professions.

A voir les ovations dont il avait été l'objet de la part de cette population, Espartero s'imaginait exercer sur elle une influence irrésistible; il la croyait exclusivement attachée aux idées progressistes qu'il avait adoptées, et ne se doutait nullement des progrès que les idées républicaines avaient faites dans son sein.

Ces progrès apparurent au grand jour dans les dispositions que manifesta la nouvelle milice nationale; des bataillons entiers se formèrent qui déclaraient hautement leurs aspirations toutes républicaines; jeunes gens des classes bourgeoises, ouvriers, journaliers de toute sorte se donnaient généreusement la main et signalaient l'organisation d'une démocratie régulière comme le grand but du dix-neuvième siècle; des clubs, des sociétés patriotiques se formèrent sur une vaste échelle avec l'intention d'entraîner l'Espagne entière en dehors des voies de la monarchie constitutionnelle.

Le ministère-régence fut bientôt informé par van Halen du nouveau caractère que voulait revêtir l'opinion publique à Barcelone, et comme ces tendances ne correspondaient nullement à celles qui étaient inscrites dans son programme il songea à y mettre un frein : c'est dans ce but qu'il fit fermer toutes les sociétés patriotiques. Le décret qui ordonnait cette fermeture faillit devenir l'occasion de grands désordres ; cependant, grâce à l'habile temporisation d'Infante, qui exerçait les fonctions de chef politique, il fut appliqué sans donner lieu à une effusion de sang ; il n'en laissa pas moins, contre le gouvernement d'Espartero, le premier germe d'un sourd mécontentement qui devait aller toujours grandissant.

On avait souffert impatiemment en Catalogne de voir que la junte de Madrid avait, à elle seule, disposé, en septembre, du sort de toute la monarchie, en fournissant ses principaux membres au ministère-régence; on aurait voulu qu'elle s'entendît avec toutes les autres juntes de province. Quand on vit l'idée d'un pouvoir central émanant de ces dernières systématiquement repoussée par tous les hommes de la capitale, il y eut, là encore, une nouvelle source d'irritation, destinée à grossir avec le temps.

La question de la régence une ou triple devint aussi, dans les bataillons de la milice nationale de Barcelone, le sujet des plus vives discussions : les républicains étaient naturellement trinitaires; ils baptisèrent leurs adversaires du nom d'*ayacuchistes*, et eux-mêmes se virent décorés du surnom de *terradistes*, à cause de l'influence qu'avait prise parmi eux un des commandants de leurs bataillons, Abdon Terradas. Quand le vote des Cortès eut donné la régence à Espartero, on discuta dans le sein de la milice nationale s'il fallait, oui ou non, lui envoyer une adresse de félicitations. Il y a toujours une espèce de gens acharnée à la flatterie de tous les pouvoirs; quelques commandants, avant d'avoir consulté leurs compagnies, se hâtèrent de féliciter le duc de la Victoire; de là, de nouvelles querelles, d'amers reproches de part et d'autre : le gouvernement, se jugeant insulté, priva injustement Abdon Terradas de son grade de commandant; on viola son domicile sous le prétexte de recueillir des papiers relatifs aux fonctions qu'il venait d'occuper; nouveau prétexte pour un grand nombre de miliciens de se considérer comme persécutés sans motif, et de séparer définitivement leur cause de celle du gouvernement.

Aussi, lorsque les événements d'octobre 1841 commencèrent à être connus dans la ville de Barcelone, il n'y eut pas seulement là, comme dans la plupart des autres cités hos-

tiles au pronunciamento, intention sincère de venir au secours du pouvoir constitué, et de défendre contre l'ambition de Christine les résultats obtenus par la révolution de septembre; il y eut encore désir de prendre quelques gages contre le parti progressiste, tendance à se venger des prérogatives que les Madrilènes avaient voulu s'attribuer, et enfin, un certain effort pour substituer les principes républicains à ceux de la monarchie constitutionnelle.

Le capitaine général van Halen avait reçu de Madrid, à la première nouvelle des événements de Pampelune, l'ordre de marcher immédiatement avec toutes ses troupes sur la Navarre : il se mit en mesure d'obéir aux indications qui lui étaient envoyées de Madrid, et le 12 octobre il convoquait la députation provinciale et la municipalité pour leur annoncer son départ.

Aussitôt naquit dans la cité l'idée de former une junte de vigilance pour surveiller la marche des événements, et apporter, disait-on, un concours efficace à la répression du mouvement absolutiste (c'est ainsi qu'on caractérisait la révolte des modérés). Malgré l'opposition qu'avant son départ le capitaine général avait faite à ce projet, il fut mis à exécution, et la députation et la municipalité se mirent d'accord pour former, sous la présidence du chef politique, une junte qui fut composée de deux députés provinciaux, deux alcaldes et quatre représentants de la milice nationale. Aussitôt installée, cette junte prit hardiment en main la direction des affaires, se mit directement en rapport avec toutes les autorités de Catalogne, nomma et déposa des municipalités, désarma la milice dans certains villages, l'arma dans d'autres, fit un emprunt réintégrable, recouvra 4 millions et demi de réaux dont elle devait justifier l'emploi avec sincérité, suspendit certains emplois, exerça enfin une dictature toute révolutionnaire.

Tant que le gouvernement de Madrid eut des doutes sur l'issue des pronunciamentos tentés à la fois à Pampelune, Vittoria, Bilbao et Madrid, il affecta de voir un auxiliaire plutôt qu'un ennemi dans cette nouvelle junte; mais aussitôt qu'il se sentit assuré du triomphe, ses allures devinrent toutes différentes; il ne voulut plus souscrire aux exigences que manifestaient les dictateurs catalans, et tenta de mettre un frein à leurs procédés révolutionnaires.

Barcelone souffrait depuis longtemps de se sentir enfermée dans un cercle de fortifications qui gênait de toutes parts son développement : elle aspirait à briser l'enceinte trop étroite dans laquelle elle était resserrée; déjà en 1840, la municipalité, soucieuse des intérêts populaires, avait mis au concours la question de l'utilité qu'on pourrait retirer de la démolition des murailles de la ville. Désireux de profiter des circonstances qui leur donnaient passagèrement les moyens de faire un grand bien à leur chère cité, les membres de la junte de vigilance imaginèrent de faire faire un premier pas à cette grave et difficile question; ils songèrent à procéder à la démolition de la citadelle, forteresse située dans une partie de la ville où le terrain avait pris une très-grande valeur. Fermes et prudents à la fois, ils envoyèrent deux députés à van Halen pour lui faire connaître leur résolution; mais le malheur voulut qu'à leur retour dans la cité ces deux parlementaires fussent surpris par une bande de carlistes révoltés; de là, une grande fermentation qui amena dans la cité la captivité de quelques personnages considérables (entre autres l'évêque) qui furent traités comme otages et n'obtinrent leur liberté qu'après avoir fourni la rançon des deux captifs. Van Halen avait refusé son approbation : la junte résolut néanmoins d'agir, et le 25 octobre, dans une

assemblée générale de commandants et officiers de la milice nationale, il fut décidé que, le jour suivant, il serait procédé dès la première heure, par toute la milice rassemblée, au commencement de la démolition de la citadelle.

L'opération eut lieu, en effet, avec la plus grande solennité; toutes les autorités de la ville, moins le chef politique, et l'officier qui remplaçait le capitaine général assistaient à la cérémonie : la courtine intérieure de la citadelle fut immédiatement attaquée par une légion d'ouvriers volontaires ; et les travaux commencés se continuèrent pendant plusieurs jours avec la plus grande ardeur.

Pour réponse à cet acte de désobéissance, le régent publia à Vittoria le décret par lequel les juntes devaient cesser leurs fonctions et résigner leurs pouvoirs entre les mains des autorités établies. En même temps, les troupes de van Halen reprenaient le chemin de Barcelone, et le gouvernement faisait savoir à la junte que toutes les fortifications démolies seraient reconstruites aux frais de la cité. Le 6 novembre, van Halen était déjà devant Sarria aux portes mêmes de la grande cité et il se mettait en rapport avec la junte, la députation et la municipalité pour entrer sans opposition de la part de la milice.

La junte, devant l'insuccès du pronunciamento général, n'avait plus de raison d'être en tant que comité de salut public ; elle avait donc résigné, dès le 3 novembre, toute fonction dictatoriale, mais elle tenait à mener à bon terme l'œuvre de la démolition de la citadelle. C'est sur ce terrain qu'elle essaya de se maintenir, et pour le reste elle remit tous ses pouvoirs entre les mains de la députation et de la municipalité. Mais, quoique soutenue par la milice et la population entière dans l'œuvre qu'elle avait entreprise, du moment où légalement elle n'avait plus aucune

ressource entre les mains, comment serait-elle en état de tenir longtemps la position ? Le moment n'allait-il pas venir où il lui faudrait confesser son impuissance ? Ce fut en effet ce qui arriva ; après plusieurs jours de pourparlers, d'hésitation, malgré l'énergie de plusieurs de ses membres, elle dut réclamer des passe-ports et abandonner toute autorité. Dès lors, rien ne s'opposait plus à l'entrée de van Halen ; il pénétra le 15 novembre dans l'intérieur de la cité, au milieu d'un grand déploiement de forces militaires, aussi arrogant, aussi fier que s'il n'eût dû ce succès qu'à la force des armes.

Parmi les motifs qui décidèrent le plus les Catalans à ne pas soutenir par la force leur junte, il faut signaler l'attitude du gouvernement français. Le roi Louis-Philippe, qui redoutait autant le triomphe des républicains en Espagne, qu'il souhaitait le retour des modérés, avait vu avec chagrin l'insuccès du mouvement à Pampelune ; il ne voulait permettre en aucune façon la création à Barcelone d'un foyer révolutionnaire, qui soulèverait en Espagne tout un monde d'idées contre lequel il se sentait impuissant à lutter. Il avait donc ordonné, à la première nouvelle des événements de Barcelone, qu'un corps de troupes françaises s'approchât de la frontière, dans le département des Pyrénées-Orientales, et il interceptait ainsi tous les secours que les républicains de France pouvaient envoyer à leurs coreligionnaires d'Espagne ; tandis que du côté de Bayonne une connivence coupable avait laissé passer les armes et munitions qui avaient servi au mouvement modéré, une sévérité impitoyable devait arrêter toutes les communications du côté de Barcelone.

Très-justement irrités de cette attitude, les républicains de cette dernière ville, comme les progressistes de Madrid, comprirent qu'une lutte entre eux ne pouvait servir

que les intérêts dynastiques de la famille des Bourbons; ils ajournèrent leurs querelles.

Quelle fut la conduite de van Halen immédiatement après son entrée dans Barcelone ?

Il déclara la ville en état de siége ; il ordonna la dissolution de la municipalité et de la députation provinciale, il désarma trois bataillons de la milice à qui on n'avait d'autre reproche à faire que celui d'être composés de républicains, etc.; enfin, il créa une commission militaire avec la mission de juger les principaux acteurs des événements accomplis. Mais tout s'était passé dans la ville avec tant d'ordre, il y avait si peu de personnes qui pussent être condamnées avec équité, qu'il fallut bientôt revenir sur des mesures aussi iniques et inutiles; la municipalité fut donc rétablie dans ses attributions; on rendit les armes aux bataillons désarmés, et l'on permit aux membres de la junte de rentrer dans leur cité.

Quel que fût le désir exclusif des progressistes d'exploiter à leur profit le rétablissement de l'ordre, une part si grande était due à la modération des républicains, que le gouvernement de Madrid était dans l'impossibilité réelle de défendre à la face du pays, dans les Cortès qui allaient se réunir, les mesures exceptionnelles qu'il avait prises avec précipitation ; les Catalans devaient trouver dans la représentation nationale des voix autorisées pour justifier leur conduite, et ils pouvaient aisément reprocher aux ministres progressistes d'avoir imité les habitudes arbitraires des modérés. Ce fut par crainte seulement de l'opposition qu'ils rencontraient dans les rangs de leur propre parti, que les amis du régent consentirent à diminuer le joug de fer sous lequel ils avaient cherché à écraser le parti républicain; aucune reconnaissance ne leur était donc due.

Au contraire, l'abus qu'ils avaient fait du pouvoir mili-

taire le lendemain du jour où l'obéissance aux lois avait triomphé de toutes les dispositions à la révolte dans le sein même de la population, devait leur aliéner tous les esprits et creusait dans l'avenir un abîme entre eux et la cité tout entière.

Ce n'était pas seulement à Barcelone que les républicains avaient fait de nombreux prosélytes; ils avaient aussi la majorité à Figueras, à Gerona. Dans la première de ces deux villes, qui est une place militaire de premier ordre, les habitants choisirent pour alcade le même Abdon Terradas, qui avait été destitué de son grade de commandant de la milice nationale. Cinq fois le pouvoir central refusa de ratifier cette élection, cinq fois les électeurs s'obstinèrent dans leur choix. Gerona avait nommé pour député le colonel Ametller, qui ne craignait en aucune occasion d'affirmer à la tribune nationale ses idées démocratiques, et son désir de modifier la constitution espagnole dans un sens républicain.

Les modérés, dès qu'ils virent la direction prise par l'opinion publique à Barcelone, se décidèrent à prendre à l'égard de cette cité une attitude toute spéciale; comprenant qu'ils chercheraient en vain à y dominer, puisqu'ils n'y étaient qu'à l'état de minorité insignifiante, tandis qu'ils avaient tout à gagner à ce qu'une répression sévère fût infligée aux patriotes de Barcelone, ils se mirent avec patience à exciter et à déchaîner les passions. Ils fondèrent un journal spécial, *el Papagayo*, dont la mission consistait à fomenter contre les progressistes des sentiments de haine déjà très-répandus : au lieu de le combattre et de dévoiler au pays ses mauvaises intentions, la feuille autour de laquelle étaient rangés tous les vrais Catalans, *el Republicano*, se mit, dans le mois d'octobre 1842, à faire chorus avec lui. Elle avait donné asile dans son sein à des hom-

mes inconnus jusqu'alors dans la grande cité barcelonaise, un Carsy par exemple, dont tout le mérite consistait à prêcher l'emploi immédiat de la violence; ces odieux personnages, agents peut-être inconscients, mais très-probablement intéressés de la régente Christine et du cabinet français, profitèrent avec ardeur de l'hospitalité qui leur était accordée, pour souffler dans toutes les âmes l'idée de la révolte.

El Republicàno et *el Papagayo* s'unirent pour accuser le régent Espartero de vouloir vendre l'industrie catalane aux Anglais ; on exploitait contre lui la préférence marquée qu'il témoignait au cabinet de Londres, les besoins excessifs d'argent qu'a toujours eus le gouvernement espagnol, les aspirations de quelques libre-échangistes forcenés qui demandaient dans les Cortès, à grands cris, l'introduction des cotons anglais ; tous ces faits, mal présentés, propagèrent dans la Catalogne l'idée que le traité de commerce si redouté par tous les fabricants allait incessamment leur être opposé. Les mêmes journaux annonçaient qu'une levée spéciale allait être effectuée dans le pays et menaçait toutes les familles, qu'on allait supprimer la fabrique de cigares, que tous les arriérés des contributions allaient être incessamment réclamés.

Pour qui connaît la Catalogne et son activité industrielle, les tendances et les idées de ses fabricants, il est facile de concevoir dans quel état d'exaltation devaient la plonger des bruits pareils, confirmés par des organes de tendances si différentes. Une agitation extrême régnait dans tous les esprits, lorsque, au commencement de la soirée du 13 novembre 1842, un tumulte s'éleva à l'une des portes de la ville de Barcelone, la *puerta del Angel*, à l'occasion de quelques familles qui avaient passé la journée dans les environs, et que les douaniers voulaient fouiller à leur rentrée dans

la cité. Grâce à la prudence d'un officier, le tumulte s'arrêta, mais la ville était dans un tel état de mécontentement, d'irritation nerveuse et maladive, que, matériellement apaisé, il n'en resta pas moins le sujet immédiat de toutes les conversations, le prétexte de mille agitations convulsives.

Des miliciens nationaux, des bourgeois armés, commencèrent, dans la soirée du même jour, à affluer à la place San Jaime ; ils se formèrent par groupes, et demandèrent à la municipalité de convoquer ses membres et de se réunir. Le chef politique aussitôt fait venir quelques soldats d'une caserne voisine, et s'enferme dans l'hôtel de ville ; il croyait d'abord n'avoir affaire qu'à une insignifiante émeute ; mais, quand les chefs de la milice vinrent le prier de se retirer avec ses troupes, s'il ne voulait être victime de quelque agression qu'on ne pourrait réprimer, il dut comprendre combien il avait mal géré les intérêts confiés à sa garde, en laissant les esprits arriver à un tel état d'irritation. Force lui fut d'abandonner l'hôtel de ville aux insurgés, de se retirer auprès du capitaine général, d'avouer son impuissance, et de confier à l'autorité militaire le soin de rétablir l'ordre.

Le premier acte de van Halen, devenu ainsi seul responsable de la situation, fut de donner l'ordre d'arrêter tous les rédacteurs du *Republicano* et de dissoudre par la force un bataillon de la milice nationale qui se réunissait et s'armait dans sa caserne.

C'en fut assez pour déterminer l'explosion générale : aussitôt la plus grande partie de la milice s'assembla pour demander la liberté des prisonniers et, voyant qu'elle lui était refusée, se déclara en hostilité ouverte contre le chef politique et le capitaine général. Ceux-ci répondirent à ces dispositions en prohibant toute réunion de miliciens qui aurait lieu contrairement aux lois et en faisant occuper le grand boulevard de Barcelone (la Rambla) par toutes les forces dont

ils pouvaient disposer. Mais, pendant ce temps, toutes les têtes des rues voisines de la place San Jaime se hérissaient de barricades, des miliciens armés affluaient incessamment à l'hôtel de ville, l'insurrection s'y étendait à chaque instant, et, n'ayant pu être réprimée dès l'origine, gagnait en consistance d'un moment à l'autre.

Ainsi se passa la journée du 14. Pendant toute la nuit du 14 au 15, la troupe se maintint sous les armes, exposée à toutes les intempéries. Des pourparlers s'établirent entre le capitaine général d'une part et d'autre part les membres de la municipalité et les divers commandants de la milice; mais la population était trop animée, elle n'écoutait plus ses chefs ordinaires, et il n'y avait plus d'accommodement possible.

Le 15 au matin, l'état de siége était déclaré par van Halen. Dès lors une lutte commença entre les soldats et les miliciens, mais la troupe était trop peu nombreuse pour que les événements tournassent à son avantage. La place San Jaime, quoique attaquée par des colonnes venant de trois côtés différents, ne put être emportée. Les dispositions avaient été trop bien prises du côté des insurgés. Toutes les maisons, tous les édifices, par les fenêtres et les portes desquels des feux pouvaient être dirigés contre les assaillants, avaient été occupés avec soin. Sitôt qu'une colonne se présentait, elle était reçue par une grêle de balles. Là où les munitions manquaient, elles étaient remplacées par des pierres. La population acharnée refusait d'ouvrir ses portes; c'est par la force seule que les soldats obtenaient l'accès à l'intérieur des maisons. Toutes les troupes que van Halen avait sous la main furent bientôt engagées, et, quoiqu'il appelât à son secours les garnisons des villes avoisinantes, force lui fut de reconnaître qu'il n'était pas en mesure de vaincre la résistance qui lui était opposée. Il accepta donc

une proposition qui lui fut faite par les insurgés de la place San Jaime, de cesser le feu et d'entrer en pourparlers, et profita de cette suspension d'armes pour rappeler ses trois colonnes et les reconcentrer dans la Rambla.

C'était abandonner la ville entière aux insurgés. En effet, elle se couvrit bientôt de barricades, et, comme les cloches des églises sonnaient à toute volée, les habitants des villages voisins s'empressèrent d'accourir au secours de leurs compatriotes : entre les uns et les autres, la vie des soldats se trouva tellement exposée, que van Halen ne vit bientôt pour eux d'autre salut que de les enfermer dans les points fortifiés : c'est ainsi qu'il abandonna la Rambla, occupa d'abord le fort de las Atarazanas, puis les ruines de la citadelle ; il laissait un bataillon entier enfermé à l'intérieur de la ville, dans une caserne dite *des Etudes* [1].

Se voyant triomphants presque sans combat, les insurgés songèrent à s'organiser. Le premier, don Juan Carsy, cet agent inconnu qui était apparu tout à coup dans la rédaction du *Republicano* et avait poussé si violemment à la révolte, invita à se réunir tous les bataillons de la milice, et à nommer chacun un représentant pour former une junte populaire. Il fut écouté, et cette junte, dont il fit nécessairement partie, se trouva constituée dès le lendemain (16 novembre). Elle avait une grande responsabilité, car van Halen ne pouvait être considéré comme vaincu : il commandait encore à Montjuich, et de cette redoutable forteresse pouvait bombarder la ville rebelle. Pour prouver sa force, elle lança une vingtaine de bombes dans la journée du 16, mais sans aller plus loin ; il lui fallait se préparer à l'avance pour obtenir un résultat sérieux.

[1] L'armée compta quatre cents victimes entre tués, blessés et disparus. La perte des Barcelonais fut insignifiante ; ils s'étaient battus à couvert.

Les efforts de la junte eurent d'abord pour but de couper les approvisionnements aux troupes cantonnées dans la citadelle, le fort d'Atarazanas et la caserne des Etudes. C'était un bon plan. Sous l'impression de fureur qui dominait les esprits, celles-ci, même avec de l'argent, avaient peine à se procurer ce qui était nécessaire à leurs besoins; on pouvait les soumettre par la famine. Van Halen comprit le danger, et, voulant s'y soustraire, d'autant plus que la citadelle, où il s'était établi, n'était pas en état de défense, à cause des démolitions faites l'année précédente, il donna ordre de l'évacuer dans la nuit du 16 au 17.

Le 18, il fixait son quartier général à San Felice, d'où, en rayonnant sur les deux routes de Saragosse et de Valence, il pouvait presser et l'approvisionnement de Montjuich et l'arrivée de nombreux renforts avec lesquels il fût en état de reprendre rapidement l'offensive.

Un instant, il avait eu la douleur de voir ses cinq filles et l'épouse du général Zabala entre les mains des insurgés, qui auraient pu les garder comme otages. Heureusement elles furent sauvées, grâce à l'intervention efficace du consul français, M. de Lesseps, et aux dispositions prises par la junte. Elles avaient été conduites à bord du brick français *le Méléagre*.

La capitulation qu'elle n'avait pu imposer aux troupes de la citadelle, la junte l'obtint de celles du fort de las Atarazanas et de la caserne des Etudes : les unes et les autres, faute de provisions, capitulèrent (17 novembre).

Il n'en pouvait être de même de Montjuich; la junte trouva là une résistance obstinée d'autant plus grande que van Halen s'occupait incessamment de l'approvisionner et d'y concentrer toutes les ressources nécessaires.

Bientôt l'arrivée successive de renforts permit à van Halen de prendre l'offensive dans tous les petits villages

situés aux environs de Barcelone : en peu de temps, la milice, qui avait eu la prétention de s'étendre au-delà de ses murailles, se voit elle-même obligée de rentrer dans son enceinte, et, bloquée, elle ne songe bientôt plus qu'à défendre ses portes. Dès le 20 novembre, on sait à Barcelone que l'insurrection ne pourra avoir de résultats utiles que si elle est aidée par le reste de la nation, et les yeux se tournent avec impatience vers le dehors pour voir si d'autres populations vont répondre au signal de révolte qui leur a été donné.

La Catalogne seule répondit, et encore avec très-peu d'élan. Pour tout le reste de l'Espagne, l'insurrection, n'ayant aucun caractère politique, avait un air antinational. Vich tenta de se soulever, mais les autorités parvinrent à y maintenir l'ordre. Gerona, plus décidée, se mit en insurrection ; mais ceux qui hautement appuyaient le mouvement de Barcelone se trouvèrent en si petit nombre, qu'ils n'osèrent pas persister dans leur attitude. Ametller était trop irrité du peu de précision avec lequel la junte de Carsy affirmait les principes républicains pour songer à lui donner un appui efficace ; il craignait, et avec apparence de raison, que les fauteurs réels du mouvement ne fussent les modérés ; il aima mieux sortir de Gerona que se mettre à la tête du mouvement. La présence de quelques généraux, comme Pastor, dans le fort de las Atarazanas, leur participation à la capitulation, les générosités du consul français M. de Lesseps, tout contribuait à répandre dans les esprits l'idée que, exclusivement catalane au fond, l'insurrection menaçait d'être surtout exploitée par l'élément modéré. A Figueras, les amis de Terradas étaient en grande majorité ; ils attendirent, pour agir, l'ordre de leur chef ; celui-ci était trop défiant de Carsy pour le seconder ; il se contenta d'errer quelque temps dans l'Ampourdan, où il fut poursuivi par

des détachements. Quant à la province de Tarragone, elle n'osa bouger et fut maintenue avec fermeté dans l'obéissance par le frère même du capitaine général, le brigadier don Juan van Halen.

Ces manifestations étaient tout à fait insuffisantes pour donner un caractère sérieux au mouvement de Barcelone ; aussi, peu à peu, vit-on se modifier les dispositions de la même population qui, le 15 novembre, montrait une volonté si unanime. Dès le 20, la députation provinciale, les alcades se rapprochèrent peu à peu des hommes qui avaient fait le plus d'efforts pour éviter, au commencement de la lutte, l'effusion du sang ; ils entrèrent en relations avec van Halen et lui promirent qu'une réaction prochaine allait bientôt s'organiser dans la cité contre la junte présidée par Carsy, que tous les partis en étaient mécontents, que l'on n'aspirait qu'au rétablissement de l'ordre, et que le bombardement ne serait pas nécessaire pour faciliter la rentrée des troupes. Cet esprit se traduisait le jour suivant, par l'élection d'une nouvelle junte à laquelle on donna le nom d'« auxiliaire consultative », exclusivement composée de propriétaires, avocats, fabricants, qui pouvaient le mieux représenter les intérêts de la cité.

Mais, au point où l'insurrection en était arrivée, une transaction ne suffisait plus à l'élément militaire ; pour rétablir son prestige, il lui fallait frapper les imaginations par un acte de vigueur. Aussi, au lieu d'entrer dans la voie qui lui était proposée par les habitants, van Halen s'occupa-t-il de tout préparer pour le bombardement ; et Espartero, quoique sa présence ne fût nullement nécessaire, fut-il invité à accourir de la capitale pour donner plus de relief au châtiment sévère qui allait être infligé à la grande cité catalane. Il convenait aux amis intimes du régent de montrer le grand rôle que joue la force dans les

sociétés modernes ; avec un peu de prestige il serait peut-être possible de dissoudre les Cortès qui gênaient et qu'on allait suspendre sous un spécieux prétexte. Ainsi seulement peuvent s'expliquer le départ du régent pour la Catalogne, la lenteur qu'il mit à accomplir le voyage (il lui fallut plus de huit jours pour venir de Madrid à Barcelone) et enfin, le peu de vivacité que déploya van Halen dans tous ses mouvements alors que la force lui était revenue, que les ressources abondaient de toutes parts autour de lui et qu'une lente désorganisation allait réduire à néant la milice nationale de Barcelone.

Pendant que s'effectuait le voyage du régent, Barcelone resta sous l'impression des sentiments les plus divers ; tantôt régnaient l'instinct de la conservation, la crainte du bombardement, le sentiment de l'impuissance, la haine du désordre et de l'anarchie, le désir de se soumettre à tout prix ; tantôt l'irritation contre les Castillans, le désir de l'indépendance nationale, l'esprit de sacrifice reprenaient le dessus. La junte de Carsy ne s'était point séparée, malgré la constitution de la junte auxiliaire ; de là, deux courants bien déterminés. Tandis que ceux qui avaient nommé l'une, aidés par la députation provinciale, agissaient dans un esprit de condescendance absolue à toutes les volontés du capitaine général, l'autre voulait pousser la rébellion à ses dernières limites, créait des bataillons spéciaux sous le nom de *tirailleurs de la Patrie*, constituait une municipalité favorable à sa manière de voir, et commençait à se déclarer ouvertement hostile au régent, sans dire encore toutefois si c'était en faveur de Christine ou de la république. Van Halen obtint de la junte auxiliaire que les soldats de la garnison du fort de las Atarazanas et de la caserne des Etudes obtiendraient l'autorisation de sortir de la ville ; c'était un moyen pour lui d'accroître ses forces par de nou-

velles recrues ; il permit à tous les habitants qui ne voudraient point être exposés aux horreurs du bombardement de sortir de la ville avec leurs familles ; il déterminait ainsi la grande masse paisible et pacifique à séparer sa cause de celle des insurgés du 15 novembre. Enfin, dans une longue correspondance avec les consuls de France et d'Angleterre, il répondait, aux reproches insidieux qui lui étaient adressés par le consul de France, M. de Lesseps, de vouloir la ruine d'une grande et populeuse cité, en insinuant que les vrais coupables du désordre étaient ceux qui, secrètement, avaient encouragé la rébellion et avaient voulu favoriser l'introduction, qui n'avait pu avoir lieu, dans la ville, de plusieurs généraux compromis dans l'insurrection de 1841. Insinuation qui allait droit au cabinet français, et de laquelle M. de Lesseps se défendit habilement en corrigeant ce qu'il pouvait y avoir de ténébreux dans les allures de sa politique, par une grande philanthropie et de généreux efforts pour soulager les innombrables misères que de semblables événements amènent toujours avec eux. A la fin, les deux éléments qui étaient en présence dans le sein de Barcelone entrèrent en lutte le 26 ; tous les membres de la junte consultative durent se cacher ou émigrer ; ceux de la députation provinciale en firent autant et il y eut de nouvelles élections de la milice nationale, dans lesquelles le parti de la résistance ouverte, mais sous la bannière républicaine, eut le dessus.

La junte de Carsy prit à elle seule la direction des affaires et essaya par de fausses nouvelles de réveiller un enthousiasme qui allait chaque jour s'amortissant : on choisit pour commandant en chef des forces qui devaient lutter contre van Halen le général Durando, ancien brigadier des chasseurs d'Oporto, qui avait été longtemps au service de l'Espagne.

Le 27, avec la nouvelle que le blocus de la cité est devenu complet, les dispositions changent. On voudrait rendre le pouvoir à l'ancienne junte consultative. La milice réunie insiste pour que le pouvoir soit remis à des personnes moins opposées à toute idée de capitulation; mais tous les membres de cette junte avaient fui. On était privé du seul pouvoir issu de l'élection qui aurait pu agir. On fut réduit à procéder à de nouvelles élections, et le 28 on choisit une nouvelle junte de vingt et un membres, parmi lesquels figurait encore Carsy à côté de fabricants, propriétaires, avocats et industriels notables. Il fallait bien une autorité en état de traiter, car van Halen menaçait d'heure en heure de commencer le bombardement, le régent allait arriver le jour suivant 29, et on nourrissait encore l'espoir de tout terminer par une transaction.

Une dizaine de membres seulement de cette nouvelle commission, parmi lesquels nous devons citer don Laureano Figuerola, furent assez patriotes pour se dévouer sincèrement; ils allèrent trouver le capitaine général dans son quartier le 30 et se montrèrent disposés à toutes les concessions moins à une seule, à savoir, le désarmement immédiat de la garde nationale. Ils souscrivaient même à ce que, dans une période postérieure à l'entrée des troupes, ce désarmement, decidé par le gouvernement, pût s'effectuer; mais ils tenaient à ce que la milice gardât ses armes pour l'entrée des troupes royales. Comme garantie, ils commencèrent à procéder au désarmement des principaux corps francs, particulièrement des tirailleurs de la Patrie, sur lesquels reposait toute l'influence de Carsy.

Les conférences durèrent jusqu'au 1er décembre. Van Halen resta inflexible; le ministre de la guerre, le régent, refusèrent impitoyablement de recevoir les envoyés. L'évêque de Barcelone, chargé d'intercéder, ne fut pas plus heureux.

Dès que l'on connut dans la ville cette attitude inflexible du régent, le désespoir s'empara des natures les plus exaltées ; on résolut de tenter un dernier effort. Le 2, des barricades se dressèrent de nouveau dans les principaux quartiers ; une junte exclusivement composée d'hommes d'action essaya de se former sous la présidence d'un petit vendeur d'objets de parfumerie, Crispin Gaviria. (Carsy avait trouvé moyen de s'enfuir.) Les cloches des églises sonnèrent à toute volée ; mais ce n'était qu'un cri de fureur.

Il n'y avait plus de milice ; elle était désorganisée ; les commandants de la citadelle et de las Atarazanas voyaient se disperser tous leurs soldats.

Ce fut ce moment que van Halen choisit pour commencer le bombardement : le 3, à onze heures et demie, les bombes furent lancées de Montjuich ; elles ne cessèrent de tomber sur la population jusqu'au soir. A neuf heures, van Halen n'avait encore donné l'ordre de suspendre que pour Barcelonnette, où la milice s'était rendue aux troupes du régent. A dix heures et demie enfin, une commission de propriétaires étant venue offrir la soumission absolue pour le lendemain, le capitaine général consentit à suspendre le feu : 1 014 projectiles creux et solides avaient jeté la désolation dans Barcelone. Les bombes avaient tué huit personnes, sept hommes et une femme, blessé dix-sept hommes et une femme. Sur 441 maisons qui avaient été atteintes, 31 seulement furent détruites et 135 reçurent de très-grands dommages. Les autres purent être facilement réparées.

Le 4, les troupes, mises en branle dès le matin, occupèrent Barcelonnette, la citadelle, las Atarazanas et la Rambla sans rencontrer la moindre résistance.

Quelques-uns des membres de la junte présidée par Ga-

viria avaient montré plus de souci de voler la caisse de la députation, où se trouvaient 37000 douros, que de faire une sérieuse résistance ; l'inutilité de ces efforts n'avait pas tardé à être démontrée et partout la partie de la milice exclusivement préoccupée du maintien de l'ordre était parvenue à reprendre la prépondérance : il n'y eut pas besoin d'un seul coup de fusil dans l'intérieur de la ville.

Il est évident que le bombardement aurait pu, aurait dû être évité ; il fut inutile.

« Dès le 18 novembre, a écrit van Halen dans le journal raisonné qu'il a publié sur ces événements, je dominais la ville [1]. » Pourquoi, s'il en est ainsi, avoir tardé si longtemps, pour terminer enfin, au dernier moment, par une semblable violence ? Il est trop évident que tout sentiment d'humanité, toute pensée généreuse, furent inhumainement sacrifiés à une intention politique : élever le prestige du maître en tirant un canon qui devait rester muet, telle semble avoir été l'unique préoccupation des vainqueurs.

Conformément aux intentions qu'il avait toujours exprimées, van Halen, à peine entré, procéda au désarmement de la milice nationale ; l'état de siége fut confirmé ; toutes les armes durent être livrées dans un délai de vingt-quatre heures sous peine de mort ; une commission militaire fut chargée de juger ceux qui seraient jugés les plus coupables ; enfin, une contribution de guerre de 12 millions de réaux fut imposée à la ville, à la charge de laquelle fut également mise la reconstruction du mur de la citadelle qui avait été détruit. La commission militaire, après examen attentif des événements, comprit combien il serait inique de faire peser sur une foule d'innocents des actes qui, en somme, étaient

[1] *Diario razonado de los acontecimientos que tuvieron lugar en Barcelona desde el 13 de noviembre al 22 de diciembre* 1842, par don Antonio van Halen, comte de Peracamps ; Madrid, 1843, p. 118.

l'œuvre de la volonté collective de tout un peuple : elle se borna à fusiller treize individus, qui avaient presque tous commis des crimes contre les propriétés et les personnes ; un petit nombre fut condamné à différentes peines ; les autres prisonniers furent remis en liberté.

Zurbano, chargé de pacifier la haute Catalogne, où s'étaient retirés plusieurs insurgés de Barcelone, affecta une conduite toute différente ; il publia, dès son arrivée, une terrible ordonnance par laquelle il condamnait à mort quiconque, pris par des brigands, consentirait à payer la moindre somme pour sa rançon. Ce système de terreur, quelque absurde qu'il paraisse, semble avoir parfaitement réussi ; il fut heureusement mitigé par des instructions réservées ; au bout de peu de temps, l'ordre, profondément troublé dans l'Ampourdan et aux environs de Figueras et de Gerona, parvint à se rétablir.

L'effet produit par le bombardement fut tel, qu'Espartero n'osa pas rentrer dans la ville qu'il venait de soumettre ; il reprit lentement, de son quartier général de Sarria, le chemin de la capitale après avoir retiré le commandement à van Halen, et avoir nommé à sa place don Antonio Seoane, un autre de ses compagnons d'armes d'Amérique. Désormais pour lui, dans cette cité qui, en 1840, l'avait acclamé avec tant d'enthousiasme, il n'y avait plus que des ennemis ; les progressistes eux-mêmes n'auraient pas osé se déclarer en sa faveur ; ils lui étaient devenus presque aussi hostiles qu'avaient jamais pu l'être les modérés ou les républicains. Du reste, aucun choix ne pouvait être plus maladroit que celui de Seoane. Ce sénateur, dénué de tact et de réserve, n'avait-il pas maintes fois dit en pleine chambre que les Catalans ne sauraient être gouvernés que le bâton à la main, et que le baron de Meer avait eu tort de leur témoigner trop de considération ?

L'opinion publique en France et en Angleterre eut longtemps à s'occuper des événements qui venaient de s'accomplir à Barcelone; il en résulta un grave sujet de désaccord entre les cabinets de Paris et de Madrid. Le ministre d'Etat espagnol accusa hautement M. Guizot d'avoir suscité cette insurrection; il insista sur la conduite de M. de Lesseps vis-à-vis tous les chefs, et manifesta l'intention de retirer l'exéquatur à ce consul. Le ministre des affaires étrangères de France répondit vivement que c'était lui faire une grossière injure de le juger capable d'une semblable initiative; il défendit avec vivacité la conduite de M. de Lesseps, offrit de soumettre sa conduite au jugement du cabinet de Londres, et parvint à obtenir de lord Aberdeen qu'une lettre serait écrite à Madrid pour que le gouvernement espagnol déclarât qu'il n'y avait aucun crédit à donner à de vagues rumeurs et à des bruits de café. Ces discussions n'étaient pas encore épuisées lorsque survinrent les événements de juin et juillet 1843. Un des premiers soins du gouvernement provisoire issu de ces pronunciamentos fut alors de donner à M. de Lesseps la croix de Charles III; on aurait dit que les ennemis d'Espartero aspiraient à prouver que le consul français avait été un de leurs coopérateurs les plus efficaces.

Après ce que nous venons de raconter, on comprend sans peine comment les pronunciamentos de Malaga et de Grenade, en mai 1843, trouvèrent facilement de l'écho en Catalogne : les dispositions de la population barcelonaise se firent jour dès le 3 juin, par l'hostilité profonde qu'elle manifesta au général Zurbano. Plus tard, les chefs du parti modéré surent exploiter avec intelligence la haine profonde qu'elle avait vouée au régent et à ses amis les plus estimés. Nous avons déjà vu que c'est dans son sein, avec le concours de la junte qu'elle avait nommée, que le ministère

Lopez fut acclamé comme gouvernement provisoire, et que le général Serrano fut investi des fonctions de ministre universel (27 juin).

En donnant leur assentiment à cette mesure politique, les patriotes catalans n'avaient d'autre pensée que celle de donner satisfaction aux sentiments de vengeance dont ils étaient animés ; la junte de Sabadell avait stipulé de Serrano, avant son investiture, qu'il réunirait les délégués de toutes les juntes d'Espagne et convoquerait des Cortès constituantes. Serrano lui avait donné sa parole; mais de quel poids pourrait-elle pencher dans la balance lorsque l'arrivée des généraux émigrés aurait donné aux modérés une prépondérance invincible et lorsque les influences de palais seraient appelées à décider de toutes les destinées du pays par le fait de la déclaration de majorité ?

Il arriva ce qui devait infailliblement arriver : Narvaez et ses amis, devenus maîtres de Madrid, ne tinrent aucun compte des tendances radicales du ministère Lopez. Ils ne songèrent qu'à profiter du retour de l'opinion en leur faveur, et ne voulurent entendre parler ni de junte centrale ni de constituante; ils n'eurent d'oreilles que pour la déclaration de majorité; et, comme ils étaient les plus forts, ils refusèrent d'écouter toutes les observations qui furent portées à Madrid par les délégués de la ville de Barcelone.

Autant valait déclarer une seconde fois la guerre aux Catalans. Dès qu'ils surent qu'aucune de leurs propositions n'était agréée à Madrid ; que Serrano oubliait tous ses engagements ; que Gonzalez Bravo n'avait garde de rappeler les promesses au nom desquelles il les avait séduits, ils se mirent en hostilité ouverte avec le gouvernement de Madrid (2 septembre). La population s'anima peu à peu à la résistance ; une junte nouvelle, présidée par l'ancien député

Degollada, et dont faisait partie le colonel Baigès, homme de guerre sérieux et intelligent, s'occupa de réorganiser la milice et de la mettre en état de résister aux troupes que pouvait envoyer le ministère Lopez. Commencé à Barcelone, le mouvement s'étendit bientôt jusqu'à Palamos, dans la province de Gerona, et jusqu'à Reuss, dans celle de Tarragone. Tous les hommes du parti républicain, réunis cette fois sous leur vraie bannière, dite *centraliste*, s'engagèrent dans la lutte. Ametller, l'ancien député de Gerona, donnait cette fois la main à ses amis de Barcelone et marchait avec eux complétement d'accord. Il leva un petit corps de troupes, qui essaya même de franchir les frontières catalanes et de soulever les provinces limitrophes.

Malheureusement pour les républicains centralistes, l'armée qui s'était prononcée à Barcelone, au mois de juin, contre le régent Espartero, conservant, au milieu des pronunciamentos, la situation d'une armée d'occupation dans une ville ennemie, avait gardé la possession des divers forts qui avaient capitulé et de la citadelle, que van Halen avait évacuée après les événements du 15 novembre. Maîtresses de cette forteresse, dont les ruines avaient été réparées avec le plus vif empressement aussitôt après leur rentrée, les troupes espagnoles entendaient conserver à leur nationalité la ville qu'elles étaient chargées de garder, et considéraient comme leur premier devoir de la défendre contre les patriotes barcelonais. Un nouveau général, don Laureano Sanz, avait été substitué à celui qui avait accepté l'investiture de la junte de Sabadell; sur son commandement, elles refusèrent de pactiser avec les révoltés et se décidèrent à soutenir le gouvernement de Madrid.

Dès lors, tous les efforts qui furent tentés par les Barcelonais, soit pour séduire la garnison, soit pour emporter la citadelle de vive force, vinrent échouer contre l'attitude des

troupes. Un assaut, inutilement tenté, fut même repoussé avec perte; il ne servit qu'à mettre en relief le courage des Catalans, qui laissèrent dans les fossés un grand nombre des leurs, et, parmi eux, un membre de la junte, vieillard de soixante et dix ans.

Dans son désir de ménager la susceptibilité des Catalans, de les rallier à la monarchie espagnole et de prouver qu'il n'avait aucune idée de retourner au régime absolutiste, le ministère Lopez eut l'idée de confier le commandement des troupes actives à un homme qui pût leur inspirer confiance. C'est ainsi qu'il chargea de réprimer le mouvement centraliste le même officier qui, sous le prétexte de liberté, avait le premier levé l'étendard de la révolte dans la ville de Reuss, en 1843, le colonel Prim. Ce fut une tactique habile. Prim, très-ambitieux et très-personnel, brûlant du désir de commander en chef, passa par-dessus toutes les considérations. Quoique Catalan lui-même, quoiqu'ayant toujours professé les sentiments les plus avancés (beaucoup même le croyaient républicain), il saisit avidement l'occasion de marcher contre ses compatriotes. N'était-ce pas pour lui une occasion inespérée d'atteindre aux plus hautes dignités de la carrière militaire? Déjà Serrano, au nom de la reine, l'avait honoré du titre de comte de Reuss; il allait devoir à ces événements de fixer pendant quelque temps l'attention du pays entier et d'atteindre sans doute le grade de général, si envié par lui.

Avec une grande rapidité, Prim organisa le corps de troupes dont il avait besoin pour soumettre l'insurrection, et, quand il fut prêt, marcha sur la cité rebelle. Les centralistes essayèrent de lui opposer une première résistance à San Andrès del Palomar et à Mataro; vaincus, ils durent se renfermer au milieu des barricades dont ils avaient hérissé la ville de Barcelone. Le corps de troupes parti de

Gerona pour tenter de soulever l'Aragon, dut aussi reprendre le chemin de la Catalogne et se réincorporer dans la bande d'Ametller, après avoir éprouvé des pertes sensibles.

Le siége de Barcelone, une fois commencé, fut poursuivi par les troupes royales avec une grande persévérance. Le général don Laureano Sanz, commandant de la citadelle et de Montjuich, eut à cœur de montrer aux Barcelonais qu'il n'entendait pas les ménager plus que van Halen. N'ayant pu les amener à aucune capitulation ni par menaces ni par promesses, il donna l'ordre de bombarder, et, pendant trois jours, les 22, 23 et 24 octobre, plus de cinq mille projectiles, la plupart creux, furent lancés sur la malheureuse cité. Ce ne furent pas là les seuls efforts d'intimidation qu'employèrent les troupes royales; on évalue à dix-neuf mille le nombre total des projectiles qui furent lancés pendant les deux mois que dura le siége; mais les Barcelonais s'étaient déjà familiarisés avec le sifflement des bombes; ils méprisèrent cette pluie de fer et dirigèrent tous les efforts vers les lignes de blocus, qu'ils auraient voulu pouvoir franchir. C'est à les retenir que les royalistes employèrent toute leur activité; ils sentaient que le manque de vivres et le manque de munitions pouvaient seuls amener la reddition de la ville.

Si pendant tout le long espace de temps que dura ce siége, le reste de l'Espagne avait montré sa sympathie pour la cause centraliste, le ministère Lopez eût été obligé de revenir sur ses décisions et de tenir un peu plus compte des aspirations populaires. Mais la décision des patriotes barcelonais ne trouva que peu d'imitateurs. Gerona ne fit qu'une très-courte défense et capitula avec Prim; Ametller et ses principaux amis, pour prolonger la résistance, allèrent s'enfermer dans la forteresse de Figueras, dont ils

étaient parvenus à s'emparer. Saragosse, qui agissait plus par sympathie pour le régent que par amour de la République, arbora quelque temps le drapeau de la centrale; mais se sentant isolée, elle ne montra point son obstination accoutumée et se soumit. Léon et Vigo, qui auraient pu faire une diversion utile, se déclarèrent au moment où Saragosse succombait, et furent bientôt écrasés. Partout ailleurs, le ministère Lopez était acclamé, et, malgré quelques mécontentements, l'opinion publique parut se soumettre tranquillement à ses décisions.

A la fin, les vivres et les munitions manquèrent à Barcelone. Les principaux chefs de l'insurrection, parmi lesquels ne figurait plus le colonel Baigès, tué dans une sortie, qui, cette fois, avaient soutenu leur cause avec le plus grand ordre et avec une parfaite discipline, s'embarquèrent dans la rade sur des navires étrangers, après avoir signé avec le général Sanz une capitulation honorable (21 novembre).

La cité de Figueras ne tarda pas à suivre l'exemple de Barcelone; elle capitula aussi.

Ainsi se termina cette longue série de mouvements, pendant lesquels, soit d'une manière inconsciente, soit très-volontairement, la partie de la Catalogne où dominent les principes de liberté et de démocratie n'a cessé de poursuivre ses projets d'indépendance, presque de sécession.

Les idées de fédéralisme, que les centralistes avaient semées pendant leur longue lutte, devaient, avec le temps, prendre corps en Espagne et se généraliser dans beaucoup de provinces.

Nous aurons occasion, pendant tout le règne d'Isabelle II, de montrer comment elles se sont transformées en un ensemble de doctrines sous le nom de *république fédérale*, et comment, aujourd'hui elles représentent la plus forte as-

piration nationale vers laquelle paraissent se diriger les destinées de la Péninsule hispanique.

Devant l'effondrement de la monarchie, devant la disparition de la foi catholique, devant le triomphe de la raison, les progrès de la civilisation et des sciences, elles seules peuvent assurer à toutes les provinces l'avenir le plus conforme à la nature de leur sol, au caractère de leurs habitants.

Aveugle qui se refuserait à le voir !

LIVRE IV.

TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ ESPAGNOLE PENDANT LES RÉGENCES DE CHRISTINE ET D'ESPARTERO.

MŒURS, LITTÉRATURE, BEAUX-ARTS, AGRICULTURE, INDUSTRIE ET COMMERCE, PROGRÈS DES COLONIES.

CHAPITRE I.

LES MŒURS.

La période de 1833 à 1843 est l'époque réelle de la transition de l'ancien au nouveau régime. — Mouvement progressif qui se manifeste dans l'accroissement de la population.—Opposition des anciens types et des nouveaux. — L'agitation de la guerre civile arrête le relâchement des mœurs. — Sévérité momentanée introduite au palais par Arguelles. — L'impuissance à donner satisfaction aux besoins matériels, le manque de capitaux, l'absence de tout crédit découragent les meilleurs esprits. — Développement de l'empléomanie dans la classe bourgeoise.

Ce que les Cortès de Cadix n'avaient pu faire en 1812; ce qu'on n'avait pas accompli davantage en 1820, c'est-à-dire rattacher le peuple espagnol à la cause de la révolution par une mesure radicale, avait été réalisé avec le plus grand succès pendant les dix années qui suivirent la mort de Ferdinand VII.

En fermant les monastères et les couvents, en décrétant la vente de tous les biens de mainmorte possédés par le clergé, Mendizabal et ses amis avaient sapé dans leurs fondations les plus profondes les bases de l'ancien régime; ils avaient intéressé le fond même de la nation au progrès des idées modernes; ils avaient, enfin, déterminé une vraie transformation sociale.

Aussi, lorsqu'on examine l'Etat de l'Espagne en 1843, à la déclaration de la majorité de la reine Isabelle, est-on frappé du changement qui s'est opéré dans toutes les classes de la population.

Ce n'est plus comme en 1814 la surface seule qui a été troublée ; on ne voit pas seulement quelques individualités vivant à la moderne dans chaque ville à côté d'une multitude indifférente, misérable, insouciante ou résignée. L'historien distingue partout, au contraire, d'autres manières de voir et de penser ; de nouvelles carrières se sont fait jour; de nouveaux types ont apparu. C'est une activité jusque-là inconnue qui commence à agiter tout le corps social. Hier, chacun ne songeait qu'à rester dans la place qui lui avait été assignée par la naissance, comme si tout enrichissement par un effort régulier lui paraissait impossible. Aujourd'hui, cette inertie, cette résignation ont disparu dans la capitale et dans presque toutes les cités; pour les retrouver, il faudrait s'enfoncer dans quelque campagne où n'aurait pas été affiché l'édit de vente concernant les biens du clergé. Partout ailleurs de nouvelles espérances ont surgi; l'opinion s'est modifiée sur l'idée qu'on devait se faire du travail. C'est par leur paresse et par tous les vices qu'elle entraîne que les moines ont excité l'animadversion publique; les défauts de cette classe oisive, gloutonne, sensuelle, hypocrite sont devenus un objet d'horreur. De toutes parts on veut réagir contre l'esprit de contemplation, reconnu comme

la principale cause de la décadence. On veut commercer, spéculer, produire. On pense à se consoler de la privation des Amériques par l'exploitation du sol natal.

Arrêté pendant tout le règne de Ferdinand VII, sauf pendant les trois années de 1820 à 1823, ce mouvement de transformation a pris un développement irrésistible pendant les deux régences de Christine et d'Espartero; on peut le considérer comme terminé à l'avénement d'Isabelle; c'est désormais une nouvelle Espagne, dépouillée de son vieux caractère absolutiste, monacal, inquisitorial, qui vient prendre sa place au milieu des sociétés modernes.

Le programme est donc tout tracé pour qui veut étudier la marche suivie par la civilisation espagnole pendant toute l'époque de 1833 à 1843; il n'a qu'à exposer la transition qui s'opère dans les mœurs, à signaler les types qui disparaissent, à énumérer les nouveaux qui surgissent. Le costume, du reste, subit aussi sa transformation; adieu les perruques, les cannes des Indes, le haut-de-chausse, les souliers à boucle ; tous ces vestiges des vieilles modes disparaissent pour faire place au plus simple et plus monotone accoutrement de nos salons modernes. Jamais de tels changements ne s'opèrent dans une nation sans que la trace ne s'en retrouve dans la littérature contemporaine. L'Espagne ne pouvait manquer à cette loi. Aussi, qu'on lise les pamphlets de Larra, les scènes madrilègnes de Mesonero Romanos; la galerie des Espagnols peints par eux-mêmes, à laquelle ont collaboré tous les principaux écrivains nationaux, on s'aperçoit que tous ont conscience de l'évolution qui s'opère; ils l'étudient, ils l'analysent sous toutes ses faces.

Chacun, bien entendu, voit les choses à sa manière; celui ci pleure le passé et redoute l'avenir; celui-là critique la tradition et est enthousiaste du progrès. Mais le point où

tous s'accordent, c'est pour constater qu'un nouveau monde a surgi. On vit encore mal ; la pauvreté, l'ignorance se sentent de toutes parts; mais, du moins, il y a accroissement de vitalité; on vit davantage.

Ce que la secousse de 1808 avait produit d'heureux se manifeste déjà dans l'accroissement de la population. Suivant le recensement de 1803, la population n'atteignait que le chiffre de 10351000[1]. Lorsqu'en 1821 les Cortès recueillent de nouveaux documents pour établir la division territoriale, elles trouvent, malgré la guerre de l'indépendance, un nouveau total de 11630000 habitants, que des recherches plus précises élèvent, en 1826, à 13712000, et, en 1832, à 14660000. Tout fait présumer, en 1843, que, malgré les désastres de la guerre civile, la population n'a encore cessé de croître pendant les régences de Christine et d'Espartero; et, en effet, le recensement exact opéré plus tard, en 1857, viendra accuser à cette époque, ce qui prouve la continuité du mouvement progressif, l'existence de plus de 15 millions d'habitants.

Ainsi la statistique vient, avec ses données positives, appuyer, justifier, confirmer l'accroissement de vitalité dont la nation espagnole a fait preuve pendant toute la première moitié du dix-neuvième siècle. Que signifient, devant un semblable résultat, les condoléances, les terreurs, les hypocrites regrets de ces écrivains retardataires qui ont essayé de la calomnier, parce qu'elle s'est enfin refusée à être plus longtemps la dupe de leurs complots intéressés? Jamais il n'y eut de peuple qui eût plus besoin de secouer le joug de fer sous lequel on le tenait enchaîné; à peine se dégage-t-il un peu de ses chaînes, qu'il cesse de rouler vers le déclin, qu'il commence à se relever et rentre bientôt dans une nouvelle voie de développement.

[1] Voir t. I, p. 6.

Il ne saurait entrer dans notre plan de comparer entre eux les anciens types qui disparaissent et les nouveaux qui se manifestent : c'est au romancier, au moraliste, qu'il appartient de les esquisser, de les comparer, de les juger. Pour nous, il nous suffira de les signaler.

A la place de l'ancien moine, pénétrant dans l'intérieur des familles, exploitant la crédulité, effrayant les imaginations et semant la terreur et la superstition, quel est le nouveau pouvoir spirituel qui s'élève? C'est le journal, dirigé par de jeunes talents, ambitieux, avides de gloire et de places, sans portée profonde, et condamnés à ne point trop faire parade de leurs lumières pour rester en communication avec une foule encore ignorante.

Le moine a disparu : le journaliste s'empare de l'opinion publique.

Qui a la direction réelle des affaires de l'Etat? Ce n'est plus le vieux conseiller de Castille, arrivé, après de longues années, au dernier échelon de l'administration, simple reflet du trône qu'il exalte à tout propos, docile à la voix de l'Eglise, et affectant de paraître attaché à la pratique des cérémonies religieuses : c'est le tribun puissant dont la parole vive et énergique entraîne les masses populaires, dont la conduite doit toujours être en conformité avec les opinions, et qui doit savoir avec constance et courage supporter les plus terribles épreuves.

Qui, par son luxe et ses prodigalités, force l'attention de la foule et impose l'admiration aux âmes faibles, qui s'inclinent toujours devant les richesses sans se préoccuper de leur origine? Ce n'est plus le représentant des plus vieilles races nobiliaires, ce ne sont plus les grands noms de l'aristocratie : c'est un simple traitant, un banquier, un agent de change, enrichi dans des spéculations heureuses et adroites, quelquefois conformes au bien public, le plus souvent pour-

suivies au détriment de tous et avec le secours de honteuses connivences.

L'artisan n'a plus pour souci exclusif de s'affilier à des confréries religieuses : il cherche son profit dans le succès de son industrie, et commence à se préoccuper de l'écoulement de ses produits au dehors ; l'artiste se sent relevé dans l'exercice de son art ; il cesse d'accepter comme aumône la rétribution, qui n'est que la légitime récompense de ses efforts. Les lettres deviennent une profession, et ne sont plus l'amusement de la classe riche et oisive. Dans l'armée, on a supprimé tout ce qui était privilége de noblesse ; si la faveur existe toujours, du moins l'instruction, le courage, la capacité, la durée du service, sont seuls devenus des causes légales d'avancement. Les plus hautes dignités, le titre de duc, sont décernés à un vieux soldat qui a fait sa carrière pas à pas, en supportant toutes les fatigues des camps, à Espartero, devenu un moment, à ce titre, l'incarnation de l'Espagne reprenant possession d'elle-même.

Les événements avaient exercé leur influence jusque sur le palais lui-même. La jeune régente Christine, laissée dans un état complet d'isolement, lors des scènes de la Granja de 1832, avait dû chercher son point d'appui auprès de familles nouvelles : elle avait rompu, en 1833, avec plusieurs représentants de l'aristocratie, pour distribuer les faveurs de la couronne à des personnages moins entichés du pouvoir absolu et du fanatisme clérical ; elle avait été obligée de favoriser tous les talents, toutes les capacités, sans se soucier de leur origine ou de leur fortune ; de là une rupture de tous les liens traditionnels qui consacraient, au profit de certaines personnes, la concession exclusive des places et des monopoles.

Il n'y a rien comme l'adversité pour tremper et pour fortifier les âmes. En d'autres circonstances, la veuve de Fer-

dinand VII n'eût peut-être, vu les tendances de son esprit et les habitudes de son éducation, mérité de l'histoire que le jugement qui devra être porté sur sa fille Isabelle ; mais obligée, à la période la plus critique de sa vie, de lutter pour elle et pour ses enfants, elle sentit de bonne heure la nécessité de garder, devant le peuple qui l'acclamait, certaines convenances qui évitaient au moins toute mauvaise influence sur la moralité publique. On pouvait dire d'elle qu'elle n'avait point conservé longtemps le deuil d'un époux, qu'il était d'ailleurs impossible d'aimer et de regretter ; on pouvait lui reprocher d'avoir contracté un mariage secret avec un de ses gardes, et de s'être ainsi créé trop vite une seconde famille ; mais, une fois ces faits signalés, il y avait, dans toute sa conduite, certaine dignité, certaine conséquence, qui ne laissait point grande place à la malignité.

Pendant la régence d'Espartero, il ne vint à toutes les classes de la société que les meilleurs exemples de la part de ceux qui dirigèrent la marche des affaires ; l'honnêteté du régent n'a jamais été mise en doute. Arguelles, Martin de los Heros, la comtesse de Mina, importèrent au palais des mœurs sévères, dont l'austérité fut même une des causes qui devaient les rendre absolument antipathiques aux tendances des modérés.

Les ennemis du progrès affectaient de répéter qu'au milieu d'une population si ignorante, quand l'ancienne foi venait de recevoir, par la destruction des ordres religieux, un coup si profond, il s'en était suivi un grave relâchement de la morale, un oubli de tous les devoirs de famille. Il n'en était rien : tout témoigne au contraire que cette période de dix ans fut, à cet égard, infiniment supérieure à celle qui l'avait précédée et à celle qui devait la suivre.

Ce n'est point d'ailleurs dans les époques de troubles et d'agitation que les peuples s'abandonnent le plus à la cor-

ruption : les mœurs dissolues sont plutôt le fait des nations opulentes qui en sont arrivées à l'adoration du veau d'or et placent la richesse au-dessus de toutes les vertus.

Nous avons signalé avec soin tous les sentiments si divers par lesquels le peuple espagnol avait passé : d'abord l'espérance d'un accord entre toutes les classes pour l'établissement d'un nouveau régime ; puis un profond découragement causé par la proclamation du statut royal. La nécessité de lutter contre don Carlos l'empêche de retomber dans le marasme et l'apathie ; mais bientôt il n'y peut tenir : il se cabre sous la main de ceux qui n'avaient pas voulu comprendre ses destinées nouvelles, et enfin, grâce à Mendizabal, il obtient la réalisation de la grande mesure à laquelle surtout il aspire.

Aussitôt après, toute son ardeur se reporte vers la fin de la grande lutte qu'il a à soutenir contre les carlistes ; il se soumet volontairement à la constitution de 1837, parce qu'elle consacre une espèce de trêve au moyen de laquelle il pourra se livrer tranquillement aux travaux de la paix. Puis tout à coup la convention de Vergara vient réchauffer un instant des espérances nationales que des scènes ininterrompues de désastres avaient depuis longtemps amorties; alors il se laisse aller à un fol enthousiasme pour l'homme d'action auquel il rapporte un si grand succès ; mais, par malheur, son admiration ne peut être de longue durée : l'insuffisance du nouveau régent, honnête citoyen, mais politique maladroit, ne tarde pas à lui être démontrée ; il lui faut briser encore cette idole et, au cri des tribuns qui lui inspirent le plus de confiance, Olozaga, Lopez, se résigner à de nouvelles aventures.

Point de place, dans une vie si agitée, entre la guerre civile, trois révolutions, la fondation et le renversement de deux constitutions, pour l'abandon et le relâchement des

mœurs; il n'était que trop difficile pour chacun, en face de la détresse publique, de subvenir à ses premières nécessités.

On n'eut pas à redouter les maux qu'entraîne après lui le développement de la richesse, mais bien plutôt ceux qui proviennent de la misère et de la pauvreté, tels que le brigandage et le vol à main armée.

Le manque de capitaux est aujourd'hui l'obstacle le plus grand qui s'oppose à l'essor de la nation espagnole; ce fut alors, en face des progrès accomplis par les autres peuples, qu'elle commença le plus à souffrir du peu de considération qu'elle avait pendant si longtemps accordé au travail, et de son goût trop persévérant pour les aventures.

Déjà, avant 1843, par la presse, la tribune, les Espagnols se trouvaient informés des grands progrès matériels qui s'effectuaient sur tout le continent : ils avaient entendu parler de gaz, de télégraphes, de chemins de fer, et un ardent désir s'était emparé d'eux de jouir eux aussi, sur leur propre territoire, des nouveaux instruments que la civilisation venait de s'approprier; mais un retour sur eux-mêmes venait tristement les convaincre de leur impuissance : sans argent, sans crédit, sans connaissance des procédés industriels, sans habitude de la spéculation, ils se voyaient obligés de reconnaître une infériorité matérielle qu'ils s'étaient toujours dissimulée à eux-mêmes; de là, chez certains esprits, un sombre découragement, qu'il nous faut encore noter comme un des caractères de l'époque.

Il n'eût pas été de trop que la bourgeoisie, devenue maîtresse de la situation, par un irrésistible élan, au sortir de la guerre civile, se précipitât avec ardeur dans le mouvement commercial et industriel qui faisait si défaut au pays : ce ne fut malheureusement point là la direction qu'elle suivit. Sous l'influence des vieux enseignements universitaires, elle crut que le progrès réel consistait exclusivement

dans le genre d'études dites alors exclusivement *libérales;* et, comme le nombre des avocats, magistrats, médecins, pouvant utilement être employés, était excessivement réduit, on vit tout à coup refluer sur l'administration un nombre considérable de jeunes gens qui en obstruèrent toutes les issues. De là un effort trop grand pour assurer dans la législation, au détriment du contribuable, le sort des fonctionnaires et de leurs familles; de là des luttes plus vives entre les partis pour s'emparer du pouvoir; de là de nouvelles forces perdues; de là des générations de *cesantes* malheureux et destinés à être turbulents, dans un prochain avenir; de là enfin l'empléo-manie, devenant pour le corps social une maladie plus dangereuse qu'elle n'avait encore été, parce qu'elle va se combiner avec les luttes politiques.

CHAPITRE II.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE.

Caractères du grand mouvement littéraire qui date de 1830. — Les grands seigneurs lettrés, le duc de Rivas, le comte de Toreno. — Les lettrés hommes politiques, Burgos, Martinez de la Rosa, Galiano, Cortina, Olozaga, Lopez. — Les lettrés vivant de leur profession, Gil y Zarate, Hartzenbuch, Breton de los Herreros, Garcia Gutierrez. — Le pamphlétaire Larra. — Le poëte Espronceda. — Apparition de toute une nouvelle génération d'écrivains dont les œuvres se rapporteront plutôt au règne d'Isabelle II.

Nous avons déjà indiqué ailleurs[1] avec quelle faveur le romantisme avait été accueilli en Espagne dès son apparition, et quels caractères il avait immédiatement revêtus. Considérée au point de vue littéraire, la période de 1833 à 1843 n'est que le développement spontané, naturel, particulier à l'Espagne du mouvement romantique inauguré en 1830.

Pour bien le caractériser, des traits généraux ne sauraient suffire, car le propre des époques de transition est bien moins de présenter une seule et même physionomie originale, que de faire voir en pleine production un grand nombre d'esprits distincts, cherchant tous leur voie.

Grouper tous les écrivains autour d'un seul nom dont on voudrait faire la représentation exclusive de l'époque, ce serait mentir à la vérité. Aucun, en effet, ne peut se flatter d'avoir résumé en lui les tendances, les aspirations, les idées de la nation espagnole dans l'espace de temps qui nous occupe.

[1] Voir t. III, Introduction, chap. VI.

A notre point de vue, les deux hommes en qui la période pourrait le mieux être incarnée seraient le pamphlétaire Larra et le poëte Espronceda. Tous deux, en effet, se présentent animés de cette passion profonde qui poussait l'Espagne à se dégager violemment des liens où l'absolutisme et le cléricalisme l'ont tenue enchaînée depuis si longtemps; tous deux ont entrevu l'abîme de corruption, d'indifférence, de lâcheté morale, où les principes du doctrinarisme constitutionnel peuvent plonger un peuple aussi démocratique que la nation espagnole. Mais tous deux sont morts trop jeunes ; la fougue de leurs sentiments n'a pas eu le temps de se régler par la maturité du jugement : ils sont restés sceptiques sans avoir trouvé la vraie direction dans laquelle leurs compatriotes devaient se lancer. Rien de dogmatique, de vraiment philosophique dans leurs écrits, tout y est à l'état de négation. Simples opposants, ils ne font qu'une œuvre de démolition, en un siècle où, la critique étant achevée, ce qu'il y avait surtout à faire c'était de concilier les sentiments intimes de natures très-impressionnables avec toutes les découvertes de la science, avec toutes les exigences de la raison.

Vouloir remplacer la foi à la révélation chrétienne par la foi à l'athéisme, c'était pure folie. Le néant ne peut inspirer d'enthousiasme, et il y a autant d'intolérance à vouloir affirmer une négation qu'il peut y en avoir à imposer la croyance au surnaturel et au miraculeux.

En aucun pays, et là surtout où la religion a toujours joué un rôle important et où le sentiment religieux tient dans les âmes une très-grande place, rien n'autorise à conclure de la nécessité de faire disparaître une religion vieillie, à la négation de toute espèce de religion.

L'histoire prouve que toutes les religions sont des créations de l'activité humaine et résument au moment où elles

sont fondées l'ensemble le plus complet des plus hautes idées générales acquises par l'humanité, en même temps que les sentiments particuliers des populations auxquelles elles s'adressent. Pour qui connaît l'Espagne et le rôle qu'y jouent les qualités affectives, il n'est pas supposable qu'elle consente actuellement à se priver des croyances à l'immortalité de l'âme et à une vie meilleure. De là pour les littérateurs espagnols la nécessité de donner dans leur patrie aux dernières conclusions de la philosophie moderne certain cachet religieux, certain parfum national sans lesquels elles n'auraient pas facilement cours au-delà des Pyrénées.

Trouvons-nous dans la période qui nous occupe quelque esprit qui se soit bien pénétré de ces besoins, et qui ait eu assez de génie pour imprimer à ses compatriotes la direction qui leur fait défaut? Non; il n'y en a aucun. Tous les écrivains que nous allons citer, sceptiques, éclectiques, classiques, romantiques, catholiques, ne sont tous à des degrés divers que des reflets de la société au milieu de laquelle ils vivent; ils en expriment assez bien les tendances et les aspirations. Mais nul n'a assez de force pour constituer à l'opinion publique un ensemble général d'idées qui la satisfassent; ils la laissent flotter dans un vague embarras, dans une demi-science nuageuse; ils sont ainsi responsables devant l'avenir de ses continuelles oscillations et de son peu de fixité.

S'ils ne se distinguent point par la rigueur des conclusions et le fort enchaînement des idées générales, la plupart des écrivains de cette période montrent au moins une tendance à l'universalité qui les porte à cultiver plusieurs genres; sauf quelques exceptions, ils ne tendent point à une excessive spécialité, comme il arrive aux époques de décadence; ce serait plutôt dans l'extrême opposé qu'ils risqueraient de tomber. Aussi n'arriverait-on qu'à une mauvaise

classification si on cherchait à les diviser suivant la nature de leurs travaux; il nous a paru que nous les ferions mieux connaître en les séparant d'après la place qu'ils occupaient dans la société, d'après le rôle qu'ils ont joué dans le monde.

Nous allons donc nous occuper successivement des lettrés grands seigneurs, des lettrés qui ont été appelés à jouer un rôle politique, et enfin de ceux qui ont vécu de l'unique profession des lettres.

Il ne faudrait pas juger de l'aristocratie espagnole au milieu du dix-neuvième siècle par les quelques hommes que nous allons citer : loin d'être les représentants de leur caste, ils en sont l'exception, l'honorable exception, il est vrai. En général, les grands d'Espagne, les titrés de Castille, ont affecté jusqu'à ce jour une répugnance instinctive pour les travaux de la pensée, pour les œuvres de l'esprit. Beaucoup d'entre eux, en 1833, furent sympathiques à la cause de don Carlos, et par conséquent restèrent complétement en dehors du mouvement de leur époque. Ils en étaient encore, les malheureux ! à l'écrasement de la raison et à la toute-puissance spirituelle du pape. Mais c'est à cause même de ce contraste que l'influence des grands seigneurs qui s'adonnèrent au culte des lettres mérite davantage d'être appréciée. On peut calculer avec quel enthousiasme devaient être accueillis ceux des grands qui voulaient bien contribuer, avec leurs richesses et leur talent, à un réveil de l'esprit national. Nul doute que ce sentiment n'ait beaucoup contribué à rehausser l'éclat qui entoure aujourd'hui les noms du duc du Rivas et du comte de Toreno. Quand on songe au mauvais emploi que font tant de gens des avantages qu'ils doivent exclusivement à la naissance, ne faut-il pas savoir un gré infini à ceux qui savent consacrer ces avantages au perfectionnement de leurs facultés et à l'avancement de l'esprit humain?

Nous avons eu plus d'une fois déjà, dans l'examen de la période littéraire qui comprend le règne de Ferdinand VII, l'occasion de citer le nom de don Angel de Saavedra, devenu en 1834 duc de Rivas par la mort de son frère aîné (1791-1865). Soldat de la guerre de l'indépendance, il assiste dans sa première jeunesse aux combats de Tudela, d'Uclès et d'Ocaña; de 1814 à 1820 il fait représenter à Madrid et à Séville diverses tragédies qui attirent sur lui l'attention dans ces deux grandes cités; il est ensuite activement mêlé comme patriote et comme tribun à toutes les agitations de la période constitutionnelle qui suit 1820, et se voit obligé d'émigrer après le rétablissement du pouvoir absolu, en 1823. Pendant ces dix longues années d'émigration, de 1823 à 1833, le majorat de sa famille se trouvait aux mains de son frère aîné : c'est alors que, chargé d'une famille déjà nombreuse et réduit à l'étranger à une existence peu brillante, il eut parfois à souffrir les atteintes du dénûment; c'est alors aussi qu'il acquit les grandes qualités qui devaient plus tard le distinguer, et qu'il composa les belles œuvres littéraires auxquelles sa grande renommée est due. Jusqu'à son exil, don Angel de Saavedra n'était qu'un homme d'une jeunesse ardente, doué de la plus vive imagination, fort au courant de toutes les règles de la composition classique, faisant des tragédies et des comédies dans tous les principes de l'art connu. Après 1830, au contact des grands écrivains français, à la lecture de Shakspeare, lord Byron, Walter Scott, son esprit s'échauffe. Il comprend que l'imitation des formes vieillies ne parvient point à constituer un poëte créateur; il se détache de celles où son esprit était enfermé, il se décide à ne plus imiter les classiques du dix-septième siècle.

De là l'idée de raconter dans un poëme épique (*El Moro esposito*, Le Maure abandonné) la grande lutte des deux

civilisation chrétienne et arabe au dixième siècle; de là une fécondité, une abondance incomparable pour peindre dans des vers toujours amples, harmonieux, élégants, les rives du Guadalquivir, l'éclat du soleil dans les régions méridionales, la beauté des femmes andalouses, le parfum irrésistible des orangers et des jasmins; de là aussi la pensée de renouveler le théâtre espagnol de Lope, de Calderon, de Tirso et de Moreto en créant, à l'instar de Victor Hugo, des pièces dramatiques dans lesquelles le poëte cesse de s'astreindre à une versification monotone et aux règles des unités; de là enfin la conception et l'exécution du beau drame intitulé *Don Alvaro* ou la Force du Destin, devenu le sujet d'un opéra de Verdi.

Par l'œuvre du *Moro esposito*, le duc de Rivas s'est placé à un très-haut rang parmi les poëtes; non qu'il atteigne jamais le sublime et qu'il remue les fibres les plus profondes du cœur humain; sa nature ne le portait ni au grandiose, ni au pathétique. Egoïste, très-ardent à toutes les satisfactions qui viennent des sens, amoureux de la couleur, de l'éclat, de la pompe, il cherche surtout à faire miroiter dans ses vers tout ce qui brille, tout ce qui rayonne. Son poëme est un riche écrin, plein de diamants et de joyaux de toutes sortes; on n'y voit que pierreries, armes éclatantes, eaux cristallines, ciel bleu, étoiles scintillantes, cavaliers à la noble figure, belles dames au regard tendre et passionné. C'est bien là l'Espagne tant vantée, celle des Maures et des Andalous; là fleurissent toutes ces plantes odoriférantes, aux parfums enivrants; là existent ces bosquets fleuris où l'âme se consume dans un feu inextinguible de désir et d'amour; là vivent ces coursiers pleins de feu capables des plus grands exploits; là a dû naître l'esprit chevaleresque avec ses dévouements les plus héroïques, ses générosités les plus folles.

Don Alvaro renferme une idée essentiellement dramatique; c'est l'Œdipe moderne poursuivi par la fatalité et venant se réfugier sous les asiles ouverts par la religion catholique. Le destin s'acharne après lui jusqu'au fond du cloître, et le voilà obligé de diriger à nouveau un fer homicide contre le dernier descendant des victimes dont il pleurait l'immolation. Donnez à ce personnage beaucoup de cœur, une grande générosité, un très-vif sentiment de l'honneur et, en même temps, la conscience profonde du mauvais sort qui pèse sur lui; vous avez un cadre admirable dans lequel un poëte peut facilement développer toute l'étendue de son génie. C'est celui qu'imagina le duc de Rivas. Aussi, on ne s'étonnera pas que la première représentation de *Don Alvaro* (fin 1835) soit restée comme une date des plus importantes dans l'histoire littéraire de l'Espagne. Le romantisme assurait son triomphe en faisant produire un chef-d'œuvre à un auteur qui n'avait jusqu'à ce jour donné naissance qu'à des œuvres d'une valeur très-secondaire, lorsqu'il s'astreignait aux règles de l'école classique.

Il est bien fâcheux que la politique se soit emparée d'un esprit qui n'était point préparé à en affronter les luttes. Elevé au ministère, pour prix de ses succès dramatiques, le duc de Rivas se montra tout à fait inférieur à la haute mission qui lui fut confiée. Croyant que le mérite consiste simplement à se transformer de révolutionnaire en conservateur, le jour où l'homme politique passa de l'opposition au ministère, il affecta trop dans ses hauts emplois de dédaigner ce qu'il avait adoré, et il perdit en un instant une popularité qu'il aurait pu utiliser pour le bien de son pays. (Note A.)

Ce dut être un coup bien sensible pour son amour-propre que celui qui lui fut porté par les événements de la Granja en 1836. Dès ce jour, le poëte ne trouve plus les accents

qui signalent les œuvres de l'émigration. Cependant sa collection de romances historiques publiée en 1841, son drame non représenté et peu susceptible de l'être, *El desengaño en el Sueño* (*la Désillusion dans le rêve*), prouve qu'il ne jugeait pas encore tout à fait éteinte en lui la faculté poétique. Il avait raison, en effet : la première de ces créations convenait parfaitement à son tempérament, elle renferme de très-grandes beautés. Quant à la seconde, c'est bien l'adieu à la vie du poëte découragé, dont l'âge commence à briser une à une toutes les facultés.

Des panégyristes trop empressés ont imaginé pour le duc de Rivas cette expression hyperbolique : *Tambien pintor, procer y soldado* (à la fois poëte, peintre, grand et soldat). Aussi bien aurait-on pu dire : homme d'Etat, historien et orateur. Mais ce sont là des exagérations par trop andalouses. Le duc de Rivas n'a excellé qu'à un titre, celui de poëte ; comme peintre, ses tableaux ne sont que des récréations personnelles ; comme soldat, il suit les mouvements de ses frères d'armes ; comme historien, son écrit sur Masaniello ne se distingue par aucune qualité supérieure ; comme orateur, ses discours ne laissent qu'une impression très-fugitive ; comme homme d'Etat, il ne joue qu'un rôle de dupe à toutes les époques où il entre en scène.

Le comte de Toreno (1786-1843) nous présente un tout autre caractère que le duc de Rivas ; c'est un homme aux manières très-soignées, enclin au sybaritisme, aimant la vie des salons, recherchant le luxe, l'élégance, la société des dames ; mais en même temps, c'est un penseur, un historien, un homme d'Etat. S'il n'aime pas le peuple, il le comprend. Son œuvre est là pour en témoigner. Son histoire du soulèvement, de la guerre et de la révolution en Espagne de 1808 à 1814 est en effet un monument élevé à la gloire du peuple espagnol. Le comte de Toreno, après

avoir dans son adolescence cédé au mouvement irrésistible qui poussa à la lutte tous ses compatriotes, eut l'esprit de ne pas brûler dans ses années de maturité l'idole nationale qu'il avait adorée à l'âge où règne l'enthousiasme. Il a fait plus, il a peint alors le réveil admirable d'un peuple qui veut conquérir son indépendance et assurer sa liberté. Plus tard, après 1830, Toreno se laissa convaincre par les hommes qui à Paris essayaient de fonder la monarchie constitutionnelle, et il consentit à couvrir de son autorité, à aider de ses talents la coterie dite modérée; il tenta d'introduire en Espagne ce même régime, quoiqu'il convînt si peu à sa nation, que lui-même connaissait si bien. Et cependant, si l'on se souvient de ses préventions contre le clergé, de la décision avec laquelle il désigna Mendizabal pour son successeur au ministère des finances, nul doute qu'il n'ait prévu à l'avance les bienfaits que la vente des biens de mainmorte devait assurer à l'Espagne. Pour nous, son attitude fut telle, dans toutes les circonstances où l'avenir du pays se trouva réellement en jeu, qu'avec toutes ses manières aristocratiques il nous semble mériter plutôt d'être considéré comme un révolutionnaire dissimulé que comme un modéré frénétique.

A côté de ces deux personnages, nous citerons encore parmi les grands seigneurs voués au culte des lettres le duc de Frias. Mécène infatigable, il continua, pendant toute la période qui nous occupe, à réunir autour de lui les jeunes poëtes qui avaient déjà tressé en 1830 une couronne poétique à l'honneur de sa femme; à ce titre, il mérite qu'on évoque sa mémoire. Quant à ses œuvres poétiques, odes, épîtres, romances, il n'y a pas grand intérêt à les faire sortir de l'oubli où elles sont déjà plongées.

Des grands seigneurs passons aux lettrés qui se sont élevés par leurs talents aux premières dignités de l'Etat.

Le premier qui s'offre à nous, c'est don Xavier de Burgos, le journaliste créateur en 1820 des Miscellanea, auteur en 1826 de la représentation à Ferdinand VII qui suscita les applaudissements unanimes de toute la nation. Xavier de Burgos (1778-1848), travailleur infatigable, esprit délié, administrateur plein d'initiative, qui aurait à une autre époque rendu les plus éminents services à son pays, n'a dépassé dans ses œuvres littéraires qu'un très-bas niveau. Traducteur d'Horace, très amoureux des formes classiques, il vit avec désespoir naître le mouvement romantique et chercha à lui opposer une digue ; mais quelques comédies composées par lui dans le goût de Moratin, privées de vie, d'effets scéniques, n'étaient pas de nature à changer le cours de l'opinion. Comme poëte lyrique, Burgos n'a guère plus d'inspiration que nos chantres du premier Empire, Fontanes et Delille ; enfin, son histoire de la minorité d'Isabelle II, si elle prouve un travail soutenu et persévérant, démontre en même temps tout ce que la passion de parti poussée à la dernière limite peut faire d'un esprit cultivé, fin, délicat. Ces annales contemporaines, écrites par un auteur qui y avait joué un rôle important, bourrées de faits insipides, ne sont qu'un long et indigeste plaidoyer en faveur des modérés. L'irritation d'une ambition froissée y remplace en toute occasion l'esprit philosophique; ce ne sont vraiment que des articles de journaux réunis bout à bout sous forme de récit historique.

A côté de Burgos vient naturellement se placer don Francisco Martinez de la Rosa (1780-1862), son collègue et rival de 1834, l'auteur de l'Estatuto Real. Ici encore nous avons devant nous une nature élégante, corrompue par la recherche exclusive de la forme, très-peu préoccupée du fond, s'agitant dans les règles du classicisme, et redoutant pour elle-même l'anarchie intellectuelle parce qu'elle se sent

impuissante à se créer un but et une direction propres. Tel nous l'avons trouvé en politique, tel nous le revoyons en littérature; ses œuvres sont nombreuses, soigneusement étudiées, finement écrites, mais sans élan, sans chaleur, sans portée. Rien chez elles qui soit de nature à retremper les esprits, à réchauffer les cœurs.

Une tragédie dont le titre seul suffit à montrer le peu de nouveauté, *Œdipe;* une comédie très-ingénieuse et dirigée contre l'abus des plaisirs du monde, *la Fille à la maison et la Mère au bal;* un drame assez bien charpenté, *la Conjuration de Venise*, telles sont les œuvres dramatiques de cet écrivain qui méritent d'être lues.

Son irrésolution, son absence réelle de principes, ses condescendances pour le doctrinarisme français qu'il songeait à introduire en Espagne sans se préoccuper de savoir s'il convenait aux traditions, aux habitudes, au tempérament de la nation espagnole, se font bien tristement sentir dans ses autres ouvrages en prose. Que vous ouvriez son roman *Isabelle de Solis,* ou son traité de morale *le Livre des Enfants*, ou son essai historique sur la vie de *Fernand Perez del Pulgar*, vous avez peine à comprendre comment l'auteur d'écrits où la pensée a si peu d'étendue et de profondeur a pu jouer dans son pays le rôle d'un grand chef de parti ; vous vous demandez comment il a été invoqué en maintes occasions comme un homme d'Etat profond, destiné à imprimer une direction politique. A combien de déceptions ne s'exposent pas les peuples qui se contentent de juger les orateurs par la forme qu'ils donnent à leurs discours ! Se laisser séduire par le charme de la diction est doux et agréable, mais dangereux ; juger et raisonner par soi-même est plus laborieux et plus sûr.

Martinez de la Rosa dut une grande partie de ses succès à l'impression qu'il produisait à la tribune sur son audi-

toire ; une noble démarche, une physionomie douce jointe à un teint très-brun et très-chaud, une figure extrêmement longue réclamant l'attention par sa rare originalité, un regard à la fois pénétrant et inoffensif, un accent très sympathique, un débit plein de majesté et de grandeur pour émettre des pensées vagues et souvent creuses, c'en était assez pour qu'il exerçât un grand prestige sur toutes les assemblées auxquelles il se mêlait. Il dut beaucoup à cette grâce voluptueuse, à cette distinction élégante dont la nature l'avait doué.

Au contraire, un de ses anciens adversaires, devenu plus tard son émule dans le même parti, don Antonio Alcala Galiano, dut à force d'art triompher d'une certaine répulsion que sa laideur inspirait à première vue. C'est à titre d'orateur disert, fécond, clair, élégant que Galiano (1789-1865) s'est fait un nom célèbre de l'autre côté des Pyrénées, et qu'il est parvenu à posséder un portefeuille à côté de son intime ami, le duc de Rivas. Quiconque n'a pas eu occasion de connaître ce personnage à la taille petite, à la figure disgracieuse, mais aux yeux pleins d'intelligence et de vie, ne peut se faire une idée de la puissance de l'éloquence. Rien ne pouvait faire deviner sa supériorité dans sa démarche, son attitude, ses manières ; mais à peine ouvrait-il la bouche qu'on était sous le charme. Doué d'une mémoire prodigieuse, il évoquait sans peine une abondante série de faits, tous puisés dans son sujet ; il se passionnait pour sa thèse du moment et versait sa passion sur l'auditeur, qui, ravi, enchaîné, ne songeait plus à contredire que pour faire durer le débat, tant on prenait plaisir au torrent d'idées diverses et de mots choisis et pompeux qui sortait de cette vraie bouche d'or. « On peut se figurer, dit Edgar Quinet après l'avoir entendu, ce qu'est la langue espagnole chez un tel homme. Elle me semble réunir à la fois la mé-

lodie de l'italien, l'âpreté de l'arabe, la vigueur du saxon, la grâce du provençal, tout cela joint à une majesté qui n'est qu'à elle[1]. »

Galiano n'avait pas de fortune, et l'émigration eut pour lui des douleurs que ne connurent pas la plupart de ses amis ; quand il revint en Espagne en 1833, il était déjà à bout de souffrir et ne songeait plus qu'à faire une évolution qui lui permît d'avoir sa part dans le triomphe des idées libérales. De là, sa malheureuse attitude pendant la régence de Christine et les reproches de tout genre qui lui furent adressés par des patriotes qui avaient cru pouvoir compter sur la fermeté de ses convictions. En dehors de ses discours, Galiano n'a laissé que quelques morceaux de critique littéraire, un résumé de l'histoire d'Espagne depuis Charles IV jusqu'à la majorité de la reine Isabelle, et une traduction d'une histoire d'Espagne, écrite en anglais par Dunham. C'est un faible bagage ; il s'augmenterait fort si l'on pouvait réunir en faisceau la masse des articles publiés par lui, soit de 1810 à 1813, soit pendant la période de 1820 à 1823, soit en Angleterre pendant son émigration, soit enfin de 1834 à 1840 dans le *Mensagero de las Cortes*, l'*Observador*, la *Revista*, le *Correo Nacional* et le *Piloto;* soit enfin plus tard dans l'*Heraldo*, la *Revista* de Madrid, la *Revista Europea;* mais en général trop faits pour l'actualité, dans un but exclusif de parti, ces articles, en dehors de la polémique du temps, ont perdu la saveur spéciale qui faisait une grande partie de leur mérite.

Les événements de septembre 1840, en donnant le triomphe au parti progressiste, amenèrent au premier plan sur la scène politique une nouvelle génération ; au lieu de Mar-

[1] Voir Edgar Quinet, *Vacances en Espagne*, p. 59. Paris, Chamerot, 1846.

tinez et de Galiano, ce furent trois avocats qui s'emparèrent de la tribune parlementaire et dominèrent par elle, Cortina, Olozaga et Lopez. Aucun d'eux n'a l'élégance de diction, la forme littéraire de leurs deux prédécesseurs; mais ils ont tous les trois plus de connaissances positives; ils ont surtout des aspirations plus nationales. Très-versés dans la législation de leur pays, Cortina et Olozaga s'occupent moins du point de vue philosophique; ils ne se perdent jamais dans des formules trop abstraites, trop générales, nullement propres à leur nation : ils se rapprochent de la réalité des choses, ils la prennent corps à corps et résolvent une à une chaque question. Cortina (né en 1802) n'a point été un de ces personnages à auréole brillante, fatiguant les oreilles populaires du bruit de leurs talents et cherchant en toute circonstance à recueillir des applaudissements en excitant les passions; tel il se montre en qualité de ministre au poste le plus difficile après les journées de septembre, tel il apparaît dans tous ses discours. S'agit-il de payer de sa personne, d'étudier à fond les questions difficiles, de convaincre une assemblée sur un point délicat, on le trouve là; il est clair, il est précis, il est plein d'inventions, il cherche à faire la lumière, à atteindre son but par la conviction; il ne songe ni à émouvoir, ni à étonner, ni à frapper les imaginations.

Don Salustiano de Olozaga (né en 1805) a une tout autre nature; il est plus passionné, plus partial; il néglige tous les accessoires pour ne voir que le triomphe immédiat de la cause qu'il a embrassée. Aucune adresse ne lui coûte pour arriver au succès. Faut-il émouvoir, effrayer, persuader, entraîner, séduire? il prend à volonté l'une ou l'autre de ces voies; il sait s'emparer des masses; mais comme il n'a pas de direction sûre et constante à leur donner que celle qu'il veut leur imprimer lui-même à un moment

donné, il voit s'évanouir son influence aussi rapidement qu'il l'a conquise. Ennemi dangereux, auxiliaire utile, il n'a rien de ce qu'il faut pour être lui-même un inspirateur direct; aussi passera-t-il son existence à aspirer à un rôle auquel il n'est point propre. C'est l'homme qui brûle les couvents et veut que l'Espagne reste toujours catholique; c'est le révolutionnaire ardent qui redoute la démocratie et cherche à maintenir la monarchie pour gouverner sous son nom; il faut s'incliner devant son talent et son adresse, admirer ses effets oratoires, sa présence d'esprit dans des circonstances extrêmement difficiles, son feu, sa vivacité. Mais ne lui demandez pas une suite rigoureuse dans les idées et les principes, une déduction logique dans les raisonnements, un lien philosophique dans les diverses pensées générales qu'il émettra; ces qualités ne sont pas les siennes. Comme orateur il a tous les défauts nés de l'excès du romantisme : la recherche ardente de l'effet, le besoin de la pose théâtrale, l'absence de rigueur dans le raisonnement. Cependant il y a chez lui certaine mesure, certaine force réglée. On sent qu'il est maître de son art et ne se laisse point dominer par lui.

Don Joaquim Maria Lopez (1802-1855) ne fut point comme Olozaga un politique ambitieux; c'est un caractère fantasque, passionné, qui se distingue surtout par l'abandon de toute mesure, la négation de toute règle. Il est tout sentiment, tout imagination, avec l'abondance de Galiano et sa grande ampleur de formes. Lopez s'abandonnant ainsi devait être la victime des événements, et en effet, voulant servir le progrès, il devint l'auxiliaire de ceux qui en étaient les plus ardents ennemis. Quinet a dit de lui : « M. Lopez au pouvoir, c'est l'esprit de chevalerie dans le gouvernement constitutionnel. »

Si l'on parcourt les discours de cet orateur, ce sont tou-

jours des sentiments généreux, des espérances, des illusions, des rêveries, à la place de raisons sérieuses, de jugements précis, de points de vue justes et vrais. Il est évident que, bon pour le rôle de tribun, Lopez était tout à fait impropre au métier d'homme d'Etat; comme orateur, il avait une fougue, un éclat et une puissance auxquels il était difficile de résister. « Sa voix vibrante est un choc continuel ; il a les accents d'un cœur qui se déchire et s'ouvre; il a aussi un certain ton rauque et africain qui n'est qu'à lui et va chercher l'âme jusqu'au fond des entrailles. La chaleur, la vie, le soleil de Murcie scintillent dans cette parole; elle vous perce d'une épée; dès le premier mot s'exhalent dans l'accent de Lopez toutes les passions amassées et contenues des hommes qu'il représente. La lave ne cesse plus de couler autour de l'auditoire. Comme il s'est précipité le corps en avant, le front prêt à se heurter, la main droite tendue pour saisir au corps le parti opposé ! Il m'a rappelé le taureau de combat quand on ouvre la barrière [1]. »

Tant qu'on était sous cette domination, il fallait céder ; mais quelle triste impression lorsqu'on voulait à la lecture se rendre compte des idées qu'on avait entendu développer ! On a recueilli tous les discours prononcés par Lopez ; il eût mieux valu les laisser dans l'oubli. Au lieu du souvenir de la grande impression qu'il produisait sur ses compatriotes, nous n'avons plus que le triste résidu d'un cerveau nourri d'idées vagues, plein de bonnes intentions et perdu par la métaphysique. Encore ne faut-il jamais oublier que, sans le secours et l'appui constant de Fermin Caballero, qui resta à ses côtés pendant tout le cours de sa carrière politique, Lopez n'eût point joué le rôle considérable que les événements lui firent remplir en 1843.

[1] Voir Quinet, *Vacances en Espagne.*

Arrivons maintenant aux littérateurs de profession, et occupons-nous de ceux qui se dévouèrent plus spécialement à la composition d'œuvres dramatiques. Quatre écrivains doivent fixer notre attention ; ce sont Gil y Zarate, Hartzembusch, Breton de los Herreros et Garcia Gutierrez.

Gil y Zarate (1796-1861), d'abord très-décidé partisan des tragédies classiques, se décida après 1833 à abandonner ce genre ; il essaya un drame dans le style et à la manière des romantiques, et, bien inspiré, il trouva une conception originale, qui est restée au théâtre espagnol. L'œuvre à laquelle nous faisons allusion est intitulée *Charles II l'Ensorcelé* (*Carlos II el Hechizado*). C'est un tableau fidèle de la cour de Madrid à la fin du dix-septième siècle, sous le dernier prince de la maison d'Autriche. L'auteur s'est appliqué à nous peindre le monarque tel qu'il fut réellement : un être chétif, qui se traînait misérablement au tombeau, qui laissa la monarchie se démembrer peu à peu, qui ne sut prendre aucun parti pour sa succession au milieu des passions intéressées qui l'enveloppaient de toutes parts, et qui gémissait lui-même sous le poids des terreurs superstitieuses que sa dynastie avait pris plaisir à répandre dans le peuple.

Cependant il est dans ce drame un autre portrait plus saisissant encore que celui du monarque, c'est celui de l'inquisiteur Froilan Diaz, type analogue à celui de Claude Frollo dans *Notre-Dame de Paris*. Toute l'infernale astuce du clergé, toute l'hypocrisie des chefs du pouvoir spirituel brisant les âmes par la terreur afin de les dominer, tous les instincts de luxure et de passion brutale amassés chez ces prêtres qui sont forcés de prêcher la chasteté alors qu'ils se consument de violents désirs, et en même temps tout l'orgueil d'exercer le pouvoir souverain, de voir fléchir devant soi les genoux et s'humilier les consciences, se trouvent

réunis là pour l'éternel enseignement des Espagnols. A eux de voir s'ils veulent de nouveau retomber à la merci de ces hideux caractères, en restant accouplés, eux qui peuvent constituer une nation forte, intelligente, courageuse, au cadavre d'une religion qui s'en va. Gil y Zarate a écrit d'autres pièces historiques, *Don Alvaro de Luna*, *Un Monarque et son Favori*, *Gonzalo de Cordoba*, *Guzman le Bon*; mais en aucune il n'a retrouvé l'accent énergique, la passion brûlante et l'originalité saisissante qui firent le succès de son *Charles II*, et qui remuèrent les masses de la nation jusqu'aux fibres les plus profondes. Malgré sa fécondité, malgré sa persévérance au travail, Gil y Zarate ne trouvait pas dans le théâtre des ressources suffisantes; pour les augmenter, il accepta, en 1835, une position secondaire au ministère de l'intérieur. Puis, entraîné peu à peu dans la coterie des modérés, il devint *cesante* en 1840 et traversa encore une période d'épreuves pendant toute la régence d'Espartero. Après 1843, il devait être appelé par les modérés à des fonctions plus élevées; nous le retrouverons sous Isabelle, contribuant à la réforme de la loi sur l'enseignement, et composant un Manuel de littérature qui est aujourd'hui entre les mains de toute la jeunesse espagnole.

Le nom de Hartzembusch (né en 1806) va toujours joint à celui de sa meilleure production, *les Amants de Teruel*. C'est une excellente pièce, pleine de sentiment, de passion, de vie, et qui valut à son auteur du premier coup une juste célébrité. Ecrivain laborieux, nature réservée, taciturne, Hartzembusch travailla toujours en silence au fond de son cabinet, sans se mêler beaucoup à la vie sociale; il ne vit dans le romantisme que le retour aux anciennes pièces de cape et d'épée, et cultiva ce genre avec amour; il dut s'arrêter devant la fatigue du public. Les nécessités de l'existence l'obligèrent ensuite de se consacrer à des pièces de

magie qui lui valurent plus d'argent que ses productions les plus littéraires. On vit avec peine se pervertir ainsi un talent justement estimé, et Hartzembusch obtint une place de bibliothécaire dans le principal établissement de Madrid. Dès lors, le dramaturge se transforma en critique et en érudit; il a publié des éditions de *Tirso de Molina* et de *Ruiz de Alarcon* qui sont très-recherchées, à cause des savantes notes qui les accompagnent. Nul n'a mieux approfondi et popularisé tous les incidents de l'histoire littéraire de l'Espagne à sa belle époque de l'âge d'or.

Breton de los Herreros (né en 1800) est un esprit bien autrement vif et original. Presque exclusivement voué à la comédie, il a pour souci principal de représenter sur la scène les vices et les travers de son époque; il fuit la tragédie; il fuit aussi le mélodrame. Il a fait plus de soixante pièces; quelques-unes sont, il est vrai, simplement traduites, ou plutôt *arrangées du français*, suivant l'expression consacrée; mais celles-ci même, comme les autres, sont encore parfaitement appropriées aux besoins, aux mœurs présentes de la société espagnole. Plusieurs ont obtenu une vogue extraordinaire, entre autres *el Tercero en la discordia*, *el Pelo de la dehesa*, *Una de Tantas*, *Un Quarto de hora*. Celle avec laquelle il ouvrit le feu, en 1831, *la Marcela*, est une comédie semée de propos vifs et animés, et de plaisanteries de bon goût, devenues avec le temps des espèces d'axiomes qui se répètent à chaque instant dans la conversation. Breton est resté le vrai poëte comique de l'époque; il s'applique à faire rire le public sur ses propres défauts; il le raille de son goût pour une musique qu'il ne comprend pas; il stigmatise l'agiotage; il se moque des modes extravagantes, des importations étrangères, de l'absence de naturel. Sans affecter une portée très-philosophique, une analyse profonde du cœur humain, il saisit avec vivacité

tous les travers, tous les ridicules et sait les mettre en scène. La satire est plus fine que mordante, plus gracieuse et animée que pénétrante. Si ses pièces manquent d'intérêt et d'enchaînement, les dialogues en sont toujours pleins de verve et de charme.

Dans sa manière de comprendre la femme, il est plus Français qu'Espagnol ; ses femmes sont toujours coquettes, réfléchies, calculatrices, prêtes à feindre l'amour ; elles ne sont point sensibles, passionnées, aveugles.

Comme à Hartzembusch, une place de bibliothécaire fut donnée à Breton pour lui faciliter la tâche difficile de vivre avec les seuls produits des représentations scéniques ; elle lui fut enlevée après 1840 à cause d'une satire trop forte dont s'offensèrent maladroitement les gardes nationaux de Madrid. Trop contente de s'assurer un pareil auxiliaire, la réaction, en 1843, s'empressa d'améliorer sa situation, et lui confia la direction de la *Gazette officielle*. Le public espagnol n'était pas en mesure de procurer par lui-même à son *scribe* la situation de fortune que la France a pu donner au sien.

Garcia Gutierrez (né en 1813), le quatrième des auteurs dramatiques que nous avons cités, fut de tous celui qui inclina le plus au romantisme ; il est l'auteur d'un magnifique drame chevaleresque, *el Trovator*, qui a servi d'argument à l'opéra de Verdi. Ce fut un événement que la première représentation de ce drame, le 1er mars 1836 ; le matin, le nom de l'auteur était parfaitement inconnu à Madrid ; le soir, il n'était question dans toute la ville que de ce jeune écrivain, pauvre, courageux, venu de Cadix dans la capitale pour y chercher fortune après avoir affronté toutes les misères ; plus tard, engagé volontaire contre les carlistes, et continuant dans les camps à développer en lui la vocation littéraire vers laquelle il se sentait attiré. L'au-

teur justifia, non dans toutes, mais dans quelques-unes de ses productions postérieures, la haute renommée que lui avait valu *el Trovator*, par exemple dans le *Rey monje*, dans l'*Encubierto de Valencia*. et dans *Simon Boccanegra*. Mais si son mérite était réel, ses prétentions étaient plus grandes encore; moins célèbre après toutes ses œuvres qu'au lendemain de son premier succès, Gutierrez crut à une injustice à son égard de la part du public madrilène, se dégoûta de sa patrie et se décida à s'expatrier. A partir de 1843, il songea à devenir citoyen américain. La Havane d'abord, Merida de Yucatan ensuite, lui offrirent l'hospitalité. Au lieu de faire jouir ses compatriotes des productions de son talent et de son imagination, c'est au nouveau continent qu'il livrera tous les élans de son âme. Voilà ce qui arrive aux peuples qui ne savent pas entourer le mérite de considération suffisante. C'est un grave sujet de reproche pour l'Espagne qu'après avoir fécondé des talents comme Gutierrez, comme Zorilla, elle n'ait pas su les conserver.

Le même sentiment d'orgueil non satisfait et de mécontentement envers la société espagnole qui devait pousser Gutierrez à chercher fortune en Amérique, fut une des causes du suicide de don Mariano José de Larra, plus connu sous le pseudonyme de *Figaro*.

Larra était né à Madrid le 24 mars 1809; c'est-à-dire qu'il fut conçu au milieu même de l'effervescence produite dans toute la Péninsule par le soulèvement du 2 mai 1808. Dès sa première jeunesse, il se distingua par son extrême facilité à apprendre, son assiduité au travail, le sérieux de ses distractions, la violence de ses passions. Arrivé très-jeune à la célébrité, il est, dès 1833, salué par la jeunesse littéraire comme un nouveau Quévédo; il attire déjà sur lui les foudres de la censure, dans les *Lettres d'un pauvre parleur*.

La carrière de cet écrivain devait être bien courte; elle s'étend seulement jusqu'au 13 février 1837, jour néfaste, où d'un coup de pistolet Larra mit fin à ses jours. Il se laissa, dit-on, aller au désespoir parce qu'une dame, avec qui il entretenait une liaison, voulait rompre avec lui. Nous croyons que l'irritation passionnelle qui, suivant quelques-uns, fut la cause du suicide de Larra, n'en fut réellement que le prétexte, que l'occasion : ceux de ses écrits qui précédèrent de quelques mois le jour fatal, montrent comment se forma peu à peu dans son intelligence ce sombre chaos d'illusions perdues, de découragement, de désespoir, qui devait aboutir à une mort volontaire.

En dehors de ses pamphlets, de ses articles satiriques, qui constituent son vrai titre de gloire aux yeux de la postérité, Larra a composé une nouvelle historique très intéressante, *le Page de Henri le Dolent*, et un drame original, *Macias;* il a traduit du français plusieurs pièces qui furent représentées avec succès, et a écrit un grand nombre d'articles de critique littéraire sur les ouvrages qui occupaient alors l'attention publique, tels que l'*Antony*, d'Alexandre Dumas ; *la Conjuration de Venise*, de Martinez de la Rosa ; le *Trovador*, de Garcia Gutierrez, et *les Amants de Teruel*, d'Hartzembusch. Partout se montrent les qualités les plus éminentes : jugement très-sain, style correct, diction précise, expression juste, ironie fine et mordante qui emporte toujours le morceau.

Larra ne se laisse point prendre aux équivoques et aux ambiguïtés du doctrinarisme constitutionnel; quoique très-jeune, par sentiment plus que par raison, il comprit tout ce qu'avait de dangereux pour son pays un système qui ne s'appuyait sur aucun principe solide; il voyait bien que ce système factice conduirait seulement à développer une classe intermédiaire de politiques et de fonctionnaires qui

ne chercheraient que leur bien propre dans l'administration de la chose publique. Aussi n'a-t-il jamais assez de raillerie pour le travestissement constitutionnel dont ses compatriotes cherchent à se parer ; c'est sur la foule elle-même qu'il voudrait agir; il craint ses appétits rongeurs ; il voit la plante du brigandage qui produit le factieux ; il aperçoit à l'avance les moines se changeant en douaniers et en contrebandiers.

Voici l'impression générale que lui cause l'époque au milieu de laquelle il est appelé à vivre :

« Que voyons-nous en France? Un peuple quasi libre, qui n'a pu faire qu'une quasi-révolution. Sur le trône un quasi-roi quasi assassiné, qui représente une quasi-légitimité; une chambre quasi nationale, qui souffre de nouveau une quasi-censure, quasi abolie par la quasi-révolution; une grande nation quasi mécontente, et une autre commotion politique quasi prochaine.

« En Italie, un souverain pontife dont quasi-personne ne se soucie ; en Hollande, un roi quasi enragé ; à Constantinople, un empire quasi agonisant ; en Angleterre, un orgueil national quasi intolérable ; en Espagne, une vieille nation qui, un jour, se teint les cheveux blancs, un autre non ; un pays que l'on dit n'être pas mûr et qui pourtant est un fruit passé, puisqu'il est tombé de la branche ; dans les provinces, une quasi-Vendée, avec un chef quasi imbécile ; par malheur, beaucoup d'hommes quasi ineptes ; une intervention résultant d'un quasi-traité, quasi oublié avec des nations quasi alliées ; en un mot, un grand quasi dans tout l'univers. »

Rien de plus juste que cette image de la société moderne, telle qu'elle a été entre les mains des doctrinaires, créateurs de ce qu'ils ont appelé *le système conservateur*, et ennemis-nés de toute affirmation, de tout dogmatisme. Avant 1870,

nous pouvions encore ne la prendre que pour une boutade, en nous figurant qu'il y avait exagération dans ce que l'on prévoyait des désordres sociaux que devait produire le dédain de tout principe.

Aujourd'hui que nous avons vu où la France est descendue par l'absence de toute idée générale, par l'adoration du veau d'or, la recherche exclusive des intérêts matériels, la trop grande considération accordée à la richesse et l'oubli des plus stricts devoirs du patriotisme, la plaisanterie de l'écrivain satirique nous apparaît comme une photographie fidèle de l'état malsain dans lequel nous nous débattions.

Quiconque s'habitue à ne voir dans les personnes et dans les choses que le côté plaisant, qu'une occasion de médisance et d'ironie, s'expose à perdre lui-même toute illusion. Il méconnaîtra bientôt dans la vie certain idéal, certain parfum qui en fait seul le charme et la grâce ; il oubliera tout ce qu'il y a ici-bas d'élevé dans les grands sentiments du cœur, de pur et de tendre dans les douces chaînes de la famille, de ressort puissant dans les nations, même dans celles qui se laissent aller aux chutes les plus profondes ; de souverainement juste, enfin, dans les lois naturelles auxquelles nous sommes tous soumis. Larra, doué plus que personne de la faculté de voir la société par ses côtés les plus odieux, tomba dans le précipice. Marié à une femme qu'il avait épousée par amour, père de jeunes enfants qu'il chérissait, il s'abandonna aux élans d'une passion adultère ; il se découragea en présence des malheurs qui accablaient sa patrie ; il ne crut pas à la possibilité d'asseoir solidement le triomphe de la souveraineté nationale chez un peuple dont il méprisait l'ignorance.

Triste défaillance d'un cœur que le malheur n'avait pas assez fortifié ! Comme si, nous, républicains français, nous perdions toute espérance à cause des désastres de 1870 et

des incendies de Paris. Nous y devons, au contraire, puiser les enseignements les plus féconds ; nous y devons surtout apprendre que l'organisation est nécessaire dans toute société ! Les masses populaires, quand elles ne savent pas se soumettre à des lois inflexibles, ne sont plus que d'informes troupeaux qui cèdent sans résistance soit aux agressions de l'étranger, soit aux plus mauvais instincts.

Il est curieux de voir peu à peu se dessiner chez notre écrivain satirique les symptômes de son profond dégoût, de son mépris de la société.

« Quel est le plus grand malheur qui puisse arriver à un homme ? Ne pas savoir que le plus important ici-bas, c'est d'intriguer, c'est d'avoir bonne parenté ; c'est de briller au-delà de ses moyens ; c'est de mentir en dehors de ce que l'on sait ; c'est de calomnier celui qui ne peut répondre ; c'est d'abuser de la bonne foi ; c'est d'écrire contre celui qui commande et non en sa faveur ; c'est d'avoir une opinion bien arrêtée alors même qu'intérieurement on les méprise toutes, pourvu toutefois qu'on ait soin que cette opinion soit bien celle qui doit triompher et qu'on sache la proclamer en temps et lieu opportuns ; c'est de connaître les hommes et de s'en servir comme instruments, tout en les traitant comme amis ; c'est de cultiver l'amitié des belles comme un terrain productif ; c'est de se marier à temps et non par honneur, gratitude ou autres illusions ; c'est enfin de ne s'énamourer jamais que du bout des lèvres. »

La peinture est triste, mais plus tristes encore sont les conseils eux-mêmes. Ne les entendons-nous pas tous les jours répéter à nos oreilles ? Ne fait-on pas consister l'extrême sagesse de nos hommes prétendus comme il faut, précisément à les mettre en pratique ? Et cependant, groupés ainsi côte à côte, ils forment le type le plus odieux que l'homme ait jamais rêvé. On ne saurait accuser Larra de

n'avoir pas vu ; il n'a plutôt, comme notre Balzac, que trop bien observé.

Dès la fin de 1836, l'amère ironie de Figaro est devenue pour lui un poison mortel. Ecrivant journellement pour le public, il le mettait au courant de toutes ses impressions successives. Le jour des morts, ému sans doute par l'aspect de la population, le bruit des cloches, les souvenirs que cette fête évoquait, il écrivit, sous le titre de *Figaro au cimetière*, des pages qui respirent une noire tristesse, une extrême lassitude. (Note B.)

C'est le récit d'une promenade à travers Madrid ; de quelque côté qu'il dirige ses pas, il ne voit partout que des tombes. Sur le palais est écrit : « Ci-gît la Royauté » ; au musée d'artillerie, c'est la valeur castillane qui repose en paix ; ici l'inquisition exhale son dernier soupir ; ailleurs, la liberté de la pensée est enchaînée, l'ombre seule du commerce erre dans les rues autrefois animées où s'agitaient les négociants. Sur la Bourse, une seule épitaphe : « Ci-gît le Crédit espagnol. » Partout l'immense capitale se remue en râlant dans son linceul.

Regarde-t-il au fond de lui-même, il n'entrevoit qu'un autre cimetière. Son cœur n'est plus qu'une tombe. Que dit-il ? Lisons. Quel mot renferme-t-il ? Oh ! effroyable inscription : « Ci-gît l'Espérance ».

Le jour de Noël, Figaro donne encore à ses lecteurs une nouvelle idée du dégoût qui le ronge ; cette fois il se compare à son propre domestique, espèce de Sancho peu dégrossi ; et lui-même, don Quichotte découragé, évoque pour un lendemain lugubre le spectre de Werther. (Note C.)

Un mois et demi après, le mal n'avait fait qu'empirer. Arrive la rupture avec la dame qu'il aimait. C'est le poids qui emporte le plateau de la balance. Larra ne résiste point ; et lui, père de famille ; lui, époux aimé ; lui, écrivain

honoré; lui qui devait sentir battre en lui le cœur de l'Espagne, et dont tous attendaient l'inspiration, la voix, la direction, il fuit le champ de bataille, il s'avoue vaincu.

En le perdant, le peuple espagnol ressentit une commotion qui lui fit perdre pour un moment sa confiance en lui-même; il refusa d'aller plus loin pour cette fois; il ne voulut plus dépasser Mendizabal. C'était déjà assez pour lui de garder ce que cet homme d'Etat lui avait assuré.

Tout Madrid assista aux funérailles de Larra. L'Espagne perdait en lui l'espérance d'elle-même. Mais son trépas fatal servit à susciter un nouveau poëte. On vit, au milieu de la consternation publique, un jeune homme sortir de la foule, s'avancer sur la tombe et lire des strophes très-senties et très-émues, qui excitèrent un indicible enthousiasme. Zorilla, le nouveau poëte, à la longue chevelure, au regard mélancolique, à la voix vibrante, fut accueilli comme un écrivain plus puissant que le mort. Hélas! ce n'était qu'un chantre du vieux Romancero, un trouvère redisant les vieilles ballades. Dès ses premiers succès, il se laissa aller à souffrir les éloges de tous ceux qui avaient renié les idées modernes pour essayer de galvaniser à nouveau, dans une malheureuse réaction, les types de l'Espagne chevaleresque et religieuse. Il y gagna d'être à la mode pendant une époque d'affaissement et d'abdication, mais il y perdit l'estime de soi-même. Lui qui, sur la tombe de Larra, avait aspiré à le remplacer, ne se sentant plus capable de l'imiter dans ses mordants dédains contre un monde corrompu, ne savait plus, quelques années après, qu'insulter, en se jugeant lui-même, une mémoire qui aurait dû lui être sacrée.

Ces deux vers écrits par Zorilla vers 1844,

> Broté como una planta maldécida,
> Al borde de la tomba de un malvado.

(Je poussai, comme une plante maudite, aux bords de la

tombe d'un mécréant); ces vers font un triste contraste avec les strophes que tout Madrid avait entendues le jour des funérailles de Figaro.

Si elle ne peut se prévaloir de Zorilla, la révolution en Espagne revendique un poëte dont les compositions moins nombreuses sont en revanche empreintes d'un cachet bien autrement viril et puissant. C'est de don José Espronceda que nous voulons parler. Ici nous n'avons plus seulement une vague mélodie, des scènes d'église, des courses de taureaux, des défis et des duels comme chez Zorilla. Espronceda est, dans toute la force du terme, le poëte moderne. Il est de l'école des Byron, des Alfred de Musset, des Leopardi; il a toutes nos idées, tous nos sentiments. Aucune de nos ambitions, aucun de nos doutes, nulle de nos aspirations ne lui sont inconnus. Ce sont bien là nos douleurs, nos colères, nos sympathies, nos haines. Aussi faut-il l'aimer ou l'exécrer. Point de demi-mesure avec lui; il a rompu avec l'antique fiancée de l'Espagne, avec cette vieille religion catholique qui abuse depuis des siècles d'un peuple jeune et brave.

Una sordida, horrible calavera.
La blanca dama del gallardo audaz.

(Sordide, horrible sorcière qui veut se faire la blanche dame de l'audacieux et brillant jeune homme.)

C'est lui qui compose cette légende connue en Espagne sous le nom de *l'Étudiant Lizardo*, légende qui rend si bien compte des profondeurs sans fin de décadence et de ruine où l'Eglise catholique a précipité la malheureuse Espagne.

Lizardo, nouveau don Juan, est entraîné sur les pas d'une jeune femme voilée; il la suit; il descend avec elle une spirale infinie, et rien ne l'effraye. A la fin, on entend

dans le vide un soupir brisé d'amour. C'est le fond de l'enfer. Le jeune cavalier, sans s'émouvoir, arrache le voile de la femme qui l'a entraîné. Ce voile de fiancée ne cache qu'un squelette. C'est la mort qu'a trouvée l'Espagne en s'acharnant à suivre les pas de l'Eglise catholique.

Espronceda, lui aussi, comme Larra, est né au bruit du tocsin qui réveilla l'Espagne au commencement du dix-neuvième siècle. Son père était colonel au service des Cortès pendant la guerre de l'Indépendance ; lui-même vit le jour, en 1810, dans une petite ville de l'Estramadure, au milieu des camps et au son du clairon. Jamais il n'oublia cette origine : toute sa vie est une épopée pour la délivrance des peuples.

De 1820 à 1823, il assiste à toutes les scènes de cette période révolutionnaire, qui finit si tristement avec l'expédition du duc d'Angoulême. Après la réaction de 1823, il est éloigné de Madrid avec les autres membres de la société la Numantine, et enfermé à l'âge de quatorze ans dans un couvent de Guadalajara. Là, il jette les premiers fondements de son poëme *Pelayo*, destiné à peindre les luttes de l'Espagne chrétienne contre l'invasion arabe[1]. Sa peine finie, il revient à Madrid ; mais les tracasseries de la police le forcent à émigrer. Il s'en va à Gibraltar d'abord, puis à Lisbonne. A son entrée dans cette ville, il ne lui restait, son transport payé, que 2 francs environ. Plutôt que d'aborder une si grande capitale avec si peu d'argent, il aima mieux jeter sa menue monnaie dans les eaux du Tage.

C'était peu de prévoyance sans doute; mais il se sentait si jeune, si beau, si fort, que le monde entier lui appartenait. Pouvait-il avec tant de force, de jeunesse, de hardiesse, périr faute d'une mince obole?

[1] Voir t. II de l'*Histoire contemporaine de l'Espagne*, p. 296 et 356.

Le gouvernement de Ferdinand VII ne voulait pas d'émigrés à ses portes; il obtint qu'Espronceda serait éloigné du Portugal, et celui-ci dut aller chercher fortune à Londres d'abord, puis à Paris. En 1830, il déploie toute la fougue de ses convictions, tout l'élan de son cœur; il se bat dans les journées de juillet sur les barricades à Paris; il accompagne Chapalangarra dans son expédition aux Pyrénées; il s'enrôle enfin parmi ceux qui veulent aider la Pologne à secouer le joug moscovite.

Lorsque Ferdinand VII accorde l'amnistie, Espronceda est un des premiers à revoir l'Espagne. Grâce à ses relations avec le ministre Zea Bermudez, on le fait entrer dans la garde royale; mais des vers prononcés dans un banquet le font bientôt éloigner de ce corps.

Après 1833, le jeune poëte devient journaliste; ses écrits font supprimer le journal *el Siglo*, où sa collaboration avait été acceptée. En 1835, en 1836, personne ne contribue plus que lui à maintenir le peuple dans un état de vive exaltation jusqu'aux journées de la Granja. Chez lui, comme chez Larra, cet événement produit quelque temps d'arrêt, quelque découragement; il ne contrarie point les tendances générales de conciliation, d'ordre et de paix auxquelles prélude la constitution de 1837. Mais il s'anime de nouveau quand il voit porter la main sur les franchises municipales; il s'associe de tout cœur au mouvement de 1840, et travaille de tous ses efforts à faire proclamer la république.

C'était encore trop tôt; il obtient du jury l'absolution du journal républicain *el Huracan*; mais personne ne se groupe autour de lui. Les progressistes l'éloignent et l'envoient à la Haye en qualité de secrétaire de légation. Le climat froid de cette contrée humide ne convenait point à son tempérament déjà usé et affaibli. Il lui fallait les chaudes contrées du Midi. Les habitants d'Alicante le rappellent, le

nomment comme leur député au congrès; il se hâte de répondre à leur appel et de reparaître à Madrid. Son retour était salué avec joie par toute la jeunesse, lorsqu'une maladie aiguë vint l'emporter à l'âge de trente-deux ans, le 23 mai 1842, et priva l'Espagne de son fils le plus brillant.

Ce court résumé donne une faible idée de l'agitation extrême au milieu de laquelle Espronceda consuma sa vie; à cette mobilité constante, à ce changement continuel de milieux, de relations sociales, ajoutez une âme impétueuse, accessible à toutes les passions, cédant à tous les caprices, une nature séduisante à laquelle les femmes les plus vertueuses avaient peine à résister, le langage le plus exalté, le doute le plus absolu en religion, la foi la plus complète en politique, la recherche des sensations les plus violentes, de toutes celles où l'homme se dépense avec le moins de ménagement, au jeu, à la table, dans les périls de la guerre, dans les misères des expéditions hasardeuses, dans les inquiétudes des conspirations, vous n'aurez encore qu'une faible esquisse du désordre au milieu duquel se passa l'existence du poëte, et qui explique sa fin prématurée.

Dans le chant second de son admirable poëme (Le diable, c'est le monde), Espronceda a évoqué le souvenir d'une dame à laquelle il donne le nom de Thérèse. Rien de beau comme les inimitables strophes qu'il lui consacre : elles se terminent par ce vers si terrible à la fois et si puissant dans sa concision :

Que haya un cadaver mas, que importa al mundo.

(Qu'importe au monde qu'il y ait un cadavre de plus !)

Mais sous le torrent d'images, de pensées poétiques, de beaux vers qu'il a recueillis comme à plaisir dans ce chant, on sent combien la tendresse, la générosité, la constance de la femme passionnée qui meurt à la fois et de son amour

et du regret d'avoir manqué à ses devoirs de famille, brillent au-dessus de l'affection exubérante, passagère et exclusivement sensuelle de ce poëte aux tendances de don Juan, qui cependant a horreur de son rôle de séducteur, et qui voudrait bien trouver dans l'amour autre chose que la joie des sens !

En quoi consiste l'œuvre d'Espronceda ? Elle n'est pas volumineuse et se borne à un certain nombre de poésies lyriques, à quelques articles de journaux et à des fragments de deux poëmes dont nous avons déjà donné les titres, *Pelayo* et le *Diablo mundo*.

Les articles, les discours d'Espronceda n'ont, en revanche, aucun attrait ; il est poëte par excellence ; il semble n'avoir pu jamais se bien exprimer qu'en vers.

Par les grands écrivains que nous avons cités, le mouvement littéraire de 1833 à 1843 se trouve caractérisé d'une manière bien suffisante pour le but que nous nous sommes proposé ; il nous serait facile de citer encore une assez longue série de talents d'un ordre secondaire qui se manifestèrent à cette époque ; mais, comme ils reparaissent dans les années postérieures, il est plus à propos de les rapporter au règne d'Isabelle II. C'est à ce titre qu'il faut réserver pour cette période l'auteur dramatique Rubi, le jurisconsulte Pacheco, les poëtes Escosura et Ventura de la Vega, les publicistes Donoso Cortès, Fermin Caballero, Pastor Diaz et tant d'autres ; leur nombre, sinon le mérite de leurs œuvres, suffit déjà à prouver que le mouvement commencé en 1830 produisit d'excellents résultats, qu'il excita l'activité des cerveaux, et répandit dans une nouvelle couche le goût des belles-lettres réservé autrefois à une classe très-peu nombreuse de la société.

Autant d'éléments nouveaux, autant de bienfaits dus au triomphe de la révolution. Cependant ne nous enthousias-

mons pas trop ; il y eut quelque chose de très-factice dans le mouvement littéraire de cette époque ; on ne le sent que trop dans la pensée qui va suivre, et qui est émise par un témoin oculaire, Mesonero Romanos.

« L'émancipation de la pensée libre de toute censure, l'accroissement de vitalité et d'énergie qui se manifeste dans les époques de troubles politiques, de discussion et de lutte, la vigueur et l'enthousiasme d'une jeunesse ardente, passionnée, qui venait figurer dans un monde agité par de nouvelles idées ; l'éclat dont elles brillaient, les promesses que le culte des lettres faisait concevoir d'un magnifique avenir, toutes ces causes réunies produisirent dans notre jeunesse une excitation fébrile pour la gloire politique, littéraire, artistique, pour toute espèce de gloire, ou plutôt pour toute réputation et pour toute popularité.

« Mais ce spectacle noble et désintéressé dura peu ; en même temps que chez les écrivains et les poëtes se développaient l'orgueil de la gloire, l'ambition, le désir d'atteindre de grandes jouissances dans les hautes positions, l'habitude que prit le gouvernement de leur dispenser une protection excessive étouffa l'avenir littéraire à force d'honneurs et d'emplois, peupla les ambassades et les ministères de poëtes et de romanciers ; et ce qui est pis encore, c'est qu'avec cette brillante perspective on vit apparaître dans le monde littéraire toute une phalange de faux esprits, prêts à ne conquérir ni lauriers ni palmes, mais de grandes charges, de belles décorations, avec des couplets mal fabriqués, des discours échevelés, et des requêtes misérables sous forme de nouvelles. »

CHAPITRE III.

BEAUX-ARTS ET SCIENCES.

Les discordes civiles et la pauvreté générale nuisent au développement des beaux-arts. — L'art dramatique est protégé par le goût de l'époque pour les œuvres littéraires. — Création du Conservatoire de musique. — Compagnies d'opéra. — Le Théâtre-Royal ne peut être achevé. — Construction de l'édifice du Congrès. — La sculpture de genre, les figures en pâte coloriées. — Le goût pour la peinture se généralise. — Sujets que le public impose aux artistes. — Don Federico de Madrazo. — Don Carlos Rivera. — Les frères Lopez. — Alenza. — Le graveur Estève reproduit le beau tableau de Murillo : *Moïse faisant jaillir les eaux du rocher*. — Reproduction par la lithographie des chefs-d'œuvre du musée de Madrid. — Création de l'Académie des sciences naturelles en 1835. — La Gasca, directeur du Jardin botanique; il meurt en 1839. — L'université d'Alcala est transférée à Madrid. — Ecole catalane. — Les travaux de philosophie et de jurisprudence. — Marti. — Balmès. — Piferrer.

Deux conditions manquaient à l'Espagne pour qu'elle suscitât dans son sein parmi les artistes la même activité, la même fécondité qui s'était manifestée parmi les littérateurs ; d'une part la paix intérieure, et de l'autre un degré suffisant de richesse.

La culture des beaux-arts, dans un pays où elle n'est pas encore devenue une sorte d'industrie dont les autres nations sont tributaires, ne peut être réellement sérieuse quand la détresse des finances publiques y compromet toutes les fortunes, y appauvrit toutes les existences.

Tel fut le sort de l'Espagne pendant les dix années qui nous occupent : les beaux-arts y restèrent dans le plus triste état de langueur; aucune individualité puissante n'y fixe les regards.

L'art dramatique pourtant bénéficia de la possession d'un régime plus libéral et du nouvel essor que prit la littérature; mais, s'il fut soutenu par l'apparition de belles œuvres et par le goût du public, il eut contre lui et la concurrence de l'Opéra et la pauvreté générale.

L'entrepreneur Grimaldi se décida, avec le concours de l'acteur la Torre et de la Concepcion Rodriguez, à entrer dans le mouvement romantique auquel il s'était d'abord opposé; on se montra envers lui et ses deux auxiliaires reconnaissant de cette évolution; tandis que deux autres grands acteurs, José Garcia Larra et Antonio Gusman, travaillaient aussi de leur côté à populariser toutes les créations dramatiques que produisaient les ardents imitateurs de Victor Hugo et d'Alexandre Dumas. C'est, entre autres, à l'initiative chaleureuse de Guzman que, spécialement, Garcia Gutierrez dut la faveur de voir représenter son *Trovator*, et l'occasion vivement désirée par lui de révéler son talent. Grâce à la loyale et généreuse émulation qui s'établit entre ces différents artistes aimés du public, il put se créer à Madrid une sorte d'école de déclamation qui produira dans la période suivante toute une pléiade d'acteurs distingués.

La passion philharmonique qui régna à Madrid dans les dernières années du règne de Ferdinand VII eut deux résultats importants : l'un fut la création, en 1833, d'un conservatoire de musique, à l'instar de celui de Paris; l'autre fut le succès de compagnies d'opéra qui vinrent, malgré la dureté des temps, habituer les oreilles madrilègnes aux opéras italiens. On attendait avec impatience l'achèvement du théâtre d'Oriente, commencé depuis 1818 et destiné à doter Madrid d'une salle analogue à celles qui ornent les villes les plus fameuses de l'Italie, à San-Carlo, à la Scala. Malheureusement les ressources manquaient pour la con-

struction ; si les plans étaient depuis longtemps achevés, l'œuvre définitive ne devait être menée à son terme qu'en 1850. Il fallut trente-deux ans à la nation Espagnole pour ériger ce monument.

Devant une impuissance si clairement manifestée, comment s'étonner que nous n'ayons en architecture aucune œuvre importante à mentionner ? A la fin de la régence d'Espartero, lorsque déjà la terminaison de la guerre contre les carlistes avait permis aux finances publiques de se restaurer un peu, il fut question de créer un édifice pour le congrès des députés. Le sujet fut mis au concours, et le prix remporté par don Narcisso Pascual Colomer, à qui est dû l'édifice qui domine aujourd'hui à Madrid la place de Cervantes, à l'extrémité de la Carerra San Geronimo. Le peu de candidats sérieux qui se présentèrent alors, fit comprendre combien cet art avait été abandonné, et détermina le gouvernement d'Isabelle II à publier le décret de 1844 qui organisa à Madrid une école d'architecture.

Les sculpteurs n'eurent guère plus d'occasions de se produire, guère plus de moyens que les architectes. On trouverait à peine une douzaine de statues exécutées pendant les dix années de 1833 à 1843. Citons néanmoins toute une série d'œuvres d'un art spécial, qu'on pourrait appeler sculpture de genre, inauguré par un artiste de grand talent, don José Ginez, que nous avons déjà nommé à propos du règne de Ferdinand VII. Ce sculpteur espagnol, qui a laissé plusieurs preuves de son rare mérite et qui resta fidèle aux vieilles traditions de l'art indigène, sans se plier à la direction nouvelle que Canova et Thorwaldsen avaient imprimée, aimait à mouler et à sculpter des figurines en pâte coloriées, à l'aide desquelles il représentait de la manière la plus saisissante les types les plus variés, les scènes les plus dramatiques. L'Académie de San Fernando,

à Madrid, possède de Ginez quarante à cinquante groupes représentant divers épisodes du massacre des Innocents. « Il y a là, dit M. Louis Viardot dans ses *Merveilles de la sculpture*, une invention en quelque sorte inépuisable, beaucoup de variété dans les détails, une énergie singulière, étonnante, enfin une vérité à laquelle on ne peut reprocher que d'être trop complète; car, à cause des couleurs dont ils sont badigeonnés, ces groupes ressemblent trop à des figurines de cire. »

Après Ginez, d'autres artistes inconnus propagèrent avec ardeur ce même genre en Espagne, et depuis lors il est devenu dans certaines villes, particulièrement à Malaga, Cadix, Valence, l'origine d'une industrie artistique qui grandit tous les jours.

Quant à la peinture, elle subit à cette époque une métamorphose dont les conséquences ne tarderont pas à se faire sentir.

Et d'abord le goût s'en généralise dans toute les classes de la société; les expositions, suivies avec ardeur, développent des vocations qui, avec le temps, porteront leurs fruits, et qui sont en même temps très-échauffées par la lutte passionnée des romantiques contre les classiques.

Tandis que, dans les écoles et dans les académies, grâce à la vivacité de la querelle qui s'établit entre les partisans d'Ingres et ceux de Delacroix, les professeurs parviennent enfin à se détacher de l'idée malheureuse de voir exclusivement le beau dans la manière de tel ou tel maître; tandis qu'ils cessent d'imposer les règles fixées par David, auxquelles le génie national ne voulait pas se soumettre; tandis que se répandait parmi eux l'idée plus juste et plus féconde que tous les styles peuvent avoir leur mérite et leur beauté, pourvu qu'ils soient bien appropriés au sujet et tendent à

la représentation vraie de la nature; une tendance presque irrésistible du public force la majorité des artistes espagnols à abandonner les sujets religieux, à chercher des arguments historiques en se pénétrant de la vérité des types, figures et costumes, à cultiver le genre, c'est-à-dire un choix intelligent de scènes appartenant à la vie moderne, à se consacrer enfin à une étude attentive de la nature pour en donner la représentation fidèle par le paysage.

La tradition des bons procédés est fidèlement transmise à toute une jeune génération de peintres qu'on voit déjà apparaître et qui brillera dans la période suivante par les membres des trois familles qui ont si fort honoré l'art espagnol au commencement de ce siècle, les Madrazo, les Rivera et les Lopez.

C'est ainsi qu'après don José Madrazo, l'auteur du *Viriate*, le défenseur du classicisme en face de Goya, on voit peu à peu se former son fils, don Federico, destiné plus tard à devenir le directeur de l'Académie de San Fernando et à se voir ouvrir les portes de l'Institut de France. C'est l'auteur des tableaux de *Godefroy de Bouillon*, de *Marie devant le tombeau de Jésus*, et de tant de portraits que se disputent à l'envi les familles les plus opulentes.

A côté de lui, don Carlos Rivera, dont le pinceau doit orner les murailles du Congrès de Madrid, sans abandonner les principes par trop inflexibles de son père, se montre disposé à chercher le beau en dehors des règles fixes, sous la seule inspiration de son jugement et de son expérience, en tenant compte de l'esprit de son époque, et des tendances de son siècle.

Don Bernardo et don Luiz Lopez, moins exposés par les conseils de leur père Vicente à tomber dans la manière rude de David, montrent moins d'originalité que Federico Madrazo et Carlos Rivera; ils ne savent pas se créer une

physionomie particulière et ne font qu'imiter le style du maître dont ils portent le nom.

En dehors de ces noms qui constituent la peinture officielle, on peut encore rattacher à cette période : les frères Ferrant; deux peintres andalous, José Gutierrez et Antonio Esquivel, qui essayent de rappeler au dix-neuvième siècle les traditions de l'ancienne école de Séville ; don Joaquim Espalter, longtemps un des plus distingués disciples de Gros; une école catalane tout entière, qui, en Catalogne, cherche à suivre les traces d'Owerweck et de Cornelius; enfin le malheureux Alenza.

Alenza (Leonardo) (1817-1845) se proposait, en étudiant les œuvres de Goya, de reproduire la manière de ce peintre si populaire ; il a peint quelques scènes de mœurs, des muletiers, des gitanos, des mendiants, tout un monde pittoresque et picaresque. Ses tableaux sont assez recherchés ; mais, mort, très-jeune, de maladie et de misère, il a réellement peu composé ; il a laissé bien plutôt des espérances que des œuvres réelles.

Ce n'est pas seulement comme peintre qu'Alenza mérite de ne pas être oublié ; il était encore graveur à l'eau-forte, et à ce titre les amateurs recherchent ses travaux avec quelque empressement. C'est qu'il s'agit presque toujours de compositions originales qu'il dessinait et gravait lui-même.

Quant à la sévère gravure sur métaux, à cet art qui, sous Charles IV, avait brillé avec les Carmona et les Selma, il reçut alors un nouvel éclat d'un amateur laborieux, don Augustin Estève. Sans s'arrêter un instant devant l'indifférence de son époque, Estève se voua avec acharnement à l'étude approfondie des procédés de son art : il alla se perfectionner à Rome et à Paris, et revint ensuite à Séville reproduire le magnifique tableau de Murillo qui représente Moïse faisant

jaillir les eaux du rocher. A peine son beau travail, fruit de tant d'années de persévérance, fut-il jeté dans la circulation, qu'un cri d'admiration se fit entendre parmi tous les amis de l'art (1834). L'Institut de France s'associa aux éloges des amateurs et s'empressa d'admettre Estève dans son sein. Cette planche fut couronnée à l'exposition de Paris de 1836 ; et la grande réputation dont elle jouit encore de nos jours, prouve à quel point étaient méritées les nombreuses distinctions qu'elle valut à son auteur.

Ce fut comme le dernier rayon d'un astre qui s'éteint, car cè genre de gravure ne pouvait avoir la prétention de lutter contre une nouvelle conquête de l'art moderne, qui chaque jour faisait de nouveaux progrès, la lithographie.

Dans les dernières années du règne de Ferdinand VII, il avait été décidé qu'un effort puissant serait tenté pour propager en Espagne la gravure sur pierre ; des ressources avaient été mises, à cet effet, à la disposition de don José Madrazo, qui obtint en même temps le privilége exclusif, pour un certain temps, de reproduire, par ce moyen, les plus beaux tableaux du musée de Madrid. La guerre civile n'empêcha point José Madrazo de mener son entreprise à terme; il fit venir de Paris presse, pierres, encre, tout le matériel nécessaire ; il appela en même temps des ouvriers qui, plus tard, devaient s'implanter à Madrid et y fixer leur industrie ; et il parvint enfin, après de très-grands efforts, à satisfaire l'impatience du monde entier en publiant les lithographies d'un certain nombre de chefs-d'œuvre. L'exécution des gravures provenant de cette tentative laisse beaucoup à désirer ; néanmoins, deux résultats sérieux ont été acquis; d'une part, la lithographie a pris ses lettres de naturalisation à Madrid, et, d'autre part, une foule de tableaux exposés dans cette capitale, à la vue de quelques

visiteurs seulement, ont pu être vulgarisés et mis à bas prix à la portée d'un très-grand nombre d'admirateurs.

Tels sont les faits principaux relatifs au mouvement artistique que nous trouvons à consigner; la récolte ne sera guère meilleure si nous tournons nos regards du côté des sciences.

Dans le premier enthousiasme de réformes qui suivit la mort de Ferdinand VII, sous le ministère de Burgos, un décret royal (7 février 1834) organisa le centre qui depuis si longtemps faisait défaut à l'Espagne pour le progrès des sciences. La réforme fut timide; elle se borna alors à constituer seulement une académie pour les sciences naturelles; mais c'était un germe précieux, et nous le verrons avec le temps se féconder et grandir.

En 1839, cette académie ne comptait encore que sept membres, parmi lesquels deux personnages appartenant à l'aristocratie, les marquis del Socorro et de Valgornera; les autres personnes avaient plutôt été choisies parmi les médecins. C'étaient Francisco Fabra, Mateo Seoane, Sandalio de Arias, Mariano Delgras et Mariano Llorente. Ce dernier, familiarisé non-seulement avec les sciences naturelles, mais aussi avec les sciences physiques, remplit les fonctions de secrétaire général.

La mission de cette académie fut de grouper autour d'elle tous ceux qui, dans la péninsule hispanique, s'occupaient de sciences; et elle la remplit si bien que, quelques années plus tard, en 1847, non-seulement on put songer à constituer une académie complète, mais qu'on trouva réuni à l'avance tout le personnel nécessaire à la former.

Il est donc juste de rendre hommage à l'initiative de Burgos et de rapporter à ce ministre l'honneur d'une fondation qui doit exercer la plus heureuse influence sur les progrès de l'Espagne.

Lorsque les portes de la patrie s'ouvrirent pour les malheureux émigrés qui, en 1823, avaient dû quitter le sol natal, l'opinion publique n'oublia pas l'éminent botaniste La Gasca, auquel s'attachait un si vif intérêt depuis la perte cruelle qu'il avait faite à Séville de ses manuscrits en fuyant avec les Cortès devant l'armée du duc d'Angoulême. Il fut rappelé à Madrid, et, en lui donnant la direction suprême du Jardin botanique, on essaya de lui faire oublier les longues tortures de l'exil. Malheureusement, sa santé avait été atteinte pendant son séjour dans l'humide Angleterre, et il ne put faire profiter longtemps la jeunesse espagnole de son précieux enseignement ; il dut abandonner sa chaire vers 1838 pour aller s'établir à Barcelone au bord de la mer, et la mort l'atteignit dans cette dernière cité en juin 1839. Après lui, la direction du Musée des sciences naturelles passa aux mains d'un autre élève de Cabanilles, Demetrio Rodriguez, qui devait la conserver jusqu'en 1846 sans jamais atteindre à la hauteur de vues et à l'étendue des connaissances de son prédécesseur.

Le temps n'était pas propice, au milieu des discordes civiles, pour les créations nouvelles et pour les longues et difficiles études; aussi n'avons-nous guère de progrès sérieux à enregistrer. En 1835, l'initiative privée fonda à Madrid l'Athénée scientifique ; en 1836, l'université d'Alcala fut transférée dans la capitale. Il fut question, pendant les Cortès de 1837, de réformer le plan d'études de 1824 ; mais on n'eut pas le temps d'achever cette œuvre difficile ; elle devait rester ajournée jusqu'en 1845, où elle fut si heureusement accomplie par le ministre Pidal, intelligemment aidé par Gil y Zarate. L'unique mesure prise en 1837 fut de permettre aux universités, pour suppléer à la diminution de ressources que leur occasionna la suppression de la dîme, d'élever le droit de matricule que payaient les étudiants.

Néanmoins, nous ne saurions conclure sans arrêter un instant notre attention sur le mouvement d'idées qui se produisit avant et après 1840 en Catalogne ; il y eut là une seconde manifestation du premier mouvement tenté en 1824 à Barcelone par les fondateurs de l'*Europeo*, avec les mêmes tendances spiritualistes et religieuses, mais en même temps avec une plus complète notion des points de vue philosophiques ayant cours en France, en Ecosse, en Allemagne.

C'est sur l'ensemble des sciences morales et politiques, non encore baptisé de son vrai nom de *science sociale* ou *sociologie*, que portent les méditations des penseurs catalans ; on les voit proclamer l'observation comme l'unique manière de découvrir les lois qui président au développement de notre esprit ; ils accueillent avec faveur la méthode historique comme seule capable de nous faire atteindre à la vérité. « La vérité n'étant due ni à un seul homme, ni à un seul siècle, mais étant une œuvre incommensurable à laquelle le genre humain a travaillé pendant toute son existence » (Marti), ils manifestent une grande aversion pour l'ontologie et la métaphysique, qui lancent les esprits sans boussole dans le domaine de l'absolu ; ils se déclarent hostiles à l'individualisme, à la centralisation excessive, au cosmopolitisme, et revendiquent avec ardeur les principes d'association, d'intérêts provinciaux et de nationalité. Seulement, tandis qu'ils accueillent ainsi, les bras ouverts, une bonne partie des idées générales que patronne la raison moderne, un invincible attachement les porte en même temps à vouloir soutenir la croyance catholique dans toute sa pureté, comme s'il n'y avait pas irréductible contradiction entre les affirmations arbitraires du dogme et les faits constatés par les sciences d'observation. Les écrivains catalans vont même si loin dans cette voie, qu'ils tentent une

conciliation impossible entre la raison et la foi orthodoxe; mais ils s'épuisent dans cette tâche ingrate, à laquelle nous voyons succomber plusieurs esprits supérieurs qui auraient pu donner de meilleurs fruits, et qui tombent à la fin dans ce gouffre sans fond où s'engloutissent tous ceux qui mettent l'autorité au-dessus de la raison.

Le plus observateur, le plus patient des savants qui forment ce qu'on peut appeler *l'école catalane*, fut Ramon Marti, auteur de la *Philosophie élémentaire*. Ses écrits le rattachent tout spécialement à l'école des Ecossais; il fait de la conscience le fondement de toute spéculation; elle est pour lui un fait simple résistant à toutes les tentatives d'analyse et de décomposition; généralisée, elle devient le sens commun; la philosophie ne peut comprendre l'essence des facultés de l'esprit, et ne doit se préoccuper que des phénomènes.

C'est lui qui éloigna ses compatriotes de tous les systèmes qui ne reposent pas sur l'observation et sur l'analyse, et leur apprit à mettre de côté, comme sciences imaginaires, la métaphysique et l'ontologie.

A côté de lui brille le jurisconsulte Samponts, qui, dans la préface d'une édition de *las Partidas*, rechercha avec profondeur les bases des droits civil et naturel; c'est à ce dernier principalement que l'on dut la vulgarisation en Catalogne de la méthode historique de M. de Savigny; rien ne pouvait plaire davantage aux habitants de cette province qu'une théorie justifiant la vénération qu'ils ont toujours montrée pour leurs vieilles coutumes.

Il est bien fâcheux que de nouveaux talents ne soient pas venus féconder les germes semés par Marti et par Samponts; c'est après eux que nous voyons l'école catalane dévier tout à fait et s'égarer dans le spiritualisme exagéré de la religion catholique. Cette déplorable tendance est due

surtout au talent de deux hommes qui ont exercé une grande influence sur leurs contemporains : nous voulons parler du prêtre don Jaime Balmès et de l'écrivain don Pablo Piferrer, morts tous deux en 1848, l'un à l'âge de trente-huit ans, et l'autre ayant à peine atteint la trentaine.

Balmès a laissé un très-grand nom parmi les catholiques espagnols ; c'est qu'il employa toutes les facultés d'une nature ardente, vigoureuse, passionnée, sévère, à défendre sa foi contre les coups terribles que lui portaient la science et ce qu'il appelait *l'hérésie*. A la fois philosophe et vulgarisateur, il chercha, dans les deux livres intitulés l'un *Philosophie élémentaire* et l'autre *Philosophie fondamentale*, à éclairer par des principes certains, d'accord autant que possible avec les données des sciences, les esprits de ses coreligionnaires ; en même temps, dans son livre du *Protestantisme*, il leur fournit des arguments pour lutter contre les progrès que la propagande anglaise essayait de faire sur le territoire de la Péninsule. Prêtre rigide, très-modeste dans ses manières, énergique dans sa pensée, laconique dans l'expression, Balmès rappelle involontairement ces fortes natures qui, au moyen âge, luttaient avec tant de passion contre les premiers défenseurs de la raison humaine, condamnés alors à élever si timidement la voix.

Piferrer ne fut pas, comme Balmès, un polémiste ardent ; son mérite est plutôt d'avoir songé à mettre en pratique la méthode historique indiquée par Marti et Samponts, en fouillant avec persévérance les monuments de l'art pour en faire jaillir l'histoire même de la Catalogne. C'est à lui qu'on doit la belle publication de *Recuerdos y Bellezas de España*, dont le plan apparut en 1839. C'est qu'il fut moins homme de science que d'imagination et de sentiment ; il appartient à l'art par le soin qu'il mit à découvrir les règles, la distribution, le sens mystique de l'architecture byzan-

tine. Le malheur voulut seulement qu'au lieu de comprendre la marche réelle du progrès, il s'attardât dans les vieilles croyances ; il aimait trop les vieilles poésies, les vieux édifices, pour songer de préférence à l'organisation du nouvel édifice social, ce qui cependant doit être notre vraie préoccupation.

Nous devons rattacher à ce court aperçu des principaux membres de l'école catalane le savant archiviste d'Aragon, l'historien Bofarull, dont la vie tout entière s'est passée à compulser les documents et à qui l'érudition est vraiment redevable de la connaissance presque parfaite de l'histoire des comtes de Barcelone.

CHAPITRE IV.

AGRICULTURE, INDUSTRIE ET COMMERCE, PROGRÈS DES COLONIES.

Les désordres de la guerre civile nuisent aux progrès de l'agriculture, qui est favorisée cependant par la suppression des majorats et de la dîme, et la vente des biens de mainmorte. — L'industrie est contrariée par l'élévation du taux de l'intérêt payé par les fonds publics; le commerce, ne pouvant s'appuyer sur l'agriculture et l'industrie, est aussi arrêté dans son développement. Seules, les colonies prospèrent d'une manière continue. — Progrès de l'île de Cuba. — Administration du général Tacon. — Excédants de revenus fournis au Trésor par Puerto Rico et les Philippines. — La prospérité de Cuba, de Puerto Rico et des Philippines compense en partie pour l'Espagne la perte que lui a fait subir l'affranchissement du continent américain.

Une des plus déplorables conséquences de la guerre civile, c'est l'insécurité qu'elle crée dans les campagnes.

Aussi la longue lutte intestine qui désola l'Espagne de 1833 à 1840 doit-elle être considérée comme ayant porté à son agriculture un très-grand dommage. Elle a contribué dans beaucoup de provinces à maintenir cette mauvaise distribution de la population sur le territoire, qui est un des caractères les plus saillants de l'organisation espagnole. Si l'on excepte trois provinces de la zone septentrionale, celle de Pontevedra, en Galice, la plus dense de toutes, qui compte 97 habitants par kilomètre carré; Guipuzcoa, qui en compte 86, et Biscaye, qui en compte 76, la population rurale, en effet, au lieu de s'étendre en fermes isolées sur la surface du pays, séjourne en général dans des petites villes (*pueblos*), où elle forme des agglomérations assez fortes. Chacune de ces villes a un rayon considérable (*ter-*

mino), qui s'étend souvent jusqu'à 15 kilomètres; d'où il suit que le cultivateur est condamné soir et matin, avant de commencer sa tâche sur son champ, à des marches fatigantes qui absorbent la plus grande partie de son temps et de son activité. Mettez à côté de ces grands villages où s'entassent les familles de cultivateurs éloignées du sol qui les fait vivre, quelques grands déserts incultes entre les divers terminos, où rien ne vient attester la présence de l'homme civilisé, des monts déboisés et présentant l'aspect de la dévastation, des terrains communaux sans bornes ni frontières, dont les voisins se disputent avidement la possession et l'usage ; tel est l'aspect général que le pays offre au voyageur.

Dans de telles conditions, rien d'étonnant à ce qu'un homme éminent, don Fermin Caballero, ait pu donner la description suivante sans être accusé d'exagération [1] :

« Ce ne sont partout que jachères ressemblant à des terres ensemencées, parce que le travail s'est borné à un grattement de terre trompeur, qui n'a servi qu'à développer les herbes spontanées; quand apparaissent les céréales, elles sont étouffées par les chardons, coquelicots, orties et autres parasites qui les rongent et les consument. Ici ce sont des nuées de troupeaux mourant de faim dans de vastes champs dépourvus de végétation; là des bêtes, servant au labour, mal soignées, sales, difformes, traînant des appareils primitifs et brisés. La plus grande partie du terrain restant en friche pendant une ou deux années de suite; les eaux perdues ou mal employées; partout la preuve que l'on attend de l'action même de la nature des résultats que devrait procurer un travail plus intelligent et plus assidu. »

[1] *Don Fermin Caballero.* Fomento de la poblacion rural. Cet ouvrage, admirablement pensé et écrit, devrait être médité par tous les Espagnols. Jovellanos n'a rien fait de plus remarquable.

Il est évident, quand il s'exprime ainsi, que Caballero ne fait allusion ni aux provinces basques, ni aux belles huertas de Valence et de Murcie, ni aux vegas de Zaragoza et de Grenade, ni aux rives de l'Ebre, du Tage, du Guadiana et du Guadalquivir; mais ces terrains humides et d'irrigation ne constituent qu'une exception sur le sol espagnol; leur superficie n'est pas grande; ce ne sont pas eux, quelque importants qu'ils soient, qui donnent la physionomie réelle au paysage. Ce sont les terrains secs qui font l'immense majorité du territoire de la Péninsule; ce sont ceux-là dont l'aspect si misérable et si triste vient de nous être exactement retracé. D'ailleurs, comment en serait-il autrement, lorsque la densité de la population dans toutes les provinces de l'intérieur de l'Espagne, si l'on en excepte celle de Madrid, n'atteint pas 32 habitants par kilomètre carré, et arrive à peine, comme dans celles de Cuenca et de Ciudad Real, à dépasser, sur la même surface, la proportion même de 12 habitants?

L'Espagne a devant elle un immense avenir, rien qu'à mettre en exploitation les terres incultes qu'elle possède encore aujourd'hui, et à substituer la culture intensive aux procédés primitifs au moyen desquels le cultivateur actuel cherche à s'enrichir en augmentant la quantité de ses terres, sans tenir suffisamment compte de son capital d'exploitation. Nous ne pouvons dire que pendant la période qui nous occupe de grands pas aient été faits dans cette direction; il y avait trop peu de tranquillité générale pour que les familles songeassent à abandonner l'intérieur des pueblos, au milieu desquels elles trouvaient une sécurité relative, pour se disperser dans les campagnes. Mais l'abolition de la dîme, charge exclusive de l'agriculture; mais l'extinction des majorats et autres substitutions qui réunissaient les patrimoines entre les mains de l'aîné au détri-

ment de ses frères; mais la destruction des seigneuries, dernier vestige du régime féodal, attachèrent au sol nombre d'individus qui, sans ces réformes de la législation, se seraient expatriés. Cette somme nouvelle de travail et d'intelligence qui rejaillit sur le sol de la Péninsule, se traduit en accroissements notables, dont le résultat se touchera un peu plus tard, après quelques années de repos. Enfin, la vente des biens de mainmorte et des cens qui pesaient sur eux, fit sortir de dessous terre un capital qui dormait en dehors de toute circulation; lorsqu'on mit en vente des terrains dont il connaissait la valeur et le prix, à des conditions extrêmement avantageuses, avec des délais très-longs, le paysan espagnol ne put résister à la tentation et se précipita sur eux, non-seulement en tirant de ses cachettes toutes ses épargnes, mais encore en spéculant sur son travail futur. De là une excitation que, depuis longtemps, le peuple espagnol n'avait jamais connue, et qui contribua puissamment à le faire sortir de sa torpeur séculaire.

Il y avait donc, en ce qui concerne l'agriculture, sinon des effets immédiats, du moins de très-précieuses espérances pour l'avenir.

L'industrie, plus que l'agriculture, est solidaire dans une nation du crédit public; elle ne pouvait se développer avec le haut intérêt que les capitalistes rencontraient dans les fonds de l'Etat. Aussi pendant toute cette période, son développement est-il presque nul. Ce n'est que le 23 août 1843 que le premier chemin de fer, celui de Barcelone à Mataro (28 kilomètres), est concédé à une société catalane. Les autres nations européennes étaient depuis longtemps déjà lancées dans le mouvement qu'occasionna la naissance de cette grande industrie, et l'île de Cuba, elle-même, était en avance sur la métropole, puisque, dès 1838, on s'occupa activement de l'autre côté de l'Atlan-

tique de la construction du chemin de fer de la Havane à Guines.

Quant au commerce, que pouvait-il faire, sinon se traîner dans une déplorable langueur, lorsque faisaient défaut les deux grands éléments sur lesquels il s'appuie : le travail agricole et le travail manufacturier? Comme il n'y avait pas à cette époque de statistique exacte, nous ne pouvons donner le chiffre approximatif qui permettrait d'évaluer le montant réciproque des exportations et des importations; mais en calculant d'après les données recueillies plus tard, vers 1848, on ne peut croire que les importations annuelles fussent supérieures à 150 millions de francs, et les exportations à 125 millions. Voilà à quoi se trouvait réduit le peuple qui un jour avait concentré dans ses magasins de Séville et de Cadix toutes les marchandises des Indes et de l'Amérique destinées à la consommation du continent européen.

Il y avait cependant dans l'ensemble général des intérêts matériels de la nation espagnole un élément qui se développait en pleine prospérité, et pouvait la consoler de bien des malheurs : c'étaient les colonies, dont il nous reste à noter les progrès.

La situation de l'île de Cuba, au commencement de ce siècle, n'était pas de nature à faire présager la richesse qui, dans quelques années, allait s'y accumuler. Comme nous l'avons constaté, loin de rapporter à la nation, cette colonie coûtait alors. La grande lutte d'émancipation des diverses contrées de l'Amérique espagnole, en y faisant affluer un très-grand nombre de familles qui étaient restées attachées de cœur à la métropole, et refusaient de reconnaître le principe de l'indépendance, et en déterminant l'importation d'une masse considérable de capitaux déjà formés pour travailler la terre et développer l'industrie, changea rapidement les conditions et la physionomie de Cuba.

Voici dans quelle étonnante proportion s'accrurent sa population, son industrie du sucre, son commerce et son revenu public.

Un recensement fait en 1817, par les ordres du capitaine général Cienfuegos, n'avait révélé que l'existence, dans toute l'île, de 553 028 habitants, dont 239 830 blancs, 114 058 libres de couleur et 199 145 esclaves. Tout à coup, sous l'influence d'un décret en date du 10 février 1818, qui ouvrit libéralement à toutes les marines étrangères les ports de l'île jusque-là réservés au commerce espagnol, à la faveur de diverses autres dispositions éminemment libérales qui modifièrent tout le régime commercial, l'une déclarant titres légitimes de propriétés les grâces spéciales qui n'avaient fait, jusque-là, qu'autoriser la possession de certaines terres (1819), l'autre supprimant toutes entraves à la production du tabac et en déclarant la fabrication entièrement libre, une troisième concédant des faveurs spéciales à quiconque viendrait y défricher et exploiter des terrains vagues, il se détermina une progression extraordinaire dans l'accroissement de la population : de grandes cités, des villages importants se fondèrent dans toutes les parties de l'île; la Havane prit en peu de temps l'aspect d'une vraie capitale, d'un port de premier ordre.

On comptait déjà, en 1841, 1 007 624 habitants, dont 418 291 procédaient de la race blanche et 589 333 de la race africaine.

La production du sucre était à peine, en 1815, de 4 millions d'arrobas [1]; elle atteignait 20 millions vers 1843.

Le chiffre du mouvement commercial extérieur, très-considérable en 1836, 37 et 38 à cause d'une hausse considérable sur les sucres, s'était un peu abaissé par suite

[1] L'arroba vaut 11 kilogrammes et demi.

d'une certaine réaction en 1840 et 1841 ; mais, néanmoins, il dépassait déjà 100 millions de francs, soit en importation soit en exportation.

Quant au revenu public, il put être évalué, en 1843, à 40 millions de francs, dont 65 pour 100 provenaient des douanes ou autres droits maritimes, 18 pour 100 de contributions territoriales, 13 pour 100 de contributions indirectes, et le reste de produits divers. Et tandis qu'au commencement du siècle, les vice-rois du Mexique et du Pérou envoyaient annuellement à la Havane, près de 1 million de francs pour couvrir ses dépenses, non-seulement l'île faisait déjà face par elle-même à toute une administration intérieure très-largement rémunérée, mais encore elle envoyait des remises considérables à sa métropole toujours affamée, et payait sur ses propres deniers une part très-importante de la marine espagnole.

Malgré les discordes dont la Péninsule était le théâtre, Cuba, placée sous l'intelligente administration du général Tacon, à partir du 1er juin 1834, ne ressentit aucun contre-coup des prétentions de don Carlos : au contraire, cette époque marque pour elle toute une ère de progrès et d'amélioration locale. Tacon était un homme d'initiative; sévère contre tous les abus, il reforma la police, fit aux malfaiteurs une guerre acharnée, ferma les maisons de jeu, sans considération aucune ni pour les riches ni pour les pauvres, éclaira les rues et fit construire de beaux édifices. C'est à lui que sont dus ces spacieuses casernes, ces marchés, cette belle promenade, ce théâtre modèle, et tous ces monuments qui font de la Havane l'une des plus splendides cités du continent américain. Il occupait à ces grands travaux tous les prisonniers carlistes qui lui étaient envoyés de la Péninsule.

La sagesse de sa conduite, la préoccupation qu'il ne cessa

de manifester pour le bien-être de la colonie valurent à Tacon un ascendant qui lui fut très-utile en une circonstance difficile. En effet, quand on apprit le soulèvement de la Granja, en 1836, le général Lorenzo qui commandait à Santiago de Cuba, prétendit avec quelque fondement, que la constitution de 1812 devait être immédiatement mise en vigueur dans la colonie et, de sa propre autorité, la proclama à Santiago de Cuba. Si le capitaine général eût été moins respecté, cet acte d'insubordination eût pu devenir le signal d'une insurrection dangereuse ; mais le cri de Lorenzo ne trouva point d'écho à cause du prestige dont jouissait le capitaine général ; le gouvernement qui se forma immédiatement après les événements de la Granja, décréta qu'aucune variation ne serait faite au régime politique de la colonie, et Tacon n'eut qu'à publier cette décision pour recouvrer toute son autorité. Lorenzo dut quitter l'île de Cuba, et se rendre à la Jamaïque, où il s'embarqua pour l'Europe avec ceux de ses officiers qui partageaient ses convictions ; il est seulement regrettable que le lieutenant de Tacon, à sa rentrée dans Santiago de Cuba, n'ait pas su s'abstenir de sévères et inutiles persécutions.

Pendant la régence d'Espartero, sous le gouvernement de Valdès, la colonie courut le risque, à propos de l'abolition de la traite des nègres que réclamait avec justice l'Angleterre, d'avoir à supporter les rudes conséquences d'une guerre servile : il y eut quelques révoltes d'esclaves noirs dans les districts de Cardenas et de Matanzas ; mais l'île possède une classe de paysans libres (guagiros) contre laquelle, en toutes occasions, sont venus se briser les efforts des nègres. Les paysans armés rétablirent l'ordre par eux mêmes, sans qu'il fût besoin des troupes que le capitaine général allait envoyer de son côté.

Beaucoup moins importante que Cuba, l'île de Puerto-Rico n'en avait pas moins une prospérité relative aussi évidente; sa population progressait et dépassait déjà 200 000 âmes. Son revenu donnait des excédants : on pouvait évaluer à 25 millions de francs le montant de ses importations, à 20 millions celui de ses exportations.

Quant aux îles Philippines, elles entrèrent, elles aussi, dans une nouvelle ère qui donne pour l'avenir, si les Espagnols peuvent y conserver leur domination, de bien flatteuses espérances. On sait qu'il y a là une population de 4 millions de Tagals, doux, inoffensifs, complétement soumis à un joug qui les protége contre les violences d'une race nègre, vivant dans les montagnes de l'intérieur; ces Tagals, consommateurs passionnés de tabac et de liqueurs, sont habitués à payer sans murmurer une capitation qu'ils recueillent entre eux; ils s'administrent eux-mêmes et ont jusqu'à ce jour croupi dans l'abrutissement. Le moindre développement dans cette population peut se traduire par des résultats considérables pour l'Espagne; il y en eut quelques-uns dans la période qui nous occupe, car tandis qu'en 1825 le budget de ces îles se bornait à 7 millions et demi de francs, et ne laissait au Trésor de la Péninsule qu'un million de boni tout au plus, voici comment, en 1843, les choses se passaient : le tribut à lui seul, imposé par fueros, produisait 5 millions de francs; les produits bruts du tabac monopolisé par l'administration s'élevaient à 16 millions et les produits nets à 8 millions. Diverses autres contributions indirectes (vin de coco, étoffes de nippe, chènevis, combats de coqs, etc.) donnaient 5 autres millions. Les douanes, loin d'être, comme à Cuba, la contribution par excellence, ne donnaient que 2 millions. Plus du quart de ces impôts prenait la route de la Péninsule ou servait à Manille même à faire face aux besoins de la marine espagnole.

Ainsi, dans une période de vingt années, on peut dire que le Trésor avait vu se quintupler les avantages qu'il tirait de cette colonie. Et ce n'était que l'aurore de nouveaux progrès qui devaient encore se développer dans les années suivantes.

Il est donc vrai de dire que l'Espagne a trouvé dans la prospérité de Cuba, de Puerto-Rico et des îles Philippines une compensation qui atténue beaucoup l'énorme perte que lui fit subir l'affranchissement du continent américain.

NOTES DU LIVRE DEUXIÈME

NOTE A

Quelques aperçus intéressants furent alors publiés par M. Adolphe Guéroult dans le *Journal des Débats*. Cet écrivain, parti de France en juillet 1836 avec la mission d'examiner et de juger les événements sur les lieux mêmes, a réuni en un volume, sous le titre de *Lettres sur l'Espagne*, toutes les communications qu'il fit alors au public français dans le journal de M. Bertin, le défenseur le plus sérieux de la politique de M. Guizot. Il est triste de voir jusqu'où la nécessité de défendre un système donné peut conduire un écrivain de talent et d'esprit. M. Guéroult, malgré un séjour de plus d'une année en Espagne, ne rêvait pour ce pays que le triomphe du parti modéré ; ses aperçus sont tous marqués au coin d'une aveugle partialité à l'égard de ceux qui voulaient introduire en Espagne un système identique au juste milieu français ; ils sont d'une injustice criante envers tous les autres partis, qui avaient devant eux une autre perspective, un autre idéal.

Et cependant la Constitution de 1812, celle de 1837 étaient d'incontestables progrès sur le Statut Royal, charte octroyée qu'un autre décret pouvait renverser. Combien il a été nuisible à la France que le sort de notre influence en Espagne ait été associé ainsi au triomphe des idées de conservation les plus étroites et les plus rétrogrades !

En dehors du point de vue politique, le livre de M. Guéroult se recommande par une série d'observations curieuses

sur les mœurs, les usages, les habitudes de la société espagnole. (*Lettres sur l'Espagne*, par Adolphe Guéroult. — Paris. Louis Dessessart, 1838.)

NOTE B

Dépêche adressée par Urbiztondo sur l'organisation de la guerre civile en Catalogne.

« C'est avec ce peu de forces que j'ai vaincu, et si on me le permet, c'est encore avec elles que j'apprendrai à vaincre à des hommes qui jusqu'à ce jour ne connaissent dans l'art de la guerre que la rapine et le vandalisme ; à des hommes qui n'ont d'autres chefs que ceux qui se distinguent le plus par des actions indignes des défenseurs d'un roi catholique et d'une cause juste, qui n'ont enfin d'autres droits que ceux qui résultent de la violation de toutes les lois, d'autre subordination que leur volonté propre quand leurs passions ne sont pas satisfaites. Devant une description qui cadre si peu avec les idées générales, vous objecterez sans doute que des hommes si dépourvus de qualités militaires, si abandonnés aux délits, n'auraient jamais pu réunir une force respectable ni obtenir les victoires dont la presse s'est tant occupée ; pour moi, si vous me le permettez, je répondrai franchement que le nombre des criminels s'est accru en même temps que diminuait la foi royaliste, que toutes leurs victoires ont été inventées sur des théâtres illusoires, que les prétendus chefs n'ont jamais fait autre chose que s'enrichir sans savoir aux dépens de qui, que les faits d'armes si vantés ont été imaginés par des plumes subornées, que les triomphes presque toujours ont été l'incendie, l'assassinat et le pillage, que chaque jour parviennent à mes oreilles des plaintes de violence et de rapine, sans que je puisse en aucune manière les réprimer avec la main forte de la loi ; et enfin, je me hasarderais à affirmer que si les éléments de la guerre ne se modifient pas dans la principauté, que si, en commençant par les fondements, on n'établit pas les bases d'un règlement général

extensif à toutes les branches, et en harmonie avec les lois, la confiance et le repos public, les royalistes catalans qui existent aujourd'hui livreront avant qu'il soit longtemps les clefs d'un pays entièrement dévasté, couvert par eux de calamité et d'énormes et affreux délits. »

Extrait d'une dépêche datée de Berga, 7 août 1837, adressée par don Antonio Urbiztondo à S. Exc. le secrétaire d'Etat et de la guerre de S. M. Charles V.

NOTE C

Convention de Vergara.

Article 1er. Le capitaine général don Baldomero Espartero recommandera avec intérêt au Gouvernement l'accomplissement de l'offre qu'il a faite de se compromettre formellement à proposer aux Cortès la concession ou la modification des fueros.

Art. 2. Seront reconnus tous les emplois, grades et décorations des généraux, chefs, officiers et autres personnes de l'armée du lieutenant général don Rafael Maroto, qui présentera ses états avec indication des armes auxquelles chacun appartient, tous restant libres, soit de rester au service pour défendre la Constitution de 1837, le trône d'Isabelle II et la régence de son auguste mère, soit de se retirer dans leurs foyers au cas où ils ne voudraient pas rester les armes à la main.

Art. 3. Ceux qui adopteront la première éventualité, de rester au service, seront placés dans les corps soit pour le service actif, soit à titre de surnuméraires, d'après l'ordre qu'ils occupent dans le tableau des inspections correspondant à chaque arme.

Art. 4. Ceux qui préféreront rentrer dans leurs foyers, s'ils sont généraux ou brigadiers, obtiendront leur permis de séjour pour la localité qu'ils choisiront avec la solde qui leur correspond ; les chefs et officiers obtiendront soit la licence illimitée, soit la retraite, suivant les conditions du règlement. Si l'un d'eux veut une licence temporaire, il la

demandera par l'entremise de l'inspecteur de son arme, et elle lui sera concédée, même pour l'étranger ; dans ce dernier cas, la requête étant faite par l'entremise du capitaine général don Baldomero Espartero, c'est celui-ci qui délivrera le passe-port en même temps qu'il donnera cours aux requêtes sollicitant l'approbation de Sa Majesté.

ART. 5. Pour ceux qui demanderont licence temporaire pour l'étranger, comme ils ne pourront toucher leurs soldes qu'à leur retour, d'après les ordres royaux, le capitaine général leur fera remettre quatre payes en raison des facultés qui leur sont reconnues : toutes les classes jouiront de cet avantage depuis le général jusqu'au sous-lieutenant inclusivement.

ART. 6. Les articles précédents s'appliquent à tous les employés de l'armée ; ils seront étendus aux employés civils qui se présenteront dans les douze jours de la ratification de cette Convention.

ART. 7. Au cas où les divisions de Navarre et d'Alava accéderaient dans la même forme que celles de Castille, de Biscaye et de Guipuzcoa, elles jouiront aussi des concessions faites dans les articles précédents.

ART. 8. Seront mis à la disposition du général don Baldomero Espartero : les parcs d'artillerie, les magasins d'approvisionnement, les dépôts d'armes, d'habillements et de vivres placés sous la domination et l'administration du lieutenant général Rafael Maroto.

ART. 9. Les prisonniers provenant des corps de Biscaye et de Guipuzcoa et de Castille qui se conformeront aux articles de la présente Convention, seront mis en liberté et jouiront de tous les avantages qui y seront stipulés. Ceux qui ne s'y conformeront pas continueront à subir le sort des prisonniers.

ART. 10. Le capitaine général don Baldomero Espartero soumettra au Gouvernement, pour que celui-ci la soumette aux Cortès, la considération due aux veuves et orphelins de ceux qui ont succombé dans la guerre, et qui appartenaient aux corps compris dans cette Convention.

Signé : DON BALDOMERO ESPARTERO.

Les signatures suivantes furent apposées sur la pièce originale en signe de confirmation :

ITURBE, au nom de sa brigade.
CUEVILLAS, au nom de la 1re brigade de Castille.
Francisco FULGOSIO, au nom de sa brigade.
Juan CABAÑERO, au nom du 4e bataillon de Castille.
MOGROVEJO (3e bataillon de Castille).
Manuel LASSALA (2e bataillon de Castille).
Jose FULGOSIO (1er bataillon de Castille).
Leandro DE EGUIA (compagnie de cadets et sergents).
(Nom illisible), corps des ingénieurs.
F. PAULA SELGAS (artillerie).
SAGASTA (escadron de Guipuzcoa).
Pantaleon LOPEZ AYLLON (lanciers de Castille).
Fernando Cabañas (brigade).

NOTE D

CONVENTION DE LECERA, PASSÉE ENTRE LES CHEFS SUPÉRIEURS DES FORCES BELLIGÉRANTES, QUI OPÈRENT DANS LES ROYAUMES D'ARAGON, DE VALENCE ET DE MURCIE.

ART. 1er. On respectera la vie, à quelque classe qu'ils appartiennent, de tous les prisonniers existant à ce jour et qu'on fera dans l'avenir, correspondant aux deux forces, sans distinction de ceux qui auraient ou non passé de l'une à l'autre file, à moins que le même fait ne se renouvelle pour la seconde fois : dans ce cas ils seront jugés suivant la loi établie par celui qui les aura pris. Pour éviter toute espèce de doute dans l'interprétation de cet article, il est déclaré qu'ils comprennent tous les corps de l'armée, volontaires royalistes, milices nationales, corps francs, douane, compagnies organisées et ceux de leurs employés autorisés pour faire la guerre avec un document émané de leurs chefs supérieurs.

ART. 2. Les prisonniers seront assistés et traités soit à l'état de santé, soit à l'état de maladie, comme la troupe de l'armée au pouvoir de laquelle ils seront ; et pour la satisfaction des

deux parties, les dépôts pourront être visités, tout en gardant les précautions que la guerre exige.

Art. 3. Lorsque le nombre des prisonniers appartenant aux armées nationales excèdera de quatre cents on désignera une cité ouverte qui par sa position ne pourra gêner en rien les opérations militaires, et là on établira un dépôt où ne pourront entrer à moins d'une lieue de distance les forces nationales ; mais, sur ce point, il ne pourra y avoir un dépôt d'armes, de vivres, d'habillements ou d'effets de guerre, non plus qu'aucun atelier ou fabrique pour les construire ou les réparer : il n'y aura de force que celle jugée nécessaire pour la garde des prisonniers, et dans le cercle qui aura été marqué, aucune troupe ne pourra se réfugier pour éviter une action, car dans ce cas elle cesserait d'être inviolable et pourrait être attaquée jusque dans la ville même.

Art. 4. Les malades et blessés, quelque part qu'on les trouve, pourvu qu'ils justifient y avoir été abandonnés en cette qualité, seront respectés et rendus à leurs corps sitôt que l'état de leur santé le leur permettra.

Les employés jouiront pour leur guérison et leur assistance des mêmes avantages, dès qu'ils pourront justifier d'un document qui établira les fonctions qu'ils occupent.

Art. 5. Dès que l'une et l'autre partie auront des prisonniers, l'échange sera proposé par celle qui les aura faits en dernier lieu, et l'autre ne pourra le refuser sous aucun prétexte.

Art. 6. Les échanges se réaliseront dans le lieu le plus proche de celui où se trouvent les prisonniers et dans un poste intermédiaire entre les fortifications de l'une et l'autre partie.

Art. 7. Aussi bien dans les lieux de passage que dans les endroits où seront placés les prisonniers, il ne sera pas permis qu'on les laisse insulter ou maltraiter, non plus que les personnes qui les soulageraient par quelque secours.

Art. 8. Les prisonniers ne pourront être transférés aux colonies d'outre-mer.

Art. 9. Seront préférés pour les échanges ceux qui pro-

viennent des corps d'armée possédant les prisonniers à échanger.

Art. 10. Lorsque l'une ou l'autre des deux parties viendra à manquer aux conditions stipulées dans les articles précédents, sous un prétexte quelconque, y compris celui de sédition ou d'émeute, la partie lésée pourra exiger la satisfaction qui lui est due, c'est-à-dire le châtiment fixé par les lois ; et dans le cas où elle ne l'obtiendrait pas opportunément, la Convention serait annulée, après communication officielle et sans effet rétroactif, pour ceux qui à cette date seraient prisonniers, à l'exception seulement du nombre et de la classe qui, comme représailles devraient expier le sort de ceux qui auraient été sacrifiés en violation de cette Convention, nombre qui ne pourrait être supérieur au double.

Art. 11. Sont obligés à l'observation exacte de ce traité : les chefs qui le signent, aussi bien que leurs successeurs pendant toute la durée de la guerre ; tous ceux qui dépendent de leurs ordres, et tous autres qui se compromettent à le faire exécuter.

Et pour que la Convention ait son plein effet et exécution, nous deux, chefs des deux armées, la signons dans notre quartier général respectif.

Segura, 1er avril 1839.

Le comte de Morella.

Lacera, 20 avril 1839.

Antonio van Halen.

NOTE E

Acte de renonciation de Marie-Christine.

Aux Cortès,

L'état actuel de la nation et ma santé délicate m'ont décidée à renoncer à la régence du royaume qui, durant la minorité de mon auguste fille, Isabelle II, m'a été conférée par les

Cortès constituantes réunies en 1836, bien que mes conseillers, avec l'honorabilité et le patriotisme qui les distinguent, m'aient chaudement conseillé de la conserver au moins jusqu'à la réunion des prochaines Cortès, ce qu'ils jugeaient utile au pays et à la cause publique. Mais, comme je ne puis consentir à certaines exigences de la population, dont la nécessité m'est indiquée par mes conseillers, pour calmer les esprits et mettre un terme à la situation actuelle, il ne m'est pas possible de continuer à remplir les fonctions de régente, et en y renonçant, je vais agir comme l'exige l'intérêt de la nation. J'espère que, pour un poste aussi élevé, les Cortès nommeront des personnes qui pourront contribuer à rendre cette nation aussi heureuse qu'elle le mérite par ses vertus. C'est à elles que je confie mes augustes filles. Les ministres qui doivent, suivant l'esprit de la Constitution, gouverner le royaume jusqu'à ce qu'elles se réunissent, m'ont donné de trop grandes preuves de loyauté pour que je ne leur remette pas avec le plus grand plaisir un dépôt aussi sacré. Afin donc que ma renonciation produise tous ses effets, j'ai signé de ma main ce document et je le remets, en présence des autorités et des corporations de cette ville, au président du Conseil, pour qu'en son temps il le présente aux Cortès.

Valence, 12 octobre 1840.

Signé : MARIE-CHRISTINE.

NOTES DU LIVRE TROISIÈME

NOTE A

Les impostures de sor Patrocinio.

Les premières impostures de cette religieuse, qui devait plus tard exercer une si grande influence sur certains évènements pendant le règne d'Isabelle II, datent de 1835. A cette époque doña Maria Rafaela del Patrocinio Quiroga, qui venait d'achever son noviciat, s'était déjà rendue célèbre dans le monde de la dévotion et du mysticisme, parceque, disait-on, un jour qu'elle était en oraison, une plaie s'était formée tout à coup à son côté droit; elle en avait ressenti une forte douleur et avait poussé un grand cri. Plus tard, son corps s'était encore couvert d'une façon aussi inattendue de quatre autres plaies. Elle se servait de l'influence que ces prétendus miracles lui donnaient sur les âmes faibles pour publier partout que, suivant les relations divines qui lui étaient faites, Marie-Christine était une mauvaise femme en tout sens (*mala mujer en todo sentido*), et que sa fille n'était pas et ne pouvait pas être *reine d'Espagne*. On voit qu'alors elle obéissait à des inspirations qui favorisaient le carlisme d'une manière spéciale.

Les autorités de Madrid surveillaient alors avec rigueur les couvents de religieuses ; elles s'émurent de l'influence que cherchait à exercer la sor Rafaela sur les classes de la population les plus ignorantes ; on se saisit de sa personne, et elle fut soumise à un traitement curatif : sous l'influence des remèdes les plaies furent guéries en un mois et quelques jours, du 9 novembre au 17 décembre 1835, et doña Rafaela dut signer un procès-verbal d'après lequel elle reconnaissait que les soins des médecins avaient fait disparaître toutes les plaies de son corps.

Alors, le 25 novembre 1836, intervint un jugement du tribunal de première instance de Madrid, dans lequel il fut parfaitement établi que sor Rafaela s'était prêtée à l'imposture et à l'artifice de l'impression des plaies qu'elle avait souffertes et dont on avait voulu faire remonter l'origine à un miracle du Tout-Puissant. La séduction et même la violence morale sous laquelle elle prétendait avoir donné son consentement ne pouvaient lui servir d'excuse, parce qu'elle aurait pu résister à la fraude et avertir l'autorité supérieure. En conséquence, elle était condamnée à être transportée dans un couvent, situé à plus de 40 lieues de la capitale. L'audience de Madrid réduisit la distance à 15 lieues, et mit la religieuse coupable d'impostures à la disposition spéciale de l'archevêque de Tolède.

En conséquence de ce jugement sor Patrocinio fut, dans l'année 1836, conduite de Madrid à Talavera de la Reina, et remise en cette ville à la garde de l'abbesse du couvent de la Mère de Dieu.

Angel Fernandez de los Rios, *Olozaga,* Estudio politico e historico (p. 220-251).

NOTE B

Budget de 1841.

Projet présenté par le ministère régence, à l'ouverture des Cortès (19 mars 1841).

Dépenses.

	Réaux.
Maison royale	43 500 000
Amortissement de la dette publique	28 478 843 20 [1]
Etat	11 469 710
Grâce et justice	18 617 851
Finances	300 133 462
Intérieur	134 644 085
Guerre	512 996 881
Marine	56 543 460
	1 106 384 302 20
Recettes	825 186 545
Déficit présumé	281 197 755

[1] Le budget total de la Caisse d'amortissement devrait être de

Loi du budget du 1er *septembre* 1841.

Maison royale.	35 511 764 [1]
Corps législatifs.	916 570
Etat.	9 978 210
Grâce et justice.	17 654 718
Finances.	288 606 420
Intérieur.	93 983 041
Guerre.	453 103 559
Marine	69 496 627
Amortissement.	27 879 672
	998 130 581
Recettes.	825 186 545
Déficit.	172 944 036

828 378 980 réaux, mais par le fait du décret du ministère-régence en date du 21 janvier 1841, il y a à rabattre 299 900 136 ; ce qui ramène la dépense pour l'amortissement de la dette à 28 478 844.

[1] L'annualité de l'ex-régente fut supprimée par les Cortès.

NOTES DU LIVRE QUATRIÈME

NOTE A

Voir, dans notre *Histoire de la Littérature contemporaine en Espagne*, p. 123, la gracieuse poésie du duc de Rivas, baptisée par lui du titre de *Cantilène*.

NOTE B

FIGARO DANS LE CIMETIÈRE.

Le jour des Morts, un nuage de tristesse pesait sur moi ; c'était une de ces mélancolies dont un libéral peut seul se former et donner l'idée. Je voudrais vous la peindre. Un homme qui croit à l'amitié, et qui la met à l'épreuve ; un adolescent qui s'éprend d'une femme ; l'héritier d'un oncle d'Amérique qui apprend l'ouverture de la succession, un possesseur de bons de Cortès, une veuve qui a une pension inscrite au Trésor espagnol, un député élu aux avant-dernières élections, un militaire qui a perdu sa jambe pour l'estatuto et qui est resté sans jambe et sans estatuto, un grand qui s'est fait libéral pour être sénateur, un général constitutionnel qui poursuit Gomez, image fidèle de l'homme qui court après la félicité sans la rencontrer jamais, un journaliste incarcéré en vertu de la liberté de la presse, un ministre, un roi constitutionnel d'Espagne sont tous des êtres joyeux, radieux, si vous comparez leur état à la mélancolie qui m'envahissait, m'opprimait et m'écrasait au moment dont je vous parle.

Je m'agitais, je me retournais, sur un de ces divans qui

ressemblent à des lits, sépulcre ordinaire de toutes mes méditations. Là, tantôt je me frappais le front des deux mains, comme si mon mal était un mal de mari ; tantôt j'enfouissais mes doigts dans mes poches, en semblant y chercher de l'argent, comme si mes poches étaient le peuple espagnol, et mes doigts autant de gouvernements ; tantôt je levais la tête au ciel, comme si en ma qualité de libéral je ne pouvais plus avoir d'espérances que là ; tantôt enfin je l'abaissais tout honteux, comme si je voyais un factieux de plus. C'est alors qu'un son lugubre et monotone vint me secouer de mon assoupissement.

« Jour des Morts ! » m'écriai-je, et le bronze blessé, annonçant avec sa lugubre clameur l'absence éternelle de ceux qui ont été, me semblait retentir avec un accent plus lugubre que les autres années, comme s'il annonçait sa propre mort. C'est qu'elles aussi, les cloches, elles ont atteint leur dernière heure : leurs tristes accents, c'est le hoquet du moribond. Elles aussi vont mourir aux mains de la liberté qui vivifie tout ; et elles seront les seules en Espagne, grand Dieu ! qui mourront pendues. Et il y a une justice divine !

La mélancolie eut alors son terme : par une réaction naturelle, l'idée me vint qu'elle est la chose la plus amusante pour ceux qui la regardent, et que je pouvais à moi tout seul servir de diversion. « Dehors, dehors ! m'écriai-je aussitôt comme si je voyais jouer un acteur espagnol. Dehors ! » comme si j'entendais un orateur des Cortès. Je me précipitai dans la rue, mais avec le même calme, la même lenteur que s'il se fût agi de couper la retraite à Gomez.

Les habitants se répandaient en grand nombre et par longues processions dans les rues, en serpentant comme d'immenses couleuvres diaprées de mille nuances. Au cimetière, au cimetière ! et sur ce ils sortaient des portes de Madrid.

Voyons, dis-je en moi-même. Où est le cimetière ? Dehors ou dedans ? Un vertige affreux s'empara de moi et je commençai à voir clair. Le cimetière est dans Madrid. Madrid est le cimetière ; vaste cimetière où chaque maison est la tombe d'une famille, chaque rue le sépulcre d'une révolution, chaque cœur l'urne cinéraire d'une espérance ou d'un désir.

Alors, pendant que ceux qui croient vivre se rassemblaient vers la demeure où ils imaginent que sont les morts, je me suis mis à parcourir avec toute la dévotion, tout le recueillement dont je suis capable, les rues du grand ossuaire.

« Insensés, disais-je aux passants, vous vous agitez pour voir des morts ! N'auriez-vous plus de miroirs par hasard ? Gomez s'est-il donc emparé aussi de tout le mercure de Madrid ? Regardez-vous vous-mêmes, vous lisez sur vos fronts votre propre épitaphe. Vous allez voir vos pères et vos aïeux quand vous-mêmes vous êtes les morts. Ils vivent, puisqu'ils ont la paix. Ils ont la liberté, la seule possible sur la terre, celle que donne la mort ; ils ne payent pas des contributions qu'ils n'ont pas, ils ne sont ni enrégimentés, ni mobilisés ; ils ne sont ni prisonniers, ni dénoncés ; ils ne sont pas sous la juridiction d'un directeur de prison, ils sont les seuls qui aient la liberté de la presse, puisque seuls ils parlent au monde. Ils parlent à haute et claire voix, sans qu'aucun jury ose les juger ou les condamner. Ils ne connaissent enfin qu'une seule et unique loi, la nécessité ! c'est elle qui les a placés là, et ils lui obéissent. »

Quel monument est celui-ci ? me demandai-je en commençant mon pèlerinage à travers le vaste cimetière. Est-ce le squelette des siècles passés ou la tombe destinée à de nouveaux squelettes ? C'est le *Palais*. D'un côté, il regarde Madrid, c'est-à-dire les autres tombes, de l'autre l'Estramadure, cette province vierge, comme on l'a appelée jusqu'ici. Au fronton on lisait : Ci-gît la *Royauté* ; elle est née sous Isabelle la Catholique ; elle est morte à la Granja d'un coup d'air. A la base on voyait un sceptre, une couronne et d'autres ornements de la dignité royale. La Légitimité, grande figure colossale de marbre blanc, plourait sur eux. Les gamins s'étaient amusés à lui jeter des pierres ; et le visage maltraité portait encore les traces de leur ingratitude.

Et cet autre mausolée à gauche, la *Armeria*. Lisons : Ci-gît la valeur castillane avec tous ses engins. R. I. P.

Deux ministères. Ci-gît la moitié de l'Espagne, elle a succombé aux mains de la deuxième moitié.

Voici le palais de *doña Maria de Aragon*. Ci-gît *la période*

constitutionnelle des trois années. On aurait pu ajouter : Ici se taisent les trois années. Mais le corps n'était pas dans le sarcophage ; il y avait au pied une note qui disait : le corps du saint a été transporté à Cadix en 1823 ; depuis, par inattention, on l'a jeté à la mer. Une autre note plus moderne sans doute ajoutait : et il est ressuscité le troisième jour.

Un peu plus loin, Dieu du ciel ! *Ci-gît l'Inquisition*, fille de la foi et du fanatisme. Elle est morte de vieillesse. J'allais partout, cherchant quelque note qui m'annonçât la résurrection. On ne l'avait pas encore mise, ou bien on ne l'y mettra jamais.

Des passants avaient griffonné à la hâte dans un coin ce mot déjà à demi effacé : *Gouvernement*. Insolents qui écrivent sur les murs, ils ne respectent pas les sépulcres.

Qu'est ceci ? La *prison*. Ici repose la liberté de la pensée. Eh quoi ! mon Dieu, en Espagne, dans un pays tout prêt pour les institutions libres. Je me rappelai cette célèbre épitaphe, et je répétai involontairement :

Ci-gît la pensée ; est-ce là tout ce qu'elle fit de son vivant ? Deux rédacteurs du *Monde* servaient de figures lacrymatoires à cette grande urne. On voyait en relief une chaîne, un bâillon et une plume. « Cette plume, me dis-je à part moi, est-ce celle des écrivains ou des scribes ? En prison, tout est possible. »

Rue des Postes, *rue de la Montera*. Ce ne sont pas des sépulcres, mais des ossuaires où dorment pêle-mêle le Commerce, l'Industrie, la bonne Foi, le Négoce. Ombres vénérables, adieu jusqu'à la vallée de Josaphat.

Correos. Ci-gît la subordination militaire : une figure en marbre sur le vaste sépulcre mettait un doigt sur la bouche ; elle tenait dans son autre main une espèce d'hiéroglyphe, qui parlait toute seule ; c'était une discipline brisée.

Puerta del Sol. C'est un sépulcre qui ne renferme que des mensonges.

La Bourse. Ci-gît le Crédit espagnol. Souvenir des pyramides d'Egypte. Comment a-t-on pu construire si grand édifice pour soutenir une chose si petite !

L'*Imprimerie nationale*. C'est le revers de la Puerta del Sol, c'est le sépulcre de la Vérité. Unique tombe de notre pays,

sur laquelle, à l'instar de ce qui se passe en France, on a l'habitude de jeter des fleurs.

La Victoire. Pour nous elle est gisante dans toute l'Espagne. Là il n'y avait ni épitaphe, ni monument; une petite inscription que le plus aveugle aurait pu lire, disait : « ce terrain a été acheté à perpétuité pour sa sépulture, par la junte chargée de l'aliénation des couvents. » Toute ma chair tremblait. Quelle différence entre hier et aujourd'hui ! En serait-il de même entre aujourd'hui et demain ?

Les Théâtres. Là reposent les génies espagnols. Pas une fleur, ni un souvenir, ni une inscription.

La salle des Cortès. C'était autrefois la demeure de l'Esprit-Saint ; mais depuis longtemps l'Esprit-Saint ne descend plus en langues de feu : Ci-gît le Statut, il naquit et mourut en une minute. Qu'il en ait pour longtemps, ajoutai-je ; et il en sera ainsi ; l'enfant devait être rachitique, à ne compter que par le peu qu'il vécut.

L'Estamento des Procérès (la Chambre haute). Bien loin au Retiro. Quelle chose singulière ! Et l'on dira encore qu'il n'y a pas un ministère pour diriger les choses de ce monde, qu'il n'existe pas une intelligence prévoyante ! c'est inexplicable. Les grands, et ils ont leur sépulcre au Retiro. Le sage est bien dans sa retraite et le paysan dans son coin.

Cependant la nuit arrivait et il était temps de rentrer. Je jetai un dernier regard sur le vaste cimetière. Partout je sentais la mort prochaine. Les chiens faisaient entendre cet aboiement prolongé, indice ordinaire de leurs sinistres augures. L'immense capitale, le géant moribond se remuait en râlant dans le linceul, et alors je ne vis plus qu'un immense sépulcre; une immense pierre allait le recouvrir. Sur elle, on ne voyait pas encore écrit le Ci-gît ; le sculpteur ne voulait pas mentir. Mais déjà les noms du défunt apparaissaient à l'œil distinctement dessinés.

« Loin de moi, m'écriai-je, horrible vision ! » liberté, Constitution, opinion nationale, émigration, honte, discorde, toutes ces paroles s'entre-choquaient à la fois à mes oreilles, comme les derniers échos du bruit général des cloches pendant le jour des Morts de 1836.

Un nuage sombre acheva de tout envelopper. C'était la nuit. Le froid glaçait mes veines. Je voulus sortir violemment de cet horrible cimetière, et me réfugier dans mon cœur naguère plein de vie, d'illusions, de désirs.

O ciel ! c'était un autre cimetière. Mon cœur n'est plus qu'une tombe : Que dit-il ? Lisons. Quel mot renferme-t-il ? Effroyable inscription ! Ci-gît l'Espérance.

Silence ! silence !

NOTE C

Noel de 1836.

Moi et mon domestique.

Délire philosophique.

« Le nombre 24 m'est fatal. La preuve, c'est que je suis né un 24.

Douze fois par an néanmoins il y a un 24 : je suis superstitieux, parce que le cœur de l'homme a besoin de croyances ; s'il n'a plus de vertu à croire, il croit aux mensonges. Voilà pourquoi les amants, les maris et les peuples croient à leurs idoles, à leurs épouses et à leurs gouvernements. Une de mes superstitions consiste à croire que le 24 ne peut être pour moi un jour heureux.

Le 23, dans mon calendrier, est toujours la veille d'un malheur ; à l'instar de ce chef de police russe, qui ordonnait que les pompes fussent toujours prêtes la veille des incendies, j'ai toujours soin, le 23, de me préparer pour le lendemain, qui doit être un jour de souffrance et de résignation. Minuit sonne ; j'ai bien soin de ne pas prendre de verre pour ne pas le briser, je ne serre pas une lettre de peur de la perdre ; je ne me déclare pas amoureux dans la crainte que ma déclaration ne soit bien accueillie, et en fait d'amour j'ai une autre superstition. Je crois que le plus grand malheur qui puisse arriver à un homme c'est qu'une femme lui dise qu'elle l'aime. S'il ne la croit pas, c'est un tourment, et s'il la croit... bienheureux celui à qui une femme répond : je ne vous aime pas. Celui-là au moins entend une vérité..... »

L'article commencé sous cette triste impression contient le récit d'une promenade faite par Larra au milieu de la ville, tandis que son domestique a reçu la permission de célébrer dans l'intérieur de son appartement cette fête de Noël, dans laquelle les Espagnols ont l'habitude d'oublier trop souvent leur sobriété ordinaire.

Au retour, Larra trouve son domestique ivre mort ; mais dans l'ivresse celui-ci parle et raisonne.

L'article continue ainsi :

« C'est de l'histoire que je raconte ; Je n'écris point pour ceux qui doutent de ma véracité. Qui ne veut pas me croire n'a qu'à tourner la feuille. Il s'évitera peut-être quelque ennui. Enfin voici le dialogue qui s'établit entre mon domestique et moi :

— Pitié, pitié, disait-il ; pourquoi donc te ferais-je pitié? Ecrivain. C'est bien plutôt toi qui m'en inspires.

— Moi, t'inspirer pitié, répondis-je.

— Ecoute. Dans quel état reviens-tu? Triste comme toujours ; moi je suis gai à tout casser. Pourquoi ce teint pâle, ce visage défait, ces yeux creux, ces teintes verdâtres que j'observe tous les soirs quand je t'ouvre la porte? Pourquoi cette éternelle distraction, ces phrases vagues, interrompues sur tes lèvres ? Pourquoi te tournes-tu et te retournes-tu, sur ton lit aux ressorts moelleux, comme un criminel face à face avec le remords, tandis que moi je ronfle sur mes planches comme un sabot ? Qui doit inspirer pitié ? N'as-tu pas l'air d'un criminel ? Il est vrai que la justice ne te poursuit pas, mais elle ne recherche que les petits criminels, ceux qui volent avec de fausses clefs, ou assassinent avec des poignards. Mais ceux qui troublent la paix des familles, en séduisant les femmes mariées ou les filles honnêtes, ceux qui volent au jeu, ceux qui brisent une existence par un seul mot dit à l'oreille, ou par une lettre anonyme, ceux-là on ne les traite pas de criminels, on ne les emprisonne pas, lorsqu'il n'y a pas de sang versé, pas de blessure visible. Il n'y a qu'une longue agonie produite par le venin mortel du poison qui a été distillé. Que de poitrinaires meurent assassinés par une infidèle, par un ingrat, par un calomniateur ! on les enterre ; et on

dit : ils n'ont pu être guéris, le médecin n'a rien compris à la maladie. C'est un coup de poignard hypocrite qui a frappé le cœur et qui a tué. Ne serais-tu pas un de ces criminels? C'est toi-même qui t'accuses. Ce frac élégant, ces bas de soie, ce gilet en tissu d'or que je t'ai vus si souvent, voilà tes armes maudites.

— Silence, ivrogne.

— Non! écoute une fois l'ivresse, puisque c'est elle qui parle. Cet or que tu viens de gagner dans une élégante soirée et que tu remues avec indifférence sur la toilette, ne serait-ce pas le prix de l'honneur d'une famille? Ce billet que tu froisses, ne serait-ce pas une dénonciation anonyme qui va pour toujours éloigner de toi la femme que tu adores? prouverait-il son ingratitude ou sa perfidie? Que de fois je t'ai vu le mordre avec rage, le déchirer avec les ongles et les dents dans ces moments où le bon ton cède le pas à la passion!

Tu cherches le bonheur dans le cœur humain, et tu commences par le déchirer en le fouillant, comme si tu ouvrais la terre à la recherche d'un trésor. Moi je ne cherche rien, et n'ayant pas d'espérance, je ne suis pas exposé à la désillusion. Toi, tu es un lettré, un écrivain. A combien de tourments ne se condamne pas ton amour-propre humilié par l'indifférence de ceux-ci, par l'envie de ceux-là, par les ressources de beaucoup?

Pour bien jouer ton rôle de bouffon, tu ferais rire la galerie aux dépens d'un ami, si tu en avais, et tu ne veux pas avoir de remords.

Tu es un homme de parti; mais chaque déroute des tiens est une humiliation; et si tu remportes la victoire, c'est toujours à trop haut prix pour que tu puisses en jouir.

Tu offenses et tu ne voudrais pas avoir d'ennemis.

Regarde-moi. Qui donc me calomnie, qui me connaît? Le salaire que tu me donnes suffit à mes besoins.

Toi, le public te récompense comme il a l'habitude de le faire avec tous ceux qui le servent.

Tu te poses en libéral, en homme dégagé de préoccupations. Mais que tu trouves à saisir le fouet : tu t'en serviras tout comme on s'en est servi contre toi.

Hommes du monde, vous vous traitez d'hommes d'honneur et de caractère, et à chaque évènement nouveau vous changez d'opinion, vous reniez vos principes.

Altéré de la soif de la gloire, tu méprises avec une rare inconséquence tous ceux pour qui tu écris, et tu veux qu'ils t'apportent leurs hommages, l'encensoir à la main. Tu flattes tes lecteurs pour être flatté par eux, et en même temps tu as peur. Tu ne sais pas si le lendemain tu seras envoyé aux Baléares ou jeté dans un cachot.

— Assez, assez !

— Je finis. Moi du moins je n'ai pas de besoins. Toi peut-être, malgré tes richesses, tu seras obligé de te soumettre à un usurier pour un vain caprice. C'est qu'il vous faut de l'or, dans ce banquet de la vie, où chaque mets coûte un trésor. Tu lis nuit et jour pour chercher la vérité dans les livres ; mais tu ne l'y trouves pas, elle n'est écrite nulle part.

Etre ridicule, tu danses sans gaieté. Tes mouvements sont tumultueux; on dirait ceux de la flamme, qui, elle, ne jouit pas mais brûle. Si j'ai besoin de femmes, j'en trouve avec mon salaire : elles me sont fidèles au moins un quart d'heure. Toi tu livres ton cœur, tu le jettes aux pieds de la première qui passe, et tu ne veux pas qu'elle te foule aux pieds. Pourquoi lui servir un semblable trésor sans la connaître ? Est-ce un prix à livrer pour une jolie figure ? Tu crois, parce que tu aimes ; et le lendemain, quand ton trésor disparaît, tu traites le dépositaire de larron. Appelle-toi seulement imprudent et niais.

— Par pitié, laisse-moi, voix de l'enfer.

— Je termine ; tu alignes des mots et ils deviennent pour toi des sentiments, des connaissances, des œuvres d'art, des moyens d'existence. Politique, gloire, savoir, pouvoir, richesse, amitié, amour ? Puis, le jour où tu t'aperçois que ce ne sont que des mots, tu maudis et tu blasphèmes.-

En attendant, le pauvre Asturien mange, boit et dort ; nul ne le trompe ; s'il n'est pas heureux, au moins il ne gémit pas dans le malheur. Il n'est ni homme du monde, ni ambitieux, ni élégant, ni lettré, ni amoureux.

Te fait-il pitié maintenant, le pauvre Asturien? Tu me commandes, mais tu ne te commandes pas à toi-même.

Aie pitié de moi, écrivain.

J'ai l'ivresse du vin, c'est vrai; mais toi, tu as l'ivresse des désirs et de l'impuissance..... »

Un ronflement sonore mit fin au dialogue, son corps était tombé épuisé sur le sol, l'organe de la Providence se tut, et l'Asturien ronflait.

« Ah! m'écriai-je, je te reconnais à présent, date fatale: 24! »

Sur mes joues brûlantes coulait une longue larme, causée par l'horreur et le désespoir.

Le lendemain, maître et domestique gisaient, l'un sur le lit, l'autre sur le sol.

Le maître avait les yeux fixés avec délire et délices à la fois sur une boîte jaune sur laquelle étaient écrits ces mots :

Demain!

Ce demain fatal arrivera-t-il?

Que contenait la boîte?

En attendant, la nuit de Noël avait passé, et tout le monde en ma présence en parlant d'elle continuait à lui donner son nom consacré : la bonne nuit (Buena Noche).

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE DEUXIÈME.

RÉGENCE DE CHRISTINE.

DEUXIÈME ÉPOQUE. LA CONSTITUTION DE 1837.

(15 avril 1836-12 octobre 1840.)

CHAPITRE I. — LES EXPÉDITIONS CARLISTES (août 1836 à octobre 1837).

CHAPITRE II.—LES CORTÈS CONSTITUANTES (16 août 1836-4 novembre 1837).

LIVRE TROISIÈME.

RÉGENCE D'ESPARTERO.

(Octobre 1840-novembre 1843.)

CHAPITRE I. — LE MINISTÈRE RÉGENCE (octobre 1840-mai 1841).

CHAPITRE II. — LES CORTÈS PROGRESSISTES DE 1841 ET 1842 (mai 1841-janvier 1843).

CHAPITRE III. — LA COALITION (3 janvier-8 novembre 1843).

LIVRE QUATRIÈME.

TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ ESPAGNOLE PENDANT LES RÉGENCES DE CHRISTINE ET D'ESPARTERO.

MŒURS, LITTÉRATURE, BEAUX-ARTS, AGRICULTURE, INDUSTRIE ET COMMERCE, PROGRÈS DES COLONIES.

CHAPITRE I. — LES MŒURS.

CHAPITRE II. — MOUVEMENT LITTÉRAIRE.

CHAPITRE III. — BEAUX-ARTS ET SCIENCES.

NOTES

LIVRE DEUXIÈME.

LIVRE TROISIÈME.

LIVRE QUATRIÈME.

ERRATA.

Page 318, 19e ligne, *au lieu de :* 29, *lisez :* 19.

Paris. — Typographie A. HENNUYER, rue d'Arcet, 7.

